Compte rendu des séances publiques
N° 3 – Session ordinaire 2004-2005

8e séance, mardi 30 novembre 2004
9e séance, mercredi 1er décembre 2004
10e séance, jeudi 2 décembre 2004
11e séance, mardi 7 décembre 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

*A quelques jours de la présidence luxembourgeoise*

# La Chambre sollicitée

**Une délégation de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Bundestag allemand en fin de matinée, une délégation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) en début d'après-midi: à l'approche de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, la Chambre des Députés est sollicitée de plus en plus par des rendez-vous européens.**

Les réunions se suivent à un rythme croissant - et se ressemblent: En date du 7 décembre, et une délégation parlementaire allemande (sous la conduite du Vice-Président de la Commission des Affaires de l'UE M. Kurt Bodewig), et une délégation patronale française (présidée par le directeur général du MEDEF M. Jacques Creyssel) se sont intéressées aux priorités de la Présidence luxembourgeoise. Suivait - au cours des deux réunions - un échange de vues approfondi sur des sujets tels que les perspectives financières, le pacte de stabilité et la stratégie de Lisbonne qui - selon l'appréciation des parlementaires luxembourgeois - devraient marquer le premier semestre de 2005.

*M. Jacques Creyssel (à droite) lors de son entretien avec le Président de la Chambre des Députés M. Lucien Weiler*

*M. Kurt Bodewig (3e de gauche) et la délégation parlementaire allemande reçus par une délégation de la Chambre des Députés*

# M. Dennis Hastert à la Chambre des Députés

*M. Dennis Hastert signe le Livre d'or sous les yeux du Président et du Secrétaire général de la Chambre des Députés.*

En date du 15 décembre, le «Speaker» du «House of Representatives» des États-Unis d'Amérique, M. Dennis Hastert, a été reçu à la Chambre des Députés par son homologue luxembourgeois M. Lucien Weiler. Après avoir signé le Livre d'or du Parlement du pays de ses origines - les ancêtres de M. Hastert étaient originaires d'Osweiler, avant d'émigrer aux États-Unis au 19e siècle -, et suite à un entretien «amical» en tête-à-tête avec M. Weiler, son programme était entièrement dédié aux festivités de commémoration du 60e anniversaire du début de la Bataille des Ardennes («Battle of the Bulge»).

# Commerce mondial

*M. Goerens et M. Huss lors de la conférence de presse*

Au cours d'une conférence de presse en date du 2 décembre 2004, MM. les Députés Charles Goerens et Jean Huss ont informé les représentants des media luxembourgeois du déroulement d'une conférence parlementaire de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui s'est déroulée du 24 au 26 novembre 2004 à Bruxelles. La conférence a discuté de l'état d'avancement des négociations sur un nouvel accord sur le commerce mondial, plus particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de la libéralisation des services.

*Les 3 et 4 décembre à Bruxelles*

# Réunion du Parlement Benelux

**Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Marie Happart en séance plénière au Sénat belge les 3 et 4 décembre 2004. Étaient présents du côté luxembourgeois: Mme Nelly Stein, présidente, Mme Marie-Josée Frank, MM. Xavier Bettel, Emile Calmes, Félix Braz, Jean-Pierre Koepp, Roger Negri et Marc Angel, membres de la délégation.**

Dans une recommandation relative au transport en ambulance transfrontalier, le Parlement Benelux invite les gouvernements des trois pays à procéder dans les meilleurs délais à la signature du projet de convention en la matière.

Le Conseil recommande également aux gouvernements du Benelux d'entreprendre des démarches en vue de promouvoir la coopération opérationnelle des services de renseignements et de sécurité dans l'Union européenne et en vue de mettre en place et de renforcer dans les différents États membres de l'Union européenne un contrôle externe légal des services de sécurité et de renseignements. Ce contrôle devra satisfaire à certaines conditions:

- un contrôle parlementaire spécifique des services de renseignements et de sécurité,
- toute personne directement concernée par l'action d'un service de sécurité ou de renseignements peut porter plainte selon une procédure définie,
- un juste équilibre entre la transparence et le caractère confidentiel du contrôle externe,
- l'obligation pour les organes de contrôle interne de transmettre des résultats de leurs investigations de manière à permettre aux organes de contrôle externe d'avoir une vue globale de l'état des services de sécurité et de renseignements.

Le Parlement Benelux a également élu à l'unanimité son Bureau pour les sessions à venir qui se tiendront en 2005 et 2006 à La Haye aux Pays-Bas. Président: M. De Neree tot Babberich (NL), Vice-Présidents: MM. Tommelein (B) et Negri (L). Mme Lydia Mutsch a été reconduite dans ses fonctions de réviseur des comptes de l'Assemblée.

Dans le cadre d'une réception offerte par le Président de la Chambre des Représentants de Belgique, plusieurs anciens membres, dont M. John Schummer, ancien Président et Vice-Président du Parlement Benelux, ont été à l'honneur.

*(1re rangée) Mme Marie-Josée Frank, Mme Nelly Stein, M. Roger Negri, M. Jean-Pierre Koepp (2e rangée) M. Pierre Dillenburg, M. Claude Frieseisen, M. Xavier Bettel, M. Felix Braz*

# Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise a.s.b.l.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie en collaboration avec la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise a.s.b.l.

**recherche des participants à la**

## IIIe Session du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ)

qui se tiendra à Bruxelles du 3 au 10 juillet 2005 dans le cadre de la XXXIe Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Étant donné que le Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg joue un rôle très actif au sein de l'APF, elle tient absolument à ce que deux jeunes étudiants (une fille et un garçon) représentent notre pays à cette IIIe session du PFJ.

**Objectifs du PFJ:**

- faire connaître les mécanismes d'une assemblée parlementaire en général;
- développer la formation civique en initiant les jeunes à l'activité parlementaire;
- renforcer la solidarité entre jeunes venant de tous les horizons de la Francophonie;
- rencontrer d'autres jeunes afin de partager et d'échanger des idées et des opinions;
- susciter la création ou le renforcement de parlements de jeunes dans les États et gouvernements membres de l'APF.

**Conditions de participation:**

- être âgé de 18 à 23 ans;
- être de nationalité luxembourgeoise;
- suivre un cursus scolaire ou universitaire ou provenir de l'enseignement professionnel ou de l'apprentissage;
- rédiger un texte de quatre pages dactylographiées sur un des thèmes suivants:
  1. Le rôle de la Francophonie et des parlements dans la promotion de la démocratie et de droits de l'Homme dans l'espace francophone.
  2. Les enjeux pour les jeunes de la lutte contre le VIH/Sida.
  3. La participation des jeunes à la vie politique.
  4. Jeunesse, pauvreté et développement durable.

**Projet de programme**

| | |
|---|---|
| Dimanche 3 juillet | arrivée |
| Lundi 4 juillet | réunion |
| Mardi 5 juillet | réunion ou journée découverte |
| Mercredi 6 juillet | réunion ou journée découverte |
| Jeudi 7 juillet | commissions |
| Vendredi 8 juillet | réunion |
| Samedi 9 juillet | réunion |
| Dimanche 10 juillet | départ |

Le PFJ fonctionnera comme un vrai parlement. Son objectif sera l'adoption d'un Livre Blanc qui sera ensuite présenté à l'Assemblée plénière de l'APF puis au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements.

**Hébergement:**

Auberge de jeunesse «Sleep well Youth Hôtel»

Rue du Damier, 23 • B-1000 Bruxelles

Tous les frais d'hébergement et de transport sont pris en charge par l'APF.

* * *

Les personnes intéressées de participer au PFJ et d'y représenter le Grand-Duché de Luxembourg sont priées d'envoyer leur candidature à la Chambre des Députés, 9, rue du St-Esprit, L- 1475 Luxembourg à l'attention de Mme Sonja Benassutti pour le lundi, 3 janvier 2005 au plus tard en joignant:

1. une photo récente,
2. une copie de la carte d'identité,
3. une preuve d'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire supérieur, professionnel ou d'apprentissage,
4. un descriptif du cursus universitaire ou scolaire avec mention éventuelle des diplômes obtenus,
5. le texte demandé.

*Conférence parlementaire à La Haye*

# «Vers une lutte socialement responsable contre les maladies animales»

**M. Marcel Oberweis, président, et M. Henri Kox, membre de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés ont participé, du 25 au 27 novembre 2004, à la conférence «Vers une lutte socialement responsable contre les maladies animales» organisée par les États Généraux des Pays-Bas à La Haye, dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'Union européenne.**

La conférence réunissait les délégués des Parlements des 25 pays membres de l'Union européenne, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Croatie et de la Turquie. Elle a offert l'occasion de procéder à un échange d'expériences sur la prévention et la lutte contre les maladies vétérinaires et sur les conséquences des épizooties. Les aspects suivants ont notamment été discutés: la mise au point d'une politique européenne en matière de maladies vétérinaires, la répartition des responsabilités, la politique de non vaccination et la commercialisation des animaux vaccinés, le transport des animaux, la sécurité alimentaire et la santé publique ainsi que les effets sociaux des épizooties.

*M. Marcel Oberweis et M. Henri Kox*

## Chamber TV

**an der Stad**
*um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)*

**zu Esch**
*um Kanal S40 (455.25 MHz)*

**zu Déifferdeng**
*um Kanal S 29*

**zu Diddeleng**
*um Kanal S 32*

**an der Gemeng Nidderaanwen**
*um Kanal S 29*

# Examen minutieux des textes européens

*Les délégations britannique et luxembourgeoise*

**Une délégation du «European Scrutiny Committee» du Parlement du Royaume-Uni sous la conduite de son Président M. James Hood, en visite officielle à Luxembourg, a rencontré en date du 6 décembre 2004 la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Les deux délégations ont discuté du fonctionnement de ladite commission du «House of Commons», de l'euro-scepticisme croissant en Grande-Bretagne et des conséquences d'un éventuel «non» britannique à la Constitution européenne à l'occasion d'un référendum prévu pour le premier semestre 2006.**

Le «Scrutiny Committee» examine tous les documents politiques et légaux provenant de la Commission européenne de Bruxelles. Il décide des suites à donner (ou non) aux différents textes, en les faisant suivre à la commission européenne du «House of Commons» ou - plus rarement - en les faisant débattre en séance plénière du Parlement britannique. La commission se compose de 16 membres qui bénéficient du soutien d'un staff important de secrétaires et de conseillers.

La séance de travail a été présidée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

# Changements climatiques et législation européenne en matière d'environnement

**MM. Roger Negri et Marcel Oberweis, respectivement président et vice-président de la Commission de l'Environnement, ont représenté la Chambre des Députés à l'occasion d'une réunion conjointe des commissions de l'environnement du Parlement européen et des Parlements nationaux, le lundi 29 novembre 2004 à Bruxelles.**

Cette réunion était co-présidée par M. Karl-Heinz Florenz, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen, et par Mme Liesbeth Spies du Parlement néerlandais, deuxième chambre, membre de la commission du logement et de l'environnement et présidente de la commission temporaire sur le changement climatique.

Le programme de la réunion comprenait en premier lieu un exposé de M. Klaus Töpfer, directeur général du programme des Nations Unies pour l'environnement, sur les changements climatiques. Une seconde allocution, par M. Georges Kremlis, chef de l'unité «Affaires juridiques, activités législatives et application du droit communautaire» de la DG Environnement a été consacrée à la mise en œuvre et la transposition en droit national de la législation européenne en matière d'environnement. Les deux interventions ont été suivies de débats.

# Visite d'une délégation parlementaire du Majlis Alshoura du Royaume d'Arabie Saoudite

**Le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot, a reçu le 13 décembre 2004 à la Chambre des Députés une délégation du Majlis Alshoura, le Parlement du Royaume d'Arabie Saoudite. Pendant les entretiens, il fut entouré de MM. Charles Goerens, Michel Wolter, François Bausch, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp, membres de la commission.**

Les parlementaires saoudiens ont répondu aux questions de leurs collègues luxembourgeois concernant notamment l'impact de l'islam sur la gestion politique du pays et la position de la femme dans la société saoudienne. Par ailleurs les députés luxembourgeois se sont intéressés à l'appréciation de leurs hôtes du conflit israélo-palestinien et de la situation en Iraq, aujourd'hui et après les élections prévues en janvier.

*La délégation saoudienne autour de M. Charles Goerens (2e de gauche) et M. Ben Fayot (à droite)*

# NOUVELLES LOIS

*Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.*

## 4965 - Projet de loi

**portant règlement du compte général de l'exercice 2001**

Le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2001 a été le premier à être exécuté dans son intégralité sous le nouveau régime mis en place par la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et celle sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. A partir du 1[er] janvier 2001, la Direction du contrôle financier (DCF) a pris ses fonctions au sein du Ministère des Finances en tant qu'instance de contrôle a priori du pouvoir ordonnateur.

Les **comptes généraux** de l'exercice 2001 peuvent être résumés comme suit (en LUF):

**A.- Recettes et dépenses courantes et en capital**

| | | |
|---|---|---|
| I. | Recettes | 5.709.344.957,25 |
| II. | Dépenses | 5.706.960.117,91 |
| III. | Excédent de recettes | 2.384.839,34 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses | 505.616.316,86 |

**B.- Recettes et dépenses pour ordre**

| | | |
|---|---|---|
| I. | Recettes pour ordre | 2.789.724.910,61 |
| II. | Dépenses pour ordre | 2.816.326.482,11 |
| III. | Excédent de dépenses pour ordre | 26.601.571,50 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses pour ordre | -14.271.500,35 |

**C.- Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État**

| | | |
|---|---|---|
| I. | Recettes | 2.600.788.399,09 |
| II. | Dépenses | 2.182.687.853,26 |
| III. | Excédent de recettes | 418.100.545,83 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses | 3.252.182.955,38 |

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2001, Les **variations** sont les suivantes:

| | Budget définitif 2001 | Compte général 2001 | Variations en valeur | en % |
|---|---|---|---|---|
| Recettes<br>- courantes<br>- en capital | <br>5.412.818.171,00<br>33.890.954,00 | <br>5.676.935.105,46<br>32.409.851,79 | <br>264.116.934,46<br>-1.481.102,21 | <br>+ 4,9<br>- 4,4 |
| Total recettes (1) | 5.446.709.125,00 | 5.709.344.957,25 | 262.635.832,25 | + 4,8 |
| Dépenses<br>- courantes<br>- en capital | <br>4.636.934.015,00<br>808.475.345,00 | <br>4.785.845.902,84<br>921.114.215,07 | <br>148.911.887,84<br>112.638.870,07 | <br>+ 3,2<br>+ 13,9 |
| Total dépenses (2) | 5.445.409.360,00 | 5.706.960.117,91 | 261.550.757,91 | + 4,8 |
| Excédent de recettes (1) - (2) | 1.299.765,00 | 2.384.839,34 | 1.085.074,34 | + 83,5 |

Les **plus-values de recettes** se présentent comme suit:

| | |
|---|---|
| Impôts directs | 187.352.673,88 |
| Impôts indirects | 148.006.128,86 |
| Droits de douane et accises | -97.032.600,37 |
| Recettes d'exploitation, redevances et autres (Sections 64.2 et 64.8) | 20.470.056,12 |
| Recettes de participations ou avances de l'État | -52.141,76 |
| Remboursements de dépenses | -429.275,41 |
| Recettes domaniales | 5.802.093,14 |
| Total | 264.116.934,46 |

En ce qui concerne le contrôle de la légalité et de la régularité des dépenses, la Cour des Comptes constate que les résultats obtenus lors de ces contrôles sont de manière générale satisfaisants.

Les délais pour engager les dépenses n'ont parfois pas été respectés. De plus, le classement et l'archivage des pièces justificatives en relation avec les dépenses effectuées ne sont pas organisés de manière homogène et uniforme.

La Cour a effectué un contrôle relatif à la réalité des dépenses. Ce contrôle a également connu un résultat globalement satisfaisant.

Quelques irrégularités ont tout de même été examinées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (voir le rapport de la Commission).

La Cour des Comptes remarque qu'il est difficile, voire impossible de veiller à ce que les actifs de l'État soient correctement utilisés et conservés sans que des inventaires exacts soient établis et mis à jour régulièrement.

La Commission estime que les délais observés par certains comptables extraordinaires pour présenter leurs comptes sont inadmissibles. La Commission demande aux différents comptables extraordinaires de présenter leurs comptes sans délai.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 04.06.2002

Rapporteur:
M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Henri Grethen):

| | |
|---|---|
| 28.04.2003 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du rapport de la Cour des Comptes |
| 05.05.2003 | Suite de la présentation |
| 20.10.2003 | Examen des courriers en réponse à différents ministères |
| 11.10.2004 | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 25.10.2004 | Adoption du projet de rapport |

Vote en séance publique: 02.12.2004

## 5260 - Projet de loi

**modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales**

Par l'introduction à l'article 22 du CAS d'un alinéa 2 nouveau par la loi du 31 mai 2002 portant introduction d'une liste positive de médicaments pris en charge par l'assurance maladie, a été introduit le principe que, pour être éligible au remboursement par la sécurité sociale, un médicament doit répondre aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. Les médicaments remboursables doivent donc avoir fourni la preuve de leur efficacité thérapeutique.

C'est ce nouveau texte qui avait amené l'assemblée générale de l'UCM à décider le déremboursement des médicaments homéopathiques, étant donné que ces derniers n'ont toujours pas apporté la preuve scientifique d'un effet au-delà du simple effet placebo.

Le présent projet a précisément pour objet de permettre à nouveau le remboursement par la Sécurité sociale des médicaments homéopathiques en ajoutant à l'article 22 un alinéa nouveau disposant que les médicaments homéopathiques unitaires peuvent être inscrits sur la liste positive.

Il convient de préciser que ne sont visés que les médicaments homéopathiques ne contenant qu'un seul principe et, parmi ces derniers, que ceux fabriqués à partir de substances végétales, minérales ou chimiques et administrés par voie orale sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.

La finalité du projet est donc de rétablir, en matière de prise en charge par l'UCM des médicaments homéopathiques, exactement la situation antérieure à la loi précitée sur la liste positive.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 16.12.2003

Rapportrice:
Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

| | |
|---|---|
| 28.10.2004 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 11.11.2004 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 02.12.2004

## 5342 - Projet de loi

**sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport**

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser les travaux nécessaires à l'assainissement des eaux de l'aéroport afin d'assurer la gestion des eaux usées de l'aéroport, de permettre la protection des sources d'eau potable et d'adapter l'alimentation en eau potable au développement de l'enceinte aéroportuaire proprement dite.

Les investissements s'élèvent à un total de 58 millions d'euros, correspondant à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003. Ce budget comprend notamment les travaux repris ci-après:

la réhabilitation complète du réseau de canalisation garantissant solidité et étanchéité, vu la vétusté du réseau actuel;

la déconnexion des eaux des tarmacs des autres zones, vu le caractère particulièrement polluant des eaux de dégivrage qui, grâce à la construction d'un bassin tampon, seront envoyées de façon contrôlée vers la station d'épuration du syndicat intercommunal SIAS;

la construction d'une série de bassins de rétention permettant une retenue contrôlée en cas de pollution accidentelle sur tarmacs, pistes et taxiway;

la transition du réseau unitaire mixte exploité actuellement par l'aéroport en réseau séparatif vers le réseau de la Ville de Luxembourg, avec rétention des eaux pluviales;

la création de nouvelles «prises rapides» le long de la piste pour mieux pouvoir lutter contre les incendies et le renforcement du réseau d'eau potable de l'aéroport.

Les dépenses sont à charge des crédits du budget du Ministère des Transports.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 19.05.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

| | |
|---|---|
| 09.11.2004 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 25.11.2004 | Examen et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 02.12.2004

## 5343 - Projet de loi

**portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren**

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser la fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren en une nouvelle commune de Tandel, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale. Ladite fusion, qui est la première depuis 1978, est le résultat d'une longue concertation et d'une étroite coopération au niveau intercommunal, qui a pris son décollage en 1996 avec la création d'un syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale avec centre sportif à Tandel.

La fusion se fera graduellement. Ainsi, il est prévu que la nouvelle commune disposera de trois échevins et de onze conseillers communaux jusqu'aux élections communales de 2017. De même, les deux secrétaires communaux partageront leurs tâches jusqu'au moment où un des deux postes devient vacant. Le conseil communal désignera un receveur communal, parmi les deux actuellement en fonction. Le conseil communal de Tandel, issu des élections du 9 octobre 2005, entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

La nouvelle commune bénéficiera d'une aide étatique de 2.500 euros par habitant qui sera étendue sur une période de dix ans. Ce montant sera essentiellement dépensé pour la construction d'un bâtiment administratif pour la nouvelle commune de Tandel, l'extension de l'école de Tandel, ainsi que le raccordement de la localité de Longsdorf à la station d'épuration de Bleesbruck par la construction d'un nouveau collecteur.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 03.06.2004

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank)

| | |
|---|---|
| 21.10.2004 | Désignation du rapporteur |
| | Présentation et examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 09.11.2004 | Présentation et adoption du projet de rapport |

Vote en séance publique: 17.11.2004

## 5344 - Projet de loi

**portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver le Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003.

La Convention européenne pour la répression du terrorisme, qui date du 27 janvier 1977, a pour objectif de renforcer la collaboration internationale en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme. Cet instrument vise à empêcher que des auteurs d'actes de terrorisme échappent aux poursuites pénales et aux sanctions prévues pour de

tels actes. Considérant l'extradition comme un moyen particulièrement efficace pour parvenir à ce résultat, la Convention a «dépolitisé» les questions d'extradition et d'entraide judiciaire en établissant une liste d'infractions qui ne peuvent plus être considérées comme des infractions politiques et pour lesquelles l'extradition ou l'entraide judiciaire ne saurait dès lors plus être refusée.

Suite aux attentats de New York et de Washington, il a été jugé nécessaire de renforcer la lutte contre le terrorisme, d'où l'élaboration du Protocole d'amendement à la Convention

Les points principaux du Protocole sont les suivants:

1. Le Protocole étend considérablement la liste des infractions «dépolitisées» au sens décrit ci-dessus. La liste des conventions internationales prévue à l'article 1er de la Convention européenne pour la répression du terrorisme a été complétée et englobe actuellement tous les instruments juridiques pertinents des Nations Unies concernant la lutte contre le terrorisme.

Le Protocole précise en outre que sont incluses dans le champ d'application de la Convention de 1977 les infractions connexes aux infractions principales citées au paragraphe (1) de la Convention incluant de ce fait la tentative de commettre une de ces infractions principales, la participation en tant que coauteur ou complice à sa perpétration ou à la tentative de perpétration ou encore le fait d'organiser la commission d'une de ces infractions ou le fait de donner l'ordre à d'autres de commettre ou de tenter de commettre une de ces infractions.

2. Afin d'assurer une plus grande portée à la Convention, le Protocole modifie le régime des réserves à la Convention en renforçant les conditions qui permettent de formuler une réserve par rapport au texte de 1977.

3. Le Protocole renforce également le suivi de la mise en œuvre de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, d'une part, en complétant et développant les attributions du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) qui se voit reconnaître des tâches additionnelles, et, d'autre part, en créant un comité conventionnel, le COSTER («Conference of Contracting States against Terrorism»: Conférence des États contractants contre le terrorisme) chargé du suivi de la Convention.

4. L'ouverture à la signature de la Convention aux États non membres du Conseil de l'Europe constitue une autre innovation majeure du Protocole. Les États membres du Conseil de l'Europe, mais aussi les États non membres mais dotés du statut d'observateurs ont automatiquement la possibilité d'adhérer à la Convention.

5. A noter enfin qu'une procédure d'amendement simplifiée, permettant d'ajouter à l'avenir de nouvelles infractions à la liste des infractions «dépolitisées», a été instaurée. Par ailleurs une procédure d'amendement général, permettant des révisions futures sans devoir passer par l'adoption d'un protocole d'amendement, a également été élaborée.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.06.2004

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

| | |
|---|---|
| 06.10.2004 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 27.10.2004 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 01.12.2004

## 5373 - Projet de loi

**modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach**

Le présent projet a pour objet d'adapter les participations financières de l'État arrêtées par la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et par la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach. Ces textes avaient initialement retenu une participation financière étatique respectivement de 6.250.000,- euros et de 6.500.000,- euros. Les auteurs du projet de loi sous rubrique ont avant tout fait valoir des raisons liées aux évolutions techniques et à la nécessité de disposer d'infrastructures modernes et répondant à leurs vocations nationale, régionale et internationale. Les surcoûts se chiffrent finalement à une somme totale de 9.196.372,24 euros (Centre culturel d'Ettelbruck: 3.470.573,88 euros; Centre culturel et touristique régional à Echternach: 5.725.798,35 euros). Les participations financières de l'État s'élèvent respectivement à 9.667.912,- euros (Ettelbruck) et à 12.171.030,- euros (Echternach).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.08.2004

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

| | |
|---|---|
| 13.10.2004 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 11.11.2004 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 02.12.2004

## 5385 - Projet de loi

**autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques correspondants, ainsi que les aménagements extérieurs**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs. La construction d'une nouvelle tour-radar s'impose pour plusieurs raisons. D'une part, les installations techniques actuelles ne répondent plus aux nouvelles normes techniques définies par Eurocontrol à partir de la deuxième moitié de l'année 2005 et aux obligations internationales à assumer en matière de circulation aérienne. Dans une phase transitoire, le respect de ces conditions est assuré par une mise à jour des logiciels concernés. D'autre part, le maintien du site actuel de la tour-radar pénaliserait de futurs projets de construction d'infrastructures dans l'enceinte aéroportuaire. Finalement, l'effort architectonique lié à ce projet se justifie par le souhait de rendre à l'aéroport un aspect plus adapté à son importance économique.

Pour le détail du coût, il est renvoyé à la fiche financière jointe à l'exposé des motifs du projet de loi. Le montant total arrondi du devis estimatif se chiffre à 11,6 millions d'euros correspondant à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003.

La durée totale de réalisation est projetée à 28 mois.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 11.10.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

| | |
|---|---|
| 09.11.2004 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 25.11.2004 | Examen et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 02.12.2004


Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
**Chamber TV**
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
**www.chd.lu**
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

## Ordre du jour

**1.** Communications

**2.** Ordre du jour

**3.** 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

***(Début de la séance publique à 15.01 heures)***

**M. le Président**.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix**.- Neen, Här President.

### 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Aus legale Grënn, déi mat der Prozedur zesummen hänken, widderhuelen ech meng Kommunikatioun vum 26. Oktober 2004, datt de Poste vun engem Conseiller an der Cour des Comptes fräi ginn ass.

1) Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par le Greffe.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Depuis le 18 novembre 2004, les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5402** - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.11.2004

2. **5403** - Projet de loi modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Dépôt: M. le Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004

3. **5404** - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

4. **5405** - Projet de loi portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000, 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

5. **5406** - Projet de loi portant 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg le 8 juin 2004, 2. approbation de la Décision 2003/725/JAI du Conseil du 2 octobre 2003 modifiant les dispositions de l'article 40, paragraphes 1 et 7, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, et 3. modification: a) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, b) du Code d'instruction criminelle, c) de la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, d) de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 26.11.2004

6. **5407** - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26.11.2004

7. **5408** - Projet de loi concernant la modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004

8. **5409** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004

4) La Chambre des Députés a été saisie de deux pétitions:

- la pétition N° 264 du 15 mai 2004 pour la fermeture du Stafelter et

- la pétition N° 265 du 23 novembre contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension.

5) Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des États membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye dans le cadre de la XXXIIème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, ainsi que de M. François Bausch, M. Ben Fayot et M. Gast Gibéryen.

Les parlementaires ont étudié les systèmes de contrôle du respect du principe de subsidiarité que les Parlements sont en train de mettre en place dans le contexte du mécanisme d'alerte précoce. Introduit par la Constitution européenne, ce mécanisme permet à tout Parlement national d'un État membre, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, d'adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

La délégation luxembourgeoise a plaidé en faveur de l'implication de toutes les Commissions parlementaires concernées dans les dossiers européens, de manière à ne pas en réserver l'examen aux Commissions des Affaires européennes.

Les représentants parlementaires ont conclu dans ce contexte qu'ils ont un intérêt certain à échanger leurs conclusions en matière du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Donnant suite à un document intitulé «Declaration on the role of national parliaments to raise national European awareness», établi par deux membres néerlandais de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence des Présidents des Parlements afin de déterminer une semaine pour débattre sur le programme législatif annuel de la Commission européenne.

6) M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés à la 50e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 12 au 16 novembre 2004 à Venise.

L'Assemblée a adopté des résolutions concernant les moyens pour faire face à la prolifération nucléaire, la reconstruction et le développement en Irak et en Afghanistan après les conflits, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, la relance du dialogue transatlantique en matière de sécurité ainsi que la traite des enfants.

Les 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées ont également discuté sur la lutte contre le terrorisme, les capacités et les nouveaux partenariats de l'OTAN.

Dans le cadre de la réunion conjointe de l'Assemblée de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, a expliqué que «Le renforcement du rôle politique de l'OTAN requiert (…) une culture du débat». Une culture où les discussions sur l'avenir du Kosovo, de l'Afghanistan et même de l'Irak, ne sont pas des exceptions, mais la règle. Une culture où les Alliés n'abordent pas les aspects fondamentaux de la sécurité dans le seul but de parvenir à un consensus ou de prendre une décision, mais aussi pour échanger des points de vue, même si cela n'aboutit qu'à un «accord sur l'existence d'un désaccord». Nous ne devons pas nous accrocher à l'idée qu'une discussion au Conseil de l'Atlantique Nord doit toujours se conclure par un consensus sur une opération militaire.

Un autre orateur, à savoir le Général James Jones, Commandant Suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a déclaré que «L'OTAN se transforme. Elle est toujours considérée comme une institution utile et son action peut influer sur le cours des événements. Elle deviendra ce que l'on veut qu'elle soit, et je suis persuadé que, comme au XXème siècle, elle représente un des meilleurs espoirs de sécurité et de stabilité pour l'avenir».

### 2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 25. November Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer

d'Presentatioun vum Budgetsrapport vun der Finanzkommissioun duerch de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Mar, um hallwer dräi

1) den Exposé vum Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statshaushalt vum Joer 2005,

2) de Projet de loi 4965 iwwert de Compte général vum Joer 2001, nom Modell 1, an

3) de Projet de loi 5344, eng Konventioun iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus, nom Modell 1.

Iwwermar, en Donneschdeg, och um hallwer dräi

1) de Projet de loi 5260 iwwert den Artikel 22 vum Code des assurances sociales, zesumme mat der Proposition de loi 5173, nom Modell 1,

2) de Projet de loi 5373 iwwert d'Kulturzentren zu Ettelbréck an zu Iechternach, nom Modell 1,

3) de Projet de loi 5342 iwwert d'Ausbesserung vum Flughafen, nom Modell 1,

4) de Projet de loi 5385 iwwert de Bau vun engem Radartuerm um Findel, nom Modell 1, an

5) d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

***(Assentiment)***

Et ass also esou decidéiert.

Haut de Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, presentéiert eis den Här Budgetsrapporteur, Laurent Mosar, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Rapporteur, Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### 3. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

**M. Laurent Mosar** *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als Budgetsrapporteur vun der Finanz- a Budgetskommissioun bestëmmt gëtt, sou ass dat eng grouss Éier, awer och eng riseg Erausfuerderung fir jiddfer Politiker, deem dës Éier an deenen allermeeschte Fäll nëmmen eemol a senger Carrière zoufält.

Dëst Joer ass dann d'Erausfuerderung besonnesch grouss gewiescht, well ech fir déi éischte Kéier ënnert där neier Prozedur der Chamber de Budgetsrapport dierf presentéieren. Aneschters wéi an de vergaangene Jore kënnt et net zu engem Rapport complémentaire, sou datt de Rapporteur nëmme méi een Optrëtt op der Chambertribün mécht an de Budget och zum Ofschloss vun den Debatten den Donneschdeg d'nächst Woch direkt hei ka gestëmmt ginn.

Déi nei Budgetsprozedur, déi d'Koalitiounspartner während de Verhandlunge fir d'Regierungsbildung am Summer beschloss hunn, bleift net ouni Auswierkungen op d'Aarbechte vum Budgetsrapporteur a vun der Chamber. De Budgetsprojet gouf dëst Joer eréischt an der zweeter Oktoberhalschent presentéiert an d'Acteure vun der Prozedur haten duerno just nach fënnef Woche fir hir Avisë respektiv hire Rapport auszeschaffen. Perséinlech fannen ech, datt sech dëse méi gerafftene Kalenner positiv op déi gesamt budgetär Aarbechten ausgewierkt huet. Net nëmmen ass de Budgetsprojet, esou wéi d'Regierung en am Oktober déposéiert huet, komplett gewiescht an huet net méi mussen amendéiert ginn, mä déi méi enk zäitlech Fënster duerno huet de Rapporteur och derzou incitéiert, säi Rapport géigeniwwer de leschte Joren erhieflech ze beschneiden. Et ass nees méi e reng budgetären, e geziilt finanzielle Rapport, deen drop verzicht, eng politesch Gesamtiwwersiicht ze liwweren, wat jo am Fong och net säi Sënn war an ass.

Här President, den Dépôt vum Budget am Oktober ass virun allem vun der Suerg inspiréiert, sech kënne bei der Ausaarbechtung vum Projet op méi realistesch wirtschaftlech Daten ze baséieren. Mir hunn tatsächlech an de leschte Jo-

ren ëmmer nees erlieft, datt déi Prévisiounen, déi am éischten Hallefjoer konnte gemaach ginn, am zweete Semester méi oder manner drastesch revidéiert goufen. Duerch dee méi spéiden Dépôt vum Budgetsprojet gëtt dëse Problem geléist. D'Acteure vun der Budgetsprozedur, vum Statec iwwert de Budgetsdepartement an d'Beruffschamberen, d'Zentralbank, d'Cour des Comptes bis hin zur Finanz- a Budgetskommissioun an hirem Rapporteur, schaffen direkt op deenen Donnéeën, déi um Enn vun engem Kalennerjoer kënne mat zimlecher Sécherheet fir dat nächst Budgetsjoer zu Gronn geluecht ginn. Ech perséinlech hu fonnt, datt déi nei Prozedur och d'Aarbecht vum Rapporteur an deem Sënn erliichtert huet.

Während fënnef Wochen hat ech elo Geleeënheet, mech am Detail mat de staatleche Finanzen, mat der Struktur vun de Steierrecetten a mat der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun vum Land auseneenzesetzen. Meng Virgänger als Budgetsrapporteur wëssen, datt esou een Exercice genausou spannend wéi opschlussräich ass an datt een als Rapporteur vum Budget en Iwwerbléck iwwer finanzpolitesch Zesummenhäng kritt, déi engem an där Form an an deem Mooss virdrun dacks net esou bewosst waren. Et kritt een awer och d'Geleeënheet mat deene sou genanntene Forces vives de la nation ze diskutéieren iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Land. Ech muss lech soen, datt ech dës Diskussiounen, mat all de Beruffschamberen, de Gewerkschaften, de Patronatsorganisatiounen an all aneren Associatiounen appréciéiert hunn a si mir och alleguerte wäertvoll Informatioune geliwwert hunn, vun deenen ech och versicht hunn a mengem Rapport eng Rei ze verschaffen.

Ech wëll dann awer och déi excellent Zesummenaarbecht mam Budgetsminister, mat deene verschiddenen Direktioune vun der Steierverwaltung, der Administration de l'Enregistrement, der Douane an den Accisen, der Finanzinspektion, dem Trésor, dem Statec, dem Administrateur général, der Direktioun vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank ervirsträichen, déi der Finanzkommissioun eng äusserst grouss Disponibilitéit entgéint bruecht hunn, an ouni deenen hir aviséiert Avisen och dëse Rapport net an där Form hätt kënnen ofgeschloss ginn. Déi héich Qualitéit vun hiren Avisë beweist dann och, dass een an engem begrenzten Zäitraum eng excellent Aarbecht ka maachen.

Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren, hinnen alleguerten e ganz groussen an oprichtege Merci auszedrécken. E ganz speziellе Merci wëll ech awer och un all Kolleeginnen a Kolleege vun der Finanz- a Budgetskommissioun riichten, fir hiert Verständnis an hir aktiv Zesummenaarbecht. Och e besonnesche Merci un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madame Caroline Guezennec. E leschten, ganz besonnesch déiwen a speziellе Merci geet u mäi Fraktiounssekretär Frank Engel, ouni deem seng wäertvoll Mataarbecht dëse Rapport sécherlech net am Délai hätt kënne fäerdeg gestallt ginn, sou wéi un all déi aner Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun.

Här President, ech sinn duerfir dankbar, dëst Joer den Exercice vun engem Budgetsrapport kënne gemaach ze hunn, zu engem Moment wou sech wesentlech Froen am Zesummenhang mat der Zukunft vun de Statsfinanzen an domat mat dem politesche Spillraum an deene kommende Jore stellen.

Ech hunn dann och meng Roll als Rapporteur net limitéiert gesinn op eng Bestandopnahm vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land, mä wollt och op eng Rei vu Schwaachpunkten hiweisen. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt dem Budgetsrapporteur seng Missioun sech net kann an däerf drop beschränken, mat der Wäirauchschossel ronderëmmer ze goen, mä hien och d'Flicht huet hannert den Zuelen ze krazen, se ze hannerfroen an och emol eng Rei méi kritesch Iwwerleeungen unzestellen.

Ech géif dann och wëlle behaapten, datt ech mat där Approche an der Traditioun vu ville vu menge Virgänger als Budgetsrapporteur mech bewegen, déi och ëmmer erëm an hiren Ausféierunge versicht hunn, de Budgetsprojet méi kritesch ze hannerfroen.

Ech hunn dann awer och gemengt et géif net duergoen, nëmme Kritike par rapport zu gewëssene Schwaachpunkten ze maachen, mä ech wollt och eng Rei vu Weeër opweisen, ganz besonnesch an de Kapitele Finanzplaz a Gemengefinanzen, wéi een aus Schwächten erëm kéint versiche Stäerkten ze maachen.

An dësen Iwwerleeungen huet fir mech ëmmer d'Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstandduert Lëtzebuerg am Viergrond gestanen, ouni dee mer de Wuelstand vun dësem Land net kënne mëttel- a laangfristeg garantéieren.

Ech géif dann och nach eng Kéier wëlle betounen, datt dës Léisungsvirschléi perséinlech Iwwerleeunge vum Rapporteur sinn an domadder natierlech net d'Budgets- an d'Finanzkommissioun an hirer Gesamtheet engagéiert. Dëst gesot, wëll ech dann zu mengem eegentleche mëndleche Budgetsrapport iwwergoen.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, de Budgetsrapport fir 2005 konnt op enger wirtschaftlecher Ausgangsbasis opgestallt ginn, déi nees besser ass, wéi mer se tëschent 2001 an 2003 kannt hunn. Fir dat lafend Joer rechent de Statec mat engem ekonomesche Wuesstum vun iwwer 4%, a fir 2005 kënne mer och nees vun enger Wuesstumsfourchette tëschent 4% a 4,5% ausgoen. Domat situéiert sech déi Lëtzebuerger Ekonomie nees e gutt Stéck méi no un hirer mëttlerer Wuesstumskurv an enger laangfristeger Perspektiv, wéi dat an deenen éischte Jore vun dësem Jorzéngt war.

De Budgetsprojet selwer baséiert op enger Wuesstumsprognos vu liicht ënner 4% am Joer 2005. D'Finanzkommissioun ass der Meenung, datt d'Regierung mat dëser méi virsiichteger Projektioun Recht huet, virun allem well mer schonn ze dacks déi wirtschaftlech Dynamik am Land iwwerschat hunn, wann e Budget ficeléiert gouf. An nodeems nach eng ganz Rei Onsécherheetsfacteuren op den internationale wirtschaftleche Perspektive laaschten - virun allem deen onberechenbaren, awer konstant héije Präis vum Pëtrol an d'Evolutioun vum Wiesselcours tëschent dem Euro an dem Dollar -, schéngt et fir de Stat richteg, am Joer 2005 nach eng liicht méi moderat Croissance virauszesetzen, wéi d'Prognose vun den Instituter dat de Moment maachen.

De Budgetsprojet selwer wiisst allerdéngs méi staark par rapport zum aktuelle Joer, wéi eis Ekonomie dat mécht. Ronn 8% Gesamtwuesstum vum Budget si fir 2005 geplangt, wat dëse Volumen an d'Géigend vu 7 Milliarden Euro bréngt. Virun allem déi lafend Ausgaben affichéieren dëst Joer eng Progressioun vun iwwer 8%, wat muss ze denke ginn.

Nu muss een awer de Budgetswuesstum relativéieren. D'Exekutioun vum Budget vun dësem Joer weist nämlech, datt souwuel op der Säit vun de Recettë wéi och bei den Dépensë ronn 200 Milliounen Euro méi wäerte verbucht ginn, wéi d'Chamber am Dezember 2003 gestëmmt huet. Bei den Dépensë schloe virun allem déi steigend Sozialtransferten am lafende Joer mat enger Plus-value vun ëm 150 Milliounen zu Buch - ech wäert op dësen Ëmstand nach méi am Detail agoen. Tatsaach ass awer, datt wann een de Budgetsprojet fir 2005 mat den tatsächleche Statsausgaben am lafende Joer vergläicht, da kënnt ee bei den Dépenses courantes op eng Progressioun, déi méi no bei 4% läit - an dat ass konkordant mat deem viraussiichtleche Wirtschaftswuesstum am nächste Joer.

De Budgetsprojet gesäit en Defizit vu ronn 90 Milliounen Euro vir, déi aus der Budgetsreserv kënne finanzéiert ginn. Fir dëse Feelbetrag auszegläichen, kann de Stat sech also bei sengen eegenen Erspuernisser zerwéieren. Doriwwer eraus gëtt awer am nächste Joer en Emprunt néideg: De Stat wëllt 200 Milliounen Euro léinen, déi direkt an zu gläichen Deeler sollen dem Fonds des Routes an dem Fonds du Rail zougefouert ginn. Dës Zomm transitéiert also net duerch den eigentleche Statsbudget a gëtt deemno och net als Recette kontabiliséiert. 2004 war dat esou virgesinn a gouf vun enger ganzer Partie Kritiker contestéiert, déi geléintent Geld net wollten als Statsrecette betruechten. Ech wëll mech net mat deenen techneschen Detailer vun esou engem Virgank ophalen, mä just fannen datt et e bëssen eegenaarteg ass eng Recette, egal wéi eng et ass a vu wou se kënnt, net als Recette ze considéréieren. Mä esou oder esou stellt déi Fro sech fir den Exercice 2005 net méi.

Insgesamt feelen dem Stat 2005 dann 300 Milliounen Euro, fir esouwuel säi Budget wéi säin Investitiounsprogramm iwwert d'Fongen ze finanzéieren. An der europäescher Berechnungsmethod SEC95 musse jo d'Dépensë vun de Fonge bei der Ermëttlung vum Budgetsdefizit berücksichtegt ginn. Dat ass am Fong eng total Häresie, well d'Avoirë vun de Fonge Finanzreserve vum Stat duerstellen, déi iwwer Jore constituéiert goufen, an déi Dépensen, déi mat dëse Gelder gemaach ginn, hunn deemno iwwerhaapt näischt mat engem Defizit ze dinn. Well awer ausser Lëtzebuerg kee Land an der Europäescher Unioun esou Reserven huet an och keen ausser eis sech ka virstellen esou Reserven ze hunn, si mir esou gutt a kontabiliséieren d'Ausgabe vun de Fonge mat, wa mer den Defizit fir dat kommend Joer berechnen. An da komme mer am Total op e Feelbetrag vun 843 Milliounen Euro.

De Gesamtsolde vun den öffentleche Verwaltungen zu Lëtzebuerg, an deem de Stat, d'Gemengen an d'Sozialkeese berücksichtegt ginn, ass fir 2005 zimlech genee am Equiliber. Dat erkläert sech doduerch, datt d'Sozialkeesen een nach ëmmer kräftegen, iwwerschëssege Solde virweisen, deen déi vun der Zentralverwaltung an de Gemengen ausgläicht.

Am Résumé stellt d'Finanzsituatioun vum Stat sech esou duer, datt se souwuel équilibréiert wéi gesond ass. E Wuert nach zur Schold vum Lëtzebuerger Stat, fir dës Appréciatioun ofzeronnen.

D'Statsschold ass vun 1997 bis 2003 stänneg erofgaangen, well de Stat an deene Jore keng nei Verschëldung opgeholl huet. 2004 louche mer du bei enger Bruttoschold vu just 435 Milliounen Euro, wat 1,8% vum PIB ausgemaach huet. Mat den Empruntë vun 2004 an 2005 - insgesamt 320 Milliounen Euro Neiverscholdung am lafenden an am kommende Joer - geet eis Bruttoschold nees op 569 Milliounen Euro erop. Par rapport zum PIB ass dat keng weider bedenklech Entwécklung. Mir situéieren eis d'nächst Joer bei enger Schold vun 2,1%, wat am europäesche Verglach nach wie vor absolut konkurrenzlos ass.

Här President, ech wëll dann iwwergoen zu mengem Commentaire vum Budget vun de Recetten, esou wéi de Projet fir 2005 se virgesäit. Dobäi wëllt ech mech op e puer grouss Poste konzentréieren, déi och d'Eckdate vun de staatleche Recetten ausmaachen, an zwar d'Akommessteier, d'Kollektivitéitssteier, d'TVA, d'Taxe d'abonnement an de Lëtzebuerger Undeel un deene gemeinsame Recettë vun der UEBL.

Bei der Akommessteier féiert deen duerchaus dynameschen Aarbechtsmaart, dee mer ëmmer nach hunn, derzou, datt dës Recettë kënne substanziell klammen, an zwar vun ëm déi 1.250 Milliounen Euro am lafende Joer op 1.400 Milliounen am Joer 2005. Natierlech ass d'Croissance vum Aarbechtsmaart net nëmme mat steigende Steierrecettë verbonnen, mä op där anerer Säit och mat Sozialausgaben, déi enger eegener Entwécklung follegen a stänneg an d'Luucht ginn - dorop kommen ech nach zréck.

Bei der TVA ass et esou, datt 2005 soll e Rekordjoer gi mat Recettë vu 1.588 Milliounen Euro, 218 Milliounen weider wéi am gestëmmte Budget fir 2004. E wesentlechen Deel vun dësen zousätzlechen Einnahme resultéiert aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer Internetgesellschaften, déi de Standuert Lëtzebuerg gewielt hunn, well mir deen niddregsten TVA-Saz an der Unioun hunn, a si deen am Land bezuelen, wou hire Verrechnungssiège ass.

Esou dankbar e frou mer iwwert dës zousätzlech TVA-Recettë sinn - déi eis am Iwwregen iwwerhaapt net einfach esou an de Schouss gefall sinn, wéi dat verschiddentlech op déser Tribün behaapt gouf -, esou séier musse mer eis awer bewosst bleiwen, datt se net op éiweg gesëchert sinn. De Prinzip vum Land vum Dingschtleeschter, deen de Moment nämlech an Europa bei der TVA-Erhiewung zu Gronn geluecht gëtt, ass schwéier ënner Beschoss.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

Et ass net ausgeschloss, datt en an enger mëttelfristeger Perspektiv net iwwerlieft an datt domat d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg fir Internethandelsfirme géif kräfteg relativéiert ginn. Dëst ass eng Méiglechkeet an der Evolutioun, et ass keng Sécherheet. Mä et soll eis derzou bréngen, d'TVA-Recetten aus dem Internethandel net als gottgegeben hinzehuelen. Si sinn éischter fragile.

Bei der Taxe d'abonnement dann ass och en Erhuelungsprozess ze verzeechnen, deen derzou féiert datt nees iwwer 400 Milliounen Euro am Budgetsprojet opgefouert sinn. Tatsächlech ass d'Industrie vun den Investmentfongen, déi dës Tax zu quasi 100% bezilt, gesond an hir Aktiva entwéckele sech positiv. Enn September 2004 louchen déi bei 1.059 Milliarden Euro, wat eng reell Progressioun vu ronn 150 Milliarden Euro während engem Joer erëmgëtt. D'Taxe d'abonnement ass deemno amgaang sech ze erkrabbelen a soll 2005 ronn 50 Milliounen Euro méi erabréngen, wéi dat nach 2003 de Fall war.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg weltwäit deen zweete bis drëtten - mir liwweren eis do e permanent Fänkesspill mat Frankräich fir déi zweete Plaz - Standuert fir Investmentfongen ass, just hannert de Vereenegte Staten. An op all deenen anere Plazen, wou esou Fonge sech wuel fillen - an Amerika, a Frankräich, an Australien, an Italien - gëtt et keng Taxe d'abonnement. Dat bedeit, datt mer bei der Standuertpromotioun regelméisseg mussen erklären, wat dann déi speziell Tax do eigentlech ass, déi just zu Lëtzebuerg muss entriicht ginn. An dat mécht d'Promotioun net ëmmer einfach. Duerfir ass et och rotsam, datt mer den Taux vun déser Tax lues no ënnen upassen, au fur et à mesure wou de Volume vun deenen hei lokaliséierte Fongen zouhëlt. Domat kënne mer d'Recettë stabiliséieren an de Standuert gläichzäiteg nach méi attraktiv maachen. Vill méi ass natierlech an esou enger Logik net aus der Taxe d'abonnement erauszehuelen. Och däers musse mer eis bewosst sinn.

D'Recetten, déi Lëtzebuerg am Kontext vun der UEBL virun allem aus den Accisen zoustinn, dierfte sech 2005 op iwwer 900 Milliounen Euro situéieren. Dat beweist d'Vitalitéit vum Tanktourismus a sengen ugeschlossene Phenomeenen, wéi zum Beispill dem Grenzverkaf vun Tubaksprodukter. Mä och d'Entwécklung vun dëse Recettë wërft Froen op, déi mer net einfach kënne vum Dësch wëschen.

Den Tanktourismus ass eng wichteg Finanzquell vum Lëtzebuerger Stat, mä mer liewen nun emol am Zäitalter vum Protokoll vu Kyoto, ënnert deem Lëtzebuerg sech dozou engagéiert huet, bis zum Horizont 2008-2012 seng $CO_2$-Emissiounen ëm 28% par rapport zu 1990 zréckzeschrauwen. A problematescherweis gëtt eisem Land dee ganze Pëtrol, dee mer do un de Grenze verkafen, als Quell vu Lëtzebuerger Emissiounen zougeschriwwen.

De Budgetsprojet fir 2005 gesäit dann och schonn d'Schafung vun engem spezielle Fong vir, deen eng éischte Kéier mat 5 Milliounen Euro dotéiert gëtt, fir datt Lëtzebuerg kann um internationale Maart zousätzlech Emissiounsrechter kafen. Mä kee Mënsch weess genee wéi eisen Emissiounsbilan sech riskéiert iwwert déi nächst Joren ze entwéckelen; d'Emissiounsquote sinn elo schonn deier a riskéieren och vill méi rar ze ginn. An da kann et eis geschéien, datt mer Pénalitéiten ze bezuele kréien, wa mer d'Emissiounen, déi eisen nationalen Allocatiounsplang virgesäit, iwwerschreiden. Net mar, mä an e puer Joer wäert eng exzessiv Tonn $CO_2$ mat 100 Euro zu Buch schloen. Wat dat am Kontext vun honnertdausenden Tonnen, déi aus dem Tanktourismus resultéieren, kéint als Belaaschtung fir de Statshaushalt bedeiten, brauch ech net weider ze detailléieren.

Tatsaach ass: Den Tanktourismus riskéiert am Kyoto-Zäitalter méi zu enger Belaaschtung ze ginn, wéi en dat bis haut war. A mer wiere gutt beroden, e Gesamtbilan ze erstellen, an deem eisen Energiehaushalt ausenaner geholl a par rapport zu de Kyoto-Verflichtunge berechent gëtt. Wa sech dann ergéif, datt am schlëmmste Fall enges Dags méi Pénalitéiten ze bezuele wiere wéi mer Recetten aus dem Tanktourismus kéinten zéien, dann dränge sech och fir d'Regierung neiaarteg Iwwerleeungen iwwert de Präis vu Bensin an Diesel op.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

Bleift schlussendlech, Här President, d'Kollektivitéitssteier, déi eis Betriber bezuelen. Do gesäit d'Perspektiv fir 2005 net esou roseg aus. Déi Zäiten, wou 1.400 Milliounen Euro konnte budgétiséiert ginn, sinn eriwwer. Fir 2005 rechent d'Regierung mat 1.125 Milliounе Recetten aus dëser Steier, 25 méi wéi am lafende Joer. Dat sinn Zuelen, déi eis mussen ze denke ginn.

D'Kollektivitéitssteier - esou gëtt engem gesot, mä ni richteg offiziell - gëtt zu ronn 80% vum Finanzsecteur bezuelt. Dat bedeit éischtens, datt eis Industrie an de gesamte Mëttelstand nëmmen nach ganz wéineg Kollektivitéitssteiere bezuelen. Et bedeit anerersäits awer - an dat ass méi wichteg -, datt dës Steier quasi ganz vun engem Wirtschaftssecteur ofhänkt, deen ëmmer méi duerch Fusiounen, Acquisitiounen a Rationaliséierungen opfält an deen och versicht seng Steierlaascht zu Lëtzebuerg permanent ze drécken. Wann een dann nach weess, datt an de Joren zënter 2002 zimlech massiv de Banken hir Steierscholden agedriwwe goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteier héich ze ha-

len, an datt dës Solden haut weitgehend opgebraucht sinn, dann zeechent sech fir d'Kollektivitéitssteier e Bild, wat net kann optimistesch stëmmen.

Dës Steier ass an hirem Produkt faktesch réckleefeg. Un deem Ëmstand wäert sech an deenen nächste Jore kaum eppes Fundamentales änneren; d'Acteure vun der Finanzplaz, awer och déi Industriebetriber, déi nach Kollektivitéitssteier bezuelen, setze vill drun, fir duerch steierlech Ingénierie déi Beträg, déi se un de Lëtzebuerger Stat ofzeféieren hunn, erofzedrécken. Aus de Récklage fir d'Besteierung op der Finanzplaz ass net méi vill erauszehuelen an d'Zuel vun deene Betriber, déi iwwerhaapt Kollektivitéitssteier bezuelen, hëlt net méi zou, an d'Effekter vun der Steierreform vun 2002 weise sech elo eréischt an hirem ganzen Ausmooss.

Dobäi muss ee jo soen, datt mer mëttlerweil am europäesche Verglach mat eisem Taux vun 22% Kollektivitéitssteier guer net méi sonnerlech gutt do stinn. Mir leie just nach op der aachter Plaz an der Europäescher Unioun an Irland, e wichtege Konkurrent vun eiser Finanzplaz, féiert den Tableau mat 12,5% un.

Zousätzlech ass et dann esou, datt et fir e Betrib zu Lëtzebuerg mat der Kollektivitéitssteier jo net gedoen ass. Derbäi kommen nach Gewerbe- a Solidaritéitssteier, esou datt e Betrib am Schnëtt hei 30,38% bezilt. Mat deem Taux leie mer am europäesche Verglach nach just op der 18. Plaz. Dat ass wuel net déi Positioun, déi mer ustriewen, an en Taux vun iwwer 30% gëtt an der erweiderter Unioun, wou vill Memberstaten Tauxë vun ënner 20% applizéieren, ëmmer méi schwéier ze vermaarten. Datselwecht gëllt d'ailleurs och um Niveau vun der OECD.

Et geet also och hei ëm d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg an och ëm déi Kritären, déi an der Lissabonner Strategie virgesi sinn an déi jo eigentlech sollen d'Kompetitivitéit vun der gesamter europäescher Wirtschaft verbesseren.

Ech kommen dann och net ëmhin nach eng Kéier festzestellen, datt hautdësdaags een net derlaanscht kënnt ëmmer erëm kuerzfristeg ze reagéieren, well ware mir no der Steierreform mat eisem Taux vun der Kollektivitéitssteier ee Moment an der europäescher Hitparad op den Topplazen, esou si mer innerhalb vun zwee, respektiv dräi Joer an dat hënnescht Mëttelfeld zréckgefall.

Wa mer hei net definitiv wëllen den Uschloss verpassen, och ganz besonnesch par rapport zu deenen neien EU-Memberlänner, schéngt et mer onerlässlech ze sinn an deenen nächste Méint eng Diskussioun iwwert den Taux vun eiser Kollektivitéitssteier ze féieren. Et geet hei allerdéngs net nëmmen ëm d'Erofsetzung vun deem Taux, mä et geet virun allem och ëm eng Vereinfachung vun dëser Steier, déi am Handling einfach ze kompliziéiert ass an domadder sécherlech eng Rei vu potenziellen Investisseure vum Standuert Lëtzebuerg ewechhält.

All dës Iwwerleeungen hu mech dozou bruecht, a mengem schrëftleche Rapport eng Reform vun der Betribsbesteierung virzeschloen, déi eis nees un d'Spëtzt vum europäesche Peloton géif bréngen an déi d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert wuel géif vereinfachen. Et muss ee wëssen, datt opgrond vu ganz villen Aménagementer vun der Assiette vun der Kollektivitéitssteier déi tatsächlech Belaaschtung méi no bei 20% wéi bei 30% läit. Wann dat esou ass, da gëtt et kaum e Grond fir den theoreteschen Taux net deem faktesche unzepassen. A Verbindung mat enger méiglecher Reform vun der Gewerbesteier, op déi ech nach wäert agoen, sollt et méiglech sinn, d'Gesamtbesteierung vun de Betriber ënner 20% ze drécken. Wann also den Taux vum IRC, der Kollektivitéitssteier, op 15% erofgefuer géif, an d'Gewerbesteier halbéiert, da léiche mer, Solidaritéitssteier abegraff, bei 19% an eppes. Esou e Saz léisst sech verkafen. An doduerch datt ee parallell géif d'Assiette vun der Betribsbesteierung méi breet maachen, bléif d'Recette aus dem IRC wuel méi oder manner konstant.

Esou eng Verbreederung vun der Assiette ass souwisou op der Dagesuerdnung, wann et zu där europäescher Harmoniséierung vun der Grondlag vun der Betribsbesteierung kënnt, déi de Code de conduite virgesäit. A wann een déi Reflexioun, déi bei all Steiererliichterung gemaach gëtt, dann nach an de Räsonnement abaut, datt sech nämlech aus esou enger Operatioun eng wirtschaftlech Dynamiséierung ergëtt, da kann een dovun ausgoen, datt sech aus engem Ëmbau vun der Betribsbesteierung, wéi ech e proposéieren, éischter méi wéi manner Steierrecettë géifen erginn.

Här President, wéi gesot, ech maachen herno nach eng Parti Aussoen zu de Perspektive vun der Gewerbesteier. Elo wëllt ech mech den Ausgabe vum Stat fir 2005 zouwenden, wéi de Budgetsprojet se virgesäit, an dobäi mat den Investissementer vum Stat ufänken.

Mat iwwer 800 Millioune Euro gëtt 2005 an de Proportiounen esou vill investéiert wéi nach ni. 10,8% vun de gesamte Statsausgabe fléissen an öffentlech Investissementer. Dat si ronn 3% vun eisem PIB. Dës Investissementer sinn néideg a fir d'Moderniséierung vum Land onverzichtbar. Duerch si adaptéiere mer eis Infrastrukturen un d'Bedürfnisser vun der Zäit, an enger Populatioun, déi bestänneg wiisst. Mä Investissementer, déi dauerhaft de Volume vun 2005 erreechen, hunn natierlech Auswierkungen op de Stand vun de Statsfinanzen, a besonnesch op d'Avoirë vun deene grousse Fongen, iwwert déi déi meescht Investitioune getätegt ginn.

Zënter 2003 ginn d'Finanzreserve vun de Fonge bestänneg erof. Dat läit dorun, datt mer zënterhier keng staatlech Plus-valuë méi kënnen zousätzlech un d'Fongen affektéieren, well et där keng méi gëtt. A mat den uerdentleche budgetären Dotatiounen ass et kloer, datt zënter dem leschte Joer a bis op weideres d'Ausgabe vun de Fonge méi héich wäerte si wéi hir Recetten. Domat schmëlzen d'Reserve lues awer sécher ewech.

Et kann een haut dovun ausgoen, datt bei engem konstanten Investitiounsvolumen iwwert de gesamten Horizont vun der pluriannueller Planung bis 2008 spéitstens an deem Joer e Besoin de financement bei de Fongen optaucht. Si sinn dann eidel. Allerdéngs setzt dat viraus, datt bis 2008 all Joer weiderhin 200 Milliounen an d'Fonge fléissen, wéi se 2005 aus engem staatlechen Emprunt resultéieren. Wier dat net de Fall, kriten d'Fongen also all Joer bis 2008 just esou vill Dotatiounen, wéi reng aus dem Budget kann u si fléissen. Da wier de Besoin de financement schonn am Laf vum Joer 2006 erreecht. 2008 léich de Geldbedarf vun de Fongen, fir am Equiliber kënnen ze funktionéieren, ouni déi 200 Milliounen zousätzlech Dotatioune pro Joer, bei enger ronner Milliard Euro.

Natierlech geet och d'Exekutioun vun den Aarbechten am Verlaf vun de Jore virun an d'Bedürfnisser vum Land un öffentlechen Investissementer huele graduell of. Si verschwannen natierlech net, si verschwannen ni ganz, esou datt e bestëmmten Handlungsspillraum fir öffentlech Investitioune muss erhale bleiwen. Ugesiichts der wahrscheinlecher Entwécklung vun de Kontostänn vun de Fongen ass et awer esou, datt ee sech scho muss d'Fro stellen, ob mer dee ganzen, haut geplangten Investitiounsvolumen op Dauer packen, ouni op anere Plazen am Budget Aschränkunge virzehuelen.

Et schéngt mer evident ze sinn, datt mer deen héijen Investitiounsniveau, dee liewenswichteg fir eis Wirtschaft ass, nëmme mëttel- a laangfristeg kënnen halen, wa mer erëm esou Progressiounen an eisem PIB kréie wéi Enn den 90er Joren - an hei muss een emol einfach dovun ausgoen, datt dat kaum wäert de Fall sinn -, oder ob ee muss op anere Plazen am Budget aspueren.

Ech wäert am Laf vu mengen Ausféierungen nach méi oft op dës, wat ech géif nennen, Réorientatioun vun dëse Prioritéiten zréckkommen.

Besonnesch interessant ass ganz sécher d'Evolutioun vum Beschäftegungsfong, iwwert deen de Chômage an déi vill Moosnamen zu Gonschte vun der Beschäftegung finanzéiert ginn. Ech erënneren drun, datt déi Erhéijung vun der Sozialcontributioun um Diesel, déi 2005 passéiert, dozou déngt, deem Fong 20 Milliounen zousätzlech Recetten ze verschafen. 145 Millioune vun deenen 285, déi en d'nächst Joer erakritt, stamen iwwregens aus dëser Contributioun, weider 90 Milliounen aus der Solidaritéitssteier. De Fong gëtt 2005 338 Milliounen Euro aus. Dat si bal 30% méi wéi nach 2003.

Well mer wëssen, datt de Chômage och d'nächst Joer kaum wäert substanziell erofgoen - Dir kennt déi ekonomesch Theorie, déi beseet, datt mer hei am Land iwwer 5% Wirtschaftswuesstum bräichten, fir datt et zu engem Réckgank vum Chômage kéim, an deen hu mer eben net -, kënne mer unhuelen, datt och d'Ausgabe vum Beschäftegungsfong net wäerte gebremst ginn. Ech weess och, datt et eng Rei Erklärunge fir dës sou genannten Okun-Theorie gëtt, déi ganz besonnesch och mat eisem Statut als Arbeitgeber um Niveau vun der Groussregioun ze dinn huet. Nach mengen ech awer, datt dës Erklärungen net duer ginn, fir dës enorm Differenz an der Relatioun tëschent Wirtschaftswuesstum an Ofhuele vum Chômage par rapport zu eisen Nopeschlänner ze explizéieren.

Déi ongenügend Qualifikatioun vu ville Chômeuren hei zu Lëtzebuerg ass sécherlech an deem Kontext eng scho wesentlech méi iwwerzeegend Explikatioun.

Ech sinn der Meenung an der Iwwerzeegung, datt sech ugesiichts vun dësen enormen Zuelen en Audit vum Beschäftegungsfong opdrängt. Déi immens Zuel vu Moossnamen an Initiativen, déi vun him finanzéiert ginn, an déi objektiv Entwécklung vun de Mouvementer op de Konte vum Fong loossen dat néideg erschéngen. Wa mer de Chômage net an de Gréff kréien, da riskéiert de Beschäftegungsfong op Dauer zu engem Faass ouni Buedem ze ginn. A fir d'Ausgaben net duerch e gréissert Lach, mä duerch en iwwersiichtlechen Ausgank aus dem Fong erausfléissen ze loossen, sollt am Detail gepréift ginn, wat e fir wéi eng Zwecker an a wéi enge Beträg ausgëtt. Hei schéngt et mer onbedéngt noutwendeg ze sinn, am Interessi par ailleurs vun allen interesséierte Parteien, méi Transparenz eranzekréien.

Här President, wéi all Joer ass och fir 2005 de sou genannte Sozialbudget eng wierklech Erausfuerderung, net nëmme well e 44% vun alle geplangte Statsausgabe fir d'nächst Joer ausmécht - dat ass nämlech eng Proportioun, déi net méi héich ass wéi an aneren europäesche Länner mam Sozialstatsmodell och -, mä well de Sozialbudget zënter Joren eng Eegendynamik un den Dag leet, déi riskéiert en aus dem Rad lafen ze loossen, wa mer en net méi prezis gefaasst kréien. Ech explizéiere mech.

De Sozialbudget fir 2004 gouf ëm ronn 150 Milliounen Euro dépasséiert, ouni datt d'Politik duerfir iergendeng Décisioun geholl hätt. D'Expansioun vum Aarbechtsmaart a vun der residenter Populatioun eleng huet dës Méiausgabe bewierkt, op déi d'Politik am Fong och keen Afloss huet. Natierlech affektéieren d'politesch Décisiounen d'Sozialausgabe vum Stat - ech erënneren hei drun, datt déi Cotisatiounserhéijung fir d'Krankekeesen, déi d'Generalversammlung vun der UCM virun zwou Woche beschloss huet, fir de Stat mat zousätzlechen Dépensë vun iwwer 26 Milliounen Euro zu Buch schléit -, mä och ouni esou Décisioune wiisst de Sozialbudget iwwert dat vun der Chamber gestëmmtent Mooss, an zwar all eenzelt Joer.

Krankekeesen- a Pensiounscotisatiounen esouwéi Kannergeld sinn déi gréisste Posten, déi ënnert dem Unzéie vum Aarbechtsmaart an d'Luucht ginn. Op där anerer Säit, an dat gesi mer jo och am Recettëbudget fir d'nächst Joer, bréngen zousätzlech Aarbechtsplazen och zousätzlech Recetten aus der Akommessteier, an déi Leit, déi bei eis am Land wunnen, ginn och hiert Geld hei aus. Deemno sinn och steigend TVA-Recetten zum Beispill dermat verbonnen, datt mer netto all Joer e puer Dausend Leit zu Lëtzebuerg bäikréien, déi hei consomméieren.

Mä eng aner Entwécklung wéi déi objektiv Croissance vun de Sozialausgabe muss eis an deem Kontext dach Suerge maachen, well se déi Logik, no där méi Dépensen duerch e Wuesse vum Aarbechtsmaart och méi Recettë fir de Stat an enger bestëmmter Proportioun no sech zéien, relativéiert. Dës Entwécklung ass déi vun den Exportatioune vun de sozialen Transferten, déi ëmmer méi staark an eis Nopeschlänner ginn. Dat ass virun allem op dat drastescht Usteige vun der Zuel vun de Frontalieren zréckzeféieren.

Fir deenen hire stänneg wuessenden Undeel um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze verdäitlechen, wëll ech e puer Zuelen nennen. Vum Januar 2001 bis September 2004 ass den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ëm 12% gewuess, dat heescht, et hunn um Enn vun där Period 30.000 Aarbechtsplaze méi zu Lëtzebuerg existéiert wéi un hirem Ufank. An därselwechter Period ass awer d'Zuel vun de Frontalieren ëm 20.000 geklommen, vun 93.000 op 113.000, wat enger Augmentatioun vun 21% entsprécht. Zwee Drëttel vun deene geschafenen Aarbechtsplaze goufen an där Zäit mat Frontaliere besat. Dëst an d'lescht Joer si mer méi no bei enger Proportioun vun dräi Véirel. An d'Tendenz hält un - d'Frontaliere si méi disponibel an huelen éischter Plaze mat manner interessante Léin a Konditiounen un, wéi déi Leit dat maachen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

De Frontalieren hir Dépensë ginn awer virun allem do gemaach, wou déi Leit wunnen, also net hei zu Lëtzebuerg. Vun hirem Logement iwwer hir Liewensmëttel an aner Konsumausgabe bis zu der Visite beim Coiffeur an am Kino kann a muss een dervun ausgoen, datt déi méi attraktiv Präislandschaft ronderëm Lëtzebuerg d'Frontalieren derzou bréngt, och do hiert Geld auszeginn. Déi Recettë ginn deemno der Lëtzebuerger Ekonomie an dem Lëtzebuerger Stat verluer, an d'Relatioun tëschent méi Dépensen a méi Recettë fir Lëtzebuerg gëtt verzunn: Bei de Frontalieren ergi sech Recetten nach aus der Akommessteier an aus dem Konsum op de Lëtzebuerger Tankstellen, awer soss keng an därselwechter Proportioun wéi dat bei de Résidenten de Fall ass. Am Kloertext: D'Explosioun vun der Zuel vun de Frontalieren, déi ronn 40% vum privaten Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ewell ausmaachen, kascht de Stat nettement méi, wéi se him zréckbréngt.

***(M. Jos Scheuer prend la Présidence)***

Um Niveau vun den Exportatioune vun de Sozialtransferten, déi jo och am Konsum vun de Bénéficiairen hiren Néierschlag fannen, wëll ech och e puer Zuelen nennen, well déi absolut fir sech selwer schwätzen.

Zënter 1990 hu sech d'Transferten an d'Ausland vun deene grousse soziale Prestatioune folgendermoossen entwéckelt: Krankekeesen a Pensiounskeese bezuelen haut zéngmol méi an d'Ausland wéi nach 1990. Beim Kannergeld - déi Steigerung ass bal net nozevollzéien - ass et 275-mol méi wéi viru 14 Joer. An d'Tendenz vun der Kurv, déi dës Entwécklung beschreift, dauert un. 1990 goufe sozial Leeschtunge fir 70 Milliounen Euro an d'Ausland transferéiert. 2003 sinn et Leeschtunge fir bal 900 Milliounen, an d'Milliard dierft am Joer 2005 erreecht an dépasséiert ginn. Den Undeel vun den Exportatiounen an de Gesamtprestatioune steigt an där ganzer Period vun 9% op iwwer 21%.

Dës Zuele schwätzen, wéi ech fannen, eng méi ewéi däitlech Sprooch. An et ass nach net eriwwer. Et ass eng Fro vun der Zäit, bis Lëtzebuerg ënnert dem Drock vun europäesche Regelen a Geriichtsuerteeler nach weider Deeler vu senge Sozialleeschtunge muss fir den Export fräiginn. Do kéint een zum Beispill un d'Mammerent denken, deenen hir Bénéficiairen esou definéiert sinn, datt et musse Mamme vu Kanner sinn, déi zu Lëtzebuerg op d'Welt koumen. Dës Bestëmmung kéint liicht enger Décisioun vum europäesche Geriichtshaff zum Affer falen, no där dann d'Exportatioun vu Mammerenten de Käschtepunkt vun där Moossnam ëm e gudden Drëttel, wann net méi, kéint an d'Luucht dreiwen, ouni Retombéeë fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an de Budget, well pensionéiert Fraen an der Grenzregioun ganz sécher net vill zu Lëtzebuerg consomméieren.

Et heescht deemno opzepassen op de Sozialbudget, deen enger Dynamik follegt, déi sech dem politeschen Zougrëff entzitt. Ech hunn et scho gesot, an ech widderhuelen et: Bei deenen Erausfuerderungen, déi sech beispillsweis dem Investissementsbudget an deenen nächste véier oder fënnef Joer stellen, kënne mer net parallell och nach massiv steigend Sozialausgaben op d'Schëller huelen. Duerfir geet de kuerz- bis mëttelfristege budgetäre Spillraum wuel ganz einfach net duer.

E geet iwwregens och net duer, fir dauerhaft an ëmmer méi Sozialpolitik op Felder ze bedreiwen, déi sech eigentlech fir Ëmverdeelung net eegnen. Mir wäerten eis mussen d'Fro stellen, ob mer zum Beispill op Dauer den Usagerë vum öffentlechen Transport net méi wéi déi 12% u Participatioun mussen ofverlaangen, déi se de Moment zum Finanzement vum öffentlechen Transport bäidroen. D'Fro stellt sech ganz eendäiteg, ob et gerechtfäerdegt ass, datt quasi all déi Leit, déi exklusiv den öffentlechen Transport benotzen, dat fir näischt oder fir e ganz symbolesche Bäitrag kënne maachen.

***(Brouhaha général)***

Den öffentlechen Transport kascht 2005 alles an allem bal 550 Milliounen Euro.

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- E sollt dach gratis ginn!

***(Interruptions)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV), rapporteur*.- Do sinn 200 Millioune fir Investissementer an d'Streckennetz abegraff. Dat ass e gewaltege Montant, deen op d'mannst an deem Deel, deen d'Fonctionnement betrëfft, misst op méi équitabel Manéier tëschent Benotzer a Stat opgedeelt sinn.

Et kënnt dobäi, dass no der Liberaliséierung am Wuerentransport spéitstens 2008 respektiv 2009 och eng Liberaliséierung am Persounevérkéier kënnt, déi riskéiert déi verschidden öffentlech Bedreiwer an en äusserst schwieregt konkurrenziellt Ëmfeld ze drécken.

***(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Lauschtert dem Rapporteur no!

***(Interruptions diverses)***

**Une voix**.- E seet awer Saachen, déi bal net ze gleewe sinn!

***(Interruptions diverses)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV), rapporteur*.- An all Iwwerleeungen, déi zum öffentlechen Transport artikuléiert ginn, soll een dëst Element net vergiessen, ganz besonnesch an der Diskussion ëm d'Zukunft vum Persouneverkéier.

***(Interruptions)***

Här President, fir datt ech net falsch verstane ginn: Ech sinn iwwerzeegt, dass um Niveau souwuel vun den Infrastrukture wéi och vum Matériel roulant e groussen Nohuelbedarf hei am Land besteet, a mir kommen och net ëmhin en vue vun der Mise en musique vum IVL dës gewalteg Efforten um Niveau vum öffentlechen Transport ze maachen. Nach muss et awer erlaabt si sech d'Fro ze stellen, wéi mer mëttel- a laangfristeg dës enorm finanziell Laascht kënne packen, wann ee gläichzäiteg heiansdo d'Gefill huet, all dës Mesurë géifen nach net duergoen, fir vill méi Leit op den öffentlechen Transport ze kréien.

Mir mussen eis vläicht alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, froen, ob et net hei virun allem mol zu engem Mentalitéitswiessel an de Käpp vun de Leit misst kommen, ier se hiren Auto an der Garage loossen an op den öffentlechen Transport ëmklammen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de finanzielle Spillraum, iwwert dee mer verfügen, geet och net duer, fir op Dauer eng Subventiounspolitik vun den alternativen Energien, virun allem der Fotovoltaik, ze bedreiwen, esou wéi mer dat bis den 31. Dezember dëst Joer maachen. Déi Subsiden, déi mer fir fotovoltaesch Anlagen ausginn, chiffréiere sech bis elo an deene verschiddene Budgeten op iwwer 65 Millounen Euro, mä domat wäert et wahrscheinlech nach net gedoe sinn. D'Aspeisepräme wäerten nach eng Kéier spierbar zu Buch schloen, sou datt mer kënnen dervun ausgoen, datt méi oder wéineger 100 Millounen Dépensen an dëser Saach erreecht an iwwerschratt ginn.

Dat Ganzt, fir zum Deel eng quasi industriell Stroumproduktioun vun eenzelne Solarparkbedreiwer matzefinanzéieren, déi domat Geld verdéngen, ouni datt et eiser nationaler Energieversuergung eppes bréngt: Mat allen haut genehmegten Anlagen - jo nach laang net all sinn se a Betrib - géif d'Fotovoltaik just e Véirels bis en hallwe Prozent vun der nationaler Stroumversuergung ausmaachen. Dat bréngt eis am Kyoto-Bilan praktesch näischt, mä et huet iwwer dräi bis véier Budgetsexercicë substanziell Geld kascht. Esou generéis Usätz vum Lëtzebuerger Stat wäert et an Zukunft net méi kënne ginn. Et soll se och net méi ginn, well hei Reglementer hiert eigentlech gutt gemengtent Zil verfeelt hunn an et erlaben, datt sech eenzel Persounen un enger staatlecher Politik beräicheren. D'Fotovoltaik ass eigentlech e gutt Beispill, wéi eng Iddi, déi am Usaz sécherlech richteg ass an déi d'Produktioun vun alternativen Energien ënnerstëtzt, duerch en onkohärent Exekutiounsreglement zu engem finanzielle Faass ouni Buedem riskéiert ze ginn.

Och hei, Här President, wëll ech net falsch verstane ginn, d'Entwécklung vun alternativen Energië muss och an eisem Land weider gedriwwe ginn, dëst allerdéngs an engem kloer definéierte juristeschen a finanzielle Kader. Bei all deenen Iwwerleeunge soll een och aner, vläicht manner kostspieleg energiespuerend Moossnamen net aus den Ae verléieren, wéi zum Beispill d'thermesch Isolatiounen an d'Sanéierung vun alen Haiser, déi sécherlech och kënne Resultater um Niveau vum Energiespuere bréngen, dëst zu engem wesentlech méi geréinge Käschtepunkt.

***(Brouhaha général)***

Här President, ier ech dann zu de Volete Finanzplaz a Gemengefinanze kommen, nach e puer Wuert zu de Bauten. Mir bauen zu Lëtzebuerg ze deier an ze lues. Dat ass eng Tatsaach, där mer eis musse bewosst sinn, wa mer wëllen eppes drun änneren. Déi endemesch Dépassementer vun de Bautekreditter, déi d'Chamber stëmmt, sinn an där Hinsicht genee esou problematesch wéi d'Käschte vum Bau selwer an d'Héicht vun den Ënnerhaltskäschten, déi bis haut eng vollëg ongenügend Berücksichtegung an den initiale Projete fonnt hunn.

Ech wëll an deem Kontext explizit begréissen, datt d'Finanzkontrollkommissioun, zesumme mam Bauteminister Claude Wiseler, derbäi ass nei Prozeduren ze definéieren, déi et sollen erlabe manner deier a méi séier ze bauen. An Zukunft soll et zwee Voten zu engem Bauprojet ginn, woubäi en éischten e Planungsvote ass, nodeems eréischt den detailléierten Devis opgrond vun engem prezise Projet soll etabléiert ginn. Dësen Devis muss menger Menung no och d'Honorairë vun Ingénieuren an Architekte verflichtend festhalen. Déi dierfen net am Kader vun Dépassementer mat wuessen. Et ass net ze toleréieren, datt sech aus deels heftegen Dépassementer och nach Méiannahme fir Leit erginn, déi am Fong hir Aarbecht net vollkomme gemaach hunn, well soss wier et net zu den Dépassementer komm - op d'mannst net a vergläichbarem Mooss.

An engem zweete Vote gëtt dann den definitive Projet mat sengem viraussiichtleche Käschtepunkt gestëmmt. Sollt deen iwwerschratt ginn, muss d'Finanzkontrollkommissioun befaasst ginn a sech d'accord erklären.

***(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)***

Op eng aner Manéier ass dat permanent Iwwerschreide vu Baukreditter, dat och der Öffentlechkeet kaum nach ze rechtfäerdegen ass, net anzedämmen. A mir kënnen eis et ganz einfach och objektiv net méi leeschten, Dépassementer einfach esou hinzehuelen. Eis Mëttele sinn net onbegrenzt an doraus ergëtt sech noutwendegerweis e vill méi prononcéiert Moosshale bei deene staatlechen Ausgaben, déi eis mëttelfristeg am meeschte wäerte belaaschten, nämlech deene vun den öffentleche Bauten an Investitiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn a mengem schrëftleche Rapport der Finanzplaz Lëtzebuerg e Kapitel gewidmet, well an eisem Land villes vun der Gesondheet an der Leeschtungsfäegkeet vum Finanzzentrum ofhänkt. Ech si schonn op déi grouss Dépendancen agaangen, déi eise Budget a Saache Kollektivitéitssteier - an also och a Saache Gewerbesteier - vun der Finanzplaz huet. Fakt ass allerdéngs, datt Lëtzebuerg nach a méi Hisiichten dovun ofhänkt, ob et eiser Finanzplaz gutt geet. Grond genuch, sech e bësse méi agoend mat hir ze befaassen.

D'Finanzplaz erwirtschaft ronn e Véirel vun eisem nationale Räichtum. Si beschäftegt 10% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg am Privatsecteur schaffen, a si ass zoustänneg fir bal 80% vun de Betribssteieren, déi mer anzéien.

De Lëtzebuerger Finanzzentrum ass weltwäit d'Nummer aacht. Bei der Fongenindustrie ass de Ranking souguer nach e gudde Krack besser, do steet Lëtzebuerg ëmmer op zweeter oder drëtter Plaz weltwäit - hannert de Vereenegte Staten. Op esou enger Plaz laascht natierlech e gewëssen Drock. Erfollegsdrock fir d'Acteure vun der Plaz, Erhalungsdrock fir déi, déi de politeschen Encadrement dervun ze besuergen hunn. Alles an allem ass e weltwäit féierende Finanzzentrum eng Chance an eng Belaaschtung - an et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Chancen esou auszegestalten, datt d'Belaaschtung net problematesch gëtt. Genee do läit och déi grouss Erausfuerderung fir d'Zukunft.

Als Steiergenerator ass d'Finanzplaz net ze schloen, 80% vun der Kollektivitéitssteier - dat sinn ëm déi 850 Millounen Euro - ginn an de Betriber vun der Lëtzebuerger Finanzwelt erschafft. Genee esou 400 Millounen Euro Taxe d'abonnement an e gudden Deel vun der Verméigens- an der Enregistrementsteier, soe mer mol nach eng Kéier 300 bis 350 Millounen Euro. Selbstverständlech kënnt d'Akommessteier vun de Beschäftegten derbäi - reng statistesch kéint ee vun engem Zéngtel vun der Gesamtrecette an deem Beräich ausgoen, also ronn 140 Millounen Euro. Dobäi hu mer keng Retenue à la source, keng Tantièmësteier a keng TVA berücksichtegt a landen dach bei 1,7 Milliarden Euro, bal e Véirel vun de Steierrecettë vun eisem Land, déi reng aus der Aktivitéit vun der Finanzplaz resultéieren. Esou e Secteur muss der Politik deemno ganz besonnesch intensiv um Häerz leien. An et ass net falsch ze behaapten, datt d'Finanzplaz dat zënter de 60er Joren, wou se hir éischt Prouessen op de Parquet geluecht huet, och ëmmer gemaach huet.

Well d'Finanzplaz Lëtzebuerg awer an Europa an doriwwer eraus engem gewëssenen Drock ausgesat ass, dee sech aus ville Facteuren ergëtt, kënnt der Promotioun vun dësem Zentrum eng ganz speziell Bedeitung zou. Net nëmmen hu mer et regelméisseg mat europäeschen Harmoniséierungsbestriewungen ze dinn, déi net ëmmer an déi Richtung lafen, déi fir d'Vitalitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz déi bescht ass, mä eis Plaz befënnt sech doriwwer eraus an direkter Konkurrenz mat anere Finanzzentren, wéi zum Beispill Dublin, London oder de Kanalinselen - fir der just e puer ze nennen, déi no bäi sinn -, a muss sech also an deem Kontext behaapten. Doraus ergëtt sech eng permanent Noutwendegkeet, fir d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz a vun deenen hire Rahmebedingungen, an deene se funktionéiert, ze verbesseren.

Elo kënne mer zu dësem Zäitpunkt vum Joer 2004 feststellen, datt et souwuel de Banken, wéi der Fongenindustrie, wéi och deenen aneren Deeler vum Finanzsecteur zu Lëtzebuerg nees ufänkt besser ze goen. D'Beschäftegung hëlt zënter dësem Hierscht nees liicht zou, d'Bilanszommen ënnerleie kengem Negativtrend an d'Aktive vun de Fonge ginn nach weider an d'Luucht. Mä net alles, wat hei schéngt ze blénken, ass och aus Edelmetall.

Esou konnt zum Beispill bei der Beschäftegung am Finanzsecteur den Trend no ënnen ëmgedréit ginn, mä d'Beschäftegungszuele leien haut no wéi vir ënnert dem Rekordniveau vum Ufank vun dësem Jorzéngt. D'Zuel vun de Banken op der Plaz situéiert sech awer just nach liicht iwwer 160, wat virun allem op Fusiounen an Acquisitiounen an deem Beräich zréckzeféieren ass, mä et bleift, datt keng nei Banke méi heihinner kommen. Och bei de Fongen, deenen hir Aktiven en Total vun 1.059 Milliarden Euro Enn September 2004 ausgemaach hunn, ass et esou, datt de Spillraum no uewen net méi onbegrenzt ass. D'Finanzplaz, déi e grousse Räifegrad erreecht huet, beweegt sech op d'Grenze vun hirer Expansiounsfäegkeet zou.

Nun ass et awer esou, datt an engem dynameschen, international ënner groussem Kompetitiounsdrock stoende Secteur eng Stagnatioun keng Optioun ass. Stagnatioun ass faktesch gläichbedeitend mat Regressioun. Wann et net méi no vir geet, wa keng attraktiv Zukunftsperspektive méi kënne vermëttelt ginn, wann de Standuert Lëtzebuerg net iwwerzeegend an d'Welt erausstrahlt as eng Plaz, wou d'Zukunft stattfënnt, dann evoluéiert eise Finanzzentrum éischter no ënnen ewéi bis elo. Mir brauchen deemno eng Wuesstumsperspektiv. A wann déi net aus méi Banken a méi Milliarden an de Fonge ka gestréckt ginn, da musse mer op Terrainen auswäichen, wou qualitative Wuesstum méiglech ass a konsequent kann ugestriefft ginn.

Ech gesinn hei virun allem zwee Felder, déi ze bestelle sinn. Dat ass zum engem dat vun der Regulatioun vun den Aktivitéite vum Finanzzentrum, wou mer net dierfen de Feeler maachen an an en totalen Excès falen, well deen Aktivitéiten ofwiergt, amplaz se ze förderen. An anerersäits ass et den europäesche Standuert vu relevanter an international beuechter Recherche am Finanzberäich, duerch déi eis Finanzplaz den néidegen akademesche Réckgrat kritt an déi e stännege Bäitrag zur Entwécklung vun neien, zukunftsträchtege Finanzproduite leescht.

Et ass zu Lëtzebuerg mëttlerweil méi schwéier fir e Kont opzemaachen, wéi op der Kreissparkasse zu Wittlech oder beim Crédit agricole zu Diddenuewen. Esou eppes ass op Dauer der Attraktivitéit vun der Finanzplaz ofträglech. Datt mer eis zu Lëtzebuerg konsequent drëm beméien, eng propper Finanzplaz ze hunn, op där de Blanchiment bekämpft gëtt, an déi duerfir och net fir Finanzbewegunge ronderëm all méiglech kriminell Machenschaften zur Verfügung steet, muss mat enger verstännege Reguléirung kompatibel bleiwen.

***(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)***

Et geet einfach drëms, fir net an Exzesser ze verfalen, déi aktuell a potenziell Clientë sou wéi och nei Acteure vun eiser Finanzplaz ewechhalen. Et ass net normal, Dir Dammen an Dir Hären, datt ee Client, deen aus engem vun deenen eemolegen Ostblockklänner kënnt, et praktesch onméiglech gemaach kritt e Kont op enger lëtzebuergescher Bank opzemaachen. Et ass net normal, datt dës Leit, déi jo awer net alleguerte Wäisswäscher an Terroriste sinn, awer quasi esou vu ville vun eisen Acteure vun der Bankeplaz behandelt ginn.

Et ass och net normal, datt een neierdéngs muss uginn, ob een en Deputéierten oder ee Gemengerot perséinlech kennt, wann een e Kont wëllt opmaachen, just well iergendeen d'Konzept vun der sou genanntener „politically exposed person" erfonnt huet, dat mir nees eng Kéier vill méi äerdeg ëmsetze wéi déi aner Finanzzentren.

***(Brouhaha général)***

Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum méi helleg wëllt…

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- Här President, mir sinn opgereegt, well de Rapporteur ass amgaangen de Budgetsminister ze attackéieren.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här Grethen, regt lech net op, well et war d'Europäesch Unioun an den Ecofin, an deem Dir och soutzt.

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- Mä wie setzt et ëm? Wie setzt et hei ëm, wann et zu Wittlech net ëmgesat gëtt an zu Arel?

**M. Laurent Mosar** *(CSV), rapporteur*.- Här President, wann den Här Grethen sech berouegt huet, da kann ech vläicht virufueren.

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- Ma Dir kënnt roueg virufueren, mä Dir reegt mech schrecklech op.

***(Hilarité)***

An ech hu schonn héije Bluttdrock.

**M. le Président**.- Wann Der dem Rapporteur eng Fro wëllt stellen, da stellt se.

***(Brouhaha général)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV), rapporteur*.- Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum wëllt méi helleg si wéi de Poopst, da schuede mer eis just. Dat hu mer rezenterweis beim Gesetz iwwert de Blanchiment gesinn, wou sollt eng quasi generell Infraktioun geschafe ginn, déi just mat Onwësse vu Bankbeschäftegten ze di gehat hätt. D'Chamber huet dat gekippt, mä et bleift, datt ëmmer nees esou Initiative geholl ginn, vun deene kee Mënsch zu Lëtzebuerg eppes huet - déi aner Finanzzentren an Europa awer séier wuel!

Dobäi kënnt, dass eng Iwwerréglementatioun och zu Panik bei deene betraffene Leit am Finanz- a Bankesecteur féiert, déi musse beféerten, bei all Ouverture de compte mat engem Fouss am Prisong ze stoen. Och dëst dréit sécherlech net zu deem Vertrauensverhältnis bäi, wat misst zwëschent den Acteure vun der Finanz- a Bankeplaz par rapport zu hire Clientë bestoen.

Mir brauchen deemno eng „better regulation" am Sënn vu méi realistescher, méi pragmatescher Regulatioun, wéi mer se ëmmer haten. Nëmmen esou kann de Finanzzentrum kompetitiv bleiwen, an nëmmen esou kënne mer an der Finanzwelt eescht geholl ginn. All Acteuren, d'Politik, d'Verwaltungen, d'CSSF, d'Banke selwer, sinn hei gefuerdert, fir zesummen dee Grad vu Regulatioun ze schafen, deen eng propper Finanzplaz garantéiert, déi international awer konkurrenzfäeg bleift.

Mäin zweete Punkt ass dann dee vun der Luxembourg School of Finance als akademescht Réckgrat vun engem héich entwéckelten, mat komplexe Mechanisme funktionéierende Finanzzentrum. Et ass schonn dacks gesot ginn an et stëmmt: Eng weltwäit méi matféierend Finanzplaz kann net nëmmen op Basis vu prakteschen Impulser aus Politik a Wirtschaft funktionéieren. Esou eng Plaz brauch en Iddiëlaboratoire, an deem Recherche bedriwwen, iwwer Produkter nogeduecht, neier entwéckelt an aler verbessert ginn. An dësem Iddiëlaboratoire musse Chercheuren aus der Finanzwelt regelméisseg transitéieren an duerch hir Presenz zu Lëtzebuerg eiser Plaz hir international Unerkennung verstäerken.

Ech hunn a mengem schrëftleche Rapport op d'Initiativ vu Liechtenstein higewisen, déi all Joer eng héichkaräteg besate Konferenz organiséieren, wou d'Décideuren aus der Finanzwelt zesumme kommen, wat zu der internationaler Réputatioun vun dësem Land sécherlech wesentlech bäidréit.

Et ass esou e Laboratoire vun der internationaler Finanz, deen e qualitative Wuesstum vun eiser Plaz ka förderen an ukuerbelen. Vun do kann ee sech nei Impulser erwaarden a vun do kënnen Uregungen ausgoen, déi der Politik an der Bankewelt als solcher net afalen. Mä dëse Laboratoire ass d'Luxembourg School of Finance nach net.

D'Luxembourg School of Finance huet en Optrag, deen aus Enseignement a Recherche besteet. Elo muss op deen zweete Pilier, op dee vun der Recherche, déi Prioritéit geluecht ginn, déi an Terme vu Ressourcen a vun erwënschtem Output néideg ass. Dat ass e Prozess, deen nees eng Kéier muss vu verschiddener Säit an d'Gäng bruecht an zum Zil gefouert ginn. D'Politik, notamment d'Héichschoulpolitik ass hei gefuerdert, awer och d'Welt vun de Banken an deenen anere Professionelle vun der Finanzplaz; déi mussen derzou bäidroen, datt eng Missioun fir d'Luxembourg School of Finance kann definéiert an e Statement formuléiert ginn, un deem sech hir zukünfteg Aktivitéit dann orientéiert.

Et bleift mer, Här President, och nach eng Kéier am spezifesche Kontext vun der Finanzplaz, op d'Noutwendegkeet hinzeweisen, eis Betribssteieren esou ze gestalten, datt se an e verstäerkten internationale Promotiounseffort erapassen. Et kritt een haut kengem potenziellen Invester méi erkläert, Lëtzebuerg wier en europäeschen Dramstanduert, wann een ëm da muss soen, mir hätten awer eng Betribsbesteierung vun iwwer 30%. Bis een deem Mënsch erkläert huet, datt awer un der Assiette ka gebastelt ginn an datt et Regele ginn an datt een och déi Saach ka méi favorabel aménagéieren, huet deen opgehal mat nolauschteren. Dowéinst drängt sech séier eng Reflexioun iwwer eng Reduktioun vum Taux vum IRC a sengen ugeschlossenen Instrumenter op.

An dee Kontext gehéiert och d'Ofschafung vun der Verméigenssteier an d'Aféiere vun enger befreiender Retenue à la source vun 10% op Kapitalerträg fir Résidenten, déi Lëtzebuerg als Residenzland fir Leit mat gréissere Fortunen interessant mécht. Wann där sou genanntener „high net worth individuals" sech zu Lëtzebuerg néierloossen - mir däerfen allerdéngs déi Facilitéit net op EU-Bierger beschränken -, da kënnen dat duerchaus och Décideuren aus Finanz an Industrie sinn, deenen hir Presenz zu Lëtzebuerg och d'Bedeitung vun hirem Lëtzebuerger Wirtschaftsstanduert nees géif bekräftegen.

***(Interruptions)***

Ech kéim dann, Här President, zu mengem leschte Kapitel, an zwar zu deem vun de Gemengefinanzen. Well dat jo e Sujet ass, dee méi oder manner opgereegt a ville Gemengen diskutéiert gëtt, wëll ech versiche mat enger gerafftener Argumentatioun an esou vill Optioune virzegoen, datt kee mer kann ënnerstellen, nëmmen een Deel vun der Realitéit berücksichtegt ze hunn. Eng Saach ass a bleift awer kloer, ob se elo gär gehéiert gëtt oder net: Eng Reform vun de Gemengefinanzen drängt sech op a si ass mat der aktueller Gemengelandschaft net méiglech. Wat sech dorauser fir Konsequenzen erginn, misst eigentlech jiddferengem kloer sinn.

Am Résumé stellt sech d'Situatioun vun de Gemengefinanze folgendermoossen duer. D'Recetten aus der Gewerbesteier si grad esou réckleefeg wéi déi aus der Kollektivitéitssteier, wat net anescht ka sinn, well zënter der Reform vun 2002 déi zwou Steieren déiselwecht Assiette bei de Kapitalgesellschaften hunn. D'Dotatiounen iwwert de Fonds communal de dotation financière huelen zou, wat doru läit, datt de Stat signifikant Progressioune bei de Recetten aus der Akommessteier an der TVA ka verbuchen. An den Undeel vun der Grondsteier un de Gemengerecetten - knapps 2% vun den net affektéierte Ressourcen - ass verschwannend kleng, sou datt dës Steier an hirem aktuellen Zouschnëtt kee Bäitrag zu enger finanzieller Besserstellung vun de Gemenge kann duerstellen.

D'Gewerbesteier mécht tëschent 40% a 50% vun de Recettë vun de Lëtzebuerger Gemengen aus. De Rescht ass, um Niveau vun den net affektéierte Ressourcen, praktesch eleng d'Dotatioun aus dem Fonds communal de dotation financière. E puer Zuelen zur Illustratioun: D'Gewerbesteier erbréngt landeswäit iwwer 400 Milliounen Euro, de Fonds communal de dotation financière gëtt mat iwwer 500 Millioune gespeist, déi dann un d'Gemenge fléissen. D'Grondsteier mécht e landeswäit Produkt vu ronn 25 Milliounen Euro aus. 900 géint 25 - dës Relatioun ass kloer. Zum Vergläch: A Groussbritannien ass d'Grondsteier déi eenzeg Steier, aus där d'Gemengen autonom Recetten zéien. An Däitschland mécht se ëmmerhin 6% aus, a Frankräich an an der Belsch si mer schon iwwer 15%. Zu Lëtzebuerg sinn et 2%. Souvill zur autonomer Gestaltung vun enger Steier, déi integral an den Hänn vun de Gemengen ass.

Aus där heier Duerstellung ergëtt sech eng grouss Ofhängegkeet vun de Gemenge vun enger Steier, där hir Zukunft net noutwendegerweis roseg ass. Dat ass d'Gewerbesteier. An der Logik vun enger méi wirtschaftsfrëndlecher Besteierung wéilt ech da folgend Reflexioune maachen. D'Gemengen hänken an engem ze vill grousse Mooss vun dëser Steier of, där hir Zukunftsperspektiven, wéi ech et schonn e puermol gesot hunn, net schrecklech sécher sinn. Wann d'Gewerbesteier och nach net richteg méi no uewe kann évoluéieren, well ëmmer manner Betriber ëmmer manner dovu bezuelen a se parallell derzou en Deel vun där steierlecher Gesamtbelaaschtung vun de Betriber ausmécht, déi mer esou schwéier no bausse verkaaft kréien - mat der Gewerbesteier an der Solidaritéitssteier am Taux dra leie mer an der Europäescher Unioun mëttlerweil just nach op der 18. Plaz -, da misste mer se reforméieren.

Ech proposéieren an där Hinsicht a mengem schrëftleche Rapport, datt d'Gewerbesteier soll, graff gesinn, op d'Halschent vun hirem aktuelle Saz reduzéiert ginn. Dat geet entweder iwwer en national eenheetlechen Taux vu véier Prozentpunkten, dee sech op den IRC grefféiert, oder awer iwwert d'Reduktioun vum heitegen Taux d'assiette vun 3% op dann nach 1,5%. An där zweeter Logik léich se da bei 3,75 Prozentpunkte mat engem Hebesaz vun 250%.

De Produit vum Impôt commercial communal misst dann natierlech verdeelt ginn. Do gesinn ech dräi Optiounen. Entweder d'Gemengen, an deenen dësen Impôt erwirtschaft gëtt, behalen e ganz - dat ass déi Variant vum maximale kommunalen Intéressement un der wirtschaftlecher Aktivitéit op hirem Territoire. Oder awer e gëtt un d'Regionalfonge verséiert mat deenen d'Investissementer am Intérêt vu méi Gemenge finanzéiert ginn - dat ass eng méi planeresch konsequent Variant. Oder awer et bleift alles beim Alen, also bei der aktueller Péréquatioun, an et gescheich eng Ëmverdeelung, wéi mer se och haut kennen, no deeneselwechte Regelen. Ech perséinlech - ech verstoppen dat net - hunn eng Preferenz fir déi éischt Variant, déi allerdéngs och eng aner Gemengelandschaft virausgesetzt. Dozou kommen ech nach.

Wann dat esou géing, dann entstéing - ouni elo eng verbessert Steiermoral a méi wirtschaftlech Aktivitéit viraus wëllen ze soen, déi sech prinzipiell aus enger spierbarer Reduktioun vun der Betribsbesteierung misst erginn - en Déchet fiscal vu ronn 225 Milliounen Euro um Stand vun 2005. An déi missten éirens anescht erakommen, fir datt d'Gemengen op hirem aktuelle Recettenniveau kéinte bleiwen. Meng Preferenz zum Zweck vun der Kompensatioun geet eendeiteg a Richtung vun där Reform vun der Grondsteier, déi ech elo gläich wëll skizzéieren. Ech behaapten och, datt do genuch Spillraum besteet, fir de substanziellen Deel vun der Gewerbesteier ze kompenséieren. Mä do virdru maachen ech, fir komplett ze sinn, eng Iwwerleeung zu engem reforméierte Fonds communal de dotation financière, wou och Kompensatiounsmëttele kéinten hierkommen.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

De Fonds communal de dotation financière gëtt haut alimentéiert vun der Akommessteier, der TVA, der Autossteier an engem forfaitairen Zousazbetrag. Wann een d'Participatiounssätz - 18% fir d'Akommessteier, 10% fir d'TVA, 20% fir d'Autossteier - géif unhiewen, da bestéing d'Méiglechkeet, fir eng Rei Milliounen Euro zousätzlech eranzehuelen. Datselwecht wier wouer, wann ee géif en Deel vun den Accisen - och zum Beispill 10% oder 15% - an de Fonds communal de dotation financière fléisse loossen. Dobäi géif een dann dovun ausgoen, datt deene Gemengen en Deel vum Produkt vun där Steier zousteet, déi am Wesentlechen aus dem Tanktourismus resultéiert, dee sengersäits déi Auswierkungen op d'Liewensqualitéit an deene betraffene Gemengen huet, déi mer kennen.

Mä am sënnvollste wier et nach, fir eng weider Alimentatioun vum Fonds communal de dotation financière duerch eng Participatioun un neie Steiere sécherzestellen, u Steieren, déi et haut nach net gëtt. Domat mengen ech d'Retenue à la source souwuel fir EU-Bierger, vun där hirem Produkt eis e Véirel zousteet, an déiselwecht Retenue fir Résidenten zu Lëtzebuerg, déi soll geschafe ginn. Op déi Manéier entstéing dem Stat trotz enger méi héijer Dotatioun vum Fonds communal de dotation financière keng Moins-value par rapport zur Situatioun vun haut, well jo keng bestoend Steier déviéiert géif ginn.

Da bleift also eng méiglech Reform vun der Grondsteier. Wann déi verdräi- oder vervéierfacht géif ginn, dann hätt nach kee Stot am Land e reelle Problem mat er,…

***(Brouhaha général)***

…mä amplaz 25 Milliounen Euro kéime schonn emol 100 Milliounen Euro eran. Da géifen zur Kompensatioun vun engem ICC-Feelbetrag vun 225 Milliounen der just nach 100 feelen. A wann een dann nach géif d'öffentlech Gebaier der Grondsteier ënnerwerfen, a se als Steierinstrument um Logementsmaart spekulatiounshemmend asetzen, da géif sech nach en nenneswäert méi héije Produit erginn. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt et muss séier zu enger Reform vun der Grondsteier kommen. Hir Berechnungsgrondlag muss de Realitéite vun haut ugepasst ginn, d'Valeur unitaire muss no uewe gezu ginn. Bien entendu muss och den Ënnerscheed tëschent bebautem oder bebaubarem an net bebaubarem Terrain an deem Kontext erhale bleiwen.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

Mä d'Dréinen un der Schrauf vun der Grondsteier ass eng Moossnam, déi integral der Gemengenautonomie Rechnung dréit, well et eng reng kommunal Steier ass, an zousätzlech och nach e Feelbetrag aus enger wirtschaftsfrëndlecher Reform vum Impôt commercial communal kéint wäitgoend kompenséieren. Dat soll deemno geschéien, an zwar zimlech zügeg. Et géif och dem Text vum Koalitiounsaccord entspriechen - sief emol niewebäi bemierkt.

Natierlech, ech hunn et scho gesot, mécht eng Reform vun de kommunale Finanzen, wéi ech se skizzéiert hunn, kee Sënn mat 118 oder 116 Gemenge mat 3.400 Awunner am Schnëtt. Déi 40 Gemengen ënner 1.000 Awunner, déi 70 ënner 2.000, déi hunn déi kritesch Masse net, fir sënnvoll kënnen op ekonomeschem Plang ze wierken, a se hunn och net déi Gréisst fir eng méi relevant Roll ze spillen.

Wann een eng Reform vun de Gemengefinanzen uviséiert, muss ee parallell wëllen d'Ausgesi vun der administrativer Kaart vu Lëtzebuerg änneren. Eng kommunal Finanzreform, déi vun autonome Gemengen ausgeet, muss als Basis ekonomesch viabel Gemengen hunn. Déi, déi sech haut net finanzéiert kréien, kréie sech och no enger Reform vun de Gemengefinanzen net finanzéiert. Kommunal Autonomie fänkt bei de Finanzen un. Déi Gemengen, déi keng finanziell Autonomie hunn, hunn am Fong guer keng Autonomie. Dat weess all Buergermeeschter, dee mat sengem jährleche Budget e Sekretär an e Receveur bezuelt kritt an nach kann 200 Meter Strooss frësch maachen. Eng Reform vun de Gemengefinanze setzt Gemenge viraus, déi finanziell kënnen autonom sinn. Ënner 3.000 Awunner am ländleche Raum, an duebel esou vill am méi urbane Raum, do ass dat net dran.

Eng Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Gemengefinanze kann een awer net lassgeléist gesi vun der Ëmsetzung vum IVL, déi jo och eng Reorganisatioun vun de Gemenge virgesäit. Nach mengen ech awer, dass zum Beispill um Niveau vun der Grondsteier eng Reform elo scho kann op d'Schinne gesat ginn, an ech erënneren do och un déi Motioun, déi an der leschter Legislaturperiod scho vun dëser Chamber ugeholl ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. De Budgetsprojet fir 2005, wéi d'Regierung e virgeluecht huet, a wéi d'Finanzkommissioun an hire Rapporteur e konnte fir dëse Rapport analyséieren a verschaffen, ass een, dee vill Froen opwërft, mä gläichzäiteg awer eng ganz Partie bekannten a vertrauten Äntwerte liwwert.

An der Rubrik vun den Äntwerte kënne mer nees eng Kéier feststellen, datt déi grouss Equilibrë vun den öffentleche Finanze sech halen. Dat geet net vum selwen, mä ass d'Resultat vun enger iwwer Jore systematesch gefouerter Budgets- a Finanzpolitik, déi op Virsiicht a Wäitbléck opgebaut war. Dat ass se och haut nach.

No de Jore vu séier gehemmtem Wuesstum tëschent 2001 an 2003 komme mer am lafende Joer an 2005 nees an eng Phas vu gréisserer wirtschaftlecher Dynamik. Déi Dallsuel, déi do huet missen duerchschratt ginn, hu mer ouni Aschnëtter an de grousse budgetären Aggregater gepackt, well an deene bessere Jore konsequent Reserven ugeluecht a budgetär Mëttelen op d'Säit geluecht goufen, fir an enger méi dréchener Zäit d'Handlungsfäegkeet vun der Politik ze erhalen.

Dës Handlungsfäegkeet ass tatsächlech erhale bliwwen, och wa sech haut Froen iwwer zukünfteg Choixen opdrängen. D'Budgete konnten tëschent 2001 an 2004 kontinuéierlech am Volumen zouhuelen, wat d'Ofsécherung vum Investitiounsprogramm vum Stat gradesou erlaabt huet wéi e konstant ganz héije Grad vu sozialer Sécherheet a Versuergung.

Souguer mat der neier Schold, déi 2005 wäert opgeholl ginn, also mat deenen 200 Milliounen Euro fir Investissementer an d'Schinnen an an d'Stroossen, situéiert sech eis Statsschold nach wie vor op engem nidregen Niveau. Mat just liicht iwwer 2% vum PIB ass eis Schold quasi négligeabel an d'Verscholdungscapacitéit vum Stat fir d'Zukunft intakt.

De Budgetsprojet fir 2005 selwer weist en Defizit op, dee sech mat ronn 300 Milliounen Euro - ouni d'Ausgabe vun de Fongen anzerechnen - bei 1,2% vum PIB usiedelt, wat integral konform ass mam europäesche Stabilitéitspakt. Souguer mat den Ausgabe vun de Fonge läit eisen Defizit bei 3% - an déi Gelder, déi do ausgi ginn, si bekanntlech Reserven an net geléinte Suen, wat déi 3-Prozent-Betruechtungsweis muss relativéieren.

Allerdéngs stelle sech trotzdeem fir 2005 an doriwwer eraus Froen zu de mëttel- a laangfristege Budgetsperspektive bei gläichbleiwenden Ausgaben an enger net gebremster Dynamik vun den Dépensen. D'Fongen, ech hunn et gesot, falen 2006 schonn an e Finanzéierungsbedürfnis, wann net weiderhin all Joer 200 Milliounen Euro geléint ginn. Dann hätte se Enn 2008 e Lach vun enger Milliard Euro. Bei gläichbleiwende budgetären Dotatiounen un d'Fongen, déi schonn immens héich leien, musse mer deemno 2006, 2007 an 2008 jeeweils 200 Millioune léinen, fir d'Fongen ze speisen an den Investitiounsprogramm weiderlafen ze loossen.

Zwar hunn ech gesot, eis Verscholdungscapacitéit wier intakt, an dat stëmmt och. Allerdéngs ass et keen Zil Scholden ze maachen. Wa se fir Investissementer néideg sinn, da muss ee se op sech huelen, awer gläichzäiteg e schaarfe Bléck op de gesamte Budget werfen, fir erauszefannen, wou kënnt gespuert ginn. Well ech wëllt trotz alle Méiglechkeete virun enger Verscholdungslogik, déi sech mëttel- a laangfristeg géif verfestegen, warnen.

Den amerikanesche President Franklin Delano Roosevelt huet zu deem Thema gesot: „Any government, like any family, can for a year spend a little more than it earns. But you and I know that a continuation of that habit means the poorhouse."

Eng längerfristeg Verscholdungsdynamik ass geféierlech. Si féiert zu engem héije Scholdestand an zu entspriechende Réckzuelungen. A wann een, wéi eis Nopeschlänner, 10, 20, oder esouguer 30% vun de jährleche Budgetsrecetten op eemol an de Scholdendéngscht muss investéieren, da verléiert ee seng politesch Handlungsfäegkeet. Do si mer nach net, mä mir sollten et vermeiden dohinner ze kommen.

Eis Recettë klammen zwar weider, mä hir Struktur seet eis, datt mer un d'Grenze vum Wuesstum op deem Niveau stoussen. Méi Recetten ergi sech nach aus der Croissance vum Aarbechtsmaart, um Niveau vun der Lounsteier an der TVA, wéinst deem bestänneg wuessende Konsum, an aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer groussen Internethändler, déi substanziell Zommen un TVA bezuelen, an déi net vum selwen heihinner komm sinn, wat een op dëser Tribün emol nach eng Kéier soll ënnersträichen.

Déi aner steigend Recettë sinn zum Deel verbonne mat steigenden Dépensen. Ech erënneren hei un d'Relatioun tëschent de Recetten aus den Accisen an de Verflichtungen ënnert dem Protokoll vu Kyoto. A schliesslech bewierkt d'Struktur vum Wuesstum vum Aarbechtsmaart eng ëmmer méi ëmfangräich Exportatioun vu sozialen Transferten an domat d'Offléisse vu Geldmëttelen, déi net oder net genuch an de Konsum zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Déi eegen Dynamik vun de Sozialausgaben, déi aus dem Wuesstum vum Aarbechtsmaart zwanghaft resultéiert, ass e weidere Facteur, dee mer an der budgetärer Prioritéitestellung an de kommende Joren am A ze behalen hunn.

Alles an allem hu mer eng Situatioun erreecht, Dir Dammen an Dir Hären, an där däitlech gëtt, datt

Lëtzebuerg net méi alles kann, well och eis Ressourcen net onbegrenzt sinn. An deem Zesummenhank muss de Stat sech d'Fro stellen, musse mer eis all zesummen am politesche Raum d'Fro stellen, wéi mer an Zukunft eis Recettë wëllen esou géréieren, datt dat, wat mer musse maachen, ka finanzéiert ginn, an dat op Plazen, wou mer net onbedéngt musse weider Dépensen a Kaf huelen, oder ufänken ze spueren.

Ech hunn d'Beispill vum Subventionnement vum öffentlechen Transport ugefouert, wou mer de Betrib vu Bus a Bunn mat honnerte Millioune Euro sponseren, fir datt schrecklech vill Benotzer gratis den öffentlechen Transport kënne profitéieren. Ech hunn och d'Zouschëss am Beräich vun der Fotovoltaik genannt, an d'Praxis vum ze deiere Bauen. Mir kënnen net méi alles. Mir sollten och net esou maache wéi wa mer alles kënnten.

En éierlechen, onverkläerten a schounungslose Bléck op de Budget fir 2005 weist eis, datt d'Choixë bei de staatlechen Ausgaben ustinn an datt mer déi besser hätten ze preparéieren, esou laang mer net ënner absolutem Zuchzwang stinn.

De Bertolt Brecht huet emol op seng onvergläichlech Aart a Weis folgende Saz formuléiert: „Ist das nötige Geld vorhanden, ist das Ende meistens gut." Bis haut war bei eis ëmmer dat néidegt Geld do, mä mir hunn zu dësem Moment keng Garantie, datt dat éiweg esou bleift. Dofir musse mer eis an Zukunft verstäerkt froen, wat wierklech néideg ass, fir och an deene kommende Joren ëmmer e gutt Enn ze fannen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. le Président**.- Ech ginn dem honorablen Här Mosar, Budgetsrapporteur fir de Budget vun 2005, Akt vu sengem Rapport.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer d'Ausféierunge vum Budgetsminister Luc Frieden zu deemselwechte Projet.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 16.26 heures)***

# MERCREDI, 1ER DÉCEMBRE 2004 — 9E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

## Ordre du jour

**1.** 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

*(Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden)*

**2.** 4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001

*(Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

**3.** 5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003

*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

***(Début de la séance publique à 14.32 heures)***

**M. le Président**.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President.

**M. le Président**.- Mir hunn haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Interventioun vum Här Budgetsminister Luc Frieden zum Projet iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

### 1. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

***Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden***

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsbudget fir 2005, dee siwente Statsbudget hannerenee fir deen ech als Budgetsminister zoustäneg sinn, deen éischte vun der Regierung, déi aus de Wahle vun dësem Summer ervirgaangen ass.

Dëse Statsbudget, zesumme mat der Finanzpolitik vun deenen nächste Joren, sinn déi Instrumenter déi mer brauchen, fir eist Land vu mar verantwortungsvoll virzebereeden.

E Land dat an Europa an an der Welt respektéiert muss ginn a wëllt ginn, well et Verantwortung iwwerhëlt. Verantwortung am Intérêt vu Fridden, Entwécklung a Stabilitéit.

E Land wat Europa villes politesch an ekonomesch verdankt an dofir och grad an deenen nächste Méint säi vollen Asaz gëtt fir Europa ze verdéiwen, andeem mer eis ausschwätze fir déi europäesch Verfassung an andeem mer an der Présidence eist bescht wäerte fir Europa maachen.

E Land wat heiheem dofir suergt, dass mer eng konkurrenzfäeg Wirtschaft hunn, déi Aarbechtsplaze schaaft, an eng Schoul, déi op déi Aarbechtsplaze virbereet.

E Land wat weess, dass Finanz- a Wirtschaftspolitik muss Hand an Hand goe mat enger staarker, mä finanzéierbarer Sozialpolitik, déi d'sozial Gerechtegkeet an d'sozial Kohesioun als Zil muss hunn.

E Land, wat senge Bierger versicht Liewensqualitéit ze garantéieren; Gesondheet, Fleeg am Alter, Erzéiung, Transportinfrastrukturen a Sécherheet mussen dofir Finanzprioritéite bleiwen.

E Land awer och, wat bereet ass Changementer unzegoen, fir och an Zukunft kënnen eng zolidd Sozialwirtschaft an eng gesond Finanzpolitik kënnen ze halen.

Dës sechs Objektiver, dat sinn eis Aufgaben. Ech mengen et sinn eis Flichten, fir Lëtzebuerg op eng responsabel Aart a Weis, grad via de Budget, grad via d'Finanzpolitik op mar ze préparéieren. Dat ass net einfach. Do ginn et eng Rei Pisten, an de Budgetsrapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar huet am Numm vun ärer Finanzkommissioun, an zum Deel do, wou en et preziséiert huet, a sengem perséinlechen Numm eng Rei Observatioune gemaach, déi an deenen nächste Wochen an dësem Haus a ronderëm dëst Haus diskussiounswäert sinn a mussen zu Iwwerleeunge féieren.

6.902.000.000 Recetten, 6.991.000.000 Dépensen; dat sinn déi impressionant Chiffrë vum Statsbudget vun 2005. Iwwert dës Chiffrë muss dëst Haus déi nächst Woch ofstëmmen. Si sinn d'Grondlag vu ville Politiken an Aktivitéiten, déi an dësem Land d'nächst Joer gemaach ginn. Mä ech mengen, dass dës einfach Chiffren net d'Komplexitéit vun der Finanzpolitik duerstellen an och net d'Komplexitéit vun all deene politesche Beräicher, déi de Statsbudget versicht ze encouragéieren an ze dirigéieren.

Fir d'Regierung ass de Budget vun 2005 e wichtege Motor vun der Ekonomie a vun den Aarbechtsplazen, et ass en Instrument vun der sozialer Gerechtegkeet an et ass eng Garantie, fir zolidd Statsfinanzen ze halen. Dat sinn dräi Facteuren, déi bei eis bei allen Iwwerleeunge bei dësem Statsbudget wichteg waren.

Mir stinn awer viru grousse Erausfuerderungen, wa mer dës dräi Ziler - Motor vun der Ekonomie, d'sozial Gerechtegkeet an zolidd Statsfinanzen - wëlle mateneen erreechen. Grouss Schwieregkeeten an Erausfuerderungen, well mer mierken, dass den Niveau vun eisen Investissementer héich ass a muss héich bleiwen, fir eis Ekonomie ze ënnerstëtzen, datt mer sozial Dépensen hunn, déi héich sinn, well mer wëllen e staarke Sozialstat hunn, mä op där anerer Säit eng Fiskalitéit, Recetten, déi net esou schnell klamme wéi d'wirtschaftlech Entwécklung, respektiv sech mat enger ënnerschiddlecher Evolutioun entwéckelen, an eng wirtschaftlech Situatioun, déi schwiereg ass an déi eis op d'mannst zu Virsiicht opрifft.

Wa mer d'Statsbudgete schreiwen, dann hu mer an der Vergaangenheet an och an der Zukunft dofir gesuergt, dass se sech um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren. Mir sinn der Meenung, dass e keen Zickzackscours an der Budgetspolitik dierf fueren. Dat wier schlecht fir d'Ekonomie an et féiert zu Onstabilitéit an der Wirtschaft a bei de Leit.

Mir stellen awer fest, dass d'wirtschaftlech Evolutioun eng ass, déi am Zickzackscours fiert, an dofir musse mer de mëttelfristege Wirtschaftswuesstem kucken, fir d'Croissance vun eisem Budget festzeleeën. Zickzackscours an der wirtschaftlecher Entwécklung ass besonnesch ausgepräegt zu Lëtzebuerg.

Ech erënneren drun, dass mer am Joer 2000 e wirtschaftleche Wuesstem vun 9% haten, deen ass 2001 op nëmmen 1,3% gefall, en ass 2003 liicht erop gaangen op 2,1% a fir dëst Joer elo op eemol mengen déi, déi d'wirtschaftlech Situatioun analyséieren, datt mer kënnten op e Wirtschaftswuesstem vun iwwer 4% kommen. Iwwer 4%, woubäi mer d'lescht Joer vun deenen nämlechte gesot kritt hu wéi mer de Budget opgestallt hunn, datt fir dëst Joer héchstwahrscheinlech de Wirtschaftswuesstem bei 1,2% läit. Déi Zickzackscoursë sinn an der Zäit. Déi Zickzackscoursë sinn awer och an de wirtschafleche Prognosen, déi mer vun heiheem a vun dobaussen era gemellt kréien.

Fir de Budget vum Joer 2005 hu mer eis op eng wirtschaftlech Croissancehypothes vun 3,5% baséiert. De Statec hat a senge leschte Prognose gemengt: 3,8%. A wann ech kucken, wat d'OCDE gëschter fir Lëtzebuerg matgedeelt huet fir d'Joer 2005, da stellen ech mat Erstaunen - muss ech soen - fest, dass d'OCDE mengt, d'wirtschaftlech Entwécklung géif d'nächst Joer ëm 4,5% wuessen; 4,5% fir d'nächst Joer - wat e ganz staarke Wuesstem wär. Wat ëmsou méi erstaunlech ass, wann ee kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstem déi nämlecht OCDE fir d'nächst Joer virausgesäit, nämlech fir Däitschland vun nëmmen 1,4% - or, mir wësse wéi déi eng Ekonomie mat där anerer zesummenhänkt -, fir Frankräich 2% a fir d'Eurozon 1,9%, also quasi dat nämlecht. Eise Wirtschaftswuesstem wär also dixit OCDE duebel esou héich wéi dee vun der Eurozon. Ech mengen, dass mer gutt dru gedoen hunn, eng virsiichteg wirtschaftlech Croissancehypothes fir de Budget vum Joer 2005 virzegesinn. 3,5%, dat ass optimistesch, mä awer zugläich virsiichteg, well et awer eng ganz Rei Inconnuë ginn.

Éischtens d'Evolutioun vun der Eurozon - vun där ech elo grad geschwat hunn.

Zweetens de Pëtrolspräis, deen op engem Niveau ass, dass eng Brems fir d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa weider besteet. D'Héicht vum Euro, déi och ganz sécher der Exportindustrie d'Liewen net wäert einfach maachen.

Et bleift Onstabilitéit an der Welt. En Evénement, wat mer net hoffen, mä wat zu all Moment kënnt antrieden, wéi en terroristescht Attentat, géif eng zousätzlech an immediat Brems op d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa an an der Welt hunn, an d'Kompetitivitéit vun der europäescher Ekonomie ass, dat beweisen all déi Rapporten, déi zu Bréissel oder soss entzwousch eraus kommen, net déi déi se misst sinn, fir dass mer eng staark Croissance hunn. Duerfir mengen ech, dass mer géinge gutt drun doen, an eiser Analys vun der wirtschaftlecher Situatioun virsiichteg ze sinn.

Et si ganz vill Inconnuen, och wann een dierf moderéiert optimistesch an dat nächst Joer, wat d'wirtschaftlech Entwécklung ugeet, erakucken. Mä souguer wann een d'wirtschaftlech Entwécklung relativ optimistesch ka kucken, da bleift, datt mer konfrontéiert si mat enger Situatioun bei der Betribsbesteierung, déi net direkt, traditionell net direkt, der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung dréit.

D'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wéi vill déi Betriber investéieren; d'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wou e Grupp an engem gewëssene Moment besteiert gëtt, an dofir kann een och net automatesch, wéi Verschiddener dat maachen, d'Bilanë vun de Banke liesen a kucken, wat se als Provisioun fir Steiere virgesinn hunn, well en Deel, e groussen Deel heiansdo, vun deene Steieren am Ausland bezuelt gëtt. Dat sinn also net Suen, déi direkt an de Statsbudget fléissen. An, et ass ganz kloer, datt d'Kierperschaftssteier mat engem gewësse Retard sech bemierkbar mécht an dem Statsbudget. Dofir huet eng méi staark wirtschaftlech Croissance, déi mer fir d'nächst Joer gesot kréien a vun där mer och hoffen datt se kënnt, net direkt déi Incidenz op de Statsbudget. An dofir plädéiere mer fir Prudenz an der Budgetspolitik a mer plädéieren zugläich dofir, datt mer bei deem Prinzip bleiwen, datt mer eis um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren, a wa mer dat ronderëm 4% usiedelen, ech mengen dann hätte mer enger ganzer Rei vun Incertitudë Rechnung gedroen.

De Budget vum Joer 2004, dat ass deen dee mer amgaange sinn ze exécutéieren, beweist, datt d'wirtschaftlech Situatioun e bësse besser ass wéi déi vun 2001, 2002 an 2003, an deem Sënn datt mer mierken, datt mer Enn Oktober scho 85% vun deene virgesinnene Recetten eran haten, datt mer op der Dépensësäit ganz rigoros waren an datt mer dofir héchstwahrscheinlech an enger reng nationaler - ech preziséieren - an enger reng nationaler Budgetsoptik dervu kënnen ausgoen, datt mer de Budget 2004 wäerten am Equiliber opkréien. Et ass kloer, dass no enger Maastrichtanalys, wou mer also d'Dépensë vun de Fonge mat berücksichtegen a just nëmmen déi Recetten, déi an deem Joer erakommen, datt mer do och am Joer 2004 mat engem Defizit, allerdéngs engem ganz klengen Defizit wäerten ofschléissen. Dat gesi mer awer eréischt an deenen nächste Méint, well déi lescht Méint vum Joer traditionell an der Steierpolitik ontypescher sinn, well verschidde Steierofrechnungen Enn des Joers engem méi Kloerheet iwwert déi richteg Situatioun vun de Steiere bréngen.

Ech géif gären e puer Wuert zu de Recettë soen an duerno eng Analys maache vun der Croissance vun den Dépensen an dem Inhalt vun deenen Dépensen. Et kann ee selbstverständlech fir d'éischt - an dat ass eng philosophesch Diskussioun bei all Budgetsopstellung - kucken, wéi vill Recetten een huet an da fixéiert een d'Dépensen. Et kann een awer och kucken, wat fir eng Ausgaben de Stat maache soll, an en fonction dovunner fixéiert een dann d'Steierlaascht.

Am Fong hunn ech eng Preferenz fir déi zweeten Theorie, nämlech fir d'éischt kucken, wat de Stat finanzéiere soll, an dann d'Steiere fixéieren. An dëser Situatioun mengen ech awer, datt mer deen ëmgedréintene Wee musse goen, nämlech well et fir d'Wirtschaft schlecht wär, wa mer an dësem Moment géifen d'Steieren héijen. Dofir si mer gezwongen, eis un d'Situatioun vun de Steiere fir d'éischt erunzetaaschten, ier mer kucke wat mer mat deene Suen, an nëm-

men deene Suen déi do erakommen, kënne finanzéieren.

D'Recetten am Budget 2005 - Dir hutt dat gesinn an deene Chifferen, déi Der an deene leschte Méint besonnesch an der Finanzkommissioun studéiert hutt - klammen d'nächst Joer ëm 8%. Dat ass eng staark Progressioun, mä et ass wichteg, datt ee se am Detail analyséiert. Mir hunn en chiffres absolus dräi grouss Steierkategorien: d'Kierperschaftssteier, déi vun de Betriber bezuelt gëtt, d'Gehältersteier an d'TVA. Wann een déi Steiere kuckt fir d'nächst Joer, da gesäit een, datt mer am Budget vum nächste Joer d'TVA als déi héchste Steierkategorie en chiffres absolus vun deenen dräi Steieren agesat hunn. Dat huet mat enger ganzer Rei vu Phenomeenen ze dinn - och der Usiedelung zu Lëtzebuerg vu Betriber am elektronesche Commerce, mä et ass awer virun allem och well d'Kierperschaftssteier erofgaangen ass, well d'Kierperschaftssteier par rapport zu deem nämlechte Montant vun der Kierperschaftssteier vun deene leschte Joren elo eréischt op deem Niveau ass, vun deem mer viru fënnef Joer waren. Dat heescht, contrairement zu anere Steierkategorië stagnéiert d'Kierperschaftssteier.

Wann ee kuckt zum Beispill - an dat ass net oninteressant -, wéi d'Kierperschaftssteier an der Period 1995 bis 1999 évaluéiert huet, do ass déi Steier geklommen ëm 44% iwwert déi ganz Period. An der Period 2000 bis 2004 ass se nëmmen ëm 9% geklommen. Doranner läit eng ganz grouss Schwieregkeet vun der Lëtzebuerger Finanzpolitik, nämlech déi, datt d'Kierperschaftssteier aus Grënn vun Ofschreiwungsméiglechkeeten, aus Grënn vu Besteierung, déi am Ausland gemaach gëtt, aus Grënn awer och vun der nebulöser wirtschaftlecher Entwécklung, aus villen anere Grënn och nach, net méi dat erabréngt, wat se an deene Jore virdrun erabruecht huet.

Wann een awer iwwert déi fënnef Joer kuckt, da gesäit een, datt déi lescht fënnef Joer déi dräi Steierkategorien - d'Kierperschaftssteier, d'Gehältersteier an d'TVA - en chiffres absolus fir déi ganz Period quasi déi nämlecht Zomm erabruecht hunn: ronn sechs Milliarden Euro jee fir déi dräi Kategorië vu Steieren. Et sinn also déi dräi Steieren do, déi mer ganz enk am A behale mussen. D'Fro ass dofir, ob een den Niveau vun der Fiskalitéit vun den Entreprisë kann oder soll änneren. Et ass wichteg an der Analys vun der Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber, datt d'Betribsbesteierung, déi mer an deene leschte Jore substanziell erofgesat hunn, an dësen Zäiten net eropgeet.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net der Meenung, datt et gutt wier, wann et an Europa zu enger Course no ënnen an der Betribsbesteierung géif kommen, well Länner och eng ganz Rei vun Infrastrukture an och eng Sozialpolitik finanzéiere mussen. Dofir muss een, wann een iwwert d'Betribsbesteierung schwätzt, selbstverständlech och ëmmer déi aner Contraintë vun engem héich entwéckelte Stat, déi och noutwendeg sinn fir d'Konkurrenzfäegkeet vun der Ekonomie, berücksichtegen.

Et geet jo net duer, datt een an engem Land de Steiersaz op e gewëssenen Niveau fixéiert, fir datt all d'Betriber an dat Land kommen. D'Betriber kucken och Facteure wéi d'Steiersécherheet - Ännert all Méindeg Moien de Steiersaz? Et gëtt gekuckt, wéi d'Stabilitéit ass, och déi sozial Stabilitéit an engem Land. Et gëtt gekuckt, wéi d'Infrastruktur - Stroossen, Schoulen, Kultur- a Sportsinfrastrukturen - ass. Wat ass den Know-how, deen op enger gewëssener Plaz besteet? An et ass d'Gesamtanalys vun all deene Facteuren, déi mat sech zitt, wou e Betrib sech usiedelt. Mä et ass och richteg, datt de Steiersaz doranner eng Roll spillt, an et ass duerfir, datt déi viregt Regierung de Kierperschaftssteiersaz op 22% gesenkt hat, woumat een zu enger Gesamtbesteierung vun 30%, wann ee lokal an aner Steieren dobäirechent, kënnt.

De Budgetsrapporter huet géschter hei eng Reflexioun gemaach, ob een net d'Kierperschaftssteier erofsetze soll, zugläich awer - e Saz, dee gären iwwerhéiert gëtt - d'Assiette, d'Basis, déi besteiert gëtt, verbreeden an d'Abattementen, d'Bonificatiounen an aner Ofschreiwungen ofschafen. Dat ass eng Debatt, déi ee sécher ka féieren an déi och am Ausland oft geféiert ginn ass. Wann een dat allerdéngs mécht, da gëtt ee sech e wichtegt Steierlenkungsinstrument aus der Hand. Déi viregt Regierung hat probéiert dat bei de Privatpersounen ze maachen, mat der Steier erofzegoen a sämtlech Abattementen ofzeschafen. Bei deem éischten Abattement, dee mer wollten ofschafen, hu mer gemierkt, datt dat net nëmmen zu grousse m Zodi géif féieren, mä datt mer virun allem domadder e wichtegt Instrument vun der Politik aus der Hand géife ginn, wat nämlech wëllt, datt d'Betriber oder d'Leit duerch steierlech Elementer zu engem gewëssene Comportement féieren.

D'Fro zum Beispill bei de Privatpersoune war, ob een d'Abattementë sollt ofschafen, déi d'Leit encouragéieren ze spueren; ob ee soll d'Ofschreiwungsméiglechkeeten ofschafen, déi d'Leit hunn, wa se Sue léine gi fir en Haus ze bauen; ob ee soll d'Abattementen ofschafen, déi Méiglechkeeten, déi d'Leit hunn, wa se Donë maachen u gewëssen Netregierungsorganisatiounen. A mir si séier zur Konklusioun komm, datt an der Theorie et gutt wär, wann ee kënnt e ganz niddrege Steiersaz hunn an absolut keng Abattementen, mä datt dat steierpolitesch net dee Wee wär, dee mer wéllte goen.

An datselwecht gëllt fir déi Diskussioun ronderëm d'Betribsbesteierung. Et kann een dat sécher analyséieren, et kann een dat studéieren an et wär interessant ze héieren, wat d'Betriber dozou soen, well eng ganz Rei vu Banke si ganz Demandeur fir grad déi Ofschreiwungsméiglechkeeten do ze hunn, an déi wären net frou wann duerch eng generell Ofschafung, notamment vun enger ganzer Rei vu Bonifikatiounen, hir Steierlaascht héchstwahrscheinlech géif eropgoen.

Déi meescht Betriber fannen, datt déi aktuell Situatioun vun eisem Steiersaz mat deene Méiglechkeete vun den Ofschreiwungen an de Bonifikatiounen, wann een alles analyséiert an net nëmmen an der Zeitung d'Tafel kuckt vun de Steiersätz, en fait eng positiv Situatioun ass, an duerfir misst een, wann een op esou ee Wee wëllt goen, ganz am Detail mat de Betriber kucken, wat dat a puncto Steierbelaaschtung géing aneren. Eis Impressioun ass et, datt dat fir eng ganz Rei Betriber zu enger méi héijer Steierbelaaschtung géing féieren.

Eist Haaptargument ass, datt mir gären d'Steierlenkungselement vun der Politik géinge behalen an duerfir Betriber encouragéieren ze investéieren an duerfir kënne manner Steieren ze bezuelen, datt mer gären hätten, datt mer iwwert d'Steierpolitik verschidde Saachen erreechen.

D'Géigenargument, an dat schwätzt fir e méi nidderege Steiersaz mat Ofschafung vun den Abattementen an aneren Ofschreiwungsméiglechkeeten, ass selbstverständlech d'Visibilitéit, déi en nidderege Steiersaz huet, wann ee vereinfacht d'Tableaue kuckt, wéi vill de Steiersaz a verschiddene Länner ass.

Dir wësst, datt e Land wéi d'Slowakei op 19% seng Steiere fixéiert huet, zugläich awer elo ganz grouss Finanzéierungsschwieregkeeten huet fir Infrastrukturen op den Niveau vu Westeuropa ze maachen an och d'Betriber net richteg zum Investéiere kritt. Mir mengen, datt ee scho muss nom Aspekt vun der Visibilitéit vun de Steiersätz kucken, an duerfir hat d'Regierung an der Regierungserklärung gesot, wéi se déi Fro wëllt klären. An déi Fro ass och haut nach am Liicht vun deem ze gesinn, wat de Statsminister hei am Numm vun der Regierung zur Betribsbesteierung gesot huet, ech zitéieren: „D'Steiersätz hirersäits maache keng grouss Spréng", sot de Statsminister, „guer keng no uewen, klenger no ënnen. D'Steierlaascht vun de Privatpersoune ka periodesch un d'Inflatioun ugepasst ginn, déi vun de Betriber ka liicht ofgesenkt ginn, fir datt mer op der europäescher Steierskala wettbewerbsfäeg bleiwen."

Ech mengen duerfir, datt déi Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn, sécher zu enger Reflexioun an zu enger Debatt mat allen Acteur-économiquë soll a ka féieren; iwwregens gëtt et jo och eng Debatt an Europa, wat iwwerhaapt d'Assiette soll sinn, déi besteiert gëtt, fir emol d'Comparabilitéit vun deenen eenzelne Steieren an Europa méiglech ze maachen, mä et misst ee virun allem emol vun de Betriber och dann héieren op wat fir eng Bonifikatiounen an Abattementen an anerer si bereet wären ze verzichten. Well et muss ganz kloer sinn - an dat huet Äre Rapporteur och géschter hei gesot -, datt en fin de compte net manner Steieren dierfte fir de Stat erakommen.

An ech mengen och, an dat ass déi Gefor vun där Propositioun, datt eng ganz Rei Betriber géingen en fin de compte méi Steiere musse bezuelen an domadder manner konkurrenzfäeg wären. D'Regierung wäert also bei deem bleiwen, wat mer an der Regierungserklärung gesot hunn an, le cas échéant, no Analys vun de Steieren an alle Länner vun der Europäescher Unioun, eng punktuell Adaptatioun maache fir vläicht liicht ënner 30% an der Gesamtbesteierung ze kommen.

Ech hunn d'Privatpersounen elo grad kuerz ugeschnidden an deem Saz, deen ech aus der Regierungserklärung zitéiert hunn. Och do gëllt dat, datt mer bei der Steierbelaaschtung, déi mer fir de Moment hunn, wëlle bleiwen, well mer mengen, datt se sozial gerecht ass. Ganz vill Leit an dësem Land bezuele keng Steieren. Si ass och konsumfërdernd an deem Sënn, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg contrairement zu alle Länner ronderëm vill méi netto erauskréien an domadder kënne consomméieren. Mir mengen och, datt an dësem Moment et duerfir net gutt wär, wann ee géing déi Steieren erhéijen.

Mir hunn am Kontext vun der Privatpersounebesteierung gesot, datt mer wëllen an dëser Legislaturperiod no der europäescher Quellesteier eng national Quellesteier aféieren, och dat fir d'Besteierung vun de Leit erofzesetzen, fir d'Spueren ze förderen, well haut wësst Der, datt d'Zënsbesteierung zesumme mam Akommes vun de Leit global besteiert gëtt mat deem do applicable Saz. Mir wëllen an Zukunft, fir d'Spueren ze encouragéieren, erofkomme vun deem allgemenge Saz, dee sech fir d'Leit applizéiert, an op eng Ofgeltungssteier vun 10% kommen. Ofgeltungssteier, dat heescht datt d'Leit déi Suen net méi brauchen ze deklaréieren, datt vun der Bank 10% ofgeféiert ginn, an duerfir bleift och fir d'Résidenten d'Bankgeheimnis bei esou enger Moossnam ganz bestoen.

Dës Quellesteier gëtt net 2005 ageféiert, fréistens 2006, well mir hunn ëmmer gesot, datt dat no der europäescher Quellesteier kënnt, déi méi héich ass. An et ass logesch, datt wann d'Leit näischt méi brauchen ze deklaréieren, wann een also d'Bankgeheimnis wëllt voll a ganz bäibehalen, datt dann och en contrepartie muss d'Verméigenssteier fir d'Privatleit ofgeschaaft ginn.

Och do géing ech gären nach eng Kéier d'Regierungserklärung, déi de Statsminister am Numm vun der Regierung gemaach huet, zitéieren: „Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, bleift d'Bankgeheimnis bestoen an et gëtt eng Quellesteier vun 10% op de Spuerzënsen ageféiert. Dës Quellesteier ass libératoire. Am Géigenzuch entfält d'Verméigenssteier fir d'Privatleit."

D'Zil vun dëser steierlecher Moossnam, déi wéi gesot héchstwahrscheinlech no 2006 oder 2006 kënnt, ass fir d'Steieren zu Lëtzebuerg esou ze gestalten, datt d'Spueren encouragéiert gëtt; duerfir wäerten och héich Abattementen ageféiert ginn. Wann dat als Nieweprodukt och nei Aktivitéiten am „private banking" zu Lëtzebuerg unzitt, da begréisse mer dat, mä dat ass net d'Haaptzil vun dëser Moossnam, mä selbstverständlech begréisse mer all Diversifikatiounseffekt, deen op der Finanzplaz duerch esou Moossname ka kommen.

Et ass wichteg, datt mer, wéi gesot, an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren an enger onsécherer Finanzsituatioun, an enger onsécherer wirtschaftlecher Situatioun d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg net erhéijen. Dat wär konterproduktiv, esou tentéiert een och wär als Budgetsminister fir dat ze maachen, wann ee fir d'zweete Kéier hannereneen e Budget am Defizit dëser Chamber muss presentéieren.

Mä ech hu gesot e Budget ass ee Ganzt an ech hu sechs Ziler am Ufank vu menger Budgetsried genannt, an d'Wirtschaftspolitik muss ee Ganzt sinn, muss gekuckt ginn zesumme mat der Finanzpolitik, zesumme mat der Sozialpolitik, wann een e Budget mécht. A mir hätte gären, datt hei zu Lëtzebuerg d'Betriber sech weider kënnen ausdehnen, weider kënnen investéieren an d'Privatleit kënne weider consomméieren. An duerfir kënnt eng Steiererhéijung 2005 an 2006 bei den direkte Steieren net a Fro.

Mir hunn 2005, an dat hu mer bei der Budgetspresentatioun gesot, d'TVA um Bensin an op den Zigarette vun 12 op 15% gehéicht, gradesou wéi mer d'Contributions sociales um Diesel och mam Budgetsgesetz vun 2005 erhéijen.

Sécher sinn dat keng agréabel Moossnamen, an ech versti ganz gutt, datt wann e Micro-trottoir doriwwer gemaach gëtt, datt d'Leit doriwwer net frou sinn. Do bräicht een iwwerhaapt kee Micro-trottoir ze maachen, well dat wëssen och déi, déi esou Moossname proposéieren. Mä mir hu gemengt, datt an engem Moment, wou d'Gesondheetskäschte klammen, wou nei Obligatiounen am Ëmweltberäich op eis zoukommen, datt et net abwegeg wär grad op deenen dote Produkter, wou mer wäit ënnert deenen anere Länner leien, wat souwuel d'Besteierung wéi den Endpräis ubelaangt, géingen eng liicht Adaptatioun maachen, well Dir wësst, datt den TVA-Saz vun 12% am Fong net deen normale Mindestsaz an der Europäescher Unioun ass, deen ass 15%, dat wësse mer jo och bei all deenen anere Produkter. Hei hätte mer also nach ëmmer en Taux parking vun 12%.

Et bleift och dobäi, datt trotz där Augmentatioun Lëtzebuerg wäitaus méi bëlleg an deenen dote Produkter ass wéi eis Nopeschlänner. Wéi mer déi Augmentatioun do gemaach hunn, deemools huet de Bensin zu Lëtzebuerg 0,94 Euro kascht an zum Beispill an Däitschland 1,20 Euro, a Frankräich 1,10 Euro, an der Belsch 1,16 Euro. Et gesäit een also, datt do nach e ganz groussen Différentiel bleift.

Ech soen lech och, datt mir zum Beispill mat der TVA vun 12% op 15% eropginn, datt d'Belsch en TVA-Taux vun 21% um Bensin huet. Mir hei ginn op 15%. Wann een also mat där Moossnam net total zefridden ass, wann ee se kritiséiert, da muss een och kucke wéi d'Situatioun an deem dote Beräich an den Nopeschlänner ass.

Déi Moossnam do bréngt dem Statsbudget awer 40 Millioune Euro eran an de Fonds pour l'Emploi, dee selbstverständlech an enger schlechter ekonomescher Situatioun och vill Ausgaben ze tätegen huet, a mir mussen dofir suergen, datt dës Augmentatiounen, do wou dat iwwert de gesetzgebereesche Wee nach net geschitt ass, indexneutral sinn. Bei der Contribution sociale, déi um Diesel opgehuewe gëtt, ass dat souwisou schonn de Fall. Bei deenen aneren duerch ëmwelt- a gesondheetbedéngten Erhéijunge musse mer déi diesbezüglech gesetzlech Schrëtter nach ënnerhuelen.

An deem Kontext géing ech och gären e Wuert soen zu deem wat generell ënnert Tanktourismus gesot gëtt, op dat och géschter de Budgetsrapporteur, den Här Mosar, agaangen ass.

Éischtens rappeléieren ech nach eng Kéier, datt mer et hei mat enger harmoniséierter europäescher Steier ze dinn hunn. D'TVA ass zënter 1991 harmoniséiert. De Mindestsaz ass 15%. Mir bleiwen also beim Mindestsaz. Mir gi just vum Taux vun 12% fort, fir op 15% ze kommen.

Zweetens, an dat huet den Ecofin-Conseil virun engem Joer décidéiert, datt mer am Accisëberäich eis mussen iwwert déi nächst zéng Joer openeen zoubewegen an datt mer am Accisëberäich beim Bensin och mussen eis Präisser no uewen unhéijen. Et gëtt keng total Harmonisatioun, mä et gëtt eng Unhéijung.

D'Fro ass géschter an dësem Kontext gestallt ginn, ob deen Tanktourismus dem Land eppes géif bréngen, wëssend datt mer och grad am Beräich vun der Ëmwelt - Kyoto ass do d'Stéchwuert - mussen eng ganz Rei Dépensen tätegen.

Ech wëll lech soen, datt fir mech aus enger finanzieller Siicht an och esouguer aus enger Ëmweltsiicht d'Fro liicht ze beäntwerten ass.

De Pëtrolsverkaf zu Lëtzebuerg bréngt eis pro Joer u Steiere ronn 600 Millioune Euro an. Den Zigaretteverkaf, deen domat zesummen hänkt, well ganz vill bekanntlech op den Tankstelle verkaaft gëtt, bréngt eis pro Joer ronn 400 Millioune Euro eran. Dat ass also eng gesamt Recette pro Joer vu ronn enger Milliard Euro.

Kyoto wäert eis, quitte datt dat nach muss am Detail iwwert déi nächst Jore méi prezis gerechent ginn, eng 30 Millioune Euro kaschten. Wann een also déi eng Milliard par rapport zu deenen 30 Millioune kuckt, ech mengen dann ass déi Fro, déi hei opgeworf ginn ass, mat de Chiffere schnell beäntwert.

An ech soen dobäi, wann ech dat als Budgetsminister dierf, datt den Tanktourismus an d'Ofschafung, dat heescht, wa mer géingen eise Präis d'selwecht maache wéi d'Nopeschlänner, net dozou géing féieren, datt da kee méi géing tanke goen. Et wier da just esou, datt déi belsch, däitsch an hollännesch Camionen, déi hei zu Lëtzebuerg tanken, bei sech am Land géingen tanken. Mir hätten also domat net dofir gesuergt, datt op eemol kee Camion méi géif iwwert d'Autobunn fueren, mä e géing just op enger anerer Plaz tanken, an dofir mengen ech muss een dat an der Siicht vun engem europäesche Maart kucken an nët nëmmen an der Siicht vum Lëtzebuerger Maart.

Sécher musse mer Energie spueren, mä datt mir just zu Lëtzebuerg géingen d'Präisser erhéijen an domadder mengen, datt mer dann an

Europa géinge manner Bensin verkafen, ech mengen datt dat net richteg wär.

Eis Steiersituatioun ass charakteriséiert duerch eng stagnéiert Kierperschaftssteier. Et ass eng déi charakteriséiert ass duerch méi e staarkt Uklamme vun der TVA, wou mer deen niddregste Saz hunn an Europa an och dee wëllen halen, mä d'TVA gëtt d'nächst Joer eis haapt Einnahm, an ech soen et nach eng Kéier, de Fait, datt mer eng Rei Betriber am elektronesche Commerce konnten usiedelen, dréit wesentlech, voire ausschliesslech dozou bäi, datt déi Steier sech esou positiv entwéckelt huet, grad esou wéi vläicht och de Fait, datt d'Lëtzebuerger vill méi consomméiere wéi an deenen anere Länner, an dat ass well mer eng Politik gemaach hunn, esouwuel am Sozialberäich wéi am Steierberäich, déi de Leit netto méi léisst, wéi dat an den Nopeschlänner de Fall ass. An deem Kontext muss een och aner sozial Mesurë gesinn, déi an deene leschte Woche presentéiert gi sinn. Et ass ganz kloer, datt d'Leit zu Lëtzebuerg méi Revenu disponibel hunn, doduerch méi ausginn, an dat mierkt een am Konsum an d'TVA ass eng Indikatioun dofir.

Mä mir musse wëssen, datt mer mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, déi net der wirtschaftlecher Entwécklung direkt Rechnung dréit. Ech hunn dat uganks scho gesot. Ech wëll dat hei nach eng Kéier am Kontext vun de Steiere rappeléieren. D'Steiere wuessen net mat därselwechter Vitesse wéi d'Croissance économique, an op där anerer Säit kréie mer héchstwahrscheinlech mat der Kierperschaftssteier net méi dat erëm, wat mer an de Boomjoren hate vun der Finanzplaz, duerch Ofschreiwungsméiglechkeeten, duerch europäesch Gruppen, Steierstrukturen an däersgläiche méi.

Mat deem Wësse géing ech gär e puer Wuert iwwert d'Dépensësäit soen, well ech hu virdru gesot, et kann een net méi Suen ausgi wéi déi, déi een erakritt, plus déi, déi een a Reserven ugeluecht huet.

De Wuesstum vun den Dépensen ass substanziell. Doriwwer ass gëschter hei och geschwat ginn. Dat erkläert sech duerch eng Rei vu Phenomeener, dorënner datt mer d'Hypothèse de croissance, déi mer agesat hate fir de Budget vun 2004, vill méi niddreg agesat hate wéi se sech elo im Nachhinein schéngt ze entwéckelen, wat zur direkter Konsequenz huet, datt wann d'wirtschaftlech Evolutioun méi schnell ass, notamment wa méi Aarbechtsplaze geschaaft ginn, datt alles dat wat mir an d'Pensiounskeessen an an d'Krankekeessen contribuéieren, automatesch zu enger vill méi héijer Belaaschtung vum Stat féiert, andeem wat mer an d'Pensiounskeessen, d'Krankekeessen an och d'Familljenzoulage contribuéieren, an déi Croissance hate mer am Budget vun 2004 net an deem Mooss agesinn.

Wa mer also elo vergläichen de Projet de budget vun 2004 mam Projet de budget vun 2005, dann hu mer eng Croissance vu bal 9%. Wa mer awer de Budget, esou wéi mer een elo wäerten ausféieren, trotz dem Fait, datt e wäert am Equiliber sinn, mam Projet de budget vun 2005 kucken, dann hu mer eng Croissance vun eppes méi wéi 4%, an ech mengen dat wär der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung gedroen.

Mir hunn an deem Budget ganz héich Investitiounsausgaben, 803 Milliounen, esouwuel Fongenausgabe wéi direkt Budgetskapitalausgaben, 803 Millioune fir Infrastrukturen ze bauen. Dat sinn 11% vun de Gesamtausgabe vum Stat oder 3% vum PIB. Ech mengen, dat ass fir d'Wirtschaft ganz wichteg a mir wëllen op deem héijen uniquen Taux an Europa bleiwen.

Mir hunn doniewent selbstverständlech och courant Ausgaben, an et gehéiert bal zum gudden Toun, datt jidderee seet, et ass jo tipptopp datt se héich Investitiounsausgaben hunn, mä d'courant Ausgabe vum Stat mussen awer niddreg sinn.

A wann een dat dann hannerfreet, da kënnt meeschtens net méi vill, well dat hannerfroen heescht ze kucken, wat sinn dann déi courant Ausgabe vum Stat.

An dofir mengen ech datt et gutt wär, datt een déi emol e bëssen am Detail kuckt. Aus wat setzt sech eise Budget courant zesummen? A wann een dat emol vergläicht mat der Situatioun, déi mer virun 10 Joer haten, do ass zum Beispill d'Fro vun de Gehälter beim Stat. Wivill hunn d'Gehälter an d'Pensioune beim Stat fréier am Budget representéiert a wivill representéieren déi haut am Budget?

Ech huelen 1995, well dat einfach op zéng Joer gekuckt ass.

1995 hunn d'Gehälter an d'Pensioune vum Stat 23% vun de Gesamtdépensë vum Budget ausgemaach, elo 20%. Iwwregens ass et déi lescht Joren ëmmer bei 20% bliwwen. Dee Posten ass also net geklommen. Dobäi soen ech awer, och déi, déi dee Montant ze héich fannen, sinn awer ganz oft déiselwecht, déi bei alles reklaméiere wat beim Stat net gutt fonctionnéiert. Mir wëssen, datt mer an enger Rei staatleche Servicer méi Leit mussen astellen: Enseignement, Police. Esoubal iergendeng Affär verjährt, kréien ech als Justizminister eng Question parlementaire wou gesot gëtt, et géifen net genuch Leit an der Police judiciaire schaffen. An esou ginn et x Servicer, déi mer nach musse weider ausbauen. Dat kascht natierlech Suen. Dat si courant Dépensë vum Stat. Wann een awer seet, d'courant Dépensë mussen erofgeschrauft ginn, da muss ee soe wou een dat mécht. Mir mengen, dass mir bei de Salairen a Pensioune mat 20% vum Gesamtbudget besser leie wéi Nopeschlänner an dass dat adequat ass. D'Dépenses de consommation ausserhalb vun de Salairen; dat ass also dat, wat de Stat brauch fir ze fonctionnéieren. Déi sinn och iwwer 10 Joer stabel bliwwen. Déi louche bei eppes 7% a sinn och haut nach bei 7%.

D'Salairen also sinn an der Gesamtmasse vun den Dépensen erofgaangen, d'Dépenses de consommation hors salaire si bliwwen an et sinn dräi Kategorien eropgaangen, dat sinn d'Transferten un d'Entreprisen, d'Transferten un d'Ménagen an d'Transferten an d'Investissementer. D'Transferten un d'Entreprisë si vu 7% op 8% geklommen, déi un d'Ménagë si vun 10% op 11% geklommen an d'Investissementer si vun 8% op 9,5% geklommen; do gesäit een also wou d'Dépensë gemaach gi sinn. Déi Transferte sinn also virun allem där, déi un d'Haushalter gaang sinn, dat sinn zum Beispill d'Kannergeld, dat sinn all déi Aiden, déi mer am Beräich vum Logement gemaach hunn. Alles dat schléit am courante Budget zu Buch an dofir, wann ee seet, déi courant Ausgabe vum Stat mussen erofgoen, da muss ee ganz genau wësse wat dat heescht.

Mir mengen net, dass een an deem dote Beräich sollt erof goen, well dat erëm eng Kéier d'Ekonomie ukuerbelt an de Leit hire Liewensniveau verbessert. Dat heescht net, dass een automatesch ka sou weiderfueren, wéi mer et bis elo gemaach hunn. Mir stelle fest - an dat erkläert zum Deel och déi staark Croissance fir d'nächst Joer -, dass déi Automatismen, déi mer hunn an der Sécurité sociale, eis Contributioun bei de Pensiounen, bei de Krankekeesen, am nächste Budget eng Croissance vu 7% mat sech zéien. Sécher ass dat e Facteur vu sozialer Gerechtegkeet, sécher huet dat en ekonomeschen Impakt, well wann d'Leit Sozialleeschtunge kréien, hu se méi Netto-Verdéngscht a kënnen domat méi consomméieren.

Mä mir mussen eng Debatt driwwer féieren, wie wéi vill bezilt fir wat eraus ze kréien; en tenant compte vun deem, wat ech virdru gesot hunn. Well et ass ganz kloer, dass wa mer dat op engem Kuch kucken, wat mer als Dépensen hunn, da gesäit een - dat gesidd der héchstwahrscheinlech am Sall net -, dass dee gielen Deel hei vun deem Tableau ganz kloer weist, dat sinn eis Dépensen un d'Sécurité sociale, an dass dat mat 28,7% dee gréisste Block ass vun den Dépensen, déi mer hunn. Mir hunn 28,7% Dépensen un d'Sécurité sociale a wann een de gesamte Sozialbudget hëlt, da komme mer op 44%. Dat ass natierlech gewalteg. Wéi gesot, mir mengen dass dat net falsch wär, mä dass een awer muss en Fonctioun vun deem, wat ech och bei de Steiere gesot hunn, verschidde Réorientatioune maachen, well et stinn eng Rei Erausfuerderunge virun der Dier.

Elo ginn et der, déi wëllen déi, déi d'Budgetspolitik maachen, tëscht deenen dividéieren, déi fir d'Wirtschaftspolitik wären, an déi, déi fir d'Sozialpolitik wären. Wann een nämlech eng Reflektioun mécht iwwert de Sozialbudget, da gëtt direkt gesot, gemengt, vermutet, dass ee géing wëllen d'Sozialausgabe kierzen. Mir sinn net der Meenung, dass wann een esou Reflektioune mécht, dass een de Sozialstat soll ofbauen, mä dass een nach muss iwwert e Rééquilibrage no soziale Kritären kënnen haart nodenken. Et muss ee kënnen nodenken, ob een net en Ëmtässelen am Sozialbudget mécht, wëssend zum Beispill, dass och an deenen nächste Joren d'Finanzlaascht, déi op der öffentlecher Hand läit am Beräich vun der Gesondheet, wäert klammen.

D'Gesondheet kascht ëmmer méi an d'Gesondheet gëtt ëmmer méi sophistikéiert. Wann een also dee Sozialbudget huet, muss ee kucke wat fir engen Elementer een absolut Prioritéit gëtt. Ech menge mir kommen net derlaanscht, fir an deenen nächste Joren och weiderhin d'Gesondheetspolitik, Infrastrukturen a Fonctionnementer, sou wéi an deene vergaangene Joren, weider finanziell ze encouragéieren. An do muss och d'Fro ëmmer erëm gestallt ginn, sou wéi se och bei der Quadripartite undiskutéiert ginn ass, wéi se weider wäert diskutéiert ginn, vun eege Bedeelegungen.

A bei den Investitiounen - an dofir soen ech et - kann een dat soziaalt vun deem ekonomeschen net trennen, well et muss een, fir Sozialpolitik kënnen ze finanzéieren, Betriber hunn, déi fonctionnéieren. Déi Betriber mussen eppes erwirtschaften, déi Betriber musse Steiere bezuelen. Ech hunn iech gesot, dass mer net d'Steiere wëllen eropsetzen, mä mir musse kucken, dass déi Betriber konkurrenzfäeg bleiwen, a mir mussen och kucken, dass déi Betriber Optreeg hunn. An dofir wëlle mer d'Investitiounen op engem héijen Niveau halen. An dofir musse mer kucken, wa mer keen Ofbau vum Sozialstat wëllen hunn, mä e Rééquilibrage, dee mer mussen diskutéieren, an d'Investitiounen op engem héijen Niveau halen, wëssend awer dass d'Steieren deem net esou permanent nokommen an dass eis Reserve lues a lues ofhuelen, wéi mer domat eens ginn.

Eis Meenung ass an deem dote ganze Kontext, dass mer mussen dofir suergen, dass mer d'Investitiounsausgabe par rapport zum Gesamtbudget net klamme loossen, mä plafonéiere mussen, an dass mer och am Sozialbudget musse versichen déi Gesamtausgaben ze stabiliséieren. Stabiliséiere vun de Sozialausgaben a Stabiliséiere vum Investitiounsvolumen, wa mer dat géingen erreechen, hätte mer scho Wesentleches geschafft, dann hätte mer näischt ofgebaut, mä mer géifen op deem Niveau stoe bleiwe wou mer waren.

Firwat brauche mer dat, och wa mer eng Croissance kréien? Mir brauchen dat, well nei Obligatiounen op de Stat zoukommen, well mer Margë brauchen, fir kënnen nei Aufgaben ze finanzéieren, an déi Margen hu mer fir de Moment net, wa mer weider d'Sozialausgaben a weider d'Investitiounsausgabe klamme loossen.

Wat sinn där couranter Ausgaben, déi nei op eis zoukommen - an ech soen dat grad all deenen, déi plädéieren, dass courant Ausgabe missten erofgoen? Mir hunn nei courant Ausgaben am Beräich vum öffentlechen Transport; wat ee méi Schinnen a méi Zich fuere léisst, wat dat och d'öffentlech Hand méi kascht. Mir hunn nei Ausgaben am Beräich vun dem Encadrement vun de Kanner no der Schoul; dat sinn Aufgaben, déi de Stat fréier net hat. Dat kascht de Stat, d'öffentlech Hand, well d'Gemengen hunn och do eng Responsabilitéit, enorm vill nei Suen. Mir hunn, ech hunn dat lo grad ugeschwat, beim Numerus clausus bei der Zuel vun de Statsbeamten a verschiddene Secteure sécher nach Nohuelbedarf. Mir hunn de ganze Beräich vun der Informatisatioun vum Stat vun eLëtzebuerg, vun eGovernment, wou mer an deenen nächste Joren nach mussen e ganze grousse Schrack no vir kommen; dat kascht enorm Zomme Suen.

An ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech weess net wou mer déi Suen hierhuelen, wa mer net an deenen zwee anere Beräicher net ofbauen, mä stabiliséieren. Ech hätt also gären, och an dëse Wochen, dass mer eng Diskussioun iwwer all d'Elementer vum Sozialstat hunn, fir de Käschtepunkt ze stabiliséieren - d'Gesondheet, d'Familljenzoulagen, d'Fleeg, d'Pensiounen -, fir dass mer plafonéieren, net ofbauen, an domadder, wéi gesot, nei Margë kréien.

Ech hu geschwat vun neie Beräicher a géing och gären nach eng Kéier op d'Ëmweltpolitik zréckkommen, op déi ech scho virdrun am Beräich vun den Tankeinnahme geschwat hunn. Et ass ganz kloer, dass mir eng Responsabilitéit an der Welt hunn an dass mir och eng Responsabilitéit heiheem an dobaussen am Beräich vun der Ëmwelt hunn. Jo, déi ganz Kyotomechanismë kaschte Suen. A wa se am Budget vum nächste Joer, souwuel dat nationaalt wéi dat internationaalt, wat mer do maachen, eréischt mat 7 Milliounen zu Buch schloen, da wäert dat dat Joer duerno oder déi Joren duerno bis op 30 Milliounen eropgoen. Mir denken, dass dee Finanzéierungsfong fir Mechanismë vu Kyoto eppes 20 Milliounen Euro pro Joer wäert kaschten an dass dat, wat mer am Kader vun den nationale Moossname vum Stat aus maachen, eng 10 Milliounen Euro wäert kaschten. Do sinn also grouss Zomme Suen, déi mer mussen zur Verfügung hunn an deenen nächste Joren, fir déi doten Obligatiounen, déi mer och fräiwëlleg als Land agaange sinn, och kënnen ze respektéieren.

Et muss een also iwwer sou Dépensë kënne schwätzen, grad sou wéi een an engem konstruktive Geescht muss kënnen, och aus der Siicht vun Ëmweltpolitiker an aus der Siicht vu Finanzpolitiker, iwwer Moossname schwätzen, wéi déi am Beräich vun der Fotovoltaik, déi och de Budgetsrapporteur gëschter hei ugeschwat huet.

Deen aktuelle System huet aus der Siicht vun der Finanzpolitik zu engem iwwerhéichte Käschtepunkt geféiert, deen et zugläich net - an dat ass am Fong dat, wat een als Finanzpolitiker bedauert - zu engem massiven Uwuesse vun eisem Undeel un den alternativen Energië bruecht huet. De Moment leien - an eis Chiffere si méi héich wéi déi vum Budgetsrapporteur -, de Schätzungen no vum zoustännege Ministère, déi Hëllefen, déi bis elo accordéiert gi sinn, bei 80 Milliounen Euro, a mir musse wëssen, datt déi Aspeisprimen och iwwert déi nächst Jore während enger längerer Zäit de Stat nach eppes kascht. Souguer wa mir de Regime elo op eng nei Bunn musse bréngen, well dat Reglement souwisou expiréiert, dann ass et esou datt mir bis d'Joer 2022, wa mir bis de Rythme de croisière erreecht hunn, eng Dépense vun eppes iwwer 9 Milliounen Euro Aspeisprimen an deenen nächste Budgeten hunn.

An et ass genau dat de Punkt, deen ech virdru gemaach hunn. Wann een also seet d'Dépenses courantes mussen erofgoen, da muss een iwwer all déi do Saache schwätzen, sech Margë ginn am Budget fir och am Ëmweltberäich kënnen an Zukunft, gemäss deem, wat mir international engagéiert hunn, a gemäss deem, wat finanzéierbar ass a wat ëmweltpolitesch Sënn mécht, fir dat kënnen ze finanzéieren.

Do ass eng Debatt, déi bevirsteet, mä déi musse mir ugoen, an déi muss een ugoen ouni ideologesch Scheiklappen, a kucken, wat d'Nopeschlänner maachen a wat d'Resultat muss sinn, wat mir gären erreechen, oder ob een et och anescht erreeche kann. Et hätt een zum Beispill kënnen déi 80 Millioune vläicht huelen a selwer Anlage maachen - mä et ass net um Budgetsminister fir doriwwer kompetent ze schwätzen. Et ass ganz kloer, datt mer mat dësem Käschtepunkt an Zukunft net méi kënne virufueren. Ech mengen, dat gëtt vun alle Säiten agesinn, à moins datt een d'accord wär, d'Steiere massiv ze héijen, an ech hunn Iech virdru gesot datt d'Regierung net bereet ass, op dee Wee ze goen.

Ech hu gesot, mir mussen an der Sozialpolitik kënnen iwwer alles diskutéiere fir ze plafonéieren, d'Investissementer net weider klamme loossen, mä och net erofgoe loossen, well mir Margë brauchen. Mir brauchen och Margen, well mir op d'mannst dräi Gebidder hunn, wou mir d'Dépensë par rapport zum PIB automatesch évoluéiere loossen, no internationalen Engagementer och do, an dat ass de Beräich vun der Recherche, dat ass de Beräich vun der Entwécklungshëllef an dat ass de Beräich vun der europäescher Sécherheetspolitik.

Bei der Recherche gëtt et een Zil, dat heescht, datt mir mussen 1% öffentlech Recherche maachen. Onofhängeg vum Prozentsaz liicht et jiddferengem an, an dat soen och all d'Rapporten och am Kontext vu Lissabon, fir eis Ekonomie méi kompetitiv ze maachen, datt déi Ekonomien, déi vill fuerschen, nei Produkter fannen, méi modern ginn, méi konkurrenzfäeg ginn an domadder mëttelfristeg de Match vun der Konkurrenz packen.

Mir ginn an dësem Budget op 0,22% vum PIB öffentlech Recherche hin. Mir klammen also do, mä mir hunn nach ee Wee ze goen, fir datt och eis Recherche zu Lëtzebuerg, déi öffentlech Recherche, weider gefuerdert ka ginn. Et ass ganz kloer, datt do och eng grouss Responsabilitéit op d'Betriber zoukënnt, well zesumme wëlle mir 3% erreechen - zwee Drëttel vun deenen Obligatioune leien op de Privatbetriber. Mä d'Recherche ass e Motor vun der ekonomescher Entwécklung an d'Lëtzebuerger Regierung braucht Sue fir kënnen deen dote Beräich ze finanzéieren. Et sinn nämlech iwwregens erëm Dépense-couranten.

D'Entwécklungshëllef muss och weidergoen, well et huet mat ganz villes ze doen. Net nëmmen, mä och mat eisem moraleschen Engagement vis-à-vis vun deenen, deenen et vill méi schlecht op der Welt geet. Mä et gëtt och ganz gutt eegen Ursaache fir datt mir weider eng staark Entwécklungspolitik maachen. D'Aarmut ass eng vun

den Haaptursaache vun der Immigratiounswell a Richtung Europa. Et ass ee vun de Facteuren niewe politeschen Ongerechtegkeeten, deen den Terrorismus stimuléiert, an all déi Ursaachen zesummegeluecht, bréngen et dozou, datt mir och weider mussen dofir suergen, datt mir déi UNO-Obligatioun am Beräich vun der Entwécklungspolitik kënne berücksichtegen. Mir wäerten am Budget vun 2005 0,85% vun eisem Bruttoinlandprodukt, vun eisem national geschafene Räichtum, fir d'Entwécklungshëllef ginn. Mir sinn domadder iwwert deene 0,7%, déi d'UNO sech als Zil ginn huet. Mir sinn um Wee op deen 1%, deen am Konsensus vun dësem Haus déi sukzessiv Regierungen ugestrieft hunn. Mir ginn op deem Wee weider.

Enk mat der Entwécklungshëllef hänkt och d'Sécherheets- an d'Défensepolitik zesummen. Do wou mir dat eent net gemaach hunn, muss dat anert intervenéieren. Et ass falsch ze mengen, datt mir kéinten nom Enn vum kale Krich keng Verdeedegungspolitik méi maachen a keng Arméie méi an Europa hunn. Et gëtt haut Krisen an der Welt; et gëtt der ëmmer méi an der Welt, wou et eng Flicht vun Europa ass - am eegenen Intérêt och erëm eng Kéier, well et eppes mat eiser Sécherheet heiheem ze doen huet -, fir datt Europa intervenéiert. Dat wat am Balkan geschitt; dat wat an Afghanistan geschitt; dat wat an der Ukraine geschitt, huet en Effet op dat wat eis Situatioun heiheem ass. Ech mengen, datt een haut ka schwätze vun der Globalisatioun vun der Onstabilitéit; dat wat op enger Plaz geschitt, huet een Effet op enger anerer Plaz. Dofir geet et net, datt mir wéi an der Vergaangenheet - an dat soen eis Partner eis och - just vun deenen aneren hire Sécherheetsprogrammer profitéieren.

Mir sinn dat Land, wat proportional zu sengem PIB an der Europäescher Unioun an an der NATO bäi wäitem am mannste gëtt. Déi aner soen eis, datt dat net ka sou weider goen. Wann ee Member ass an deenen Organisatiounen, a wann ee wëll Responsabilitéit an der Welt hunn, da muss ee sech un deenen Efforte bedeelegen, déi déi Länner maachen. Mécht een dat net, da muss ee sech net wonneren, wann déi aner Länner soen, datt si och an anere Beräicher net bereet sinn, eis weider europäesch Avantagen, déi mir brauchen an der Wirtschaft an an der Politik, ze ginn.

Et ass och dofir, dass déi viregt Regierung an dës Regierung zum Beispill sech un den europäeschen Transportcapacitéiten am militäresche Beräich bedeelegen. Et ass dofir, dass déi viregt Regierung en Accord ënnerschriwwen huet mat der Belsch, an dass dës Regierung de Projet de loi déposéiert huet iwwert d'Acquisitioun hisiichtlech dem Joer 2017 vun engem Militärfliger. Dat ass net, well Lëtzebuerg och gären e Fliger hätt. Et ass en europäesche Programm, deen drop auszielt, fir datt d'europäesch Arméi schnell an eng Kriseregioun ka geféiert ginn, an an deem Sënn muss mir an deenen nächste Jore vun haut 0,4% vum PIB och op 1% vum PIB eropkommen. Dat ass am Intérêt vun eiser Sécherheet a mir mussen och kucken, datt mir bei der Reorientatioun vun eiser Verdeedegungspolitik och vläicht Elementer fannen, déi der Lëtzebuerger Ekonomie Rechnung droen, der Lëtzebuerger Ekonomie profitéieren. Ech deelen do d'Aschätzung, déi d'Chambre de Commerce an hirem Avis zum Statsbudget gemaach huet.

Mä wa mir an der Recherche, an der Entwécklungspolitik an an der europäescher Sécherheetspolitik méi wëlle maachen, well mir méi musse maachen, well mir méi wëlle maachen, da musse mir dofir Marge-de-manœuvren hunn, an déi hu mir am bestoende Budget net. Dofir soen ech, wann eise Budget klëmmt, musse mir kucken, datt mir e staarke Sozialstat halen, staark Investitioune versichen ze stabiliséiere bei de Gesamtausgaben, an déi nei Margen, déi mir hunn, déi brauche mir an deene Beräicher, déi ech ugeschnidden hunn: öffentlech Transporter, Encadrement, Ëmweltberäich, Recherche, Entwécklung, Défense; et gëtt der vill méi - eLëtzebuerg hat ech och mentionnéiert.

A mir mussen och op der Dépensësäit kucken, wou mir nach Aspuerunge kënne maachen. Och de Budgetsrapporteur ass geschter drop agaangen, datt mir am Beräich vun den öffentleche Baute musse kucken, wéi mir méi bëlleg a méi schnell kënne bauen. Mir wëssen, datt dat liicht gesot ass a schwéier gemaach ass, mä ech mengen déi Propositiounen, déi de Bauteminister gemaach huet, si Propositiounen an déi richteg Richtung, un deene musse mir weiderschaffen, fir hei am Haus besser Prozeduren ze hunn a fir duerno méi bëlleg kënnen ze plangen a méi bëlleg kënnen ze exécutéieren, ouni domadder manner Qualitéit ze hunn, mä vläicht och heiansdo méi funktionell ze bauen.

Mir mussen net iwwerall noutwendegerweis deier Tunnele bauen do, wou och normal breet Stroossen duerginn. Mir mussen net all al Mauer erhalen, déi Millioune kascht, wéi ech mir soen, wann ech moies iwwert déi nei Cité judiciaire fueren, wou mat Ach und Krach versicht gëtt eng Mauer richt ze halen, déi an dee Komplex integréiert gëtt. Och do mengen ech hunn ech sou wéi am Ëmweltberäich sécher net d'Kompetenz fir all Elementer mat un den Dësch ze bréngen, mä als Budgetsminister, deen de Garant ass vun enger gudder Gestioun vun de Steiersuen - de Leit hir Sue géréiere mir beim Statsbudget -, denken ech muss déi Diskussioun geféiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Dir waart dat Gebai kucken, wat der Chamber wäert déngen, wat hei vir gebaut gëtt, wou Büroe vun der Chamber drakommen. Dee Käschtepunkt ass x-mol méi héich, well et muss an enger bestoender Mauer gehale ginn a bannendra muss alles geännert ginn. Och dat sinn Diskussiounen, déi mir mussen an deenen nächste Jore féieren. Et geet net duer, datt mir soen, mir wëllen…

***(Interruption)***

Et geet net duer, datt mir soen, mir musse méi bëlleg bauen, mir mussen dann och iwwer esou Saachen Diskussioune féieren. Wéi gesot, d'Regierung, de Bauteminister, als Éischten, an de Budgetsminister, deen dat aus engem ganz kloren Intérêt am Numm vu senge Kolleegen och selbstverständlech ënnerstëtzt, geet op dee Wee, a mir hoffen datt dat bei deenen nächste Projeten, wann déi Prozeduren dann hei am Haus och den Accord fanne wäerten, säin Nidderschlag fanne wäert.

Gradesou muss dierfen d'Diskussioun erlaabt sinn, an enger schwiereger Budgetszäit, wat d'staatlech Déngschtleeschtungen dierfe kaschten. D'Fro ass jo net ëmmer, ob eppes gratis oder net gratis ass, d'Fro ass och wéi vill de Bierger vum Stat bei sengen Déngschtleeschtunge muss kënne gefrot kréien. Am Privatsecteur froe mer eis dat iwwregens ni oder bal ni. Mir mussen also kucken, wéi wäit wëlle mer duerch e Präis e gewëssent Comportement encouragéieren.

Gëschter ass hei relativ mouvementéiert iwwert de Beräich vun der Eegebedeelegung beim öffentlechen Transport geschwat ginn. Ech mengen, datt dat eng Diskussioun ass. Sécher ass et net esou, datt de Stat muss onbedéngt bei alles d'Gestehungskäschten dem Bierger iwwerdroen, mä d'Fro muss erlaabt sinn, net nëmmen an deem dote Beräich, wéi vill de Stat muss bäileeë bei gewëssenen Déngschtleeschtunge vun deenen de Bierger profitéiert. Ech mengen de Stat huet eng Contrainte, déi d'Privatindustrie net huet, dat ass de soziale Kritär, an do wéi bei der Steierpolitik muss en och heiansdo e Lenkungsinstrument sinn, wann e wëllt dat eent oder dat anert encouragéieren.

Mä d'Fro muss erlaabt si wéi vill ee bei Medikamenter muss bäileeën - ech hunn dat virdru gesot am Kontext vun eise Käschte bei de Sozialversécherungen. D'Fro muss erlaabt si wéi vill kann den Encadrement am périscolairë Beräich d'Eltere kaschten oder d'Participatioun vun de Leit, déi an eng Kantinn vun de Schoulen iesse ginn. Dem Stat säi Präis ass véiermol méi héich wéi dat wat d'Leit bezuelen. Doriwwer muss ee kënnen an engem Parlament bei Budgetsdebatten diskutéieren, selbstverständlech och bei Saache wéi den Transport oder och bei villen aneren Déngschtleeschtungen, déi och am Beräich vun eLëtzebuerg mussen diskutéiert ginn.

eLëtzebuerg kascht de Stat vill, wann de Bierger gäre schnell Certificaten oder aner Dokumenter vum Stat hätt. Den Timber, deen do gefrot gëtt, deckt emol net e Brochdeel vun deem Käschtepunkt, dee personnen- an informatiksméisseg dohannert steet. Da muss een och doriwwer kënne schwätzen.

Dat heescht net, datt vu mar un alles muss méi deier ginn, mä et geet net, datt wa mer wëllen d'Dépenses courantes am Grëff behalen, datt mer net iwwert déi dote Saachen och diskutéieren. Mir wëllen op jidde Fall verschidde vun deenen dote Moossname maachen an der Reduktioun vun den Dépensen a wat verschidde Bedeelegungen ubelaangt; global gekuckt, fir datt mer de Budget och an deenen nächste Joren am Grëff behalen.

Ech hunn Iech geschwat, Dir Dammen an Dir Hären, vun de Recetten. Ech hunn Iech eng ganz Rei Iwwerleeunge gemaach zu engem staark uwuessende Prozentsaz vun den Dépensen. Alles dat verlaangt, dass mer virsiichteg bleiwen, mä mir kënnen déi Dépensen haut nach gestalten, well eis Statsfinanze gesond sinn, ech géing souguer woen ze soen extrem gesond sinn. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter Budgetspolitik vun deene leschte Joren, voire Jorzéngten.

Mir hunn haut eng Statsschold, déi ass 1,5% vum PIB oder en chiffres absolus 392 Millounen Euro. Dat ass extrem niddereg an Dir fannt kee Land an Europa, wat esou eng Scholdesituatioun huet. Duerfir kënne mer, wann noutwendeg, an deenen nächste Joren nei Schold maachen, mä mir wäerte keng Schold maache fir courant Ausgaben ze tätegen, mä nëmme Schold maache fir Ausgaben, déi ville Generatiounen zegutt kommen. Duerfir hu mer gesot, mir limitéieren eis am Scholdeberäich op Infrastrukturen am Stroossen- an am Schinnennetz. Mir proposéieren duerfir am Budget, deen hei zur Diskussioun steet, 200 Millioune Euro d'nächst Joer duerfir opzehuelen.

Och déi viregt Chamber hat der Regierung eng Autorisatioun ginn, fir Ëmprunten am Joer 2004 opzehuelen. Ech wëll hei d'Chamber driwwer informéieren, datt ech dat am lafende Joer nach net gemaach hunn a wäert versichen op déi Autorisatioun net zréckzegräifen, fir domadder eng gutt Finanzsituatioun, eng grouss Capacité d'endettement ze halen, mä dat wäerte mer an deenen nächste Méint eréischt definitiv décidéieren, wa mer d'Steiersituatioun Enn des Joers definitiv kennen. Mä wa mer bei déi 392 Millioune géingen zousätzlech Schold maachen, da wär dat absolut ze justifizéieren.

Mir hunn och nach ëmmer Reserven. Mir hu Reserven ugeleucht an deene leschte Joren, besonnesch an deenen extrem gudde Jore vun der Finanzplaz, fir eng ganz Rei Infrastrukturdépensen ze tätegen. Eis Reserve waren uganks dës Joers, Reserven an de Fongen an d'Réserve budgétaire, 2,7 Milliarden Euro an eis Reserv ass Enn dës Joers ronn 2 Milliarden Euro. Dat sinn nach ganz kolossal Zifferen, mä mer wëssen och, an dat gëtt jo och an dësem Haus ëmmer gesot, datt mer och ganz kolossal Investitiounsausgabe schonn décidéiert hunn.

Mir hunn also an deenen nächste Joren, an dat gesitt Der wann Der de pluriannuellen Investitiounsprogramm kuckt, da wäerte mer an deenen nächste Jore Gesamtausgabe vun de Fonge vun eppes ronn 4,5 bis 5 Milliarden Euro hunn. Vun deene 4,5 bis 5 Milliarden Euro hu mer 2 Milliarden op der Säit als Reserven. Ronn 2 Milliarde gi mer pro Joer iwwert de Budget un déi eenzel Fongen, soudatt mer deen Ënnerscheed, dee mer tëschent deene 4 Milliarden an deene 4,5 a 5 Milliarde kënnen an deenen nächste Jore bis 2008 iwwer Empruntë finanzéieren. An et ass och kloer, datt mer dann 2008, wann deen Investitiounsprogramm esou géing exekutéiert ginn, selbstverständlech déi Reserven, déi mer ugeleucht hunn, opgebraucht hunn.

Et kann een natierlech, wann déi Croissance elo steigt, och an deenen nächste Jore vläicht erëm nei Reserven uleeën, mä mir hunn ëmmer gesot: Déi Keese sinn net, wann déi nei Regierung untrëtt, eidel, déi sinn et och net d'nächst Joer, déi sinn ett och net d'iwwernächst Joer. Wa mer deen Investitiounsprogramm esou tätegen, da sinn d'Reserven 2008 - Reserven, déi déi aner Länner guer net hunn - dann opgebraucht. Dat hunn ech virun de Wahle gesot, ech soen dat no de Wahlen, do ass also keen neit Element, mä vill hu virun de Wahle gesot: No de Wahle gesitt Der, datt d'Keesen eidel sinn. Ech soen haut an der Continuitéit vun der Budgetspolitik, datt dat net de Fall ass. A mir mussen och dofir suergen, datt mer eis Investitiounsplanunge fir déi nächst Joren esou gestalten, datt mer no 2008 net an ee Lach falen, mä datt mer den Investitiounsprogramm nëmmen do adaptéieren, wou et absolut noutwendeg ass, fir datt mer net an eng Iwwerverscholdung no 2008 musse falen.

An duerfir musse mer och an deenen nächste Joren eis verstäerkt duerfir asetzen, datt eis Ekonomie sech kann développéieren. An deem Sënn begréissen ech d'Aussoen, déi Är Finanz- a Budgetskommissioun gemaach huet wat den Développement vun der Finanzplaz esou wéi den Développement vun der Ekonomie en général ugeet.

Ech mengen et ass richteg, datt vill vun dem Exposé vum Budgetsrapporteur iwwert d'Finanzplaz gaangen ass, well et muss een ëmmerhi bedenken, datt déi Kierperschaftssteier, iwwert déi ech de Mëtteg vill hei geschwat hunn, zu 80% aus dem Finanzsecteur kënnt. A wann een also wëllt, datt mer och an Zukunft déi Kierperschaftssteier op engem Niveau halen, mat alle Schwieregkeeten, déi ech beschriwwen hunn, dann ass et normal datt ee muss alles maache fir eng zolidd, propper, diversifiéiert Finanzplaz ze hunn.

Dat hu mer an deene leschte Jore mat neie Gesetzer gemaach, déi Är Chamber gestëmmt huet, wéi d'Titrisatioun, d'Sicaren, alles ganz technesch Gesetzer, mä déi et ëmmer erëm erlaabt hunn, nieft dem „private banking", nieft dem Kreditgeschäft, nieft dem Fongegeschäft nei Secteuren ze développéieren, an dës Regierung wäert dat weider maachen, gradesou wéi dës Regierung wäert souwuel fir d'Finanzplaz wéi fir déi aner Secteure vun der Ekonomie verstäerkt op d'Promotioun vun eisem Land setzen; verkafen, erkläre wat eist Land ass, wat seng Atoutë sinn an ech mengen an deem ganze Beräich vun der Infrastruktur, vun der Steiersécherheet, vun dem Know-how - ech hunn et am Ufank gesot -, dat sinn eng ganz Rei Atouten, déi inhärent sinn zur Gréisst vun eisem Land an zum politesche Wëllen, deen d'Regierung an dësem Beräich huet.

Mir wäerten eng aktiv Politik maache fir d'Industrie, eng aktiv Politik am Beräich vun de Servicer, dem elektronesche Commerce an der Finanzplaz.

Ech hu selbstverständlech och hei déi Kritiken héieren, déi plädéieren - et ass iwwregens e generellen europäeschen Appel -, fir eng besser Regulatioun oder eng Iwwerregulatioun vun dem Secteur, notamment financier, ze évitéieren. Mä keng vun deene Propositiounen, déi mer gemaach hunn, Här President, haten zum Zil eng Iwwerréglementatioun ze maachen. Si haten ausschliesslech zum Zil, an duerfir sti mer an an duerfir wäerte mer och an dësem Haus weiderkämpfen, datt och am Beräich vun dem Encadrement vun der Finanzplaz mer eisen internationalen Obligatiounen nokommen.

Wann d'Chamber am Beräich vum Gesetz iwwert d'Geldwäsch verschidden Ännerunge gemaach huet, dann hu mir deem Rechnung ze droen, mä mir mussen och Rechnung droen, datt den FMI a sengem rezentste Rapport iwwert d'Législatioun ronderëm d'Finanzplaz der Meenung ass, datt dat Gesetz net den Obligatioune vum Groupe d'action financière internationale ganz Rechnung dréit op engem spezifesche Punkt, nämlech d'Infraction de base vun der Geldwäsch, do wou de Regierungsprojet méi wäit gaange wär, a mir mussen also elo am Kader vun der Transpositioun vun der drëtter Direktiv iwwert de Blanchiment mam Parlament doriwwer e Gespréich féieren.

Et bleift de Souci vun der Regierung, an dat hu mer och dem FMI an dem GAFI gesot, déi sech ëm déi Froe bekëmmeren, datt Lëtzebuerg wëllt - an ech hunn domat d'Parlament respektvoll mat abezunn - all déi international Obligatioune berücksichtegen. Mir mussen also Ännerungen zu deem Gesetz maachen op deem dote Punkt, wa mer net wëlle weider an d'Kritik kommen, mä ech menge grondsätzlech, an och dat seet den FMI, datt eisen Encadrement vun der Finanzplaz an der Surveillance excellent ass an et ass en ausdréckleche Luef fir dat wat d'Regierung an deene leschte Joren an deem dote Beräich gemaach huet. Op deem Wee wäerte mer mam Parlament zesumme weider fueren.

Wie seet Ekonomie, dee seet och Aarbechtsplazen. Ech hu gesot, de Fonds pour l'Emploi brauch nei Suen, an dofir hu mer d'Contribution sociale um Diesel gehéicht. Mir hunn dat net gemaach well mir wëllen datt d'Leit méi bezuele wa se Auto fueren, mä well mer Sue brauchen am Fonds pour l'Emploi. An dee Fonds pour l'Emploi huet en enorme Besoin, trotz dem Fait, an dat ass jo dat wat een awer inquiétéiert, datt d'Zuel vun den Aarbechtsplaze massiv an deene leschte Jore geklommen ass.

2004 ass d'Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ëm 7.000 Plaze geklommen, an de Statec geet dovun aus, datt och d'nächst Joer d'Zuel vun den Aarbechtsplazen ëm 2,5%, dat sinn 7.500 Aarbechtsplazen, wäert klammen. Ech mengen, datt dat déi gréissten Erausfuerderung fir eis Gesellschaft an deenen nächste Jore wäert sinn. Wéi bréngе mer et fäerdeg, déi Leit, déi hei wunnen, déi hei aus der Schoul kommen, déi hei keng Schaff hunn, op déi Aarbechtsplazen ze kréien oder musse forcéieren, déi mir hunn, déi eis Gesellschaft, eis Ekonomie awer schaaft, well soss komme mer och do a substanziell Finanzschwieregkeeten an deenen nächste Joren, niewent alle

mënschleche Misären, déi dat mat sech zitt, wa Leit net eng Schaff fannen an net enger geregelter Schaff kënnen all Dag nogoen.

Ech mengen, datt mer och mussen dofir e Mentalitéitswandel zu Lëtzebuerg kréien. D'Leit mussen nees gäre schaffen. Mir mussen och bereet si moies fréi ze schaffen, mir musse bereet sinn zu méi ongeregelten Zäiten ze schaffen, well grad an deene Secteuren, déi déi ongeregelste Schaffzäiten hunn, do fanne mer um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart keng Leit. Do fanne mer Leit an der Grenzregioun, e Problem, deen och gëschter hei ugeschwat ginn ass, an dofir musse mer och déi Beruffer revaloriséieren a mir mussen den Effort revaloriséieren. Dat kann een net an der Regierung dekretéieren, mä dat muss och an der Mentalitéit an am Discours politique encouragéiert ginn. Deen aneren Discours vu manner schaffen, deen dierf net d'Iwwerhand hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär nach vill ze soen zu dësem Budget, mä ech mierken, datt hei quasi all d'Liichtercher u sinn, déi op dësem Riednerpult kënnen u sinn. Déi gesitt Dir net, mä hei ass rout an orange un, woubäi et evident awer ass, datt d'Regierung opgrond vun hire verfassungsrechtleche Prerogativen an dësem Haus ka schwätzen esou laang se wëllt, mä ech wëll Är Gedold net iwwerstrapazéieren an ech wëll och net, datt de Chamberspresident mech hei aus dem Gebai eraussetzt. Dofir maachen ech nëmmen eng kuerz Konklusioun an hoffen, datt mer an den Debatte vun deenen nächste Woche kënnen intensiv iwwert eng Rei vun deene Punkten hei diskutéieren.

Dat gehéiert zu dem Héichpunkt vun der parlamentarescher Debatt, vum parlamentaresche Liewen, datt mer ronderëm de Statsbudget debattéieren, well et d'Grondlag ass vun all de Politikberäicher. An dofir dierf och d'Opstellung, d'Debatt an de Vote iwwert de Budget, och wann ee weess wéi de Vote ausgeet, ni zu enger Routine ginn, well et ass do wou entscheet gëtt wat de Stat wëllt, wat de Stat soll a wat de Stat ka maachen.

Ech hunn lech op enger Rei vu Punkten haut gesot, datt ech mengen, datt de Stat Verschiddenes muss maachen, wëllt maachen, mä datt en net alles ka maachen. An dofir hoffen ech op gutt Debatten an dësem Parlament an deenen nächste Wochen, mä och an der Zivilgesellschaft, déi eis observéiert an déi d'Parlament vertrëtt, well d'Parlament ass vum Vollek gewielt fir d'Steiersuen ze géréieren.

De Budget vun 2005 ass, mengen ech, en utilë Motor vun der Ekonomie a vum wirtschaftleche Wuesstem duerch héich Investitiounen. En assuréiert de Lëtzebuerger an deene Leit, déi hei am Land wunnen, en héije Liewensniveau a sozial Stabilitéit, an ech mengen dorobber kënne mer als Regierung stolz sinn. D'Statsfinanze mam Budget 2005 sinn a bleiwe gesond. Si bleiwen och gesond dat Joer duerno. Dat war en Zil, wat mer eis ginn hunn. Dat ass en Zil, wat mer halen.

Kuckt op eis Schold, kuckt op eis Reserven, kuckt op eis Recettë par rapport zu den Dépensen, an dofir, an och dat soen ech hei mat Satisfaktioun, respektéiere mer voll a ganz den europäesche Stabilitéitspakt, dat wat vill Länner an Europa net packen. Mir respektéieren et wat d'Schold ubelaangt, mir respektéieren et wat de Budgetsdefizit ubelaangt, an d'Regierung huet de leschte Freideg de Stabilitéitsprogramm fir d'nächst Joer ugeholl. Deen hu mer gëschter op Bréissel geschéckt, an dee Stabilitéitsprogramm ass voll en ligne mat deem wat Bréissel, wat déi aner Länner an der Eurozon vun eis verlaangen. Dat war en haart Stéck Aarbecht, mä dee Stabilitéitsprogramm wär gutt, wann deen och géing mat diskutéiert ginn am Parlament, well d'Budgetspolitik ass haut och eng Politik wou déi aner Länner engem iwwert d'Schëller kucken, wann ee säi Budget mécht.

Ech plädéieren awer bei aller Satisfaktioun iwwert d'Gesondheet vun de Statsfinanzen nach eng Kéier fir Virsiicht, Virsiicht bei der Aschätzung vun de Recetten, Virsiicht bei der Revolutioun vun den Dépensen, well mir hunn eng Rei Automatismen, déi keng Margë ginn an der Zukunft, mir hunn eng Rei Onsécherheeten op der Recettësäit a mir brauche Margen, fir nei Politikberäicher ze bedéngen.

D'Regierung wäert hir Responsabilitéit am Intérêt vun dem Land och no dësem Budget iwwerhuelen. Mir wäerten dat déterminéiert maachen, mä ech soen et nach eng Kéier, ouni Zickzack, well mir wëllen déi sechs Objektiver erreechen, déi ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn. An an deem Sënn freeë mer eis iwwert déi Budgetsdebatten, déi hei am Haus stattfannen. Ech bieden lech elo schonn am Numm vun der Regierung dem Budget fir 2005 seng Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Ech ginn dem Här Budgetsminister Akt vu senger Deklaratioun. Den nächsten Dënschdeg fänkt d'Chamber u mat den Debatten iwwert de Budget vum nächste Joer.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4965 iwwert de Compte général vum Joer 2001. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Fayot an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001

***Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire***

**M. Lucien Clement** *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz 4965 iwwert d'Konte vun 2001 stellt eng Neierung duer par rapport zu de Gesetzer iwwert d'Konte vun deene Jore virdrun, an dat, géif ech soen, emol gläich an dräifacher Hisiicht.

1. 2001 war deen éischte Budget, deen an Euro opgestallt gouf;

2. de Budget 2001 war och deen éischten, deen no de Regele vun deem neie Kontabilitéitsgesetz ze kontrolléiere war;

3. d'Chambre des Comptes, déi duerch Gesetz an eng Cour des Comptes ëmgewandelt gouf, huet hire Rapport als Instance de contrôle externe des finances publiques no deenen neie Kritäre verfaasst.

De Projet de loi portant règlement du compte général 2001 ass de 4. Juni 2002 hei an der Chamber déposéiert ginn. D'Amendementer zum Projet goufen de 5. September 2002 erabruecht. Zousätzlech Annexen zum Projet krute mer den 19. September 2002 an de 5. Mee 2003. De Rapport vun der Cour des Comptes koum den 13. Januar 2003. An deem Rapport vun de Cour des Comptes waren och d'Äntwerte vun der Regierung iwwer verschidde Kritikpunkten, déi net kloer waren, an déi deemno och vun der Cour opgeworf gi sinn.

Nei Amendementer vu Regierungssäit koumen dunn nach eng Kéier den 30. Januar 2004.

De Conseil d'État huet säin Avis den 28. September 2004 presentéiert. D'Comexbu huet mech zum Rapporteur bestëmmt an de President vun der Cour des Comptes huet de Rapport vun der Cour mëndlech an de Sitzunge vum 28. Abréll a vum 5. Mee 2003 virgedroen. Den Avis vum Conseil d'État gouf dunn an der Sitzung vum 11. Oktober 2003 aviséiert a schlussendlech gouf de schrëftleche Rapport vun der Comexbu de 25. Oktober 2003 ugeholl.

***(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)***

Här President, ech hunn elo all déi Datumen an eenzel Dépôten hei, déi verschidde Leit vläicht e bësse generft hunn, ganz explizit opgeziélt, an dat net ouni Grond. Ech wollt domadder beweisen, datt bis elo nach keen, net ee vun den Intervenanten, weder d'Regierung nach d'Cour des Comptes nach de Conseil d'État nach mir als Chamber selwer, sech un den Timing konnten halen, deen dat neit d'Kontabilitéitsgesetz u sech virschreift. D'Cour des Comptes weist och an hirem Rapport op dëse Problem hin, mä et gëtt allerdéngs och Erklärungen an et gëtt och Ursaache fir dëse Retard, déi all am schrëftleche Rapport nozeliese sinn.

Et muss een elo an dësem an och am nächste Joer kucken, wou mer mat der Datumsvirgab aus dem 99er Gesetz hikommen. Et muss ee kucken, ob dës d'Datumsvirgaben an der Praxis och anzehale sinn oder ob se net anzehale sinn. Bei der Année de démarrage vun deenen neie Prozedure konnt een op jiddfer Fall kengem vun den Acteuren ënnerstellen, se wieren net gudde Wëllens gewiescht, fir sech bescht méiglechst un déi eenzel Délaien ze halen.

Zu de Konte selwer, wëll ech mech op e puer Chifferë beschränken; den Detail dovunner ass och am schrëftleche Rapport an och am Rapport vun der Cour des Comptes nozeliesen. D'Recettë steigen um Kont par rapport zum Budget definitiv ëm 4,8%, déi ronn 262,635 Milliounen Euro ausmaachen. D'Dépensen hirersäits klammen och ëm 4,8%, wat ronn 261,550 Milliounen Euro ausmécht. Et bleift dann deemno e Boni, deen 83,5% méi héich ass wéi deen, dee virgesinn ass.

A reellen Zuelen ass dat awer e bëssen anescht, do schléisst de Kont of mat engem Boni vun 2,384 Milliounen Euro. Abstention faite vun der Affektatioun vum Excédent vun de Recettë vun engem Montant vun 150 Milliounen Euro an déi eenzel Fongen, sinn Dépenses courantes en capital, wéi se am Budget virgesi sinn oder virgesi waren, nëmmen ëm 2% iwwerschratt ginn, wat en valeur absolue 111,55 Milliounen Euro ausmécht. Bei dëse supplementaren Dépensë stinn d'Transferten un d'Sécurité sociale mat 97,7 Milliounen Euro zu Buch.

Wat d'Restrictioun bei der Ausgabepolitik ugeet, huet sech d'Regierung an dësem Fall, dat heescht also d'Regierung vum Budgetsjoer 2001, mat Sécherheet eng Bonnenote verdéngt. Déi genee Chifferë vun de Plus-valuë vun de Recettë kënnt dir och am schrëftleche Rapport noliesen.

À titre indicatif ginn ech do just dräi Zuelen: d'Impôts directs verzeechnen e Plus vun 187,352 Milliounen Euro, d'Impôts indirects e Plus vun 148,006 Euro, d'Droits de Douanes et Accises hunn e Minus vu 97,032 Euro. Déi eenzel Fongen, déi mat 150 Milliounen Euro gespeist goufen, sinn déi heiten: Fonds de la coopération et du développement mat 25 Milliounen, Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales mat 20 Milliounen, Fonds spécial des investissements hospitaliers mat 40 Milliounen, de Fonds d'investissement public scolaire och mat 40 Milliounen, de Fonds pour la loi de garantie mat 15 Milliounen an de Fonds du rail schlussendlech mat 10 Milliounen Euro.

Well de System nei ass, wëll ech awer nach ervirhiewen, datt de Contrôle financier während dem Exercice 2001 236.834 Operatioune validéiert huet, dovunner 44.342 Engagementer an 192.492 Ordonnancen. 16-mol hu verschidde Ministèren nom Refus de Visa vum Contrôle financier e Passer-outre missen ordonnéieren. Selbstverständlech louch bei dëse verschiddene Passer-outren ëmmer en Arrêté motivé vir.

Beim Contrôle intensifié de certaines dépenses d'acquisition schreift d'Cour des Comptes an hirem Rapport: «En ce qui concerne le contrôle de la légalité et la régularité des dépenses, la Cour des Comptes constate que les résultats obtenus lors de ces contrôles sont de manière générale satisfaisants, pour la plupart des dépenses les procédures prévues par la loi ont été respectées.»

D'Cour bemängelt allerdéngs, datt den Archivage an de Classement vun de Pièces justificatives vun den Dépensen nach ëmmer net geregelt ass. Am Moment archivéiert nach all Ministère no senge Regelen an no senge Méiglechkeeten. Et gouf allerdéngs heizou e Reglement vun der Direction du contrôle financier ausgeschafft, an dat schonn 2001; e Reglement wat awer bis haut nach net den Accord vum Conseil de Gouvernement fonnt huet. Fir hei en eenheetleche Modell ze hunn, wéi an no wat fir enge Kritären déi eenzel Pièce schlussendlech sollen archivéiert ginn, wier et schonns wichteg, datt dat Reglement hei vun der Regierung trotz all deem géif schnellstméiglech geholl ginn.

Verschidden Irregularitéiten, déi d'Regularitéit vun den Dépensen uginn, huet d'Cour och no hiren Interventiounen dann awer dach nach festgestallt - ech wëll hei net an den Detail agoen, och déi kënnt der allegueren am Rapport vun der Kommissioun an och am Rapport vun der Cour liesen.

Déi concernéiert Ministèren, wëll ech allerdéngs hei soen, waren de Ministère du Travail et de l'Emploi, den Educatiounsministère, de Ministère de l'Environnement an de Ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne les comptables extraordinaires. Comptables extraordinaires, déi hiren Dekont ze spéit oder déi guer keen Dekont vun hiren Aktivitéiten eraginn; sinn u sech awer näischt Neies - et kann een do scho bal soen, alle Jahre wieder - a bedeiten deemno, net eréischt säit haut, och e Problem.

Déi laang Lëscht mat den Nimm an och mat den Datumen, déi mir virgeluecht kruten, bedeit, datt wann de Contrôle vun de Statsfinanzen an dësem Domän soll eescht geholl ginn, datt hei akuten Handlungsbedarf besteet an datt do och schnellstméiglech eppes muss geschéien. Et ass u secht net ze akzeptéieren, datt elo no den neie Kritären hei am Land all Ministèren, all Verwaltunge sech an der Regel - muss een awer soen - vill Méi ginn, fir no deenen neie Kritären do ze funktionéieren, an op där anerer Säit maachen do verschidde Comptables extraordinaires, wéi wann et kee Contrôle géif ginn oder wéi wann d'Gesetz iwwerhaapt nach net bei hinnen ukomm wier a wéi wann d'Gesetz net néideg wär.

Et ass haut, Här President, guer kee Problem, fir mat moderne Kommunikatiounsweeër eng Kontabilitéit à jour ze halen. Ech weess och, datt de Ministère des Affaires étrangères do un neie Modeller schafft, fir dës Onregelméissegkeeten ze bannen, mä wéi gesot et gëtt héich Zäit, datt mir dat an de Grëff kréien. Et ass net eréischt säit haut, datt dat besteet. De Conseil d'État mécht a sengem Avis d'Remarque - an dat och dëst Joer net fir d'éischt -, datt keng Analyse économique virläit wat déi eenzel Plus-valuen oder Moins-valuen ugeet.

Dat gesot, Här President, bleift festzehalen:

1. Dat neit Kontabilitéitsgesetz, och wann et net 100%eg applicabel ass, verstäerkt op jiddfer Fall der Chamber hire Rôle wat de Contrôle vun der Exécutive ugeet - et verstäerkt dee Contrôle enorm.

2. Verschidde Ministèren oder Verwaltung ginn u sech, wa se gefrot ginn, déi néideg Erklärungen zu verschiddene Problemer, anerer doe sech natierlech e bësselche méi schwéier, mä ech gi mol dovunner aus, datt dat sech och apendele wäert.

3. An der Regel ass awer eng gutt Zesummenaarbecht, voire Explikatioun, bei Problemer tëschent de Ministèren an de Verwaltungen op där enger Säit an dem Contrôle an der Cour op där anerer Säit festzestellen.

4. D'Praxis huet eis gewisen a wäert eis och an Zukunft nach weisen, datt mir net derlaanscht komme wäerten, fir dat 99er Kontabilitéitsgesetz op verschiddene Punkten ofzeänneren, ënner anerem och fir et e bësselche méi praktikabel a méi flexibel ze gestalten.

Dat gesot, Här President, bleift mir als Rapporteur just nach der Chamber ze recommandéieren, dëse Projet de loi iwwert d'Konten 2001 an där virleiender Versioun ze stëmmen. Ech fir mäin Deel, wëll deene Leit Merci soen, déi nogelauschtert hunn, an ech wëll den Accord brénge vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le President**.- Merci, Här Clement. Als éischte Riedner ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Clement, fir säi Rapport Merci soen. Ech wëll och net alles dat widderhuelen, wat en a senger detailléierter Analys souwuel am schrëftleche wéi am mëndleche Rapport gesot huet. Ech wëll awer dat eent oder dat anert besonnesch ënnersträichen. Sou zum Beispill, dass de Budget 2001 deen éischte war, deen ënnert deenen neie Regele souwuel fir d'Cour des Comptes wéi och fir d'Comptabilité de l'État ofgewéckelt ginn ass. Also, säit dem 1. Januar 2001 ass och d'Direction du Contrôle financier agesat ginn am Ministère des Finances als Instance de contrôle a priori vum Pouvoir ordonnateur.

Wann de Finanzminister hei wier, da géing ech hie froen, e soll ons wann ech glift soen, wat fir en Impakt dës nei Moossnam hat fir de Budget 2001 an - wann en dat och scho soe kéint - fir déi Budgeten 2002, 2003 zum Beispill. Vu dass e sécher d'Oueren huet alles ze héieren, och wann en net an der Chamber ass, sinn ech iwwerzeegt, dass e mer duerno a sengen Äntwerten op déi Fro wäert äntwerten - Big Brother, as you know, is watching us.

***(Hilarité)***

De Rapport iwwert de Compte général vum Stat ass also deen éischten, deen d'Cour des Comptes finaliséiert huet als Instance de contrôle externe des finances publiques. Or, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, hat d'Cour des Comptes Schwieregkeete fir hiren Avis an der festgesetzter Zäitlimite ofzeginn, dat heescht fir den 30. Dezember 2001. An dat net well d'Cour des Comptes net séier genuch geschafft huet, mä well d'Trésorerie de l'État déi komplett an definitiv Versioun vum Projet de loi iw-

wert de Règlement vun de Konten 2001 eréischt den 11. Oktober 2002 agereecht huet. Och d'Trésorerie de l'État hat Grënn, woufir se d'Délaien net konnt anhalen: Si hätte mat engem neien Informatikssystem ze dinn. All déi nei Deputéierten an dësem Haus wëssen, wéi schwéier et ass en neien Informatikssystem ze meeschteren, esou dass ech also all Verständnis hu fir d'Schwieregkeeten, deenen d'Trésorerie de l'État begéint ass.

Quoi qu'il en soit, de Rapport général vun der Cour des Comptes ass also eréischt am Januar 2003 virgeluecht ginn. Et sinn also, wéi de Rapporteur och schonn ënnerstrach huet, Ursaachen do, wisou déi eenzel Institutiounen oder Administratiounen net konnten am Délai hir Contributiounen ofliwweren. Mir géinge fir onsen Deel hoffen, dass dat Kannerkrankheete ware bei der éischter Mise en œuvre vun deene Gesetzer an dass dat an Zukunft net méi wäert antrieden, an net méi spéit wéi bei de Konten 2002 wäerte mer jo dann d'Geleeënheet hunn ze kucken, wéi dat verlaf ass.

An deem Zesummenhank wëll ech ënnersträichen, dass mer d'accord si mat der Cour des Comptes, wa se seet, et soll ee ganz besonnesch deem Rechnung droen, dass Inventaire uniformes tëschent allen Départementer an Administratiounen a Servicer kënnen opgestallt ginn, dass een also eng gewësse Kohärenz huet an deenen Dokumenter, déi sech mat deene Froe beschäftegen.

ëst Joer ware mer mat enger neier Budgetsprozedur konfrontéiert - fir de Budget 2005. De Rapporteur vum Budget huet gëschter jo och ënnerstrach, dass senger Meenung no déi nei Prozedur dozou bäidréit, dass een eng méi prezis Iwwersiicht huet vun den Dépensen a vun de Recetten, déi de Stat am kommende Joer muss maachen a kréien, dass d'Administratioune méi Zäit hu fir d'Préparatioun vum Budget sécherzestellen an dass selbstverständlech och déi lescht Statistiken dann disponibel sinn. Dat misst alles also dozou féieren, dass mer mam Budget méi no un de Konte leien. Et misst een och kënnen hoffen, dass déi nei Prozedur dozou wäert bäidroen, dass d'Administratiounen an Zukunft manner oft Gebrauch musse maache vun der Institutioun vun de Comptables extraordinaires.

Compte tenu vun dëse Remarquen, Här President, approuvéiert meng Fraktioun de Compte général vum Excercice 2001 an ënnersträicht an erënnert drun, dass déi allergréisste Exactitude an der Elaboratioun vum Budget muss versicht ginn a muss gesicht ginn an dass selbstverständlech bei där Elaboratioun een och muss de wirtschaftleche Perspektive Rechnung droen. Mä zu där Fro komme mer an den Debatte vun där nächster Woch.

Ofschléissend also, Här President, mir wäerten dëse Projet stëmmen.

**M. le Président**.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Här President, selbstverständlech fanne mer de Rapport vum Här Clement ausgezeechent, wéi en och an der Kommissioun ofgestëmmt ginn ass. Mir hunn ons iwwert dee Rapport enthalen an der Kommissioun, wäerten ons och hei an der Plénière enthalen, aus där Ursaach, déi ech schonn hei uginn hunn iwwert de Kont vun 2000, well dat e Budget war vun der viregter Regierung. Mir sinn net mat deem Budget d'accord gewiescht. Mir sinn awer mat der Manéier, wéi dee Budget exécutéiert ginn ass, an och wéi en an de Konten technesch zum Virschäi kënnt, d'accord, dofir enthale mer ons.

Ech wollt awer nach derbäi soen, dass ech déi Aarbecht vun der Comexbu eng wichteg Aarbecht fanne fir déi parlamentaresch Dimensioun vun der Lëtzebuerger Chamber. Dir wësst, dass mer ganz vill Saachen an der Logik vun der Oppositioun an der Majoritéit maachen an am Fong geholl ze mann Saachen an der Logik vun der Exekutiv par rapport zu der Legislativ. Ech mengen, mir hunn duerch dës Kommissioun an och duerch d'Schafung vun der Cour des Comptes an iwwerhaapt duerch déi Mechanismen, déi am Gesetz vun 1999 dra sinn, och de Contrôle parlementaire iwwert d'Ausféierung vum Budget verstäerkt.

***(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)***

Dat ass och dokumentéiert doduerch, dass ee Member vun der Oppositioun President vun där Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ass. Dat alles ass selbstverständlech wichteg. Ech mengen och, wéi d'Madame Flesch gesot huet, dass een eng Kéier kënnt dat Gesetz vun 1999 a sengen Effeten évaluéieren. D'Cour des Comptes huet scho gewësse Remarquen doriwwer gemaach. Mä dat kann een nach eng Kéier méi am Detail maachen.

Dat hei, déi Konte vun 2001 sinn déi éischt, déi eigentlech no där neier Prozedur duerchgezu sinn. Et ass natierlech e bësse bedauerlech, dass mer dat um Enn vun 2004, bal am Ufank vun 2005 maachen. Dat ass e bësse wäit ewech vun deene Konte vun 2001. Dat huet sech jo verbessert an deene Joren duerno, 2002 an 2003, déi mer och scho vrun der Kommissioun hunn.

Dat gesot, also nach eng Kéier, meng Fraktioun wäert sech bei dem Vote iwwert dëse Rapport enthalen.

**M. le Président**.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Mehlen** *(ADR)*.- Här President, ech mengen dat meescht hätt de Rapporteur gesot, deem ech och fir seng Interventioun hei wëll Merci soen. En hat eng ondankbar Aufgab an enger Budgetsatmosphär, enger Krichs- oder Ausernanersetzungsatmosphär vun deem Budget, dee kënnt, deen d'Leit natierlech wesentlech méi interesséiert wéi e Kont vun engem Joer, wat elo schonn dräi Joer zréckläit.

Et muss een d'Cour des Comptes ëmmer erëm félicitéiere fir déi Aarbecht, déi se mécht. Si huet och dës Kéier erëm eng ganz Partie Kapitelen am Detail opgeschafft, wou ee vill wichteg Informatioune kritt. Esou gesäit een, datt 593 Refus de visa awer komm sinn am Kader vun där neier Prozedur, wou déi allermeescht da berengegt si ginn, mä wou trotzdeem eng Partie Passer-outre nach waren. Et ass zum Beispill och e Contrôle de la réalité gemaach ginn. Et ass op d'Plaz kucke gaange ginn, ob dann Acquisitiounen, déi bezuelt gi sinn, effektiv duerchgefouert si ginn, an et ass op Plaze festgestallt ginn, datt dat net ëmmer esou war, wéi et presentéiert ginn ass. Sief et, datt aner Saachen ugeschaf gi waren; sief et, datt och deelweis mat falsche Rechnunge geschafft ginn ass, wat eigentlech net dierft virkommen. Mir hunn d'Explikatiounen dofir geliwwert kritt.

Mir denken awer, datt deen Exercice heilsam ass fir déi Leit, déi all Dag doranner schaffen, déi et och sécher an deem legislative Kader, dee mer hunn, net ëmmer liicht hunn de Budget ze exécutéieren, an da probéieren alt vläicht op déi eng oder déi aner Manéier hir Problemer geléist ze kréien. Mä et muss een awer ëmmer erëm op de Respekt vun der Legalitéit pochen. Et ass festgestallt ginn, datt plazeweis keng Inventairen existéiert hunn. Dat schéngt eis och wichteg ze sinn, datt dat, do wou et bis elo nach net besteet, gemaach gëtt, fir datt een d'Iwwersiicht iwwert dat behält, wat de Stat géréiert.

Mir hunn e Kapitel dra vun de Crédits non limitatifs. Ech gräifen do ee Punkt eraus, well en interessant ass, well do ass net vill driwwer geschwat ginn. Do gëtt et esou e flotten Artikel, deen heescht „dépenses diverses jugées opportunes par le Gouvernement". Dat ass esou eng Virwëtztut, wou d'Regierung e bësse sech e Spillraum gëtt fir verschidde Saachen ze regléieren, déi net am Budget virgesi waren.

Da gesi mer dann hei, datt 10.000 Euro virgesi waren an datt 3,2 Milliounen Euro ausgi sinn an eng vun den Haaptursaache sinn oder d'Haaptursaach ass, datt déi Gesellschaft Gedelux - jiddereen erënnert sech nach un dee berühmten Industrietipp -, datt d'Regierung do 50% bäigesteiert huet fir de Passiv do ewech ze kréien, datt sinn 3,1 Milliounen Euro gewiescht. Do gëtt natierlech im Nachhinein net vill driwwer geschwat. Ech fannen et och komesch, muss ech soen, datt et iwwert deen Artikel do regléiert ginn ass.

Mir hunn e Kapitel erëm dran iwwert d'Comptables extraordinaires. Ech mengen de Rapporteur huet dat gesot, do muss effektiv eppes geschéien. Mir kënnen net all Kéiers heihinner jéimere kommen, datt do esou grouss Retardë sinn.

Et ass och e Kapitel dran iwwert d'Montants non régularisés, dat regelméisseg do ass, wou et ëm Litigë geet besonnesch bei Gehälter, déi einfach nach net definitiv gekläert sinn a wou och schrecklech vill mat virugeschleeft gëtt iwwer laang Joren, wat engem eigentlech och ze denke gëtt, well ee géing mengen déi Litigë missten awer definitiv berengegt sinn an dat misst dann och endlech an de Konte berengegt ginn. Do schleefe mer 5,8 Milliarde Frang awer dës Kéier mat virun, déi net definitiv regulariséiert sinn.

Et feelt dës Kéier ausnahmsweis d'Kapitel iwwert d'Marchéen, besonnesch iwwert d'Marchés de gré à gré ex post, déi eis och heiansdo Kappwéi maachen. Mir sinn der Meenung, Här President, datt een der Cour des Comptes, besonnesch an där Zäit wou mer haut sinn, iwwert dat eraus wat hir duerch d'Gesetzer bis elo zousteet, an dat ass de Contrôle vun der Legalitéit, der Regularitéit an der Bonne gestion financière, iwwert déi ee sech natierlech stonnelaang kann ënnerhale wéi wäit d'Kontrollrecht vun der Cour des Comptes do geet, datt ee soll probéieren dat Kontrollrecht iwwer just déi Bonne gestion financière weider auszedehnen.

Däitschland beispillsweis huet a senger Gesetzgebung stoen, datt de Rechnungshaff ka kucken, ob e bestëmmtent Zil net och mat anere Moyenë wesentlech bëlleger hätt kënnen erreecht ginn. Do läit wierklech eng bedeitend Nuance dran. Hei gëtt méi oder wéineger dat respektéiert, wat décidéiert ginn ass. Et gëtt bal nëmmen d'Legalitéit an d'Regularitéit gekuckt. Do muss eiser Meenung no nach en Effort gemaach ginn.

D'Comexbu, ech wëll dat och ënnersträichen, déi eng ganz nëtzlech Aarbecht mécht, ass amgaangen och d'Kontabilitéitsgesetz, wou elo d'Erfahrunge virleien, ze réexaminéieren. Dat ass en Exercice, deen en cours ass, a wou ganz sécher och en etlech Konklusiounen erauskommen, déi et méiglech maachen, datt dat Gesetz och fir déi Leit, déi domat ëmginn, besser ze applizéieren ass an Zukunft.

Et huet sech zum Beispill bei engem vun deene berühmte Schantercher, wou mer elo déi lescht Zäit déck Kreditter hu missen nostëmmen, an der Diskussioun erausgestallt, datt an engem Fall de Kredit, deen d'Chamber accordéiert hat, an den Engagementer scho relativ wäit dépasséiert war. Op eng Fro hin ass gesot ginn, dat wär ganz schwéier fir déi Leit, déi do operéieren, fir dat kënnen ze kontrolléieren. Ech mengen, do weist sech eng Lacune, déi onbedéngt muss ausgewëscht ginn. Et ass och e Problem, wou ee sech freet: Wéini muss dann de Contrôleur financier d'Schell zéien? Wéini gesäit den Ordonnateur, dass et Zäit ass fir ze soen: „Et geet wahrscheinlech der duer mat deem autoriséierte Kredit; mir musse kucken, datt mer e Gesetz maachen"? Musse mer bei klengen Dépassementer iwwerhaapt e Gesetz maachen? Dat sinn alles Froen, déi am Raum stinn, déi mer deemnächst oder an deenen nächste Méint wäerten diskutéieren a wou mer och hoffentlech eng Léisung wäerte fannen.

Här President, ech sinn domadder mat menge Remarquë fäerdeg. Mir haten de Budget 2001 net gestëmmt. Mir wëssen alleguer, datt mer och näischt um Kont kënnen änneren, ob mer e stëmmen oder net. Mir wäerten eis bei der Ofstëmmung enthalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. D'Regierung huet elo d'Wuert.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, meng Kolleege soe mer ech hätt de Mëtte schonn esou vill geschwat, datt ech am Fong wollt mech deem ralliéieren, wat hei de Rapporteur zu dësem Projet gesot huet, deem ech dofir och Merci soen. Ech si frou, datt déi Konten hei gestëmmt ginn, woubäi ech just géing um Uschloss un dat, wat den honorabelen Här Fayot gesot huet, dee bedauert huet, datt ze oft hei géing an der Logik vu Majoritéit an Oppositioun geschwat ginn an net genuch an der Logik vun Exekutiv a Legislativ, géing ech just dann och d'LSAP-Kolleegen invitéiere fir och dëse Projet an der Perspektiv vun Exekutiv a Legislativ ze stëmmen, well hien huet jo selwer gesot, et wär e gudde Projet.

Merci.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Dofir stëmme mer jo net dergéint.

**M. le Président**.- Dir Dammen an Dir Hären, mer sinn elo…

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- Här President!

**M. le Président**.- D'Madame Flesch freet nach d'Wuert.

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- Jo, Här President, ech hat dem Minister eng prezis Fro am Zesummenhank mat dem Exercice 2001 gestallt. Ech wier frou, wann hie mer dorobber eng Äntwert kéint ginn.

**M. le Président**.- Här Minister.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech bieden d'Madame Flesch mech ze entschëllegen, datt ech déi Fro vergiess hat. Ech mengen, et war d'Fro vun dem Effet vun deene Kontrollmechanismen, ob een dee ka mesuréieren op d'Dépensen an d'Exekutioun vum Budget.

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- D'Fro goung iwwert d'Effikassitéit vun der Direction du Contrôle financier, déi an deem Exercice jo fir d'éischt agesat ginn ass.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Voilà, et ass also déi Fro. Ech mengen, datt een dat net mat aller Prezisioun ka moossen.

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- Ouni Prezisioun.

***(Hilarité)***

Impression générale.

**M. le Président**.- D'Madame Flesch hätt gären eng Evaluatioun.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Et hänkt dovunner of, Här President, wien Der frot. Dat Gesetz ass jo e Resultat vun enger laanger an dësem Haus geféierter Debatt, no de Problemer, déi viru Joren am Gesondheetsministère bestanen hunn, an dunn ass e Kontrollmechanismus agefouert ginn duerch d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Kontabilitéit vun 1999, datt déi, déi deemools fir dat Gesetz plädéiert hunn a wéi se et hu missen exekutéieren, ech schwätze vun alle Kolleegen aus der viregter Regierung, sech schrecklech beklot hunn iwwert déi Kontrollmechanismen, déi do agefüert gi sinn.

Duerfir, wann Der mech frot, Här President, da soen ech, datt dee Kontrollmechanismus gutt ass, well en erlaabt d'Legalitéit vun den Dépensen ze kontrolléieren an duerfir mengen ech, datt eng ganz Rei Saachen - ech soen emol Saachen - net méi gemaach ginn, egal ob se virdrun aus Inadvertance virkomm sinn oder wëllentlech falsch gemaach gi sinn. An deem Sënn mengen ech, datt et eng Protektioun ass vun de Steiergelder.

Déi, déi all Dag domadder ze liewen hunn, verstinn ech och, datt déi sech oft driwwer bekloen, datt dat eppes relativ Komplizéiertes ass, datt dat zu villen zousätzlechen Ënnerschrëften a Kontrollen an zu Diskussioune mat deem Contrôleur financier féiert.

***(Interruption)***

Och wat d'Zäit ugeet, wéi d'Madame Jacobs komplettéiert wat ech hei soen.

Nach eng Kéier, ech mengen, datt déi Mechanismen, gradesou wéi d'Commission des Finances et du Budget, déi ech net ka jugéieren, mä déi Dir kënnt jugéieren, ech mengen, datt all déi Mechanisme bei engem Budget vu 7 Milliarden, iwwert dee mer elo grad geschwat hunn, scho Sënn maachen; wat net heescht, datt een déi och le cas échéant kann no fënnef Joer oder no méi Joren nach eng Kéier iwwerkucken. Mä grondsätzlech war dat dee richtege Wee.

Et ass iwwregens dee Wee, deen och all déi aner Länner ginn, well et am Fong e Contrôle interne ass, dee mer fréier an där doter Form beim Stat net haten, wou mer nëmmen e Contrôle externe a posteriori haten, deen net am Ministère war. Woubäi ech awer och nach eng Kéier soen, wat d'Leit nach ëmmer net wëssen, datt, obschonns d'Direction du Contrôle financier mir hierarchesch ënnerstallt ass, deen eenzelne Contrôleur financier vum Tresors- a Budgetsminister keng Instruktiounen ze kréien huet. Dee kuckt also selwer a sengem Ermiessen, ob déi Dépense der Legalitéit entsprécht oder net, fir datt en ebe keng Influenz, politescher oder soss Natur, ka subisséieren. An ech mengen, wéi gesot, ënnert dem Stréch, datt dee Mechanismus sech bewährt huet.

Merci.

**M. le Président**.- Ech denken, dass dat eng detailléiert Äntwert ass, Madame Flesch, op Är Fro. Domat wär d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Konte vum Joer 2001.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 4965 ass mat 41 Jo-Stëmme bei 19 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5344, eng europäesch Konventioun fir d'Bekämpfung vum Terrorismus. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry a Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003

***Rapport de la Commission juridique***

**Mme Christine Doerner** *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Veronsécherung vun der Zäit vum kale Krich ass entre-temps vergiess, läit wäit zréck. Den Terrorismus bedeit haut fir vill Leit d'Plo vum 21. Jorhonnert. Déi apokalyptesch Attacken op New York a Madrid hunn d'Öffentlechkeet an der ganzer Welt an Otem gehalen.

Den Terrorismusphenomeen u sech ass net nei. De Cliché vum traditionellen Terrorismus ass d'Saach vun identifizéierbare Gruppen, déi selektiv virginn, mat kloer politesch sozial oder wirtschaftlechen Ziler, wéi zum Beispill d'Organisatioun Abu Nidal am mëttleren Orient, wéi déi rout Arméifraktioun an Däitschland, wéi awer och aner ethno-nationalistesch Terrorbewegungen, wéi d'IRA oder d'ETA. Dat heescht, och scho virum September 2001 huet d'Antiterrorbekämpfung eng wichteg Roll an der Sécuritéitspolitik an Europa gespillt.

Nom Attentat op d'olympescht Duerf vun 1972 zu München, hu mir den internationale Charakter vum Terrorismus realiséiert. Dofir huet 1975 den Aarbechtsgrupp TREVI d'Grondlage vun enger europäescher Antiterrorgesetzgebung ausgeschafft an hir Aktivitéite sinn an der drëtter Sail vum Maastrechter Traité iwwerholl ginn.

An esou ass 1977 déi europäesch Convention pour la répression du terrorisme a Kraaft getrueden, déi Lëtzebuerg ouni Reserven 1981 ratifizéiert huet. Dës Konventioun gesäit d'Vereinfachung vun Ausliwwerungsverfahren an d'Dépolitisatioun vun enger ganzer Rei vun Infractiounen vir, awer och dass d'Antiterrorgesetzgebung net duerf d'Gläichgewiicht zwëschent der Sécherheet op där enger Säit an de Mënscherechter op där anerer Säit a Gefor bréngen.

Nom 11. September huet dës Konventioun vu 1977 nei Impulser kritt. Firwat? Well den Terrorismus vun haut eng weltwäit a global Dimensioun huet, politesch a reliéis motivéiert ass an d'Terroriste mat katastrophal destruktiver Gewalt virun allem versichen d'Opmierksamkeet an den internationale Medien op sech ze zéien. Terrorakte vu klengen, schwéier erfaassbare Gruppen hunn eng richteg Sabotagewierkung op eis Infrastrukturen, op eis Ekonomie a ganz oft och op eis Liewenszefriddenheet. Dofir hunn d'europäesch Ministere beschloss grouss Ustrengungen ze maachen, fir dësem Phenomeen wierksam ze begéinen, an e multi-disciplinairen Aarbechtsgrupp beooptraagt, fir d'alleréischt déi international juristesch Instrumenter vum Europarot a puncto Terrorbekämpfung op hir Wierksamkeet ze iwwerpréifen an d'Konventioun vun 1977 géint den Terror à jour ze setzen. An esou ass de Projet de protocole ausgeschafft ginn, dee Lëtzebuerg den 11. Juli 2003 ënnerschriwwen huet, an iwwert dëse Gesetzesprojet, deen nach d'Madame Lydie Polfer signéiert huet, wëlle mer haut ofstëmmen.

Wat gesäit dee Protokoll vir? Fir d'alleréischt eng Lëscht, d'Lëscht vun den internationale Konventiounen, déi eng ganz Rei vu Gewalttate virgesinn, déi gëtt vun zwou op zéng erweidert. Mir fannen elo an där Lëscht och déi UNO-Konventioun iwwert d'Finanzéierung vum Terrorismus. Dat heescht an der Praxis, dass bei dësen Delikten eng Extraditioun oder eng Aide judiciaire net méi kënne verweigert ginn, dat wëllt soen, den Haaptschëllegen oder seng Komplizen, och wann et nëmmen eng Tentative war, gi verfollegt a bestrooft.

De Protokoll gesäit och eng Restrictioun vir, wat d'Reserve betrëfft. An dat war deen delikaatste Punkt bei de Verhandlungen, well mir wëssen all, dass e Stat net gär op seng Souveränitéit en matière de compétence pénale nationale verzicht. D'Länner behalen no dësem Protokoll awer hir Reserven. Just, si hu kee generelle Charakter méi a wann e Land net Wëlles huet enger Extraditiounsdemande nozegoen, muss se dës Décisioun motivéieren, a wann et sech ëm ganz staark Delikten handelt, musse se och déi Deliktgravitéit berücksichtegen.

Ausserdeem gesäit de Protokoll vir, dass zwee Comitéë sech sollen ëm déi gutt Exekutioun vun der Konventioun bekëmmeren. Dat ass fir d'éischt de Comité européen pour les problèmes criminels, dee schonn ëmmer existéiert huet, seng Kompetenz gëtt erweidert, an do derniewent gëtt de COSTER (Conférence des États contractants contre le terrorisme) gegrënnt.

Bis elo konnte just d'Membere vum Europarot d'Konventioun vun 1977 ënnerschreiwen, no dësem Protokoll ass dës Konventioun och opgemaach fir aner Länner. An der Zukunft soll och dës Konventioun kënnen duerch eng vereinfacht Prozedur geännert ginn, déi Ännerunge brauchen net méi duerch e Protokoll gemaach ze ginn.

Nom 11. September war et dem Ministerrot kloer, datt Europa eng verstäerkt polizeilech a justiziell Zesummenaarbecht a Koordinatioun brauch. Et soll en Espace européen pénal geschafe gi mat Instrumenter wéi Eurojust, wéi Europol an och wéi de Mandat d'arrêt européen. Dat bedeit, wat de Mandant d'arrêt européen betrëfft, deen, wéi der wësst, de 17. Mäerz dëst Joer a Kraaft getrueden ass, dass am Kader vun de Relatiounen zwëschent Länner aus der EU d'Gesetz vum Mandant d'arrêt européen dës Konventioun vun 1977 ersetzt; ersetzt, selbstverständlech ënnert der Bedingung, dass dës Kader-Décisioun vum europäeschen Haftbefeel och transposéiert gouf.

Ech wëll awer nach kuerz op den Avis vum Statsrot zréckkommen. De Statsrot stellt sech d'Fro, ob d'Tatsaach, datt Lëtzebuerg déi eng oder déi aner Konventioun, déi am Artikel 1 vun der Konventioun vun 1977 opgelëscht sinn, net ënnerschriwwen huet, eng Incidenz hat op de Prinzip vun der double incrimination. Ech mengen net, well ech erënneren drun, dass de Prinzip vun der Extraditioun nëmmen da kann erfollegen, wann d'Faiten, fir déi eng Ausliwwerung gefrot gëtt, strofbar sinn, souwuel an deem Land dat d'Extraditioun freet wéi an deem Land dat d'Extraditioun soll exekutéieren. Dat wëllt soen, et stellt sech en plus iwwerhaapt kee Problem méi, säit d'Gesetz vum 12. August 2003 iwwert d'Repressioun vum Terrorismus a Kraaft getrueden ass, well mir wëssen all, dass den Terrorismus als solches als eng spezifesch Infractioun am Artikel 135-1 vum Code pénal virgesinn ass.

Da mengt de d'Statsrot och nach, dass ee misst kucken ob eis Gesetzer et erlaben, den internationalen Engagementer nozekommen, och wann eng ganz Rei vun internationale Konventiounen, déi erëm eng Kéier an der Konventioun vun 1977 opgelëscht sinn, net ratifizéiert gi sinn. D'Äntwert op dës Fro läit erëm eng Kéier an der Applikatioun vum Gesetz vum 12. August 2003, deen den Artikel 7-4 vum Code d'instruction criminelle ofgeännert huet. Well no dësem Artikel ka jiddfereen, dee sech am Ausland en terroristeschen Akt zu Schold komme gelooss huet, hei zu Lëtzebuerg veruerteelt ginn, selbstverständlech wann eng Extraditiounsdemande virläit. Dat ass nom klassesche Prinzip aut dedere aut judicare, entweder et geet een eraus oder et muss ee Justiz vollzéien.

Zum Schluss wëll ech awer soen, datt et net duer geet bei dësem Protokoll, dass een nëmmen iwwer polizeilech a sécherheetstechnesch Kollaboratioun schwätzt, mä doriwwer eraus brauche mir eng gemeinsam Ustrengung vun alle Staten, alle Gesellschaften, a Reliounen, wa mir wëlle géint den Terrorismus goen. Mir mussen d'Ursaache vun der Gewalt erkennen an an d'Préventioun vum Terror mat Vernunft an Entschlossenheet investéieren, well mir wëssen all, d'Philosophie vum Conseil de l'Europe ass déi: Fir der Logik vum Terrorisme op laang Dauer ze begéinen, brauche mer eng gefestegt Kultur vun de Mënscherechter.

Op all dësen Ursaachen hin, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech Iech froen, ob mer dëse Projet de protocole kënne stëmmen, mat der Bemierkung, dass ech den Accord vu menger Fraktioun hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Madame Doerner. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Maacht den Handy aus!

***Discussion générale***

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt hei der honorabeler Madame Doerner Merci soe fir dee komplette Rapport, dee se hei gemaach huet; de ganzen Historique vun der Kollaboratioun fir den Terrorismus ze bekämpfen an den Detail vun deem Protokoll, dee mer haut solle stëmmen. Wéi d'Madame Doerner hei gesot huet, ass et ganz wichteg, dass - egal wou en terroristeschen Akt virbereet gëtt, exécutéiert gëtt, Leit zesummekomme fir e virzebereeden - en do ze bekämpfen ass.

Et hätt kee geduecht, dass a Spuenien op eng Kéier en Attentat net vun der ETA, esou wéi et jo am Ufank gesot ginn ass vun der Regierung, mä au contraire vun enger islamescher Grupp kéint organiséiert ginn a mat deenen Al-Qaidas-Linken, déi dohanner fonnt gi sinn. Hei zu Lëtzebuerg ware mer jo awer och ganz paff, wéi mer op där däitscher Televisioun gehéiert hunn, dass en Attentat hei zu Lëtzebuerg op jidde Fall an der Preparatioun war. Vill Leit hunn ëmmer geduecht, zu Lëtzebuerg kéint ni esou eppes geschéien.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Mir waren och paff, wéi de Bommeleeër komm ass.

***(Hilarité)***

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Also, Här Jaerling, Är Bemierkung ass Är Bemierkung. Mä tëschen engem Attentat wéi an Amerika oder a Spuenien an dem Bommeleeër géif ech awer eng Nuance maachen. Et gëtt och Terroristen an Terroristen. Fir verschidde Leit kéint een…

***(Interruptions)***

**Une voix**.- Mir wëssen nach ëmmer net, wien et war.

**M. le Président**.- Här Bettel, loosst Iech net duerchernee bréngen.

***(Hilarité)***

An déi aner lauschteren no!

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Vun enger Attack vum ADR oder wéi?

***(Interruptions)***

Neen. Also…

***(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Wéi gesot ass et fir eis, fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei selbstverständlech ganz wichteg. Wéi d'Madame Doerner et schonn hei gesot huet, hat d'Madame Polfer jo de Projet de loi do erbruecht mam Här Frieden. Fir eis ass et selbstverständlech och ganz wichteg, dass dat gemaach gëtt.

Firwat? Éischtens soll net d'Excuse vun enger politescher Ursaach eng Ursaach sinn, fir datt d'Demande net poursuivéiert ka ginn a fir eng Extraditioun kënnen ze refuséieren. Ech wëll net soen, dass et total eraus ass, mä hei hu mer op jidde Fall eng Dépolitisatioun vu verschiddenen Infractiounen erabruecht. Et sinn aner Kontrollorganer do. Et sinn nei Infrastrukturen och elo do erakomm fir dat Ganzt ze maachen. Mä selbstverständlech ass et ëmmer ganz schwéier den Equiliber ze fannen, esou wéi de Rapporteur et och scho gesot huet, tëschent der Préservatioun vun den Droits de l'Homme, vun de Garantië vun de Mënscherechter, an op där anerer Säit dem Combat vum Terrorismus.

Op jidde Fall ass dat heiten eng weider Etapp fir den Terrorismus ze bekämpfen. Ech mengen, et soll een net…

***(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)***

Jo, Här President, all Mënsch schwätzt heibannen.

**M. le Président**.- Jo, mä dofir hunn ech versicht Uerdnung heibannen ze kréien.

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- Well ech den Här Bettel mat am beschte kennen heibannen, weess ech, dass hie sech doduerch net duerchernee brénge léisst. Well hien ass ee vun deenen, déi och hëllefen.

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Här President, ech probéieren dann elo zur Konklusioun ze kommen.

***(Hilarité)***

Ech hunn de Message verstanen, obwuel ech awer nach ganz vill Zäit hunn.

Mä wéi gesot, d'Rapportrice huet schonn dat meescht gesot. Mä wéi gesot, an ech widderhuelen, och wann dat elo fir verschidde Leit eng Redite ass: Do wou een Terrorismus ka bekämpfen, muss een e bekämpfen. Mat deem heite Projet de loi gi mer méi wäit fir den Terrorismus ze bekämpfen, an egal wou et ass, den Terrorismus kann iwwerall zouschloen, egal wéini. Dofir ass et och wichteg, méi adequat Moyenen ze hunn, fir géint den Terrorismus ze kämpfen, an dofir wäert selbstverständlech och eis Fraktioun dëse Projet stëmmen.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

***(Interruptions et hilarité)***

**M. le Président**.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert; an déi aner, déi lauschteren no.

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet kann…

***(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Ech géif Iech ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- …déi richteg Manéier ugoen. Ech mengen, dass et awer en eeschte Sujet wier an och e seriöen Text wier, an ech mengen och, och eng Chamber sollt sech e puer Froe stelle bei esou Texter, och wann et internationale Konventioune sinn oder Protokollen zu internationale Konventiounen, déi mer hei guttheeschen, déi tëschent Länner verhandelt gi sinn a wou eng Lëtzebuerger Regierung sech schonn engagéiert huet, mä wou d'Chamber mengen ech hir Ratifikatiounsfonctioun sollt seriö maachen.

Ech mengen, kee stellt a Fro hei, dass den Terrorismus muss bekämpft ginn an och praktesch nëmme kann international bekämpft ginn an dass een dofir natierlech och sech muss juristesch Instrumenter ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Dofir ass et mengen ech wichteg, dass de Conseil de l'Europe - an duerno och d'Europäesch Unioun - iwwer Traitéë probéiert huet, Deelaspekter vun där Terrorismusbekämpfung tëschent de Länner ze regelen, fir och ze verhënneren dass Nischen entstinn op internationalem Plang, wou Terroriste sech kënnte verstoppen an net méi eigentlech gräifbar wiere fir d'Justiz. Et ass also wichteg, dass esou Instrumenter bestinn. Nach muss ee kucken, wat dat genau heescht a wat dat dote ka vu Konsequenze mat sech zéien.

Ech mengen, mir hunn haut eng aner Vue vläicht iwwert den Terrorismus wéi nach virun zéng, fofzéng Joer, wou, notamment wat déi politesch Konfrontatioun ugeet, sech d'Fro gestallt ginn ass, ob et net awer bei esou Akte vill Grenzfäll gëtt, déi méi an de politesche Beräich erakommen an déi eigentlech keng kriminell Hannergrënn hunn. Dat ass haut zu engem groussen Deel net méi de Fall. Haut kann ee soen, dass den internationalen Terrorismus an d'inter-

national organiséiert Kriminalitéit matenee verkoppelt sinn. Déi zwee Elementer sinn eigentlech net méi vuneneen ze trennen. Internationalen Terrorismus an international organiséiert Bande schaffen zesummen, sinn oft déiselwecht. Duerfir mengen ech ass et och haut sécherlech net méi esou entscheedend fir do eng Differenz ze maachen.

Nach ass et jo awer net aus Liichtfankegkeet eraus, firwat an deene meeschten demokratesche Länner, wann et ëm d'Extraditioun geet, ganz kloer eng Differenz gemaach gëtt tësche reng kriminellen Akten an Akten, déi e politeschen Hannergrond, eng politesch Motivatioun hunn. An eis Lëtzebuerger Nationalitéit mécht dat jo och. An eisem Gesetz vum 20. Juli 2001, dat war zwar virun den Attentater zu New York, mä ëmmerhin, an deem Gesetz steet dran am Artikel 4, dass d'Ausliwwerung net wäert stattfannen, wann déi Infractioun, fir déi se gefrot ass, eng politesch Infractioun ass oder eng connexe Infractioun zu enger politescher ass, respektiv eng Infractioun ass, déi op politesche Motiver opgebaut ass. Dat ass nach ëmmer geltend Recht hei zu Lëtzebuerg - natioanalt Recht.

International ass d'Bewegung ganz schnell gaangen an deene leschte Joren ënnert deem Schock an deem Androck vum 11. September a wou dann eng Reaktioun komm ass, och besonnesch op europäeschem Plang, déi dozou gefouert huet, dass mer - sécherlech eng gutt Saach - och den europäeschen Haftbefehl kennen an och hei zu Lëtzebuerg jo iwwer Gesetz guttgeheescht hunn.

Mir brauchen esou Instrumenter fir wierksam kënne virzegoen. Nach muss ee sech d'Fro stellen, ob een all Garde-fouen ewechrappt a just nach op d'Collaboration policière an d'Kollaboratioun tëschent de Justicë setzt, oder ob net nach gewësse Kontrollmechanisme musse bestoe bleiwen, fir gewësse Mëssbräich an Iwwerwéchs och ze verhënneren, déi kënne bestoen, wann ee reng nëmmen op onageschränkten Austausch vun Informatiounen an Zesummenaarbecht tëschent de Polizeiinstanzen iwwert d'Grenzen eraus setzt.

Et ass wichteg, mir mussen eng wierksam, méi eng wierksam Kollaboratioun tëschent de Policen, tëschent de Justicen an den europäesche Länner kréien. Nach wéi gesot ass et wichteg, dass ee gläichzäiteg ëmmer erëm betount, dass de Respekt vun de Fräiheeten, vun de Mënscherechter muss och an deem Ganzen e wichtegt Element vu Betruechtung bleiwen. Déi zwou Saache mengen ech, d'Wierksamkeet vun der Polizeiaarbecht, d'Wierksamkeet vun der Aarbecht vun der Justiz, mä do niewendrun awer och Kontrollmechanisme fir ze garantéieren, dass och fundamental Mënscherechter garantéiert bleiwen, dass fundamental Fräiheete vum Eenzelnen net ënnert d'Rieder kommen hannert där Noutwendegkeet fir repressiv kënnen an deem Beräich vun der Bekämpfung vun der internationaler Kriminalitéit virzegoen.

Eng Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass, wa mir iwwert de Kader vun elo der Europäescher Unioun erausginn, wou mir eis jo eens sinn, dass dat Memberstate sinn, wou déi demokratesch Prinzipie respektéiert ginn a wou Rechtsstaatlechkeet nach sécherlech en héije Stellewäert huet. Hei si mer elo am Beräich vum Conseil de l'Europe. De Conseil de l'Europe, do ass de Fächer vun de Memberstate scho liicht méi breet, wann ee Länner kuckt wéi Albanien, Aserbaidschan, Russland. Kënnt ee sech do net virstellen, datt do emol Grenzfäll opdauchen, wou ee seet, dat do ass en Akt vun Terrorismus, mä den Haaptgrond war e politesche vläicht?

Déi Iwwerleeungen, déi an den 80er an an den 90er Joren nach gefouert gi sinn an deem doten Zesummenhank vun Extraditiounen, hunn déi haut guer keng Bedeitung? Ech menge scho mat aller Noutwendegkeet, fir eng kloer Sprooch ze schwätzen, wann et ëm d'Verdeedegung vun de Fräiheete geet, déi den Terrorismus jo futti mécht, datt een niewendrun nach ëmmer am Hannerkapp muss behalen, dass ee bei aller Begeeschterung fir elo international do unzepaken an zesummenzeschaffen, dass et awer och am breeden Europa nach ëmmer Grenzfäll ka ginn, wou vläicht dat Politescht awer méi staark ass wéi dat Kriminellt. An dat muss ee jo wëssen, dass mat där heiter Konventioun déi dote Bedenken eigentlech awer ewech sinn, well elo festgeluecht gëtt, dass wann esou Infractioune spezifizéiert waren an aneren internationalen Traitéen, dass dann automatesch déi Infractiounen dann och hei betruecht ginn als terroristesch Infractiounen an da kann eigentlech dat Land, wat dat heite guttgeheescht huet, d'Extraditioun net méi refuséieren opgrond vun nationale Bestëmmungen. Dat muss een also wëssen, wann een iwwert dat heiten diskutéiert.

Wéi gesot, um europäesche Plang gëtt et scho Grenzfäll, mä wann dat heiten elo eng weltwäit Konventioun wier, géife sech sécherlech nach munch aner Grenzfäll stellen, well mir hunn nach vill Diktaturen a bluddeg Diktaturen op der Welt an do kënne sech also och ganz kloer Froe stelle vun der Begrenzung, déi besteet tëschent engem terroristeschen Akt an engem Fräiheetskampf, dee mat militäresche Mëttele gefouert gëtt. Alles dat sinn also Distinctiounen, déi net komplett ewech sinn, och nom 11. September. Ech mengen och dat sollt ee bei där Diskussioun hei net ausser Acht loossen.

Et bleift, mengen ech, dass dat heiten e wesentleche weidere Schratt ass an der internationaler Bekämpfung vun der Kriminalitéit an och a senger Form vum Terrorismus. Dass Lëtzebuerg do scho laang keng Insel méi ass, ass entretemps och hei duerchgesickert. Et ass also net nëmmen e Pro-forma-Akt, dee mer hei maachen. Mä wa mer deen heiten Text stëmmen, wéi mer och aner Texter vun internationalem Recht guttgeheescht hunn, wat d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit ugeet, da maache mer dat och duerfir, well mer e Member vum internationale Statebond sinn, mä awer och well mer gläichzäiteg kënnte Victime gi vun esou Akten. Dofir ass et wichteg esou Akzenter ze setzen.

Et ass awer och wichteg, dass mer op europäeschem Plang weiderkommen an eiser Politik, an do ass d'Europäesch Unioun e ganz wichtegt Element. Et si jo och Versich do vun der Lëtzebuerger Regierung an engem klenge Grupp fir eigentlech ganz Europa e bësse matzezéien an där internationaler Zesummenaarbecht. Et gëtt Sënn en europäesche Casier ze hunn. Et gëtt Sënn, mengen ech, och dofir ze suergen, wat d'Ausféierung vu Justizdécisiounen ugeet, dass do eigentlech keng Barrièren an der Europäescher Unioun däerfte weider bestoen.

Déi Diskussioune sinn net einfach. Déi gräifen an an déi prinzipiell Froe vun de Souveränitéitsrechter vun deenen eenzelne Länner. Mä ech mengen et féiert an där Situatioun, wou mer sinn, näischt derlaanscht, fir do d'Grenze méi opzemaachen an d'international Kollaboratioun sichen ze goen, well mer soss keng zerguttste Léisung fanne fir dee ganze Problem.

Wéi gesot, mat deenen e bësse méi nodenklechen, och e bësse kritesche Remarquen, wéll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text abréngen.

Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Bodry. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Braz agedroen.

**M. Felix Braz** *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass ee vu villen Texter, déi mam 11. September a Verbindung sinn oder zumindest mam 11. September a Verbindung bruecht ginn.

Dat ass hei keng nei Konventioun iwwert déi mer diskutéieren, et ass eigentlech nëmmen e Protocole additionnel zu enger bestehender Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Repressioun vum Terrorissem aus dem Joer 1977. E Protokoll, deen am Wesentlechen, wann och net eleng, als Zil huet, d'Lëscht vun de Konventiounen ze verlängeren, am Kader vun deenen d'États signataires net méi oder nëmme méi ënner méi schwierege Konditiounen Extraditiounen aus politesche Grënn kënne refuséieren.

Et geet also ëm déi Clause politique, déi zënter dem 19. Jorhonnert a ganz villen, fir net ze soe praktesch allen internationale Konventiounen iwwert d'Entraide judiciaire drasteet an hirer Bedeitung zréckzedrängen. D'Lëscht vun de Konventiounen, fir déi keng Clause politique méi gëllt, ass also verlängert ginn.

Mir Gréng hunn trotzdeem gezéckt, ob mer d'Gesetz sollte stëmmen oder eis sollten enthalen, well dëst Gesetz, wat de Protokoll soll ëmsetzen, net déi Portée huet, déi och vun eenzelne vu menge Vriedner menger Meenung no an de Raum gestallt ginn ass.

Éischtens ënnerstëtze mir Gréng awer grondsätzlech all déi Bestriewungen, déi drop erauslafen d'Justiz am Beräich vun den Eenzeldécisiounen aus dem Aflossberäich vun der Politik erauszehalen. D'Gewaltentrennung an d'Fräiheet vun den Instances judiciaires sinn héich Wäerter an enger Demokratie an déi soll een och an internationale Beräich stäerken. Dat besonnesch wa se am Kader vum Respekt vun de Mënscherechter kënne stattfannen.

Et soll een awer dëse Protokoll trotzdeem net iwwerbewäerten, well mat dësem Protokoll wäerten och weiderhi State kënnen eng Clause politique invoquéieren. Si ass also net vum Dësch. Si ass just, wa se invoquéiert gëtt, an enger anerer Prozedur ze invoquéieren. Si muss mat aneren Argumenter invoquéiert ginn. Et gëtt och e Comité agesat, de COSTER, deen e Suivi wäert maache vun deenen Invocatioune vu Clause politique, deen och herno préift, inwieweit dass dee serië ze huele war. Mä et ännert näischt drun, dass et vläicht elo méi schwiereg ginn ass, mä trotzdeem wäerte Länner weiderhi kënnen eng Clause politique bei Extraditioune wouerhuelen, notamment déi Länner oder haaptsächlech déi Länner, déi net aus der Europäescher Unioun sinn.

En zweet Argument, firwat dass een dëse Protokoll net sollt iwwerbewäerten, dat ass dass dëse Protokoll an de Relatiounen tëschent den EU-State praktesch ouni Géigestand ass. Mir hunn duerch aner Gesetzgebungen, notamment duerch de Mandat d'arrêt européen eng Gesetzgebung tëschent den EU-Staten, déi wäit iwwert dat erausgeet wat alles am Protocole additionnel drasteet, esou dass mer tëschent den EU-Staten hei e Protokoll stëmmen, dee wéi gesot praktesch ouni juristesche Géigestand ass.

D'Konventioun vu Stroossbuerg aus dem Joer 1977 war deemools schonn eng Äntwert op terroristesch Evénementer an och zënter den Evénementer vum 11. September 2001 ass leider déi heefegst Äntwert op déi opgeworfe Froen eng repressiv, fir net ze soen eng reng repressiv. Am grousse Stil war dat e juristesch net legitiméierten a preventiven Invasiounskrich am Irak. Am méi klenge Stil sinn dat Gesetzer, wéi dat aus dem Joer 2003, iwwert d'Repressioun vum Terrorismus a sengem Finanzement, oder och dat aus dem Joer 2004 iwwert de Mandat d'arrêt européen, wou déi Gréng deemools dergéint gestëmmt hu mat enger ganzer Partie vu richtegen Argumenter.

Vermëssen doe mir Gréng politesch Effortë fir den Terrorismus och doduerch ze évitéieren, dass ee seng Ursaache wéinstens esou vill bekämpft wéi seng Auswierkungen a seng Auteuren. Den Terrorismus ass keng Naturgewalt, deen iwwert eis erabrécht. Den Terrorismus ass ursächlech net nëmmen d'Resultat vu rücksichtslosem Handele vu Verschiddenen, mä Terrorismus ass och d'Konsequenz vu joren- a jorzéngtelaange politeschen an ekonomeschen Entwécklungen an och Feelentwécklungen, wou da fir d'Mënscherechter ganz oft keng Plaz méi bleift. Dat gesot a mat deene Remarquë wäerte mer dëse Projet awer stëmmen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Braz. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géing just gären der Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soe fir déi Explikatiounen, och vu Regierungssäit. Ech begréissen déi breet Zoustëmmung, déi ech aus deenen Interventiounen héieren hunn zu der Approbatioun vun dësem Protokoll. Ech wëll och ausdrécklech begréissen déi Reflexiounen, déi den honorablen Här Bodry gemaach huet iwwert déi Weeër, déi mer an Europa musse beschreiden, fir eng besser Kooperatioun am Beräich vun der Justiz an de Polizeiautoritéiten och an der Bekämpfung vum Terrorismus a vun der Kriminalitéit ze kréien, wëssend och déi Schwieregkeeten an och déi Grenzen, déi ee sech selwer muss setzen, well et geet ëm villes, ëm Fräiheeten, d'Demokratie an d'Mënscherechter, an dofir kann ech déi Aussoen, déi do gemaach si ginn, nëmme voll a ganz ënnerstëtzen an dofir wäert och d'Lëtzebuerger Présidence an deem Sënn weiderfueren, esou wéi déi hollännesch dat ugefaangen huet.

Muer ass de Justizministerconseil, wou och erëm eng Kéier grad iwwert deen dote Volet zu Bréissel geschwat gëtt, an dofir ginn ech also mat der Ënnerstëtzung vum Parlament an déi Sitzung op Bréissel.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5344[2].

***Vote sur l'ensemble du projet deloi et dispense du second vote constitutionnel***

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 5344 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Jean Huss), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Felix Braz, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 16.55 heures)***

Chamber TV

**an der Stad:** *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
**zu Déifferdeng:** *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

## Ordre du jour

1. Communication
2. 5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

   5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales

   *(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)*
3. 5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

   *(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)*
4. 5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

   5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

   *(Rapports de la Commission des Transports - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)*
5. Demandes en naturalisation
6. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

***(Début de la séance publique à 14.30 heures)***

**M. le Président**.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

**M. le Président**.- Merci, Här Minister.

### 1. Communication

Ech hunn un d'Chamber folgend Kommunikatioun ze maachen:

Monsieur le Député Gast Gibéryen a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 1er décembre 2004, la

*- Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution - N° 5410.*

Mir kommen dann elo zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5260 iwwert den Artikel 22 vum Code des assurances sociales. Gläichzäiteg gëtt d'Proposition de loi 5173 iwwert datselwecht Thema behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleeucht.

Fir d'alleréischt huet elo d'Rapportrice d'Wuert, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

### 5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales

***Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale***

**Mme Lydia Mutsch** *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter elo geschwë méi wéi 200 Joer ass d'Homeopathie als alternativ Heelmedezin ganz ëmstridden an och geneesou kontroverséiert gëtt se diskutéiert, och haut nach.

Fir déi eng ass et eng däitlech Alternativ zur Schoulmedezin, wou de Mënsch als Ganzt gesi gëtt a wou de Kierper soll gehollef kréie sech selwer ze hëllefen a mat de Krankheeten eens ze ginn. Fir déi aner, an et ass am Fong just de Contraire, ass et eppes Irrationales ouni iergendwellech wëssenschaftlech Grondlag, wou hir héchstens e Placeboeffekt als positiv Wierkung zougeschriwwe gëtt. Et gëtt ganz vill Verständnislosegkeet tëschent de Vertrieder vun dësen zwou extreme Positiounen, ob dat elo am Milieu médical ass oder ob et och einfach an eiser Gesellschaft ass, wou dee Problem haart a gär diskutéiert gëtt.

Zwou Tatsaache gëtt et awer. Déi éischt Tatsaach ass déi, datt eng grouss Begrëffsverwirrung ass ronderëm d'Wuert Homeopathie. Mëttlerweil gëtt et gebraucht fir de ganzen Themeberäich ronderëm d'Alternativmedezin, d'Médecine douce, onkonventionell Medezin, Ganzheitstherapie, Planzemedezin oder Medezin op Basis vun Naturprodukter, an dat natierlech am krasse Géigesaz zur Schoulmedezin. Dat obwuel d'Homeopathie eigentlech hiren eegene System huet, dat ass jo - a keng Angscht, ech ginn net drop an - déi héichgradeg Verdënnung vun Ursubstanzen, obwuel d'Homeopathie mat deem dote System net nëmme ganz oft am krasse Géigesaz zur Schoulmedezin ass, mä och bal geneesou oft am Géigesaz zu de Prinzipie vun der eigentlecher Alternativmedezin ass, dat heescht och zu hinnen am Widdersproch steet. Dofir wier emol eng vun deene ganz wichtege Saachen, fir manner Confusioun bei der Begrëfflechkeet ze kréien.

Eng zweet Tatsaach ass: D'Homeopathie, an ech beloossen et dann elo emol beim allgemenge Begrëff, kritt ëmmer méi Zoulaf. Ech wëll Iech just e puer Chifferen nennen. Allgemeng gëtt geschat, internationalen Erhiewungen no, datt, jee nodeem ob ee méi am däitschsproochegen oder am franséischsproochege Raum ass, tëschent 25 a 50% vun alle Leit aus de Populatioune vun den europäesche Länner heiansdo oder och scho méi oft op homeopathesch Mëttelen zréckgräifen.

A Frankräich - fir nëmme Frankräich an Däitschland ze huelen, eis zwee Nopeschlänner - ass et esou, datt ufanks vun den 80er Joren ongeféier 15 bis 16% vun de Leit Aussoe gemaach hunn, datt se heiansdo, awer wéinstens e puer Mol am Joer géingen op homeopathesch Mëttelen zréckgräifen. 20 Joer dono sinn et der elo scho 40%. Dat heescht 40% vun de Leit, déi gefrot ginn a Frankräich, an et si representativ Ëmfroen, déi soe se kéime regelméisseg a Verbindung mat homeopathesche Medikamenter a géinge se och selwer kafe goen. Dat ass net näischt, géing ech soen. Et muss een och wëssen, datt iwwer 1.000 eenzel homeopathesch Mëttele bei eisem Nopeschland am Verkaf sinn an datt se mëttlerweil iwwer 10% vun der Gesamtvente ausmaachen.

Bei esou Ëmfroen, déi awer elo e manner wëssenschaftleche Charakter hunn, ech hunn dat nach rezent nogelies, wou franséisch Radiosenderen Ëmfroe gemaach hu bei hiren Nolauschterer, sinn et bis zu 70% vun de Fransousen déi soen, si géingen zwar net ëmmer gäre Mëttele kafen, mä insgesamt géinge se der Saach awer éischter positiv géigeniwwer stoen.

An eisem däitschen Nopeschland geet dat souguer bis op 90% erop, déi soen dat wär awer iergendeppes, wat, wa se dovunner héieren, esou eppes wéi Sympathiegefiller an hinne géing erbäiruffen. 90%, dat ass onheemlech vill. Wat elo e Fait ass, dat ass datt 1975 an Däitschland all sechsten Dokter gesot huet, datt e regelméisseg homeopathesch Medikamenter géing verschreiwen. Haut sinn et 75% vun den däitschen Dokteren, déi soe si géinge regelméisseg homeopathesch Medikamenter hire Patiente verschreiwen an hätte grosso modo ënnert dem Stréch gutt Erfahrungen domadder gemaach. 75%! Dat ass onheemlech vill.

Mir schéngen an deem doten Themekomplex méi esou zum franséischsproochege Raum ze gehéieren, well bei eis gëtt geschat - dat ass awer eng Etüd, déi elo schonn e puer Joer zréckläit, dat kann also an der Tëschenzäit no uewe sech nach geännert hunn -, datt mindestens 25% vun alle Lëtzebuerger regelméisseg homeopathesch Mëttelen an d'Apdikte kafe ginn. Dat heescht, Fazit: Et ass eng medezinesch an och eng gesellschaftlech Realitéit, egal wéi een elo domadder ëmgeet.

Wann also alternativ medezinesch Methoden, déi, wéi et an dësem Fall ass, net op wëssenschaftlechen Erkenntnisser berouen, trotzdeem esou eng héich Nofro mat sech zéien, dann ass einfach en noweisleche Besoin do bei de Leit an dee kann een net ignoréieren, ob een dat wëllt oder net. Do gëtt et eng ganz Rëtsch vun Ursaachen. Ech wëll elo net eng grouss Ursaachefuerschung maachen, mä et sinn der e puer déi op der Hand leien an déi mer an den Diskussiounen, déi mer all Dag féieren, och hei am Haus selwer matkréien.

Dat ass, datt während déi klassesch Medezin ëmmer méi performant, ëmmer méi héich techniséiert gëtt, ëmmer méi informatiséiert gëtt, se awer vun ëmmer méi Leit als bedrohlech, als anonym oder onmënschlech emfonnt gëtt, wat eigentlech eent am krasse Widdersproch zu deem anere läit, well wann eng Medezin sech esou évoluéiert wéi bei eis am Land, da geet natierlech och de Käschtepunkt an déi Richtung an d'Akzeptanz geet awer erof. Et misst eigentlech genee ëmgedréint sinn.

Dann d'Ännerung vun der Bezéiung tëschent dem Dokter an de Patienten. Dat ass net méi datselwecht wéi nach virun e puer Jorzéngten. Dee sou genanntenen „Gott in Weiß" gehéiert definitiv der Vergaangenheet un. Et ass elo eng aner, vill méi opgekläerte Relatioun tëschent dem Dokter an dem Patient.

Et ass och eng ganz aner Erwaardungshaltung bei de Patienten do. Mir liewen an enger schneller Welt, also hätte mer och gären eng schnell Äntwert op komplex Froen a mir hätte virun allem gären eng schnell Heelung, och wann dat an der Praxis net ëmmer esou einfach ass. De Patient entwéckelt e ganz anert Bewosstsinn an e wëllt och eng ganz aner Vertrauensbasis opbauen, wat haut an dem Verständnis vun der Medezin net ëmmer esou evident ass, well och d'Zäit heiansdo knapps bemooss ass a well dann dat Vertrauensverhältnis guer net kann opgebaut ginn.

Dann ass och esou eng diffus Angscht viru schiedleche Substanzen, viru Chemie allgemeng do. Esou wéi mer feststellen, datt den Ëmgank mat der Ëmweltproblematik eng aner ginn ass an deene leschte Jorzéngten, esou ass och den Ëmgank mat Medikamenter en anere ginn. Dat heescht et ass méi eng kritesch Approche dozou do. A virun allem hätt de Patient gären, datt dat respektéiert gëtt, wat eng iewescht Prémisse ass, dat ass einfach de libre choix zu där Medezin, déi hie gären hätt, an zu deene Produiten, déi e gären hätt, an och zu där Therapie, déi e gären hätt. Dobäi kënnt, datt d'Homeopathie an déi ganz Diskussioun ronderëm d'Homeopathie net gefouert gëtt wéi ronderëm eng Method, mä si gëtt gefouert wéi eng Ideologie, eng Weltanschauung, wéi eis Nopere soen.

Elo kéint een natierlech mengen, alles wat a Richtung Ideologie, Weltanschauung geet, dat wär eng Glawensgeschicht an da kéint ee jo och soen, eppes ze gleewen ass Privatsaach an da solle mer eis gefällegt do eraushalen. Dat wier jo de Fall, wann et net awer an de Gesamtberäich vun der Santé publique géing eragoen. Dora befanne mer eis. A wann ee vu Santé publique schwätzt, da schwätzt een automatesch och vu Protektioun, et schwätzt ee vu Garantië fir de Patient, et schwätzt ee vu Kontrollmechanismen, déi asetze fir de Patient ze protégéieren, et schwätzt ee vun Aufgaben, déi de Stat huet fir deen Encadrement ze maache legislativ an och medezinesch. Also geet et drëm, an dat ass eigentlech de sprangende Punkt, fir en Equiliber ze fannen tëschent der Schoulmedezin an dem Gesamtkomplex Parallellmedezin.

Wéi kann dat sinn? Majo ganz einfach andeem een déi Besoinen erkennt vun de Leit - si sinn do, d'Chiffere weisen et, d'Leit soen et - a se och genee definéiert, andeem een d'Responsabilitéiten definéiert an andeem een niewent allen Diskussioune ronderëm alternativ oder komplementar Heelungsmethoden d'Erkenntnisser vun der Wëssenschaft, déi jo e kollektive Besëtz sinn, deen haart erkämpft huet misse ginn an der Vergaangenheet - mir dierfe jo net vergiesse wéi oft d'Thesen op d'Kopp gehäit gi sinn, déi d'Medezin zu deem gemaach hunn, wat se haut ass -, dass ebe grad déi Erkenntnisser vun der Wëssenschaft zum Wuel vun der Allgemengheet weider agesat kënne ginn an net op d'Spill gesat ginn an trotzdeem et zouloossen, datt d'Instrumenter vun eben där klassescher op der Wëssenschaft berouender Medezin kritesch kënnen hannerfrot ginn, virun allem wann et ëm d'Erkenntnisser geet, déi um Terrain sollen ëmgesat ginn.

An da komme mer bei dee berühmt berüchtegten «utile et nécessaire». Wat ass «utile et nécessaire»? Fir mech klëngt dat ëmmer wéi schéin a gerecht, et klëngt gutt, mä et ass awer schwéier ze beschreiwen an et ass och schwéier nozevollzéien.

An engem ganz rezenten Artikel, wou de President vun der UCM Positioun bezunn huet, do huet den Här Kieffer gesot: „In Luxemburg wissen weder die Versicherten noch die Ärzte was utile und nécessaire ist. Was wir bräuchten wären Leitlinien für die verschiedenen Krankheitsbilder damit wir objektiv beurteilen können was nützlich und was notwendig ist. Genau das fehlt."

Bal genau dës Diskussioun gouf jo och gefouert am Débat d'orientation am Januar 2004 iwwert d'Médecine complémentaire, och awer net nëmmen am Zesummenhank mat der Homeopathie. Wann de Minister elo hei wier, da géing hie mer bestëmmt Recht ginn, wann ech géing hei soen, datt mat deem Gesetz, dat mer…

***(Brouhaha général)***

Gellt, Här Minister, Dir gitt mer bestëmmt Recht, wann ech…

**M. Carlo Wagner** *(DP).*- Madame Rapportrice, ech ka mech do uschléissen.

**Mme Lydia Mutsch** *(LSAP), rapportrice.*- Dir schléisst Iech direkt un, ier Der wësst wat ech soen?

***(Interruption)***

…, datt mer mat deem Gesetz, wat mer haut, dat jo de Redressement beziehungsweis de Rétablissement vun enger Situatioun virun 2002 erméiglecht, eis Aarbecht nach laang net ofgeschloss hunn, am Contraire. Net wat d'Definitioun an d'Ëmsetzung vum «utile et nécessaire» ubelaangt, an och wat d'Interpretatioun do ubelaangt, net wat d'Äntwerte vun der klassescher Medezin op d'Besoinë vun haut ubelaangt, net wat d'Informatioun ubelaangt, wat d'Homeopathie kann a wat se net dierf sinn. Ech wéilt vläicht e kuerze Réckbléck maache wéi d'Prozedur war.

Mam Gesetz vum 31. Mee 2002, dat duerch d'Referenz op den Artikel 23 vum Code des assurances sociales «preuve de l'efficacité thérapeutique», also de wëssenschaftleche Beweis vun e verlaangt huet, fir kënnen op d'Liste positive des médicaments ze kommen, déi dann och remboursabel sinn, huet jo dozou gefouert, datt zënterdeem déi Medikamenter, iwwert déi mer haut schwätzen, net méi konnte rembourséiert ginn. Dat huet jo och zu engem Déremboursement vun der Union des Caisses de Maladie gefouert.

Dir selwer, Här Minister - wann den Här President mer dat erlaabt fir mech un Iech ee Moment ze adresséieren -, hat eng Proposition de loi gemaach, an zwar am Juli 2003, wou Der notamment dee Redressement gefrot hat. An de Projet de loi, deen ee Joer drop koum, ass och an déi Richtung gaangen an et ass genee deen, dee mer haut virleien hunn.

Dir hutt eis et confirméiert an eiser Santéskommissioun, datt et och haut, esou wéi mer dat scho virun e puer Joer haten, och wann d'Aarbechtsëmfeld vläicht en anert ginn ass, datt Dir e Gremium agesat hutt, an dat ass staark noutwendeg, deen zu Konklusioune soll féieren, fir datt mer net nëmmen Opschloss kréien iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, déi d'Patienten an der Zukunft hunn, awer virun allem och Opschloss kréien iwwert déi eenzel Forme vun der Médecine complémentaire an déi, déi ronderëm deen Themekomplex schaffen.

Ech denken haaptsächlech do un d'Homeopathen, awer och un d'Chiropraktiker, un d'Osteopathen an un déi, déi Akupunktur maachen, déi heescht an anere Wierder, dat Gesetz haut, dat also an Zukunft nees e Remboursement vun den homeopathesche Mëttelen erlaabt, souwäit se der Definitioun entsprieche wéi se am Gesetz elo gi sinn, an dat och de libre choix vum Patient fir Medezin an Therapie dann erméiglecht, ass eng zolidd Basis, déi der medezinescher a gesellschaftlecher Realitéit Rechnung dréit an trotzdeem eréischt den Ufank ass vun enger breet ugeluechtener Diskussioun, déi mer nach weider féiere mussen.

Éischtens op europäeschem Plang. Mir kënnen eis net erlaben eis an där heiter Fro ze isoléieren. Mir mussen also kontinuéierlech kucke wéi um europäesche Plang d'Diskussioun weidergeet. Dat ass och eng vun de Remarquen, déi de Statsrot a sengem Avis mécht.

Ech wëll Iech just drun erënneren, datt am Moment an Europa eréischt zwee Länner légiféréiert hunn an där heiter Matière, dat ass d'Belsch an dat ass Schweden. An der Belsch ass dat Gesetz scho virun engem Joer gestëmmt ginn, mä et ass awer nach ëmmer net en vigueur, well eng Rei vu Problemer opgetaucht si bei der Mise en oeuvre oder Mise en vigueur vun deem Gesetz. Do mussen nach eng Rei vu Modalitéite geklärt ginn. An och a Schweden ass et net esou, datt déi Législatioun zu engem automatesche Remboursement vun den homeopathesche Mëttele féiert. Deen Automatismus besteet net an et gëtt och eng ganz Rëtsch Diskussioune ronderëm d'Ëmsetzung vun deem Gesetz, soudass et net schéngt eng einfach Affär ze sinn.

Duerfir ass et nëmme recommandéiert, an duerfir hu mer jo och eis informéiert, also ass et nëmme recommandéiert, datt mer weiderhi kucke wéi op europäeschem Plang deen doten Themekomplex gehandhaabt gëtt. Dann insistéieren, wéi mer dat och gemaach hunn an der Kommissioun a wéi och d'Avisë vun de Beruffskummeren et maachen, datt all d'Modalitéite geklärt gi ronderëm d'Prise en charge vun de Patienten.

Dann drëttens d'Kritären, an dat ass, wa mer dat richteg verstanen hunn, jo een Haaptinhalt vun engem Gesetz wat no deem heite soll kommen, genee Kritären opstelle wat d'Formatioun an d'Qualifikatioun vun all deenen ubelaangt, déi ronderëm déi Gesondheetsberuffer kreesen an deen Themekomplex, dee mer haut behandelen. A wéi eng Kritäre musse virun allem erfëllt sinn, datt genee déi Persoune kënnen op d'Liste des professions de santé kommen, mat allem wat dorunner hänkt.

Da véiertens d'Fro stellen: Gi mer op de Wee, wéi beispillsweis d'AMMD et verlaangt, vun enger Autorisation scientifique oder einfach engem Gremium am Kader vun der Quadripartite, wéi et do verlaangt ginn ass, wat sech genee mat deenen dote Froe befaasst, och am Zesummenhank mat deem wat nécessaire et utile soll sinn an als solcht soll definéiert ginn? De Fazit ass awer an deem Ganzen: Egal wéi de Gremium herno heescht, datt et muss drëm goe fir den Dialog ze féieren, souwuel mat de Patiente wéi och mat den Dokteren, wéi och mat den Interessevertriedunge vun deenen engen oder vun deenen aneren.

Da fënneftens, Informatioun an ëmmer nees Informatioun, zum engen, wat d'Chancë vun der klassescher Medezin sinn, déi en enorme Fortschrëtt bruecht huet fir eis Gesellschaft, wat eis alleguerten erlaabt méi eng héich Liewenserwaardung ze kréien an nei Medikamenter ze kréien, déi Krankheete bekämpfe fir déi et bis virun e puer Joer nach keng Léisung gouf, also op d'Chancë vun der klassescher Medezin hiweisen.

Och op d'Risiken an d'Geforen, an zwar vun deenen zwee Themekomplexer, déi mer diskutéieren, zum engen d'klassesch Medezin, an och dat ass mat Risiken a Gefore behaft.

ir wëssen zum Beispill, datt elo eng Campagne soll kommen, wou den Ëmgank mat Antibiotiqué kritesch hannerfrot gëtt. Et brauch een net fir all kleng Erkältung en Antibiotique ze huelen. Ech weess och, datt dee ganzen Ëmgank mat Berouegungsmëttelen, mat Schlofmëttelen, mat Beliewungsmëttelen, mat Relaxatiounsmëttelen an esou weider, déi ganz Psychopharmaka, datt dat och soll kritesch hannerfrot ginn. Dat sinn d'Risiken an d'Chancen am ganzen Themefeld klassesch Medezin oder Schoulmedezin.

An dann och d'Risiken an d'Geforen am Ëmgank mat homeopathesche Mëttelen oder alternativen Heelmethoden, well genee sou gutt wéi d'Homeopathie et net fäerdeg bruecht huet, fir viru ronn 180 Joer d'Cholera ze heelen, bréngt se et och haut net fäerdeg, fir eng Kriibserkrankung ze heelen, an och hei muss een op Chancen a Risiken hiweisen an op de kriteschen Ëmgank mat deene Medikamenter. Op alle Fall kënnt Der do op eis zielen, Här Minister, dass mir Iech begleede bei där doten Informatiounspolitik, a wa mir do kënnen eng Hand mat upaken, da maache mir dat.

Sechstens, déi gesetzlech Lücke fëllen, déi awer nach bestinn, wann et drëm geet fir d'Santé publique ze garantéieren a wann et drëm geet fir de Patient, de Mënsch ze protégéieren.

Siwentens a leschte Punkt: Weider diskutéieren, och hei am Haus, dee ganzen Themekomplex zu engem gesellschaftspoliteschen Thema maachen an en och esou diskutéieren. Haut ass jo eng Geleeënheet fir dat ze maachen; an et ginn nach aner ganz gudder.

Dem Minister e grousse Merci, dass en esou schnell mat dësem Projet de loi an d'Chamber komm ass. Et ass e wichtege Projet iwwert dee mer haut schwätzen. Der Kommissioun Merci fir déi flott Diskussioun déi mer haten an zum wierklechen Ofschloss dann den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi an Iech Merci.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Madame Mutsch. Als éischt Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank ageschriwwen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi soll der Union des Caisses de Maladie, also der UCM, et erlaben, déi homeopathesch Medikamenter ënner bestëmmte Bedéngungen de Patienten erëm zréckzebezuelen. Domadder soll eng fréier rechtlech Situatioun erëm hiergestallt ginn.

Dëse Projet ass am Kader vun der net konventioneller Medezin ze gesinn. Dëst ass keen neit Thema hei am Haus, well schonn den 28. Juni 2001 ass eng Resolutioun gestëmmt ginn, wou d'Santéskommissioun, ënnert der deemoleger Presidentschaft vum Här Niki Bettendorf, beoptraagt ginn ass, d'Méiglechkeete vun der Réglementatioun vu bestëmmte Forme vun net konventioneller Medezin ze studéieren. Mir haten an der Santéskommissioun verschidden Experten invitéiert fir méi Informatiounen ze sammelen an hunn den 20. Januar 2004 e Rapport ugeholl, dee kuerz drop hei an der Chamber diskutéiert ginn ass.

***(M. Laurent Mosar prend la Présidence)***

An enger Motioun gouf deemools d'Regierung ënner anerem opgefuerdert, an ech erënneren:

„- à réglementer en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, notamment en ce qui concerne les formations et les qualifications des prestataires;

- à entamer des démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale (…)"

Dës Motioun gouf deemools bal eestëmmeg hei ugeholl, nëmmen zwee Kolleegen haten dogéint gestëmmt, an dat woren déi zwee Doktere vun der Demokratescher Partei.

***(Hilarité)***

**Une voix**.- Dofir si se net méi gewielt ginn!

**Mme Anne Brasseur** *(DP)*.- D'Demokratesch Partei hat keng Doktere mä Deputéierten, déi Dokter an hirem privaten Engagement woren, an hirem Privatliewen. Dat wollt ech awer preziséieren.

***(Interruption)***

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Ok, mä et waren awer déi zwee Dokteren, déi deemools dogéint gestëmmt haten.

**Une voix**.- Jo.

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Mä dëse Vote ass eigentlech symptomatesch fir d'Diskussioun iwwert d'net konventionell Medezin. D'Majoritéit vun den Dokteren - an d'Madame Mutsch huet et scho gesot - préféréieren d'Schoulmedezin eendeiteg a stelle ganz oft d'Alternativmedezin als Scharlatan duer.

Ech géif awer gäre behaapten, dass e groussen Deel vun der Populatioun d'alternativ Medezin ënnerstëtzt an och dru gleeft. Dëst koum sécher an enger Petitioun zum Ausdrock, déi virun e puer Méint hei am Haus deponéiert ginn ass, mat enger Ënnerschrëftenzuel vu bal 8.000 Leit. Ech fannen et schued, dass vill Dokteren déi complémentaire Medezin einfach verdäiwelen. Si refuséieren, wat se net moosse kënnen.

Ëmmer méi gewënnt een awer den Androck, dass déi konventionell Medezin oft net méi de Wënsch an de Besoinë vun der Populatioun vun haut entsprécht, well ëmmer méi Kranker sichen Dokteren op, déi eng complémentaire Medezin ubidden an och domat hire Gesondheetszoustand an och hir Liewensqualitéit verbesseren.

D'Madame Mutsch huet elo éinescht Ëmfroen aus Frankräich an aus Däitschland zitéiert, ech géif hei eng aus Amerika ervirhiewen. An do ass eng Ëmfro, déi huet bei 831 amerikaneschen Erwuessene ganz interessant Resultater geliwwert. 70% vun de Befrote ginn éischter zu hirem Hausdokter, wéi zu engem Dokter, deen alternativ Medezin ubitt. 63 bis 72% vun de Patienten deelen awer hirem Hausdokter net mat, wa si parallell Medezin an Usproch huelen. Da goufe si gefrot: Firwat? Dunn hunn 31% geäntwert, si géifen hiren Dokter net als kompetent am Beräich vun der Alternativmedezin halen a 14% waren der Meenung, dass hiren Hausdokter net géif akzeptéieren, wa si dës Medezin an Usproch huelen.

An, contrairement zur konventioneller Medezin, ass déi complémentaire Medezin op den éischte Bléck fir vill Patiente vu grousser Attraktivitéit, well se scheinbar méi einfach ass a méi eng verständlech Philosophie huet.

Här President, am CSV-Wahlprogramm stoung: „Krank werden ist schlimm genug! Niemand soll auch noch um die Finanzierung seiner Gesundheitsausgaben sorgen müssen. Doch unsere Gesundheit hat einen hohen Preis, den wir solidarisch zahlen müssen."

**Une voix**.- Gutt.

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Jo, ech fannen dat och gutt.

Dann erënneren ech un de Koalitiounsprogramm, wou d'Réintroductioun vum Remboursement vun homeopathesche Medikamenter ugekënnegt ginn ass. An do steet, wat d'alternativ Medezin ubelaangt, nach vill méi. Ech zitéieren: «À côté de la réintroduction du remboursement des médicaments homéopathiques, le Gouvernement déposera un projet de loi portant reconnaissance et réglementation de différentes formes de médecine complémentaire (homéopathie, chiropraxie, ostéopathie, acupuncture etc.) tout en maintenant un lien et une collaboration étroite entre les nouvelles formes de médecines et les médecines traditionnelles.

Par ailleurs, le Gouvernement entend introduire le remboursement pour certains actes effectués par les professionnels exerçant des médecines complémentaires, parallèlement à celui qui existe pour les kinésithérapeutes.»

Dës puer Sätz aus dem Programm beweisen de Wëllen, d'Motioun aus där leschter Legislatur a konkrete Gesetzer ëmzesetzen.

Här President, am Kader vun där deemoleger Orientéierungsdebatt hat ech mech mat engem Spezialberäich vun der complémentairer Medezin befaasst, nämlech dee vun der Psychothérapie. Dëse Beräich war a mengen Aen deemools ze kuerz komm.

D'Psychotherapie ass net, wéi dacks behaapt gëtt, nëmmen eppes fir psychesch schwéier gestéiert Mënschen. Och wann d'Akzeptanz vun der Psychotherapie an der Gesellschaft wiisst, sou fäerten dach ganz oft nach vill Leit, déi haut dovunner profitéieren, fir dat dobausse matzedeelen, well se da vu ville Leit als verréckt erkläert ginn; an dat ass e staarkt Stéck! Ech mengen och do hu mer nach e grousse Klärungsbedarf.

1991 hat déi däitsch Bundesregierung eng Expertise am Kader vum Débat vun der Réglementatioun vun dem Psychotherapeutegesetz an Optrag ginn. Et huet sech erausgestallt, dass d'Allgemeinmedeziner en héije Prozentsaz u Patiente behandelen, déi séilesch Problemer hunn - och dat huet éineschters d'Madame Mutsch scho gesot. Vill vun deene gi falsch behandelt andeems hinnen dacks Medikamenter verschriwwe ginn, déi fir si inefficace sinn. D'Expertise huet gewisen, dass bei Patiente mat psychescher Stéierung et oft siwe bis zéng Joer dauert, bis si beim Psychotherapeut ukommen an dann eréischt eng hellefräich Therapie kréien, wou se dann och punktuell op hir Problematik behandelt ginn. Während deene Jore ginn dës Patiente vun engem Dokter zum aneren; dass dat mat héije Käschte verbonnen ass, wësse mer alleguer.

Et stellt sech awer d'Fro vum Käschtepunkt vun der Psychotherapie. Dacks gëtt gesot: Dat gëtt ze deier. Ech mengen, datt just de Contraire wouer ass. Eng psychotherapeutesch Behandlung zur richteger Zäit géif net nëmmen de betraffene Patienten hir psychesch Souffrance erspueren, mä géif der ganzer Gesellschaft enorm Käschten, also der Krankekeess, erspueren. Käschten-Notzen-Analyse fir den Asaz vu psychotherapeutesche Behandlungsmethoden hunn erginn, dass d'Intensitéit vum Zréckgräifen op d'medezinesch Déngschtleeschtungen no psychotherapeutesche Behandlunge laangfristeg manner kascht wéi bei Patienten, déi keng esou eng Therapie an Usproch geholl hunn. Déi laangfristeg duerch eng Psychotherapie agespuerte Suen decke sécher bei wäitem d'Käschte vun dëser Behandlung.

Ech erënneren drun, datt d'Sozialpartner an de Krankekeesegremien och schonn des Öfteren de Wonsch vun engem Finanzéierungsmodus vun dësen Akte vun de Psychologen iwwert d'Krankekeess ausgedréckt hunn. Ech invitéieren de Minister dës Iwwerleeungen net onberéiert ze loossen, well wann ee bedenkt, datt haut…

***(Interruption)***

…Temesta dat heefegst gebraucht Schlof- a Berouegungsmëttel ass, wat d'Leit hei am Land benotzen, da muss ee soen, datt dat vill Froen opwerft, well haut mat där Liewensaart vill Mënschen einfach net méi eens ginn an dann eben op esou Mëttel zréckgräifen.

Här President, d'homeopathesch Medikamenter ginn um gesonde Mënsch getest, fir déi fir jiddfer Planz a jiddfer Substanz charakteristesch Wierkung op de gesonde Kierper festzestellen, déi a sou genannten „Arzneimittelbilder" erfaasst ginn. Op der Verpakung vun dëse Medikamenter fënnt een dofir och keng Uwendungsgebidder an och dacks keng Gebrauchsanweisung. Dës Medikamenter, déi rembourséiert solle ginn, sinn awer wéi déi aner Medikamenter och nëmmen an enger Apdikt ze kréien.

Wéi ass et elo mat der Praxis vun der Verschreiwung vun dëse Medikamenter an eisen Nopeschlänner? A Frankräich gëtt hautdësdaags den Undeel vun den Hausdokteren, déi homeopathesch Medikamenter regelméisseg verschreiwen, op 12% geschat. Méi wéi 50% vu franséischen Hausdoktere verschreiwe vun Zäit zu Zäit dës Medikamenter. An der Belsch sollen et ongeféier 2.000 Doktere sinn, a wéi et haut hei am Land ass, wier interessant ze wëssen.

Här President, munchereen doheem virun der Télevisioun wonnert sech sécher iwwert déi heiteg Diskussioun, well wa mir bedenken, datt an deene leschte Méint a Wochen ëmmer erëm iwwert d'Krankekeesendefiziter diskutéiert ginn ass, déi mir besser an de Grëff musse kréien, a mat deem heitege Projet de loi mir jo awer zu enger Méibelaaschtung vun de Krankekeese kommen, si sécherlech vill Leit, déi dat bal net kënne verstoen.

Et gëtt gesot, datt dës Méibelaaschtung minimal, marginal ausfält, mä trotzdeem, Här Minister, ech wier frou, wann Dir eis herno heiriwwer kënnt Opklärung ginn. Ech perséinlech an och eng grouss Majoritéit vun der CSV-Fraktioun sinn der Meenung, datt dës Medikamenter hautdësdaags déi néideg Garantien a puncto Qualitéit bidden. Vis-à-vis vun eise Patiente gëtt dës Garantie doduerch verstäerkt, datt d'Gesetz net einfach jiddfer homeopathescht Medikament duerch d'Krankekeess rembourséiere léisst, mä datt dëse Remboursement op datjéinegt beschränkt ass, dat, wéi et op franséisch heescht, hiergestallt ass «à partir d'une fiche végétale minérale, voire chimique et commercialisé sous forme de globules, granulés, comprimés ou gouttes».

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. Dëse Projet, deen de Patienten eng gewëss Garantie gëtt an zugläich hinnen eng gewëss Fräiheet bitt, fënnt den Accord vun der grousser Majoritéit vun eiser CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. le Président**.- Den Här Wagner wëllt Iech eng Fro stellen.

**M. Carlo Wagner** *(DP)*.- Jo, ech wollt der honorabeler Madame Meyers-Frank just d'Fro stellen…

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Madame Frank!

**M. Carlo Wagner** *(DP)*.- Madame Meyers oder Madame Frank, wéi Dir et gären hätt.

*(Hilarité)*

Ech wollt d'Fro stellen, ob d'honorabel Dokter Martine Stein-Mergen, d'Doktesch vun der CSV-Fraktioun, deen heite Projet och mat dréit an ob se en och mat stëmmt?

*(Interruptions diverses)*

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Also, zurzäit ass…

**M. Carlo Wagner** *(DP)*.- Si ass Doktesch bei lech an der Fraktioun.

**Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)*.- Zurzäit ass d'Madame Mergen nach net hei, an dat gesi mir herno beim Vote.

**M. Carlo Wagner** *(DP)*.- Ah, ech hätt alt gemengt, Dir géift dat wëssen, a vu dass Dir vun aneren Doktere vun anere Parteie schwätzt, Dir hätt lech besser renseignéiert!

*(Hilarité)*

**M. le Président**.- Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir fir d'alleréischt der Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet Merci ze soe fir hiren ausféierleche Bericht.

Ech wollt vläicht kuerz op eppes agoen, wat d'Madame Frank gesot huet, dat ass dass mir an deem Débat d'orientation net allze vill iwwert d'Psychotherapie geschwat hunn. Ech muss lech soen, dass mir deemools ënner 200 - 200! - verschiddene komplementare Medizinen oder alternative Medezinen effektiv nëmme véier erausgesicht hunn, d'Ostéopathie, d'Chiropraxie, d'Akupunktur an d'Homeopathie; an do hu mir eréischt en cours de route iwwert d'Psychotherapie geschwat.

Ech si ganz frou haut hei ze héieren, dass Dir dat opgräift, an ech sinn och frou, dass de Minister gesot huet, hie wier ganz beréiert iwwert déi Ausso. Da kann ee jo och dovun ausgoen, dass an Zukunft de Psychotherapeut och als Gesondheetsberuff géif unerkannt ginn.

Mir haten hei an der Chamber eng Motioun geholl, an där mir effektiv d'Regierung opgefuerdert hunn, fir déi véier verschidde Gesondheetsberuffer wéi d'Homeophatie, d'Ostéopathie, d'Chiropraxie an d'Akupunktur als Gesondheetsberuff unzëerkennen, dofir direkt un den Här Minister d'Fro, dass en eis herno seet, wéi wäit dass hie mat sengen Aarbechten ass, fir déi Gesondheetsberuffer dann och unzëerkennen, sou wéi d'Chamber d'Regierung am Débat d'orientation opgefuerdert huet.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt déi sou genannte Liste positive vun de Medikamenter, dat heescht d'Lëscht vun deene Medikamenter, déi vun der Krankekeess rembourséiert ginn, erweidert. Homeopathesch Mëttelen oder besser gesot verschidden homeopathesch Mëttele wäerten an der Zukunft nees an de Genoss vun der Prise en charge vun de Krankekeese kommen. Ech ënnersträichen „nees", well effektiv virum Gesetz vum 31. Mee 2002 d'Union des Caisses de Maladie homeopathesch Mëttele rembourséiert huet.

Dat heescht awer net, datt dat Gesetz vum 31. Mee 2002 elo géif iwwer Bord geheit ginn. D'Zil vun deem Gesetz war jo och net, d'homeopathesch Mëttele vun der Liste positive erofzehuelen. Neen, mat deem Gesetz huet déi viregt Regierung an der Persoun vum deemolege Gesondheetsminister Carlo Wagner déi europäesch Direktiv 89/105 aus dem Joer 1988 endlech vollstänneg an eis national Gesetzgebung ëmgesat. Dat och hätt ee vläicht kënnen am Rapport vun dësem Projet de loi ernimmen.

Et muss ee soen, dass dat do a Lëtzebuerger Législatioun ëmgesat ginn ass, an dat mat dräizéng Joer Verspéidung. Ech brauch lech net hei eng Zeechnung ze maachen, wien un dësem Retard schold war. Et war doudsécher net de Minister Carlo Wagner, deen de Projet de loi mat Zäiten op den Instanzewee ginn huet, mä dat ware seng Virfaren.

D'Gesetz vun 2002 huet awer en Ausschloss vun homeopathesche Mëttele mat sech bruecht, an dat op Basis vun den Artikele 17 an 23 vum CAS, déi d'Kritäre vun der Liste positive preziséieren. Ee vun deene Kritären ass nämlech deen, datt d'Efficacitéit vun de Medikamenter muss wëssenschaftlech erbruecht ginn, woumadder déi homeopathesch Mëttelen disqualifizéiert goufen.

Här President, fir dësen onerwënschten Nieweneffet ze redresséieren, huet de viregte Gesondheetsminister an elo mäi Fraktiounskolleeg Carlo Wagner dëse Projet de loi op den Instanzewee bruecht, an zwar de 16. Dezember 2003, nodeems e Groupe de travail, zesummegesat vun der Division de la Pharmacie et des Médicaments vum Ministère de la Santé vum Contrôle médical de la Sécurité sociale a vun der UCM, seng Aarbecht ofgeschloss hat. Den Dépôt vun dësem Gesetzesprojet koum deemno méi spéit wéi dee vun der Proposition de loi Di Bartolomeo. Dat ass normal. Déi Aarbechten, déi waren nämlech vum 2. Juli 2003, mä d'Aarbechten hu missen ofgeschloss sinn, ier de Projet de loi konnt vun der Regierung déposéiert ginn.

De 16. Januar 2003, also virdrun, hat de Minister Wagner allerdéngs schonn an der Gesondheetskommissioun ugekënnegt, hie géif déi néideg gesetzlech Mesuren huele fir d'Prise en charge vun enger Partie vun homeopathesche Mëttelen erëm ze erméiglechen.

A senger Ongedold huet den deemolegen Oppositiounspolitiker vun Diddeleng an der Sitzung vun der Santéskommissioun den 11. Juli 2003 nach eng Kéier nogehaakt a beim Minister nofroe gelooss, wou dee Gesetzesprojet da géif hänken. Elo annerhalleft Joer méi spéit fënnt den Här Di Bartolomeo sech do ënnen op der Regierungsbänk erëm an e wäert wuel kaum enttäuscht sinn, wann haut seng Proposition de loi virum Regierungstext de kierzeren zitt, dass mir am Fong geholl um Regierungstext schaffen. De Conseil d'État…

*(Interruption)*

**Une voix**.- Très bien.

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Et geet ëm d'Saach.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Et geet ëm d'Saach. Ech gi jiddferengem déi Tranche vu Mériten, déi e verdéngt, selbstverständlech och mengem Virgänger.

*(Interruption)*

Ganz gär, Här President. Ech komme jo och nach drun.

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Merci, Här President. De Conseil d'État stellt a sengem Avis vum 12. Oktober 2004 fest, datt den Avis vum Collège médical - Avis, deen annoncéiert war - géif feelen. Bis haut schéngt deen nach net do ze sinn, ass awer menger Meenung no och net legal noutwendeg. Wouer ass awer och, datt de Collège médical an deem Groupe de travail souz, deen d'Gesetz mat virbereet huet. De Collège médical weess also wat an deem Gesetz drasteet.

Här President, erlaabt mer nach allgemeng e puer Wuert iwwert d'homeopathesch Mëttelen ze soen, meng Virgänger hu scho virsicht dat ze maachen. Am Kader vun de Preparatioune fir den Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles vum 29. Januar dëst Joer, a wou ech d'Éier hat de Rapporteur ze sinn, ass sech och intensiv mam Thema Homeopathie an homeopathesche Mëttele beschäftegt ginn, mat esou kontradiktoreschen Aussoe vun allen Zorten Experten, Experten engersäits, déi sech vläicht selwer genannt hunn, anerersäits Experten, déi déi schoulesch Prémissen haten; egal. et war eng terribel kontradiktoresch Diskussioun.

Esou hate mer den 11. Juni 2003 an der Santéskommissioun eng Entrevue mat Vertrieder vum Syndicat des pharmaciens luxembourgeois. Mir kruten erklärt wat en homeopatheschen Mëttel genau ass a wat et net ass. Homeopathie däerf net mat Phytotherapie verwiesselt ginn. Ech hunn d'Impressioun, datt d'Leit dobaussen oft homeopathesch Mëttele mat reng planzleche Mëttele gläichstellen.

Or, e Planzenextrakt oder en Téi ass keen homeopatheschen Mëttel. Ouni wëllen an den Detail ze goen, kann ee soen, dass homeopathesch Mëttelen aus toxeschen, aus planzlechen, mineraleschen oder chemesche Substanze kënne bestoen, déi extrem staark verdënnt goufen. Et däerf ee sech och net der Illusioun higinn a mengen en homeopatheschen Mëttel wär de facto harmlos an onschiedlech. Och esou Produkter kënne schiedlech sinn. Et ass kloer, datt all dës Mëttelen eng Autorisation de mise sur le marché mussen opweisen.

Dëse Gesetzesprojet gesäit vir folgend Mëttelen op d'Positivlëscht ze setzen: «Les médicaments homéopathiques unitaires», an ech preziséieren unitaires, «fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale voire chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.» Homeopathesch Cocktailen, wou méi Substanzen dra sinn, sinn also net erlaabt, a Salefe sinn hei och ausgeschloss.

Här President, d'Homeopathie huet hir Verfechter an och hir Géigner. Vill Schoulmedeziner gesinn an den homeopathesche Mëttelen héchstens e Placebo, trauen hinnen awer kee wierklech heelenden Effekt zou. Ech wëll mech elo hei net an den Débat pro a kontra, oder kontra, aloossen; dat ass in extenso während dem Débat d'orientation hei an der Chamber ervirbruecht ginn. Sécher ass awer, datt homeopathesch Mëttelen déi klassesch Medikamenter net kënnen ersetzen. Ech mengen, do si mir eis heibannen eens.

Wat elo de Remboursement betrëfft, esou gëtt et och do verschidde Meenungen. Déi eng soen, vu datt keng wëssenschaftlech Preuve no alle Regele vun der Konscht, wéi zum Beispill „evidence based medicine", Randomisatioun, double aveugle, wann deen net besteet, dierfte se och net vun der UCM finanziell gedroe ginn au même titre wéi planzlech oder aner Produkter.

E weidert Argument fir d'Géigner vum automatesche Remboursement huet d'Pharmaindustrie selwer geliwwert, wéi se nom Ausschloss vun den homeopathesche Mëttele vun der Liste positive ganz einfach europawäit d'Präisser erofgesat huet. Richteg ass awer och, datt virum Gesetz vum 31. Mee 2002 de finanziellen Impakt vun homeopathesche Mëttelen am Gesamtbudget vun eiser Union des Caisses de Maladie sech nëmmen op plus/minus 60.000 Euro belaf huet, wat wierklech net terribel war, an do huet doudsécher d'Union des Caisses de Maladie sech net gesond geschrumpft, wou déi net méi rembourséiert gi sinn.

Wéi och ëmmer, fir datt d'homeopathesch Mëttele grad wéi all aner Medikamenter vun der UCM finanziell iwwerholl kënne ginn, musse se vum Dokter verschriwwe ginn. Am Kloertext heescht dat, datt de finanziellen Impakt vum Remboursement vun homeopathesche Mëttele vun den Dokteren ofhänkt. Et sinn eis Dokteren op déi mir musse vertraue kënnen, datt dat, wat si eis opschreiwen, eis an eiser Gesondheet beschtméiglech hëlleft.

Et ass awer och eng Tatsaach, dass vill Dokteren - an et sinn der, et ass d'éinescht scho gesot ginn, manner heibannen, wéi an der Chamber vu virdrun, déi dat kënnte bestätegen - vun enger staarker Pharmalobby gefléift kréien, wann net souguer harceléiert gi vu Reesender, déi an der Praxis opdauchen, fir se vun der Efficacitéit vun hirem Produkt ze iwwerzeegen. Et bleift ze hoffen, datt d'Dokteren déi néideg Objektivitéit an deem Spill do behalen an datt un éischter Stell d'Wuel vum Patient steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun wäert dëse Projet de loi selbstverständlech stëmmen, an ech soen lech allegueren häerzlech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen.

**M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt déi Gréng och dëse Projet wäerte stëmmen. Dat heiten ass e Remboursementsprojet vun homeopathesche Mëttelen. Mir hate verlaangt, datt esou Mëttelen och musse kënne rembourséiert ginn. Mir ware scho virun '99 eng Kéier an d'Ëffentlechkeet getrueden, mam Wonsch datt verschidde sou genannten alternativ, komplementar oder net konventionell Medezine sollen endlech unerkannt ginn. Mer haten och dem deemolege Minister am Joer 2000 e Pabeier iwwerdroen, wou mir virun allem vun deene Medizine geschwat hunn, déi finalement an d'Diskussioun komm sinn: Homeopathie, Akupunktur, Ostéopathie a Chiropraxie. Mir haten och nach vun der Ernährungsmedezin deemools geschwat, doriwwer ass awer net diskutéiert ginn, a vun der Psychotherapie.

***(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)***

Et ass elo esou, datt mir déi Debatt jo laang an der Kommissioun gefouert hunn, esou wéi den Här Bettendorf dat hei erkläert hat. Ech wëll net nach eng Kéier am Detail op déi Debatten agoen, déi do gefouert gi sinn iwwert d'Wëssenschaftlechkeet, beziehungsweis d'net Wëssenschaftlechkeet oder d'manner Wëssenschaftlechkeet vun deenen eenzelne medezineschen Therapien. Ech wëll dat elo hei net nach eng Kéier jugéieren.

Just vläicht eng kleng Saach, well et mer awer witzeg erschéngt: Eng nei Etüd, déi viru ronn dräi Wochen, engem Mount an Däitschland erschéngt ass, net am Bezuch op d'Homeopathie, mä op d'Akupunktur; eng Etüd, déi awer Verschiddenes a Fro stellt, well jo op där enger Säit gesot gëtt d'Schoulmedezin, dat ass déi eenzeg wëssenschaftlech, „evidence based medicine", déi also déi eenzeg ass, wou ee ka Kritären uwenden, déi herno och zu engem Succès féieren. Dat gëllt anscheinend fir déi ganz klassesch Medezin par rapport dann zur Akupunktur.

Do sinn dann Etüde gemaach gi vu verschiddenen däitsche Krankekeesen, dat ass déi sou genannt Gerac-Etüd, déi um leschten Orthopädekongress zu Berlin presentéiert ginn ass, an do ass et ëm Patiente gaangen, déi entweder Réckwéi haten oder déi de Knéi wéi haten. An do sinn da verschidde Methoden ugewant gi fir déi Leit ze kontrolléieren. Hei ass dann engersäits déi klassesch chinesesch Akupunktur ugewant ginn, an där Schmerztherapie vun deenen doten zwee Malaisen. Op där anerer Säit ass Schäinakupunktur gemaach ginn an drëttens ass och klassesch Medezin ugewant ginn. Dat heescht klassesch Medikamenter, verbonne mat hanneno Massagen, Gymnastik an esou virun. Or, d'Resultater vun där Etüd sinn opschlussräich, zumol wat op där enger Säit déi klassesch Schoulmedezin ass, déi anscheinend déi eenzeg wëssenschaftlech Wäertegkeet huet.

Bon, d'Resultater sinn déi heiten. Bei Kreuzschmerzen, wéi se dat genannt hunn, ass et esou, datt déi richteg Akupunktur a 47,6% geholleft huet. Schäinakupunktur huet awer och geholleft, an zwar a 44,2%, an da kënnt den absoluten Hummer, d'schoulmedezinesch Therapie mat Pëllen a mat uschléissende Massagen huet do derbäi just a 27,4% geholleft. An där dote Logik géif een net diskutéieren iwwert de Remboursement vun der Akupunktur, mä da misst een diskutéieren iwwert de Remboursement vun der Schoulmedezin an deenen dote Beräicher.

*(Hilarité)*

Wat d'Knéien ubelaangt, ass an där Etüd erauskomm, dass echt Akupunktur an 51% genëtzt huet, Schäinakupunktur huet geholleft an 48% an d'standard schoulmedezinesch Therapie huet geholleft an 28% vun de Fäll; also hei déiselwecht Konklusioun. Wat ech mat deem Beispill hei just wollt weisen, dat ass datt ech der Meenung sinn, datt ee muss ganz virsiichteg sinn, wann een dat eent géint dat anert wëllt auspillen.

Fir eis Gréng ass et ganz kloer, datt d'Schoulmedezin immens Mériter huet. Ech wëll dat hei nach eng Kéier däitlech soen, ech hunn et ëmmer hei betount. Op där anerer Säit ass et awer esou, datt et eng Rei vu sou genannten, egal wéi ee se nennt, parallell, alternativ, complémentaire an esou viru Medezine gëtt, déi an der Praxis an deene leschten 20, 30 oder 50 Joer awer och schonn Heelerfolleger bruecht hunn a ville Leit geholleft hunn. An da muss een a mengen Aen eng Iddi méi offe sinn an unerkennen, datt do och Méiglechkeete vun Therapien an deem dote Beräich bestinn an et däerf een do net einseiteg soen, „evidence based medicine", well wann ee seet, „evidence based medicine", da muss ech soen, wann een d'Kritäre vun der „evidence based medicine" op d'Schoulmedezin selwer géif uwenden, dann dierften 80% vun de schoulmedezinesche Medikamenter net rembourséiert ginn, well déi sinn net „evidence based" an et wäert och ni méiglech sinn, fir déi ganz klassesch Medikamenter „evidence based" ze iwwerpréifen. Dat wäert ni méiglech sinn, ganz einfach well d'Medezin permanent an och mat ëmmer neie Medikamenter an enger Evolutioun ass an et wäert also ni méiglech sinn eng total 100%eg wëssenschaftlech Method ze fannen, déi dann no sou genannten doppelblinde randomiséierte Konditiounen duerchgefouert gëtt; dat wäert ni méiglech sinn.

Et soll ee Wëssenschaftlechkeet an der Medezin ustriewen - deen Usproch ass ganz gutt a richteg -, mä et soll awer eng gewësse Bescheidenheet do sinn. Fir mech ass d'Medezin keng Wëssenschaft. Fir mech bleift d'Medezin nach ëmmer eng Heilkunst an et wäert och ëmmer eng Heilkunst bleiwen, och wann ee wëssenschaftlech Methode ka siche fir se ze iwwerpréifen - dat just méi allgemeng dozou gesot.

Et wier och falsch a mengen Aen, wann een elo nach géif just d'Alternativmedezin ënnerstëtzen, well och do ginn et Limiten an och an der Alternativmedezin ass et esou, datt et vill Scharlatanismus effektiv gëtt. Do gëtt et Scharlatanismus an et muss een, wann een als Chamberskommissioun iwwer esou Saachen diskutéiert, scho ganz virsiichteg virgoen. Meng Virgänger

hei op dem Pult, den Här Bettendorf an och d'Madame Frank, hunn dovunner geschwat, datt ee misst zum Beispill schwätzen iwwert d'Psychotherapie, där Meenung sinn ech och, mä datt een awer och schwätze muss, dat ass eis Meenung, iwwer Ernährungsmedezin op där enger Säit a virun allem och iwwer Ëmweltmedezin, an net nëmmen doriwwer schwätzen, mä dann och iwwert e Remboursement dovunner schwätzen. Ech wäert dat elo eng Iddi méi am Detail erklären.

Fir d'éischt mol zur Psychotherapie, wou mer kuerz ugefaangen haten driwwer ze diskutéieren; an et ass effektiv esou, wéi den Här Bettendorf gesot huet, datt mer do net méi virukomm sinn. Et wier och falsch gewiescht do eppes iwwert de Knéi ze briechen, mä ech mengen elo an der Santéskommissioun solle mer eis de Problem vun der Psychotherapie, vun der Ernährungsmedezin a vun der Ëmweltmedezin virhuelen an an der Chamberskommissioun dës dräi Disciplinë seriö diskutéieren.

Firwat Psychotherapie? Ech mengen et ass ganz kloer an et ass richteg, datt besonnesch bei de Generalisten och ëmmer méi Leit optauchen, bei deenen et kloer ass, datt och psychesch Problemer eng Ursaach spillen. Wou kënnen déi psychesch Problemer hierkommen? Dat kënne Sozialproblemer sinn. Dat kënne Problemer sinn, wéi d'Angscht virum Chômage oder wierklech am Chômage. Dat kënne Familljeproblemer sinn, wou et net méi geet. Dat kënne bei Kanner oder bei Schüler oder och bei Adolescentë Problemer si vum Eruwuessen oder mat der Schoul an esou virun. Et gi vill Ursaachen, déi kënnen zu psychesche Problemer vun de Leit féieren. Ech mengen dat muss een effektiv esou gesinn.

An dann ass natierlech d'Reaktioun ganz heefeg déi, déi och hei, ech menge vun der Madame Frank - oder war et den Här Bettendorf - scho gesot ginn ass, datt et als Äntwert, wann esou Patiente mat esou Problemer beim Generalist oder beim Psychiater optauchen - an net nëmmen hei am Land, mä och vu Länner ronderëm eis - ëmmer méi heefeg zu enger Médicaliséierung vun deene Problemer kënnt, dat heescht et gëtt Psychopharmaka agesat; an zwar vu Psychiateren a vu Generalisten. Ob dat elo Anti-depressiva sinn oder Calmantë sinn oder angschtléisend Mëttele sinn an esou virun, déi ginn dann agesat an dann ass den Dokter de Problem mol lass. Dat geet de Patient heem, hien hält seng Pëllercher an esou virun, bis et erëm net méi geet, da kënnt en erëm zréck an et ginn erëm nei Pëllercher oder et ginn aner Pëllercher probéiert.

De Problem do derbäi ass, engersäits ass et eng Médicaliséierung vu sozialen oder vu mënschleche Problemer, déi dozou féiert - an dat ass nogewisen -, datt a munche Fäll Niewewierkungen optrieden an a munche Fäll, an dat sinn net wéineg Fäll, Ofhängegkeeten optrieden. An zwar och bei deenen neiste Kategorië vun deene sou genannten Anti-depressiva, déi um Marché sinn; ob dat de Prozac ass, ob dat de Soloft ass oder op dat Temesta ass an esou virun, déi hei schonn zitéiert gi sinn. A kuckt emol - dat ass hei virdru richteg gesot ginn - bei de Krankekeese wat fir eng Medikamenter am meeschten iwwert den Dësch vum Apdikter ginn. Ënnert deenen 20 meescht verkaafte Medikamenter si mindestens fënnef Anti-depressiva.

**Une voix**.- Souguer méi!

**M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)*.- Oder méi souguer. Ech hu gesot mindestens. Souguer méi, sot Der!

Dat heescht also, do ass e Problem dee besteet an dat kann esou net sinn, besonnesch och well Dépendanceproblemer doduerjer geschafe ginn. An dann ass et, a mengen Aen oder an eisen Aen, vill méi sënnvoll mol ze kucken, wat sinn d'Ursaachen, wat fir eng Mëssbräich ginn do gemaach. An op där anerer Säit ze kucken, wat sinn aner Méiglechkeete fir deene Problemer entgéint ze kommen. Da si mer am Beräich vun der Préventioun an eiser Gesellschaft - déi allerdéngs iwwert d'Gesondheetswiesen erausgeet, et ass och eng sozial Préventioun déi da muss gemaach ginn - a mir sinn am Beräich vun der Psychotherapie. Dofir ass et also och wichteg, fir iwwer Psychotherapie ze diskutéieren, fir ze kucke wat fir eng Forme vu Psychotherapie - mir mussen eis dat virstelle loossen - do sollen unerkannt ginn, an Unerkennen ass och verbonnen dann an eisen Ae ganz kloer mam Remboursement vun esou Therapien.

E weidere Beräich, deen ech virdru kuerz ugeschwat hunn a wou ech mengen, dee misste mer diskutéieren, dat ass de Beräich vun der Ernährungsmedezin a wat de Remboursement ubelaangt.

Här Minister, wat de Remboursement ubelaangt. Well et jo hei e Remboursementsgesetz ass an d''Homeopathie jo zu engem Deel erëm rembourséiert gëtt, mengen ech, datt een och misst ganz schnell agéieren um Niveau vun der Zännmedezin. An zwar am Beräich vu Krounen, Brécken, Prothesen an esou virun. Vun deem Material wat am Moment op eng Aart a Weis rembourséiert gëtt, déi eng Schan ass fir e räicht Land wéi Lëtzebuerg. Mir sinn an enger Situatioun wou Leit, déi net vill Suen hunn, sech iwwerleeën ob se sech kënnen eng Bréck abaue loossen oder net, wann et muss gemaach ginn. Ganz einfach well déi Produkter immens deier sinn an den Taux de remboursement, deen ass katastrophal niddereg. Dee läit net vill méi héich wéi dee vun enger normaler Féllung. An dat kann net sinn. An dofir ass et dréngend noutwenneg am Beräich vum der Zännmaterial d'Remboursementsfro endlech och mol méi sozial ze léisen.

An e weidere Punkt - dat wësst Der, Här Minister, well ech scho laang an där doten Affär aktiv sinn - ass och am Beräich vun der Ëmweltmedezin, wou eng ähnlech Situatioun ass. Dat heescht wou een da Leit huet, déi duerch d'Ëmwelt krank gi sinn, mengetwegen an hirer Wunneng krank gi sinn, déi also scho gezwonge gi sinn no Moossungen, déi an hiren Haiser gemaach gi sinn, Saachen ze ersetzen, Holztäfelungen erauszerappen aus hiren Haiser oder Tapis plain, wouduerch se krank gi sinn, erauszerappen. Zousätzlech si se krank a si wandere vun Dokter zu Dokter a si kréien ëmweltmedezinesch Diagnostik an Ëmwelttherapie entweder nëmmen deelweis oder guer net rembourséiert. Och do kënne sozial Fäll entstoen. An ech mengen och do muss also gekuckt ginn, fir ëmweltmedezinesch Diagnostik an Therapie hei am Land endlech zu engem seriöe sozialen Taux ze rembourséieren.

Dat gesot mengen ech sinn dat just d'Iddien, déi mer sollen an der nächster Santéskommissioun diskutéieren, wou ech awer och hoffen, datt d'Regierung awer och selwer méiglech schnell aktiv gëtt, fir deenen dote soziale Problemer entgéint ze kommen, a wa mer dat dote maachen, mengen ech, da si mer als Kommissioun fir déi nächsten een, zwee Joer op engem ganz gudde Wee an da kënne relativ kuerzfristeg eng Rei vu wichtege Problemer am Beräich vun engem soziale Remboursement vun esou Saache geléist ginn.

Nach e Wuert zu de Krankekeesen. Also wann et eng Kategorie vu Medikamenter gëtt, déi mat Sécherheet d'Krankekeesen net belaaschten oder héchstens minim belaaschten oder absolut minim belaaschten, da sinn et wierklech d'homeopathesch Medikamenter, well se absolut bëlleg sinn, vill méi bëlleg wéi klassesch Medikamenter. Well wann all déi Patienten, déi homeopathesch Medikamenter rembourséiert kréien, géife klassesch Medikamenter kréien, da géif et d'Krankekeesen ouni Zweifel vill méi deier ginn. An ech mengen och, datt wann een higeet an et mécht een eng seriö Préventiounspolitik, zum Beispill a Saachen Ëmweltmedezin, da kann dat och, mindestens mëttelfristeg, fir d'Krankekeesen Aspuerpotenzialer matsechbréngen. Mir mussen also kucken eng Santéspolitik ze bedreiwen, déi de Leit hëlleft, déi ouni Dogma fonctionnéiert, déi oppen ass, déi no vir kuckt, déi innovativ ass an déi awer och probéiert, fir d'Leit e sozialen Ausgläich ze hunn, dat heescht, datt net d'Leit mussen alles aus hirer Täsch bezuelen. Dohinner däerfe mer op jidde Fall net kommen an dofir, wéi gesot, den Opruff un lech, no der Homeopathie och schnell an anere Saachen ze handelen, déi ech hei opgezielt hunn.

Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Huss. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och der Madame Rapportrice an der Presidentin vun der Sozialkommissioun Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport, awer besonnesch lech Merci och fir d'Zousécherung, dass dëst Gesetz nëmmen en Ufank ass an den Diskussiounen, déi mir iwwert d'alternativ Medezin féieren, an dass déi Diskussiounen och an Zukunft solle weidergefouert ginn.

Och wann dëse Gesetzesprojet textuell net vill ausseet an inhaltlech kleng ass, esou huet en awer dach eng déif gräifend Bedeitung. Eng déif gräifend Bedeitung an deem Sënn, datt mir lues a lues vun deem traditionelle medezineschen Denken an Handelen ewechkommen an de Wee awer och lues a lues opmaache fir alternativ Medezin an déi unerkennen.

Fir den ADR huet dëse Projet awer eng weider besonnesch grouss Bedeitung, an zwar eng grouss demokratesch Bedeitung. Ech mengen, doriwwer ass hei nach net geschwat ginn, well peinlechst versicht ginn ass, verschidden Elementer aus der Vergaangenheet doriwwer ze verstoppen. Well dëse Projet ass de Beweis dofir, dass, wa Bierger sech manifestéieren, d'Politik och muss reagéieren.

Dofir, Här President, erlaben ech mir e klenge Réckbléck ze maachen iwwert d'Grënn, firwat dass mir dee Gesetzesprojet haut iwwerhaapt hei virleien hunn. Ech mengen, dat ass net eleng doduerch, datt de Minister oder den Här Di Bartolomeo e Projet hei virgeluecht huet.

De 15. am Haartmount 2002 sinn op der Lëscht vun de positive Medikamenter d'homeopathesch Medikamenter vum Remboursement ausgeschloss ginn. D'Haaptinitiatore vun dëser Mesure schénge mir Medeziner aus de Reie vun CSV, LSAP an DP gewiescht ze sinn, well besonnesch déi zwee Medeziner vun der DP - an dat kann ee roueg noliesen -, déi hei am Parlament vertruede waren, sinn ës net midd ginn, d'alternativ Medezin als Scharlatanismus an d'Lächerlechkeet ze zéien.

Doropshin ass deemools awer eng grouss Protestwell duerch d'ganzt Land gaangen. Eng Protestwell, déi sech an enger Petitiounslëscht mat 8.537 Ënnerschréften niddergeschloen huet an deelweis zum politeschen Ëmdenken iwwert d'alternativ Medezin an d'homeopathesch Medikamenter gefouert huet.

Här President, haut kënne mir als ADR mat Houfert drop hiweisen, dass et den ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera war, dee sech konsequent agesat huet, dass d'homeopathesch Medikamenter erëm op d'Positivlëscht vun de Medikamenter haut kommen.

***(Interruption)***

Dir hutt hei éineschters gesot, et wär eng Tranche vu Mériten auszeschwätzen hei, an ech mengen do géif awer och den Dokter Jean Colombera dozou gehéieren, well et war och den Dokter Jean Colombera, deen an enger Rekordzäit déi 8.537 Ënnerschréfte gesammelt huet an dem Chamberspresident iwwerreecht huet. Och wann d'Madame Frank hei peinlechst versicht huet, den Numm vum Autor vun dëser Petitiounslëscht net ze nennen, sou ass et awer eng Evidenz, et war den Dokter Jean Colombera, deen och de 4. am Heemount 2000 am Optrag vum ADR eng Gesetzespropositioun iwwert d'alternativ Medezin hei deponéiert huet, mat der Recommandatioun fir d'Homeopathie, d'Chiropraxie, d'Akupunktur an d'Phytotherapie unzëerkennen.

De 27. am Heemount 2001, also e Joer duerno, war awer nach ëmmer näischt geschitt. An et war och do erëm eng Kéier den ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera, deen eng Interpellatioun agereecht huet iwwert d'alternativ Medezin. Et war awer einfach deemools erbäermlech nozelauschteren, an dat wëll ech awer net hei verfeele virzebréngen, wat am Zesummenhang vun der alternativer Medezin Verschiddener vu sech ginn hunn, a mat wat fir enge klengkaréierten an aarmséilegen Ausdréck verschidden Traditiounsmedeziner versicht hunn, ëmmer erëm d'alternativ Medezin lächerlech ze maachen.

Här President, fest steet awer haut, datt dank Idealiste wéi dem Dokter Jean Colombera an awer och nach anere Verfechter vun der alternativer Medezin hei an der Chamber dës Medezin endlech um Wee ass, eng effektiv Unerkennung ze kréien. Bemierkungen, datt déi homeopathesch Medikamenter just deier wieren an näischt géifen notzen, sinn einfach lächerlech. Ech mengen, dat huet den Här Huss och scho gesot, an och wann do lo am Zesummenhang mam Budget vun de Krankekeese geschwat gëtt, sou kann ech mir virstellen, dass et nach ganz aner Saache gëtt, déi de Budget vun de Krankekeese méi belaaschte wéi déi puer homeopathesch Medikamenter, déi hei am Land elo wäerte verschriwwe ginn. Ech denken do erëm un d'Ënnerscheeder vun der éischter an zweeter Klass, wat do fir e gëllene Skalpell bezuelt gëtt - dat gëtt méi deier wéi homeopathesch Medikamenter.

Wann deem esou sollt sinn, wann dat soll sou deier sinn, da stellen ech mir d'Fro, wisou dann zum Beispill nach Medikamenter mat Placeboeffet vun den traditionelle Medeziner verschriwwe ginn, wou dach ganz genau gewosst ass, dass déi medezinesch guer näischt notzen, an trotzdeem hu se bei verschidde Patienten awer e positiven Effet - an et ass dat, wat mir wichteg erschéngt, an och wichteg ze sinn huet.

Mat deem Gesetzesprojet vun haut maache mir de Wee weider op a Richtung Unerkennung vun der alternativer Medezin, eben duerch d'Erëmaschreiwe vun homeopathesche Medikamenter an déi Positivlëscht vun de Medikamenter. Dëst ass e weideren Erfolleg vum ADR, well ouni eisen Drock an ouni onermiddlechen Asaz vum ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera wär dat net méiglech gewiescht.

***(Interruption)***

Här Huss, dat ass net wouer. Ech hunn hei och all déi Leit ervirgehuewen an der Chamber - an ech hunn och kee Problem Ären Numm do mat ze nennen -, déi sech hei agesat hu fir d'alternativ Medezin. Ech hunn dat virdru gesot, an et fält mir och keng Zack aus der Kroun, wann ech hei zouginn, dass Är Partei och Virreider war vun där Medezin. Ech mengen, dat stéiert mech absolut guer net. La fin justifie les moyens.

Ech hoffen, datt de Wee, dee mir ageschloen hunn, endlech d'Méiglechkeete schaaft fir d'alternativ Medezin an engem legale Kader weider auszebauen, an dat am Respekt vum Patient, deem d'Wiel vu sengem medezinesche Betreier an de Choix vun ofgesécherte Medikamenter muss garantéiert ginn, an dat ouni finanziell, awer och soss Contrainten.

D'Erweiderung vun der Lëscht vun de positive Medikamenter dréit och dozou bäi, dem Patient sécher Medikamenter unzebidden, déi e vun der Sécurité sociale no deem normalen Tarif zréckbezuelt kritt. Et verhënnert zudeem och nach, datt de Patient déi Mëttelen, déi en net hei kritt, oder fir déi en ze deier muss bezuelen, iwwert den Internet bestellt oder se an d'Ausland kafe geet, ouni datt awer do eng Garantie ass, datt se dat halen, wat op publizisteschem Glanzpabeier versprach gëtt.

Legal registréiert Medikamenter ginn dem Patient Vertrauen an dës Substanzen, an et ass och eng Kontroll doriwwer do, an de Remboursement ass eng weider Motivatioun, nëmme sou Medikamenter méi ze benotzen. D'Unerkennung vun der alternativer Medezin an den homeopathesche Medikamenter hëlleft effektiv d'Wuelbefanne vun eiser Populatioun ze verbesseren.

D'Gesondheet an d'Wuelbefanne vum Mënsch ass dat wichtegst Kapital, wat mir iwwerhaapt hunn. Besonnesch wat d'Gesondheet vum Mënsch ubelaangt, soe mir ganz kloer, „la fin justifie les moyens". Wann de Mënsch sech duerch dëst oder dat traditionellt oder alternatiivt Medikament wuelfillt an et em besser geet, ech géif mengen, da solle mir him dat Medikament oder dat Mëttel ginn, awer ëmmer an engem legale Kader an an engem Kader, deen nëmme Substanzen zouléisst, wou dem Mënsch kee Schued kann entstoen. An esou ee Kader ass eben déi Positivlëscht vun de Medikamenter an dofir kënne mir als ADR och dësem Gesetzesprojet ouni Bedenken eis Zoustëmmung ginn, awer och mat der Zousécherung, datt mir zesumme mam Dokter Colombera eis weider wäerte fir d'alternativ Medezin an déi domadder verbonnen Heelmëttelen asetzen. Dat awer ëmmer an engem legale Kader ouni de Wee opzemaache fir doutéis Heilpraktiken.

Här President, ofschléissend wëll ech awer nach mäi Bedaueren ausdrécken, dass am Zesummenhang mat där positiver Lëscht vun de Medikamenter ëmmer nach d'Dokteren net kënne bei der Opstellung vun dëser Lëscht mat bedeelegt ginn. Et ass de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, deen dru bedeelegt ass, deen awer ganz oft eng aner Approche huet wéi d'Dokteren, déi an der Praxis schaffen an déi all Dag mat de Patienten ze dinn hunn a mat de Patienten e ganz anert Vertrauensverhältnis hu wéi de Contrôle médical vun der Sécurité sociale. Dofir bedauere mir dat.

Ech wëll dann nach eng Kéier hei, nodeem dass awer lo eng Rei Joren erëmgaange sinn an en Ëmdenken hei stattfonnt huet iwwert d'homeopathesch Medezin an och iwwert déi Positivlëscht vun de Medikamenter, dann nach eng Kéier eng Motioun hei areechen, déi den Här Colombera hei agereecht hat, an zwar déi, dass och d'Doktere solle bedeelegt ginn un der Opstellung vun der Lëscht vun de positive Medikamenter.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que l'article 22 du Code des Assurances sociales prévoit que la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie est établie par les statuts, la Direction de la Santé - Division de la Pharmacie et des Médicaments - et le Contrôle médical de la Sécurité sociale, demandés en leurs avis;*

*- considérant que dans l'article 22 aucun représentant de médecins travaillant sur le terrain n'est prévu;*

*demande au Gouvernement*

*- de faire participer des représentants des médecins travaillant sur le terrain à l'établissement de la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie.*

*(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président**.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech ergräifen d'Wuert mat enger gewësser Emotioun, well et deen éischte Projet ass, deen ech am Numm vun der Regierung däerf verdeedegen,…

***(Interruption)***

Voilà, et ass e gutt Omen!

…a well ech doriwwer eraus selwer bedeelegt sinn iwwert d'Propositioun de loi. Dofir brauch ech lech dann och meng Proposition de loi net ze presentéieren.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz drun erënneren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den Déremboursement vun homeopathesche Medikamenter viru gutt annerhallwem Joer net aus prioritär politeschen Iwwerleeungen oder aus ideologeschen Iwwerleeungen oder finanziellen Iwwerleeunge geschitt ass, mä doduerch entstanen ass, dass mer eng Direktiv transposéiert hunn, déi mat der Definitioun vun de Medikamenter d'homeopathesch Medikamenter net méi zougelooss huet. Ech wëll och ënnersträichen, dass bei den Diskussiounen iwwert dat Gesetz deemools, mat der Ausnahm vun Dokteren, déi fréier op der DP-Säit soutzen, an déi dann haut op der CSV-Säit sëtzen, eng grouss Unanimitéit do war, fir de Remboursement vun engem Deel vun den homeopathesche Medikamenter, an ech ënnersträichen, net vun allen homeopathesche Medikamenter, erëm hierzestellen. Well och virum 1. Januar 2003 sinn net all homeopathesch Medikamenter zréckbezuelt ginn, nëmmen déi sou genannten Unitären, déi aus enger Substanz hiergestallt sinn.

Et soll een also net de Leit ze verstoe ginn, dass elo alles géif remboursèiert ginn. Dat wär eng falsch Informatioun an dat wëlle mer net maachen. Net aus finanziellen Ursaache sinn deemools d'homeopathesch Medikamenter net méi remboursèiert ginn, well effektiv de Remboursement eng kleng Drëps an deem grousse Gewässer vun der Assurance-maladie duergestallt huet, wéi richteg gesot, 2001 waren et genee 60.000 Euro, a wann een och net 60.000 Euro däerf als näischt duerstellen, esou comprométtéiere se awer net den Equiliber vun de Krankekeesen.

Den deemolege Gesondheets- a Sozialminister - dorunner huet sech näischt geännert - war direkt d'accord, och scho bei den Debatten, fir de Remboursement erëm hierzestellen. Et ass doropshin no dem Deelremboursement zu enger Petitioun komm, wou net nëmmen een dru bedeelegt war, mä wou ganz vill Leit dru bedeelegt waren, fir déi 8.000 Ënnerschrëften zesummen ze droen. Et ass eng Proposition de loi komm. Et ass e Projet de loi komm an, wéi scho virdru gesot, hei soll een, mengen ech, wann ee vun engem Mérite ka schwätzen, nodeem den Déremboursement geschitt war, sech dat ganz équilibréiert deelen. Hei gëtt et keng haart Stëmmen an der Chamber, jiddefalls net bei deenen, déi do sinn, déi géint de Remboursement géife plädéieren.

Ech si ganz frou, dass mer et fäerdeg bruecht hunn elo nom Regierungswiessel ganz schnell de Projet virun d'Chamber ze bréngen. Et ass effektiv e klenge Projet, wann ee kuckt wéi vill Artikelen dass en huet. Mä et ass awer e Projet, dee vill an animéiert Diskussioune ka suscitéieren.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Regierung net déi Terminologie an dee Begrëff vun alternativer Medezin gëlle léisst, well et ganz kloer ass, dass Homeopathie an och déi aner complémentaire Medezinen net eng Alternativ, en Ersatz fir klassesch Medezin sinn, mä héchstens als Complément dozou kënne gëllen, also déi klassesch Medezin kënnen ergänzen. Wann déi complémentaire Medezinen op hir Grenzen treffen, dann ass et noutwendeg, datt een op déi klassesch Medezin zréckgräift.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass ee muss drop hiweisen, dass homeopathesch Mëttele sécher bei enger Rei vu Krankheete kënne wierken, bei enger Rei vun anere Krankheeten awer sécher net, an een et och dann net soll prioritär versichen, well dat kann Zäit kaschten, an Zäit ass bei schlëmme Krankheeten e Facteur, deen een net däerf ënnerschätzen.

De Choix fir d'homeopathesch Medikamenter ze rembourséieren ass net e Choix géint déi klassesch Medezin. Et soll héchstens e Choix erméigleche vun de Leit bei verschiddene Krankheeten, besonnesch bei méi liichten a méi lästege Krankheeten dorop zréckzegräifen.

Ech deelen och net déi Meenung, dass dat hei e falsche Schrëtt wär, zu engem Zäitpunkt wou een iwwer Krankekeesendefiziter schwätzt, dass et e falsche Schrëtt doduerch wär, dass ee Saachen erëm rembourséiert, déi een net méi remboursèiert huet. Dat ass net richteg. Et stellt den Equiliber vun de Krankekeesen net a Fro. Et ass och net esou, dass no dem 1. Januar 2003 de Konsum vun den homeopathesche Medikamenter erof gaange wär. De Konsum ass stabil bliwwen, mä et geet hei och ëm e Signal, dat ee setzt, dass een a verschiddene Pathologien de Choix vum Patient respektéiert, an et muss ee soen dass et net déi Patiente sinn, déi op homeopathesch Medikamenter zréckgräife bei méi klenge Krankheeten, déi den Déséquilibre vun de Krankekeese géifen hierstellen, well se ganz gefillvoll mat deene Medikamenter ëmginn.

***(Interruptions)***

De Fraktiounspresident vun der CSV bréngt mech aus dem Konzept, mä ech fannen, Här Fraktiounspresident, an do si mer enger Meenung, „das Kind im Manne" ass dat bescht Medikament wat ee kann hunn, an een deen net méi…

***(Hilarité)***

…ka laachen, bon, mat deem senger Gesondheet ass et net zum Beschte gehalen.

***(Interruptions diverses)***

**M. le Président**.- Här Minister, fuert weider, well mir hunn nach vill um Ordre du jour fir haut.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech geheien dann dee méi séiere Gank an, Här President.

Leit, déi also homeopathesch Medikamenter gebrauchen, gi virsiichteg mat dem Konsum vun de Medikamenter ëm, sinn also meeschtens net verdächteg, dass se en Iwwerkonsum vu Medikamenter gebrauchen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass d'Diskussioun iwwert d'homeopathesch Medikamenter net eleng eng Diskussioun ass iwwert deen een Typ vu Medikamenter oder iwwert deen aneren Typ vu Medikamenter, mä ganz oft och eng Diskussioun iwwer eng Astellung, déi d'Leit mat homeopathesche Medikamenter verbannen. A ganz oft gëtt mat Homeopathie, mat homeopathesche Medikamenter och d'Gefill, den Androck vermëttelt, dass wann ee bei en Dokter geet, dee sech op Homeopathie spezialiséiert huet, ee méi Zäit kritt, dass ee méi Attentioun kritt. An dofir wëll ech soen dass déi Diskussioun iwwer homeopathesch Medikamenter, oder déi Gefiller, déi domat verbonne sinn, sech net sollen op d'Diskussioun iwwert deen heite Beräich beschränken, mä déi doten Diskussioun insgesamt eropbeschwieren, wivill Zäit een an der Medezin dem Patient ka widmen, net nëmmen an der Homeopathie, net nëmmen an der complémentairer Medezin, mä an der Medezin schlechthin. An dat ass eng Diskussioun déi mer bereet sinn ze féieren, och bei méi komplizéierte Pathologien, wou den Dokter méi Zäit brauch, déi een och muss kënnen honoréieren.

Dat gëllt ënner anerem och elo fir deen neie Projet, dee mer amgaange sinn unzepaken, d'Gestioun vum Dossier duerch de Generalist, wou de Generalist eng Supervisioun iwwert de Werdegank vum Patient mécht a wou een dem Generalist och dofir muss a soll entgéint kommen.

Niewent der Attitüd vun dem Mediziner, alle Mediziner, egal op klassesch oder vun der complémentairer Medezin, werft déi heiten Diskussioun awer och d'Fro vun der Attitüd zu de Medikamenter insgesamt op, d'Fro vum gudde Gebrauch, vum richtegen Asaz vun de Medikamenter an och d'Fro vun enger gewëssener Banaliséierung vum Medikament an eiser Gesellschaft. Et ass wichteg d'Medikamenter richteg doséiert bei deene passende Krankheeten anzesetzen an et ass och richteg, datt de falsche Gebrauch vu Medikamenter net méi Gesondheet, mä héchstens méi Krankheet ka bréngen. Dofir ass et wichteg, dass mir dat doten thematiséieren.

Ech mengen, dass wa mir déi Diskussioun hei féieren, da féiere mir se net prioritär am Rumm vun dem Assainissement vun de Krankekeesen, mä am Geescht vun enger efficacer Santé publique. An enger Iwwerleeung iwwert d'öffentlech Gesondheet ass d'Fro vum Iwwerkonsum, dem falsche Konsum vu Medikamenter eng ganz essenziell Fro.

Well mir der Meenung sinn, dass dat esou essenziell ass, hu mir relativ schnell och mat de Generalisten de Projet vum richtege Gebrauch vun den Antibiotiquen ugepaakt. Antibiotiquen, wéi Dir wësst, an aus der Campagne och héieren hutt, gi leider oft gebraucht géint Krankheeten, déi keng Antibiotiquë brauchen. Den Antibiotique ass e wichtegt Medikament, mä nëmmen dann, wann en agesat gëtt bei deene Krankheeten, déi domat ze heele sinn. Wann e falsch agesat gëtt, entsti Resistenzen an dann ass den Antibiotique net méi esou efficace oder iwwerhaapt net méi efficace.

Mir sinn doniewent amgaangen eng Bestandsopnahm iwwert de Konsum oder den Iwwerkonsum vu Psychotropen ze maachen. D'Psychotropen, dat sinn déi Medikamenter, déi de Schlof solle bréngen, oder erëm waakrech solle maachen, Angscht sollen huelen, an Antidépresseuren. Och do muss ee soen, dass een net ka soen, dass all Psychotrope net gutt oder verwerflech wär, mä richteg anzesetzen ass.

An da mengen ech, wann ee vu Medikamenter schwätzt, da muss een drop hiweisen, dass mir amgaange sinn eis méi seriö och op de gudde Gebrauch vu Génériquen anzestellen, déi hei zu Lëtzebuerg ganz wéineg gebraucht ginn.

Richteg ass schliesslech, datt dat beschte Medikament dat ass, wat een net brauch ze huelen; dofir ass e ganz grousst Gewiicht op d'Preventioun, op de Mode de vie sain ze leeën.

Iwwert d'Efficacitéit vun de Medikamenter léisst sech ganz vill streiden, ob iwwer klassesch Medikamenter oder homeopathescher. Ech kann lech just soen, dass bei klengen, méi liichte Krankheete sécher dat bescht Medikament dat ass, wat een net asetzt. Et gëtt nun emol Krankheeten, do brauch ee mam Medikament siwen Deeg fir dass ee gesond gëtt, an ouni Medikamenter eng Woch.

***(Hilarité)***

Dir gesitt also, wéi grouss dass d'Differenz ass.

Froen, déi opgeworf gi sinn, betreffen d'A-Kraaft-Triede vum Projet de loi. Et ass esou, dass vill Aarbecht domat verbonne war fir déi 4.000 homeopathesch Medikamenter opzehuelen, déi heivu viséiert sinn, sou dass ee muss dovunner ausgoen, dass et bis den 1. Februar wäert daueren, bis d'Gesetz kann applizéiert ginn. Et kënnt nach e Règlement grand-ducal, deen awer och deemnächst wäert fäerdeg sinn. Ech wëll soen, dass eng excellent Aarbecht vun der UCM a vun der Divisioun vun der Pharmacieën an der Direktioun vun der Santé geleescht ginn ass.

Zu deene Froen, déi nach opgeworf gi sinn, wéi et mat de Konklusiounen ass vun der Chamber hirem Débat iwwert d'Médecines complémentaires: Den Aarbechtsgrupp, deen ënnert dem Carlo Wagner agesat ginn ass, funktionéiert gutt a wäert deemnächst seng Konklusioune virleeën. Ech hunn him och gesot, e soll d'Diskussiounen iwwert d'Psychotherapie mat abannen, wat net déi einfachst sinn, well et eng ganz Rei vu verschiddene Formatiounen a vu verschiddenen Divisiounen an deem dote Beräich gëtt. Dat heescht, et muss een eng ganz seriö Aarbecht dozou maachen.

Dann ee Wuert nach zum Conseil scientifique, dee mir wäerten asetzen, fir dat Nëtzlecht an Noutwendegt an der Medezin méi kloer ze definéieren. Dee Conseil scientifique ass amgaang op d'Bee gesat ze ginn, an e wäert virun der Quadripartite am Februar, Mäerz operationell sinn.

Mir wäerten e ganze Koup Efforte maache souwuel an der Sécurité sociale wéi an der Santé fir eng concernéiert Aktioun fir de Bon usage, dee gudde Gebrauch vun der öffentlecher Gesondheet kënnen duerchzesetzen. Dofir brauche mir och d'Ënnerstëtzung vun den Assuréën a vun den Acteuren insgesamt, well mer kënnen net einfach alles lafe loossen.

**M. le Président**.- Här Minister, ech muss lech bieden zum Schluss ze kommen. Dir sidd scho fënnef Minutten iwwert d'Zäit.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech si beim Schluss, Här President, et ass dee leschte Saz.

Et ass virdrun och zu Recht vum honorabelen Här Huss drop higewise ginn, dass bei der Zännmedezin en Nohuelbedarf do ass. Dat ass ganz richteg, dofir ass och dee franséischen Expert agesat ginn, dee seng Etüd virgeluecht huet. Mä Dir wësst dass wann een nei Leeschtunge mécht oder besser rembourséiert, ee Moyenen dofir brauch. Mir sinn dofir der Meenung, dass ee keng Suen an der Sécurité sociale an an der Assurance-maladie däerf verbëtzen, mä se richteg soll asetzen, fir sech deen noutwendege Spillraum ze verschafe fir weider Verbesserunge kënnen an dem Remboursement vun der Santé ze maachen.

Dofir e ganz waarmen Appell u jiddfereen, deen dat betrëfft, fir matzemaachen, fir d'Suen an der Sécurité sociale richteg an efficace auszeginn, well all Euro, deen een ze vill ausgëtt oder verbëtzt, dee feelt engem fir wichteg an noutwendeg Investitiounen am Beräich vun der Santé ze maachen.

Ech soen lech Merci, datt Dir mir sou laang nogelauschtert hutt.

**M. le Président**.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5260. Den Text steet am Document parlementaire 5260[6].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

***(Interruptions)***

De Projet de loi 5260 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Felix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*A voté non: Mme Martine Stein-Mergen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Dann hu mir nach eng Motioun kritt vum Här Jaerling vum ADR. Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen? D'Madame Mutsch an den Här Huss.

Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

***Motion 1***

**Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)*.- Här President, aus den Ufëierungen, wéi se hei gemaach gi sinn, ass jo ervirgaangen, dass mir an der Zukunft de Projet de loi wäerte kréien, dee sech mat der Formatioun an der Qualifikatioun ronderëm déi Professioune beschäftegt, déi a Saachen Homeopathie, Akupunktur a sou weider aktiv sinn, a vu dass mir dee Projet de loi of-

waarden, och wat d'Definitioun vun deene Gesondheetsberuffer ubelaangt, si mir och net der Meenung, dass een am Moment eng Modifikatioun vun deenen entspriechenden Artikele maachen an op en anere Wee goe soll wéi deen, deen am Moment ass. Mir sinn also der Meenung, dass mir déi Motioun hei net unhuelen.

**M. le Président**.- Den Här Huss huet d'Wuert.

**M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, ech muss soen, datt ech och Problemer mat där Motioun hunn, obschonn dat natierlech sympathesch kléngt, wat verlaangt gëtt, nämlech datt och „des médecins travaillant sur le terrain" missten abezu ginn, fir déi Liste positive vu Medikamenter opzestellen.

Dat kléngt ganz sympathesch. Et wär awer d'Fro, wien déi „médecins traitants travaillant sur le terrain" iwwerhaapt sinn. Ass dat d'AMMD, sinn dat Vertrieder vun der AMMD oder ween ass dat? Dat schéngt mir am Moment nach onkloer ze sinn an där Motioun.

Wann een dat hei fuerdert, sinn ech der Meenung, datt, sou wéi am Ausland - zum Beispill a Frankräich - d'Diskussioun am Moment leeft, dann awer och Vertrieder vun de Patientevertriedungen do mat erakomme sollen. Dat gëtt au moins a Frankräich konkret sou diskutéiert, fir och Vertrieder do ze hunn.

An dëser Form wéi se lo hei virläit kann ech déi Motioun och net akzeptéieren.

Ech mengen awer, datt mir sollen an der Kommissioun dee Problem, deen hei ass, diskutéieren, awéiwäit ee ka goe fir Vertrieder vun den Dokteren a Vertrieder vun de Patienten do och mat un deenen Diskussiounen deelhuelen ze loossen, well dat schéngt mer wichteg ze sinn an och demokratesch, wann eng Participatioun vun de Patienten do mat derbäi wier. Also, esou an dëser Form wëll ech se elo net unhuelen, mä ech wier awer bereet an der Kommissioun dat méi genau a méi breet ze diskutéieren.

**M. le Président**.- Madame Stein-Mergen.

**Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)*.- Merci. Ech wollt och am Numm vu menger Fraktioun Stellung huelen zu där Motioun. En fait ass, den Här Minister huet ons erkläert, dass dee Comité scientifique, dee soll iwwert dat Néidegt an dat Wichtegt an der Medezin statuéieren, op allen Niveauen, net nëmmen an den Traitements médicamenteux, um gudde Wee, an ech sinn iwwerzeegt, dass deen och säi Soe wäert hunn an dësem Punkt, esou dass et mer de Moment net wichteg schéngt ze sinn, dass een dat do parallell zu engem Comité scientifique géif fuerderen.

Merci.

**M. le Président**.- Den Här Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner** *(DP)*.- Jo, Här President, och mir sinn der Meenung, dass déi heite Motioun effectivement de Kader vun deem heite Projet de loi sprengt. Mir sinn awer op där anerer Säit och der Meenung, dass een dat dote muss gesinn am Kader justement vum Unerkenne vun deene verschiddene Médecines complémentaires. Dofir mengen ech sollt déi heite Saach och, wéi den Här Huss et richteg proposéiert huet, am Kader vun der Kommissioun traitéiert ginn.

Et muss ee jo emol och effectivement décidéieren, wie soll mat bäigezu ginn a ganz besonnesch, wat absolut an der Motioun hei net ervirgeet, ween déi Leit chargéiert fir drun deelzehuelen. Wéi hei steet: Wie géif déi Leit vum Terrain nominéieren, déi do sollten deel huelen? Dofir, mengen ech, sollt een am Kader vun der Evolutioun vun de Gespréicher iwwert d'Médecines complémentaires e Renvoi un d'Kommissioun maachen.

**M. le Président**.- Ech wëll dann den ADR froen, ob se bereet sinn oder ob se mat op de Wee wëlle goen, d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, oder ob de Vote électronique oder de Vote par main levée gefrot gëtt.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Bon, ech géif mengen, dat ass eng Propositioun, déi mer kënnen akzeptéieren. Wichteg ass, dass eng Diskussioun doriwwer stattfënnt. Ech mengen dat schéngt mer de richtege Wee ze sinn an ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dann an deem Zesummenhank e Konsens wäerte fannen. Dofir zéie mer déi Motioun dann zréck.

**M. le Président**.- Da verweise mer déi Motioun an d'Kommissioun Santé a Sécurité sociale.

Da gi mer an eisem Ordre du jour vun haut weider a mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5373 iwwert d'Kulturzentre vun Ettelbréck an Iechternach. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur vum Projet de loi ass den Här Fred Sunnen. Den Här Sunnen huet elo d'Wuert.

## 3. 5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

***Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture***

**M. Fred Sunnen** *(CSV), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislaturperiod ass nach net al a mir schwätzen an der Chamber elo scho fir d'drëtt iwwer budgetär Dépassementer bei Bauprojeten. Et ass an dësem Haus schonn des Öfteren ugeklong, datt mer Reformen an de Prozedure brauche fir dës Problematik ze meeschteren. Et ass awer net esou wéi wann de Stat eleng seng Responsabilitéiten huele misst. Och um Gemengenan um regionale Plang muss méi prezis a méi prospektiv verfuer ginn, fir béis Iwwerraschunge bei der Planifikatioun, der Ausféierung vu Bauprojeten a bei der Gestioun an der Exploitatioun ze ënnerbannen.

Den Text, dee mer haut de Mëtteg stëmme wëllen, ass de 5. August 2004 vum Kulturminister François Biltgen an der Chamber abruecht ginn. De Statsrot huet säin Avis den 28. September ginn, wat et der Kulturkommissioun erméiglecht huet fir hir Aarbechten den 13. Oktober unzegoen, andeems se de Rapporteur désignéiert an den Text vum Projet grad wéi den Avis vum Statsrot analyséiert huet. De schrëftleche Rapport konnt an der Sitzung vum 11. November ugeholl ginn.

Här President, den Detail iwwert déi eenzel Iwwerschreidungen ass am Gesetzesprojet erkläert. Ech wëllt mech duerfir nëmmen op e puer Aspekter limitéieren, déi sech vläicht e bësse méi kritesch mam Gesetzestext auseneesetzen.

Ech wëllt fir d'éischt drun erënneren, dass d'Gesetz vum 27. Juli 1994 iwwert déi staatlech Participatioun beim Bau vun der Museksschoul a vum Centre culturel zu Ettelbréck, sou wéi d'Gesetz vum 25. September 1997 iwwert de staatlechen Undeel um Bau vun engem Kultur- an Tourismuszenter zu Iechternach eng Zomm vu 6,25 Millioune respektiv 6,5 Millioune Euro virgesinn haten. De Bäitrag vun de staatleche Gelder konnt net oprecht erhale ginn, well et sech en cours de route erausgestallt huet, datt sech eng Rei Upassungen um Konstruktiounsprogramm a bei den Equipementer vun den Infrastrukturen imposéiert hunn, déi den techneschen Ufuerderunge vun enger moderner Kulturinfrastruktur mat nationaler, regionaler an internationaler Ausriichtung entspriechen.

D'Auteure vum Projet ginn awer och nach aner Ursaachen un, déi d'Käschte vun dësem Bauprojet an d'Luucht gedriwwen hunn. D'Evolutioun am Bausecteur sou wéi d'Verschäerfung vun der Législatioun iwwert d'Sécherheet, iwwert d'Gestioun an iwwert d'Energie oder déi schlecht Bausubstanz vun de Gebailechkeete selwer, wéi zum Beispill zu Iechternach, déi enger kompletter Sanéierung ënnerzu solle ginn.

D'Bauprojete selwer si substanziell évoluéiert; virun allem deen zu Iechternach. Speziell hei war et absolut noutwendeg um architektonesche Plang, fir déi al Bausubstanz ze erhalen. Dobäi kënnt, datt de Volume op 3.000 m³ erugewuess ass. Aner technesch Adaptatiounen um Niveau vun der Akustik, der Beliichtung an dem Bühnebild si virgeholl ginn, fir enger moderner a virun allem multifunktioneller Infrastruktur besser gerecht ze ginn.

De Surcoût vun deenen zwee Projete beleeft sech schlussendlech op eng Gesamtzomm vun 9,17 Milliounen Euro, déi sech op 3,47 Millioune fir Ettelbréck a 5,73 Millioune fir Iechternach opdeelen. Déi gesamt staatlech Zouwendung beleeft sech summa sumarum op 9,667 Millioune fir Ettelbréck an 12,171 Millioune fir Iechternach.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsrot ass betount kritesch zu dësem Text, deen, senger Meenung no, enger gudder Gestioun vun den ëffentleche Gelder an enger seriöer Planifikatioun an Ausféierung net entsprécht. De Statsrot stellt doriwwer eraus d'Fro, ob d'Regierung en Interventiounsrecht an dësem Projet hat, fir hirer Iwwerwaachungs- a Kontrollfunktioun nozekommen. Déi héich Kierperschaft gesäit d'Inexistenz vun esou engem Interventiounsrecht als inadmissible un, well de Stat domadder viru vollendet Tatsaache gestallt gëtt.

Zum aneren ass de Statsrot der Meenung, dass de Stat och an Zukunft Ofstand huele muss vun iwwerambitiéisen an ze prestigiéise Bauprojeten, déi iwwert déi technesch, finanziell a personell Capacitéite vun de Gemengen erausginn. Déi kulturell Aktivitéiten, op lokalem a regionalem Plang, si mëttelfristeg a Fro gestallt, wann d'Käschte vun den Infrastrukture selwer, wéi och déi fir de Fonctionnement an d'Gestioun, exponentiell an d'Luucht ginn.

An der Kommissioun krute mer nach weider Prezisiounen, déi net am Gesetzesprojet enthale sinn. Deemno ass nach festgehale ginn, datt de Stat den Undeel vu 50% iwwerhëlt. Eis Statssekretärin an der Kultur, d'Madame Octavie Modert, huet doriwwer eraus preziséiert, dass d'Regierung weiderhi bestrieft ass fir sech u lokalen a regionale Kulturinfrastrukturen ze bedeelegen. Op legislativem Plang wäert sech deemnächst och nach eppes doen. Esou ass e Projet an der Ausaarbechtung, deen e „Service d'animation culturelle" an e Fënnefjoresplang iwwer regional Kulturinfrastrukture virgesäit. Vläicht kann eis d'Statssekretärin nach déi eng oder aner Zousazinformatioun liwweren.

Et ass des Weidere preziséiert ginn, datt de Volume vun 3.000 m³ fir de Centre culturel de Virgabe vum Iechternacher Festival entsprécht. D'Ausgestaltung vun engem Concertssall brauch e Volume vun 10 m³ pro Auditeur; eng Virgab, déi den initiale Gesetzestext vun 1997 net mat agerechent hat. Des Weideren hat d'Erhéije vum Plaffong ëm 2 Meter eng Partie technesch wéi och ästhetesch Problemer matsechbruecht, déi zesumme mat der Sanéierung vun der aler Bausubstanz de Käschtepunkt nach weider an d'Luucht gedréckt hunn.

D'Kommissioun huet och eng Partie Konklusioune festgehalen, déi ech Iech net virenthale wëll. Esou gëtt beispillsweis proposéiert an Zukunft déi staatlech Zouwendung bei engem Infrastrukturprojet un d'Konditioun ze bannen, datt de Bauhär op lokalem wéi regionalem Niveau assuréiere muss, datt en à même ass fir d'Gestioun an d'Exploitatioun anzestoen.

Déi staatlech Participatioun muss no engem prezisen an aktualiséierten Devis definéiert sinn, deen de getätegten Aarbechte vum Projet Rechnung dréit. De Stat muss doriwwer eraus och iwwert de Fortgang vun den Aarbechte regelméisseg informéiert ginn, esou wéi dat vum Statsrot gefuerdert gouf.

Här President, ech hoffen, ech konnt Iech genuch iwwert dëse Projet opklären, dee secht net onbedéngt mat engem kulturpoliteschen Inhalt befaasst, mä mat engem budgetspolitesche Problem, deen nei, verbessert an transparent Prozedure brauch. Et ass net ausgeschloss, datt d'Kulturkommissioun an der Zukunft nach weider mat esou Gesetzesprojete befaasst gëtt.

De Bauteminister Claude Wiseler huet schonn an der Budgetskontrollkommissioun eng Partie Pisten opgezeechent, wéi de Stat Dépassementer bei Bauprojete minimiséieren oder ganz ënnerbanne kann. Mir wäerten d'Diskussioun an dëser Kommissioun weider suivéieren. Mä och d'Acteuren op Gemengeplang musse besser mam Stat zesummeschaffen a musse bestrieft sinn d'Käschten ze maîtriséieren.

E Kolleeg hei aus der Chamber recommandéiert jo andeems en op dëse Projet de loi hiweist, wann der an der Gemeng net mat de Suen duerkommt, da gitt bei d'Regierung, da frot der Iech der nach.

***(Hilarité)***

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Däerf ech Iech eng Fro stellen? Wat fir eng Schreifweis proposéiert den Här Rapporteur?

**M. Fred Sunnen** *(CSV), rapporteur*.- Wann een Iechternach unenee schreift!

***(Hilarité)***

Am Numm vun der Kulturkommissioun géif ech Iech bieden dëse Projet ze stëmmen an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. le Président**.- Merci, Här Sunnen. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Marcel Oberweis** *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt awer wëll ech dem Kolleeg, dem honorable Fred Sunnen, Merci soe fir dee mëndlechen a schrëftleche Rapport.

De Gesetzesprojet, dee mer haut diskutéieren, ass e weidert Element vum kulturelle Liewe vun eiser Gesellschaft. Et geet awer hei am Speziellen iwwer Dépassementer vun der staatlecher Participatioun bei deenen zwee regionale Bauprojeten, engersäits d'Musekschoul an de Centre culturel zu Ettelbréck, dem sou genannte „Centre des Arts pluriels Ed Juncker", an anerersäits dem regionale Centre culturel et touristique vun Iechternach.

De Rapporteur war esou fräi an huet schonn e puer interessant Bemierkungen opgeziellt, notamment déi Interventiounen am Avis vum Statsrot. Beim éischte Bauprojet, de Bauprojet vun der Musekschoul an dem Centre culturel zu Ettelbréck, mat 450 Sëtzplazen, hu mir et mat engem Dépassement ze dinn vun ëmmerhin 54,7%.

Woren ursprénglech 6,25 Milliounen Euro virgesinn, esou goufen duerch dräi supplementar Devisë fir nei Aarbechten duerchzezéien nach zousätzlech 3,47 Milliounen Euro gefrot. Domat beleeft sech de Projet dann elo op 9,667 Milliounen Euro.

Duerch ënner anerem d'Verbesserung vun der Bühnentechnik an der Bühnemolerei, duerch d'Mesurë vun der Akustikverbesserung an d'Erhéijung vun dem Baukierper selwer, huet et jo verlaangt, dass d'Inspection des Mines et du Travail öfters intervenéiert huet. Och den Aménagement vum Extérieur ass an d'Diskussioun erageholl ginn, an déi legal Haussen am Bau ewéi Extrafuerderungen an Honorairen hunn et mat sech bruecht, dass dës massiv Zousazbelaaschtung komm ass.

Doriwwer eraus muss ech awer soen, och wann een de regionale Charakter vun dem kulturellen Ugebuet net a Fro stelle ginn, esou muss awer hannerfrot ginn, an dat ass jo ganz speziell am Avis vum Statsrot gesot ginn, wéisou an deem ursprénglechen Devis all déi Aarbechten net konnte virgesi ginn.

Bei deem zweete Bauprojet hu mer et dann ze di mat dem regionale "Centre régional et culturel touristique" zu Iechternach. Do hu mer et esouguer mat enger Iwwerschreidung vun ëmmerhi 87,2% ze dinn. De Projet awer, e wichtege Peiler vun dem traditionellen Iechternacher Festival, huet am Ufank 6,5 Milliounen Euro ausgewisen, ass awer iwwert Zousazaarbechten op elo 12,1 Milliounen Euro geklommen. Och do hu mer gesot kritt, an dat huet d'Madame Statssekretärin och ganz kloer erwähnt, hu mer et mat e puer wichtegen Ännerungen ze dinn.

Fir d'alleréischt muss festgestallt ginn, wéi de Bau ugefaange ginn ass, dass déi Bausubstanz relativ brécheg an al war, esou dass vun enger Renovatioun net méi konnt geschwat ginn, sondern enger Neikonstruktioun. Et ass och festgestallt ginn, dass d'„Salle multifonctionnelle" keng gutt Akustik hätt an si huet, no Expertenaussoen, mussen erhéicht ginn an domat ass de Volumen op 3.000 m³ eropgaangen.

Och d'Dréibühn an eng verbessert Bühnentechnik hu mat sech bruecht, dass d'Käschte gewuess sinn. Speziell ass awer drop opmierksam gemaach ginn, an dat beweist och schonn de Gedanke vun deene Leit, déi dat ausgeféiert hunn, dass se sech mat der Energieversuergung ausernee gesat hunn an si hunn e speziellen Energiemanagementssystem agesat. Wieren all déi Aarbechten awer net duerchgefouert ginn, da wier a Fro gestallt ginn, ob dëse Centre seng lokal, regional an och national Roll hätt kënne spillen. Dëse Bau soll jo och eng wichteg Roll an der Rumm vun den touristeschen Aktivitéiten an dëser flotter Regioun vun eisem Land spillen.

Grad wéi bei deem anere Projet muss awer hannerfrot ginn, wéisou an deem ursprénglechen Devis eng Rei vun dëse Moossnamen an Detailer net konnte berücksichtegt ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Misste bei esou wichtegen Ännerungen, an de Projeten, déi an der Chamber gestëmmt si ginn a wou dem Stat seng Participatioun gefrot ginn ass, net all déi impliziéiert Partenairen dach heiansdo

beienee kommen, wann Ännerunge mussen duerchgeféiert ginn, zumools wann déi finanziell Envergure eng grouss finanziell Suite kritt?

Am selwechten Otemzuch wëll ech awer hei ënnersträichen, dass dës zwee Beispiller weisen, dass et net nëmmen de Stat ass, deen Dépassements de crédit bei senge Bauprojete muss agestoen an dofir och kritiséiert gëtt. Erënneren däerf ech kuerz un déi zwee rezent Stroossebauprojeten. Dat war de Réaménagement vun der Autobunn-Tunnelënnerféierung zu Märel. Do hate mer en Dépassement vun 19%, a beim Réaménagement vun der Croix de Gasperich waren et esouguer 44%.

Mir gesinn also, et huet kee Wäert dass een deem anere Scholdzouweisungen zouféiert; hei ass jideree gefuerdert, d'Gemengen an de Stat. Aus de Beispiller sollte mer léieren, dass an der Zukunft all Bauprojete méi genau ënnert d'Lupp ze huele sinn. Mir sollen eis hannerfroen, ob de Projet d'Strooss hält an et zu kengem Dérapage en cours de route kënnt.

Well awer dat kulturellt Liewen an eiser Gesellschaft e grousse Stellewäert huet an dat am Speziellen och an eise Regiounen, solle mir dësem Projet onsen Aval ginn. Ech bréngen heimat dee vun der CSV-Fraktioun eran a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

**M. le Président**.- Merci, Här Oberweis. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Colette Flesch** *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech de Rapporteur félicitéieren an em Merci soen, dass e sech där schwiereger Saach hei ugeholl huet. Ech ka mer virstellen, dass e léiwer iwwer manner kontestéiert a kontestabel Projeten hei hätt misse Bericht erstatten.

Déi zwee Projete sinn nämlech wierklech e Bewäis oder eng Illustratioun wéi een et net soll maachen. Mir hunn och, mengen ech, rar esou e kriteschen an ech géing esouguer soen dévastateuren Avis gesi wéi deen, deen de Conseil d'État bei dësem Projet de loi ofginn huet.

Déi zwee Projeten, déi 1994 hei an der Chamber votéiert gi waren iwwert d'Participatioun vum Stat an deenen zwee Kulturzentren, ginn einfach, wéi den Här Oberweis et elo nach eng Kéier illustréiert huet, du simple au double, geet esouwuel de Käschtepunkt vum Bau wéi d'Participatioun vum Stat a jiderengem vun deenen zwou Bauten.

De Conseil d'État stellt dann och déi richteg Froen, an e mécht och déi richteg Recommandatiounen, déi iwwregens vun der Kommissioun iwwerholl si ginn. Wann de Stat esou massiv an e Projet eraklëmmt, deen eng Gemeng initiéiert, da muss déi Participatioun op engem aktualiséierten Devis berouen, op engem prezisen Devis, an de Projet muss selbstverständlech den Aarbechten entspriechen, déi effektiv duerchgeféiert ginn.

Zweetens, d'Gemeng muss en mesure sinn, d'Gestioun an d'Exploitatioun vun esou engem Projet ze assuréieren, oder ech géing soen, et muss eng räsonnabel Expectative sinn, datt se en mesure ass et ze maachen.

An drëttens, wann Ännerunge kommen, dat kann ee jo ni ausschléissen, da muss awer d'Regierung iwwert déi Ännerungen informéiert ginn. D'Regierung schéngt och déi do Iwwerleeunge gedeelt ze hunn, well wann ech richteg verstanen hunn, huet de Conseil de Gouvernement den 13. Januar 1995 Folgendes festgehalen iwwert de Projet Iechternach: «Le Conseil se déclare d'accord avec le projet réaménagé et souligne avec fermeté d'une part que la contribution de l'État aux frais de construction sera de toute façon plafonnée à 260 millions de francs, et d'autre part que l'État ne participe en aucun cas dans les frais de gestion du nouveau centre. Il appartiendra au Ministère de l'Intérieur en collaboration avec l'IGF de veiller à ce que l'administration communale ne préjuge pas de ses propres moyens, et qu'elle ne compromette pas la situation financière future de la ville». D'sukzessiv Regierungen hunn et leider net fäerdeg bruecht, dat duerchzesetzen.

Wat nun Iechternach betrëfft, do hunn ech mer d'Méi ginn, e bësse méi gewuer ze ginn, wéi dat wat mir an der Kommissioun gesot kruten, well ech e speziellen Intérêt un Iechternach hunn. Ech si Member vum Conseil d'Administration vum Festival; ech wëll dat hei an aller Klorheet soen an dann och en Intérêt deklaréieren.

Wéi ech awer dunn der Affär e bëssen op d'Spur gaange sinn, sinn ech zur Asiicht komm, dass mer an de Formulatiounen, déi een am Rapport erëmfënnt, vläicht e bëssen ze schnell virgaange sinn oder d'Saachen op eng ze vill elliptique Aart a Weis ausgedréckt hunn. Esou zum Beispill gëtt am Rapport gesot, «le devis utilisé était la transposition d'un devis plus ancien et qui prévoyait la nouvelle construction d'un centre culturel et non pas la consolidation d'un bâtiment historique». Dat stëmmt nëmmen ongeféier, well de Projet, deen de Gemengerot vun Iechternach den 28. Dezember 1994 gestëmmt huet, huet effektiv d'Pateregebai betraff an huet eng Rallonge virgesi vun 80 Millioune Lëtzebuerger Frang deemools, par rapport zum Originalprojet „A Kack", deen den 21. Juni 1993 gestëmmt gi wor, an de Montant ass du vu 460 op 540 Milliounen erop gaangen. Dee Projet ass also reaménagéiert an ass, dat wëll ech ënnersträichen, an där Form der Regierung ënnerbreet ginn, an d'Regierung huet hiren Aval zu deem Réaménagement ginn, mat där Mise en garde, déi ech virdru virgelies hunn.

Et kënnt een aus dem Rapport och verstoen oder mëssverstoen, dass en Deel vun deenen héije Käschten, déi dobäi komm sinn, dem Service des Sites et Monuments kënnt zougeschoustert ginn. Ech hunn och do Vérificatioune gemaach an ech sinn zur Konklusioun komm, dass dat awer net esou ass. De Projet vu '94 ass effektiv dem Service des Sites et Monuments virgeluecht ginn. E wor méi modest, obschonn en, wéinegstens dee vum Pateregebai, e Bâtiment historique betraff huet, mä ganz besonnesch wor den Daach vun dem zentralen Deel, also deen Deel, dee verschidde Leit d'Concertshal nennen, an aner Leit de Sall fir d'Balen, net iwwert d'Diecher vun deene Gebaier niewendrun erausgaangen.

Bei der neier Versioun, déi no 2000 approuvéiert ginn ass vun der Gemeng an déi dunn net dem Service des Sites et Monuments virgeluecht ginn ass, ass de Plaffong ëm zwee Meter eropgesat ginn, an domadder war den Daach vum Gebai natierlech zwee Meter méi héich wéi all déi Gebaier ronderëm. Dat war natierlech vum ästheteschen an urbanistesche Plang an enger historescher Stad oder am historeschen Deel vun Iechternach net vun de Sites et Monuments ze akzeptéieren, an dunn hu misse Kompromësser gemaach ginn, fir dass een op e Resultat komm ass, wat méi oder wéineger d'Silhouette vun der Stad an deem Deel respektéiert huet.

Et bestinn zu där Froestellung ganz prezis Dokumenter am Ministère vun der Kultur, a vläicht wëllt d'Madame Statssekretärin dozou eppes soen, och am Intérêt vum gudden Numm vun hire Servicer.

Alles dat gesot, Här President, schéngt et ons als Fraktioun evident, dass dat Gebai vun Ettelbréck, de Centre des Arts pluriels an d'Museksschoul, wat scho laang do steet, muss finanzéiert ginn, an dass de Centre culturel zu Iechternach muss fäerdeg gestallt ginn an dann och finanzéiert ginn. Dat eenzegt wat mir bedaueren zu Iechternach, dat ass dass anscheinend dat net soll kënne geschéie bis zum Joer 2007, mat enger Deelouverture am Joer 2006. Mir sinn also e laange Wee zesumme bei deem Projet gaangen, vun 1993, oder loosse mer soen 1994, bis elo 2004.

Mä mir wäerten als Fraktioun den Text hei approuvéieren, mat selbstverständlech de Recommandatioune vum Conseil d'État a vun der Chamberskommissioun.

Här President, fir ofzeschléisse géing ech gären um Exempel vun den Theatere vun der Stad Lëtzebuerg drop hiweisen, inwiefern de Ministère de la Culture zwee Moossen a Gewiichter applizéiert, wann et ëm dFinanzparticipatioun vum Stat bei kulturelle Projeten geet, déi regional oder esouguer national Bedeitung hunn. Hei deklaréieren ech och en Intérêt, Här President, ech si Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg - et ass evident dass ech do en Intérêt hunn -, esouguer Kulturschäffen.

Sécher participéiert de Stat bei de Produktioune vun onsen zwee Theateren an der Stad, de Kapuzinertheater an de groussen Theater, an ech soen der Regierung Merci, dass d'Zouwendung, déi mer am Joer 2005 wäerte kréien, 50.000 Euro méi héich läit, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall wor. Mir ginn also vun 300.000 op 350.000 Euro. Ech bemierken awer en passant, dass d'Stad Esch, där ech och méi wënschen, deeselwechte Montant kritt vun 300.000 respektiv 350.000 Euro fir een Theater. Bei ons sinn et der zwee. An ech bemierken, dass den Théatre national fir säin Deel 1.102.500 Euro am Joer 2005 soll kréien. Mä et ass emol net esou vill vun deene Subsiden, wou ech wëll schwätzen, mä vun der Renovatioun vum groussen Theater vun der Stad Lëtzebuerg.

Während bei deenen zwee Projeten, déi mer elo stëmmen, mer gesinn, dass d'staatlech Interventioun du simple au double geet, huet de Kulturministère bis elo iwwerhaapt keng Suite ginn deem Verspriechen, wat den deemolege Kulturminister Jacques Santer der Virgängerin vum jëtzege Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ginn huet, dass de Stat géing um Finanzement vun der Renovatioun vum groussen Theater vun der Stad Lëtzebuerg participéieren. Säithier, an dat geet op d'Enn vun den 90er Joren zréck, huet d'Stad Lëtzebuerg verschiddentlech bei der Regierung intervenéiert, bei Entrevuë mam Stat, duerch Bréif, an dat ass ëmmer erëm gemaach ginn. Op Wonsch vun der viregter Kulturministerin, der Madame Hennicot, hu mer esouguer eng ganz Camionnette vu Plangen, Devisën a Gott weess wat nach als Ënnerlagen an de Kulturministère geschéckt.

Madame Minister, wann ech verstinn, dass et net méi méiglech ass eng Interventioun am Budget 2005 virzegesinn, géing ech ower mat Insistance den Här Kulturminister Biltgen an Iech, Madame Statssekretärin, froen, Är Positioun do ze revidéiere fir de Budget 2006; mä mam Budget geet et net duer. Dir misst och e Projet de loi preparéieren, deen da géing dësem Haus virgeluecht ginn.

An ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass trotz aller Rigueur a Suerg fir Spueren, déi den Här Budgetsrapporter Mosar un den Dag geluecht huet a sengem Rapport leschten Dënschdeg, hien doudsécher mat menger Propositioun d'accord ass.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Scheuer, den Här Jos Scheuer vun Iechternach. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virun enger gewëssener Zäit eng Réceptioun zu Iechternach gehale viru Leit, déi am kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg zoustänneg sinn, net nëmme fir Infrastrukturen, mä awer och fir d'Kulturliewen um Goen ze halen. Ech wollt mech direkt u si adresséieren, un d'Melomanen, an do ass mer een typesche Lapsus freudien ënnerlaf: ech hu mech verschwat a Megalomanen gesot.

*(Hilarité)*

Dat ass kee Witz, dat war fuerchtbar penibel, mä et léisst sech erklären aus deene Cauchemaren, deenen een ausgesat ass, wann ee probéiert fir d'Gemengefinanze fir déi nächst Joren an d'Rei ze bréngen.

Ech wollt zu deem Projet och fir d'éischt nëmmen e puer Mercië lassginn, awer ech beschäftege mech trotzdeem e bësselche mam Fong, net ganz intensiv, mä als een, deen an deem Moment, wou d'Décisioun gefall war, mat dem Stroum geschwomm ass an elo probéiert, de Kapp iwwer Waasser ze halen bei dem Finanzproblem, deen eis iwwerschwemmt.

Fir d'éischt d'Ursaache vun der Verdeierung ganz kuerz zesummegefaasst - an ech sinn iwwerzeegt, dass fir Ettelbréck munches gëllt wat och fir Iechternach gëllt. Et gëtt fënnef Haaptursaache fir déi Verdeierung.

Éischtens si bestoend Gebailechkeete rehabilitéiert ginn. An déi bestoend Gebailechkeete sinn an engem ganz, ganz schlechten Zoustand gewiescht. D'Analys vun deene Gebailechkeeten ass relativ spéit gemaach ginn. Doraus huet sech erginn, dass vill, vill méi Geld huet missen investéiert ginn, fir dass déi Maueren, déi solle gehale ginn, och stoe bleiwen.

Dat zweet ass dann, dass vun 1994 bis haut eng remarquabel Hausse vum Bauindex stattfonnt huet; dat dierfte méi wéi 2% pro Joer sinn; och dat ass chiffréiert.

Drëttens si Contrainten am Laf vun deene leschten zéng Joer um Niveau vun der Législatioun a Réglementatioun komm, déi d'Sécherheet, d'Hygiène an och de Respekt vun der Ëmwelt betreffen; och dat konnt 1994-1995 net mat agerechent ginn.

Véiertens waren an deem ursprénglechen Devis d'Alentouren net mat abegraff, or, déi gehéieren awer mat an de Projet.

A fënneftens sinn déi technesch Equipementer de Besoinen an de Funktiounen, déi an deene Gebaier ënner Daach bruecht sinn, ugepasst ginn. Dat si modern Techniken, dat allerbescht wat fir de Moment um Maart ass: Et war e Choix ze treffen: entweder et tabléiert een op manuell Handhabung vun enger Bühn oder vun de Kulissen, oder et setzt een eng performant Technik an. Da brauch een herno net esou vill Leit an deen Zenter ze setzen an et ass méi liicht ze benotze wéi dat soss de Fall wier. Dann ass virun allem un enger gudder Akustik geschafft ginn. Déi Aarbechte waren ursprénglech net mat aberechent. Dëst ass geschitt opgrond och vun deene Wënsch, déi de Festival vun Iechternach ugemellt huet - a mat Recht ugemellt huet -, an dës Technik huet eng Envergure an eng Perfektioun kritt, déi et elo erlaben, dass an deem grousse Concertssall net nëmme Concertë stattfannen, mä dass duerch eng variabel Akustik de Sall ka benotzt gi fir Kongresser ofzehalen, well deen Zentrum heescht jo net nëmme Centre culturel, mä en heescht Centre culturel et touristique. Dann ass den Eclairage ugepasst ginn un déi verschidde Besoinen, an och dat war net perfekt geléist gewiescht am ursprénglechen Projet.

Dee Kulturzentrum, deen Iechternacher souwuel wéi deen Ettelbrécker, huet eng dräifach Missioun; dat soll een net vergiessen.

Éischtens geet et ëm lokal Besoinen, déi grouss sinn an esou enger Stiedchen, déi awer och den Zentrum ass vun enger Regioun an déi och d'Flicht huet, fir der Regioun eppes - an dësem Fall kulturell Infrastrukturen - zur Verfügung ze stellen. Dozou gehéiert och eng Musekschoul. An déi Musekschoul, déi zu Ettelbréck am Centre culturel ass, kënnt och zu Iechternach an de Centre culturel an si huet tëschent 900 an 1.000 Elèven. Da gëllt fir Iechternach och de Wonsch, dass de Festival vun Iechternach, de Festival vu klassescher Musek en architektonesch wäertvolle Pendant kritt zu der Abtei, zu der Basilika an zu der Pierre-et-Paul a Form vun engem regelrechte Concertssall.

Dat sinn d'Ursaachen, firwat de Bau sou vill méi deier ginn ass. Mä, ech well e puer Konklusiounen aus deem Dossier zéien, déi sech einfach opdrängen.

Éischt Konklusioun: Projete vun dëser Envergure, déi realiséiert gi mat oder och ouni Engagement vum Stat - mä ech froe mech, wat fir ee Projet ouni Engagement vum Stat nach ofgewéckelt gëtt -, déi musse virun hirer Ëmsetzung a virum Vote, deen an enger Gemeng geholl gëtt, gepréift ginn.

An zwar éischtens duerch de Ministère de Tutelle, duerch den Innenministère an dësem Fall, dee Ministère, deen och den Aménagement du Territoire als Ressort huet. Et ass och de Ministère de Tutelle, deen d'Flicht huet fir ze soen: Dir gitt op eng Pist, déi Der net bis zu Ënn goe kënnt.

Zweetens - do sinn ech formell dran -, sou Projete wéi déi hei zwee, déi musse vun enger onofhängeger Administratioun gekuckt ginn an dat ass an dësem Fall d'Finanzinspektioun, dat ass d'IGF. Si muss kucken, ob dee Projet sech am Kader vun de Gemengefinanzen, am Kader vun den Engagementer, déi och de Stat derbäi hëlt, bewegt. Si muss och kucke wat d'Folgekäschte vum Projet sinn. D'Autonomie communale, op déi mer allegueren esou vill halen, huet hir Grenzen duerch de Budget vun enger Gemeng a si kritt se do gesat. An anere Wierder, all Concernéiert musse préifen, ob esou e Projet nohalteg ass oder ob en net nohalteg ass. An dësem Fall kritt dee Begrëff Nohaltegkeet säin eigentleche Sënn eréischt. An ech soen dem Rapporteur och Merci fir den Hiwäis, dass e Suivi muss kommen an deem Sënn, datt Stat a Gemeng sech zesummesetzen, fir déi Projeten da regelméisseg ze kontrolléieren. Mir waarden op deen entspriechende Projet de loi, deen d'Madame Statssekretärin sécher elo virstellt.

Zweet Konklusioun: D'Gemenge brauche Berodung a si brauche Berodung an dësem Fall duerch de Stat. Si kënne sech déi Berodung net an de Privatsecteur siche goen. De Ministère de l'Intérieur ass an dësem Fall e Partner an net nëmme Ministère de tutelle. An zwar brauche mer déi Berodung an deem Moment, wou een nodenkt iwwer e Projet - et spillen nämlech ganz oft Velléités politiques, déi e Projet op d'Schinn setzen , an deen dann nëmme schwéier oder och net ze stoppe respektiv ëmzeänneren ass. Mir brauche Berodung wann nogeduecht gëtt, wa geplangt gëtt, wann décidéiert gëtt, wann exekutéiert gëtt a virun allem awer och wa geréiert gëtt.

Drëttens: Bei all Projet, wou de Stat sech mat dran engagéiert, misst gläichzäiteg en Dossier ausgeschafft ginn iwwert d'Gestioun, iw-

wert d'Gérance vun deem Ganzen. Wat sinn d'Folgekäschten, wann een esou e monstergrousse Projet dohinnersetzt vun enger Milliard Frangen, vu 25 Milliounen Euro? Wéi eng Répercussiounen huet dat op eng Gemeng kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg, an deem Moment zum Beispill, wa Reparaturen ufalen? Deen Dossier de génance huet jo och Implikatiounen - an dat ass dat Graavt drun - op den uerdentlechen Haushalt vun enger Gemeng. Et féiert zu enger Belaaschtung fir de Budget ordinaire. A wann dee Budget ordinaire duerch esou ee Projet gesprengt gëtt, da wierkt dat sech aus op d'Liewensqualitéit vun de Leit, da wierkt dat sech aus op déi Aart a Weis wéi eng Gemeng mat den noutwendege Leeschtungen ëmgeet, déi eng Gemeng de Bierger schëlleg ass. Dat heescht, deen Dossier de gestion muss ee scho kënne virum Bau ficeléieren a mat an d'Diskussioun era bréngen.

Véiert Konklusioun: Stat a Gemenge mussen e Verwaltungsmodell erschafen, fir sou komplex Infrastrukturen ze géréieren; Etablissements publics fir eng Gemeng, dat gëtt et anscheinend net, oder eng Fondatioun, oder…, oder… . Also ech wär wierklech gespaant op eng Propositioun, wéi eng Gemeng ënner wat fir enger Form esou e Bau géréiere kann a géréiere muss, ouni dass si direkt dozou iwwergeet, fir ze privatiséieren, an ech froe mech, wie wieklech Intérêt drun hätt fir an esou e Projet eranzeklammen.

An zu deem Verwaltungsmodell gehéiert dann och e Finanzéierungsmodell, wéi ech scho gesot hunn, e Finanzéierungsmodell vun de Frais de fonctionnement, vun de Käschte fir den uerdentlechen Haushalt. Spéider komme jo nach ëmmer Investissementer dobäi, déi iwwert den ausseruerdentlechen Haushalt ofgewéckelt ginn. Wann een do déi Fonctionnementskäschte vum zukünftege Kulturzentrum iwwerdréit op den uerdentlechen Haushalt vun der Stad Iechternach, da bleift näischt méi Rescht an deenen nächste Joren, sou wéi et ausgesäit.

Fënneft Propositioun dann: De Kulturministère misst onbedéngt als Koordinator vum Lëtzebuerger Kulturliewen an deenen nächste Jore funktionéieren. Kuckt emol wat mer am Laf vun deene leschte puer Jore vun Infrastrukture geschafen hunn. Kuckt emol wat sech am Zentrum ewell schonn ubitt, wéi räich den Zentrum ginn ass u formidabele kulturellen Infrastrukturen. Kuckt wat nach aussteet, de Pei Musée, plus de ganzen Aménagement vum Kirchberg, dat gëtt fir mech eng vun deene schéinste Plazen, déi et an Europa gëtt, dat gëtt déi grouss Attraktioun an do kristalliséiert sech eppes eraus, wat net dierf op d'Käschte vun deenen eenzelne Regioune goen. Wa mir de Kulturzentrum vun Ettelbréck, vun Iechternach an och déi aus dem Süden net „miwwléiert" kréie mat Manifestatiounen, da riskéiere munch herrlech Gebaier eidel ze stoen. A wa se doudeg sinn, da kaschte se awer Geld, an Dir wäert och kee Privatkapital a kee Privatmann fannen, dee bereet ass doranner als Gérant ze goen. Kuckt emol déi Onmass vu lokalen Initiativen, déi am Laf vun deene leschte Joren dohier entstane sinn, ob dat de Festival vu Maarnech ass oder deen aus dem Syrdall, et cetera, et cetera, si ginn alleguerten opgezielt am Exposé des motifs, wéi mer de Concertsall fir d'Philharmonie gestëmmt hunn.

Dës Koordinatioun vum kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg muss gemaach gi vun engem Ministère, deen iwwert deem Ganze steet, an dat kann nëmmen de Ministère de la Culture sinn, soss ka keen et maachen. An ech wär frou, wa sech dorausser géif eng Cellule erginn, iergend e Gremium, dee géif koordinéieren a Propositioune maachen.

Dann trotzdeem eppes zu Iechternach, wat mer wichteg schéngt. Deen Zenter heescht jo Centre culturel et touristique, a wann een Tourismus seet, da seet een Ekonomie, da seet ee Wirtschaft an da seet een och nationalen Impakt, deen awer null Implikatiounen oder bal keng Implikatiounen op d'Finanze vun enger Uertschaft huet. Eng Uertschaft, de Receveur vun enger Gemeng, dee lieft net vun de Revenuen, déi iwwert den Tourismus erakommen. Déi kommen duerchweegs dem Stat zegutt a se ginn dann nees ëmverdeelt.

De wirtschaftlechen Impakt vun deem Kulturzentrum oder deem Tourismuszentrum, deen huet Répercussiounen op d'Uertschaft, op den Aarbechtsmaart zum Beispill, en huet Répercussiounen op d'Regioun an en huet Répercussiounen op d'Ekonomie. Dat heescht, dass zousätzlech Investissementer musse gemaach ginn, fir zum Beispill Kongresser do ze organiséieren. Ween awer weess, wéi Kongresser zu Lëtzebuerg organiséiert ginn a wéi komplex dat ofleeft a wéi schwéier et ass fir vu baussen an dëse Créneau eranzekommen, dee ka sech schonn ausmolen, dass dee Kongresstourismus zu Iechternach nach eréischt organiséiert muss ginn an et kann een nëmmen alle Leit, déi et maache wëllen, vill Chance a Courage dobäi wënschen.

Dat Ganzt soll also Ënnerstëtzung brénge fir e Secteur, de Secteur vun de Classes moyennes, de Secteur vun de PMEen. Zu Iechternach ginn et ronn 150 Betriber, déi een als PMEen an esou enger Stiedche vu 5.000 Leit erëmfënnt, an dee Secteur soll gestäerkt ginn duerch dësen Investissement. D'Verwaltung vun dësem Zentrum huet also eng wirtschaftlech Missioun an déi kann net nëmme geschéien, andeem een e Kulturdezernent drasetzt. Hei gehéiert e Manager dran, deen niewent där kultureller Missioun och nach eng aner eminent wichteg Missioun huet, well soss brécht dat Ganzt zesummen. Et geet drëm fir een ze fannen, deen en Equiliber hierstellt am hausinterne Budget an deen dofir suergt, dass den Apport vun där Institutioun fir d'Stad a fir d'Regioun e groussen ass. An zu deem positiven Apport gehéiert ouni Zweifel de Museksfestival an d'Gestioun vum Museksfestival, vun deem d'Madame Flesch geschwat huet.

Dat waren e puer Konklusiounen zu engem Dossier, dee seng Geheimnisser huet an dee seng Geheimnisser och behält; méi wéi d'Madame Flesch der détectéiert huet. Geheimnisser, déi an den Ambitioune vu verschiddene Leit leien, Geheimnisser, déi an de mënschleche a politeschen Ambitioune vu Leit a vu Parteie leien.

Elo gëtt e gebaut, 2007 misst e ganz fäerdeg sinn, 2006 deelweis. Ettelbréck an Iechternach hunn ouni Zweifel Modellcharakter an et muss ee se och esou betruechten an et muss een déi richteg Konklusiounen doraus zéien, net nëmmen am Intérêt vun de Gemengen, mä am Intérêt vun enger nohaltieger Entwécklung an der Kultur.

Ech wollt zum Schluss nach e puer Mercië lassginn. Main éischte Merci geet un de Rapporteur, deen et fäerdeg bruecht huet fir et op den Ordre du jour ze kréien an deen terribel séier geschafft huet. Ech versécheren him, dass e scho bei där nächster Sprangprëssessioun eng Éiereplaz huet an der éischter Rei…

**Une voix**.- Très bien.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- …tëschent dem Minister Boden a mir. Hie muss just e wäisst Nueschnappech matbréngen, dann duerf e matsprangen.

***(Interruption)***

Ech soen deene Leit an der Kommissioun Merci, déi de Rapport gestëmmt hunn, an ech soen all deene Merci, déi enger laanger Finanzéierungsgeschicht haut en Enn setzen. Dee Projet ass elo um gudde Wee a mir wäerten dann am Joer 2007 dee Projet aweien. Ech wënschen him eng gutt Zukunft. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Scheuer. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

**M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet de loi 5373, iwwert dee mer haut diskutéieren an iwwert dee scho vill gesot ginn ass, kann een och ganz kontrovers kucken. Mir deelen och déi Konklusiounen an déi Iwwerleeungen, déi den Här Scheuer hei mat Häerz a mat Séil virgedroen huet. Ech wëll net alles widderhuele wat schonn hei gesot ginn ass, ech wëll just an dräi Punkten dëse Projet aus eiser Siicht kommentéieren.

1. Et sinn zwee Projeten, déi fir eng regional Kulturpolitik sinn. Déi Gréng si frou, dass et de Centre des Arts pluriels Ed Junker zu Ettelbréck gëtt. Zënter dem Hierscht 2000 gëtt et zu Ettelbréck en Haus, wou an engem flotte Kader all Joers eng 60 bis 80 Manifestatiounen ugebuede ginn, déi vun engem héije kënstlereschen Niveau sinn an och op eng gutt Resonanz bei engem ganz gemëschte Publikum stoussen.

Mir sinn der Meenung, dass et richteg ass an dass et gutt ass, dezentral gutt équipéiert Kulturhaiser anzeriichten. Et muss och méiglech sinn hei zu Lëtzebuerg qualitativ anspruchsvoll Concerten an Ausstellungen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg ze organiséieren.

De CAPe zu Ettelbréck huet sech no kuerzer Zäit, et ass ëmmerhin eréischt seng 5. Saison, als wichteg kulturell Institutioun fir den Norde vun eisem Land a wäit doriwwer eraus etabléiert. Dat ass gutt esou. Datt am CAPe och de Conservatoire de Musique du Nord ënnerbruecht ginn ass, wou 75 Enseignanten eng 1.600 Schüler ënnerriichten, och dat fanne mir gutt. Besonnesch wichteg ass et, datt do déi zwou Stied Ettelbréck an Diekrech sech zesummefonnt hunn, fir hir Musekesschoul iwwer en interkommunale Syndicat ze organiséieren an ze géréieren. A wa mir wëssen, datt d'Gemenge Baastenduerf a Furen iwwert de Wee vun engem Schoulsyndicat zu enger Gemeng Tandel sech zesummefonnt hunn, da léisst déi interkommunal Museksschoul hoffen. - Ass hei e weidere Schrëtt a Richtung Nordstad gemaach ginn?

2. Et sinn zwee Projeten, déi wäit iwwert den ursprénglechen Käschtepunkt eraus ginn; Ettelbréck ëm 50%, Iechternach ëm 90%. Dobäi wësse mir jo och nach net, ob zu Iechternach dat da lo dobäi bleift. De Statsrot seet zu Recht, datt et hei Anomalien an Oublië ginn ass, déi eigentlech net ze verantwerte sinn. Mir ginn hei an der Chamber viru Fait-accomplië gesat, déi näischt méi mat enger transparenter Planung a Finanzpolitik ze dinn hunn.

Mir ginn awer net onbedéngt mam Statsrot mat op de Wee fir ze soen, datt mir et hei mat iwwerdriwwe groussen a généréise Projeten ze dinn hätten an datt an de Regiounen nëmme misste kleng Bréidercher gebak ginn. Datt mir frou si fir de CAPe ze hunn, dat hunn ech jo schonn a mengem éischte Punkt gesot. Well mir dës gewalteg Ënnerscheeder am Präis en cours de route vum Bau kréien, kann dat da jo nëmmen d'Resultat vun enger schlechter Berodung an der Planungsphas sinn. Wann d'Gemengen da bis virun der Décisioun stinn, e Meter méi héich ze bauen oder op eng gutt Akustik mussen ze verzichten, eng professionell Bühn ze installéiere fir flexibel ze sinn an der Organisatioun vu Spektakelen, wann op eemol vun technesche Installatioune geschwat gëtt, déi immens deier ginn an op déi een awer besser net verzichte soll, da muss d'Entscheedung geholl ginn entweder ee schlechte Bau ze realiséieren, fir am Kader vum Devis ze bleiwen, oder awer wäit iwwert den Devis erauszegoen.

Datt net nëmme mir an der Chamber mat deene Käschtenexplosioune schlecht dru sinn, mä och déi Gemengeverantwortlech an hire Gemengen, schéngt mir evident. Iwwerhaapt ass d'Planung vun engem Kulturhaus awer och vun anere grousse Projete fir eng Gemeng ëmmer eng riskant Entreprise.

***(M. Jos Scheuer prend la Présidence)***

Et ass am Moment nach meeschtens net méiglech eng verbindlech Zouso ze kréien, wéi héich déi staatlech Subventioun bei engem Projet ausfält, an nach manner wéini datt ee mat där staatlecher Hëllef rechne kann, wéini datt déi Hëllef kënnt.

3. Ech wëll a mengem drëtten a leschte Punkt kuerz drop agoen, wéi mir eis virstellen, esou Mëssstänn an Zukunft ze verhënneren. Ech wollt och dann op dëser Plaz un déi zwou Motioune vum ADR vum Abrëll 2000 erënneren, déi hei an der Chamber unanime ugeholl gi sinn. Do gëtt d'Regierung ënner anerem opgefuerdert fir kloer Richtlinnen opzestellen, wéini eng Gemeng oder e Gemengesyndikat ee Subside kritt. Mir begréissen och de Wëlle vun der Regierung fir en Inventar vun alle kulturellen Infrastrukture wëllen ze maachen an ee Plan quinquennal fir déi kulturell Infrastrukturen opzestellen - ähnlech wéi et zum Beispill bei der Planung vun de Sportsinfrastrukture scho besteet. Mir weisen drop hin, datt et och ganz wichteg ass, d'Folgekäschte vun de Kulturhaiser vu virera mat ze plangen.

An deem Sënn wëll ech dann och hei eng Motioun déposéieren, wou mir d'Regierung invitéieren, de System vun de staatleche Subside fir d'Gemenge méi transparent ze maachen, andeem d'Regele fir esou Subsiden an engem Dokument publik gemaach ginn, dass de Subsidësystem méi transparent a gerecht gemaach gëtt, doduerch datt e Plan sectoriel «centres culturels» opgestallt gëtt, an ee Fong geschaaft gëtt fir dëse Plang ze realiséieren, dass méiglechst schnell eng Struktur geschaaft gëtt, déi d'Gemenge beim Plangen, Bauen a Beliewe vun esou Infrastrukture beroden.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que les autorités communales ne seront pas à même d'assurer seules les frais de construction, de gestion, de fonctionnement et l'exploitation des centres culturels au niveau local et régional;*

*- considérant que les autorités communales doivent disposer d'informations précises concernant la participation financière de l'État avant de se lancer dans la réalisation de leurs projets;*

*- considérant qu'actuellement l'application égalitaire des critères de subventionnement étatiques fait toujours défaut;*

*- considérant l'adoption des motions 1 et 2 lors des interpellations du 5 avril 2000 au sujet des finances communales;*

*- considérant que l'intervention financière de l'État pour la construction d'un centre culturel ne doit pas hypothéquer la réalisation d'autres infrastructures culturelles;*

*- considérant que le Gouvernement a déclaré son intention de faire l'inventaire de toutes les infrastructures culturelles, locales et régionales actuellement en place ou en planification pour garantir une utilisation optimale des ressources et un financement adéquat;*

*invite le Gouvernement*

*- à rendre le système de subventionnement étatique plus transparent en publiant les règles de subventionnement dans un document unique et accessible pour les communes;*

*- à rendre le système de subventionnement étatique plus égalitaire en élaborant un plan sectoriel «centres culturels» pouvant garantir une répartition équitable de centres culturels sur le territoire luxembourgeois et à introduire un fonds régional permettant la réalisation de ce plan sectoriel;*

*- à mettre en place dans les meilleurs délais une structure pouvant accompagner les administrations communales dans la planification, la construction et l'exploitation d'infrastructures culturelles régionales et/ou locales.*

*(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.*

Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet de loi awer trotz aller Kritik mat stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. le Président**.- D'Wuert huet den Här Mehlen.

**M. Robert Mehlen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir sinn haut eng Kéier méi befaasst Kreditter nozestëmme fir Projeten, déi amgaange sinn. Ech wollt, well et schonn derwäert ass, déi Chifferen nach eng Kéier rappeléieren. De Projet zu Ettelbréck war geplangt a Frangen, déi Zäit nach - dofir wäert ech och wéint der Vergläichbarkeet bei de Frange bleiwen -, mat 565 Millounen, e soll der elo 850 kaschten, dat heescht 285 Millioune méi oder ronn 50% Iwwerschreidung. Iechternach sollt 540 Millioune kaschten, et gëtt elo mat ronn enger Milliard gerechent, dat si 460 Millioune méi oder ronn 85% Iwwerschreidung.

Ongeféier amselwechte Mooss - eppes méi - geet d'Participatioun vum Stat erop. Dat waren zu Ettelbréck 250 Millounen, et geet elo erop op 390 Millionen, dat sinn 140 Millioune méi oder e Plus vu 56%; zu Iechternach geet d'Participatioun erop vun 260 Millounen op 490 Millounen, et si ronn 230 Millioune méi oder 88%. Mir stëmmen haut e Projet, deen de Statsbudget mat ronn 370 Millounen ale Lëtzebuerger Frang wäert belaaschten.

D'Ursaache vun deene Präissteigerunge kann ee regruppéieren, se si jo och opgezielt - net all, mäi Virriedner huet vu Geheimnisser geschwat, déi vläicht ni esou un d'Uewerfläch kéimen. Et sinn déi normal Präissteigerungen, mat deene mir alleguer liewen, wou jo och virgesinn ass an de Statsprojeten, datt déi automatesch adaptéiert ginn. Dat mengen ech ass näischt Aussergewéinleches. Da gëtt gesot d'Sécherheetsnorme wären évoluéiert, déi wäre méi streng ginn. An deem Mooss wéi dat sech net évitéiere léisst a wéi dat sënnvoll ass, mengen ech, kann och do keen eppes dergéint hunn. Mä da komme mir an dee Beräich, wou et zu Contestatiounen awer ka kommen. Dat sinn déi baulech an technesch Ännerungen, wou de Statsrot zu Recht freet, wéiwäit de Stat, dee jo do mat finanzéiert, dann och ëm säin Accord gefrot gi wär.

Mir komme bei d'Oubliën, eppes wat eigentlech net ze verzeien ass, wat mir och an de staatleche Projete regelméisseg erëmfannen, a wou de Statsrot, wéi Dir alleguer wësst, ganz haart Wierder gebraucht - ech zitéiere just ee Saz: «Il estime que de telles anomalies

ou oublis sont inacceptables et surtout contraires à une gestion responsable des deniers publics. » An e seet op enger anerer Plaz: «Une telle situation est inadmissible pour le Conseil d'État dans la mesure où elle aboutit à des faits accomplis entraînant une majoration automatique de l'aide financière de l'État.»

*(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)*

An - last but not least - d'Honorairen an d'Frais-d'études, déi meeschtens an deem Mooss mat klammen, wéi och den Investissement an d'Luucht geet: Dat ass e Problem, dee mir och beim Stat bei enger ganzer Partie staatlecher Baute begéinen. Ech hat et scho bei engem anere Projet hei gesot, et gëtt wierklech Zäit datt mir ufänken eis do aner Regelen ze ginn, déi net och bei den Architekten iergendwéi de Reflex ausléisen, fir alt mol ze kucken, de Projet vläicht awer e bësselchen an d'Luucht goen ze loossen.

Ech wëll zu deem Ganzen e puer Remarquë maachen. Déi éischt bezitt sech haaptsächlech op Iechternach an déi Diskussioun - ech mengen, et huet scho gëscht oder virgëscht een et hei ugesprach gehat - iwwert déi al Maueren. Mir wëssen, et geet zum Beispill ëm de Prëntz-Rischard hei niewendrun. Ech war selwer zwee-, dräimol dohinner kucke gaangen, wéi mir amgaange waren do ze bauen.

Mir waren eis am Büro eigentlech eens, datt et e Seege wär, wann eng Kéier e gudde Moien de ganze Buttek géif am Koup leien, well effektiv plazeweis, wéi et fäerdeg war, wann een d'Verstäerkunge vum Béton iwwerall gesinn huet vun deenen ale Maueren tëschent de Fënsteren a sou weider, da konnt ee feststellen, dass praktesch näischt méi gestanen huet.

Näischt dogéint datt een déi eng oder déi aner Bausubstanz, déi et wierklech wäert ass erhalen ze ginn, erhält. Awer wann et wéi an deem Fall hei zu minimum 50% Verdeierung féiert, an een herno vun där aler Substanz souwisou praktesch näischt méi gesäit, da muss ee sech awer seriö Froe stellen. Ech mengen, et kann een iwwer alles diskutéieren, mä wann een an enger Zäit ass, wou et awer wierklech drëm geet fir Prioritéiten ze setzen, fir Akzenter ze setzen a fir sou verantwortungsvoll mat de Steiersuen ëmzegoe wéi et nëmme méiglech ass, da muss een och esou Saache kënnen a Fro stellen.

Souwäit zum Prëntz-Rischard. Ech ka mir virstellen - ech kennen den Detail, mä a ville Fäll gëtt et méi bëlleg, an da kann een et jo awer herno, wat den Aspect extérieur ubelaangt, esou maachen, datt et esou ausgesäit wéi et a fréieren Zäiten ausgesinn huet. Wann ech nach eng Kéier däerf op d'Gebai niewendrun zréckkommen: Dat gesäit jo och elo net méi esou aus wéi et effektiv virun 200 oder 300 Joer do stoung. Dat ass ee Punkt.

Dat zweet ass, datt mir an Zäiten, wou d'Lëtzebuerger Land vill Geld hat, op ville Plazen, de Stat esou gutt wéi d'Gemengen, Kulturpaläst, wann ech mech esou däerf ausdrécken, Concertshalen, Kulturgebaier opgeriicht hunn an nach amgaange sinn opzeriichten, datt ee sech wierklech d'Fro muss stellen, an et si vill Leit dobaussen, déi sech d'Fro stellen, ob mer dann net awer ferme iwwerdriwwen hunn, an iwwerdreiwen, well een och muss fäerten, datt eng Partie vun deene Gebaier, éischtens herno zuëneen a Konkurrenz stinn, datt d'Auslaaschtung bei wäitem net déi ass, déi et misst sinn, fir datt een et ka rentabel bedreiwen.

Dat ass vläicht ze erklären aus enger Zäit eraus wou mer jorelaang Plus-valuen haten a jidderee gemengt huet, dat géing sech ni änneren, mä et huet ee wierklech d'Gefill, datt, och wat d'Gréisst, d'Envergure vun deene Gebaier, vun deenen Ëmännerungen a vun deenen neie Gebaier ubelaangt, einfach ze grouss gesi ginn ass, fir dat wat eist Land duerstellt.

E weidere Punkt ass, datt mer d'Tendenz hu vill ze deier ze baue fir dat wat eigentlech den Objet ass, datt mer ze vill Wäert op e gewëssene Luxus leeën, deen een ënner Ëmstänn awer hätt kënne vermeiden, an trotzdeem dat Resultat hätte kënnen erreeche wat ugepeilt ass.

Véierte Punkt ass dee vun der Planung, an ech mengen do ass all Mënsch mat mer d'accord, et ass jo eng vun de Konklusiounen aus all deene Projeten, déi mer déi lescht Zäit haten, datt mer méi Wäert an Zukunft mussen drop leeën, datt anstänneg geplangt gëtt.

An, Här President, ech hu mer erlaabt e Wuert mat deem zoustännegen Architekt ze schwätzen, deen der jo eng ganz Rëtsch heibanne kennen, an ech mengen ech trieden him och net ze no, wann ech dat erëm ginn, an dat erkläert munches, datt deemools gesot ginn ass, esou, elo muss et geschwënn hei lassgoen, ganz séier plangen, datt mer kënnen ufänken, datt de Projet ka gestëmmt ginn, datt d'Participatioun vum Stat an esou weider, datt et den Hommes de l'art awer vun Ufank u kloer war, datt déi Enveloppe financière fir dat wat geplangt war net géif duergoen. An do ass ganz kloer d'Irresponsabilitéit vun deene Leit am Spill, déi dat esou an d'Wee geleet hunn, wohlwissend datt et net géif duergoen an datt mir an déi Situatioun géinge kommen, an där mer haut sinn. Vläicht net an där Gréissenuerdnung, wéi et elo ass, mä awer vun Ufank u wëssend datt et esou wär, mä wéi et dann heiansdo ass, Drock gemaach, et muss virugoen, mir mussen ukommen an da kucke mer wéi et hannen ausgeet, an da si mir als Deputéierten ëmmer erëm an där Situatioun, datt mer soen: Jo wat solle mer da maachen? Mir mussen et stëmmen, fir datt et fäerdeg gemaach gëtt.

E weidere Punkt sinn d'Folgekäschten. Ech hat dat scho kuerz ugeschnidden. Et gëtt wierklech Zäit, datt näischt méi esou ugefaange gëtt, ouni datt d'Folgekäschte seriö berechent sinn. Ech mengen, Dir sidd all mat mer d'accord, datt mer Villes an d'Wee geleet hunn, wat de Moment nach net leeft, wat awer an deenen nächste Jore fuerchtbar deier wäert ginn, wat esouwuel verschidde Gemengebudgete wéi och de Statsbudget enorm belaaschte wäert. De Statsrot huet jo och ganz kloer an däitlech dorop higewisen.

Här President, ech wollt zum Ofschloss vu menger Interventioun mäi Bedaueren driwwer ausdrécken, datt mer erëm eng Kéier musse Kreditter nostëmmen. Dat hei si keng staatlech Projeten, dat hei ass fir eng Participatioun vum Stat u Projete vu Gemengen. Ech wollt awer an deem Zesummenhank mäin Onmutt driwwer ausdrécken, a bal mäin Onverständnis, fir dat wat sech regelméisseg hei widderhëlt, a wou mer och an nächster Zäit méi wéi eng Kéier nach wäerten hei stoen a musse Kreditter nostëmmen.

D'Coque, de Centre sportif et culturel, do uewen, ass mat 32% iwwerschratt ginn, deelweis einfach well Saachen ewech gelooss gi waren oder well grouss technesch Ännerunge gemaach si ginn.

Beim Pei Musée hu mer eng Dokumentatioun virgeluecht kritt, aus där ervirgeet, datt mer méi oder wéineger elo an deem neie Kader géinge bleiwen, nodeem datt jo awer schonn eng stramm Rallonge gestëmmt ginn ass. D'Experten an där Matière soe mer, datt e wéinegstens 50-100% iwwert den initialen, den éischte Projet géing erausschéissen.

Bei der Philharmonie si mer de Moment - dat sinn d'Chiffere vum Stat - bei 36% Iwwerschreidung.

Et gëtt elo scho gesot, datt d'Cité judiciaire 22% méi deier géif gi wéi geplangt.

*(Interruption)*

Dat huet mat der Kultur näischt ze dinn, mä et si Projeten, déi alleguer de Statsbudget belaaschten.

D'Saarstrooss huet eis 20% méi kascht, d'Nordstrooss gëtt elo scho previsionell 50% méi deier, an dee berühmten CITA, fir dee kee Mënsch gefrot gi war, ass elo scho bei 300%.

Ech wëll nëmme soen, esou kann een à la longue kee Stat féieren a keng responsabel Finanzplanung maachen. Et gëtt héich Zäit, datt aner Säiten opgezu ginn. D'Politiker hunn d'Tendenz fir gäre grouss a schéin ze bauen. Dat ass jo och alles schéin a gutt, esou laang wéi d'Finanzen do sinn. Mir sollen awer net aus den Ae verléieren, datt et net eis Gelder sinn, mä datt et d'Gelder vum Steierzueler sinn, an eis, a mir si jo och an der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire amgaange mam Minister vun den öffentleche Bauten an dësem Fall ze diskutéieren, datt mer eis wierklech aner Regele ginn, fir datt esou Dérapagen, déi kee Privatmann sech normalerweis kënnt leeschten, an Zukunft net méi virkommen.

Här President, mir ginn eise Jo zu dësem Projet, dat awer mat schwéierem Häerzen, well et soll kee falscht Signal no bausse sinn, datt ëmmer an ëmmer erëm datselwecht soll kënne virkommen. Et wär vläicht net schlecht gewiescht, wa mer hei eng Motioun oder eng Résolutioun gestëmmt hätten, wou mer eis selwer esouguer opgefuerdert hätten nei Regelen anzeféieren, wou mer wierklech mat alle Mëttele verhënneren, datt dat do an deem Mooss weider geet, wéi ech dat elo grad opgezielt hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Ier d'Madame Statssekretärin hei ënnen ass, wollt ech nach en Opruff un d'Kolleege maachen. Déi, déi aus- an aginn, si gebieden d'Dier zouzemaachen, well d'Madame Statssekretärin huet et selwer missen e puermol maachen. Ech mengen, jiddere soll kënnen d'Dier och zoumaachen, wann en erausgeet.

Madame Statssekretärin.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Merci, Här President, datt Dir esou léif u mech denkt, net datt ech nach fortgeblose ginn dohannen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei amgaangen iwwer e Gesetzesprojet ze diskutéieren, dee mer viru kuerzem déposéiert hunn, wou de Stat eng Subventioun ausbezuelt un d'Gemengen, fir de Bau vu kulturellen an deelweis touristesche Gemenge-Centres culturels. De Stat gëtt also hei eng Subventioun bäi fir Projeten, déi vu Gemenge geplangt sinn a vu Gemengen initiéiert sinn an déi och ënner Gemengeverantwortung gebaut gi sinn. Mir ginn do nëmmen eng Subventioun, wat ganz am Respekt vun der Autonomie communale ass.

Elo sinn déi hei zwee Projeten - Ettelbréck an Iechternach - virun e puer Joer schonn eng Kéier an der Chamber gewiescht, a si sinn deemools gestëmmt gi fir e gewëssene Betrag, an tatsächlech ass dee Betrag iwwerschratt ginn, deelweis zimlech wäit iwwerschratt ginn. Mir hunn awer gemengt a fonnt an der Regierung, datt mir déi zwou Gemengen an dësem Fall net sollen am Ree stoe loossen, mä hinnen nach eng zousätzlech Tranche noschéissen. Et hätt ee selbstverständlech kënnen iwwerleeën, wéi och bei anere Saachen, ob ee géif e Plaffong asetzen, an dee Plaffong strikt respektéieren an net iwwerschreide loossen. Trotzdeem hu mer fonnt, datt éischtens déi zwee Centres culturels eng regional Vocatioun hunn an datt mer do fir an enger Optik vu kultureller Dezentralisatioun, wou mer Infrastrukturen net nëmmen an oder ronderëm dem Zentrum vum Land oder an der Haaptstad solle setzen, mä zweetens och doriwwer eraus an déi eenzel Regiounen eppes erlaben hinzebauen, wou kulturell Aktivitéite kënne stattfannen; an dowéinst war d'Regierung der Meenung, datt mer hei sollten nach eng zweet Tranche noschéissen, a mer wollten nach eng zweete Kéier an d'Chamber kommen, fir hiren Accord dozou ze kréien.

Vocation régionale: Se war ganz wichteg an deem Kontext a wéi gesot, d'Dezentralisatioun louch eis um Häerz an dat wollte mer dann dee Moment och hei nach eng Kéier berücksichtegen, fir eppes mat bäizeginn, obschonn et Projete sinn, déi ganz ënnert der Gemengeverantwortlechkeet gemaach gi sinn. Mir kënnen do derzou soen, obschonn et héich Beträg sinn, déi hei nach ees derbäikommen, dass mer och, wat den Iechternacher Projet ubelaangt, nach eng Kéier 20% vun enger Tranche kënnen iwwert de FEDER bäikréien, déi dann deenen Iechternacher selwer zegutt kënnt.

*(Interruption)*

Jo, an dat kënnt nach dobäi.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Et muss ee jo awer och soen, dass de Stat sech jo och säin Deel vun där FEDERs-Tranche hëlt.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Jo, dee kritt dat, an do kënnt nach en Deel an d'Statsdëppen zréck.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Se ass net integral fir d'Gemeng.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Jo, dat hunn ech jo gesot. Mä se kënnt Iech awer zegutt.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- …an et ass och ëmmer esou gewiescht.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Dat ass jo och normal, dat ass jo an engem Kontext gewiescht, wou dat jo och gepasst huet an de Kritären eran; d'Halschent ass fir d'Gemengepartizipatioun, d'Halschent fir dem Stat seng.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- De Stat profitéiert jo och vun Europa.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Fir awer an der Zukunft e bëssen aneschters vläicht virgoen ze kënnen, wat esou Projeten ubelaangt a virun allem wat esou Planungen ubelaangt, zwou Bemierkungen.

Éischtens, sou wéi elo an och an Zukunft wëllt de Stat weiderhin de Gemenge Sue bäileeën, wa si infrastrukturell Planunge maachen um lokale respektiv - nach besser - um regionalen Niveau.

Zweetens awer, fir do e bëssen ze kucken, éischtens wat mer hunn an zweetens wou mer higinn, hu mer virgesi fir an nächster Zäit eng Programmatioun auszeschaffen iwwert déi regional an déi dezentraliséiert kulturell Animatioun. An zwar wäerte mer do vum Kulturministère aus en Inventaire opstellen, fir ze kucke wat mer hu vu Strukturen, wou mer dru sinn, wat an deene Strukture leeft, wéi se bedéngt ginn an da wäerte mer elo relativ geschwënn e Questionnaire erausschécken un d'Gemengen, wou mir se froen, fir eis matzedeelen, wéi si selwer déi Saachen opgedeelt hunn a wat vu Méiglechkeeten an hiren Haiser besteet fir Aktivitéiten ze maachen. No deem Questionnaire an no deem Inventaire, wa mer dann d'Iwwersiicht hunn dovunner wat do ass, da wäerte mer e Projet de loi iwwert d'Animation culturelle régionale erabréngen, wou mer och souwéisou wëlles hunn, d'Procédure d'éligibilité ze iwwerkucken an eventuell dat Ganzt an enger pluriannueller Planung opzestellen, fir et dee Moment aneschters hinzekréien, wéi mer dat bis elo de Moment an der Planung, e bësse méi vu Joer zu Joer, maachen.

Dat heescht éischtens, dass mir am Fong geholl - wann ech dat däerf soen - déi Motioun, déi mer elo virdru kritt haten an déi den Här Adam eraginn huet, eigentlech souwéisou iwwert dee Projet de loi do regele wäerten. Wat Dir gefrot hutt, fir dorënner kënnen dran ze maachen, hu mir wëlles an deem Projet de loi ze maachen an do ginn och dann nach eng Kéier, wéi gesot, d'Kritäre gekuckt, sou dass ech denken, dass dat, wat Dir eis do frot, souwéisou dat ass wat mir bréngen a sech dann an deem Kontext do géif dran erafannen, sou dass an deem Sënn net nach eng Kéier eng zousätzlech Prozedur muss gemaach ginn, fir eventuell do d'Saachen opzedroen; et deet mer Leed, ech hat geduecht ech hätt se an der Hand an ech hu se awer scheinbar elo hei net dobäi. Dach, hei ass se.

**M. le Président**.- Madame Minister, hei ass se.

**Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Merci, ech hat se awer hei.

An dann, wat d'Strukture fir déi Administrations communales ze begleeden ubelaangt, an der Planifikatioun, an dem Bauen an an der Exploitatioun vun Infrastructures culturelles régionales, do muss ee sech iwwerleeën a wéi engem Kontext een dat mécht - a wéi engem groussen -, an do muss ee sech och iwwerleeën a wéi engem grousse Mooss dat eventuell an eng kommunal Autonomie erageet oder eben net. Sou dass ech mengen, dass déi Saachen, wou Dir hei proposéiert, richteg sinn an deem Sënn, a souwéisou kënne mer dat analyséiere wa mer de Projet de loi hunn, an an deem Sënn hu mer souwéisou wëlles eppes virzeschloen.

Ech wëll just nach e puer Saache soen. Wou ech da vun de Gemengeverantwortlechen hei gutt héieren hunn, wéi eng Wënsch un d'Regierung erugedroe gi sinn, just zwou ganz kuerz Bemierkungen, ouni hei wëllen op alles anzegoen a souwéisou ouni wëllen iergendeng Polemik ze maachen: nämlech datt mer héieren hunn, wa mer soen, dass mer all d'Projeten ënnerstëtzen, dat selbstverständlech och fir déi aus der Haaptstad gëllt, déi tatsächlech bei hirem Theater näischt bis elo bäikritt hate a mer och gesot hunn - dat hat ech der Madame Flesch viru kuerzer Zäit gesot -, fir 2005 kënne mer do näischt maachen, mä mir kucken awer do och eppes bäizeginn an deene Budgeten duerno; dat wier déi Saach.

Dovunner ofgesinn, dass och deen Theater natierlech Dépassementer erlieft hat, sou wéi dat bei deenen zwee Projeten, déi haut hei um Ordre du jour sinn, och ass. An dann, denken ech, kann een eventuell och nach aner Konklusiounen aus aneren Diskussiounen zéien, wann déi sech imposéieren, an déi op Projeten transposéieren, déi op de regionale respektiv kommuna-

len Niveau passen. Wann der dat wëllt a wann dat gewënscht ass, dann denken ech schonn, dass mer do eppes géife fannen, fir och dat kënnen ze maachen; wéi gesot, wann Dir wëllt, dass de Stat an deene Projete méi agräift, déi u sech Gemengeprojete sinn.

An ech géif awer nach soen, dass ech ganz frou sinn, dass sech hei an der Chamber eng grouss Majoritéit fënnt, sou wéi ech dat bis elo héiere konnt, fir wann de Stat d'Gemengen ënnerstëtzt, sou wéi en dat hei mat dësen zwee Projete mécht, an ech well lech dofir Merci soen.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5373. Den Text steet am Document parlementaire 5373[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5373 ass unanime mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Paul Helminger), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Deem ass esou.

Duerf ech der Chamber folgend Propositioun maachen?

**Une voix**.- Mir mussen nach fir d'éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen.

***Motion 1***

**M. le Président**.- Ah jo, mir mussen nach elo fir d'éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen. No den Aussoe vun der Madame Statssekretärin, wëllt Dir, dass mir iwwert d'Motioun ofstëmmen?

**Une voix**.- Ah jo!

**Une autre voix**.- Méi wéi jee!

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Dat dierft guer kee Problem si fir se unzehuelen.

**M. le Président**.- Et ass gutt. Här Scheuer, wann ech gelift.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Also déi Motioun ass ouni Zweifel sympathesch, mir hu jo awer héieren, dass d'Regierung gewëllt ass en neie Projet ze deponéieren am Kader vun der Diskussioun vun deem dote Projet, et soll een och déi Motioun an der Kommissioun examinéieren, et wär jo schued, wa se lo géif ofgelehnt ginn.

**M. le Président**.- Jo, Här Bausch.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, also déi Motioun do ass vun den Aussoen hier sou kloer wéi - op gutt lëtzebuergesch gesot - Bullettszopp, well si ass schonn honnertmol virdrun ugeholl ginn, an ech mengen dass et kee Wäert méi huet se an eng Kommissioun ze vertagen. Et ass eendeiteg a kloer wat hei verlaangt gëtt a mir hätten déi gären haut hei zum Vote wann ech gelift.

**M. le Président**.- Madame Brasseur.

**Mme Anne Brasseur** *(DP)*.- Här President, ech wollt soen, dass d'DP-Fraktioun déi Motioun hei ënnerstëtzt an och wäert stëmmen, well dat si just déi Fuerderungen, déi d'Madame Flesch och elo grad als mandatéierte Spriecher ënnerstrach huet. Tant mieux, wann d'Regierung relativ séier domat kënnt, dann huet se och séier dem Wonsch vun der Chamber Rechnung gedroen an dann ass dat eng Motioun, déi e Suivi kritt. Dofir géing ech dann en Appel un d'Majoritéitsdeputéierte maache se ze stëmmen, an net, wéi den Här Scheuer gesot huet, dass se géing ofgelehnt ginn. Ech fannen et soll een de Vote net préjugéieren, dat hei ass eng verstänneg Propositioun a mir wäerten déi dann ënnerstëtzen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun.

***Vote***

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee- géint 22 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.*

**Plusieurs voix**.- Oh!

**M. le Président**.- Et waren 22 Jo-Stëmmen an 38 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domadder ass d'Motioun ofgelehnt.

***(Interruption et hilarité)***

Da wollt ech der Chamber folgend Propositioun maachen: Mir hunn de Projet de loi 5342 iwwert d'Mise en conformité vum Assainissement de l'aéroport, an de 5385, deem et och ëm de Flughafe geet, an zwar eng Tour-radar. Ech wollt der Chamber proposéieren, dass mer déi zwee Projet-de-loien an enger Kéier diskutéieren, well et och déiselwecht Orateuré sinn, déi ageschriwwe sinn. Ech hätt folgendermoosse proposéiert: Mir huelen deen ee Rapporteur an duerno deen zweete Rapporteur an da kéime mer op d'Riednerpult esou wéi mer ageschriwwe sinn.

Sidd Der domadder d'accord?

***(Assentiment)***

Da ginn ech dem Rapporteur vum Projet de loi 5342, dem honorabelen Här Roger Negri, d'Wuert. Ech wëll just betounen, dass den Här Negri och Spriecher ass vu senger Fraktioun. Hie géif also och déi Zäit direkt u säi Rapport drunhänken.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

## 4. 5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

## 5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

***Rapports de la Commission des Transports***

**M. Roger Negri** *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wann een um Findel steet a schwätzt, dann denkt een net direkt un d'Biereler Baach. Et ass mer eng Éier als Rapporteur vun der Transportkommissioun de Projet de loi 5342 virzestellen iwwert d'Mise en conformité vum Assainissement vum Flughafen, wou et ganz kloer drëm geet eng ëmweltkonform, global Sanéierung vum gesamten Ofwaassersystem um Flughafenareal ze realiséieren, an dofir net zulëscht d'ëmweltkonform Sanéierung vun der Biereler Baach am sou genannte Fransousegronn an och Biereler Gronn genannt, am Dall vun der Syrëbaach Richtung Mënsbech.

Bei menger Aarbecht als Rapporteur vun dësem Projet hunn ech mech perséinlech vum schlechten ekologeschen Zoustand vum Réckhaltebaseng am Biereler Gronn am Bëreng vum Flughafen iwwerzeegt, dëst zesumme mam Flughafepersonal, wou och RTL opgeholl huet, a wou jiddfereen op der Plaz bedauert huet, dass een dee schlechte Geroch - fir elo mol hei net méi ze soen - leider net filme kann.

Dass mir dobäi och bal all festgeholl goufe wéinst deem parallellen Offlug vum Kinnek vu Jordanien duerch iergendwellech Koordinatiounsëmstänn, déi sech awer an aller Frëndlechkeet a Selbstverständlechkeet opgeléist hunn...

**Une voix**.- Schued, dass se lech lafe gelooss hunn.

***(Hilarité)***

**M. Roger Negri** *(LSAP), rapporteur*.- …, wäert en nohaltegen Androck, a wahrscheinlech net nëmme bei mir, hannerloossen.

Ech wéilt drun erënneren, dass de Flughafenareal eng Gesamtfläch vu 451 Hektar huet an dass all Aktivitéite ronderëm de Flughafe ronn 4.700 Aarbechtsplazen ausmaachen an zu 2,7% vun eisem PIB bäidroen.

Dëse Projet vum Assainissement vum Findel huet e groussen ëmweltpolitesche Charakter. Dës Realisatioun vun insgesamt 58 Milliounen Euro erméiglecht d'Ëmwelt wesentlech manner ze belaaschten duerch Schmotzwaasser, wéi dat haut nach de Fall ass. Fir den Assainissement vum Flughafen an de Kontext ze setzen, wëll ech déi spezifesch geographesch Lag vum Findel uschwätzen.

Een Deel vum Gebitt vum Findel läit a Quelleschutzgewässer, ganz no also bei den Drénkwaasserquellen, der Quell vum Biereler Gronn an der Quell vum der Polfermillen, déi vun der Stad Lëtzebuerg exploitéiert ginn. D'Ofwaasser vum Site um Findel fléissen engersäits no Westen duerch d'Kanalisatiounsnetz vun der Stad Lëtzebuerg an d'Uelzecht an anerersäits a Richtung Osten, wéi gesot, duerch d'Biereler Baach an d'Syre.

D'Reewaasser- an d'Schmotzwaasserofféierung um Findel ass säit laange Jore problematesch, well d'Kanalisatiounsnetz iwwereelst ass. Dozou kënnt nach, dass d'chemesch Mëttelen, déi fir d'Entäisung vun de Fligere benotzt ginn, net méi weider an d'Biereler Baach an Zukunft däerfen ofgeféiert ginn.

Fir dat Ganzt elo adequat an de Grëff ze kréien, ginn déi aktuell hydraulesch Capacitéite vun de Kanalisatiounen an och déi bestoend Réckhaltebasengen net duer. Dëst wäert an Zukunft nach vill méi wichteg gi bei der Realisatioun vum Plan d'occupation du sol, oder POS ofgekierzt, oder dem Buedemnotzungsplang, wou jo nach weider zousätzlech Flächen erschloss ginn. Aus all deene genannte Grënn besteet offensichtlech Handlungsbedarf. An dofir ass och e Plan directeur d'assainissement vum Transportministère an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren a mat deene betraffene Servicer vun der Gemeng Lëtzebuerg opgestallt ginn.

Dëse Plan directeur ass den Objet vun dësem Gesetzesprojet. Et sinn dës insgesamt 13 verschidden Deelprojeten. Aacht dovu betreffen de Waasseroflaf a Richtung Syre an déi aner fënnef de Waasseroflaf a Richtung Uelzecht. Wat de Syredall betrëfft ass Folgendes virgesin: den Ëmbau vum bestoende Réckhaltebaseng vun engem Opfangvolumen vun 19.000 op 29.000 m³; de Bau vun engem Réckhaltebaseng fir d'Tarmacsiandepist mat enger Capacitéit vun 8.500 m³; de Bau vun engem Kanaltrennsystem laanscht den Tarmac vun der Aerogare op enger Längt vun 330 m; d'Verstäerkung vum Ofwaasserréseau um Findel vum Tronçon Neihaischen-Schraasseg op enger Längt vun 1.800 m; de Bau vun zwee Réckhaltebasenge fir Piste mat engem Globalvolumen vun 870 m³; déi deelweis Astandsetzung an Ofdichtung vum bestoende Kanalisatiounsnetz; den Ausbau vum Drénkwaasserréseau am Beräich vum Cargocenter an eng Provisioun fir eng finanziell Bedeelegung vum Flughafen am Hibléck op eng weider spéider Extensioun vun der interkommunaler Kläranlag vum SIAS vun Iwwersiren op eng Equivalenz vu 15.000 Awunner gläichwäertend.

Wat den Uelzechtdall betrëfft ass Folgendes virgesinn: de Bau vun engem Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vu 650 m³ op der Tréierer Strooss; de Bau vun engem oppene Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vun 13.100 um westlechen Enn vun der Pist; de Bau vun engem Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vu 8.500 m³ fir déi nei Zon vun den Hangaren op der Sandweiler Säit; déi deelweis Astandsetzung an Ofdichtung vum bestoende Kanalisatiounsnetz en général an - zum Schluss - den Ausbau vum Drénkwaasserréseau.

De Gesamtkäschtepunkt vun dësem Projet de loi ass wéi gesot 58 Millionen Euro, déi sech op sechs Joer verdeelen. Dësen zolitten Invest ass gerechtfäerdegt, wann een den ekologeschen, de sozialen, den ekonomeschen an net zulescht de Sécherheetsaspekt a Betruecht zitt.

Dëse Projet de loi ass den 19. Mee 2004 an der Chamber deponéiert ginn. De Statsrot sengersäits huet a sengem Avis vum 12. Oktober 2004 de Projet guttgeheescht, well déi geplangten Aarbechte fir den Ëmweltschutz a fir d'Entwécklung vum Flughafen dringend noutwendeg sinn. An där zoustänneger Chamberkommissioun vum Transport wëll ech déi konstruktiv Diskussiounen ervirstraichen, déi mir haten. Et ass preziséiert ginn, dass d'Facturatioun vun den Ofwaasser, déi un d'Kläranlagen vum SIAS zu Iwwersiren a vun der Stad Lëtzebuerg fléissen, nom Prinzip vum Pollueur-payeur gemaach gëtt. Et ass och festgehale ginn, nodeem dass verschidde Froen diskutéiert waren, dass d'Infrastrukturen um Flughafen dem Lëtzebuerger Stat gehéieren, an dass doduerch d'Käschte vun dësem Assainissementsprojet vum Statsprojet gedroe ginn.

Als Rapporteur vun dësem Projet hunn ech awer feststelle missen, dass de Budget, deen am Planning vum Projet de loi fir d'Joer 2005 festgehalen ass, 16 Millionen Euro virgesäit an domat net mat den Zuelen, déi am Projet vum Statsbudget vun 2005, wou 2 Millioune stinn, iwwerenee stëmmt.

Ech hunn an der Kommissioun meng Bedenken iwwert d'Anhale vum Planning vun net méi wéi sechs Joer ugemellt, wéinst der Dréngleckeet vum Projet. Mir wäerten all zesummen deen noutwendegen Equiliber sichen e fannen, tëschent deene finanziellen an deenen ekologesche Contrainten.

Vun deenen 13 eenzelne Projeten, déi de Plan directeur bëinhalt, ginn der véier co-finanzéiert, an zwar een zesumme mat der Kläranlag vum SIAS, ee mat der Gemeng Sandweiler an déi zwee aner mat der Cargolux. De Käschtepunkt vun deene véier verschiddene Projeten, déi co-finanzéiert ginn, sinn am Gesamtbudget vun deenen 58 Millionen Euro mat abegraff.

Et wär gutt gewiescht, wann déi entspriechend Konventioune mat deene betraffene Partner elo scho bekannt wieren. An dësem finanzielle Volet wëll ech nach eng Kéier erwähnen, dass an dësem Projet eng Provisioun virgesinn ass, fir eng zukünfteg finanziell Bedeelegung vum Flughafen un de spéideren Ausbau vun der Kläranlag vum SIAS bei Iwwersiren. Dëse Projet ass an der Transportkommissioun unanime ugeholl ginn, an dofir wëll ech hei all deene Leit, déi dozou bäigedroen hunn, wierklech Merci soen.

Als Spriecher vun der LSAP-Fraktioun wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, d'Realisatioun vun deene geplangten Investitiounen um Flughafe verhënnert, dass beschmotztend Waasser an d'Grondwaasser komme kann. An der Wanterzäit wéi elo gëtt d'Iwwerflächewaasser besonnesch belaascht, wann d'Tarmacpiste mat Entdeeungsmëttelen an d'Fligere mat Entäisungsproduitë behandelt ginn. Déi staark belaaschten Iwwerflächewaasser, déi bis elo zum Deel duerch de Fransouse Gronn an d'Biereler Baach gefloss sinn, ginn an Zukunft duerch d'Realisatioun vun deenen zwee geplangte

Projeten, engersäits Réckhaltebasengen an anerersäits Trennsystem fir de ganze Flughafen, separat opgefaangen an ausschliesslech an der Kläranlag vum SIAS zu Iwwersiren behandelt. Dës Mesurë si vun enormer Wichtegkeet, well doduerch verhënnert gëtt, dass Schmotzwaasser an déi ganz sensibel Drénkwaasserquelle vum Biereler Gronn a vun der Polvermille komme kann.

Ech wëll och nach op eng Verbesserung a puncto Sécherheet hiweisen, notamment duerch déi nei sou genannte „prises rapides" an duerch d'Verstäerkung vum Drénkwaassernetz, fir an engem Brandfall direkt an efficace kënnen ze reagéieren.

Eise leider vill ze fréi verstuerwene Kolleeg Marc Zanussi huet den 30. Mäerz vun dësem Joer eng parlamentaresch Ufro gestallt, fir op déi gravéierend Problemer hinzeweisen, déi et um Findel gëtt am Kader vun der Veerschmotzung vum Waasser an op de katastrophalen Zoustand vun den Infrastrukturen. Dëse politesche Verstand vum Marc verdéngt et hei ënnermauert ze ginn.

Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, all dëst ënnerstraicht déi enorm Wichtegkeet um ekonomeschen an um soziale Plang, deen de Flughafe fir eist Land huet. Fir dass d'Entwécklung vum Flughafen um Findel am Aklang mam Ëmweltschutz an Zukunft ka bestoen, ass d'Realisatioun vun dësem Projet dringend noutwendeg. An deem Sënn wëll ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président**.- Merci, Här Negri. Mir géifen dann elo de Rapporteur héiere vum Projet de loi 5385, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Angel** *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Negri huet virdu scho gesot, wéi wichteg de Flughafe Findel fir eis Wirtschaft a fir eisen Aarbechtsmaart ass. Ech wëll nach dobäi fügen, datt et och ganz wichteg fir eisen Tourismus ass, besonnesch de Geschäftstourismus, wann ee weess datt bal 80% vun de Volen, déi um Findel sinn, kommerziell Volë sinn, a 16% vun de Volen nëmme Cargosvolë sinn.

De Projet 5385, dee mir elo hei zur Ofstëmmung hunn, betrëfft, wéi säin Intitulé et seet, de Bau vun engem neie Radartuerm um Flughafen, an dozou gehéiert natierlech och d'Uschafung vun enger Rëtsch techneschen Equipementer, an och déi baussegt Aménagementer. Dat heescht bausse vum Radartuerm kënnt eng Sécherheetszon vun 38 op 35 Meter, wou nëmmen autoriséiert Persounen däerfen eran.

Fir d'Sécherheet an der Loftfahrt a méi spezifesch fir d'Sécherheet vun eisem Loftraum ze garantéieren, muss eise Flughafen um neitste Stand vun der Technik sinn, an e muss natierlech och déi nei international Norme vun Eurocontrol anhalen. De Bau vun engem neie Radar um Findel ass also onëmgänglech, well mer eben déi nei Norme vun Eurocontrol virgeschriwwe kruten.

Zousätzlech Fakte vläicht, firwat mer deen neien Tuerm bauen, erkläre sech doduerch, datt d'Bäibehale vun deem alen Tuerm géing verhënneren, datt verschidde baulech Moossnamen nach kënnen um Site vum Flughafen duerchgeféiert ginn, zum Beispill wa mer endlech eng Hal kréien, wou déi grouss Fligere kënne ganz era geparkt ginn, fir reparéiert ze ginn; well et muss ee wëssen, datt hautdësdaags nach déi Fligeren do gefléckt ginn, datt d'Halschent vum Fliger baussen ass, a bei dësen Temperaturen, mengen ech, ass dat net ëmmer esou einfach.

De Site, wou deen neie Radartuerm gebaut soll ginn, ass dee wou am Fong e ganz ale Radar fréier stong, wéi deen aktuelle Radar 1992 a Betrib komm ass. D'Lag vun dësem Site ass iwwregens vum Büro NAVCOM a senger Etüd mam Titel „Repositioning of Luxembourg Radar" vum Februar 2002 als optimal agestuuft ginn.

Här President, wat de baulechen Aspekt vun dësem neien Tuerm ugeet, ass ze soen, datt d'Gebai aus dräi Deeler besteet. Am ënneschten Niveau an enger Héicht vu 4,5 Meter mat engem Volume vun 1.450 m³ ass d'Entrée dran, den Accès zum Trapenhaus, zum Lift, technesch Raim, an och nach Lagerraim, an d'Raimlechkeete fir d'Transformatoren.

De mëttleren Niveau, dat ass am Fong deen Deel, deen herno den Tuermkapp dréit. Do ass nëmmen d'Trapenhaus an de Lift dran.

Da gëtt et nach den ieweschten Niveau. Dat ass am Fong dee wichtegsten. Den technesche Stack, kënnt een deen nennen. Deen ass op enger Héicht vu 37 an 42 Meter an do ginn dann och all déi technesch Radarinstallatiounen ubruecht.

De Käschtepunkt vun dësem Projet betrëfft 11,6 Millioune Euro an d'Bauzäit 28 Méint. Vläicht zwou Prezisiounen zum Käschtepunkt. De Bau vum Gebai selwer, déi dräi Deeler, déi ech elo genannt hunn, sinn ouni TVA 1,8 Millioune Euro an dee grousse Deel vun dësem Invest, 8,2 Millioune Euro ofgerënnt, geet an technesch Equipementer.

Här President, erlaabt mer nach e puer Wuert ze verléieren iwwert déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Transportkommissioun haten. D'Dérogatioun zum Artikel 12b vum Marchés-publics-Gesetz, déi am Artikel 3 vum Projet virgesinn ass, erkläert sech doduerch, datt de maximalen Délai vun dräi Joer, deen am Artikel 12b steet, méiglecherweis net agehale ka ginn, well zu deenen 28 Méint Bauzäit vum Radartuerm kommen och nach ongeféier sechs Méint dobäi fir d'Mise en fonction vun deenen neien Ariichtungen.

An der Kommissioun ass och ee Moment Rieds gaang, fir de Gesetzestext ze amendéieren, an zwar hu mer iwwert d'Installatioun vun engem neie Buedemradarsystem diskutéiert, an zwar net an deem neien Tuerm, mä an deem aktuellen Tuerm. Well et awer esou wichteg ass, dass mer schnell virukommen an dass mer esou séier wéi méiglech en neie Radar kréien, huet d'Kommissioun verzicht, well dat hätt eis an där ganzer Prozedur verzögert.

Wat den héije Käschtepunkt ubelaangt vun dësem neie Radar, huet d'Kommissioun ënnerstrach, dass et noutwenneg ass eis Equipementer ze moderniséieren, an eng Ursaach, firwat dat relativ deier ass, hu mir erkläert kritt, ass doduerch entstanen, dass op deem Marché vu Radaren net vill Konkurrenz ass, dass et nëmmen e puer Ubidder ginn, an dofir déi héich Präisser, voilà.

Här President, ech hunn elo puer Grënn opgelëscht, firwat et wichteg ass, mengen ech, dëse Projet ze stëmmen. Ech wollt Iech an och der Audienz hei soen, dass meng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech stëmme wëllt.

Merci.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Angel. Als éischte Riedner zu deenen zwee Projeten ass den Här Marco Schank ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Här Schank.

***Discussion générale***

**M. Marco Schank** *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dann e puer Sätz zum Projet 5342 iwwert den Assainissement vum Flughafen, vum Findel. Fir d'éischt wollt ech mengem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir deen ausféierleche schrëftlechen a virun allem och mëndleche Rapport, dat mécht mir d'Saach e bësselche méi einfach.

Mir hunn dee Projet haut um Ordre du jour fir gréng Luucht ze ginn, fir den Assainissement vum Flughafen duerchzezéien, dat heescht d'Sanéierung vum Ofwaassernetz, wat net esou einfach ass, well déi Ofwaasserproblematik um Flughafen eng duebel ass, engersäits insgesamt d'Infrastrukture fir d'Ofwässer ze evakuéiere verbesseren an anerersäits och d'Drénkwaasserversuergung optiméieren.

Vum Käschtepunkt ass scho geschwat ginn. Den héije Käschtepunkt ass bedéngt duerch déi aussergewéinlech Konfiguratioun vun deem Ofwaassersystem um Findel. Et handelt sech net nëmmen ëm een eenzege Réseau, et si gläich zwee Réseauen oder zwee eegestänneg Leitungsnetzer, engersäits am Osten d'Ofwaasser via Biereler Baach a wou se an d'Syre geleet ginn, an am Westen, wou dann den Ofwaasserréseau dee vun der Stad Lëtzebuerg benotzt an d'Uelzecht.

Do kann een dobäi soen - dat ass och schonn deelweis ernimmt ginn -, datt d'Stad Lëtzebuerg amgaangen ass hire Système séparatif ze renforcéieren op zwou Plazen, notamment direkt un der N1 Richtung Neiduerf a virun allem och am Val de Hamm. Déi Ofwaasser ginn dann an de Kläranlage laanscht d'Uelzecht respektiv an der Kläranlag vun Uewersiren sanéiert; op déi verschidden technesch Baumoossname ginn ech net weider an, dat huet de Rapporteur detailléiert gemaach.

Vläicht eppes zur Fro, firwat déi Sanéierung effektiv esou noutwendeg ass wéi de Rapporteur dat ënnerstrach huet. Dat huet verschidde Grënn, virun allem zwee Grënn. Den aktuellen Zoustand vum Kanalisatiounsréseau um Flughafen ass schlecht, ëmsou méi well déi éischt Ofwaasserkanäl schonn an de 50er Joren, respektiv Ufank der 80er Jore gebaut goufen, also Infrastrukturen, déi selbstverständlech net éiweg halen. Dann den héijen Alter, de Gros vun de Kanalisatiounsleitungen ass nun ebe baufälleg an dat bréngt da mat sech, datt nëmmen een Drëttel am Fong vun deenen Ofwässer iwwert d'Réseauen ofgeleet ginn, also am Kloertext zwee Drëttel vum Ofwaasser sickeren dann duerch Lächer, duerch Rëss an der Kanalisatioun direkt ongerengegt an de Buedem respektiv verdonsten deelweis duerch d'Hëtzt am Summer.

A vu datt et sech net nëmmen ëm onbelaaschtent Ofwaasser hei handelt, besteet d'Gefor, eng reell Gefor vun der Belaaschtung vun der Ëmwelt ronderëm de Flughafen, domat d'Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit insgesamt, déi do schaffen, déi do wunnen, an dat ass also alles keen idealen Zoustand. Et ass och scho vum Rapporteur gesot ginn, datt dobäi kënnt, datt ronderëm de Flughafen ee Quelleschutzgebitt ass, wou d'Stad Lëtzebuerg notamment am Biereler Gronn, respektiv op der Polfermillen Drénkwaasser bezitt.

Dann ass och drop higewise ginn, datt d'hydraulesch Capacitéit vun där separater Kanalisatioun vun der Stad Lëtzebuerg limitéiert ass, well déi och eng Partie vum Reewaasser opfänkt, an d'Problematik gëtt däitlech duerch dëse Projet entschäerft. Dat ass de Grond, firwat datt mer dee Projet um Ordre du jour hunn. Dobäi kënnt eben, datt dee komplette Kanalisatiounsréseau um an och ronderëm de Flughafen an d'Rei gesat gëtt.

Deen zweete Grond vun där Problematik ass deen, datt d'Evakuatioun vum Iwwerflächewaasser am Wanter, an dat ass och schonn ugedeit ginn, de Problem vun dem Wanterdéngscht um Tarmac selwer, awer och vum Entäise vun de Fligeren, vun den Tragfläche virun allem, och do leeft dat Waasser quasi onbehandelt bis elo an d'Biereler Baach a Richtung Syre, zumindest dee gréissten Deel. An Dir kennt dat, datt d'Pisten, d'Fligere mussen eben aus Sécherheetsgrënn entäist ginn, an ech hunn nogefrot, d'Ponts et Chaussées maachen dat jo um Findel fir d'Luxair, fir de Flughafen, a viru kuerzem si se awer vu Glykol an Harnstoff erof gaangen, déi sinn ersat ginn duerch Produiten, déi éischter biodégradabel sinn. Dobäi kënnt, datt awer nach wie vor fir d'Fligere selwer eng Mëschung vu Glykol a waarmem Waasser gebraucht gëtt.

Bäi Glykol, do gëtt gesot, dat wier biologesch ofbaubar. Dat ass wuel zum Deel esou, selbstverständlech ginn awer ganz grouss Quantitéite Sauerstoff gebraucht, wann deen Ofbauprozess leeft, dat ass also fir eng Baach, wou dat eraleeft, selbstverständlech net gutt. Da kënnt dobäi, datt vill Flëssegkeet gebraucht gëtt. Et gëtt gesot, datt fir e grousse Fliger bis zu 1.000 Liter däers Gemësch do gebraucht gëtt, wat jo eng enorm héich Quantitéit ass.

Gutt, fir all deem entgéintzewierken, ginn dann och Réckhaltebecke gebaut, wou dat Uewerflächewaasser vun de Piste ka gesammelt ginn an da kontrolléiert a Richtung Syre ofgeleet ka ginn, respektiv an de Kläranlage fach- an ëmweltgerecht entsuergt gëtt.

Da sollen och Réckhaltebecke gebaut gi fir Problemer, déi um Site selwer entstinn, zum Beispill wann Uelech oder Kerosin ausleeft, fir deene Geforen entgéintzewierken, oder och wann et eng Kéier zu engem Accident géif kommen, wat mer net wënschen, datt Läschwaasser kann opgefaang ginn. An de Kontext vun der Sanéierung vum Flughafen, dat hunn ech virdru gesot, gehéiert och d'Drénkwaasserverbesserung, dat heescht d'Verleeë vun neie Waasserleitunge laanscht d'Start- an d'Landepiste fir d'Méiglechkeet vun der Brandbekämpfung effektiv ze hunn.

Et ass och scho vum Rapporteur gesot ginn, datt déi problematesch Situatioun do am Fong verstäerkt gëtt duerch dat, wat duerch de POS nach soll dobäikommen. Dir wësst, datt eng Zone à caractère tertiaire geplangt ass, datt eng Zone différée nach geplangt ass, datt geplangt ass en neien Hangar fir d'Cargolux ze bauen, eng nei Plattform fir d'Fligeren ze stationéieren. An do ass dann och meng Fro un de Minister, deen eventuell weess vu sengem Kolleeg Landesplanungsminister, wou den Dossier drun ass - ech weess, datt en den Ament am Ministère läit zur Begutachtung. An déi zweet Fro an deem Kontext, wou de Kommodo drun ass an deemselwechten Zesummenhank.

Mir hunn e Projet de loi virleien, et ass gesot ginn, e Plan directeur d'assainissement ass ausgeschafft gi mat alle Partner, wat ech och begréissen, wou d'Stad Lëtzebuerg hir Responsabilitéit iwwerholl huet, den Transportministère an aner concernéiert Acteuren. Vum Käschtepunkt ass och geschwat ginn, ech wollt kuerz dozou soen: De Stat iwwerhëlt 100% vun deenen 58 Millioune Euro. De Grond dofir ass, datt de Flughafen e ganz wichtegen ekonomesche Facteur fir Lëtzebuerg bedeit. Et ass net virgesinn, datt d'Utilisateure vum Flughafen sech direkt un den Investissementer, elo un den Infrastrukture bedeelegen, mä et ass awer och ganz kloer esou, datt déi Utilisateure Loyer bezuelen, respektiv Redevancë bezuele fir entspriechend Servicer an Infrastrukturen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun der Importenz, der Noutwendegkeet vun deem Projet, déi de Rapporteur och nach eng Kéier däitlech gemaach huet, am Kontext Ekologie, am Kontext Entwécklung och vum Flughafen, och vun der Gesondheet vun de Leit, déi do wunnen a schaffen, stëmme mer selbstverständlech als Fraktioun dee Projet an ech ginn och eisen Accord fir deeselwechte Projet.

Dann nach e puer Sätz zum Projet de loi 5385, de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Radartuerm um Flughafen. Do wollt ech dann och dem Kolleeg Marc Angel Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Dir wësst, an do brauch ech net wäit auszehuelen, datt net nëmmen op de Stroossen de Verkéier zouhëlt vun Dag zu Dag, mä datt en eben och iwwer eise Käpp zouhëlt. Wann een déi lescht Zuelen aus dem Aktivitéitsbericht vum Transportministère kuckt, da gesäit een och däitlech, datt an engem Zäitraum vun zéng Joer, vun 1994 bis 2003, d'Zuel vun de Mouvementer um, an et kann een deelweis och soe ronderëm de Flughafen zu Lëtzebuerg ëm méi wéi 20.000 Unitéiten eropgaangen ass, bis haut 91.800 Bewegungen.

Dat ass an deene leschten zéng Joer eng Steigerung vun 22% an et ass kloer, dass et sech net nëmmen ëm Mouvementer handelt, wou gestart a wou gelant gëtt, mä datt eben och kleng Fligeren an Helikopteren an esou weider do ronderëm fléien an eben och déi lokal an international Flugbewegungen insgesamt. Et kënnt derbäi, datt d'Fligerflott souwuel vun der Cargolux wéi och vun der Luxair wiisst a mir wëssen allegurte ganz genau, datt d'Flugbewegungen an Zukunft net wäerten ofhuelen, mä au contraire zouhuelen.

Da gëllt et natierlech dee Verkéier, deen et elo scho gëtt an der Loft an deen nach zouhëlt, a sécher Bunnen ze leeden, an dofir brauch de Flughafen nun eemol e performanten, e modernen Iwwerwaachungssystem, a mir hu schonn héieren, de jëtzege Radar um Findel ass zënter 1992 operationell an huet seng maximal Capacitéiten däitlech erreecht an entsprécht eben och net méi deenen neien technesche Normen, déi gefuerdert ginn, déi virun allem ab der zweeter Halschent 2005 vun Eurocontrol verlaangt ginn.

Dee Projet, dee mer also haut de Mëtteg wäerte stëmmen, gesäit vir e ganz neie Radartuerm um Findel ze bauen, équipéiert mat performanten, héich sensibele Geräter, déi um leschte Stand vun der Technik sinn. Deen neie Radar dréit sécher dozou bäi, fir eben d'Sécherheet am Flugverkéier ze assuréieren, fir d'éischt emol, a virun allem och insgesamt ze verbesseren.

De Rapporteur huet et gesot, deen aktuelle Site vum Tuerm konnt eigentlech net bäibehale ginn, dat wier wuel e gutt Stéck méi bëlleg ginn, dat war awer net méiglech, well en dann déi zukünfteg Infrastrukturprojeten an der Enceinte vum Findel hypothekéiert hätt. De Bau vun deem neie Radartuerm ass net nëmmen noutwendeg fir d'Sécherheet an eisem nationale Loftraum, en dréit och eben anere verschidde Missioune Rechnung, wéi mer se vun der internationaler Organisatioun fir déi zivil Loftfahrt, der OACI, operluecht kruten.

De Service du Contrôle de la Circulation aérienne huet deemno net nëmmen als Missioun eisen nationale Loftraum ze iwwerwaachen, dat heescht also ënner anerem d'Starter an d'Landungen um Findel, mä en ass och verflicht d'Sécherheet vum ganzen Transitverkéier an eisem Loftraum bis 4.500 Meter ze assuréieren. Wann d'Fligeren méi grouss gëtt, also vu 4.500 Meter u bis 8.000 Meter, gëtt d'Iwwerwaachung vu Belgocontrol assuréiert, an all Vol doriwwer eraus, iwwer 8.000 Meter, do ass et dann Eurocontrol, déi fir d'Iwwer-

waachung responsabel sinn. A fir datt eben d'Koordinatioun och klappt zwëschent deene verschiddenen Unitéiten do, ass deen neien Tuerm wichteg, dat heescht sinn déi nei standardiséiert technesch Norme wichteg, an déi ginn eben duerch deen neien Equipement dann och geleescht.

Ab 2005 mussen all Programmer, all Installatioune geännert ginn, well wéi gesot Eurocontrol nei technesch Normen definéiert huet, an dësem Ëmstand gëtt selbstverständlech duerch de Bau vun deem neien Tuerm Rechnung gedroen. Dat neit Material, eleng dat technescht Material, muss an enger Héicht vun 8,2 Milliounen Euro ugeschafe ginn an de Gesamtkäschtepunkt vum Projet, et ass gesot gi vum Rapporteur, beleeft sech domat op 11,6 Milliarden Euro, wou dann de Bau vum Tuerm selwer vläicht dee méi klengen Deel ass.

Elo kann een driwwer streiden a soen, datt dat awer deier Equipementer sinn, mä ech mengen et ass müsseg do ze streiden, well d'Sécherheet vun de Flugpassagéier a virun allem och d'Sécherheet vun de Leit um Buedem sinn dee Präis do definitiv wäert. Dofir wollt ech ofschléissend, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, soen, datt mir als CSV-Fraktioun deem Projet selbstverständlech wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Schank. Den nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Paul Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

**M. Paul Helminger** *(DP)*.- Jo, Här President, Kolleegen, wann ee méi spéit schwätzt, da brauch een net méi gradesou vill ze soen, besonnesch wann et ëm Projete geet, déi jo mat grousser Wahrscheinlechkeet hei mat enger ganz grousser Majoritéit wäerte gestëmmt ginn.

Och ech freeë mech, datt déi Projeten elo hei zur Diskussioun an zum Vote ustinn. Et si Projeten, déi nach vum Virgänger vum jëtzegen Transportminister op den Instanzewee geschéckt gi sinn an op déi mer eng ganz Zäitche gewaart hunn. Mir si frou - wann ech elo meng Stater Kap ee Moment däerf undoen -, datt, grad just wat elo d'Ofwässer ubelaangt, mer do net nëmmen eis Quellen am Biereler Gronn an an der Polfermille besser géint d'Pollutioun geschützt kréien, mä datt mer och déi Ofwässer, déi soss nach vum Flughafen an eise Réseau vum Kanal eralafen, e bësse méi propper kënnen iwwerhuelen an dofir och manner Problemer domat hu fir se dann ze entsuergen.

Ech géing just an deem Zesummenhank op eppes opmierksam maachen, wat de Rapporteur, den Här Negri, deem ech iwwregens fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport och wéilt villmools Merci soen, schonn ugerass huet, dat ass d'Fro vun de Suen. Hei hu mer et jo mat engem Projet ze dinn, deen 58 Milliounen Euro insgesamt soll sinn, dee wuel sech bis 2010 soll erstrecken, mä wou mer awer da feststellen, datt vun deene 16 Milliounen, déi eigentlech virgesi ware fir d'nächst Joer, sech der am Budget nëmmen nach zwou Milliounen erëmfannen, an do ass och eng kleng Onkloerheet, well am Commentaire des articles zum Budget geet awer nach ëmmer vun 12 Millioune Rieds. Do géing ech nawell gäre vum Transportminister wëssen, wat dann elo déi Ziffer ass, déi effektiv am Budget fir 2005 virgesinn ass; wéi vill Sue mer fir dee Projet, op dee mer alleguerte gamsen, dann elo ausgi kënnen.

Deen zweete Projet, do soen ech dem Här Angel Merci fir säi Rapport, dat ass deen neie Radartuerm. Och do brauch ech net ze widderhuele wourëmmer et geet. Ech muss allerdéngs och do feststellen, datt jo laut Eurocontrol mer fir déi zweet Halschent 2005 eigentlech misste fäerdeg sinn. Bon, et ass scho gesot ginn, datt mer deen Délai an aller Wahrscheinlechkeet net kënnen anhalen, mat där Zäit déi et nun ebe brauch fir deen neien Tuerm ze bauen, mä da verwonnert een trotzdeem, wa fir d'nächst Joer awer och do nëmmen 1,5 Milliounen am Budget stinn, woubäi de Gesamtkäschtepunkt sech jo awer op iwwer 11 Milliounen Euro beleeft. Och do hätt ech nawell gären, datt den Transportminister eis kënnt e Wuert Erklärung ginn, wéi en da gedenkt awer einegermoossen an deem Zäitraum ze bleiwen, dee mer eis do virgeholl hunn.

Ech soen lech Merci. Bien entendu wäert eis Fraktioun déi zwee Projeten do stëmmen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Helminger. Den nächste Riedner ass den Här Felix Braz. Dir hutt d'Wuert, Här Braz.

**M. Felix Braz** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi lescht Joren ass vill iwwert de Findel geschwat ginn, och vill kontrovers, notamment am Kader vum Ausbau. Et ass och oft vill Zäit an Energie domadder verwennt ginn, fir sech Gedanken ze maachen iwwert den Aspect extérieur vum Findel, iwwert d'Gebailechkeeten, déi nei Aérogare. Dat wier eng Visitëkaart vum Land, den éischte Kontakt fir vill Leit, wa se op Lëtzebuerg kommen. Dat ass déi eng Diskussioun.

Mir hunn awer eng zweet Diskussioun, déi während Joren a Jorzéngten offenbar net vill Leit interesséiert huet a mat Momenter scho bal skandaléis Proportiounen ugeholl huet, dat ass d'Aart a Weis vun der Behandlung vun dem Uewerflächewaasser um Findel, wat do während Joren a Jorzéngten an d'Baachen, an d'Biereler Baach an erof bei d'Polfermille gelaf ass; dat ass eigentlech komplett inakzeptabel. An dëse Projet, deen haut endlech an der Chamber ass, dee wäerte mir och dofir stëmmen. Do si Leitungen, déi am Buedem leien, déi nach zréckginn op d'Ouverture vum Findel viru Jorzéngten. Den Zoustand, an deem et deelweis ënnert dem Tarmac ausgesäit, dat ass „oben hui, unten pfui", wann Der mer deen Ausdrock géingt erlaben.

Mir wäerten also dee Projet do stëmmen, well en déi Problematik do endlech enger Léisung wäert zouféieren, och wa verschidde Froen am Moment awer nach am Raum stinn; déi sinn och schonn deelweis gestallt ginn. Den Här Minister wäert, huelen ech un, drop kënnen äntwerten, wéi et beispillsweis mam Respekt vun den Délaien ass.

Am Gesetz ass virgesinn, dass dee Projet mat engem bestëmmtene Rhythmus soll kënne weidergoen, mä d'Finanzementer an d'Kreditter sinn am Moment nach net assuréiert. Do gëtt et widdersprëchlech Zuelen, déi eng, déi am Budget stinn, an déi, déi awer laut Planning vum Projet misste fir 2005 do sinn. Ech hoffen, dass den Här Minister eis do kann Auskunft driwwer ginn, mat wéi enger Vitesse dann dëse Projet och elo nom Vote wäert kënnen exekutéiert ginn. E kritt jo elo duerch de Vote gutt Argumenter fir nach eng Kéier bei de Finanzminister ze goen an ze streiden; eppes wat en och bei der Eisebunn nach méi wéi eng Kéier wäert brauchen, mä doriwwer hu mer scho geschwat.

Eng zweet Remarque, déi ech wollt maachen, ass, dass dëse Projet net nëmmen der Ëmwelt wäert zegutt kommen, mä e wäert och de Sécherheetsaspekt verbesseren. Dat ass scho vum Rapporteur gesot ginn, dem Här Negri, deem ech och Merci soe fir säi bal ganz komplette Bericht, bal ganz komplett, well hien huet eng, zwou Saachen net erwähnt, wou ech mir dann d'Freed draus maache fir se dann a senger Plaz nozehuelen. Dat ass dee Punkt vun de Waasserplaze laanscht d'Pist. Och dat ass eppes, wat eigentlech internationalem Standard entsprécht, wou mer also eng besser Alimentatioun mat frëschem Waasser hunn, fir och kënnen am Fall vun enger Noutsituatioun méi séier, méi rapid iwwert déi Waasserquantitéite verfügen, déi laanscht d'Pist noutwendeg sinn.

En drëtte Punkt ass dee vun de Käschten. Et ass kee bëllege Projet. Dat ass och kloer, well et e grousse Projet ass. Et ass e Projet, deen net iwwerdeiert ass par rapport zu deem, wat gemaach gëtt. Déi Aarbechten, déi ustinn, sinn deier Aarbechten, an et ass och esou, dass de Stat dat net ganz bezilt. Den Här Schank huet virdru gesot, dass de Stat dat géing bezuelen. Dat ass nëmmen en Deel vun der Wourecht. De Stat mécht zu 100% de Préfinancement. Et gëtt awer duerno Partner, déi sech un de Käschte bedeelegen. An zwar ass dat deelweis nach an de Gespréicher. Do ginn d'Gemenge Sandweiler a Lëtzebuerg erwähnt. Mä do gëtt et nach keng ofschléissend Diskussiounen. Och de Syndikat SIAS wäert sech un de Käschte bedeelegen. D'Cargolux wäert sech un de Käschte bedeelegen. Och do gëtt et zumindest an der Kommissioun en däitlechen a klore Wëllen, dass dat ze geschéien huet.

Et gëtt och duerno un de Käschten, un deene Fraisen, déi all Joers entsti bei der Kläranlag, eng Participatioun vun de Sociétéiten, déi de Findel benotzen, duerch d'Charge polluante vum Waasser, wat erof bei d'Kläranlag geet. Do gëtt et eng Participatioun nom Prinzip vum Polluant-payeur. Och dat ass esouwäit en Acquis.

Wou mer an der Kommissioun awer och driwwer diskutéiert hunn - an op deem Punkt géing ech gären dem Här Negri säi Bericht complétéieren -, dat ass dee Punkt och, ob déi Sociétéiten, déi de Findel benotzen an do hir kommerziell Aktivitéite maachen, u méi misste bedeelegt gi wéi nëmmen un de lafende Käschte vun der Kläranlag, ob se net och misste participéieren un den Infrastrukturkäschten, déi mer elo hei vum Stat virfinanzéiere kréien, wat déi Gréng och haut wäerte stëmmen. Et ass kloer, dass de Stat et soll virfinanzéieren. Dat steet ausser Diskussioun. Ee muss et maachen.

Wat awer opgrond vun der Waasserdirektiv zumindest als Fro hei muss opgeworf ginn, dat ass inwieweit de Käschtendeckungsprinzip - an dee betrëfft net nëmmen déi Entretiens- an déi lafend Käschten, mä dee betrëfft dee ganzen Investissement -, inwieweit also d'Benotzer vum Findel net och wäerte musse bedeelegt ginn, wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn. Mir hunn also nach e bëssen Zäit fir déi Fro ze beäntwerten. De Chantier zitt sech iwwer e puer Joer. Mä spéitstens wann e fäerdeg ass, musse mer déi Fro och beäntwert hunn, ob net och d'Infrastrukturkäschten, déi hei occasionnéiert ginn, vun de Bedreiwerfirmae vum Site Findel musse gedroe ginn.

Déi Fro ass zumindest gestallt an et huet och dofir kee Wäert, dass een d'Fro évitéiert - och net hei am Gespréich, och net an der Kommissioun. D'Fro ass gestallt an d'Direktiv, déi existéiert an ass prezis. Déi béinhalt de Käschtendeckungsprinzip fir all Waasserleeschtungen. Dozou gehéieren och déi wirtschaftlech Aspekter. An et ass och net tolerabel, datt mer an de Gemengen, wann eppes an de Buedem geluecht gëtt, praktesch jiddfereen zur Keess bieden, fir un deene Käschten ze participéieren, an dass da beim Findel, wat och nach no bausse praktesch ee vun deene visibelste Projeten hei vu Lëtzebuerg ass, mer dat net wéilte maachen. Dat géing och net laang goen. Dat géing Bréissel relativ séier an d'Ae stiechen. Dat wier och richteg. Esou dass déi Fro zumindest gestallt ass, inwieweit dat mat der Direktiv 2000/60 vum Parlament a vum Conseil vum 23. Oktober 2000 esou kann oprechterhale ginn.

Sécher ass kloer, dass de Findel en enormen Apport huet. Dat gëtt jo dann och als Argument invoquéiert. Säin ekonomeschen Apport ass enorm an der Wirtschaft vum Land. Mä en ass awer och substanziell bedeelegt un enger Partie vun Nuisancen a vun Emissiounen hei am Land. An dat soll een awer dann och erëm an d'Woschuel geheien, ier ee sech wëll schützend vläicht do virdru stellen, wat vu vireran e verluerene Match ass. Mir sollen dat also méi sachlech diskutéieren, wéi nëmme mam Verweis op den Apport vum Findel. Dee steet net zur Diskussioun. Mä et steet zur Diskussioun, dass déi Reglementer, déi Europa eis matdeelt, och hei musse kënnen applizéiert ginn.

Dann och nach zwee Wuert zum Projet vum Findel, wou ech och dem Här Angel wëll fir säi Bericht Merci soen. Och do brauch ech net alles ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Et ass kloer, dass dee Projet noutwendeg ass. Et ass och richteg, datt en op déi Plaz stoe kënnt, wou en elo stoe kënnt. Et ass och richteg, datt en esou équipéiert gëtt, wéi en équipéiert gëtt. Dat kënne mer an zwee Sätz ofhaken.

Just eng, zwou Remarquen awer och zu deem dote Projet. Déi éischt ass, dass de Coût vill méi héich ausgefall ass wéi dat ufänglech geplangt war. Vum Coût vun 11,6 Millioune muss ee wëssen, datt do knapps 2,1 Milliounen den eigentlechen Tuerm duerstellen an 9,5 Millioune fir d'Elektronik sinn, déi an deem Tuerm installéiert gëtt. Et ass also dat den Haaptkäschtepunkt. Dat si selbstverständlech ganz kompliz éiert Apparater. Mä dat war um Niveau vun der Verwaltung mat, ech géing bal soen, praktesch der Halschent vun deem veranschlagt ginn, wat d'Elektronik géing kaschten. Op den Appel d'offre krute mer dann déi doten Zuelen eraus, déi sou si wéi se gi sinn, déi mer elo mussen akzeptéieren.

Mä et schéngt awer wéi wann do och e Problem wier vu Konkurrenz op deem dote Marché, dass do praktesch een Anbieter méi oder wéineger eleng kéint op deem Marché operéieren. Dat ass zumindest ee Problem, well hei si mer doduerch vu fënnef Milliounen op praktesch zéng Milliounen eropgesprong, nëmmen duerch d'Käschte fir d'Elektronik. Dat ass also wierklech net de Bau, mä dat, wat un Apparater installéiert gëtt. Do misst zumindest vu Regierungssäit och zu Bréissel mol eng Kéier kënnen opgeworf ginn, ob op deem Marché do alles esou en règle ass wéi et misst sinn, well déi Ecarten do musse mir zwar akzeptéieren, mä se sinn awer zumindest bedenklech - och wann een net all Joers déi do Apparater keeft.

Mä ech wëll awer just fir d'Gréisstenuerdnung trotzdeem opzedecke soen, datt déi aktuell Elektronik um Findel nëmmen aus dem Joer 1992 ass. Méi al ass dat och net. Dat si knapps zwielef Joer hier. Déi Elektronik ass entre-temps och scho verlängert ginn duerch deier Investitioune fir se ze erneieren, en attendant dass mer deen neie Radar hunn. Dat sinn also massiv Posten, déi a relativ kuerzen Ofstänn musse frësch investéiert ginn, an do ass zumindest ee Punkt ze verdéiwen, nämlech ob dee Marché do wierklech esou käschteneffizient funktionéiert wéi de Keefer, an dësem Fall de Lëtzebuerger Stat, an domat och de Steierzueler et eigentlech misste kënnen erwaarden.

Eng zweet Remarque. Et ass ugeduecht fir den aktuelle Radar stoen ze loossen, well deen eventuell eng Kéier spéiderhi kéint benotzt gi fir méiglecherweis e Buedemradar op deem ze installéieren. Mir géingen dat éischter kënnen ënnerstëtzen. Zumindest hätt et dee Mérite, dass een da vläicht Wëllschwäin éischter géing op der Pist entdecke wéi dat an der Vergaangenheet war, an dann hätt e scho wéinstens een Zweck erfëllt.

***(Hilarité)***

Eng drëtt Remarque, Här Minister, déi awer vläicht erëm méi seriö ass, obschonn och déi aner, wann een driwwer ka schmunzelen, muss seriö geholl ginn, well do hätt och kënne méi derbäi erauskomme wéi nëmmen e puer Schlagzeilen iwwer Schwäin, déi sech verrannt hunn. Do ass mat Sécherheetsaspekter um héchsten Niveau gespillt ginn an dat ass zumindest och eng Enquête wäert, déi lückenlos misst opdecken, wat genee do passéiert ass. Well och wann ee kann driwwer laachen, ass do awer och Dramatesches ënner Ëmstänn duerch méi Justesse évitéiert ginn, wéi mer vläicht haut alleguerte vermudden.

Dann drëtt an zweetlescht Remarque. Eng Fro, déi sech awer och stellt - den Här Transportminister ass jo och Ëmweltminister an e wäert och am Kader vum Radar eng Kommodo-Genehmegung auszestelle kréien -, ass déi vun de Strahlen, déi vum Radar ausginn. Dat ass eng Maschinn, déi ganz staark ausstrahlt. Dat ass am Verglach mat GSM-Antennen e ganz anere Kaliber. Do gëtt mat ganz héijer Frequenz a staarke Leeschtunge gesent, a wann och do manner d'Problematik ass fir déi Leit, déi ronderëm wunnen, stelle sech awer zumindest Froe fir déi Leit, déi an deem Site schaffen, datt d'Leeschtungen och nach eng Kéier wäerten eropgesat ginn.

Do wëlle mir lech mat op de Wee ginn, dass een haut awer mëttlerweil esou wäit ass, dass ee weess, dass bei där doter Zort vu Strahlung déi Grenzwäerter, déi gëllen an déi sech eigentlech eleng op déi thermesch Effekter bezéien, et haut communément praktesch en Acquis ass, dass déi thermesch Effekter net méi duergi fir kënnen déi ganz Problematik ze ëmräissen.

Do wiere mer och frou, wann de Minister eis géing soen, a senger Qualitéit als Ëmweltminister, op wat hien do wäert beim Ausstelle vun der Kommodo-Genehmegung speziell oppassen, notamment am Bezuch op déi Leit, déi ënnert deem Radar do schaffen. Do si Froen, déi och gestallt sinn an déi hoffentlech eng aner, eng seriö Äntwert kréien, fir déi Leit do och esou, wéi se et an hirer Aarbecht an hirem Daueraufenthaltsort - esou heescht dat an deene Reglementer - brauchen, och kënnen ze schützen.

Déi lescht Remarque ass: Et war laut eisen Informatiounen de Leit, de Gemenge ronderëm versprach ginn, dass am Kader vum gesamten Développement vum Site Findel - dozou gehéiert och de Radar - déi Gemenge géingen an enger Zort Aarbechtsgrupp regelméisseg informéiert ginn iwwert d'Entwécklunge vum Site. Dat ass eisen Informatiounen no an deem heite Fall net geschitt, a mir géinge gäre wëssen, firwat dass dat bis elo net geschitt ass, och op deem Projet Radar hei, respektiv wéi Der gedenkt an Zukunft de Kontakt mat de Gemengen, mat de Leit, déi do ronderëm wunnen, am Kader vum weideren Ausbau vum Findel oprechtzeerhalen.

Mä mat deene Remarquë bréngen ech och d'Zoustëmmung vun de Gréngen zu dësem Projet.

**M. le Président**.- Merci, Här Braz. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, a sengem ausféierleche Rapport ass den Här Negri als Rapporteur op d'Noutwendegkeet vun dësem Projet an och op déi eenzel Investitiounen agaangen, déi mer um Flughafen ze realiséieren hunn. Mir ënnerstëtzen dëse Projet haaptsächlech aus ëmweltpolitesche Gesiichtspunkten. Et geet jo dréms d'Uewerflächegewässer wéi d'Biereler Baach, d'Uelzecht an d'Syre, mä och d'Drénkwaasserquelle Biereler Gronn a Polfermille vun der Stad Lëtzebuerg ze schützen. Virun allem am Wanter sinn d'Ofwaasser vum Findel duerch d'Entdeewaasser vun de Fligeren an domat duerch deen héije Gehalt vu Glykol staark polluéiert.

Ech maachen awer drop opmierksam, datt mer eleng haut mat dësem Projet an deem fir deen neie Radartuerm insgesamt 69.600.000 Euro an de Findel investéieren. Dat si ronn 2.808.000.000 aler Frang. Dobäi kënnt nach - ech wëll just drun erënneren - den Ausbau vun der Aérogare, déi mer den 10. am Heemount 2002 gestëmmt hu fir iwwer 324 Milliounen Euro. Dat sinn iwwer 13.070.000.000 aler Frangen. Bannent zwee Joer huet d'Chamber deemno décidéiert, iwwer 16,5 Milliarden aler Frang an de Flughafen ze investéieren. Ech ginn herno a menger Interventioun iwwert de Projet iwwert de Radartuerm méi op dee Punkt an.

Am Rapport gëtt higewisen op d'Diskrepanz tëschent dem Planning vun dësem Projet an deene Mëttelen, déi dofir am Statsbudget 2005 virgesi sinn. Laut deem haut virleiende Projet missten 2005 Aarbechten an der Héicht vu 16 Milliounen Euro realiséiert ginn. De Budgetsminister huet awer nëmmen zwou Milliounen Euro am Budget dofir virgesinn.

Dofir stellen ech mer d'Fro: Huet de Budgetsminister vläicht iergendeppes géint dësen aus ëmweltpolitescher Siicht dréngenden a wichtege Projet? Wat ech net ka gleewen. Also mussen aner Grënn am Spill sinn. Et kann natierlech och sinn, dass dës Regierung finanziell guer net méi à même ass dës bater néideg Investitioune wéi geplangt duerchzezéien.

Ass et vläicht esou, datt déi ëmmer erëm proklaméiert gesond Statsfinanze guer net esou gesond sinn, wéi et eis Verschiddener, déi haut nach um Pouvoir sinn, virun de Wahle wollte gleewe loossen? Et schéngt mer éischter esou, datt mir als ADR Recht haten, an zwar wéi mer soten, déi batter Wourecht iwwert d'Finanze vum Stat kéim eréischt no de Wahle lues a lues un d'Liicht…

***(Interruption)***

…, an datt ëmmer méi Projete musse gestreckt ginn an hirer Ausféierung, well déi néideg finanziell Moyenë feelen - Här Glesener, Dir verstitt jo wat ech mengen, gellt?

***(Interruption)***

An datt d'Regierung an hirer Investitiounspolitik éischter populistesche Projeten d'Prioritéit gëtt, anstatt déi bluttnoutwendeg Investitiounen, besonnesch am Ëmweltberäich, virunzedreiwen.

Här President, wat dat gëftegt Ofwaasser vum Flughafen ugeet, si mir als ADR der Meenung, datt de Prinzip vum Pollueur-payeur méi konsequent spille misst wéi bis elo. Dat heescht, dem reelle Käschtepunkt vun der Ofwaasserentsuergung muss méi Rechnung gedroe ginn. Dat heescht, datt och den Amortissement vun deenen deieren Infrastrukturen, déi mer haut zum Beispill stëmmen, an d'Definitioun vun deene Käschte misst afléissen. Dat géif bedeiten, datt d'Benotzer vum Flughafen an Zukunft méi staark un dësen Infrastrukturkäschte bedeelegt ginn. Dat ass eng vun deene wéinege Méiglechkeeten, fir esou opwänneg Infrastrukturen an Zäite vu knappen öffentleche Keese laangfristeg finanzéieren an ofsécheren ze kënnen, wat awer net nëmme fir de Flughafe soll gëllen, mä och am Gesamtkontext vun der Ofwaasserproblematik an am Ëmweltschutz iwwerhaapt.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Projet Radartuerm, erlaabt mer do och fir d'éischt dem Här Angel als Rapporteur Merci ze soe fir säin detailléierte Rapport. Et gouf héich Zäit fir an eng nei Radarinstallatioun um Findel ze investéieren. Ab der zweeter Halschent vum nächste Joer entspriécht déi aktuell Installatioun net méi deenen techneschen Normen, wéi se vun Eurocontrol definéiert goufen. D'Radarinstallatioun entspriécht och net méi den internationale Verflichtungen, déi mer am internationale Flugverkéier ze assuméieren hunn. Dowéint muss ee sech an enger Iwwergankesphas domadder zefridde ginn, de Respekt vun dësen Norme méi oder wéineger iwwer eng Mise à jour vun deenen entspriechende Logicielen ze asuréieren.

Eis als ADR stéiert e bëssen dat Hauruckverfahren, mat deem dëse Projet elo huet missen duerchgezu ginn. Déposéiert gouf de Projet eréischt den 11. am Wäimount. Den Dag drop schonns war de positiven Avis vum Statsrot do. Den 9. am Wantermount gouf de Rapporteur bestëmmt an de 25. am Wantermount de Rapport eestëmmeg ugeholl - en neie Weltrekord!

E bësse sauer stéisst eis och de Käschtepunkt vun dësem Projet op: 11,6 Milliounen Euro, a fir ze verdäitlechen: An ale Frang sinn dat 468 Milliounen, dëst nom Stand vum Präisindex am Bausecteur zum 1. am Wäimount 2003, wou mer bedaueren, datt net de Präisindex vum 1. am Wäimount 2004 zréckbehale ginn ass, esou wéi mer dat schonn och bei anere Projete gemaach hunn.

De Gros vun dëse Käschte si selbstverständlech déi technesch Equipementer. Mä de Projet gouf sécherlech verdeiert duerch déi recherchéiert Architektur vun dësem Bau. Eng Ästhetik, déi dem Wonsch entspriécht eisem Flughafen en Ausgesinn ze verpassen, dee senger sou genannter wirtschaftlecher Wichtegkeet, der sou genannter Importance économique soll entspriechen.

Mä wat ass d'Importance économique vun engem Cityflughafe wéi mir en ustriewen? Et wier gutt genau ze wëssen, wéi a wou dës Importance hiren ekonomeschen Impakt huet. Ass et an éischter Linn de Cargoberäich? Grad am Cargoberäich musse mer och eis d'Fro ëm déi zukünfteg Ausriichtung vun eisem Flughafe stellen. Well d'Konkurrenz, déi schléift net. Ech weisen op déi rezent Nouvellë vum Flughafen Hahn am Honsréck hin. Net nëmmen, datt dee 24 Stonnen op 24 Stonnen op ass. Do gëtt elo eng Startbunn vun 800 Meter op 4.000 Meter verlängert. Dat bedeit, datt zu Hahn an noer Zukunft voll mat Sprit a Fret belueden Boeing-Jumboe fir Non-Stop-Laangstreckeflich ofhiewen a lande kënnen.

Mir wëllen awer net, datt de Findel der Entwécklung vun Hahn nostrieft, mä de Cargobetrib ass awer ee vun deene Grënn, woufir esou vill Suen an d'Infrastrukture vum Findel gestach goufen an nach weider investéiert wäerte ginn. Wat déi méi staark Konkurrenz fir de Cargotransport via Findel bedeite kann, brauch mengen ech hei net extra ausgemoolt ze ginn. Wat dat awer wirtschaftlech fir d'Land an d'Stad Lëtzebuerg am Besonnesche bedeite géing, dat wësse mer net esou genau. Dowéinst wier ech frou eng Kéier eng ëmfaassend Etüd iwwert den ekonomeschen Impakt vum Findel ze gesinn, a virun allem d'Käschtennotzerelatioun fir eise Stat besonnesch am Cargoberäich.

Wat ee weess, ass, datt d'Cargolux, déi gréisste Loftfrachtlinn, déi hei operéiert zu Lëtzebuerg, am Joer 2003 1.034 Leit beschäftegt huet. Dat geet aus dem Rapport vum Transportministère ervir. Mir wëssen och, datt de Fret, deen iwwert de Findel transitéiert, vu Joer zu Joer klëmmt. 2003 waren et 656.638 Tonnen. Gläichzäiteg awer falen zënter dem Joer 2000 konstant d'Passagéierzuelen. Vun 1.669.484 am Joer 2000 op 1.461.140 am Joer 2003. An do ass sécherlech net nëmmen den 11. September dru schold. Do spillt sécher och d'Konkurrenz vun anere regionale Flughäfen. Wa sech am Kader vun esou enger Etüd erausstelle géing, datt et ekonomesch net esou dramatesch wier, wann de Fret sech net weider esou staark um Findel géing entwéckelen, da kéint een där genanntener Menace méi berouegt entgéintkucken an d'Investissementer méi op de Passagéiertrafic konzentréieren, wou d'Entwécklung, ech sot et elo grad, negativ ass.

Mä fir d'Liewensqualitéit vun de Leit am Ëmfeld vum Findel wier dergéint e méi e luese Wuesstem vum Fret sécher e Plus. Dowéinst wéilt ech ugesiichts deene massiven Investissementer, déi mer haut fir de Findel stëmmen, och en Appel un déi nei Regierung riichten: Investéiert endlech och an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Ëmfeld vum Flughafe wunnen! Dat muss net onbedéngt vill kaschten. Ech denken do net nëmmen u Subside fir Lärmschutzinvestitiounen an Haiser vun den Uwunner, an an deem Zesummenhank ass mer do zoufälleg de Programm vun der LSAP an d'Hand gefall, deen ech dann elo ganz zaghaft hei wëll nach eng Kéier ervirhiewen. Do steet dran: „Entsprechende Beihilfen zur Anpassung der Häuser wie Mehrfachverglasungen oder schalldichte Isolierungen müssen vom Staat vorgesehen werden." Sou huet et nach bei der LSAP virum 13. am Broochmount geheescht, an ech hoffen, dass se jo dann haut och nach zu hire Wierder stinn.

Näischt kaschte géing et méi strikt drop ze uechten, dass d'Nuetsflugverbot vun 23 Auer bis 6 Auer vill méi konsequent agehale gëtt, wéi dat elo de Fall ass. Déi Zäit tëschent 6 Auer a 6 Auer 30 gëtt da vu villen Urainer als besonnesch nuisant ëmfonnt, well moies ëm déi Zäit besonnesch vill Flich a Richtung vun de Vakanzendestinatioune starten.

Ech hu mer och soe gelooss, dass och dëse Problem relativ einfach ze léise wier. Déi Responsabel vun de Fluggesellschafte wieren duerchaus bereet, mat den Destinatiounsflughäfen a Reessveranstalter aner Flughorairen auszehandelen.

Et géing näischt kaschten e Landeverbuet fir all Frachtmaschinnen, déi ze vill Kaméidi maachen, duerchzesetzen. Ech denken hei un déi al Antonoven oder „Schrottfligere" vun enger MK Airlines, déi eleng an deene leschte puer Jore véier Crashen haten.

Et géing och näischt kaschten, sou genannt „refitted engines" duerchzesetzen, wat och manner Pollutioun mat sech bréngе géing, dat heescht manner Kaméidi a manner Spritverbrauch.

Ech denken hei awer zum Beispill och un d'Awunner vun der rue Kohner oder iwwerhaapt der Cité Carmel um Zens. Hinnen hätt scho laang kënne gehollef ginn duerch e Lärmschutz oder en Écran antibruit. Wien do kënneg ass, weess, wat fir e Kaméidi d'Maschinnen entwéckelen, wa se déi géi Pist 06 op d'Startbunn eropfueren.

Wat elo d'Radarstrahlen ubelaangt, déi den Här Braz ugeschnidden huet, sou sinn ech do ganz mat him d'accord, dass een do och muss versichen iergendeppes ze maachen, mä ech hoffen dass dann déi Gréng, wa se iergendwou do wou se an der Majoritéit sëtzen, dann awer och dat konsequent esou duerchzéien, wéi se dat elo hei um Flughafe verlaangen, an ech mengen ech brauch den Här Huss do net drun ze erënnere wat ech mengen.

Här President, wa Geld fir d'Ästhetik vun engem Radartuerm do ass, da muss och Geld fir de Kaméidischutz do sinn! Et geet net duer ëmmer nëmmen déi wirtschaftlech Aspekter an de Vierdergrond ze stellen an d'Liewensqualitéit als eng Niewesächlechkeet ze behandelen, an ech hoffen dass dee Message bei eiser neier Regierung ukënnt an dass si sech an Zukunft wäert besseren.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Ech géif den Här Minister Lux bieden un d'Pult ze kommen.

**M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och am Ufank deenen zwee Rapporteuren, de Kolleegen Negri an Angel, Merci soe fir déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun haten, fir déi Acribie mat där se sech - hu mer de Mëtten héieren - nach a munches, wat mer nach net wousste, um Terrain investéiert hunn, fir sech an de Projet anzeschaffen an all Facettë vun der Problematik, déi déi zwee Projeten Assainissement engersäits an de Radar anerersäits bedéngen.

Hinnen also e grousse Merci, grad sou wéi där Diskussioun, déi hei vun alle Riedner konstruktiv genannt ginn ass an et och an der Kommissioun war, och wann den Här Jaerling elo grad bemängelt huet, dass mer elo op eemol ze schnell waren. Ech mengen, dass hei Projete sinn, déi zum Deel säit 2000 an 2001 an der Diskussioun an an der Virbereedung sinn, an ech denken dass et dofir eng gutt parlamentaresch Aarbecht war, vu dass et e grousse Konsens an der Kommissioun gouf, fir net nach laang Méint a Méint ze verléieren, mä wierklech dann direkt zur Saach ze kommen an eis d'Geleeënheet ze ginn, fir 2005 dann och kënne mat deenen Aarbechten un deenen zwee Projeten unzefänken.

Ech wëllt och bei där Geleeënheet de Mérite vu mengem Virgänger, dem Kolleeg Henri Grethen, net ausser Uecht loossen, deen d'Virbereedung vun deenen zwee Projeten hei an d'Wee geleet huet, mat de Mataarbechter am Ministère engersäits, virun allem och mat der Gemeng Lëtzebuerg an anere Gemengen, wéi der Gemeng Sandweiler, dem SIAS an aneren, an ech mengen dee Mérite sollt een also och haut de Mëtten hei ervirsträichen. Et sinn, wat virun allem de Projet vum Assainissement ubelaangt, eng ganz Rei vu Saachen hei de Mëtte gesot ginn, déi alleguerte richteg waren an déi eis och d'Geleeënheet ginn, se matzehuelen a matzeverschaffen.

Ech hunn et a 15 Joer als Deputéierten oft agacéiert zur Kenntnis geholl, dass Ministeren um Enn vun enger Diskussioun nach eng Kéier hir virbereete Riede geholl hunn an nach eng Kéier de ganze Projet vun A bis Z duerchgeholl hunn. Ech wäert lech dat net undoen.

***(Interruption)***

Iech net a mir selwer net an dofir wierklech just op déi Froen agoen, déi hei de Mëtte gestallt gi sinn, iwwert de Projet a seng Importenz, an do spillt dann, wann dem Här Helminger seng Kap als Deputéierten an als Buergermeeschter gespillt huet, bei mir déi als Transportminister, awer virun allem och als Ëmweltminister, well dat hei ass a viller Hinsicht en ëmweltpolitesche Projet, en ekologesche Projet, e Gesondheetsprojet, en Naturschutzprojet.

An et huet mech gewonnert, dass den Här Jaerling sech gefrot huet: Wou sinn dann hei déi Milliounen Euro, déi mer investéiere fir d'Mënschen? Mä hei sinn 58 Milliounen Assainissement, 58 Milliounen Investitioune fir d'Mënschen, well et schlussendlech do ëm hir Gesondheet geet, ëm d'Propretéit vum Waasser, dat ass en dréngend primäert Bedierfnis vun der Gesondheet vun de Mënschen. Dofir sinn dat hei net Projeten, déi mer iergendwou an d'Gewan verschéissen, mä et si Projeten, déi de Mënschen, virun allem deenen, déi an der Ëmgéigend als Anrainer vum Findel liewen, zegutt kommen. An ech mengen iwwert déi aner Importenz, déi ekonomesch Importenz, déi de Findel fir eis Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg huet, brauch een net extra op eng Rei vun Zuelen anzegoen, déi meng Virriedner hei ervirgestrach hunn.

Ech wëllt dofir e puer Froen erausshuelen, déi de Mëtte wichteg waren. Engersäits déi, dass nach eng Kéier ze betounen ass, dass déi 58 Milliounen e Bruttoinvest ass, deen de Stat elo préfinancéiert, an dass duerno mat enger Rei, mam SIAS, mat Gemengen, mat der Cargolux, Diskussiounen ze féiere sinn. Dass déi haut nach net stattfonnt hunn, huet virun allem och domadder ze dinn, dass déi gemaach ginn op der Basis vu prezisen Devisën, déi mer herno hunn, wann d'Ausschreiwunge gemaach sinn, an ech mengen da kënnen déi Diskussiounen an Négociatiounen ugoen.

An dass mer dann och iergendeng Kéier - fir dem Här Braz seng Suerg, wat d'Waasserdirektiv ugeet, déi ech mengen 2009 a Kraaft trëtt - an d'Diskussioun kommen iwwert eng Neiverdeelung vun de Coûten; dat ass evident an dat ass net nëmmen um Findel esou. Ech mengen dat wäert eng lëschteg Diskussioun ginn, wa mer déi hei am Land ëmsetzen, och am Zesummenhank mat der Gemengenautonomie, wa mer déi dann ze féiere kréien, an och am Zesummenhank mat de sozialen Implikatiounen, déi eng Verdeierlechung vum Waasser fir d'Leit wäert matbréngen an eng Augmentatioun vun der indirekter Taxéierung vun der Kafkraaft vun de Leit wäert bedeiten. Ech mengen dat gëtt eng Diskussioun, déi dann um Findel ze féieren ass, mä déi sécherlech och doriwwer eraus hei am Land ze féieren ass.

Dann ass déi Fro gestallt gi vun de wichtegste Mëttelen, déi mat de Kreditter, déi am Budget stinn, déi de Rapporteur jo schonn ervirgedoen huet, mä déi vun alle Riedner nach eng Kéier ervirgestrach gi sinn. Ech mengen ech ka jiddereе berouegen, mir wäerte fir déi zwee Projeten do sinn déi prett sinn a wou een am Prinzip just nach muss waarden, dass se allenzwee hei am Mémorial erschéngen, fir dass mer de Go kënne ginn. Ech menge mir hunn en Accord mam Budgetsminister, dass mer hei jo an engem Artikel sinn, deen e Crédit non-limitatif ass, sou dass mer also déi Investitiounen direkt ufänken, an ech menge mir hunn eis elo hei an der Chamber net getommelt, fir dann de Projet elo nach e puer Méint leien ze loossen.

Derniewent, mengen ech, muss ech drop opmierksam maachen, dass de Budget, deen déi nächst Woch hei gestëmmt gëtt, net den Detail stëmmt; dat heescht net déi zwou Milliounen an déi 1,5 Millioun fir de Radar; den Detail ass am Prinzip just eng Explikatioun, wat hei vun der Chamber gestëmmt gëtt; et ass dee leschten Artikel, dee vun 10,4 Milliounen, dee gestëmmt gëtt. Mir sinn also hei am Beräich vun engem Crédit non-limitatif an hunn och kloer gemaach, dass mer, wéi gesot, net wäerte waarden, well mir si prett fir unzefänken a souwuel deen ee wéi deen anere Projet wäerte mer also direkt démarréieren.

Dann ass d'Fro gestallt gi vum POS. Ech mengen och dat ass eng Geschicht, déi schonn ufänkt e bëssen e Baart ze kréien. Wichteg ass mengen ech ze soen, mir hate gëschter eng Réunioun um Niveau vum Ministère vum Aménagement du Territoire, wou mer och doriwwer geschwat hunn, an déi Informatioun, déi ech haut ka ginn am Numm vum Minister vum Aménagement du Territoire, ass, dass de Projet vum POS Enn Januar, ufanks Februar d'nächst Joer wäert um Niveau vum Ministère fäerdeg sinn, dann an de Regierungsrot kënnt, fir dann als Règlement grand-ducal kënnen an de Conseil d'État ze goen.

An ech mengen, de Conseil d'État kënne mer net dirigéieren, mä wann een eng Hoffnung kann ausdrécken, dass deen da seng Aarbecht och schëtzeg mécht, da kann een hoffen dass virum Summer d'nächst Joer de POS fäerdeg ass. An do hannendru ralliéiert sech jo dann och déi Fro vum Kommodo-Inkommodo am Zesummenhank hei mam Flughafen, well mer jo de POS mussen ofwaarden, fir dann och d'Kommodosprozedur - ech mengen, eng Demande, déi scho vun 2002 datéiert - am Environnementsministère kënne weiderzedreiwen, mat all deenen Diskussiounen, déi mer jo do haten, och um Niveau vun de Geriichtsbarkeeten an deenen Informatiounen, déi mer do weider gereecht hunn an dësen Deeg, fir dass mer dann och do kënne weiderkommen.

Och eng Fro ass gestallt ginn am Zesummenhank mam Kommodo - an da sinn ech scho beim Radar -, mä wann ech beim Kommodo sinn, da bleiwen ech do och mol nach beim Radar. Wat d'Strahleproblematik ubelaangt, muss ech einfach just soen, dass d'Kommodosautorisatioun fir de Radar schonn am Summer - ech weess elo den Datum net genau - ausgestallt ginn ass. Dat heescht also ech ginn dovunner aus, dass all deenen Elementer Rechnung gedroe ginn ass. Ech wäert dat awer déi nächst Woch och nach eng Kéier nokucken, mä d'Kommodosautorisatioun ass ginn, dat ass also näischt méi wat amgaangen ass, datt een also haut nach kënnt soe wat ech kënnt beaflossen, well déi Autorisatioun ass ausgestallt ginn am Summer iergendwou Juni/Juli 2004 an deementspriechend scho prett fir dann och kënnen zur Kenntnis geholl ze ginn.

Mir sinn also bei deenen zwee Projeten, esouwuel dee vum Assainissement, an der Lag fir 2005 ze démarréieren. Ech menge mir hunn eng Prozedur, déi bis 2010 soll goen, fir dee Projet dann endlech fäerdeg ze maachen, deen eis, wéi gesot, vill Guddes bréngt um Niveau infrastructurel, um Niveau Moderniséierung vum Flughafen, am Zesummenhank iwwerhaapt mat deenen Investitiounen, och wat deen neien Aéroport ubelaangt, wat dann déi ganz Diskussiounen iwwert de gesamte Plateau, déi mer herno nach eng Kéier hei an dësem Haus wäerten ze féiere kréien.

Wat de Radar méi prezis ubelaangt, wëll ech mech elo net hei nach eng Kéier a Supputatiounen erginn, déi mer an der Kommissioun laang diskutéiert hunn, firwat dass an engem gewësse Moment vu 6 Milliounen an e Grapp op eemol bei der Soumissioun ee festgestallt huet, dass mer bei iwwer 11 Millioune waren. Mir hunn eng Rei Explikatioune vun den Experten an der Kommissioun kritt.

Ech mengen, et war am Ufank net geduecht, fir dat als Projet de loi iwwerhaapt heihinner ze bréngen, well geduecht war, dass dat ënnert der Limite vu 7,5 Milliounen, Artikel 99 vun der Constitutioun, am Kontabilitéitsgesetz géing bleiwen. Dat war awer net de Fall. Dofir si mer de Mëtteg hei, an dofir sinn ech och wierklech frou, dass et net nach laang gedauert huet, well wann den Devis ënner 7,5 oder d'Ausschreiwung ënner 7,5 Milliounen bliwwe wier, dann hätte mer an der Tëschenzäit schonn héchstwahrscheinlech eng Vergab gehat an da wäre mer schonn amgaang ze schaffen. Dofir war et scho gutt, dass mer schnell gemaach hunn an deementspriechend konnten eng Ëmsetzung maachen.

Ech wëll elo nach eng Explikatioun ginn, déi vläicht wichteg ass aus Sécherheetsgrënn, fir ze soen dass wann ee gesäit, dass mer Enn 2005 scho konfrontéiert si mat neien Normen um Niveau vun Eurocontrol wat d'Sécherheet ubelaangt, an ee weess, dass mer dee Radar awer net bis Enn 2005 stoen hunn, mä dass mer ongeféier dräi Joer brauchen, net well dat esou laang dauert, och net well dat en ästhetesch architektonescht Wonnerwierk wäert ginn, wann ee weess, an ech mengen den Här Braz huet dat gesot, dass de groussen Deel vun deem Invest do technesch Anlage sinn an net d'Tour selwer. Mä dräi Joer och well an der Tëschenzäit, wann d'Technik opgeriicht gëtt, muss ëmmer eng Rei vun Testphase gemaach ginn. Dat heescht, déi ginn da kontrolléiert, da gëtt sechs Méint getest, da ginn d'Resultater vun den Tester gekuckt an da geet et weider. Et ass also net, dass déi dräi Joer wierklech netto Aarbechtszäit brauchen, mä et ass duerch déi Testzäiten, déi gebraucht ginn, fir intermédiaire ze kucken ob alles an der Rei ass, dass een effektiv op dräi Joer kënnt, soss géif dat héchstwahrscheinlech méi schëtzeg goen, mä och dat nëmmen als Explikatioun.

An och als Explikatioun um Niveau vun der Sécherheetsproblematik, dass natierlech dann um Niveau vun deenen alen Installatiounen en Update gemaach gëtt vun der Software, fir dass mer um Niveau vun den Normen an der Lag sinn, fir Enn 2005 kompatibel ze si mat deenen neie Reglementatioune vun Eurocontrol. Dat ass och mat Eurocontrol esou ofgemaach, esou dass also kee sech elo Suerge brauch ze maachen, dass 2006 an 2007 e Lach wier, wou mer net konform wieren. Och dorunner ass also geduecht ginn an déi Käschten dovunner sinn och am Projet mat dran.

Eng lescht Fro vläicht nach. Ech mengen dann hätt ech déi Wichtegst jiddefalls beäntwert. Eng lescht Äntwert nach op déi Fro vun der Commission consultative. Ech mengen, engersäits ass et kloer, an dat hu mer och an eisem Koalitiounsprogramm kloer gemaach, dass mer dee konsultative Gremium erëm wëllen un d'Liewe kréien, fir mat de Gemengen zesummen dat ze maachen.

Um Niveau vun deenen heiten zwee Projeten, mengen ech, war et net onbedéngt néideg, well alleguer déi Gemengen hei direkt an indirekt, wéinegstens op jidde Fall beim Assainissement, am Projet mat dra sinn. Dat heescht, bei deenen aneren net, mä ech mengen, bei deem Assainissement ass et kloer, do jäitze se duerno, do danze se duerno, dass se déi Projeten endlech un d'Rulle kréien, mä ech ginn hei déi fest Assurance, dass mer déi konsultativ Gremien am Ufank vum neie Joer wäerten zesummeruffen an dofir suergen, dass mer da periodesch déi Transparenz kréien an déi Informatioun weiderginn, déi déi eenzeg Basis an déi eenzeg Konditioun ass, fir dass effektiv d'Anrainer eng gewësse Satisfaktioun kréien, dass se eescht geholl ginn, dass se transparent Informatioune kréien. Dass e Flughafen ëmmer mat Nuisancë wäert verbonne sinn, hunn eng Rei vu Riedner hei gesot. Ech mengen, dat ass evident, an dass mir en Intérêt hunn, e ganz groussen Intérêt hunn, dass eise Flughafe gedeit, dass deen ekonomesch och fir déi Opérateuren, déi do sinn, ass, déi eis ganz staark als Stat interesséieren. Ech mengen heibanne gëtt et doriwwer Konsens, an dofir sollte mer suergen, dass mer vis-à-vis vun de Leit näischt ze verstoppen hunn, mä kloer maachen iwwert all déi Informatiounen, déi mer hunn, an déi konsultativ Gremien zesummeruffen an dru schaffen, fir dass och do eng gewesse Sérénitéit zréckkënnt.

Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Minister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen da fir d'éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5342. Den Text steet am Document parlementaire 5342[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 5342 et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5342 ass unanime mat 57 Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Felix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5385. Den Text steet am Document parlementaire 5385[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 5385 et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5385 ass unanime mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Jean Huss) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Da loossen ech lech awer nach net heemgoen.

## 5. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech elo de Huis clos aussprechen.

***(Le huis clos est prononcé à 18.40 heures.)***

* * *

***(Le huis clos est levé à 18.42 heures.)***

De Huis clos ass also elo opgehuewen. Déi öffentlech Sëtzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 41 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Si mer all domadder d'accord?

***(Assentiment)***

Ech soen lech villmools Merci.

**Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 2 décembre 2004**

1. LEBEAU Patric Udo, né le 20 février 1964 à Düren (Allemagne), demeurant à Strassen
2. LIPPENS Patricia Elisa Bernadette Marie, née le 19 septembre 1960 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Pétange
3. LOMEIKO Anna, née le 13 août 1949 à Mogilev (Belarus), demeurant à Helmsange
4. LOPES MOREIRA Julia, née le 4 avril 1949 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
5. LUCAS Marc Rachid, né le 7 janvier 1970 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg
6. LÜBBERS Brunhilde Susanne, née le 1er août 1946 à Bremen (Allemagne), demeurant à Wasserbillig
7. MAI HUY Khoi, né le 11 août 1983 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Diekirch
8. MANSOLAS Nikolaos, né le 21 décembre 1975 à Athènes (Grèce), demeurant à Wecker
9. MARTINS VARELA Maria Odete, née le 22 mars 1964 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange
10. MAURO Luisa, née le 15 juin 1966 à Taranto (Italie), demeurant à Bertrange
11. MEDINA EVORA Eloisa, née le 14 août 1968 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
12. MEHTA Minaxi Mayabhai, née le 29 novembre 1943 à Vadnagar (Inde), demeurant à Niederanven
13. MENDES SEQUEIRA Antonio Abel, né le 23 février 1964 à Bissau (Guinée-Bissau), demeurant à Howald
14. MILAK Alen, né le 23 mai 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
15. MOGHADDAM Maziyar, né le 25 février 1979 à Téhéran (Iran), demeurant à Olm
16. MOKHLESS Nadia, née le 19 juillet 1967 à Larache (Maroc), demeurant à Luxembourg
17. MONTEIRO Antonia Maria, née le 17 février 1952 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
18. MONTEIRO GOMES Cecilio, né le 18 janvier 1964 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg
19. MONTEIRO HENRIQUES José Carlos, né le 27 janvier 1965 à Lisboa (Portugal), demeurant à Rodange
20. MOURGUES Mireille, née le 14 décembre 1956 à Vals-près-Le Puy (France), demeurant à Pettingen
21. MÜLLEN Gisela Eleonore, née le 13 novembre 1960 à Lutzerath (Allemagne), demeurant à Warken
22. NERIS DOS SANTOS Ilda, née le 14 novembre 1975 à Vargem Grande Paulista/Sao Paulo (Brésil), demeurant à Luxembourg
23. NGUYEN Thi Ngoc Hue, née le 9 avril 1979 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Rodange
24. NGUYEN Thi Ngoc Quy, née le 13 janvier 1983 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Bascharage
25. OLOMANI Ilber, né le 18 novembre 1964 à Debar (Macédoine), demeurant à Bissen
26. PARULIS Steponas, né le 6 octobre 1982 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
27. PECIREP Mario, né le 27 octobre 1973 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Pétange
28. PFORTE Ulrich, né le 24 avril 1981 à Trier (Allemagne), demeurant à Grevenmacher
29. PIRAS Antonietta, née le 6 décembre 1942 à Sassari (Italie), demeurant à Belvaux
30. QUÁCH Thanh Lieu, née le 15 mars 1954 à Truong Binh (Vietnam), demeurant à Schifflange
31. RASTODER Enes, né le 2 janvier 1979 à Savin Bor (Yougoslavie), demeurant à Dudelange
32. RASTODER Ernad, né le 10 juillet 1977 à Zlopek/Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
33. ROCHA MONTEIRO Aurora, née le 18 mars 1968 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Steinsel
34. SABOTIC Ernad, né le 23 octobre 1979 à Rozaje (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette
35. SABOTIC Irfan, né le 24 septembre 1970 à Tucanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange

36. SAFAVI Zhamila, née le 25 avril 1962 à Esfahan (Iran), demeurant à Kehlen
37. SANTIN Manuela, née le 1er mai 1979 à Salvador da Bahia (Brésil), demeurant à Diekirch
38. SIMION Daniel, né le 7 juin 1967 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Esch-sur-Alzette
39. GEORGESCU Mihaela Diana, née le 13 mars 1969 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Esch-sur-Alzette
40. STUCCHI Jonathan Michel Pascal, né le 24 avril 1983 à Charleroi (Belgique), demeurant à Wintrange
41. TOMASIC Marina, née le 20 décembre 1966 à Zagreb (Croatie), demeurant à Mullendorf

### 6. Ordre du jour

Ech droen nach den Ordre du jour vun där anerer Woch vir. Déi nächst Sëtzunge si virgesinn: en Dënschden, de 7. Dezember, mëttes um dräi Auer; e Mëttwoch, den 8., an en Donneschden, den 9. Dezember, jeeweils um hallwer dräi. Um Ordre du jour vun deenen dräi Deeg stinn d'Budgetsdebatten nom Modell 7, mat uschléissenden Ofstëmmungen.

Déi fënnef Fraktiounspresidenten ergräifen dënschdes d'Wuert. Am Kader vun dëser Debatt behandelt d'Chamber ebenfalls d'Résolutioun vum Här François Bausch iwwer eng Konventioun fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Motioun vum Här Aly Jaerling iwwert de Wielerpass.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 18.43 heures)***

---

# 11E SÉANCE

**MARDI, 7 DÉCEMBRE 2004**

**Présidence: M. Lucien Weiler, Président**
**M. Niki Bettendorf, Vice-Président**
**M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Ordre du jour

1. Communications
2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
   *(Discussion générale)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

***(Début de la séance publique à 15.01 heures)***

**M. le Président**.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

***(Négation)***

Wann dat net de Fall ass, da komme mer zum Ordre du jour. Dës Woch féiert d'Chamber Debatten iwwert de Statsbudget vum Joer 2005. D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt de Fraktiounspresident vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter.

***(Interruption)***

### 1. Communications

Här Wolter, éier ech Iech d'Wuert ginn, erlaabt mer nach eng Rei Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen, déi mir hei gereecht ginn.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5411** - Projet de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, 2. portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord européen du 27 janvier 1977 sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, signé à Moscou, le 4 octobre 2001

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 02.12.2004

2. **5412** - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 03.12.2004

3. **5413** - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction Salle de Concert à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: M. le Ministre des Travaux publics, le 06.12.2004.

Voilà dat waren d'Kommunikatiounen an elo huet den Här Michel Wolter d'Wuert. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

***Discussion générale***

**M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif als Alleréischt, a well ech selwer d'Geleeënheet hat, zweemol - an de Joren 1994 an 1995 - Budgetsrapporteur ze sinn, dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem honorabelen Här Laurent Mosar, félicitéiere fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet.

Hien hat dëst Joer keng liicht Aufgab, well en den éischte Budgetsrapporteur ass, deen am Kader vun enger neier Prozedur säi Rapport huet missen ofginn. D'Prozedure sinn dëst Joer méi rapprochéiert ginn, wat zum engen d'Délaie selbstverständlech reduzéiert huet, zum aneren awer och méi Kloerheet am Verlaf vun der Debatt mat sech bruecht huet; sou hu mir zum Beispill kee Rapport complémentaire méi virgeluecht kritt. Et ass eng Fro vun Ëmstellung, et ass och eng Fro vun Astellung vun deem Eenzelnen, ob en et fäerdeg bréngt an deem Délai de Budgetsrapport ze kommentéieren a seng Konklusiounen doraus ze zéien.

Ech géif deemno dem Rapporteur Merci soen. Hien huet de Mérite, a sengem Rapport eng ganz Rei Froen opgeworf ze hunn an en huet, wat net alldeeglech ass, och probéiert eng Rei Äntwerten ze formuléieren, wat him direkt déi eng oder aner opgereegte Kritik abruecht huet. Et ass fir mech e bëssen erstaunlech, an engem Moment wou ëmmer gesot gëtt, de Politiker soll net nëmme kritiséieren, mä hie soll och Virschléi maachen, dass, wann dann de Budgetsrapporteur eng Rei vu Virschléi mécht, hien dann dowéinst kritiséiert gëtt, dass e Virschléi mécht.

Um Fong muss een net mat allem d'accord si wat den Här Mosar gesot huet. Hien huet eng Rei perséinlech Iwwerleeungen gemaach, déi zum Deel aus senger Geschicht kommen an och do wou et ëm d'Gemengepolitik geet, ganz staark den Hauch vun där Gemeng droen, déi hie representéiert an och a säin Häerz geschloss huet.

De Budget fir d'nächst Joer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, respektéiert déi grouss Finanzéquiliberen, wéi mir se kennen. Eise Budgetsminister, den Här Frieden, ass als e virsiichtege Mënsch bekannt. Hien ass - an dat ass eppes wat e konsequent duerchzitt - een, dee léiwer op der gewonnener Säit ass, am Sënn vu Plus-valuën, déi um Enn vun engem Budgetsexercice de Budget verbesseren, wéi een, dee Loscht huet am November an am Dezember vum Joer de Steiereinnahmen nozelafen, fir op en Total ze kommen, deen et him géif erlaben, fir de Budget um Enn vum Joer opzekréien.

Hien ass an enger ganzer Rei vun Exercicë ganz staark dowéinst kritiséiert ginn, ech erënneren un d'Exerciser 2000 an 2001, wou gesot ginn ass, de Budgetsminister géif de Leit hir wuelverdéngte Sue virenthalen. Abee, wann een de Budget vum Joer 2005 an och héchstwahrscheinlech déi vun deene Joren hannendru kuckt, kënne mir frou sinn, dass mir an de Joren 1999, 2000 an 2001 net alles ewechginn hunn, net alles a Konsumausgabe gestach hunn, mä dass mir d'Plus-valuën zum Deel an d'Reserv gesat hunn, fir déi Zäite wou et méi schlecht geet, an zum Deel an Investissementspolitike gestach hunn, déi eng laangfristeg Optik hannert sech droen.

De Budget vun dësem Joer weist en Defizit vun 90 Milliounen aus, dee gedeckt gëtt duerch d'Budgetsreserv. Eis Statsschold ass mat 2% vum PIB eng vun deenen niddregsten, wann net déi niddregst an Europa. Eis Verscholdungscapacitéit ass intakt, de Scholdendénscht stellt keng Belaaschtung fir de Budget duer.

Dat ass séier an engem Saz gesot, ass awer net evident an engem Moment wou ee ronderëm eis lauter Länner gesäit, déi schonn déif an de Scholde sinn, déi fir Relancepolitiken ze maachen, scho ganz déif an hir Täsch hu misste gräifen. Mir hu fir déi nächst Joren, wann et dann noutwendeg wier, déi néideg Mëttele parat, fir eng concertéiert zukunftsorientéiert Politik ze maachen.

En Emprunt vun 200 Milliounen ass fir d'Joer 2005 virgesinn. Et war schonn en Emprunt fir d'Joer 2004 virgesinn, dee bis elo net gezu ginn ass, sou dass mer net wëssen ob d'Noutwendegkeet wäert bestoen, fir en ze zéien. Wann e gezu gëtt, dann ass en destinéiert fir de Fonds des routes an de Fonds du rail, also fir Investissementer an d'Zukunft ze maachen. A mir begréissen dat, wéi mir och begréissen, dass erstmoleg - op jiddfer Fall datt ech Politik maachen - d'Dotatioune fir den öffentlechen Transport am Budget vum Joer 2005 méi héich si wéi déi, déi an de Fonds des routes, dat heescht an de Stroossebau wäerte goen. Och do gesäit ee lues a lues eng Ëmkéierung vun enger Rei vun Tendenzen.

De Budgetsvolume hëlt ëm 8% zou; dat mécht eis Suergen. 8% vun engem Joer op dat anert, 13% wann een e mat de Konte vum Joer 2003 vergläicht, dat si relativ hefteg Spréng. Si erkläre sech zum Deel aus dem Fait, dass am Kader vun engem dynamesche Wirtschaftswuesstum am Laf vum Joer 2004 souwuel op der Einnahmesäit wéi op der Ausgabesäit an eisem Budget 200 Milliounen Euro bäikomm sinn. Wann een also de Budget exécuté vum Joer 2004 mam Budget vum Joer 2005 vergläicht, da si mir op enger Steigerung vu 4%. Déi 4% entspriechen der Budgetsnorm, insofern een an deem héijen Haus hei d'Budgetsnorm iwwerhaapt nach däerf zitéieren. An den 80er an am Ufank vun den 90er Jore war dat ee vun de Kritäre bei all Budgetsried wann et drëm gaangen ass ze bewäerten, ob d'Dépensen an d'Einnahmen an engem verstännege Mooss klammen.

Als Konklusioun kann een also eng grondsätzlech positiv Appréciatioun vun der Finanzlag vun eisem Land a vun dem budgetäre Gesamtéquiliber vun eise Statsfinanze ginn. Eise Budget, och fir d'Joer 2005, léist sech weisen, souwuel am nationale wéi am internationale Kontext. Dat war nëmme méiglech, well an deene sou genannte gudde Joren d'Grondlage geschafe si ginn, fir dass mir an deene Joren, wou et méi lues geet a vun deene mir nach net wësse wéi laang datt se daueren, Reserven hunn, fir déi Politiken, déi mir wëlle maachen, och kënnen an engem méi schwieregen Ëmfeld virun ze féieren. Alles dat verdéngt de Respekt, deen ech och eisem Budgetsminister, am Numm vun eiser Fraktioun, wëll domadder ausdrécken.

An dach - an och hien huet et a senger Ried gesot - gesäit een eng Rei vu Changementer, déi amgaange sinn ze kommen, weltwäit, europawäit, an déi halen och net viru Lëtzebuerg stall. An de Commentairen, déi ee lénks a riets héiert, mécht sech en diffust Gefill breet, wéi wann net méi alles esou am Gréff wär, wéi wann déi fett Joren eriwwer wären. Et muss een op dat Gefill agoen, ouni awer direkt a Katastrophestëmmung wëllen ze falen. Mir haten an der Vergaangenheet wäit méi schwéier politesch Situatiounen ze meeschteren, wéi dat haut de Fall ass. Ech erënneren un den Ufank an un d'Mëtt vun den 80er Joren, wou souwuel eis Budgetspolitik wéi iwwerhaapt eis Politik sech an engem ganz aneren Ëmfeld beweegt hunn.

Mir hunn et fäerdeg bruecht ëmmer erëm als Lëtzebuerger aus Situatiounen erauszekommen, déi komplizéiert waren. Zum Éischten duerch d'Bereetschaft vun eise Leit, fir de Rimm méi enk ze zéie wann et noutwendeg war, zum Zweeten duerch politesch Initiativen, déi hir Friichte gedroen hunn an déi nees zu engem Rééquilibrage gefouert hunn, an zum Drëtten och duerch eng Rei vun Evénementer mat deene mir selwer net ganz vill ze dinn hunn. Ech erënneren un déi extrem Plus-valuën, déi mir um Ufank vun dësem Jorzéngt an um Enn vum leschte Jorzéngt aus enger Boursseaktivitéit erauskritt hunn, déi wäit iwwert deem loug, wat am Fong eng normal Aktivitéit ass.

Wat sinn déi Punkten, déi lo aneschters sinn an op déi et eng Äntwert ze fanne gëtt? Ech géif sechs Froe wëllen uschneiden.

1. Fir d'éischt gesäit ee ganz kloer, dass mir eis an engem geännerte geopolitesche Kontext bewegen. Weltwäit si mir an engem globale Marché. Et kommen nei Konkurrenten. Et komme Konkurrente méi séier wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Wien haut uewen ass, ka muer ënne sinn. Et muss ee sech also permanent an deem Marché a Fro stellen. Et muss ee bereet sinn, sech ze adaptéieren, wann een op deem Niveau wëllt weiderfueren, deen ee kennt.

Och aner Länner reagéieren, och aner Länner spille mat de Steiersouveränitéiten. A villen anere Länner gëtt et entre-temps eng generaliséiert Sproochevielfalt vun zwou, dräi a véier Sproochen. Vill Atouten, déi mir also an der Vergaangenheet haten, a wou mir allein auf weiter Flur waren, ginn haut vun anere Géigenden a vun anere Länner an Europa an doriwwer eraus kopéiert.

2. Dat Zweet - an dat ass eppes, wat mech perséinlech extrem frappéiert, wat vill méi ausgeprägt ass wéi aner Joren -, dat ass déi Onsécherheet, wat de wirtschaftleche Kontext ubelaangt. Jee nodeem vu wou d'Analyse kënnt, ob dat vun der EU ass, ob dat vun der OECD ass, ob dat vum FMI ass, ob dat vun eisem Statec ass - wien och ëmmer do an deem Prognosekrees probéiert fir d'Joren 2005, 2006, 2007 Aussoen ze maachen -, et fält engem op, dass ee ganz verschiddenaarteg Äntwerte kritt. Sou dass et schwiereg ass, mëttelfristeg ze wëssen, a wat fir eng Richtung dass et geet.

3. Wann et an eng gutt Richtung geet, wat mir hoffen, eng Richtung vu Relance économique, eng Richtung vu wirtschaftlechem Opschwonk, da stellt sech déi drëtt Fro, an dat ass déi, wat fir eng Répercussiounen dass dat Ganzt op eise Statsbudget kritt. Fréier huet d'Equatioun doranner bestanen, fir ze soen: Relance économique bedeit och méi Recetten um Niveau vun de Steieren. Or, déi Equatioun besteet haut net méi eent zu eent. Et sinn eng Rei vun Ännerunge virkomm. Ech hunn et virdru gesot, aner Länner probéieren an de Souveränitéitsnischen hire Match ze maachen. Et gesäit een europawäit en Drock op d'Steieren, an zwar en Drock fir d'Baisse vun de Steieren.

Mir hunn eng Wirtschaft zu Lëtzebuerg, déi wäit méi produzéiert wéi dat 450.000 Leit géife maachen. Mir profitéiere vun der „grande région" en plein. Mir entwéckelen e PIB, deen a vergläichbare Regiounen am Ausland eng bis annerhalef Millioune Leit produzéieren. Alles dat - wéi och de Phenomeen vun der Ingénierie financière a fiscale - bréngt mat sech, dass souguer grouss Steierzueler vun der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg net méi sécher grouss Steierzueler vun der Zukunft hei zu Lëtzebuerg sinn, och wa se um Lëtzebuerger Marché bleiwen, och wa se hir Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg weider

développéieren, an och wa se nei Leit astelle fir hei ze schaffen.

4. Wann - an dat ass déi véiert Fro - sech dann déi wirtschaftlech Relance net mat méi Steiereinnahme kompenséiert, wat ass dann d'Budgetspolitik, déi mir mussen a wëlle maachen? Gräife mir op den Emprunt zréck, well mir gären eng konsequent Investissementspolitik weiderféieren, an déi mir als zukunftsorientéiert gesinn? Wéi laang kann een esou eng Empruntspolitik maachen, ouni an deem Domän an d'Mëttelfeld ofzegleiden? A wann een déi net méi ka maachen, wéi ass et um Niveau vun den Dépensësäiten am Budget besonnesch vun deenen décke Bléck, déi awer eng relativ Dynamik hunn am Wuessen?

5. Déi fënneft Fro ass déi, ob eng Rei vu Souveränitéitsnischen, déi mir eis am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geschaf hunn, an Zukunft weider wäerte bestoen; d'Fro, ob de Bensin an den Tubak an enger verännerter Kyotoswelt an och an enger Welt vun Harmonisatioun vun den Accisë weider kënne bestoen, an ob eis Finanzplaz déi Recetten nach weider wäert generéieren, déi se an der Vergaangenheet generéiert hunn. Dat si Froen, déi ee sech muss stellen, déi ee sech besonnesch da muss stellen, wann een de Rapport Fontagné, deen d'lescht Woch presentéiert ginn ass, dee vun der Regierung commanditéiert ginn ass, wann een dee liest, wou méi wéi eng skeptesch Äusserung an déi Richtung gemaach gëtt.

6. A sechst Fro: Wéi laang kënne mir déi héich Fiskaliséierung vun de Sozialausgaben, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, weider droen, wann d'Ausgaben net méi weider kënne klammen, iwwer e gewëssen Niveau eraus, well d'Einnahmen net nozéien? Dat ass eng Fro, déi sech selbstverständlech stellt. Et gëtt een also d'Impressioun net lass, wéi wa mir lues a lues déi reell wirtschaftlech, weltwäit an europäesch Situatioun och bei eis an eise Budget eran transportéiert kréien, an dass d'Joren 1999, 2000, 2001 duerch hir massiv Plusvaluën eis de Bléck vläicht nach verspaart hunn zu enger neier Realitéit.

All dës Phenomeener sinn och dem Budgetsminister net entgaangen. Dat erkläert och vläicht deen dach nach méi virsiichtegen Toun vu senger Budgetsried par rapport zu anere Joren. Dat erkläert och vläicht seng diskret Hiweiser op eventuell néideg Korrekturen, déi sech kéinten als néideg erweisen, jee nodeem wéi d'Situatioun vun eise Statsfinanze sech weiderentwéckelt.

Dat Ganzt allerdéngs, an dat däerf een net vergiessen, op engem extrem héijen Niveau: Lëtzebuerg gëtt och haut nach ëmmer am Ausland beneit wéinst senger Situatioun. Wann een also op d'Problematiken hiweist, dann däerf een net alles matenee vermëschen; et muss een ëmmer nach gesinn, dass dat op engem Niveau ass, dee ganz uspriechend ass.

Et gëtt da gesot: „Dir sot de Leit d'Wouerecht net; dat déckt Enn kënnt no de Gemengewahlen." Abee, ech hat net d'Impressioun, dass mir de Leit net géifen d'Wouerecht soen. Et ass d'ailleurs net an der CSV hirer Traditioun fir de Leit net d'Wouerecht ze soen. Dat erkläert och vläicht zum Deel deen dach relativ konstanten iwwer Jorzéngte laang fortschreidende Succès vun eiser Partei, well mir de Leit dat soen, wat ze soen ass.

Mir spieren, dass déi wirtschaftlech Situatioun méi lues geet, a mir wëllen dofir an engem Moment, wou dat nach machbar ass, e Gespréich kréie fir ze kucken, ob een dann déi noutwendeg Reorganisatiounen a Reformen hikritt, a wann ee se géif hikréien, wéi se da géifen ausgesinn.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, dass am Budget sech éischt Zeeche vum Duerchschloe vun enger Rei vu Phenomeener op eis Statsfinanze weisen:

1. Do ass zum Beispill déi konträr Evolutioun vu Recetten an Dépensen. Eis Recetten, wann ee se méi genau analyséiert, steigen nach ënnert dem Impuls vun dräi Phenomeener: Zum engen deem dach weiderhi ganz dynameschen Aarbechtsmarché, sou dass d'Akommessteier prévisibel am Joer 2005 op 1.400 Milliounen Euro wäert klammen, zweetens enger neier Nisch, déi mir fonnt hunn, den Internethandel, deen sech am Budget mat ronn 180 Millioune wäert nidderschloen. Dobäi profitéiere mir vun engem TVA-Saz, deen esou attraktiv ass, dass déi Betriber sech hei zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn. Woubäi een och deenen, déi, wéi ech de Moien am Lëtzebuerger „Wort" gelies hunn, gesot hunn: „Wann et net méi geet, da kann d'Regierung jo kucken, datt se nei Einnahme schaaft.", muss äntwerten, dass fir déi doten Aktivitéit op Lëtzebuerg ze kréien, dat net esou einfach am Handumdrehen gaangen ass, mä dass déi viregt Regierung extrem vill dru geschafft huet, fir déi doten Nisch ze erspähen, an net nëmmen ze erspähen, mä och sécherzestellen, dass déi Betriber op Lëtzebuerg an net iergendwou anescht gaange sinn. Drëttens steigt och nach ëmmer den Undeel vun den Accisen um Niveau vun der UEBL, wat d'Tanken hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Et muss een allerdéngs gesinn, wann een déi dräi Phenomeener do kuckt, déi dräi Haaptimpulser also vun der Augmentatioun vun der Recette vum Budget vum Joer 2005, dass ee sech mëttelfristeg Gedanken iwwert déi eenzel Punkten muss maachen.

Op där anerer Säit steigen eis Ausgaben zimlech intensiv. Ouni also Astrécher an aner Politike wëllen ze maachen, musse mir, fir eis Investissementspolitik op héijem Niveau ze halen, an deenen nächste Jore Geld léine goen. Dat ass net dramatesch, mä et bedeit ëmmerhin eng Kurskorrektur par rapport zu deem, wat mir an deene leschte Jore kannt hunn, wou mir d'Investissementspolitik aus de Plusvaluën, aus de Reserve vun de Fonge konnte bestreiden, ouni dass mir also u soss iergendee Posten am Budget hu misse goen.

Dat riskéiert sech bei Fortschreidung iwwer e puer Joer vun dëser Situatioun anescht auszegesinn. Dat d'autant plus dass déi Ausgaben, déi iwwert den IVL budgetiséiert gi sinn, wat eis fit a flott maachen um Niveau vum öffentlechen Transport fir déi nächst 15 Joer ubelaangt, mat ronn 100 Milliarde Lëtzebuerger Frang veranschlagt sinn. All déi nei Schinneweeër, déi do musse gebaut ginn, an déi sinn zum groussen Deel nach an den Investissementsprognosen, déi dann iwwert d'Joer 2008 erausginn, net dran, bréngе mat sech, dass mer fréier oder spéider an d'Situatioun wäerte kommen, dass mer doriwwer da musse par rapport zu aneren och interessanten Ambitiounen diskutéieren.

2. Den zweete Punkt, deen ee gesäit am Budget, dat ass, dass mer eis ambitiös Ziler gesat hunn a gewëssene Gebidder, déi eise Budget staark an deenen nächste Jore wäerte belaaschten.

- Zum engen huet d'Regierung wëlles d'Entwécklungshëllef vun 0,85 op 1% vum PIB ze héijen.

- Zum Zweete wëllt d'Regierung an der Verdeedegungspolitik, well mer an enger NATO sinn a well mer eis do den Obligatiounen net kënnen dérobéieren, vun 0,3 respektiv 0,5% - jee nodeem wéi een d'Lecture mécht -, déi mer haut hunn, op 1,2% PIB eropgoen. Dat ass d'Contributioun, déi mer musse leeschte wa mer wëllen, och als klenge Partner, an engem Verteidegungsbündnis dobäi sinn.

- Zum Drëtte soll de Budget vun dem öffentlechen Deel vun der Recherche vun haut 0,25 op 1% PIB ugehuewe ginn, plus nach 2%, déi aus dem Privatsecteur sollen erakommen, fir am Kader vun der Lissabon-Strategie op 3% Recherche ze kommen, wat noutwendeg ass, fir dass mer an der Wëssensgesellschaft vu muer dobäi sinn.

A wann ech dat alles zesummerechnen, da kommen ech op Mehrausgabe vun 350 bis 400, respektiv 450 bis 500 - jee nodeem wéi een et rechent -, Milliounen, wat tëschent 5 a 7% vum Gesamtbudget sinn, eleng op deenen doten dräi Posten. Entweder déi do Sue kommen iwwer Recettë weider eran, oder si mussen opgedriwwe ginn an anere Politikfelder, déi mer haut maachen.

3. D'Uni Lëtzebuerg, haut vu jidderengem akzeptéiert, ass am Budget vun dësem Joer mat 35 Millioune veranschlagt. Et muss een dovun ausgoen, dass dat en Astiegkredit ass, en Ufankskredit an dass dat net dee Kredit ass op dee mer wäerte kommen, wann déi Uni an hirem Ordre de croisière ukomm ass. Et ass also e weidere Punkt wou de Budget op 50, 70, 100 Milliounen Euro an deenen nächste Jore wäert klammen, déi mer iergendwou mussen opdreiwen.

4. Kyoto. De Budget vun 2005 bedeit dann och den Astieg an de Kyoto-Prozess. Dee Fong gëtt fir d'Joer 2005 mat 5 Milliounen dotéiert. Mä déi Zäite wou mer eis Mëtt den 90er Joren nach op d'Schëller klappe gelooss hunn an Europa, well mer 29% Reduktioun versprach hu par rapport zu 1990, déi wäerten eis an deenen nächste Joren nach ganz vill wéi dinn, wann ee gesäit, dass sech europawäit eng Moyenne vun 8% gi ginn ass. Mir ware jo och alleguerte frou, dass dat dee Moment ganz gutt gaangen ass, well d'Stolindustrie op d'Filière électronique iwwergewiesselt ass, dass do ganz vill fräi ginn ass un $CO_2$–Emissiounen. A wa mer haut de Bilan maachen a mir gi mat der Realitéit konfrontéiert, da stelle mer fest, dass mer op Grond vun denen Engagementer, déi mer agaange sinn, eppes méi wéi 10 Milliounen Tonnen $CO_2$-Ausstouss zegutt hunn, dass mer a Richtung 12, 13 Milliounen zur Zäit ënnerwee sinn an dass vum Joer 2008 un eng Millioun Tonnen $CO_2$ eis 100 Milliounen Euro pro Joer wäerte kaschten am Budget. Ausser mir géifen et fäerdeg bréngen, um internationale Marché Quoten dee Moment kafen ze goen, d'Tendenz iwwer 2008, 2012 steigend, an da stellt ee sech d'Fro, wéi mer dann op déi 10 Millioune sollen erofkommen, wa mer feststellen, dass mer an der Industrie kaum Sputt hunn, déi eppes méi wéi 4 Milliounen Tonnen huet, eng Reserv vun 180.000 Tonnen, wat mat sech bréngt, dass mer kaum nach e Betrib kënnen an deem Kader op Lëtzebuerg bréngen.

Bei den Haushalter leie mer bei ronn zwou Milliounen Tonnen, a wann een do wëllt Aspuerunge virhuelen, weess een, dass dat Programmer sinn, déi iwwer 10, 15, 20 Joer ginn, déi och net an de Milliouneberäich wäerten eragoen. D'Gefor besteet esouguer, dass dës Reduktioune wäerten absorbéiert ginn, well contrairement zu der Logik an der Kyoto-Logik, d'Zouhuele vun der Populatioun iwwerhaapt net mat agerechent gëtt, dass also héchstwahrscheinlech déi Erspuernisser, déi mer do maachen, absorbéiert wäerte ginn duerch d'Erheije vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg.

An da bleift dee grousse Batz, un dee mer net däerfe goen, dee vum Tanken. 5,5 Milliounen Tonnen, dat si 55% vum gesamten Allocatiounsplang, déi eis ganz vill Recetten an de Budget erabréngen a wou ee sech awer muss d'Fro stellen, wat fir eng Ausgaben dass dat dann an der Zukunft wäert mat sech bréngen.

Dat wat ech u Kyoto gutt fannen - den Här Oberweis wäert am Numm vun eiser Fraktioun d'nächst Woch am Detail eis Positioun duerleeën -, dat ass, dass mer iwwerhaapt elo mol an der Diskussioun sinn. Et muss hei zu Lëtzebuerg bekanntlech richteg gutt wéi doen, fir dass een iwwerhaapt ufänkt iwwer verschidde Saachen ze diskutéieren. Ech muss allerdéngs soen, dass et e relativ deiere Präis wäert ginn, dass et richteg gutt deier gëtt a richteg gutt wéi deet.

Esou wéi een och muss bedaueren, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Geschicht vun der Fotovoltaik net esou gelaf ass wéi een dat gäre gesinn hätt. Mir hunn eis d'Zil gesat, op 5,7% erneierbar Energien ze kommen. Et ass probéiert gi Weeër a Moyenen ze fanne fir d'Leit ze incitéieren an déi Richtung ze goen, an um Enn vun der Fahnenstange hu mer elo eng budgetär Diskussioun, an ech fannen, dass déi Diskussioun méi breet ass, dass, wann een eng Nécessitéit a gewëssenen Domäner gesäit, da muss een de Courage hunn dat duerchzezéien. Allerdéngs ass et net um Stat fir d'Beräicherung vun de Leit mat ze subventionéieren an et ass e bëssen an déi Richtung wou déi ganz Politik do ofgedrift ass. Do kann een der Regierung, an där ech selwer war, de Reproche maachen, dass vun Ufank un dee Reglement net esou war wéi en hätt misse sinn, fir dat kënnen ze verhënneren.

Et bleift, dass den Astieg an en Domän, dee mer an Zukunft méi staark musse berücksichtegen an dee mer och mussen ënnerstëtzen, riskéiert an e Kanal ze kommen, dee kee gudde Kanal ass. Et bleift dann, esouguer wa mer eng Politik géifen definéieren, wou mer kucken, wat fir eng Moyenë mer kënnen zur Verfügung stelle fir eis an déi Richtung 5,7% ze bewegen, dass dat Geld kascht. Och dat ass e Posten, deen net budgetsneutral ass, och dat ass e Posten, dee weider Sue wäert kaschten.

Mëttelfristeg muss ee sech froen, an dolaanscht komme mer net, och wa mer do heiansdo d'Ae wëlle schléisse virun der Pérennitéit vum Tanktourismus an deem wat domadder ze dinn huet. Net, dass mir déi sinn, déi elo der Meenung sinn, dass een dat vun engem Dag op deen anere soll ofschafen, mä et muss een awer mëttelfristeg gesinn, dass eng Rei vun Tendenzen sech an Europa breet maachen, déi et ëmmer méi schwéier wäerte maachen an där Politik virunzefueren. Do ass zum engen den Drock op d'Harmoniséierung vun den Accisen, déi sech iergendwann eng Kéier wäert duerchschloen, wou mer a gewësse Forschettë gesat ginn, wou mer zum Deel jo schonn a Forschettë sinn, déi awer riskéieren nach méi enk ze ginn. Et ass d'Certitude, déi all Expert huet, dass de Barrels-Präis an deenen nächsten zéng Joer wäert steigen. D'Expertë ginn dovunner aus, dass mer bei 70, 80 Dollar pro Barrel wäerte landen, wat dann zum Deel nees eng Rei vu Politiken an deenen erneierbaren Energien an en anert Liicht stellt, zum Deel awer och um Niveau vum Tanktourismus eng Rei vu Froe wäert stellen, well de Präis sech jo automatesch och wäert op der Pompel adaptéieren an d'Leit dann noutgedrongen iergendwann eng Kéier an d'Situatioun kommen, dass se och méi op den öffentlechen Transport zréckgräifen. Wat eis an d'Obligatioun bréngt, deen öffentlechen Transport esou ze gestalten, dass mer dann, wa mer do sinn, och d'Moyenen hu flächendeckend iwwert d'Land, do wou et geet an do wou et sënnvoll ass, deen öffentlechen Transport kënnen unzebidden.

Och Kyoto wäert eng Belaaschtung ginn, wa mer dee Block net wëlle reduzéieren, mä au contraire, wa mer der Meenung sinn, dass dee Block nach weider soll an d'Luucht goen, ech weess et net, vu 5,5 op 6 oder op 6,5 oder op 7 Milliounen. Da musse mer also kucken entweder an aneren Domänen ze reduzéieren oder mir kommen iwwert den Allocatiounsplang an da musse mer bezuele fir eis Ersatzquoten ze schafen.

Elo kënne mer laang doriwwer kräischen, dass dee Bensin, deen hei zu Lëtzebuerg getankt gëtt, net hei zu Lëtzebuerg verfuer gëtt, an dass, wa mer dat net a Kyoto dobannen hätten, dass dann awer géing getankt ginn, well da géif dee Bensin am Ausland getankt ginn. Mä anscheinend ass jo un deene Spillregelen näischt méi ze änneren; da musse mer also domadder liewen.

Et muss ee sech also de Gefore bewosst sinn, déi sech mëttelfristeg op deem dote Punkt vun eisem Budget, deen de Budgetsminister mat 600 Milliounen um Niveau vum Bensin a 400 Milliounen um Tubak a Gedrénks, dat heescht 15% vun eisem Gesamtbudget ugesiedelt huet, wäerte stellen.

5. Mäi Fraktiounskolleeg, de Lucien Thiel, wäert a senger Interventioun op de Rôle vun der Finanzplaz agoen, esou datt ech doriwwer ka sprangen, just mam Hiweis fir komplett ze sinn, dass, jee nodeem wéi een et rechent, d'Finanzplaz och tëschent 1,5 an 3,5 Milliarden an engem Budget vu 7 Milliarden, dat heescht tëschent 40 a 50% zu de Gesamtrecettë bäidréit fir déi Ausgabe kënnen ze tätegen, déi mer tätegen. Dass mer also gutt drun di fir do déi richteg Décisiounen ze huelen.

6. Um Niveau vun den Dépensë steigen d'Transferten un d'Sécurité sociale kräfteg weider, an zwar ouni Rücksicht op d'Recetten. Ech kommen op eng Remarque zréck, déi ech virdru gemaach hunn: Wa mer dee Wuelstand, dee mer eis opgebaut hunn, wa mer déi héich Fiskaliséierung, déi mer eis ginn hunn um Niveau vun de Sozialleeschtungen, wa mer déi wëlle weiderfueren, da musse mer à même si fir zousätzlech nei Steierrecetten ze generéieren, soss komme mer fréier oder spéider an d'Situatioun, dass mer net méi kënnen nokommen.

Et kann een also soen, dass déi 200 Milliounen, déi mer zum Beispill eleng an dësem Joer weider an de Budget setzen op véier Posten: Allocations familiales, Fleegeversécherung, Krankekeesen a Pensiounskeesen, dass déi fir d'éischt musse verdéngt ginn, dass d'Wirtschaft déi muss erabréngen an dass d'Steiere musse bezuelt ginn. Ech maachen do de Verweis, an ech kommen an enger Minutt dorop zréck, op dee Rapport, dee mer d'lescht Woch kritt hunn, wou déi dote Remarquen an eng Rei vun anere Remarquen an enger ganz grousser Däitlechkeet drastinn.

Mir begréissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz ausdrécklech déi nei Initiativen, déi geholl si gi fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft virunzedreiwen. Zum engen d'Internet-Branche, déi zwar net mat ganz ville Leit schafft, mä déi awer ganz vill Steierrecetten erabréngt. 180 Milliounen Euro an engem Joer ass extrem vill fir en Domän, deen en neien Domän ass a wou mer hoffen, dass mer dee méiglechst laang och kënnen oprechterhalen. An och d'Initiativ, déi d'Regierung ugekënnegt huet, fir um Niveau vun der Kapitalertragssteier a vum Ofschafe vum Impôt sur la fortune eiser Finanzplaz eng nei Nisch sichen ze goen, fënnt ausdrécklech d'Ënnerstëtzung vun eiser Partei.

7. Mir sinn dann d'lescht Woch mat engem Rapport beschäftegt ginn, deen eis esou séier net wäert lassloossen, dat ass de Rapport vum Professer Fontagné iwwert d'Kom-

petitivitéit zu Lëtzebuerg. Mir hu vill där Rapporten, déi mer kréien, Joer fir Joer kréie mer se eran an dann dickse mer déi ëmmer of, well se vu baussen erakommen. Si gi ganz oft no engem generelle Schema gemaach, vun der FMI, OECD, wou een d'Impressioun huet, ob se elo Lëtzebuerg bewäerten oder ob se den Niger kucken, dat leeft esou zimlech nom selwechte Schema of. An da soe mir Lëtzebuerger: Mat deene wëlle mer näischt ze dinn hunn, dat ass net seriö, déi kennen eis net an dofir gi mer da gären eriwwer op den Ordre du jour.

Deen heite Rapport schéngt eis e bëssen anescht ze sinn, well de Rapport vun der Regierung bestallt ginn ass. Et ass e Rapport, deen aus enger Initiativ vun der Tripartite ervirgeet an et ass e Rapport, an dat gesäit ee ganz gutt, wann een e liest, wou de Mann, deen dee gemaach huet, sech extrem vill Méi ginn huet fir mat de Sozialpartner a ganz ville Sitzungen doriwwer ze diskutéieren. Et ass also net eppes, wat einfach esou vu baussen eraus komm ass, mä et ass e Produkt, dee sech aus enger ganzer Rei vun Entrevuen ergëtt, wou d'Meenunge vun deenen engen a vun deenen anere gefrot gi sinn.

Perséinlech huet mech ee Saz frappéiert, an dat ass deen, wou de Professer a sengem Rapport schreift: «Le Luxembourg est spécifique à bien des égards, mais pas au point que les lois économiques ne s'y appliquent pas». Ech mengen, fir esou ee Saz an e Rapport ze schreiwen, muss een dach zimlech markéiert gewiescht sinn iwwert dat wat déi eenzel Interlocuteuren engem gesot hunn, well vum selwe fält engem esou ee Saz net an. Dat d'autant plus dass de Mann ganz richtegerweis seet, dass mer an engem Environnement sinn, dee ganz staark changéiert. Huet d'ARBED nach fir véier Generatiounen Aarbecht a Brout bruecht, d'Bankeplaz fir zwou Generatiounen, esou stellt ee fest, dass déi nei Produkter, déi gesicht ginn, déi nei Aktivitéiten, déi op Lëtzebuerg solle kommen, dass déi méi eng kuerz Liewenszäit hunn, dass een also a vill méi engem séiere Mooss seng Suen a seng Plaz op der internationaler Plaz verdénge muss.

De Rapport stellt dann d'Fro, ob dee System, deen doranner besteet fir spezialiséiert Aktivitéiten an e Land ze zéie wat mat senger Souveränitéit spillt, speziell a spezifesch steierlech Avantagen ubitt, vu senger Plaz an der Groussregioun profitéiert an domat sech e gewëssene Sozialsystem opgebaut huet, ob dee System net u Limitë stéisst. E freet sech, ob an engem méi schwéieren Ëmfeld net mussen zousätzlech Belaaschtungen duerch méi Produktivitéit kompenséiert ginn.

Dat ass ee Punkt op deen ee ganz gutt muss oppassen, ech weisen dat un engem Beispill. Mir hunn elo an deene leschten dräi Méint duerch eng Rei vun Décisiounen: Index, Mindestloun, Cotisations sociales de Betriber eng zousätzlech Laascht an der Gréisstenuerdnung vu 4,5 bis 5% vun der Masse salariale operluecht. Déi 4,5 bis 5% mussen d'Betriber fir d'éischt emol erawirtschaften d'nächst Joer als Surplus fir op datselwecht Resultat ze kommen, op deem se haut sinn.

An de Professer mécht och eng Rei Proposen an déi Richtung, warnt virun deem wat ech nennen d'Kuwaitiséierung vun eiser Gesellschaft, nämlech de Fait, dass de Lëtzebuerger d'Tendenz huet sech an den öffentlechen Déngscht ofzesetzen a senger breetster Form an also op der gewonnener Säit vun der Welt ze sinn, wat ee kengem individuell ka verdenken, an den Auslänner deen ass, deen an der konkurrenzéierter wirtschaftlecher Situatioun de Match fir eis mécht.

80% vun den Aarbechtsplazen am Privatsecteur ginn haut duerch Auslänner zu Lëtzebuerg besat: Frontalieren, respektiv Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Also nëmmen nach 20% vun den Aarbechtsplaze sinn duerch Lëtzebuerger besat. Dat ass eppes, wat him zu enger ganzer Rei vu Propositiounen Ulass ginn huet iwwert de Wahlsystem, iwwert d'Integratioun vun deene Leit, iwwer eng zukünfteg Immigratioun, déi hei zu Lëtzebuerg soll kommen, an op wat fir eng Aart a Weis datt se soll kommen.

A mir mengen, dass deen dote Rapport et verdéngt huet, dass een e politesch diskutéiert, dass en net nëmmen an der Tripartite diskutéiert gëtt, mä dass en och hei am Plenum vun der Chamber, wa méiglech och virdrun an den zouständege Chamberskommissiounen analyséiert gëtt. Well wat engem opfält, dat ass, dass an deem Rapport e ganz kritesche Bléck och geworf gëtt op d'Reformfreedegkeet, déi hei zu Lëtzebuerg soll virherrschen.

Zum enge gëtt d'Fro gestallt, ob mer et fäerdeg bréngе sozialverträglech Reformen ze maachen an zu Zäiten, wou et nach méiglech ass Reformen ze maachen, fir dann direkt drop hinzeweisen, dass do eng Rei vun Zweifele géife bestoen. Ech zitéieren do de «Contexte sociopolitique peu enclin aux réformes», deen hei zu Lëtzebuerg géif virherrschen. Wann ech e bësse méi Zäit hätt, déi ech awer net méi hunn, da géif ech kuerz drop agoen - mir maachen dat dann eng aner Kéier - wat da geschitt wann ee Reforme wëllt maachen. Ech kennen der, déi eng Kéier eng Reform hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, eng wesentlech Reform gemaach hunn, nämlech d'Pensiounsreform am öffentlechen Déngscht, an ech kann Iech do eng Rei Lidder sangen, wat mat deene passéiert.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei vu Méiglechkeeten, déi mer mussen ergräifen, wa mer d'Erausfuerderunge vun der Zukunft wëlle packen. Ech mengen, dass mer och d'Fäegkeeten an d'Moyenen hunn an och d'Kompetenz hu fir dat ze maachen.

Zum engem ass do d'Fro vun der Moderniséierung vun eisem Land: Réforme administrative, eLëtzebuerg. Wéi bréngе mer et fäerdeg deen Avantage, dee mer ëmmer haten, dee mer zum Deel nach hunn, awer net méi esou hu wéi mer en an der Vergaangenheet haten, nees hierzestellen, nämlech dee vum Lëtzebuerg vun de kuerze Weeër, wou d'Décisioune relativ séier geholl ginn? Kënne mer oder kënne mer net duerch eng nei administrativ Andeelung dozou bäidroen och do Käschten a Ressourcen ze spueren? Mäi Fraktiounskolleeg, de Marco Schank, wäert a senger Ried iwwert de Volet vun de Gemengen a besonnesch iwwert de Volet vun de Gemengefinanzen, déi an deem Feld natierlech eng ganz grouss Roll spillen, a sengem Beitrag agoen.

Mir hunn den IVL, dee mer als eng ganz grouss Chance fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg gesinn, um Dësch leien a mer hätte gären, dass e géif diskutéiert ginn. Ech géif am Kontext Landesplanung, IVL, mëttelfristeg Entwécklung vun eisem Land, wëllen eng Resolutioun deposéieren, Här President, wou ech frou wier, wa mer se kéinten zesumme mat där vun deene Gréngen en Donneschden iwwert den Zukunftskonvent diskutéieren. An ech géif mer dann erlaben en Donneschden op deen Deel vum Exposé anzegoen, well ech gesinn, dass ech elo bei 40 Minutten ukomm sinn, wat ech mer als Limite fir meng Ried gesat hat.

***Résolution***

*La Chambre des Députés,*

*- rappelant les débats parlementaires concernant l'institution d'une Convention pour l'avenir du Luxembourg;*

*- rappelant les débats d'orientation concernant le logement, le développement durable, l'immigration ainsi que la future répartition des compétences entre l'État et les communes; les rapports élaborés par les commissions parlementaires concernées en vue de ces débats; et les conclusions tirées à la tribune parlementaire à l'issue de ces débats, tant par les membres de la Chambre que par le Gouvernement;*

*- rappelant en outre que l'IVL a été présenté en mars 2004 par le Ministre de l'Intérieur, responsable de l'Aménagement du territoire, et que ce document contient des recommandations et orientations qui constituent autant d'éléments de réponse aux questions concernant l'aménagement du pays;*

*- considérant qu'un des principaux défis est la structure administrative du pays, et qu'une réforme en profondeur de celle-ci devra constituer l'arrière-fond de la mise en œuvre des instruments existants en matière d'aménagement du territoire, notamment le programme directeur et l'IVL;*

*- se fondant sur l'accord de coalition qui, concernant la politique de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, prévoit entre autres que*

*«Le Gouvernement entamera les démarches nécessaires pour doter le pays d'un service public et de structures territoriales répondant aux défis du 21e siècle.*

*À cet effet, il (fera) élaborer un concept pour redéfinir la répartition des compétences entre l'État et les communes, préparer une réforme territoriale répondant aux dispositions du programme directeur de l'aménagement du territoire et au concept IVL et proposer(a) une réorganisation des relations entre l'État et les communes. Le cas échéant une nouvelle structure territoriale sera soumise à un référendum national. (...)»,*

*décide*

*- d'instituer une Commission spéciale chargée de mener un débat approfondi sur la structure administrative du pays;*

*- de faire débuter les travaux de cette Commission au printemps de 2005, après avoir pris connaissance des orientations fournies par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire sur base de l'accord de coalition;*

*- d'associer le Gouvernement aux travaux de la Commission spéciale, et de prendre en considération les contributions des acteurs économiques et sociaux et des associations de la société civile;*

*- de charger cette Commission de dégager, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, les grandes lignes de la réforme territoriale pour moderniser les structures administratives du Luxembourg, et notamment le paysage communal et la définition des compétences communales;*

*- d'organiser à la fin du mandat de la Commission, fixée à l'été de l'année 2006, un débat parlementaire aboutissant au vote d'une motion comportant des conclusions précises quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre.*

*(s.) Michel Wolter, Alex Bodry, Lucien Clement, Ben Fayot, Marco Schank.*

Mir hu Méiglechkeeten, Erausfuerderungen a Chancen, an dat ass dass mer op déi Warnungen, op déi Leit, déi et gutt mat eis mengen, héieren, dass mer eis adaptéieren, ouni eis alles gefalen ze loossen, ouni den totale sozialen Noutstand auszeruffen, ouni alles a Fro ze stelle wat a Jorzéngten opgebaut ginn ass, un eng Situatioun, déi een objektiv als méi eng delikat muss ugesi wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech wëll ganz kloer am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir net de Generalugrëff op eis sozial Errungenschaften hei wäerte matmaachen. Och wa Rapporte kommen, och wa se kritesch sinn, soll ee se diskutéieren, mä et kann een net d'Konklusioune scho gezunn hunn ier een iwwerhaapt d'Diskussioun gefouert huet. Och déi muss een, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, esou féieren, dass een dat eent an dat anert herno an enger konstruktiver Diskussioun beienee féiert.

Ech kommen zum Schluss. Et sinn eng Rei vun Impondérablen, déi op eis leien; ech hu se ernimmt. Mir sinn an engem méi schwierege wirtschaftlechen, internationale Kontext. Mir hunn eng Witschaftsentwécklung, vun där mer mëttelfristeg net wëssen a wat fir eng Richtung datt se geet. Mir sinn net sécher ob eng positiv Wirtschaftsentwécklung och positiv Konsequenzen op de Budget vun eisem Land, dat heescht op d'Steiereinnahmen, wäert kréien. Mir hunn Efforten ze maachen um Niveau vun der Produktivitéit am internationale Verglach. Mir sinn an enger Situatioun wou Nichepolitik, wéi mer se bedriwwen hunn zu Lëtzebuerg, net onméiglech ass, mä awer méi schwéier gëtt wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Deem géigeniwwer hu mer eng ganz Rei vun Atouten a mir hunn eng ganz Rei vu Kompetenzen. Mir hunn eng héich Kompetenz bei eise Leit. Mir wëllen eis dat net falsch riede loossen. Mir hu gutt Performancen an enger ganz Rei vu wirtschaftlechen Domäner, déi et ervirzesträiche gëtt. Mir hunn eng Budgetspolitik, eng Finanzpolitik, eng Verschëldungspolitik aus de leschte Jore mat op de Wee kritt, déi eng gutt Ausganksbasis fir méi schwéier Zäiten ass a mir hunn d'Facultéit, fir déi Ajustementer ze maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer déi gutt Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg matenee liewen a matenee wunnen, kënne behalen. Mir mussen also de Leit soe was Sache ist. Mir hunn als Politiker eng Responsabilitéit. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass Politik maachen an Zukunft ganz interessant zu Lëtzebuerg wäert sinn a ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun zum Budget. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Wolter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Meisch vun der DP-Fraktioun.

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, éier ech zum Budget schwätzen, op e Sujet anzegoen, deen eis net nëmmen déi kommend Méint wäert beschäftegen, mä mat deem sech eist Land an eis Gesellschaft an déi kommend Generatiounen ëmmer erëm mussen ausernanersetzen. Ech schwätze vun der Europapolitik. Ech schwätze vun enger nohalteger Friddenspolitik an Europa, fir Europa a mat Europa. Ech schwätze vun enger europäescher Gesellschaft an Oppositioun zu enger nationalistesch gesënntener Gesellschaft. Ech schwätze vu Visiounen, déi iwwer e fräit an e gëeentent Europa erausginn.

Europa brauch Visioune fir virunzekommen. Europa brauch keng Leit déi fäerten a sech just fir hiren eegenen Intérêt an de Vierdergrond stellen. Europa brauch Leit, déi Courage hunn an déi sech fir e méi gerecht a liewenswäert Europa asetzen. Als Jonken huet een déi Lektioune vun Europa aus enger Geschicht net nëmmen ze kennen an ze respektéieren, als Jonken huet ee grad d'Flicht an d'Aufgab fir op dem Wee vum Fridden, vun der Fräiheet, der Demokratie an de Mënscherechter weiderzegoen. Als Jonken huet een dofir d'Flicht, fir um europäesche Wee weiderzegoen.

Aus dësem Grond, Här President, sinn ech der Meenung, datt eist Haus sech soll ganz schnell Gedanke maachen, wéi mir besonnesch déi jonk Generatioune méi a besser fir Europa begeeschtere kënnen? D'Présidence an de Referendum iwwert d'EU-Verfassung sinn eng formidabel Chance, fir hei nei Akzenter ze setzen.

D'Demokratesch Partei huet eng ganz Rei vun Iddien, déi mir un dëser Stell wëllen an d'Diskussioun bréngen. D'Jugend kritt een net beweegt mat engem Internetsite an e puer Héichglanzbroschüren. Mir schloen duerfir vir, all Joer eng Europaparad ze maachen, wou alleguer d'Schoulen, d'Jugendorganisatiounen an d'Veräiner solle kreativ mathëllefen, wou déi verschidde Kulturen an déi verschidden Themen, déi Europa ausmaachen, duergestallt ginn. Esou eng Europaparad géing ganz sécher och am Ausland e gudden Uklang fannen an et wier eng Reklamm net zulescht fir eist Land.

Donieft schléit d'Demokratesch Partei vir, datt all Schoul am Land d'Moyenë kritt, fir en Austauschprogramm mat anere Schoulkanner an Europa ze maachen. Mir géingen och virschloen, datt mat de Schoulen e Concours gemaach gëtt, wou jee no Altersstuf d'Geschicht an d'Ziler vun Europa opgeschafft ginn. Déi beschte Projete sollen national ausgezeechent ginn a verbonne si mat engem Präis, deen eng europäesch Komponent huet. Eis Gemengen, eis Universitéit, d'Medien, eis Bibliothéiken a Kulturinstitutioune kënne bei esou engem Projet matmaachen.

Wa mer et haut net fäerdeg bréngе grad déi Jonk vun deem Zukunftsprojet Europa ze begeeschteren, da riskéiere mer, datt muer de Geescht vum Nationalismus erëm opkënnt. Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt mir sollten am Budget Kreditter virgesinn, fir esou Aktiounen ze erméiglechen an ze förderen. Mir mengen nämlech, datt besonnesch déi Jonk de wichtegste Vecteur an eiser Gesellschaft sinn, fir déi europäesch Wäerter ze vermëttelen. Well si méi mobil sinn, well se virwëtzeg sinn, well se haut duerch nei Kommunikatiounsmoyenen och méi interkulturell an international ausgeriicht sinn, well si et sinn, déi sech muer mussen an engem neien Europa zurecht fannen.

Loosst eis déi formidabel Chance vun der Présidence an dem Referendum notzen, fir och bei eis am Land mat neiem Elan d'Leit vum Projet Europa ze begeeschteren. D'Sondagen hunn eis jo gewisen, datt do nach vill nozehuele bleift. Loosst eis déi Chance do net laanscht d'Nues goen. Loosst eis net just duerno kucken, datt d'Présidence gutt fir Lëtzebuerg gëtt, mä datt déi Présidence och gutt fir Europa a seng Bierger gëtt.

Här President, an deem Sënn wollt ech eng Motioun erabréngen.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant la signature du Traité établissant une constitution pour l'Europe en date du 29 octobre 2004;*

*- se réjouissant que l'Union européenne et l'esprit d'intégration européen ont atteint un stade où 450 millions de citoyens et 25 États auront l'opportunité historique de s'unir pour la première fois autour d'un texte fondateur définissant les valeurs et les principes de l'Union européenne;*

*- notant que le Traité établissant une constitution pour l'Europe poursuit à la fois l'objectif d'améliorer le fonctionnement des institutions et de les rapprocher des citoyens européens;*

*- soulignant que le 10 juillet 2005 les citoyens luxembourgeois et européens vivant au Luxembourg se-*

*ront appelés à se prononcer par référendum sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe;*

*- relevant que le Luxembourg assurera du 1er janvier au 30 juin 2005 la Présidence du Conseil de l'Union européenne;*

*invite le Gouvernement*

*- à profiter de la dynamique développée par ses deux événements majeurs pour le Luxembourg et l'Europe afin de susciter davantage l'intérêt des jeunes pour la cause européenne;*

*- à organiser une fête de l'Europe à laquelle participerait la jeunesse européenne;*

*- à associer toutes les écoles, organisations de jeunesse et autres associations à cette manifestation afin de célébrer ainsi la diversité et la richesse culturelle ainsi que les valeurs communes qui font l'Europe;*

*- à organiser cette fête de l'Europe en date du 8 mai 2005 (le 9 mai étant un lundi) à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire de la déclaration Schuman pour célébrer ce moment historique représentant le berceau de la réunification des peuples européens;*

*- à donner à toutes les écoles de l'enseignement secondaire les moyens pour mettre en place des programmes d'échanges avec d'autres écoles au niveau européen;*

*- à organiser entre les établissements scolaires des concours dans le cadre des cours d'histoire, de géographie et d'éducation artistique pour animer l'enseignement de l'histoire européenne;*

*- à faire en sorte que toutes les tranches d'âge puissent participer à ces concours;*

*- à associer aux initiatives évoquées ci-dessus les communes, l'Université de Luxembourg, les médias, les bibliothèques ainsi que les différentes institutions culturelles.*

*(s.) Claude Meisch, Xavier Bettel, Anne Brasseur; Charles Goerens, Paul Helminger.*

Här President, vill ass iwwert de Referendum hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, manner iwwert d'Tatsaach, datt esou e Referendum soll stattfannen, wéi iwwert den Datum, wéini e soll stattfannen. D'Demokratesch Partei war dobäi vun Ufank un der Meenung, datt dee Referendum net un d'Gemengewahlen d'nächst Joer gekoppelt sollt sinn. Mir brauche kommunalpolitesch Diskussiounen an eise Gemengen, grad wéi eng eegestänneg Debatt iwwert de Sënn an d'Zukunft vun Europa. Europa däerf fir eis keen Niewenthema sinn, mä Europa muss vill méi am Zentrum vun eiser Opmierksamkeet stoen.

Mir si frou, datt d'Regierung dat elo och esou gesäit an de Referendum den 10. Juli soll stattfannen. Mir wieren nach méi frou, wann et eis geléinge kéint, fir datt déi an den Europaléschten ageschriwwe Wieler do kéinte matmaachen.

Et ass, wéi gesot, eis Flicht op d'Leit duerzegoen, mat hinnen ze schwätzen an hinnen ze soen, firwat d'Europäesch Unioun an déi Verfassung wichteg sinn. Hei am Haus ass jo schonn eng Propositioun gemaach ginn, fir iwwerparteilech eng Campagne vum Joer fir d'Europäesch Verfassung ze maachen.

Nodeems den Här Barroso a seng Equipe vun dem Europäesche Parlament de feu vert kritt hunn, huet den neie Kommissiounspresident op France-Info déclaréiert, datt hie bereet wier fir an all Memberland vun der Europäescher Unioun ze goen, fir sech un deem Débat iwwert d'EU-Verfassung ze bedeelegen. Aus deem Grond proposéiert meng Fraktioun den Här Barroso ze invitéiere fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir datt hie sech dëser Campagne vum Joer kann uschléissen.

Här President, d'Europäesch Agenda ass déi nächste Méint fir Lëtzebuerg voll gepaakt. Den 1. Januar 2005 iwwerhëlt Lëtzebuerg d'Présidence vun der Europäescher Unioun. Ganz Europa, jo d'ganz Welt wäert op eist Ländche kucken. Lëtzebuerg wäert fir déi leschte Kéier ënnert där Form, wéi mer se haut kennen, d'Présidence vum Conseil européen iwwerhuelen. Et ass dat eng grouss Éier an eng grouss Verantwortung zugläich.

Wichteg Dossierë stinn un, déi ënnert der Lëtzebuerger Présidence mussen neien Elan kréien, ugepaakt ginn a virugedriwwe ginn. Am Budget fir d'Joer 2005 si fir d'Présidence vun der Europäescher Unioun 55 Milliounen Euro virgesinn. Et ass schued, datt de Budgetsrapporteur, deem ech op dëser Stell fir seng zolidd Aarbecht wëll félicitéieren, virum Hannergrond vun der Présidence net de Choix gemaach huet, dee Sujet e bësse méi ze beliichten.

Wat déi finanziell Perspektive vun der Europäescher Unioun ubelaangt fir d'Joren 2007 bis 2013, déi um Ordre du jour vun der Lëtzebuerger Présidence stinn, esou sot d'DP dozou ënner anerem an hirem Europawahlprogramm: «Le DP est d'avis qu'il convient d'allier une ambition raisonnable à la nécessaire rigueur financière et adapter le cadre financier aux objectifs que l'Union entend réaliser dans les années à venir.»

D'Demokratesch Partei ass op alle Fall der Meenung, datt d'Europäesch Unioun sech fir d'éischt eens mécht iwwert déi Ziler an déi Aufgaben, déi se sech setzt an déi se erfëlle wëllt. Europa ass um falsche Wee, wann et seng Ziler eenzeg an eleng de Finanzen no ausriicht. Och wa mer alleguerte wëssen, datt dës Approche net an allen europäeschen Haaptstied gedeelt gëtt, esou sollte mer eis dovunner net ofhale loossen.

Här President, et muss ee feststellen, dass d'Lissabon-Strategie am Budgetsrapport kaum erwähnt gëtt. Dës Strategie, déi eng vun den ambitiéisten Zilsetzunge vun Europa ass an déi eng vun de gréisste Prioritéite vun dëser Regierung soll sinn, fënnt kaum Agank an de Budgetsrapport, an dat ass ze bedaueren. Dofir sollte mir schnellstens hei am Parlament eng Debatt doriwwer féieren, wéi mir un déi Lissabon-Strategie solle konkret erugoen, dat d'autant plus well eise Kalenner jo scho voll gespickt ass.

Kompetitiv ze bleiwen ass den A an den O vun all Wirtschafts- a Finanzpolitik. E Wirtschaftswuesstum ze favoriséieren ouni dofir den Niveau vun eiser sozialer Protectioun erofzesetzen, dës Zilsetzung vum Professer Lionel Fontagné, deen d'lescht Woch seng déif gräifend Analys iwwert d'Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg virgeluecht huet, gëtt vun eis gedeelt.

Et kann net dee Wee sinn, op e Stéck vun eiser sozialer Protectioun ze verzichten, fir kuerzfristeg mat engem Konkurrent an Osteuropa an an Asien kënne matzehalen. Eng gutt Formatioun a Weiderbildung, eng Universitéit, déi den Ursprénch vun eisem Land a sengem Aarbechtsmaart gerecht gëtt, virbäi leie wat d'Kommunikatioun an déi nei Technologien ubelaangt, eng schnell an efficace Administratioun, en Ëmfeld wou et net als eng Strof ugesi gëtt, wann ee sech selbststänneg mécht. Mat dëse Punkte musse mer eis beschäftegen, wa mer de Liewensstandard hei am Land wëllen halen an och nach muer genuch Recetten an de Statsbudget wëllen aschreiwen.

D'Richtung ass kloer. Et ass net andeems mir manner gutt an doduerch vläicht méi bëlleg ginn, datt mir eist Land weiderbréngen. Mir musse besser gi fir eise Wuelstand ze sécheren. Dat kréie mir net fir näischt. Dofir musse mer eis ustrengen an et fält eis elo méi schwéier wéi an Zäiten, wou nach esou munches vum selwe gerullt ass. Op alle Fall sollte mer dem Professer Fontagné säi Rapport als Basis fir eng national Lissabon-Strategie huelen.

Während dem Fréijorssommet ënner Lëtzebuerger Présidence soll a Saache Lissabon-Strategie d'Halbzeitbilanz gezu ginn an et soll opgrond vum Rapport vum Wim Kok d'Weiche gestallt ginn. Dobäi gëtt notamment dovunner geschwat, datt alleguerten d'Memberlänner bis spéitstens Enn 2005 e Programme d'action nationale presentéiere sollen, deen opzeechent wéi se d'Objektiver vun der Lissabon-Strategie erreeche wëllen.

Dee Groupe de haut niveau seet och an enger vu senge Recommandations clés, dass bis Enn 2005 eng Léisung muss fonnt gi fir d'Libre circulation des services. Domadder si mer beim Sujet vun der Bolkestein-Direktiv. Och wann den Här Biltgen schonns op dem OGB-L-Kongress gesot huet, datt déi Direktiv net ënnert „Lëtzebuerger Regie" soll ugeholl ginn, esou musse mer awer wësse wouhinner mer steieren, well bis Enn 2005 ass et net méi laang.

Här President, erlaabt mir, datt ech hei nach e Wuert verléieren iwwert der DP hir Haltung während der EU-Présidence. Mir wäerten d'Regierung während der EU-Présidence ënnerstëtze wou mer kënnen, fir datt déi Présidence zu engem Succès gëtt fir eist Land. Mir wäerte besonnesch déi Ministeren ënnerstëtzen, déi besonnesch gefuerdert si während dëser Présidence.

Mir wäerten et awer net zouloossen, an och dat soen ech kloer an däitlech, datt et während sechs Méint zum politesche Stëllstand hei am Land kënnt. Mat der DP ass dat net ze maachen. Mir wëllen, datt wichteg Dossieren hei am Land weiderginn an datt sech derbäi net hannert der Présidence verstoppt gëtt.

Här President, erlaabt mer dann op den eigentleche Statsbudget ze schwätzen ze kommen. Déi statistesch Donnéeën, déi d'Opstelle vum Budget beaflossen, si gutt. Wa mir déi budgetär Situatioun an eisen Nopeschlänner kucken, da kann ee schonn d'Impression kréien, datt mer op enger Insel géinge liewen. Mä trotzdeem laueren op de Statsbudget eng Rei vu Geforen an de Minister Frieden huet et jo de leschte Mëttwoch kloer an däitlech gesot. En huet gewarnt an hien huet virun ze vill Optimismus gewarnt a gesot, mir misste virsiichteg sinn. Dëst war de Kredo vu senger Interventioun.

De Minister Frieden huet op d'Entwécklung vun de verschiddene grousse Recettë beim Stat higewisen. Hien huet d'Forcen an d'Contraintë vun der heiteger an zukünfteger Budgetspolitik opgezeechent. Allerdéngs wëll ech do virop eng Bemierkung maachen, déi allgemeng fir déi zukünfteg Regierungspolitik Bestand huet. Wann ee sech net eens ass an engem Dossier, wann zwou Parteien zwou verschidde Richtunge wëllen zéien, da kënnt ee weder an der Budgetspolitik nach an anere wichtege politeschen Dossierë weider.

D'Dissonanzen tëschent deenen eenzelne Leit aus der Majoritéit waren déi lescht Wochen net ze iwwerhéieren. Wann ee liest, wat am Regierungsprogramm am August veröffentlecht ginn ass, an elo héieren huet, wat de Budgetsrapporteur elo am November presentéiert huet, an dann een erëm déi lescht Woch dem Budgetsminister nogelauschtert huet, da weess een net méi richteg, wou een drun ass. Jo, et kann ee schonn duerchernee ginn.

Wann een dann och nach héiert, wat eenzel Mandatairë vun de Majoritéitsparteien a Saache Steier- a Sozialpolitik zum Beschte ginn, da ka vu kohärenter Politik keng Rieds méi sinn.

Ech ginn Iech e puer Beispiller. Den Här Mosar, deem seng Propos eis sympathesch ass, wëll d'Betribsbesteierung erofsetzen, fir esou méi e kompetitiivt Ëmfeld fir d'Betriber ze schafen, respektiv mat der Entwécklung op anere Standuerter Schratt ze halen. D'Steiersätz sollen erof andeems d'Abattementen ofgeschaaft an d'Base d'assiette verbreedert gëtt. Den Här Frieden par contre huet domadder seng Problemer a läit dann och éischter erëm op der Linn vun der Regierungserklärung, dee keng grousse Spillraum fir Steiererliichterungen zouléisst.

Den Här Frieden kënnegt d'Ofschafung vun der Verméigenssteier un. Ëmmerhi gouf dat esou am Regierungsaccord festgehalen. Trotzdeem geheit den Här Bodry, Parteipresident vun der LSAP, him vir, dat wier en Alleingang. Den Här Frieden „fait cavalier seul", soll den Här Bodry am „Jeudi" gesot hunn.

Datselwecht Gedeessems gëtt et jo schonn, zanter dës Koalitioun ugetrueden ass, ëm d'Finanzéierung vum Forfait d'éducation, der sou genannter Mammerent. Och wa virun de Wahle kee Wuert dovunner ze héiere war, setzt sech de Statsminister an de Koalitiounsverhandlungen duerch. D'Mammerent soll deemnächst iwwert d'Rentekeese finanzéiert ginn. Gewëssen Deputéierten aus der Majoritéit hu sech domadder, wéi mir fannen zu Recht, net offonnt a wëlle grad an dësem Punkt eng konstruktiv Oppositioun maachen. Ech kann Iech verspriechen, déi zéng Deputéierte vun der Demokratescher Partei maachen dat säitdeem de Koalitiounsaccord veröffentlecht ass a wäerten an hire Beméiungen net noloossen.

Da gëtt et eng Regierungspartei, déi ugetruede war, fir den öffentlechen Transport gratis unzebidden.

***(Interruption)***

Elo, an dat ass wahrscheinlech nëmme fir d'LSAP baschten ze dinn, wëll de Laurent Mosar, datt d'Präisser bei Bus a bei Bunn eropginn. Den Här Mosar an den Här Frieden hu sech alle béid mat der Eegendynamik vum Sozialbudget ausenaner gesat. Si wëllen d'Ausgaben an dësem Beräich stabiliséieren. Dat heescht d'Ausgabe vum Sozialbudget wäerte plafonéiert ginn. Esou hunn ech dat mol interpretéiert. Wann d'Regierung dat wëll maachen, a si huet et jo och schonn déi lescht Woch hei ugekënnegt, da sinn ech mol gespaant wat net nëmmen hei am Haus, mä och dobaussen am Land lass ass. Da wäert sech weisen, awéiwäit d'Gemeinsamkeeten tëschent de Koalitiounsparteien nach droen.

Den Tanktourismus géing dem Land dausend Milliounen Euro, eng Milliard Euro also, d'Joer erabréngen. Kyoto kéint bis zu 30 Millioune kaschten. Trotzdeem wëll de Parteipresident vun der LSAP an engem Interview mat der Revue den Tanktourismus stoppen. Mir si gespaant, wéi d'LSAP de Verloscht vun 970 Milliounen Euro wëll géigefinanzéieren.

Dëst Tohuwabohu huet natierlech néfaste Konsequenze fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. D'Betriber brauche kloer Virgaben. Si musse wëssen, wou se dru sinn, wa se wëllen investéieren. Si mussen wëssen, wat op se duerkënnt, wa se wichteg Décisiounen ze huelen hunn. Dat ass mat dëser Regierung net méiglech. An och d'Bierger vun dësem Land wëlle wëssen, wat fir eng Regierung se dann elo gewielt hunn. Virun de Wahle wollt een net kloer soen, wou et géing higoe mat CSV an LSAP. Elo, sechs Méint no de Wahlen, ass dat nach ëmmer net ganz kloer. D'Mammerent, d'Betribsbesteierung, de Sozialbudget, den Tanktourismus, den öffentlechen Transport: D'Demokratesch Partei huet zu all dëse Punkten eng kloer Positioun.

Jo, och mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Betribsbesteierung. Eng Analys, wat fir e Mix aus Steiersaz, Base d'assiette an Abattementen eise Betriber am internationale Wettbewerb am Beschten déngt. Jo, mir sinn, wéi et an eisem Wahlprogramm nozeliesen ass, fir d'Ofschafung vun der Verméigenssteier bei gläichzäiteger Aféierung vun enger Retenue à la source débératoire vun 10% op d'Akommes aus dem Kapital vun de Résidenten. Mir mengen, datt dat d'Leit dozou ka bewegen hire Wunnsëtz op Lëtzebuerg ze verleeën, hiert Verméigen hei unzeleeën an d'Akommes doraus hei ze versteieren, nei Clientë fir eis Bankplaz an nei Recetté fir de Stat. Mir sinn, an ech hunn et gesot, zu deem Accord, deen um Rentendësch 2002 getraff gouf, a wëlle weiderhin de Forfait d'éducation aus dem Statsbudget bezuelen.

Mat där vum Rapporteur a vum Budgetsminister lassgetréppelter Diskussioun iwwert d'Stabiliséierung vum Sozialbudget soll eiser Meenung no dann nach just den Terrain preparéiert ginn, fir d'Mammerent an Zukunft net iwwert de Statsbudget, mä iwwert d'Rentekeesen ze finanzéieren.

Mä mat eis gëtt den öffentlechen Transport och net gratis. Villméi si mer der Meenung, datt prioritär soll an d'Offerte investéiert ginn, a wa sech eng Käschtefro stellt, da fir d'éischt déi, wéi mat beschränkte finanzielle Mëttel déi beschten Offerte fir de Passagéier kann erreecht ginn. An d'Demokratesch Partei ass net bereet mir näischt dir näischt op d'Recetten aus dem Tanktourismus ze verzichten. Mir brauchen eng national Kyoto-Strategie, e Mix aus verschiddene Mesuren, wéi der Förderung vun alternativen Energien, dem Aspuere vun Energie, dem Akafe vun Emissiounszertifikater; eng Strategie, déi mir trotz der Schafung vun engem Kyoto-Fong bei dëser Regierung net erkenne kënnen.

An der Steierfro hu mer eis kloer festgeluecht. Keng Erhéijung vun der Gesamtsteierlaascht. Mir hätten d'Steiertabell un denIndex ugepasst an der Erhéijung vun der TVA um Spritt an op den Zigaretten nëmmen zougestëmmt, wann op där anerer Säit eng kloer Entlaaschtung vun de Bierger domadder finanzéiert gi wär.

Mir sinn elo sechs Méint no de Chamberwahlen an et verwonnert mech, datt all déi Propose vun den Häre Mosar a Frieden virun de Wahlen net ze héiere waren. Obschonn d'Tënt ënnert dem Koalitiounsaccord nach net dréchen ass, si gutt Deeler nach just Schnéi vu gëschter. Wat ass dann zanter dem Juni an dem Dezember 2004 hei zu Lëtzebuerg geschitt, datt op eemol esou villes a Fro gestallt gëtt? Ech hat ëmmer gemengt an enger Demokratie géing et drëms goe fir d'Problemer an d'Léisungsvirschléi virun de Wahle kontrovers ze diskutéieren, dann opgrond vum Wahlresultat a vun de Wahlprogrammer e Regierungsprogramm opzestellen. Dat war emol. Haut ass de Wahlkampf nach eng Show. Déi eng sinn op Tour, déi aner wëllen alles besser maachen. Et gëtt gewielt an da stelle mer fest, datt d'Land dach eng Rei vun déif gräifende Problemer huet, déi sech net mat e puer Plakater iwwerpeche loossen.

D'Demokratesch Partei wäert alles dru setzen, fir datt et bei de Gemengewahlen anescht geet. An dofir huele mer den Här Mosar beim Wuert. Mat der CSV ginn et also manner Gemengen, Fusioune solle vun uewen erof diktéiert ginn a wann dat näischt hëlleft, da geet et un dat liewegt, nämlech un d'Finanzen.

***(Interruption)***

Här President, ech hunn dat awer zimlech exakt esou gelies.

*(Interruption)*

Dat wäert der och nach eng Kéier mat Zäite gewuer ginn. An dat wäerte mer wéineger hei an der Chamber diskutéieren, Här Wolter.

*(Interruptions diverses et hilarité)*

**M. le Président**.- Här Grethen, loosst den Här Meisch schwätzen!

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- Ganz genau, well ech wollt nämlech nach op en anere Spëtzekandidat an der Stad Lëtzebuerg ze schwätze kommen, Här President.

*(Interruptions diverses)*

Ech froe mech ob den Här Mosar wierklech ausgerechent huet, wat en hei proposéiert? D'Demokratesch Partei ass gewëllt iwwert d'Gemengefinanzen ze diskutéieren, mä trotzdeem musse mer e puer méi déif gräifend Iwwerleeungen maachen; Iwwerleeungen, déi ech am Här Mosar sengem Rapport net fonnt hunn. Déi ekonomesch Aktivitéit ass an eisem Land jo net gläich verdeelt. Och gi Gewerbesteieren do bezuelt wou d'Leit schaffen an net do wou se wunnen. E gudden Deel vun de kommunale Laaschten, fir zum Beispill Schoulen, sozial, sportlech, kulturell Infrastrukturen ze bauen an ze bedreiwen, falen allerdéngs do u wou d'Leit wunnen an net do wou se schaffen.

Och muss ee gesinn, datt et mëttlerweil jo net méi esou ass, datt d'Belaaschtung duerch d'Betriber do ufält wou déi Betriber sinn, déi héich Plus-valuë schafen. Eng Industrie, déi Kaméidi a Knascht mécht, bezilt wéineg Gewerbesteier. En Déngschtleeschtungsbetrib allerdéngs vill méi, wou net vill Nuisancen ze erwaarde sinn.

*(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)*

All dës Iwwerleeunge kommen ze kuerz. Dofir ass et net ze verstoe wann den Här Mosar an d'CSV mengen, d'Gewerbesteier sollt nach just där Gemeng zegutt komme wou se erwirtschaft gëtt.

*(Interruptions diverses)*

Dat hunn ech awer kloer gelies a kloer hei héieren d'lescht Woch. Dann hunn ech engem aneren Här Mosar hei nogelauschtert.

**M. Henri Grethen** *(DP)*.- Den Här Mosar huet esou schlëmm Saachen hei gesot. Mäi Bluttdrock ass bal iwwert de Plaffong gaangen.

*(Hilarité)*

**M. le Président**.- Da berouegt Iech elo alleguerten an da loosst Der den Här Meisch schwätzen.

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- An ech kann, och wann d'CSV-Fraktioun sech net méi kann dorunner erënneren, mech allerdéngs nëmme wonneren, datt nach keen LSAP-Buergermeeschter op d'Barrikade geklommen ass. Virun e puer Méint wiere bei esou Virschléi nach schwéier Geschützer vun Esch a vun Diddeleng a vun anere Plazen aus dem Land ofgefeiert ginn. Elo hu mer näischt héieren. D'LSAP huet also net nëmmen op nationalem Plang kapituléiert, an och de Syvicol war bis elo ganz roueg an där doter Diskussioun.

*(Interruptions diverses)*

Och deem huet et d'Sprooch verschloen.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt dem Här Mosar seng Propositioune riskéieren d'Gemengefinanzen aus dem Equiliber ze bréngen. Mat enger Eropsetzung vun den Taxen an den Tariffer an enger Verdräirespektiv Vervéierfachung vun der Grondsteier, wéi hie se virschléit, wäert d'Belaaschtung vun de Bierger drastesch zouhuelen, dat nodeems d'Steiertabell net ugepasst gouf, nodeems d'TVA eropgesat gouf.

Här President, d'Demokratesch Partei ass nach wie vor der Meenung, datt mir eis méi sollten an éischter Linn ëm d'Recettësäit vum Statsbudget këmmeren. Ech mengen net, datt de Stat dierf beim Constat vum Här Frieden stoe bleiwen, dee seet, et kann een net méi ausgi wéi een erakritt. Méi wäit sollte mer denken an hei plädéieren ech op d'mannst mat därselwechter Vehemenz ze kucken, wat mer fir wat erakréien a wéi mer vläicht an Zukunft nach kënne méi erakréien. Well mir sollten derbäi och emol kucke wien hei am Land de Räichtum schaaft a firwat en dat mécht. Kommt mir kucken emol d'Finanzplaz, déi jo ëmmer gären an engem Otemzuch mam Term Räichtum genannt gëtt. Eis Meenung ass, datt mir eng komplett aner Finanzplaz am Moment hu wéi dat nach virun zéng bis zwanzeg Joer de Fall war; eng Finanzplaz, déi net méi grad esou duerch perséinlech Lienen zu Lëtzebuerg bestécht, mä wou Leit, déi wéineg mat Lëtzebuerg um Hutt hunn, wëlle Geld verdéngen. Wa si dat net hei zu Lëtzebuerg kënne maachen, da maache si et anzwousch anescht, zu London, zu Dublin oder zu Singapur.

Eis Impressioun ass awer och, datt d'Politik mat därselwechter Mentalitéit wéi virun zéng bis zwanzeg Joer mat der Finanzplaz zesummeschafft; eng Mentalitéit, déi a mengen Aen iwwerholl ass. Et ass wéi gesot net méi den ale Copain vun der Bank mat deem mer zesummeschaffen a Gesetzer a Reglementer maachen, mä et si Geschäftsleit, déi knallhaart no geschäftleche Kritären uerteelen.

Eis Meenung ass, datt déi gutt Zuele vun der Finanzplaz, déi a leschter Zäit bekannt si ginn, net solle genotzt gi fir déi wierklech Problemer vun der Finanzplaz ze iwwertuschen. Eis Meenung ass, datt mir amgaange si méi lues ze gi par rapport zu eisen Haaptkonkurrenten. Eis Meenung ass, datt mir mussen dréngend versichen erëm méi schnell a besser ze gi wéi déi aner. Eis Meenung ass, datt dat onnéidegt an iwwerflëssegt Kompetenzgerangel tëschent verschiddenen Acteure ronderëm d'Finanzplaz net onbedéngt noutwendeg ass, well mir eis géigesäiteg behënneren an op Dauer der Finanzplaz schueden.

Eis Meenung ass, an do ënnerstëtze mir d'Regierung, datt d'Duerstellung an d'Promotioun vun der Finanzplaz vill méi cibléiert, efficace a besser tëschent den Acteure vun der Finanzplaz ofgestëmmt muss ginn. Eis Meenung ass, datt mat der Kompetenz vun de Mataarbechter an dem Handelsvolumen e formidabelt Potenzial an eiser Finanzplaz stécht, wat mir notze sollte fir eng zousätzlech Dynamik ze entwéckelen. Eis Meenung ass, datt mir direkt sollten ophalen eis dobausse schonns emol ze entschëllege fir eis Finanzplaz, mä datt mir au contraire sollten offensiv dobaussen optrieden an eis net vu Länner e schlecht Gewësse solle maache loossen, déi besser hätte virun der eegener Dier ze kieren.

Dofir schléit d'Demokratesch Partei Folgendes vir: Mir brauche méi Kompetenz um europäesche Plang, fir datt d'Interessië vun der Finanzplaz scho bei der Ausaarbechtung vun enger Direktiv berécksichtegt ginn, an net eréischt wa se schonn um Dësch läit. Mir brauche méi Kompetenzen um nationale Plang, fir datt och bei eise staatleche Servicer déi legislativ Aarbecht kann zesumme mat den Acteure vun der Finanzplaz besser a méi schnell gemaach ginn.

Mir brauche Kontrollorganer, déi mat Know-how hir Aufgab efficace, seriö a schnell kënnen erfëllen. Mir brauchen d'Ham net an der Mëllech ze kachen, wann et drëms geet Direktiven ëmzesetzen a Gesetzer ze maachen.

Mir brauchen eng weider Entwécklung vun de Kompetenzen an eng Verbesserung vun der Formatioun vun deene Leit, déi op der Finanzplaz täteg sinn. Do solle mer vill méi offensiv virgoe wéi dat bis elo de Fall ass. D'Luxembourg School of Finance ass e gudden Usaz, deen allerdéngs konkret éischter op d'Léier a manner op d'Fuerschung ausgeriicht ass. Grad hei kéint eisen Know-how duerch eng geziilten Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg nach verbessert ginn. An da brauche mer eng Promotiounsagence, déi den Numm am Ausland och verdéngt. A loosse mer et kloer an däitlech soen: Dat doten, dat kascht Geld, mä et ass an eisen Ae gutt ugeluechtent Geld.

Duerfir fuerdere mer d'Regierung op am Kader vun enger Motioun d'Viraussetzung, fir déi vu mir genannte Punkten ze schafen, dat och virum Hannergrond vum Här Mosar sengem Rapport, dee sech jo och mat der Finanzplaz beschäftegt huet. Wann ech gelift, Här President.

**M. le Président**.- Merci.

***Motion 5***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la place financière représente un pilier important de notre économie;*

*- relevant qu'il est primordial de donner à la place financière les moyens nécessaires afin qu'elle puisse maintenir et développer sa compétitivité au niveau européen et international;*

*- notant que l'excellence et le savoir-faire des banques ainsi qu'une législation propice au développement de nouvelles activités sont des atouts indispensables pour la place financière;*

*invite le Gouvernement*

*- à donner aux administrations de l'État les moyens nécessaires afin de traiter les dossiers financiers sur le plan européen et national de manière encore plus efficace;*

*- à soutenir les organes de contrôle du secteur financier de façon à leur permettre de mettre en place un contrôle qui se distingue par la rapidité et l'efficacité;*

*- à construire sur les bases qui ont été jetées grâce à la Luxembourg School of Finance un réseau de recherche propre dans le secteur des finances au sein d'une collaboration étroite et ciblée avec l'Université de Luxembourg;*

*- à veiller à ce que la promotion de la place financière permette de se mettre en évidence par rapport à d'autres places tant au niveau européen que mondial;*

*- à informer régulièrement la Chambre des Députés des progrès faits en la matière.*

*(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Carlo Wagner.*

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- Um Beispill vun der Finanzplaz gesäit een, datt d'Recetten um Statsbudget ze beaflosse sinn. En anert Beispill: Et ass keen Zoufall, wa mer haut däitlech méi TVA erakréie wéi nach virun e puer Joer. Dat huet domadder ze dinn, datt eng Rei vun Internetfirmen op Lëtzebuerg komm sinn a vun hei aus Commerce électronique bedreiwen. Déi sinn net komm, well et hei zu Lëtzebuerg esou schéin ass, mä déi si komm aus zwou ganz konkreten Ursaachen:

1. gouf mam Gesetz vum 14. August 2000, dat de fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen an d'Chamber erabruecht huet, e legislative Kader fir den Internethandel geschafen, dee sécher an attraktiv ass;

2. hu mer hei am Land mat 15% deen niddregsten TVA-Saz an der Unioun a momentan ass et nach ëmmer esou, dass d'TVA am Land bezuelt gëtt, wou d'Entreprise hire Sëtz huet. Dat weist, datt mat niddrege Steieren an engem attraktive Kader ënnert dem Stréch méi an d'Statskeess ka kommen. Dësen Usaz ass a mengen Ae bei den Ausféierunge vun den Häre Mosar a Frieden ze kuerz komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grad wann d'Regierungsparteien sech net eens sinn iwwert d'Steierfro, fanne mir et wichteg, datt d'Parlament doriwwer eng Diskussioun féiert. D'Demokratesch Partei ass bereet dës Diskussioun mat konkrete Propositiounen ze animéieren. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass an dësem Land nei Visioune vun der Steierpolitik entwéckelt musse ginn, well eist Steierwiesen eng Erfindung aus de vergaangene Jorhonnerten ass. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass Steierpolitik eppes mat den dräi Beräicher ze dinn huet, déi am Prinzip vun der Nohaltegkeet zesummefléissen. Eis Steierpolitik muss mar déi dräi Beräicher net lassgeléist vunenee gesinn, mä d'Steierpolitik muss grad d'Verbindung, d'Schnëttstell tëschent deenen dräi Beräicher beréieren a förderen.

Aus dësem Grond sinn ech weder mat der Analys vum Här Mosar nach mat där vum Här Frieden d'accord. Ech denken, datt mer sollte folgende Wee aschloen: Kuerzfristeg sollte mer d'Verméigenssteier ofschafen an duerch eng libératoire Quellesteier ersetzen, mat engem Abattement, deen d'Bierger zu Lëtzebuerg encouragéiert ze spueren, an ouni d'Aféierung vun enger Ierfschaftssteier en ligne directe. Mer sollten d'Barèmen an der Steiertabell un d'Inflatioun upassen, fir där verstoppter Erhéijung vun der Steierlaascht ze begéinen. Mer sollte mat den Entreprisë kucken, wou een hinne ka steierpolitisch entgéintkommen, sief et iwwert den Taux, sief et iwwer verschidden Aménagementer, wéi zum Beispill d'Ausdehnung vun der Bonification d'impôt à l'investissement op immatériel Bienen, soufern déi noweislech zu Lëtzebuerg entwéckelt a bezuelt gi sinn.

Mëttel- a laangfristeg musse mer awer vill méi eng fundamental Diskussioun féieren, déi folgend Punkte beliichte muss: Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi net just op déi klassesch Famill zougeschnidden ass, mä déi déi nei Familljeformen: Singlen, eleng Erzéiend an esou weider berécksichtegt? Déi lescht Regierung hat ugekënnegt, d'Individualiséierung vum Steiersystem fir 2006 unzestriewen. Här President, 2006 steet elo gläich virun der Dier.

Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi déi enorm Ëmverdeelungsmaschinnerië vum Stat méi efficace maachen? Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi op d'Nohaltegkeet ofziilt, dat heescht wou een net op där enger Säit Aktivitéiten a Verhalen iwwert d'Steiere fördert, déi op där anerer Säit negativ zu Buch schloen? Ech denken hei net nëmmen un den Tanktourismus, mä zum Beispill och un $CO_2$-gebonnen Autosteieren am Géigesaz zu enger hubraumgebonnener Steier, wéi mer se haut kennen. Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi och mar nach Bestand huet an Europa an déi eis op där anerer Säit genuch Recetten assuréiert fir déi ëffentlech Aufgabe vum Stat a vun de Gemengen ze finanzéieren?

Fir déi Saachen hei ze diskutéieren denken ech sollte mer schnellstens folgend Décisiounen huelen:

- d'Regierung soll dee Fiskalgrupp zesummesetzen ënnert dem Finanzministère, deen am Koalitiounsaccord virgesinn ass an deen d'Regierung jo fiskalesch soll beroden;

- d'Regierung soll och d'Steierverwaltungen endlech esou outilléieren, datt si besser Prévisioune kënne maache fir déi fiskalesch Rentréeën anzeschätzen a fir esou prezis wéi méiglech Berechnungen a Planspiller opzestellen;

- um Niveau vun der Chamber sollte mer eng Ënnerkommissioun vun der Commission des Finances et du Budget an d'Liewe ruffen, wou mer spezifesch iwwert d'Fiskalitéit diskutéieren a wou dee Finanzgrupp aus dem Finanzministère soll regelméisseg ugehéiert ginn.

Fir datt mer op dee Wee kënne goen, Här President, hunn ech eng Resolutioun an eng Motioun preparéiert.

**M. le Président**.- Merci.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*- vu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui stipule: «Toujours dans le souci de disposer d'un environnement fiscal attractif, et sans préjudice de la nécessité de maintenir des finances publiques saines et du respect de la fonction sociale des impôts, le Gouvernement mettra en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale. La mission de ce groupe qui se composera de représentants du Ministère des Finances et des administrations fiscales ainsi que de représentants du secteur privé disposant de compétences prononcées en matière fiscale, sera de suivre l'environnement fiscal et international et, le cas échéant, d'élaborer des propositions ciblées»;*

*- notant l'évolution de notre société et des mutations qui ont eu lieu au niveau de la conception de la vie en famille et des adaptations de notre régime fiscal qui s'imposent;*

*- soulignant le besoin de revoir notre système fiscal dans le sens d'une redistribution plus adéquate des recettes par exemple au niveau des allocations familiales;*

*- relevant la nécessité de mettre en place un régime fiscal poursuivant non seulement l'objectif de générer des recettes mais qui obéit également aux préceptes du développement durable;*

*décide*

*- d'instituer au sein de la Chambre des Députés une sous-commission de la Commission des Finances et du Budget qui sera en charge du dossier fiscal et qui se concertera régulièrement avec le groupe d'analyse fiscale du Ministère des Finances.*

*(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.*

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*- vu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui stipule: «Toujours dans le souci de disposer d'un environnement fiscal attractif, et sans préjudice de la nécessité de maintenir des finances publiques saines et du respect de la fonction sociale des impôts, le Gouvernement mettra en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale. La mission de ce groupe qui se composera de représentants du Ministère des Finances et des administrations fiscales ainsi que de représentants du secteur privé disposant de compétences prononcées en matière fiscale, sera de suivre l'environnement fiscal et international et, le cas échéant, d'élaborer des propositions ciblées»;*

*- notant l'évolution de notre société et des mutations qui ont eu lieu au niveau de la conception de la vie en famille et des adaptations de notre régime fiscal qui s'imposent;*

*- soulignant le besoin de revoir notre système fiscal dans le sens d'une redistribution plus adéquate des recettes par exemple au niveau des allocations familiales;*

*- relevant la nécessité de mettre en place un régime fiscal poursuivant non seulement l'objectif de générer des recettes mais qui obéit également aux préceptes du développement durable;*

*- estimant que toute administration se doit de disposer des moyens nécessaires pour être en mesure de se baser lors de l'établissement d'un budget de l'État sur des prévisions fiables;*

*invite le Gouvernement*

*- à mettre en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale;*

*- à outiller l'administration des Contributions directes et l'administration de l'Enregistrement de façon à être mieux en mesure de prévoir les rentrées fiscales;*

*- à engager une réflexion sur des réformes fiscales sur la toile de fond d'une meilleure redistribution des recettes, des changements ayant lieu au niveau de la conception de la vie en famille et obéissant aux préceptes du développement durable.*

*(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.*

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- Här President, ech mengen awer och, datt d'Regierung op där anerer Säit e weidert grousst Potenzial huet, wou si usetze kann a muss, an zwar op der Dépensësäit vum Budget; an ech schwätzen hei emol bewosst net vun Dépensen, déi ee sträiche sollt, mä ganz einfach vun der Wirtschaftlechkeet vun esou munchen Dépensen.

Déi viregt Regierung huet jo e gudden Usaz gemaach mat der Etüd iwwert de konventionéierte Secteur, bezéiungsweis de Perimeter vum Stat, wou si en Aarbechtsgrupp agesat hat, dee sech mat deem Thema befaasst huet. Ech wier frou, wa mer déi Etüd emol eng Kéier hei kéinten duerchdiskutéieren a kucke wou double emploi gemaach gëtt, wou de Stat méi bëlleg schafft wéi de privaten oder semi-private Secteur, oder ëmgedréint.

Ech erënneren och drun, datt d'Demokratesch Partei schonn e puermol déi Idee vum „zero base budgeting" opgeworf huet, déi et engem eventuell kéint erlaben de Sënn an Zweck vun där enger oder anerer Dépense ze iwwerdenken.

Ech wëll awer och an dësem Kontext besonnesch op zwou Remarquen ze spriche kommen, déi vum Rapporteur a vum Budgetsminister gemaach goufen. Déi eng betrëfft d'Ausgabe fir d'Fotovoltaik an déi aner Ausso, datt staatlech Servicer sollte käschtendeckend ugebuede ginn. Bei deenen zwou Aussoen hunn ech d'Gefill, datt hei parteipolitesch Intérêtë priméieren an datt et vill manner ëm d'Saach geet.

Wëllt d'CSV ieren der LSAP soen, datt si käschtendeckend Servicer wëllt ubidden an datt dofir net nëmmen der LSAP hir Idee vum gratis öffentlechen Transport gestuerwen ass? Wëllt d'CSV iere matdeelen, datt esou Syndikater wéi zum Beispill den TICE geschwënn opgeléist ginn an datt den Timber beim Enregistrement geschwënn honnertmol méi kascht wéi bis ewell?

Här President, ech ginn dat Gefill net lass, datt d'CSV hei e ganz iwwelt Spill mat der LSAP dreift. Ech ginn dem Gefill net lass, datt d'CSV hei d'Land wëllt op Décisioune virbereeden, déi si vläicht wëllt, mä wou et guer net esou sécher ass, ob nach soss am Land ee se wëllt. De Budgetsminister hat a sengen Ausféierungen dovunner geschwat, datt d'Land sech misst am Budget Margen erhalen, fir och an Zukunft aktiv Politik kënnen ze maachen. Nu schéngt et esou ze sinn, datt mer fir d'Fotovoltaik keng Margen hunn, also kritt den Här Lux de Krunn zougedréint mam Argument d'Käschtennotzerelatioun géing net stëmmen.

Den Notze vun der Fotovoltaik ass jo net haut ze moossen, mä et geet drëm enger neier Technologie eventuell zu engem Duerchbroch ze verhëllefen. Mat esou enger Approche géif et haut keng Raumfahrt a keen Internet ginn, vill Medikamenter wären ni entwéckelt ginn, jo vläicht wär Amerika ni entdeckt ginn, wann et net viru méi wéi 500 Joer Leit ginn hätt, déi bereet gewiescht wäre Geld an eng Iddi ze investéieren.

***(Brouhaha général)***

Ech gi gären zou, Här President, datt de Succès bei der Fotovoltaik méi grouss war wéi geduecht an de fréieren Ëmweltminister Charel Goerens huet selwer drop higewisen an zum Alenken opgefuerdert. Wat ech awer net akzeptéieren ass, datt grad bei dëser Dépense gekuckt soll gi wéi d'Verhältnis tëschent Käschten an Notzen ass. Da kommt, mer kucken emol wéi d'Relatioun tëschent Käschten an Notze bei der Concertshal ass, den Agrarsubventiounen, de Subsidie fir Biogasanlagen oder de Subsidien un eng grouss soi-disant Institutioun, déi virun e puer Jorzéngten nach däitlech méi Leit ugeschwat huet.

***(Brouhaha général)***

Wa mer schonn nom Käschten-Notze-Prinzip fueren, da gëtt et eng Hällewull vu Beispiller a vu Beräicher, déi mer ganz genee kënnen ënnert d'Lupp huelen. Ech hu kee Problem domadder, mä da wann ech gelift schwätze mer och iwwert déi Beräicher, déi der CSV vläicht méi no stinn.

***(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)***

Här President, de Budgetsrapporteur huet eng ganz Rei vu wichtege Froen opgeworf, et kënnt elo drops un déi richteg Äntwerten ze fannen. Mer begréissen, datt d'Regierung e weideren Ulaf hëlt, fir an Zukunft d'Käschtenexplosioun bei den öffentleche Bauprojeten am Grëff ze behalen; e Punkt iwwregens, wouriwwer déi al wéi déi nei Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire, d'Bautekommissioune wéi och déi sukzessiv Budgetsrapporteuren - se waarden op alle Fall mat Spannung op der Regierung hir Propositiounen an op dat, wat se da konkret bewierke sollen.

Eng aner Prozedur fir grouss Bauprojeten ze autoriséiere mécht sécherlech Sënn, mä d'Fro muss erlaabt sinn, ob d'öffentlech Hand ëmmer an alle Fäll e gudde Bauhär ass. Et kann net grad an dësem Domän verstäerkt op d'Zesummenaarbecht mam Privatsecteur zréckgegraff ginn.

Och kënne mir d'Propose vum Här Mosar nëmmen ënnerstëtzen, fir en Audit iwwert de Fonds pour l'emploi ze maachen, net mam Zil fir deene Leit, déi op enger Sich no enger Aarbecht sinn, manner ënnert d'Äerm ze gräifen, mä fir mol am Detail ze kucken, wat déi sëllege Mesurë wierklech bréngen, wou se e Sprangbriet si fir eng fest Ustellung anzwousch ze kréien a wou dat net erreecht gëtt. Och sollt gekuckt ginn, wou dës Mesurë just dozou féieren, datt d'Patronë vum sou genannte Mitnahme-Effekt profitéieren oder vun de Beschäftegungsinitiative Konkurrenz gemaach kréien, a fir déi Propositioun vum Här Mosar ze ënnerstëtzen, hunn ech och do nach eng Kéier eng Motioun preparéiert. Här President, wann ech gelift.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que l'augmentation du taux de chômage demande à ce que des mesures soient prises pour contrecarrer cette tendance;*

*- estimant qu'il est nécessaire de cibler davantage les programmes mis en œuvre dans le cadre du fonds pour l'emploi sur les personnes rencontrant le plus de difficultés à retrouver un emploi;*

*- relevant qu'il est indiqué de procéder à une analyse des différentes initiatives prises au niveau du fonds pour l'emploi pour déterminer l'efficacité de ces dernières;*

*- vu le rapport de la Commission des Finances et du Budget relatif au projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2005;*

*invite le Gouvernement*

*- à faire procéder à un audit du fonds pour l'emploi.*

*(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.*

Aspuerungspotenzial gëtt et op ville Plazen. Wéi kënne mir mat deene selwechte Mëttele méi erreechen? Beispill öffentlechen Transport: Gëtt net heiansdo iwwert d'Zil eraus geschoss? Beispill Reglementatioun fir eis Structures d'accueil, déi net ëmmer adaptéiert ass an de Bau wéi och d'Gestioun vun esou Structurë verdeiert. Kënnt d'Geld och ëmmer do un, wou et wierklech gebraucht gëtt? Beispill Fonds pour l'emploi.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass dëst eis éischt Prioritéit soll sinn, éier mir dem Bierger méi eng héich Belaaschtung zoumuden. Et ass dann och dat dee fundamentalen Ënnerscheed, tëschent eiser Approche an dem Här Mosar sengen Iwwerleeungen.

Här President, nei an zousätzlech Belaaschtunge fir d'Bierger ass, an eisen Aen, mëttel- a laangfristeg de falsche Wee. Lëtzebuerg huet net déi ekonomesch Talfahrt déi lescht Joren esou gutt gemeeschtert, well d'Leit an d'Betriber Geld aus den Täsche gezu kritt hunn. Neen, et waren déi bedeitend Steiererliichterunge vun 2001 an 2002 fir d'Privatpersounen ewéi fir d'Betriber, déi eis Ekonomie um Lafe gehalen hunn. De Leit d'Suen aus dem Porte-monnaie ze zéien ass dee falsche Wee, dat bréngt héchstens kuerzfristeg méi an d'Keess, laangfristeg geet dës Rechnung net op.

Firwat allerdéngs beim Här Mosar sengem Steierkonzept grad d'Gemengen am schlechtesten ewech kommen, liicht engem an, wann een e bësse méi wäit liest.

**Une voix**.- Net all!

***(Interruption)***

**M. Claude Meisch** *(DP)*.- Tëschent 30 a 40 Gemengen am Land géingen duer goen, wann et der CSV nogeet. D'Demokratesch Partei verschléisst sech bestëmmt net enger Debatt iwwert de Fonctionnement vun eise Gemengen, och d'Fusioun vun där enger oder anerer Gemeng soll fir eis keen Tabuthema sinn. Wat eis an dëser Fro allerdéngs vun der Regierung ënnerscheet, ass, datt mir dës Diskussioun mat deene betraffene Gemenge wëlle féieren, net vun uewen erof, mä vun ënnen erop; dat ass eis Approche. Wann et sou ass, datt eng Rei vu Gemengen net méi funktiounsfäeg sinn, dann hunn ech och vollt Vertrauen an d'Bierger an an déi betraffe Gemengeréit, datt si déi richteg Décisioune wäerten huelen; dëst Vertraue schéngt der Regierung ze feelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wëll wëssen, wat den Ënnerscheed tëschent enger Regierung mat an enger Regierung ouni DP ass, dann ass dat elo e puer Méint no dem Regierungswiessel besonnesch däitlech ze gesinn. Mir si manner dirigistesch, well mir dem eenzelne Mënsch vertrauen; hie weess am Beschten, wéi hie säi Liewe wëll féieren a wat e mat senge Sue wëll maachen. Mat eis sinn d'Steieren erof gaangen, schonn d'nächst Joer wäert jidderee méi Steiere bezuelen, an et ass jo eréischt den Ufank, wéi mir den Här Mosar d'lescht Woch héieren hunn. Duerch eng niddereg Belaaschtung, den néidege Fräiraum an engem zäitgeméisse legale Kader hu mir et fäerdeg bruecht, trotz engem schlechten internationalen Ëmfeld, d'Ekonomie um Lafen ze halen; jo, se wiisst dëst Joer mat 4,2%. Och dat ass e Stéck zolidd Budgets- a Finanzpolitik: Kucken datt et de Betriber an de Leit am Land gutt geet, da sinn och d'Keese vum Stat gefëllt.

Et ass dëse Message, deen eis an den Ausféierunge vum Budgetsminister gefeelt huet. Jo, de Rimm méi enk schnallen, do wou et Sënn mécht, mä virun allem e Kader fir eng wirtschaftlech Dynamik schafen, sou wäre mir un dëse Budget erugaangen, wa mir d'Geleeënheet dozou gehat hätten. Et sinn dann och dës Iwwerleeungen déi eis dozou féieren, dëse Budget net ze stëmmen. Kuerzfristeg ginn déi falsch, vläicht méi einfach, Décisioune geholl; laangfristeg feelt et eis u Perspektiven, wéi mir hei am Land de Wuelstand kënnen halen.

An ofschléissend, Här President, wëll ech nach eng lescht Motioun era bréngen, fir d'Regierung trotzdeem vläicht nach dovunner ze iwwerzeegen, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant la deuxième étape de la réforme du tarif sur le revenu des personnes physiques du 1er janvier 2002;*

*- notant une augmentation du taux d'inflation qui se situe actuellement à 2,44% ayant connu une progression de (0,39%) au mois d'octobre 2004;*

*- relevant que cette augmentation a pour corollaire d'accroître la charge fiscale;*

*invite le Gouvernement*

*- à adapter le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'inflation.*

*(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Paul Helminger.*

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass de Fraktiounspresident vun der LSAP, den honorabelen Här Ben Fayot, ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Här President, dës Budgetsdebatt ass déi éischt vun der CSV/LSAP-Koalitioun a si schreift sech dann och an dee Reform- a Moderniséierungsprozess an, deen am Koalitiounsprogramm vun der Regierung virgesinn ass.

Erlaabt mir fir unzefänke selbstverständlech dem Rapporteur ons Unerkennung auszedrécke fir seng schnell a grëndlech Aarbecht, déi mir och mat gedroen hunn an der Kommissioun, sachant bien - dat hu mir och an der Kommissioun gesot -, dass mir zu eenzelne Punkten, déi déi perséinlech Meenung vum Rapporteur erëmginn, ons Reserven hunn, an ech wäert nach op déi Punkten zréckkommen.

Här President, mir däerfe bäi der Lëtzebuerger Moderniséierungsdebatt net vergiessen, dass mir en nationaalt, en europäescht an e globaalt Ëmfeld hunn an dat mir eis aschreiwen. Um nationale Plang wäert deen interessanten a wichtege Bericht vum Professeur Fontagné iwwert d'Kompetitivitéit vun eisem Land fir vill Diskussioun suergen. Dat geschitt jo fir d'éischt an der Tripartite, also an deem Modell vu Sozialdialog, wat mir ons hei zu Lëtzebuerg ginn hunn. Et schreift sech och par rapport zu där neier PISA-Etüd an, déi sécher fir vill Diskussioun Ulass wäert ginn, an doniewent ass natierlech um europäesche Plang d'Strategie vu Lissabon ze kucken, als den europäesche Kader fir déi wirtschaftlech, sozial an ekologesch Moderniséierung. An dann um Weltplang gëtt et verschidde Versich vun ekologeschen, sozialen a wirtschaftleche Regulatiounen an d'Ëmsetzung vun de Beschlëss vu Kyoto an eisem Budget dëst Joer ass jo een Element dovunner.

Här President, et geet ons bei dëser Debatt drëm onse Bäitrag zu där Moderniséierungsdebatt ze maachen. A fir datt et am Ufank direkt kloer ass, fir d'LSAP ass déi Moderniséierung nëmmen an engem Gläichgewiicht zwëschent wirtschaftlecher Kompetitivitéit, engem héich entwéckelte Sozialstat an engem héijen ekologeschen Niveau ze gesinn. Skandinavesch Länner zum Beispill weisen ons, wéi wirtschaftlech Dynamik, bescht Resultater an den $CO_2$-Emissiounen an alternativen Energien, gutt Resultater bei PISA an eng dynamesch Demographie zesummegoe kënnen. An dat ass och déi Orientatioun, déi mir als LSAP an eiser Regierungstätegkeet verfollegen, dat ass déi Gesellschaft, déi mir och fir Lëtzebuerg wëllen.

Dass dobäi schwiereg Décisiounen ze huele sinn, muss jiddferee wëssen. Dass mir dat an engem breeden Dialog mat der Gesellschaft, mat den Acteure vun der Zivilgesellschaft, mat de Gewerkschaften an dem Patronat, mat de Beruffschamberen an dem Conseil économique et social maache wëllen a mussen, ass och sécher. D'Stäerkt an den Zesummenhalt vun dëser Koalitioun miesst sech dorun, dass um Enn Décisiounen erauskommen, déi wirtschaftlech richteg, sozial gerecht an ekologesch acceptabel sinn.

Här President, d'Budgetsdebatt ass fir d'éischt eng Appréciatioun vun der Aschätzung vun Einnahmen an Ausgabe fir dat kommend Joer, also vun de Mëttelen, déi fir déi Moderniséierung zur Verfügung stinn.

Zum Budget 2005 ass scho vill Verschiddenes an och oft Widdersprìechleches gesot a geschriwwe ginn. D'Analyse ginn oft duerch de Bräll bedéngt mat deem een de Budget kuckt. Déi eng maachen eng éischter pessimistesch Lektür vun den Zuelen, déi aner eng éischter optimistesch. Déi eng hunn dobäi am Hannerkapp zum Beispill manner Sozialstat, déi aner méi Sozialstat, mä op jidde Fall keen Ofbau.

De Budget 2005 entsprëngt fir d'éischt der Situatioun, déi déi nei Regierung am August/September 2004 virfonnt huet. Si huet eng lerfschaft ze assuméieren an zugläich en neie Koalitiounsprogramm ëmzesetzen. Erfreelech un dësem Budgetsentworf ass, dass en esou gutt wéi am Gläichgewiicht ass an de Stabilitéitspakt respektéiert. Erfreelech ass och, dass de Sozialbudget gradewéi d'Investitioune vum Stat sech weiderentwéckelen. An erfreelech sinn och eng Partie nei Akzenter an der Regierungspolitik.

Et gëtt awer och eng etlech Frageezeechen. Et gëtt Onsécheres, wat de Wirtschaftswuesstum an d'finanziell Zukunft vum Land ugeet. Wat ass dann elo als sécher unzegesi fir 2004 an 2005? Vu wat kann een ausgoe fir Politik ze maachen? Sécher ass, dass mat de Joren d'Rigiditéite vum Budget méi grouss ginn an also de politeschen Handlungsspillraum vun der Regierung fir nei Initiative méi kleng.

Sécher ass, dass d'Schold vum Stat selwer nach ëmmer ganz niddreg ass, dass et awer an de kommende Jore wuel net ouni weider Verscholdung wäert goen. Sécher ass, dass d'Engagementer vum Stat zwëschen 1999 an 2004 enorm geklomme sinn. D'Cour des Comptes huet dëst akribesch an ouni Zweiwel an hirem Avis nogewisen. De Roger Negri, onse Spriecher zu den Investissementer,

wäert am Detail nach dorobber zréckkommen.

D'Cour des Comptes zum Beispill huet nogewisen, dass d'Avoirë vun de Fongen zwar nach ëmmer héich sinn, dass d'Engagementer awer säit 2002 massiv an d'Luucht gaange sinn. Spéitstens Enn 2009, wann net éischter, ass trotz den Emprunten en negative Sold vun 175 Millioune bei den 12 Haaptfonge vum Stat ze erwaarden. An zu deene Fonge kënnt en neie Fong, de Fonds de financement des mécanismes de Kyoto mat fënnef Milliounen Euro. Kyoto wäert à terme, huet de Budgetsminister eis gesot, 30 Millioune kaschten. Fir 2005 sinn et 200 Milliounen, wat den Emprunt ugeet, dee mer mussen huelen, an dat wäert iwwert d'Legislatur esou weidergoen.

D'Cour des Comptes verlaangt dofir richtegerweis eiser Meenung no eng Gesamtdokumentatioun iwwer all finanziell Engagementer a finanziell Encoursen. Dozou gehéieren och d'Annuitéite vun der Loi de garantie an d'Engagementer vum Fonds Belval, déi net bei de Fonds spéciaux ugefouert ginn.

Fir dass et ganz kloer ass: Mir ënnerstëtzen d'Regierung bei hirem Beméie fir déi öffentlech Infrastrukturen ze moderniséieren an ze erneieren. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Schoulen am Secondaire, fir Kliniken am Alters- a Fleegeheimer, fir den öffentlechen Transport an d'Telekommunikatiounen. Mir sinn och net géint eng räsonnabel Verschëldung, wann et ëm Zukunftsinvestitioune fir déi kommend Generatioune geet. Besonnesch am Schoulwiesen hu mer massiv Besoinen nozehuelen.

Mä et ass gradesou kloer, dass Prioritéite musse gesat ginn, dass manner deier a manner opwändeg gebaut muss ginn, dass also méi strikt geplangt muss ginn, dass d'Kosten-Nutzen-Rechnung stëmme muss an dass déi katastrophal Dépassementer an déi laang Chantieren ënnerbleiwe mussen. Mir kéinten eis et eigentlech net leeschte fir fir d'Présidence net mam Centre de conférences um Kierchbierg fäerdeg ze sinn an all Devisë vun der Philharmonie ze sprengen. Mir kéinten eis et och net leeschten, dass d'Cité judiciaire mat 114 Milliounen Euro ugesat, viraussiichtlech iwwer en Drëttel méi kaschte wäert. A mir kënnen eis et net leeschten, dass esou Dépassementer onkloer an net novollzéibar sinn.

Här President, wat déi uerdentlech Ausgaben ugeet, ass sécher, dass déi 2005 ëm 8,2% par rapport zum Budget voté 2004, awer nëmme 4% zum Budget exécuté steige wäerten - d'selwecht also wéi déi ongeféier véierprozenteg Steigerung vum Wuesstum.

Manner sécher sinn allerdéngs d'Viraussoen iwwert d'Héicht vun de Steieren. D'Reserven am Steierberäich si souzesoen all opgebraucht. Dat heescht, d'Provisioune vun der Kierperschaftssteier sinn agedriwwen. 2002 an 2003 sinn déi Solde vu Steieren agedriwwe ginn, déi nach aus de Boomjore gestaamt hunn. Nei Reserve si säit 2001 souzesoe keng méi oder nëmme wéineg ugeluecht ginn. Fragezeeche stinn iwwregens och iwwert dem wirtschaftleche Wuesstum vun 2005, gradewéi iwwert der Evolutioun vun den Haaptakommessteieren. Ech kommen nach drop zréck.

Dat alles weist, Här President, dass dës nei Regierung eng schwéier Ierfschaft ze iwwerhuelen huet. Grouss Aarbechte si fäerdeg ze maachen, ier nei Prioritéiten attackéiert kënne ginn. Grouss nei Infrastrukture sinn un d'Fonctionnéieren ze kréien. Grouss Engagementer vum Stat zu Belval an iwwert d'Loi de garantie sinn ze finanzéieren.

Dës Ierfschaft ass net nëmmen enk no Legislaturen a Regierungen ze gesinn. Dës Ierfschaft ass och déi vun de vergaangene Jorzéngten a vun enger gewëssener Kammouditéit, déi duerch de Wuelstand entstanen ass. An do wëll ech de Professer Fontagné a sengem Bericht zitéieren: «(…) les années 1990 ont laissé se développer une vision erronée de la position luxembourgeoise, mésestimant les questions de long terme et laissant se mettre en place les conditions sociales rendant l'économie politique des réformes particulièrement ardue. L'exploitation des éléments de souveraineté nationale a été à l'origine de rentes qui bloquent aujourd'hui le processus de réforme.»

Här President, de Budget 2005 setzt eng Partie nei Akzenter. Selbstverständlech begréisse mer dobäi, dass zum Beispill d'Uni elo endlech op Orbit gesat gëtt an dass dofir 36,2 Millioune virgesi sinn. Och fir d'CRPen, also fir d'Centres de recherche publics sinn 22% méi Suen do, nämlech insgesamt 25 Milliounen Euro. Mir begréissen och, dass d'Préfiguratioun vun der neier Unisbibliothéik, Unis- an Nationalbibliothéik, nach ëmmer en Objektiv vun der Regierung bleift.

An der Éducation nationale kréie mer op Grond vum Gesetz vum 25. Juni 2004 18 Lycéeën an de Centre de Logopédie vum 1. Januar 2005 un d'Gestion séparée mat erweiderte Kompetenze bei den Ausgaben. Domat kënnen se méi flexibel an also besser op d'Bedierfnisser vun de Schüler agoen. Des Weidere gëtt de Lycée-pilote am ënneschten Zyklus vum Secondaire preparéiert gradewéi en anere Projet-pilote am Préparatoire.

Wéi schonns ugedeit, gëllt et ganz besonnesch Efforte fir de Bau vun neie Lycéeën ze maachen. Bis d'Joer 2010 sinn 11.000 Schüler méi an de Lycéeën ze erwaarden. Den augenbléckleche Bauprogramm geet fir 3.000 nei Schüler duer, well Container a gelounte Raim mussen ersat ginn. De Préparatoire zu Dummeldeng, d'Lycéeë vu Jonglënster, Réiden an Esch-Belval, den neie Lycée Hubert Clement op Terres Rouges musse fir d'éischt gebaut ginn. Dräi weider Lycéeën an déi zweet Europaschoul kommen derbäi. Also e risege Bauprogramm, dee fir d'Zukunft vun eise Kanner onëmgänglech ass. Dofir gëtt de Fonds d'investissements publics scolaires ëm 40% am Joer 2005 eropgesat, virausgesat d'Viraarbechte vum Plan sectoriel „lycées" ginn zügeg virun.

Firwat dat alles oft esou laang dauert, ass net ëmmer nozevollzéien. Do ass wierklech, mengen ech, emol eng Analys ze maache vun de Prozeduren, fir d'Décisiounsprozesser ze verkierzen.

Dozou kënnt deen ëmmer méi grousse Besoin an de Gemenge fir de soziokulturellen Encadrement vun de Kanner am Préscolaire an am Primaire. Och am Secondaire sinn Internater a Sportsinfrastrukture gefrot, ob zu Dikrech an der Hotelschoul, zu Iechternach oder an der Stad. Vun 2001 bis 2004 ass de Kredit vum Stat fir d'Gemengen, déi deen Encadrement soziokulturel ubidden, vun zwee op aacht Milliounen eropgaangen. 2005 kommen nach eng Kéier dräi Milliounen dobäi, woubäi een natierlech och muss bedenken, dass d'Gemenge selwer do en enormen Effort maachen.

Här President, vill gëtt iwwert d'Zukunft vun eiser Wirtschaft diskutéiert. Ech war a bleiwen der Meenung, dass d'Nischepolitik keen Ersatz fir eng Wirtschaftspolitik ass, déi de Monolithismus ofbauen, d'Wirtschaft diversifizéieren an op eng zouverlässeg an dauerhaft Basis setze wëllt. Et ass och keen Ersatz fir eng Politik, déi d'Ofhängegkeet vun auslännesche Décisiounen a Betriber, déi hei implantéiert sinn, ofbaue wëllt. Et gëtt sécher eng intelligent Nischepolitik, wéi zum Beispill ons Satellittegesellschaft se duerstellt. Et gëtt eng fragwürdeg Nischepolitik, wéi zum Beispill Lëtzebuerg zu engem zweete Monaco ëmfonctionnéieren ze wëllen.

Ech weess och, dass mer kuerzfristeg net laanscht déi eng oder aner nei Nisch kommen, wéi zum Beispill déi vum elektroneschen Handel. Déi Nische si meeschtens fragile a kënne vun engem Dag zum aneren ewechbréckelen.

Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer kuerz- a mëttelfristeg eng nei modern Déngschtleeschtungs- an Industriebasis mat Fuerschung, Technologietransfert an Héichschoulbildung schafe mussen, wa mer eis dann endlech eens sinn, dass dat de Wee ass. Nu steet d'öffentlech Fuerschung nach ëmmer nëmme bei 0,22% - dat ass e Fortschrëtt, mä nach ëmmer net genuch. Et soll jo 1% sinn niewent 2% fir d'Privatfuerschung.

Mir hunn als LSAP an där Optik alles, heiansdo wuel kritesch, mä alles mat gedroen, wat déi sukzessiv Regierunge realiséiert hunn, vum Gesetz vun 1987 iwwert d'Centres de Recherche publics bis zum Gesetz vun 2003 iwwert d'Uni. Mir hunn als LSAP ëmmer erëm géint Retizenzen a Skeptizismus grad op deem Gebitt vu villen Acteuren zu Lëtzebuerg ugekämpft. Och haut gëtt vu villen nach net agesinn, dass Uni a Fuerschung liewenswichteg fir eist Land sinn. Et geet ëm d'Innovatioun schlechthin an engem Land, wat nëmmen dat huet fir sech wirtschaftlech a sozial selwer ze bestëmmen.

Mir hunn de Projet vun Esch-Belval mat gedroen, iwwert deen eis Kolleegin Lydia Mutsch nach wäert schwätzen, well do an der Cité des Sciences d'Aneneegräife vu Wirtschaft a Fuerschung, vu Bildung a Schaffen eng nei Dynamik schafe kann. Ons Centres de Recherche publics hu säit 1987 gewisen, dass esou Instrumenter néideg si fir nei Betriber ervirzeruffe respektiv bestoender weiderzebréngen.

Mir hunn an der Vergaangenheet oft genuch op d'Noutwendegkeet vun enger dynamescher Approche vun der Informatiounsgesellschaft higewisen. Och do kréie mer vum Här Fontagné gesot mir wären hannendran, wann et ëm eis Kompetitivitéit geet. Mir hoffen a wënschen, dass dës Regierung eis e risege Schrëtt dobäi weiderbréngt.

Mir wëssen awer och, dass Fuerschung an Héichschoulbildung net exklusiv an direkt profitorientéiert kënnen a solle sinn. Et gëtt en direkten Zesummenhank mat dem allgemenge Bildungsstand vun engem Land a senger Fäegkeet an der Wirtschaft adaptabel a flexibel ze sinn. Et gëtt en direkten Zesummenhank zwëschent der Ufanksausbildung an dem liewelaange Léiere fir de Beruff engersäits an der geeschteger a kultureller Entwécklung vun engem Land. Dofir ass d'Schoulpolitik d'Grondlag fir ons wirtschaftlech Zukunft, gradewéi déi sozial Gerechtegkeet a Kohesioun. Nach ëmmer hu mer déi Gerechtegkeet an der Schoul net fäerdeg bruecht.

An de 60er Joren, et ass scho laang hier, hu mer den Defizit vun Aarbechterkanner am klassesche Secondaire an am Supérieur bedauert an ugeprangert. Haut si mer net vill méi wäit, mat der Ausnahm, dass déi Aarbechterkanner meeschtens friem Originen hunn. Dofir gëtt et fir mech en direkten Zesummenhank zwëschent enger besserer Ausbildung vu Léierpersonal am Primaire an am Secondaire an dem Vermeide vun Echecen, dem Verloscht vu Matière grise a Kompetenzen, dem Kampf géint de Chômage an der sozialer Gerechtegkeet zu Lëtzebuerg.

Dofir hänken d'Dynamik vun eiser Wirtschaft an hire Betriber, d'Chancë vun eise jonke Leit bei der Sich no Aarbecht an d'Zukunft vun eisem Land an der moderner Zäit vun all deenen Elementer of. Dat ass alles, wéi een haut esou schéi seet, vernetzt. Fortschrëtter dobäi däerfen net direkt dovunner ofhänken, ob dann elo déi eng oder déi aner Statsbeamten esou oder esou klasséiert sinn. Fortschrëtt entsteet, wa mer eis eens sinn, dass dëst fir d'Zukunft vum Land noutwendeg ass an dass mer och dono handelen.

Här President, de Professer Fontagné mécht och dozou eng Partie Virschléi, och besonnesch wat d'Formation continue vun deene Leit zu Lëtzebuerg ugeet, déi mam Mindestloun schaffen, respektiv mat wéineg Formatioun an de Beruff eraginn. Et ass scho ganz richteg, dass et op deem Plang de sprangende Punkt ass fir déi Plazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen, och vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, besetzen ze loossen. Dobäi kommen och nach aner Aspekter, wéi zum Beispill d'Déréglementatioun vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, d'Opmaachen och vun der Fonction publique op auslännesch Kompetenzen, d'Aféiere vun der duebeler Nationalitéit, déi interessant sinn an zur Moderniséierung vum Land bäidroen.

Här President, e puer Wuert zu de Steieren. Wat d'Steieren ugeet ginn d'Diskussioune fir de Budget 2005 iwwert d'Zukunft vun der Kollektivitéitssteier, d'Ofschafe vun der Verméigenssteier am Zesummenhank mat der Steier vun 10% op e Kapitalakommes, an den Undeel vun den direkten an indirekte Steieren am Gesamtsteieropkommes. Méi allgemeng geet et sécher ëm d'Adéquatioun vun Ausgaben an Einnahmen.

Wat d'Kollektivitéitssteier ugeet, do schéngt eis dem Budgetsminister seng Analys richteg, dass déi Steier strukturell erofgoe wäert, well déi Betriber, déi se bezuelen, mat legale Mëttelen hir Steierlaascht minimiséiere respektiv d'Perten, déi se am Ausland maachen, zu Lëtzebuerg konsolidéieren. Dofir gëtt jo versicht en europäesche Rapprochement unzestriewen, fir wéinstens en Deel vun der Steiersubstanz vun de Memberlänner ze erhalen. Dat muss d'Zil vun héich entwéckelte Länner sinn, si kënnen ouni eng zolidd Steierbasis iwwwerhaapt net méi dat Zesummeliewe garantéieren, finanzéiere wat mer fir eisen Zesummenhalt a fir eis Liewensqualitéit brauchen.

Déi Europäesch Kommissioun hat 2001 an 2003 festgestallt, dass d'Betriber am Bannemaart eng gemeinsam Betribssteier misste kënnen applizéieren. Ouni déi Steierbasis behalen d'USA a Japan e wichtege Konkurrenzvirdeel op Europa. Dofir hat déi vergaangen Europäesch Kommissioun dem Conseil Ecofin vum 10. an 11. September 2004 zwee Non-papere virgeluecht, deen een iwwer eng gemeinsam konsolidéiert Assiette vun der Betribssteier, deen aneren iwwert d'Besteierung am Pays d'origine fir Kleng- a Mëttelbetriber.

D'Kommissioun analyséiert richteg, dass d'Länner d'Impressioun hunn eegene politesche Spillraum a Steierfroen ze hunn, wou se a Wierklechkeet andauernd op d'Tauxë vun aneren EU-Länner kucken a sech dono riichten. Dobäi kënnt, dass de System vun no Länner separate Steiere souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Steierverwaltungen extrem opwändeg ass.

Et soll jo beim erwähntene Rapprochement, wann ëmmer dee kënnt - a mir si jo hei wierklech nëmmen an enger Ufanksphas vun Iwwerleeungen -, net ëm d'Tauxë goen, mä ëm d'Assiette. Déi Bestriewunge gi sécherlech och vun de wirtschaftleche Milieuen an der Industrie an eisem Land mat Interesse gekuckt. Ech mengen, dass esou eng Démarche och als Instrument soll gekuckt gi fir géint d'Délocalisatioun vu Betriber an Niddregsteierlänner unzekämpfen.

Dofir hunn ech, natierlech gradewéi de Budgetsminister, meng Bedenken iwwert de Virschlag vum Rapporteur fir bei der Betribssteier en insgesamten Taux vun 19% anzeféieren esou wéi dat an der Slowakei gemaach ginn ass an domat voll an d'Steierkompetitioun eranzeklammen. Den Här Mosar mengt duerch d'Erofsetze vum Taux géifen nei Betriber ugezu ginn an de Steierausfall wettgemaach ginn. Ech hätt awer do gäre méi genee Berechnunge gehat iwwert den Ausfall vu Steieren an deem wat un neie Betriber misst kommen, fir dëst wettzemaachen.

Bei engem Saz vun 19% fale jo all aner steierlech Méiglechkeete fir d'Betriber ewech an déi Méiglechkeeten, dat huet jo den Här Minister eis gesot, si sécher och e wichtegt Element vu fiskaler Flexibilitéit vis-à-vis vun de Betriber. Et ass eis jo hei duergeluecht ginn, dass duerch d'Bank déi meescht Betriber déi Flexibilitéit an déi Provisiounsméiglechkeeten appréciéieren an dass et net sécher ass, dass duerch deen Taux vun 19% zesumme mat dem kompletten Ofbau vun den Abattementer d'Fiskalitéit fir d'Betriber besser géif ginn, dat heescht méi attraktiv géif ginn.

Et muss een och gesinn, dass esou een Astieg an en Dumping fiscal op laang Siicht zwangsleefeg zu Reaktioune vun deenen anere Länner féiert. Iwwregens kann deen Avantage séier verschwannen, sief et duerch eng ze schaarf Kompetitioun, sief et duerch eng europäesch Harmonisatioun fir wéinstens en Deel vun der Steiersubstanz ze erhalen. Niddreg Betribssteiere kënne sécher ee Mëttel si fir auslännesch Betriber unzezéien, et ass awer net dat eenzegt an et gëtt eiser Meenung no anerer, déi méi wichteg sinn.

En intelligent Ëmfeld ass zum Beispill méi wichteg. Dat gëllt sécher fir d'Finanzplaz, op déi de Rapporteur sech konzentréiert huet. Zum Beispill musse mer d'Iwwerreglementéierung vermeiden, an ech mengen den Här Meisch huet och schonn dovunner geschwat, wa mer zum Beispill d'Fonge zu Lëtzebuerg auditéiere loossen, da musse mer natierlech och d'Méiglechkeete gi fir déi Auditë kontrolléieren ze loossen, dat heescht mir mussen och der CSSF genuch Leit ginn, fir wichteg Kontrollen duerchzeféieren an och méi schnell op d'Demandes d'agrément vun der Fongenindustrie dann zum Beispill ze reagéieren.

Dëse Service ass, wann e gutt a schnell ass, och e Standuertvirdeel. A wa mer keng Lëtzebuerger fir dës Tâchen an der CSSF fannen, da musse mer dës Spart ebe fir Auslänner opmaachen, well niewent der steierlecher Situatioun ass d'Qualitéit vun de Servicer fir d'Finanzplaz wichteg.

D'Taxe d'abonnement ass eigentlech och eng wichteg Rent fir de Stat a sécher wäert déi och wuel soubal net ofgeschaaft ginn, obschonns dat jo vun deenen zoustännege Kreesser verlaangt gëtt, mä et soll ee sech iwwerleeën als Ciblage vun der Befreiung vun där Steier zum Beispill nei Créneauen opzemaachen, zum Beispill eng Befreiung fir Fonge mat ethescher Ausriichtung, zum Beispill vu Micro-finance.

D'Luxembourg School of Finance soll jo duerch Fuerschung, Enseignement an och Formatioun nei Perspektive fir d'Finanzplaz opmaachen. Fir den Abléck ass net ze erkennen, ob dat geléngt. Vill Froe stellen sech dobäi: Sollen zum Beispill dann elo hei Kadere forméiert ginn oder Fuerschung bedriwwe ginn oder eng Konkurrenz zu aneren héich spezialiséierten Instituter am Ausland geschaf ginn? Alles zesumme kann ee sécher net maachen. Et muss een also do e Choix maachen.

Et gëtt och - et ass schonn hei gesot ginn - e reelle Besoin vu Promotioun vun der Finanzplaz an och vun der Verdeedegung vun der Fi-

nanzplaz vis-à-vis vun europäesche Bestriewungen a vun der Verdeedegung vun Interesse vun der Lëtzebuerger Finanzplaz vis-à-vis vun europäeschen Direktiven.

Här President, déi eenzeg Steiermoossnam, déi am Koalitiounsprogramm festgehale gouf, ass eng Taxe libératoire vun 10% op Akommes vu Kapital fir Residenten an d'Ofschafung vun der Verméigenssteier; dëst soll 2006 antrieden. Den Ertrag vun der Verméigenssteier vum Particulier zu Lëtzebuerg ass jo relativ niddereg, si gëtt an der Haaptsaach vu klenge Spuerer bezuelt, déi net wësse wéi dolaanscht kommen.

Soll domat - esou de Rapporteur - Lëtzebuerg zu engem zweete Monaco opgebaut ginn? Ass dat eng nei Nisch fir d'Finanzplaz? Dat heescht, soll d'Finanzplaz déck Fortunen aus aller Welt unzéien a mat hinnen d'Besëtzer, déi jo solle Residente ginn, also d'Besëtzer vun deene Fortunen heihinner unzéien? Sollen hinnen dobäi speziell Faveure gemaach ginn, fir dass se op Lëtzebuerg kommen? Mir sinn dobäi méi wéi skeptesch.

*(Interruption)*

Ech wëll net an engem Monaco liewen, souguer wann d'Wieder besser wär. Ech wëll an engem Land liewen, dat säi Wuelstand aus eegener Kraaft erschafft, vun de Leit, déi hei wunnen an dat Land prägen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Vergiesse mer net, dass d'Manéier wéi ee räich gëtt, och bestëmmt, wéi ee räich ass. Vill éischter, Här President, solle mer probéiere Spezialisten, héich kompetent Fuerscher zu Lëtzebuerg ze forméieren oder op Lëtzebuerg fir d'Uni an d'Fuerschung unzezéien, hinnen d'Arees an de Séjour vereinfachen a domat d'Grondlag fir nei Betriber am Déngschtleeschtungs- an Industriebereich ze schafen.

Här President, op d'Gemengefinanzen am Zesummenhank mat der Gewerbesteier kënnt eise Kolleeg, den Här Klein, nach zréck.

**Plusieurs voix**.- Ah!

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Ech wollt awer ee Wuert iwwert d'Grondsteier soen. Mir sinn do sécher d'accord, wéi et och am Regierungsprogramm steet, dass een eng Reflexioun soll ufänken - allerdéngs huet jo hei nach keen, och de Rapporteur net, gesot, dass déi Grondsteier ëm dat Véierfacht eropgesat soll ginn, wéi ech dat an engem Interview vun engem Oppositiounssprecher gelies hunn. Mir mengen allerdéngs, dass dës Reflexioun sech et net ze einfach maache soll, zum Beispill, dass ee beim Eefamilljenhaus méi géif ofzocken.

Eng intelligent Grondsteier soll wuel dozou féieren, dass Bauland an de Bauperimeteren op de Maart kënnt, si soll och de Gemengen en Instrument ginn, fir géint Spekulatiounen unzekämpfen a géint d'Bureautisatioun an de Stied an doduerch géint d'Verloosse vun de Stadkäre virzegoen. Den Här Innenminister huet ons hei viru kuerzem gesot, e géif iwwer eng Tax nodenken, fir dëse Phenomeen ze bekämpfen.

An der Haaptstad, déi ech e bësse kennen, schwätzen se ëmmer nach a säit enger Partie Jorzéngten - bal 30 Joer - vun enger neier legaler Basis, fir dëst ze verhënneren, fir endlech géint d'Bürospekulatioun an de Wunnquartiere virzegoen. Ech sinn der Meenung, en neit Gesetz iwwert d'Grondsteier misst géint déi Abusën nei Instrumenter schafen. D'Regierung seet och déi direkt Steierlaascht vun de Persoune géif net eropgesat ginn, déi indirekt Steierlaascht gëtt wuel eropgesat - Eropsetze vun der TVA um Bensin an op den Zigaretten - vun 12 op 15% a soll 40 Millioune méi fir Gesondheet an Ëmwelt abréngen. D'Contribution sociale op den Diesel, dee jo indexneutraliséiert gëtt, soll dem Beschäftegungsfong hëllefen.

Wat d'Ëmverdeelung an eisem Land ugeet ass et wichteg, dass den Index bleift. En ass noutwendeg fir eng regelméisseg Entwécklung an Upassung vun der Kafkraaft, niewent deene kollektivvertragleche Mechanismen, déi mir fir d'Leit hunn, déi schaffen. D'Ëmverdeelung ass noutwendeg fir e wäitgespreete Konsum a sozial Gerechtegkeet. Si ass virun allem noutwendeg fir de sozialen Zesummenhalt a fir de soziale Fridden; an dëst ass jo eng vun de wesentleche Trëmp fir Lëtzebuerg, déi mir net däerfen op d'Spill setzen.

De Rapporteur huet an der Haaptsaach no der Héicht vun de sozialen Ausgabe vum Budget gekuckt; 44% vun den uerdentlechen Ausgabe sinn d'Transferts sociaux vum Stat. Och de Budgetsminister huet gesot, hei misst doriwwer nogeduecht ginn. D'LSAP ass iwwerzeegt, dass d'sozial Kohesioun an de soziale Fridden zu engem héijen Niveau vu sozialem Schutz an och zu engem héijen Niveau vu Wuesstum a Beschäftegung féieren. Länner wéi Schweden hu 50% Sozialausgaben a gehéieren zu deenen dynameschste Wirtschafte vun der Welt. Sécher féiert an eisem System d'Erhéijung vun der Zuel vun den Aarbechtsplazen automatesch zu méi Dépensë vum Stat, mä gradesou sécher steigt doduerch de Räichtum vum Land an domat och de Räichtum vum Stat.

Den Här Mosar monéiert dann och, dass déi héich Unzuel vun net Residenten zum Export vun engem gudden Deel vu Sozialleeschtunge féiert. Dës Situatioun huet jo vill Ursaachen. Et ass fir d'éischt eng Konsequenz vum Pendlerzeenario, dee mir de préférence vun Awunnerzeenario gewielt hunn an deen eis ganz vill Avantagë bréngt, zum Beispill héich qualifizéiert Leit, fir deenen hir Formatioun mir net opkomme mussen, déi mir net logéiere mussen, deenen hir Lounsteier mir anzéien. Et ass och eng Konsequenz vun engem relativ nidderegen Taux d'emploi a vun enger niddereger Lëtzebuerger Demographie, déi d'Immigratioun noutwendeg mécht an och an Zukunft wäert noutwendeg maachen; dat gëtt jo net méi spéit wéi och erëm eng Kéier an deem vill zitéierte Fontagné-Bericht ënnerstrach.

Et kann een och dobäifügen, dass onse Schoulsystem vill Echece produzéiert, domat generéiert e Chômage am Land an zugläich d'Immigratioun gradewéi d'Auswanderung vu Kanner an auslännesch Schoulen. Ech kann also net novollzéien, wat de Rapporteur mat senger Klo iwwert den Export vu Sozialleeschtunge soe wëllt. En zitt jo eigentlech och keng Konklusiounen doraus; an Analysen ouni politesch Konklusioun bréngen awer op dësem Niveau net ganz vill.

Ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass esou laang mir net un d'Wuerzele ginn, wäert sech och an enger héich entwéckelter Ekonomie wéi eiser näischt änneren. D'Wuerzelen, dat ass méi en héijen Taux d'emploi vu Männer a Fraen, dofir besser Opfaangstrukture fir Kanner an all Alter, besser Schoulen, eng besser Demographie wéi eng intelligent a sozial selektiv Hëllef fir Famillje mat Kanner an eng intelligent Immigratiounspolitik. Doriwwer eraus sinn ech fir mäin Deel net esou rabiat an der Beuerteelung vun der Entwécklung vun der Groussregioun.

Eise Kolleeg, den Här Mosar, mengt d'Frontalierë géifen hei schaffen an doiwwer consomméieren. Ech mengen, dass dës Groussregioun mat der Zäit zesummewiisst, dass d'Betriber an d'Konsumenten aus der ganzer Géigend, ob Lëtzebuerger oder Friemer, do e breede Maart fannen an domat och e Retour vun de Geldexporter no Lëtzebuerg stattfanne kann; a Geld zirkuléiert an der Groussregioun, och fir de Konsum, wéi eng rezent Etüd vum Ceps awer wéinstens deelweis gewisen huet.

En anere Punkt, dee mech am Rapporteur sengem Rapport frappéiert huet, ech muss soen et reegt mech eigentlech manner op wéi hien, dass eng Partie öffentlech Déngschter nëmmen e geréngen Taux de couverture hunn. Ech hunn de Stater Finanzschäffe Laurent Mosar, gradewéi seng DP-Kolleegen am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg schonn x-mol kloen héieren, dass de Busdéngscht vun der Stad nëmme bis zu 12% duerch Recettë gedeckt géif. Elo weess den Här Mosar, wéi och de Buergermeeschter, den Här Helminger, dass mir de Problem mat dem öffentlechen Transport léise wëllen, dee soss eis Stad an eis Ëmwelt an eis Liewensqualitéit futti mécht.

D'LSAP hat sécher, dat ass richteg, an hirem Wahlprogramm de Gratistransport gefrot, well mir duerch e verstäerkte Gebrauch vum öffentlechen Transport den individuelle Verkéier schnell erofdrécke wollten. Dëst gouf jo vum Koalitiounspartner net ugeholl. De Problem bleift awer. De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet d'virlescht Woch am Stater Gemengerot rappeléiert, dass d'Stad dagsiwwer 200.000 Awunner huet an nuets nëmmen 85.000.

Mir hunn also e Problem, nämlech de Problem vun de Pendler an der Stad an an der Agglomeratioun vun der Stad. De berühmte „modal split" vu 25 zu 75, wéi solle mir en dann erreechen? Mir stinn haut national bei 11 bis 12% Undeel um öffentlechen Transport. Wa mir 25% erreechen…

*(Interruption)*

An der Stad! Mä d'Stad ass eng Saach an d'Agglomeratioun aronderëm ass eng aner Saach.

Wa mir 25% landeswäit erreeche wëllen, da kascht dat eppes. Wa mir d'$CO_2$-Emissiounen an den Emission trading erofsetze wëllen, da kascht dat och erëm eppes op engem anere Plang.

Dofir, Här President, d'Leit, déi iwwerall an der Welt, vu méi wäit oder wéiniger wäit, hier an d'Stied schaffe kommen, bezuelen néierens an der Welt en Tarif, deen den öffentlechen Transport och nëmmen zu engem Drëttel deckt. An iwwregens huet d'CSV/DP-Majoritéit, dat muss ech awer hei soen - ech hunn dat jo scho laang materlieft -, nach ni eng konkret Propositioun op deem Gebitt virbruecht, héchstens Léisungen an deene leschte Jore verhënnert.

An da muss ee sech froen, ob dann elo zum Beispill, wa mir iwwert d'Couverture vum öffentlechen Transport schwätzen, ob da soll d'Gratuitéit vum Behënnertentransport ofgeschaaft ginn, déi jo awer néideg ass, fir déi Leit an déi verschidden Institutiounen ze bréngen, déi de Familljeministère uechtert d'Land opmécht.

Et gëtt sech och op där anerer Säit opgereegt iwwert déi héich Ausgabe fir d'Fotovoltaik. Nu wësse mir aus der Opstellung vun der europäescher…

*(Interruptions)*

**Une voix**.- Den Här Mosar hat d'Eisebunn gemengt.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Jo, jo, okay.

*(Interruption)*

**Plusieurs voix**.- Oh, oh!

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Ech hat geduecht, mir géifen hei wierklech e wichtegen Débat féieren iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Ech hu probéiert dat ze maachen, an ech hunn net wëlles iergendeng Aart bëlleg Polemik mam Här Gibéryen hei unzefänken.

Et gëtt och geschwat vun den héijen Ausgabe fir d'Fotovoltaik. Dat musse mir awer als Grondiddi behalen. Nu wësse mir aus der Opstellung vun der Europäescher Kommissioun, dass mir mat 2,7% Stroum aus erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg d'Schlussliicht an Europa sinn. An ech mengen amplaz sech iwwert de globale Käschtepunkt opzereegen, soll een ufänken no intelligente Léisungen ze sichen, a sécher huet kee vun haut op mar déi honnertprozenteg richteg Léisung, mä wichteg ass et, datt mir awer net d'Kand mam Bad ausschëdden, an dass mir gesinn, dass mir do mussen aktiv ginn.

Här President, den Här Budgetsminister huet och d'lescht Woch hei iwwert déi uerdentlech Ausgabe vum Stat geschwat, déi jo substanziell an d'Luucht ginn. En huet drop higewisen, dass duerch d'Automatismes vun der Sécurité sociale d'Sozialausgaben 2005 ëm 7% wuesse wäerten, also méi wéi de Wuesstum vu 4% vun den Ausgaben.

Den Här Budgetsminister wëllt doriwwer en Débat, dat ass ganz richteg. En denkt, wéi e seet, un e Rééquilibrage vun de sozialen Ausgaben. Et misst een zum Beispill an der Gesondheet vun de Bedeelegunge schwätzen; et misst een d'Ausgabe stabiliséieren, dat heescht plafonnéieren awer net ofbauen, fir dass de Stat Loft kritt fir nei Aufgaben unzegoen. De Rapporteur sengersäits schwätzt vun engem Audit iwwert de Beschäftegungsfong.

Plafonnéieren heescht jo eigentlech, den Deckel drop, dass näischt méi bougéiert. Ech mengen, esou kann een dat net gesinn. Den Här Frieden huet selwer gesot, dass och am soziale Beräich nei Besoinen entstinn, deene muss Rechnung gedroe ginn, wéi zum Beispill dem Encadrement vun de Kanner an der Schoul, den Tagesstätten, der Schoulhëllef, der Fleeg an dem Versuerge vun eelere Leit, dem Encadrement vu sozial schwierege Mënschen, hir Reintegratioun an en Aarbechtsprozess, zum Beispill duerch d'Économie sociale a sou weider.

Wat ass zum Beispill den Intérêt vun engem Audit iwwert de Beschäftegungsfong? Ech mengen, de Problem ass de Chômage - net de Fonds. Et ass de Chômage, dee mir bekämpfe mussen. Ech si mat alle Leit heibannen d'accord, datt dëst eng schwiereg Diskussioun ass, besonnesch dann, wa mir décidéiert sinn, uerdentlech Ausgaben nëmmen iwwer Einnahmen an net iwwer Verscholdung ze finanzéieren.

Wa mir déi Diskussioun och net scheien, da wësse mir, dass mir se nëmmen an engem breede soziale Konsens mat de Sozialpartner féiere kënnen, an och zu engem gudden Enn féiere kënnen. D'Solidaritéit ass dobäi keen eidelt Wuert. Sozialofbau gëtt et mat ons net.

Nach e Punkt ass mir beim Här Mosar opgefall, nämlech de Gebrauch vun der Strenz, Arrosoir op franséisch. Vill sozial Avantagë géife mat der Strenz verdeelt. E schwätzt dobäi vun de Wunnengsbäihëllefen, vum gratis Transport a sou weider. Dëst ass en oft erhuewene Virworf géint de Sozialstat. Och hei muss een entgéinthalen, dass jo d'sozial Kohesioun zu Lëtzebuerg duerch en anstännegt Wunnen am Eegenheem entstan ass. Et ass jo och vun de verschiddene Regierungen, dass dat ëmmer erëm gefuerdert ginn ass. Ëmmer méi schwiereg gëtt et fir kleng a mëttel Akommessen sech en Eegenheem ze erschaffen. Dofir muss déi Strenz, deen Arrosoir, méi grouss opgoen, fir all déi Schichten ze erreechen, déi ouni staatlech Hëllefen ni zu engem Terrain oder zu enger eegener Wunneng kéimen.

Och hei kann een natierlech och aner Weeër aschloen, wéi zum Beispill öffentlech Terrainë mat Bail emphytéotique zur Verfügung stellen. Loosse mir dat maachen, amplaz nëmmen dovunner ze schwätzen!

A schliesslech gëtt jo och bei der Strenz ni gesot wéi prezis se dann elo cibléiere soll, mat anere Wierder, wann ee vu Selektivitéit schwätzt, da muss een esou ee Konzept bis zu Enn denken.

Här President, fir ofzeschléissen an zesummenzefaassen: De Budget 2005 entsteet an engem schwieregen Ëmfeld, d'Enn vun de Reserven aus de Boomjoren ass no, d'Engagementer si grouss an d'Fongen huelen of, ouni Verschëldung geet et an deenen nächste Joren net.

Zweetens, et ass dofir noutwendeg ze spueren, zum Beispill beim Bauen. Prioritéite musse gesat ginn: Schoule viru Stroossen, Informatiounstechnologie viru Prestige, sozial Selektivitéit amplaz déi ganz breet Strenz.

Drëttens, nei Ustrengunge brauche mir, fir de Wuelstand vum Land a seng Entwécklung als héich modernt Land an enger komplizéierter Welt weiderzebréngen.

A véiertens a leschtens: Fir d'LSAP gëtt et kee Géintenee vun engem gerechte Sozialstat, engem héijen ekologeschen Niveau, enger moderner a kompetitiver Wirtschaft, mä nëmmen ee Mateneen, dofir setze mir eis an, an dat ass fir eis de Schlëssel zur Moderniséierung vu Lëtzebuerg.

Merci.

*(Interruptions)*

**M. le Président**.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo de Fraktiounspresident vun deene Gréngen, den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Den éischte Budget an där neier Legislaturperiod fënnt an Diskussioune statt, déi, wat d'Chifferen ubelaangt vun der Entwécklung vun eiser Ekonomie, vun eisem PIB, sech sécherlech geännert hunn.

Wann een d'Chiffere kuckt vun 2003 an 2004, mä virun allem vun 2003 par rapport zu 2004 zum Beispill, da stellt ee fest, datt eise PIB erëm staark ugewuess ass. 2003 hate mir nach e Wuesstem vun 2,9%, 2004 si mir op 4,2% oder wäerte mir op 4,2% do ukommen, aller Viraussiicht no, an 2005 gëtt ee Wuesstem vum Statec prognostizéiert vun och nach eng Kéier 4,2%. Wann een d'Period nach kuckt vu virdrun, tëschent 2001 an 2003, do huet et nach vill méi schlecht ausgesinn, do louche mir tëschent 1,5% an 2,9%.

***(M. Jos Scheuer prend la Présidence)***

An och wann de Statec 4,2% Wuesstem vum PIB prognostizéiert, esou bleift et bei dësem Budget, deen opgestallt ginn ass vun dëser Regierung bei enger virsiichteger Aschätzung vun engem Wuesstem vum PIB vun 3,8%.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gesot: Mir wäerten och an dësem Land erëm eng Kéier op d'Normalitéit zréckkommen. Fir mech si Wuesstumszuelen, oder fir eis si Wuesstumszuele vun 3 oder respektiv tëschen 3 a 4% ganz gutt Wuesstumszuelen, an et ass och dofir, dass mir frou sinn, datt mir zumindest déi gutt Wuesstumszuelen, déi mir dëst Joer erreechen, hoffentlech dann och wahrscheinlech d'nächst Joer wäerten erreechen.

Mä ech mengen awer, datt et net vu Muttwëll ass, datt an dësem Budget éischter vu virsiichtege Chifferen ausgaange gëtt, vun engem PIB-Wuesstum vun 3,8%, well ech si perséinlech der Iwwerzeegung, datt et alles anescht wéi garantéiert ass, datt mir zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun esou e wonnerbaart ekonomescht Ëmfeld wäerten hunn.

Et gëtt een eenzege grousse Sujet, deen de Moment international diskutéiert gëtt, a bei deem net wéineg Ekonomisten dovunner ausginn, datt dee Problem am Laf vum Joer 2005 eréischt voll wäert aschloen, dat ass deen astronomesche Budgetsdefizit vun de Vereenegte Staten, a virun allem de Fait, datt et net méi esou wäert sinn, wéi et awer an deene leschte Joren de Fall war, datt d'Ausland eigentlech dem Här Bush seng Scholde bezuelt huet, duerch gewëssen Investissementer. Dat heescht et wäert esou sinn, datt deen astronomeschen amerikanesche Budgetsdefizit ganz staark wäert do riskéieren op d'internationale Konjunktur ze drécken, an dofir et net evident ass, ob mer dee Wuesstem Enn 2005 wäerten erreechen, deen am Moment déi Chifferen, iwwert déi de Statec haut verfügt, fir 2005 virausgesinn.

Wat awer méi erschreckend ass, dat ass wann ech kucken, obscho mer e Wuesstum hunn, deen ëm déi 4% dann eventuell d'nächst Joer läit, wat dat beddeit fir d'Chiffere vum Budget, virun allem fir d'Recettë vum Budget. Ech mengen d'Chiffres-clés vum Budget sinn entre-temps bekannt. Bei de Recettë leie mir bei 6,9 an eppes Milliarden Euro, bei den Dépensen bei 6,991 Milliarden Euro. Mir schléissen also de Budget, wann en esou exekutéiert gëtt, wéi et hei virgesinn ass, mat engem liichten Defizit of, deen zwar dann iwwer eng Réserve budgétaire, déi mer hunn, soll gedeckt ginn.

Dat ass elo kee Grond fir a Panik ze verfalen, mä wat awer e Grond ass, fir a Panik ze verfalen, dat si ganz aner Saachen, oder net fir a Panik ze verfalen, mä loosse mer soen, éischter a Suergen ze verfalen, dat sinn eng ganz Rei aner Zuelen, déi aus dem Budget hei ervirginn.

Mir wäerten och, esou wéi et ausgesäit, et ass jo nach net 100%eg sécher, mä ech ginn awer emol fest dovunner aus, am Laf vum Joer 2005 en Emprunt ophuelen an der Héicht vun 200 Milliounen Euro, dee gläichméisseg opgedeelt gëtt un de Fonds des Routes an un de Fonds du Rail. Eis Dette brute wäert dofir klammen op 2,1% vum PIB. Dat ass natierlech, wann een dat vergläicht, wat mir an aneren europäesche Länner hunn, absolut näischt, an et ass och richteg, wat elo scho vu Virriedner gesot ginn ass, och vun der Majoritéit, datt mer natierlech um Niveau vun der Verscholdung nach e grousse Spillraum zu Lëtzebuerg hunn, mä och do gëtt et eng Rei Saachen ze soen, an ech wäert nach zum Schluss vu menger Ried, wann ech op deem Punkt ukommen, nämlech op dee Punkt vun de Fonds d'Investissement, deen an enke Relatioune steet mat der Ophuelung vun den Empprunten, gëtt et eng Rei Zuelen an eng Rei Donnéeën, déi eis mussen nodenklech stëmmen.

Mir hunn och 2005 eng staark Steigerungsrat bei de Recetten, plus 7,98%. Mir leien eigentlech do erëm um Niveau vu Joren, déi zu Recht bezeechent gi sinn als ganz gutt Jore fir Lëtzebuerg, mä den Ënnerscheed ass awer deen, datt déi staark Steigerungsrat bei de Recetten net méi dohier kënnt, wou se fréier emol hierkomm ass. Mir wëssen, datt an deene ganz gudde Joren 1999-2000 déi héich Steigerungsraten engem gudden Deel der Kierperschaftssteier unzerechne waren, vun dohier komm sinn. An der Tëschenzäit hu mer eng staark Verschiebung kritt bei de Recetten a Richtung vun anere Steieren, déi ech erkläre wëll.

Fir d'éischt ass natierlech, wann ech bei den direkte Steieren ufänken, den Impôt sur le revenu et les salaires. 2004 hate mer 1.245 Milliounen Euro an 2005 erwaarde mer 1.400 Millioune Euro. Dat mécht am Verhältnis gesinn zu der gesamter Recette fiscale beim Lëtzebuerger Stat 16,2% aus. Dat ass eng zolidd Steigerung, déi drop zréckzeféieren ass, oder déi wäert drop zréckzeféiere sinn op engersäits eng dynamesch Entwécklung vun de Léin zu Lëtzebuerg, haaptsächlech déi erwaarten Indextranche d'nächst Joer, mä awer och esou Saache wéi d'Unhiewe vum soziale Mindestloun oder den Ajustement vun de Pensiounen. Mä et ass awer och zréckzeféieren op dat erwaartend Usteige vun dem Emploi insgesamt zu Lëtzebuerg.

Wat interessant ass festzestellen, dat ass, datt déi fiskal Recettë vun där dote Steier definitiv elo d'zweet Plaz ageholl hu bei sämtleche fiskale Recettë vum Stat, dat heescht déi Steier gëtt eigentlech just nach vun der TVA dépasséiert, a firwat datt se vun der TVA dépasséiert gëtt, dorobber kommen ech och nach ze schwätzen. Dat huet Grënn, déi mer eigentlech alleguerten och misste wëssen.

En zweete grousse Block ass natierlech d'Kierperschaftssteier. 2005 gëtt sech do eng Recette vun 1.125 Millioune Euro erwaart. Dat ass e Plus vu 25% par rapport zu 2004. Et mécht par rapport zu de gesamte Recettes fiscales 20% aus, an et ass esou, datt natierlech an der Diskussioun iwwert de Fait, firwat datt d'Kierperschaftssteier net méi esou eropgeet par rapport zu de Jore virdrun, gesot ginn ass, datt mer eigentlech jo an deene Jore virdrun en iwwerméisseg héijen Niveau konnten halen duerch verschidde Retarden, déi kumuléiert gi sinn, datt mer eigentlech eréischt 2005 de kumuléierten Effekt géinge spieren, natierlech vun där Steierreform vun 2002, wou mer d'Kierperschaftssteier op 22% gesat hunn, kombinéiert mat engem Ralentissement vun der Croissance insgesamt.

Et ass awer allerdéngs esou, wann een d'Chifferen am Detail kuckt an et ass interessant, fir dat festzestellen, am Zesummenhank mat Suggestiounen, déi de Rapporteur gemaach huet, Denkustéiss, fir eventuell zukünftege Reforme vun der Kierperschaftssteier, datt 2001 an 2002 mer eigentlech ni dat erreecht hu bei der Kierperschaftssteier wat mer eis am Budget erwaart hunn, dat trotzdeem, datt an deene Jore virun 2004 verstäerkte Steierréckstänn agedriwwe gi si vun de gudde Joren 1999-2000.

Dat heescht am Klortext, datt dat wat de Rapporteur mengt, oder wat e sech erwaart, an ech kommen herno nach dorobber zréck, duerch déi Reform, déi e proposéiert bei der Kierperschaftssteier, nämlech duerch de Fait, datt een esou staark géing erofgoen, nach eng Kéier bei der Kierperschaftssteier, datt dat am Endeffekt als Resultat hätt, datt dann de Stat méi Suen an der Keess hätt, schonn eleng widderluecht ass duerch déi Steierreform vun 2002, well 2002 si genau déiselwecht Argumenter gebraucht ginn, fir d'Erofsetze vun de Kierperschaftssteieren vun 30 op 22%.

Mir stellen also fest, datt dat a kengem Mooss réusséiert ass. Mir hunn zwar en Urappe kritt vun der Croissance, mä d'Recetten um Niveau vun der Kierperschaftssteier hunn op alle Fall net méi ugezunn. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Et muss ee sech awer souwisou d'Fro stellen iwwert de Stellewäert vun enger Steier insgesamt a virun allem vun esou enger wichteger Steier wéi der Steier op d'Gewënner vun de Betriber.

Mir als Gréng sinn net der Meenung, datt mer sollen an eng Richtung lasssteieren, fir datt d'Kapitalgesellschaften, wat den Undeel vum Finanzement um Stat insgesamt ubelaangt, kënnen nach e Bäitrag leeschten, datt mer an eng Richtung solle goen, datt mer d'Steierspiral esou wäit no ënnen dreiwen, datt effektiv en totaalt Mëssverhältnis entsteet bei den direkte Steieren, tëschent deem wat zum Beispill bei de Salairen akaséiert gëtt am Verhältnis am Budget an deem wat vun de Gewënner vun de Betriber um Niveau vun den direkte Steieren akasséiert gëtt.

An och wann hei drop verwise gëtt, datt den Undeel vun der Kierperschaftssteier an der Europäescher Unioun an der Moyenne bei 8,6% géing leien, an zu Lëtzebuerg bei 20%, an dat eleng géing beweisen, datt do nach Sputt oder Spillraum wär, esou muss een dat relativéieren. Dat huet natierlech domadder ze dinn, datt mer zu Lëtzebuerg effektiv e klenge Marché hunn, an datt duerch de Fait, datt mer déi Finanzplaz hunn, wat de gréissten Nettozueler natierlech ass bei de Betribssteieren, datt dowéinst eleng d'Verhältnis vill méi héich ass, wéi dat a grousse Länner ronderëm eis ass, wou esou eng krass Monopolsituatioun vun engem Secteur net besteet.

Et ass natierlech kloer, an d'Steierverwaltung huet eis déi Chiffere jo och ginn, datt zum Beispill 2003, wou mer déi definitiv Chiffere schonn hunn, 76% vun där dote Steier direkt aus dem Secteur financier koumen, mä dat si jo alles keng nei Elementer a keng nei Donnéeën. Déi hu mer schonn an den 90er Jore kannt, an och wann een den Tableau kuckt iwwert d'Fiskalitéit an Europa, déi de Rapporteur jo bäigefügt huet an de Rapport, da muss een zwar effektiv feststellen, datt dat wat 2002 décidéiert ginn ass, nämlech d'Erofhuelen op 22%, schonn zum Deel erëm opgeholl ginn ass vun enger Rei haaptsächlech neien EU-Staten, déi bäikomm sinn.

Mä och do muss ee wëssen, datt déi nei Länner, déi bäikomm sinn, déi eigentlech, loosse mer emol esou soen, déi sou genannte Fräimaartwirtschaft nach net esou laang kennen, wäerte séier schnell mierken an deenen nächste Joren, wa se wëllen eng Rei Saachen an hiren eegene Länner finanzéieren, datt dat net geet, wann een d'Steiersätz alleguerten op Null reduzéiert.

Wann een awer déi Tabelle kuckt, dann ass et virun allem dat wat eis am meeschten interesséiert par rapport zu eisen direkten Noperen, sti mer wierklech relativ gutt do, an et besteet op alle Fall eiser Meenung no keen Drock, fir elo direkt an eng aner Richtung erëm nach weider ze denken.

Ech sinn och der Iwwerzeegung, datt déi zukünfteg Evolutioun wäert weisen, datt mer an der Europäescher Unioun éischter eng Diskussioun wäerte kréien, am Kader vun enger EU-Harmoniséierung, déi an d'Richtung geet, fir Minimalsätz festzeleeën, datt dee Steierdumping relativ séier wäert eng Kéier oder hoffentlech eng Kéier en Enn wäert gesat kréien, well wéi den Här Fayot et richteg gesot huet, et kann een d'Steieren natierlech esou wäit erofsetze wéi ee wëllt - ausser et kënnt een iergendwann eng Kéier bei Null un, mä dann ass ee Stat iwwerhaapt net méi funktiounsfäeg, dat ass evident -, mä iergendwann eng Kéier féiert déi Steierdumping-Spiral do eis an der Europäescher Unioun an eng ganz fatal Richtung.

Doriwwer eraus, mengen ech och, datt ee muss d'Steierethik an d'Steiermoral insgesamt emol erëm e bësselchen an d'Luucht hiewen an och de Courage hunn no bausse ze soen, datt d'Steieren net nëmmen erhuewe gi fir d'Leit ze schikanéieren oder d'Betriber ze emmerdéieren, mä datt d'Steieren erhuewe gi fir verschidde Saache vum Stat ze finanzéieren, wouvu jidderee profitéiert, och d'Betriber - an ech kommen herno nach dorop zréck -, respektiv, a fir eis ass dat een onheemlech wichtegt Element, fir Verdeelungsgerechtegkeet ze schafen, well an enger Gesellschaft wéi eiser gëtt et ongerecht Verdeelungen. An dofir, mengen ech, ass dat effektiv e wichtegt Element.

An et ass esou, datt mir dofir och relativ skeptesch si par rapport zu deene Propositiounen, déi de Rapporteur hei an deem dote Kontext gemaach huet. Ech kommen och nach eng Kéier dorop zréck.

Mir hunn 2005 Recette-fiscalë beim IRC, déi natierlech nettement zréckgi par rapport zu 2003. 2003 huet et nach 1,31 Milliarden ausgemaach vun engem Total vu Recettë vu 6,56 Milliarden, dat heescht 20%. Mir ginn an de Previsiounen 2005 op 1,12 zréck, dat heescht et mécht do nëmme méi 16,4% aus. Dat sinn alarméierend Zuelen, déi engem mussen ze denke ginn.

Et muss een nach derbäi soen, datt et och nach ënnerschiddlech Aschätzunge gëtt iwwert déi erwaarte Recetten do. Zum Beispill seet den Avis vun der Cour des Comptes, datt déi Previsiounen do «s'avèrent être très favorables». Dat heescht d'Cour des Comptes geet éischter dovun aus, datt d'«recettes escomptées paraissent surestimées». Bon, dat kann een natierlech elo haut nach net vérifiéieren, mä op alle Fall angesichts deem, wat ech och am Ufank gesot hu vun eventuelle Schwieregkeeten um ekonomesche Plang, ass dat sécherlech net ganz falsch. Och d'Steierverwaltung huet eis an der Kommissioun éischter ze verstoe ginn, datt souguer d'Tendenz iwwer 2005 eraus an d'Richtung wäert goe vu weidere Verschlechterungen an deem dote Beräich.

Mir hunn, an dorobber kommen ech och nach eng Kéier herno zréck, entre-temps e Mëssverhältnis tëschent den direkten an den indirekte Steieren. Fir eis ass och dofir kloer, datt déi Propositioun vum Rapporteur, déi zwar vläicht a priori gutt kléngt, fir ze soen engersäits mir hunn eng Situatioun de Moment: IRC 22%, ICC derbäigeschloen an d'Solidaritéitssteier derbäi, da komme mer op 30,38% global Belaaschtung fir d'Betriber, an datt hien da seet, datt duerch déi vill Ofschreiwungsméiglechkeeten oder Bonifications d'impôt, déi et haut scho gëtt, kaum nach e Betrib op déi 30,38% kënnt an datt déi meescht éischter haut schonn ënner 20% géingen dovu leien.

An da proposéiert hien ebe fir ze soen: Ma komm mir schafe méiglechst vill Bonificatiounen oder Abattementen of a mir ginn insgesamt op eng Belaaschtung ënner 20% an da léisst dat sech méi einfach no bausse verkafen, wann een auslännesch nei Betriber op Lëtzebuerg wëllt unzéien oder déi, déi hei sinn, wëllt behalen.

Ech mengen awer, datt dat e bësse simplistesch ass, well et entre-temps - an dorobber kommen ech och nach ze schwätzen - eng ganz Rei aner Facteure gëtt, déi wichteg sinn, wann een iwwert d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg diskutéiert, wéi nëmmen sech ëmmer erëm ze focaliséieren op den Aspekt vun de Steieren.

Et gëtt awer en anert Argument, wat fir eis nach vill méi wichteg ass, an dat ass dat wat de Budgetsminister selwer och hei bruecht huet, wéi e gesot huet, datt wann een déi Bonifications d'impôt oder d'Abattementen an déi Saache bei de Betriber ofschaaft, dann hëlt ee sech en Element vu Gestaltungspolitik ewech.

Déi Aschätzung deele mir op alle Fall. Mir sinn der Meenung, wann et an Zukunft nach zu weideren Upassungen um Niveau vun de Steiere fir d'Betriber ka kommen oder kënnt, dann éischter an deenen dote Beräicher, fir ganz geziilt verschidde Saachen ze fërderen. Duerfir si mer der Meenung, datt zum Beispill Bonifications d'impôt, déi gebonne sinn un Investissements à des fins écologiques, an Zukunft eng gréisser Bedeitung kënnen an och wäerte kréien, an dat Instrumenter sinn, déi fir eis ganz wichteg sinn.

Mir wëssen natierlech och, datt d'Steiere vill mat Psychologie ze dinn hunn, mä et kann een natierlech och déi dote psychologesch Momenter esou iwwerdreiwen an iwwerspëtzen an einfach wéi gesot mengen et kënnt een all Aspekter vu Kompetitivitéit oder all Argumenter fir Kompetitivitéit fir d'Industriesecteuren zu Lëtzebuerg reduzéieren op dat dote psychologesche Moment.

Da kënnt nach en anere Punkt derbäi, dat ass mir sinn de Moment an enger Diskussioun fir am Lissabon-Prozess Neel mat Käpp ze maachen. Den Här Fayot huet eng Rei Saachen opgezielt, déi ganz richteg sinn. Hien huet geschwat, datt d'Forschung misst méi eng grouss Bedeitung kréien, d'Bildung, effikass Strukturen an esou weider an esou fort, mä ech mengen och, an dat gëtt jo haaptsächlech och vun allen ekonomeschen Acteure verlaangt, datt do sollen Neel mat Käpp gemaach ginn, da musse mer eis awer bewosst sinn, datt mer all déi dote Saachen net zum Nulltarif kréien, déi kaschten de Stat Geld.

Da muss een awer engem herno soen, wa mer natierlech un de Steieren dauernd schrauwe ginn no ënnen, wéi mer dat alles solle bezuelen. Selbstverständlech ass et wichteg, datt mer nach méi an d'Forschung investéieren, an dat kascht net wéineg Geld fir méi an d'Forschung ze investéieren, mä da muss een awer och bereet sinn op där anerer Säit, da muss jiddfereen säi Bäitrag dozou leeschten um Steierniveau fir dem Stat déi Méiglechkeeten ze ginn, fir déi Saachen do zum Beispill weiderzedreiwen.

Iwwert d'Gewerbesteier wëll ech kee Wuert verléieren, well mäi Kolleeg Camille Gira dat mar wäert am Detail maachen. Duerfir kommen ech dann direkt zum Punkt vun dem Impôt sur la fortune, haaptsächlech déi Propositiounen, déi do gemaach gi si vum Rapporteur.

Et kann een natierlech soen 100 Millioune Euro am Budget sinn am Moment virgesi fir 2005, déi méi oder manner, dat mécht elo net onbedéngt de grousse Worf aus fir d'Recetten insgesamt vum Statsbudget. Mä ech mengen awer, datt ee muss oppassen, datt een duerch esou Fuerderunge wéi déi doten onofhängeg vun der Recette, déi et ausmécht fir de Stat, net falsch Signaler setzt. Ech muss soen, ech ginn dem Här Fayot honnertprozenteg Recht a sengen Iwwerleeungen, déi e virdrun hei ugestallt huet: Mir mussen oppassen, datt mer net do a geféierlech Richtunge ginn, an d'autant plus, an do sinn ech och mat him d'accord, wat hie virdrun hei gesot huet, datt meng Fraktioun an ech äusserst Zweifel hunn iwwert d'Resultater, déi mer dovu wäerte kréien.

Ech gleewen zum Beispill net drun, datt duerch esou Artificen, wéi déi doten, mer et géinge fäerdeg bréngen elo ganz grouss Fortunen hei op Lëtzebuerg unzezéien, datt déi och nach géingen hei Résidentë ginn an dann och dat nach géinge maachen, wat de Rapporteur sech natierlech wënscht, gläichzäiteg ekonomesch Aktivitéite géingen entwéckelen hei zu Lëtzebuerg, wa se dann hir Fortune hei placéiert hätten. Ech gleewen déi Saachen alleguerten net. Ech si souguer der Meenung, datt et ganz geféierlech ass, well wahrscheinlech dat, wat mer als Land vun där dote Steier hunn, eis riskéiert erëm an eng negativ Diskussioun eranzebréngen; Stéchwuert Steierparadies.

Mir wëssen alleguerten, datt mer frou sinn doriwwer, datt mer endlech aus dem Scheinwerferliicht do erausgerode sinn, wat déi Diskus-

sioun ubelaangt. Duerch esou eng Diskussioun wéi dat heiten oder duerch esou Mesurë wéi déi heiten, wou et äusserst fragwürdeg ass wat se eis bréngen, riskéiere mer éischter do e Rebondissement ze kréie vun där Diskussioun vun eisem negativen Image fir Lëtzebuerg an och virun allem fir d'Finanzplaz.

Amplaz datt een eiser Meenung no e bëssen abenteuerlech Iwwerleeungen ustellt iwwer Steiervirschléi, zum Beispill fir déi Superräich, déi da wahrscheinlech awer nach net op Lëtzebuerg kommen, ass et méi intelligent fir iwwer eng Steierpolitik nozedenken, déi eise wierklechen Tissu économique diversifiéiert, an dat och emol e bësse fir eis onofhängeg ze maache vun all méigleche fragwürdegen Nischen. Do gëtt et eng Rei Pisten a Méiglechkeeten op déi ech nach wäert ze schwätze kommen.

Ech wëll awer, Här President, et ass jo elo vill diskutéiert ginn de part et d'autre iwwert déi Propositiounen, sougutt bei der Kierperschaftssteier wéi beim Impôt sur la fortune an den Här Fayot huet gesot seng Fraktioun géing deene Virstellungen negativ géigeniwwerstoen, Gott sei Dank géing ech soen. Och de Budgetsminister huet gesot, hie wär net do mat den Iwwerleeunge vum Rapporteur averstanen, mä dat ass alles ëmmer hei am Raum schéi gesot.

Eis ass et wichteg, datt mer dann direkt Neel mat Käpp maachen an duerfir hu mer eng Motioun preparéiert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer eigentlech e bësse résuméhaft dat oplëschten a wou d'Fuerderung näischt anescht ass wéi «invite le Gouvernement à ne pas suivre les recommandations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 en matière de réformes de l'IRC et de l'impôt sur la fortune». Ech gi jo dovunner aus, esou wéi et ausgesäit, datt d'Chancë grouss sinn, datt dës Motioun eng breet Majoritéit wäert fannen.

***Motion 6***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant les déclarations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, proposant notamment:*

*• de réviser à la baisse l'imposition frappant les bénéfices de sociétés et de la situer en dessous des 20 pour cent, impôt de solidarité inclus;*

*• de proposer l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques rendant ainsi le Luxembourg d'autant plus attrayant pour les propriétaires de fortunes importantes;*

*- considérant que ces mesures constituent une perte de recettes non négligeable pour les finances publiques;*

*- considérant que ces décisions vont ternir l'image du Luxembourg en alimentant ainsi le reproche du «paradis fiscal»;*

*- considérant dans ce contexte les déclarations de Monsieur le Ministre du Budget;*

*invite le Gouvernement*

*- à ne pas suivre les recommandations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 en matière de réformes de l'IRC et de l'impôt sur la fortune.*

*(s.) François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.*

Ech kommen dann zu den indirekte Steieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt d'TVA. D'Recettë vum Budget 2005 1,588 Milliarden. Wann een d'Gesamtrecettë kuckt, dat heescht mat abegraff dat wat an de Fonds communal de dotation financière geet oder an de Budget vun der EU geet, da kënnt ee souguer op zwou Milliarden. Dat heescht déi Recettë bei der TVA sinn enorm staark ugeklommen. Mir wëssen awer allerdéngs, datt do natierlech e gudden Deel vun deenen zousätzleche Recetten zréckzeféiere sinn op AOL an Amazon - fir nëmmen déi Stéchwierder ze nennen - an datt dat Recettë sinn, déi ganz volatile sinn, datt déi erëm méi séier kënne verschwanne wéi et eis léif ass.

En aneren Deel ass natierlech de Relèvement vun der TVA um Bensin an op den Zigaretten. Bon, dat sinn esou Artificen, déi kann een och maachen. Mä och do, mengen ech, virun allem deen éischte Punkt, deen ech opgeziel hunn, solle mir net drop zielen, datt et eng Normalitéit ass oder eng Garantie, datt mer déi nächst zéng, 15 oder 20 Joer kënnen op déi Recetten zielen.

En zweete Punkt: D'Taxe d'abonnement. Och déi huet e Redressement; 2005 mécht dat 405 Millioune Euro aus. An et gëtt och vill am Rapport vum Rapporteur iwwert déi Taxe d'abonnement diskutéiert.

Et ass jo relativ kloer, déi Recette kënnt natierlech quasi total haaptsächlech vum Finanzsecteur a vun den Investmentfongen. An do muss ech soen, deelt eis Fraktioun éischter d'Iwwerleeunge vum Rapporteur, well dat ass eng spezifesch Steier, wou ee spezifesch engem ganz wichtegen ekonomesche Secteur zu Lëtzebuerg kënnt hëllefen. Do si mir bereet mat driwwer nozedenken, ob ee bei där Taxe d'abonnement gewësse Modulatiounen, jee nodeem wéi d'Situatioun sech entwéckelt, kënnt virhuelen. Well et ass richteg, wéi de Rapporteur hei opléscht, datt dat eng Steier ass, déi et natierlech just zu Lëtzebuerg gëtt an déi natierlech och ëmmer vum Ausland hier vun de Banken an d'Woschuel gehäit gëtt, wann driwwer diskutéiert gëtt, ob se zu Lëtzebuerg weider bleift wann ee wëllt investéieren.

En drëtte Punkt. D'Recetten, déi aus der UEBL hierkommen a virun allem den Zesummenhank vun deene Recettë mam Kyoto-Protokoll. Ech mengen, an dat hunn ech och an enger Ausso an enger éischter Reaktioun par rapport zu dem Rapporteur sengem Rapport op der Televisioun gesot, datt ech déi Aussoen, déi e gemaach huet, courageiert fannen, well ech mengen, datt hien do déi richteg Saachen détectéiert huet, eng richteg Analys gemaach huet an datt en d'Auswierkunge vun de Recettë vum Tanktourismus, ech wëll net soe richteg ageschat huet, mä op alle Fall d'Froestellung ganz richteg gestallt huet. An ech muss och soen, déi Réplique, déi de Budgetsminister hei ginn huet, huet eis absolut net iwwerzeegt an déi ass och relativ einfach ze widderleeën - an ech wëll hei e bësse méi laang probéiere fir dat ze maachen.

Fir d'éischt emol muss ee jo soen, datt ëmmer erëm, wann iwwert déi Recettë vum Tanktourismus geschwat gëtt, de Feeler gemaach gëtt, datt dann nëmme gekuckt gëtt, wéi vill mécht dat aus. An elo, wou mer eben déi éischte Kéier iwwerhaapt eng Dépense hunn, déi direkt bekannt ass, déi a Relatioun steet - dat ass datt, wat et am Kader vu Kyoto do gëtt - a Kyoto als Géigepart kuckt. Mä domadder geet et jo net duer bei den Dépensen, well wann een iwwert den Tanktourismus diskutéiert, da muss een éischtens diskutéieren iwwert d'Ausgaben, déi den Tanktourismus bewierkt hei zu Lëtzebuerg duerch de Bau vu neien Infrastrukturen, déi mer permanent musse schafen, d'Méi-breet-Maache vun eise Stroossen, respektiv zum Beispill Megatankstellen, déi mer mussen installéieren an esou weider an esou fort, alles dat ass jo e Käschtepunkt an deem dote Kontext. Och d'Instandstetzung vun de Stroossen duerch de Verkéier ass e Käschtepunkt - a mir wëssen, datt am Stroosseberäich de Camionsverkéier mat den Haaptverursaacher ass bei de Schied un de Stroosse selwer.

En zweete Punkt. Mir hunn Ausgabe vum Tanktourismus am Beräich vun der Loftbelaaschtung. Dat ass natierlech schwéier ze chiffréieren, dat wësse mer. Et gëtt zwar entretemps am Ausland, a Kanada huet sech déi Méi gemaach, fir eng Kéier ze versichen esou Saache budgetär ze chiffréieren. Mir hunn dat och schonn oft verlaangt, datt dat emol eng Kéier hei zu Lëtzebuerg soll gemaach gi fir propper Loft erëm hierzestellen an all déi ëmweltbedéngte Krankheeten, déi domat zesummenhänken. An do brauch een nëmmen déi alarméierend Berichter ze kucken, déi am Ausland an deene leschte Jore komm sinn, virun allem am leschte Joer a Frankräich, wou ee vun de renomméiertste franséische Professeren eng Etüd fir déi franséisch Regierung fäerdeg gestallt huet, wou alarméierendst Zuelen erauskomm sinn iwwert den Zesummenhank vun ëmweltbedéngte Krankheeten, déi zum Beispill duerch schlecht Loft entstinn. Dat alles si Käschtepunkten.

Drëttens. Ausgabe vum Tanktourismus duerch zousätzlech Verkéiersaccidenter, déi mer op de Stroossen hunn. Mä mir wësse jo awer alleguer wéi vill Verkéiersaccidenter mer hunn, wou zum Beispill Camionen dra verwéckelt sinn, wat alles gréisstendeels Camionë sinn, déi duerch den Tanktourismus op Lëtzebuerg kommen.

Véierte Punkt - an dat ass een, deen elo an Zukunft vill méi substanziell gëtt - dat sinn déi zukünfteg Direktausgaben, déi mer duerch d'Fräikafen am Statsbudget hunn, well mer iwwert den Tanktourismus de Kyoto-Protokoll net kënnen anhalen. An do muss ech soen, war ech awer erstaunt iwwert dee schlecht informéierte Budgetsminister, deen hei emol net wosst, wat am Lëtzebuerger Allocatiounsplang virgesinn ass, wat et eigentlech ab 2012 wäert kaschten. Also de Rapporteur huet jo gesot, datt am Budget 2005 - an dat steet jo och am Budget dran - fënnef Milliounen Euro do virgesi sinn, mä - an dat seet jo och de Budgetsminister selwer - dat ass emol einfach dragesat ginn, well de Moment keen esou richteg weess wat et kascht.

Am Kader vum Plan d'investissement pluriannuel stinn ab 2006 schonn 20 Milliounen Euro pro Joer dran, mä - an nun haalt Iech un - laut dem Lëtzebuerger nationalen Allocatiounsplang, wa sech näischt un eiser $CO_2$-Reduktiounspolitik ännert, da wäert et ab 2012 e bësselchen anescht ausgesinn, well mir hunn dann 2012 eng Situatioun, datt mer eis musse fir dräi Milliounen Tonnen $CO_2$ fräikafen. An haut ass et esou, datt geschat gëtt, datt 2012 de Präis vun der Tonn $CO_2$ 100 Euro wäert sinn. Dat heescht 2012 wäerte mer net an enger Situatioun sinn, wéi de Budgetsminister d'lescht Woch hei gesot huet, datt dat eis 30 Milliounen Euro pro Joer am Budget kascht, mä 300 Milliounen Euro pro Joer am Budget.

***(Interruption)***

An ech wëll awer nach derbäi soen, datt ee muss bedenken, datt mer 2012 mat grousser Sécherheet scho wäerten am Post-Kyoto-Prozess dra sinn. Dat heescht, 2012 ass de Risiko ganz reell, datt schonn nächst Stufen décidéiert sinn, dat heescht datt de Käschtepunkt vun der Tonn $CO_2$, deen haut eben op 100 Euro pro Tonn $CO_2$ geschat gëtt, riskéiert oder mat grousser Wahrscheinlechkeet 2012 scho vill méi héicht wäert sinn, esou datt d'Strofen an d'Fräikafe sécherlech nach vill méi deier wäerte ginn, wéi dat wat hei bis elo geschat ginn ass.

An da muss ech soe kënnt jo nach derbäi, datt mer souwisou eng Situatioun hunn, datt mer mussen domadder rechnen, datt déi Recettë vum Tanktourismus riskéieren anzebriechen, well mer an der Europäescher Unioun eng Tendenz hu vun Harmoniséierung vun den Accisen. An do muss ech soen, war ech desto nach méi erstaunt, wéi wéineg datt eigentlech ee Budgetsminister sech Gedanke gemaach huet iwwert deen dote Problem, well hien huet hei gesot, dat wier jo souwisou egal, ob hei géing getankt ginn oder soss iergendzwousch an Europa, well dee Bensin géing egal wéi jo souwisou vertankt ginn.

Mä dat ass awer nëmmen e klengen Deel vun der Wourecht, well Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Fait, datt mer zu Lëtzebuerg deen Tanktourismus esou geféiert hunn an d'Präisser esou si wéi se sinn, gëtt et entre-temps e gudden Undeel vu Camionen, déi Détoure maache vun 200 Kilometer fir op Lëtzebuerg ze kommen, just fir hei ze tanken. Ech wëll Iech just op dee klengen Detail hiweisen, datt e Camion 1.000 Liter a säin Tank kritt. An do gëtt et entre-temps net wéineg Camionen, déi maachen Détoure vun 200 Kilometer; natierlech och fir derbäi nach Zigaretten an Alkohol ze kafen. Dat heescht, mir sinn als Lëtzebuerger mat schëlleg un dem Fait, datt mer…

***(Interruption)***

Wat gelift?

**Une voix**.- Wéi kënnt een un déi doten Zuelen?

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Déi Zuele si bekannt, déi kënnt Der a Rapporten…

**La même voix**.- Wéi vill Camionë sinn dat?

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Wéi vill Camionen dat sinn, dat hunn ech elo net erausgekuckt, mä dat kënnt Der awer alles norechne loossen.

Also et muss ee jo wëssen, datt mir als Lëtzebuerg duerch déi Nischepolitik do och zousätzleche Verkéier en masse generéieren, haaptsächlech natierlech vun de Camionen. Dat heescht den Tanktourismus, dee mer eis zu Lëtzebuerg leeschten, dee provozéiert och e massiven Zouwuess u Verkéier zousätzlech zum normale Verkéier, dee mer souwisou schonn hunn. An dat sinn awer alles Argumenter, déi total an d'Richtung schwätze vun den Iwwerleeunge vum Rapporteur an och vum Fraktiounsspriecher vun der CSV, fir ze iwwerleeën, wéi dat do soll weidergoen.

An och mir als Gréng sinn net der Meenung, datt ee soll higoen an en Zeenario entwéckele fir ze soen: Mir kucken, datt déi Differenzen do vun haut op muer verschwannen. Dat ass net de Problem. Dat eenzegt wat mer soen: Mir sinn elo nach an enger Situatioun, wou mer Zäit hunn e luesen Ausstiegszeenario ze entwéckelen an och ëmzesetzen. Wa mer et net maachen, dann ass et relativ kloer, datt mer an deenen nächsten zéng, 15 an 20 Joer iergendwann eng Kéier een nächste Budgetsminister dann a grouss Schwieregkeete bréngen an datt dat eigentlech eng Politik ass, déi op Käschte gemaach gëtt vun deenen nächste Generatiounen, esou e bëssen nom Motto «après nous le déluge», et ass eis zimlech egal, d'Haaptsaach ass et spruddelt elo an der Keess an déi nächst Generatioun ka kucken, datt se mam Problem eens gëtt.

An dann, soen ech Iech, wa mer eis da blannemännerchers op eng Recette verlooss hunn, wou et aus deene verschiddenste Facteure manifest ass, datt se keng 20 Joer wäert iwwerliewen, wäerte mer domm aus der Wäsch kucken, wéi mer da verschidde Saachen hei zu Lëtzebuerg wäerte finanzéieren.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Ech muss och soen, leider huet d'Regierung aner innovatiounsfördernd Pisten am Steierberäich jo total ofgeschriwwen. Iwwert d'ekologesch Steierreform, do schwätzt jo insgesamt kee méi dovunner. Déi gutt Etüd, déi vum Professer Ewringmann an der leschter Legislaturperiod am Optrag vun der leschter Regierung vum Mouvement écologique ausschaffe gelooss ginn ass, wou eng ganz Rei interessant Pisten a Saachen drastinn, déi ass jo emol net méi an engem Tirang verschwonnen, mä déi ass carrément iergendwou an e Feldwee gehäit ginn, vun där wëllt kee méi eppes wëssen, wat relativ dramatesch ass…

**Une voix**.- Biomass.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, déi ass Biomass ginn, wat dramatesch ass, well do eng Rei Pisten dran opgewise ginn, déi eis och an anere Beräicher kéinte weiderhëllefen, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Dat, wat dës Regierung hei mécht am Kader vum Budget 2005, déi Accisenerhéijung beim Bensin zum Beispill, dat gëtt jo nëmme gemaach einfach fir d'Budgetslächer ze stoppen, fir de Budgetsdefizit niddreg ze halen, dat huet strictement näischt mat enger ekologescher Steierreform ze dinn, well de Lenkungscharakter vun esou eppes ass strictement null. Et ass keng Zilsetzung fixéiert doranner, an et ass och guer näischt doranner enthalen, wat an iergendengem Sënn d'Relatioun géing hierstellen - wat mir mengen, wat ee misst diskutéieren - dat schlecht Verhältnis, dat mer haut hunn an eiser Ekonomie tëschent dem Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht par rapport zum Käschtepunkt vum Facteur Kapital. Ech kommen, wann et ëm d'Finanzéierung vum Sozialstat geet, nach eng Kéier drop zréck.

D'Konklusiounen also bei de Recetten, Dir Dammen an Dir Hären: Éischtens stelle mer fest, dass den Undeel vun den indirekte Steieren - an dat ass en Novum an dësem Budget 2005 - fir d'éischte Kéier méi héich ass bei de Recettë wéi dee vun den direkte Steieren. Mir hu bei den direkte Steiere Recettë vun 3,20 Milliarden Euro a bei den indirekte Steiere Recettë vun 3,31 Milliarden Euro.

Mir mussen eis däers awer och bewosst sinn an dat emol eng Kéier soen, dass mer hei ganz definitiv iwwergaange sinn zu enger Verschiebung vun deene sozial méi gerechten, well progressiven direkte Steieren zu de sozial méi ongerechten, well prozentualen indirekte Steieren. Dat ass och eng Feststellung, déi een an deem Kontext vun dësem Budget hei, wéi gesot, muss soen, wou mer fir d'éischte Kéier déi Barrière iwwerschreide vun deem Verhältnis do.

Zweetens, mëttel- a laangfristeg menge mir, dass d'Finanzcapacitéit vum Stat net ofgeséchert ass. Dat aus e puer Grënn. Éischtens, well d'Kierperschaftssteier trotz besserem Wuesstem, laut alle Prognosen, déi mer hei gemaach kritt hunn, esou gutt vun der Steierverwaltung wéi och vun aneren Instanzen, net wäert weider steigen. Zweetens, well déi Recettes supplémentaires bei der TVA, déi duerch de Commerce électronique erakommen, mëttelfristeg alles anescht wéi ofgeséchert sinn. Drëttens, well d'Recetten duerch fragwürdeg Nischen ewéi den Tanktourismus mëttel- a laangfristeg duerch eng ganz Rei Facteuren a Fro gestallt ginn. Véiertens, well d'Aussoen an d'Wierder, déi vu verschiddenen Acteure vun dëser Majoritéit am Steierberäich an d'A gefaasst ginn, fragwürdeg - eiser Meenung no - an och riskant sinn.

Zu den Dépensen, Dir Dammen an Dir Hären, éischtens emol eng

Feststellung: D'Dépensë wuessen ze séier par rapport zu eiser reeller wirtschaftlecher Entwécklung. Dat ass eng Feststellung laanscht déi een net kënnt. D'Dépense-courantë ginn ëm 8,2% am Budget 2005 an d'Luucht. Et ass zwar natierlech esou, dass mer nach ëmmer déi Regel akzeptéieren, dass vu que bei den Dépense-courantë jo och d'Investissements en capital, also d'Empruntë vun 2004, oder elo fir de Budget 2005 natierlech, mat dran enthale sinn, nach richteg leien, wa mer d'Nettoberechnung vun den Dépensë maachen, da leie mer net iwwert deem, wat d'Regel ass, wou een net soll driwwer goen, nämlech net iwwert der Croissance économique vu 4% ongeféier, déi berechent ginn ass.

Mä eppes ass wichteg, an haaptsächlech d'Banque centrale huet staark drop higewisen, nämlech dass mer e Risiko hunn, en inhärente Risiko am Budget hu vun engem Endettement structurel an dass een dofir op verschiddenen Niveauen an deenen nächste Jore muss gewëss politesch Choixe maachen.

Do muss ech soen, deelen ech awer - et ass e bësse cocasse - dem Här Fayot seng Meenung, dofir weess ech net esou richteg, wat dann elo wéi an der Majoritéit nach ass, wien do d'Soen huet, oder wou et soll higoe wat d'Choixen ubelaangt. Den Här Rapporteur huet eng ganz Rei Saachen hei beschriwwen, awer en huet net gesot, wat d'Choixe sinn, déi ee muss treffen.

Ech hu vum Budgetsminister vläicht net gradesou krass Aussoen héieren, mä ech hunn der awer och héieren, ënner anerem wéi de Budget hei virgestallt ginn ass, an och deen huet net gesot, wou d'Choixen da vun der Regierung wären, wou mer géingen higoen an där dote Richtung. Ech hoffen, dass mer dat vläicht an dëser Debatt preziséiert kréien; ech hunn awer meng Zweiwel, dass dat de Fall wäert sinn.

Éischte Punkt ass natierlech de Sozialbudget. De Sozialbudget mécht 44% vun den Dépenses budgétaires totales aus. De Rapporteur wërft hei eng ganz Rei Froen op, e schwätzt vun dräi grousse Bléck virun allem.

Fir d'éischt stellt en d'Relatioun vun de Frontalieren an der aktiver Populatioun op a seet, dass d'Relatioun vun de Frontalierë bei der aktiver Populatioun fir Lëtzebuerg e Problem géing duerstellen. Dat Zweet ass, dass mer e Budget social occulte hätten, deen net méi selektiv genuch wär, an dat Drëtt ass, dass mer e grousse Problem hätte generell vun der Exportabilitéit vun de Prestations sociales.

***(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)***

Dat heescht am Kloertext beschreift en hei eng Problematik, wann ech elo emol dat ewechloosse vum Budget social occulte, déi dra besteet fir ze soen: Mir hunn eng ganz Rei sozial Dépensen, also sozial Leeschtungen, déi mer ausbezuelen, déi awer fir de Lëtzebuerger Stat a kenger Hinsicht méi récupérabel gi sinn, well se der Consommation intérieure jo verluer ginn.

Zum éischte Punkt, zu de Frontalieren an zum Recours op Frontalierë muss een emol éischtens soen - och wann et richteg ass, an ech déi Aschätzung deelen, dass en Deel natierlech vun deene Gelder do, déi Sozialleeschtungen, déi ausbezuelt ginn, net méi an der Consommation intérieure zréckzefanne sinn -, dass een awer do bedenke muss, dass wa mer géingen déi 100.000 Frontalieren ersetzen duerch 100.000 Travailleur-résidenten, dann hätte mer jo erëm eng Kéier e Käschtepunkt op där anerer Säit, deen deementspriechend méi héich wär. Da géinge mer natierlech duerch déi enorm Immigratiounsfäll, déi mer do géinge schafen, e méi héije Käschtepunkt kréien am Beräich Logement, Educatioun, Sozial- a Santésinfrastrukture an esou weider.

Dofir sinn ech do e bësse skeptesch, ob dat alles esou ass an ob, wat de Käschtepunkt ubelaangt, insgesamt dat anert méi gënschteg oder manner gënschteg fir de Stat wär.

Den zweete Punkt ass dee vun der Exportatioun vun de Prestations sociales. Mir hunn natierlech keen Afloss op dee Prinzip, well dat eng allgemeng communautaire Regel ass, an déi muss applizéiert ginn, mä mir hunn awer en Afloss op d'Schafung vu Prestations sociales. An ech muss awer soen, an do muss een hei zu Lëtzebuerg ufänken eng Rei Saachen ze diskutéieren, an da kommen ech op dat Beispill vun der Mammerent ze schwätzen um Rentendësch zum Beispill.

D'Mammerent hu mer jo eréischt agefouert am Joer 2000, haaptsächlech op Drock vun der Partei vum Här Mosar, net op deenen aneren hiren Drock hin, well all déi aner waren am Prinzip net immens waarm fir déi Mesure. Do hu mer um Rentendësch vu sämtleche Beamte vun der Sécurité sociale virgerechent kritt, dass dat e grousse Problem géing duerstellen, well de Finanzement a sech wär schonn net esou evident, mä dass mer mat Sécherheet géinge verklot ginn, well mer spéitstens an dräi, véier, fënnef Joer déi Mesure do missten exportéieren, an da spéitstens géing de Käschtepunkt esou explodéieren, da wär et net méi ze bezuelen.

Dat heescht, et ka jo awer net esou sinn, dass de Rapporteur vun enger Partei hei op d'Tribün kënnt a sech opreegt iwwert de Prinizip vun der Exportabilitéit vun de Prestations sociales, an da vu Selektivitéit schwätzt um Niveau vum Sozialstat, a seng Partei den Haaptauteur war vun enger Prestation sociale, wou de ganze Rescht net waarm dofir war, a wou all Mënsch wosst, dass mer dee Problem do kriten.

Ech muss soen, dat ass eng Logik, déi muss awer emol ee mer nach e bësse méi am Detail erklären, déi hunn ech nach net esou richteg verstanen.

Dat ännert awer näischt drun, dass mer mussen eis eng Rei Froe stellen iwwert déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eiser sozialer Sécherheet, well d'Problematik vun der Exportabilitéit ass jo keng aner, do bäisst d'Kaz sech an de Schwanz oder de System sech selwer an de Schwanz. Mir wësse schonn iwwer Joren duerch verschidden Etüden an Texter, déi mer virleien hunn, dass dee gudde finanziellen Niveau zum Beispill vun eiser Sécurité sociale zu Lëtzebuerg, dee mer do hunn, zu engem groussen Deel drop zréckzeféieren ass, dass mer op Teufel komm raus Aarbechtsplaze geschafen hunn, an dass déi Aarbechtsplazen do natierlech ëmmer erëm dozou bäigedroen hunn, dass déi Keese gutt gefëllt gi sinn, an dass mer do eigentlech Leeschtungen eréischt musse bezuelen zu engem vill spéideren Zäitpunkt.

Et gëtt zwar hei och geschriwwen natierlech vun deenen direkte soziale Leeschtungen, wéi d'Kannergeld, déi direkt ufalen, mä wat jo interessant ass, an de Chifferen zumindest am Budget 2005, dat ass, dass mer entre-temps och 10% vun de Pensiounsleeschtungen exportéieren. An ech soen lech, Dir wäert lech jo alleguer hoffentlech bewosst sinn, dass mer do eréischt um Ufank sti vun enger Situatioun, déi an där nächster Generatioun eis vill Problemer wäert maachen, well mir wësse jo, dass vun deenen 10.000 neien Aarbechtsplazen, déi mer an de leschte Jore geschafen hunn, 90% ongeféier net vu Résidentë besat gi sinn, mä gréisstendeels vu Frontalieren oder awer da vun Immigratioun. A bei der Immigratioun, do ass et esou, dass oft déi éischt Generatioun, déi kënnt, iergendwann eng Kéier zréckgeet.

Dofir muss ee sech awer natierlech iwwert déi dote Froen ënnerhalen. Fir d'éischt muss een awer emol klären, wat eiser Meenung no een ënnert dem Sozialstat versteet, wéi een de Sozialstat gesäit, wat d'Fonctioune solle si vun engem Sozialstat. Ech hunn net am geréngste Loscht mech un den Dësch setzen ze goen, fir hei ze diskutéieren an engem Sënn wéi den Här Fayot et richteg hei opgeworf huet, ouni dass clarifiéiert ass wéi déi eenzel Leit heibanne politesch de Sozialstat gesinn.

Mir hunn eng Visioun vum Sozialstat. Fir eis huet de Sozialstat d'Funktioun, datt all Bierger am Land am Alter, respektiv am Krankheetsfall uerdentlech ofgeséchert ass an datt all Bierger a Biergerinnen am Land Zougank hunn zu mënschewürdegem Wunnraum, zu iwwerliewenswichtege Ressourcë wéi propper Loft oder proppert Waasser, zu Déngschtleeschtungen, déi an enger moderner Gesellschaft zur allgemenger Verbesserung vum Wuelstand bäidroen, wéi zum Beispill d'Energieversuergung, d'Kommunikatioun an och d'Mobilitéit.

Alles dat si fir eis Elementer, deenen de Stat muss Rechnung droen, datt jiddereen an de Genoss dovu kënnt. Ech mengen awer allerdéngs - an do, Här Fayot, muss ech lech e bësse widderspriechen -, datt mer hei zu Lëtzebuerg e bëssen de Sënn fir d'Realitéit verluer hu wat d'Selektivitéit ubelaangt am Kader vun enger Gesellschaft. An ech mengen et muss erlaabt sinn dat ze diskutéieren. sous condition natierlech, datt ee fir d'éischt clarifiéiert huet zu wat ee steet, wat een ënner engem État social, an alles wat dorunner hänkt, versteet. Wann een dat gekläert huet, mengen ech, muss et méiglech sinn iwwer eng ganz Rei Saachen ze diskutéieren, iwwer méi Selektivitéit ze diskutéieren. Dat huet guer näischt ze di mat deene Sloganen, déi de Moment an Europa geeschteren, wou dann appeléiert gëtt un d'Eegeverantwortung vun de Leit, wat gréisstendeels ridicule Phrasë sinn, déi do gedrescht ginn.

Dat huet eppes domadder ze dinn, datt een de Sozialstat muss esou ausgestalten, datt en effektiv net riskéiert eng Kéier fir e Stat e Problem ze ginn, well en einfach iwwerfraacht ass mat Mesuren, déi sozial esou ausgestalt ginn, datt Leit dovu profitéieren, déi eigentlech eiser Meenung no awer de Sozialstat net néideg hunn.

An och do muss ech soen, Här Mosar, wann ech de Forfait d'éducation kucken, wat wéi gesot eng Mesure war, déi Är Partei jo haaptsächlech proposéiert huet, do kéint een awer laang driwwer diskutéieren, ob do de Ciblage richteg war, wann een dat Wuert sozial Selektivitéit richteg hëlt.

Mir sinn awer der Iwwerzeegung, datt ee muss driwwer schwätzen, well alleguer déi, déi mat wëllen hëllefe fir Tabuen dropzeleeën, oder respektiv déi, déi esou diffus driwwer schwätzen ouni ze clarifiéieren, déi wëllen de Sozialstat verfaule loossen, an dat huet zur Konsequenz, datt en herno massiv privatiséiert gëtt an datt déi eigentlech Leeschtunge ratzekahl einfach ofgeschaaft ginn. An dat ass och dat wat eis Suerg ass am Moment, well näischt clarifiéiert ass, well nëmmen esou diffus Saachen ugedeit ginn am Moment. Mir hunn d'Suerg als Gréng, datt deen décken Hummer no de Gemengewahle kënnt, wou da verschidde Leit mat der Faarf eraus wäerte geréckelt kommen, wat si dorënner verstinn.

Ech muss och soen, wann een am Kontext vum Sozialstat virun allem den Aspekt Sécurité sociale diskutéiert an deementspriechend iwwert den Aspekt vun de sou genannte Lounniewekäschten, obschonn ech dat gräisslecht Wuert net gär hunn, dat ass eng Bezeechnung, déi an de leschten 30 Joer op eemol fir eppes opkomm ass, wat eigentlech viru laanger Zäit gegrënnt ginn a geschafe ginn ass an engem Sënn vu Solidargemeinschaft a wou jidderee géing mat dozou bäidroen an enger Gesellschaft, datt eng gewësse sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit géing bestoen.

Mä trotzdeem muss ee wëssen, datt am Kontext vun der Kompetitivitéit vun engem Wirtschaftsstanduert vun haut den Aspekt vum Käschtepunkt vum Lounfaktor eiser Meenung no dee wesentlechsten ass an net wéineg Ekonomiste beschreiwen dat entre-temps. Ech wëll nëmmen een erauszitéieren, virun allem een och, deen „über jeden Verdacht erhaben" ass, datt e fir den Ofbau vum Sozialstat einfach tout court géing stoen, nämlech de jonke franséischen Ekonomist Thomas Piketty, dee ganz vill unerkannte Saache geschriwwen huet iwwert d'Ëmverdeelung vu Räichtum, am Frankräich haaptsächlech, mä entre-temps och an Europa, an deen an deem Kontext och, haaptsächlech a Frankräich, oft warnend Wierder schreift un d'Sozialisten, wann et ëm déi do Diskussioune geet, wou e seet, mir mussen oppassen, datt mer net iwwer falsch Saachen diskutéieren, datt mer eis ze vill fokaliséieren op de Steiersystem, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, déi ech virdru gesot hunn, an eigentlech aus den Ae verléieren, datt de wesentleche Punkt de Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht ass. An an deem Kontext si mir der Meenung, wann een d'ekologesch Steierreform eescht géing huelen an emol eng Kéier am Detail géing diskutéieren iwwert d'Ausstattung dovunner, datt ee ganz interessant Saache kënnt maachen, déi engersäits d'ekologesch Dimensioun ganz flott mat där sozialer kënnte kombinéieren.

Ech sinn och perséinlech der Iwwerzeegung, datt d'Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie haaptsächlech muss an d'Richtung goen, net der Illusioun nozelafen, mir krite riseg grouss Industriebetriber nach op Lëtzebuerg, mä datt mer musse kucken op héichtechnologesch, innovativ Kleng- a Mëttelbetriber, an datt grad bei deenen den Aspekt Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht niewent Infrastrukturen an dat Gesamtëmfeld e ganz wichtegen ass.

Dann, Här President, ganz kuerz, well ech gesi meng Zäit ass scho wäit fortgeschratt, déi Fro vun de sou genanntene Subventiounen oder Aides sociales occultes. D'Beispill ass hei erausgeholl gi vum öffentlechen Transport a vum Deckungsgrad vun 12%. Ech mengen, et kann net d'Zil sinn, an ech mengen och net, datt de Rapporteur dat gemengt huet fir elo ze soen, mir schafen einfach all d'Gratuitéiten of am öffentlechen Transport. Mä ech mengen awer och do, datt ee muss kënnen driwwer diskutéieren, wie vu wat profitéiert, an ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt mer entre-temps zum Deel och um Holzwee si bei verschiddenen Déngschtleeschtungen, datt Leit entre-temps vu gratis Servicer profitéieren, déi awer eigentlech net onbedéngt misste gratis dovu profitéieren, an datt een do och muss dierfen iwwert den Deckungsgrad diskutéieren, ouni datt een direkt an de Verdacht geréit, et wëllt een elo d'Déngschtleeschtunge privatiséieren oder ofschafen oder wat och ëmmer.

Soit, datt ech den Här Fayot verstinn, angesichts der Entwécklung an Europa am Moment, datt een natierlech ëmmer direkt d'Antennen erausstreckt, wann déi do Diskussioune lassginn. Mä ech mengen awer, datt an deem heite Rapport et richteg ass fir déi Froen opzewerfen. Souwéisou si mir och net der Iwwerzeegung, datt d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport der Weisheit letzter Schluss de Präis ass vum öffentlechen Transport, deen ee bezilt, mä ganz aner Saachen. Do spillen d'Offer, d'Qualitéit vum öffentlechen Transport, d'Pünktlechkeet an esou weider vill méi eng grouss Roll wéi onbedéngt de Präis als solchen. Ech soe jo net, et soll een elo de Präis onméiglech deier maachen, mä op alle Fall sinn dat Argumenter, déi méi wichteg si beim Ausbau.

Dann dee Cas particulier Fotovoltaik. Ech muss soen, ech war frou den Här Meisch hei ze héieren, deen do eigentlech d'Saachen emol erëm an e richtegt Liicht bruecht huet. Effektiv, wa mer iwwert d'Fotovoltaik diskutéieren a wa mer déi Subventionnementer analyséieren, déi mer haut zu Lëtzebuerg hunn. Mir hunn déi Subventionnementer jo net gemaach wéinst dem Kyoto-Protokoll. Dat ass dach ridicule. Dat war ni d'Diskussioun deemools wéi se agefouert goufe fir ze soen, dat ass elo de groussen Challenge, fir doriwwer eise Bilan am Zesummenhank mat Kyoto staark ze verbesseren. Déi Zuelen, déi am Rapport stinn, sinn och richteg, an all Mënsch wor et kloer, datt dat net d'Haaptzilsetzung war. D'Haaptzilsetzung war, datt mer gesot hunn, Solartechniken a Fotovoltaik, dat sinn Zukunftstechnologien. An duerch de Fait, wann een esou Zukunftstechnologië fördert, eng Sensibilitéit entfacht, an dat hu mer fäerdeg bruecht duerch déi Reglementer, da schaaft een niewebäi gesinn och alt schonn emol e puer honnert Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Dat hu mer gemaach, woubäi de Risiko reell ass, datt der en Deel wäerten ewechfalen, deemno wat mer elo maachen déi nächste Joren.

Mä de groussen Enjeu, dee sech hannendru verstoppt, dat ass jo och datt een iwwer esou e Wee hëlleft eng nei Technologie éischtens an der Effizienz ze verbesseren, well dat bedeit jo eppes, wann déi Technologie um Maart e gréisseren Ofsaz fënnt um Niveau vun der Fuerschung an esou weider.

An den Här Meisch huet Recht wann en hei gesot huet virdrun, datt all modern Techniken, déi mer haut kennen, an hirem Ufanksstadium mat risege Subventioune vum Stat geschafe gi sinn. Mir hätten haut keen Telefon doheem, wann net déi éischt grouss Investissementer a Milliardenhéicht weltwäit gemaach gi wäre mat staatleche Gelder déi Zäit. Wann déi Zäit net de Courage gewiescht wär fir déi Risiken anzegoen, fir esou Technikken ze ënnerstëtzen, dann hätte mer haut vläicht en Telefon nach wou mer d'Kierb géingen dréinen. Also e ganze Koup Technike wären net vum Fleck komm, wann déi net iwwer öffentlech Subventionnementer ënnerstëtzt gi wieren.

An doriwwer eraus muss ech soen, et geet engem wierklech op de Geescht, datt ëmmer erëm, wann et ëm Fotovoltaik geet oder ëm alternativ Energien, geschwat gëtt vum Rentabilitéitsgrad an ech weess net wat nach alles, an aner Dinosauriertechniken, déi mer nach hei am Land an och am Ausland finanzéieren, wou Milliarden drafléissen, do schwätzt kee Mënsch driwwer.

Mir subventionéieren zu Lëtzebuerg jo nach ëmmer déi ominös grouss Technologie oder grouss Ressource Erdgas zum Beispill. Mir wëssen awer alleguer, datt den Erdgas e fossilen Energieträger ass, deen eis engersäits Problemer schaaft an iergendwann eng Kéier fäerdeg ass. Mir subventionéieren deen de Moment nach vill méi massiv wéi d'Fotovoltaik. Doriwwer schwätze mer kee Wuert.

Atomenergie, do kann ee bis elo soen zu Lëtzebuerg: „on a échappé bel", well d'ganz Atombewegungen…

***(Interruption)***

Jo, mir sinn nach net ganz iwwert de Bierg, mä bis elo hu mer emol e gudde Match gemaach, a wann ech kucke wat am Ausland elo erëm fir Diskussioune si fir déi Dinosauriertechnik, wou mer ganz genau wëssen, datt se iwwerhaapt näischt zum $CO_2$-Problem wäert bäidroen, well am Moment mécht se 6% vun der weltwäiter Energieproduktioun aus, a wann ech kucke wat fir Problemer, datt mer haut schonn domadder hunn a wat de Käschtepunkt haut reell dovunner ass, da kann ech nëmme laachen, wann ech déi Leit erëm gesinn an Europa oder an der Welt, déi ufänken ze diskutéieren an deem Kontext misst een déi Technik op eemol förderen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- A wann een et an den Zesummenhank och stellt mat aneren, ech well net soe geckegen, awer zumindest fragwürdegen Investissementer, déi mer gemaach hunn, wou nach de Rentabilitéitsgrad ze beweise bleift; mir hunn en Tunnel duerch de Gréngewald gebaut, wou mer nach haut net wëssen, ob en iwwerhaapt jeemools wäert eng Kéier opgoen, duerch Sécherheetsgrënn. Wou war dann d'Berechnung vum Rentabilitéitsgrad vun der Ostvariant vun der Nordstrooss zum Beispill, wou mer entre-temps bei engem Käschtepunkt sinn, dee scho bei 25 Milliarden aler Lëtzebuerger Frange läit a kee Mënsch weess, wou mer herno wäerten eng Kéier landen?

Dat heescht, wann et ëm eng Zukunftstechnologie geet vum 21. Jorhonnert, da stelle mer eis all méiglech Froen iwwert de Käschtepunkt vun de Budgeten, mä wann et ëm aner Saache geet, do kucke mer driwwer ewech.

Dat wëllt natierlech net bedeiten, datt mir net mengen, datt een net soll driwwer schwätzen, ob dee Subventionnement, dee geschafe ginn ass, ob deen net adaptabel ass. Dat huet näischt domat ze dinn. Mä wat eis stéiert prinzipiell, dat ass d'Approche, déi mer hu fir dorunner erunzegoen, a wat eis stéiert dat ass, datt awer iergendwou esou e bësselchen dat an d'Lächerlecht gezu gëtt an et éischter an eng Richtung geet fir ze soen: Bon, dat ass souwisou nëmmen eng Niewespillwiss, déi mer deene Gréngen iergendwann eng Kéier zougestanen hunn, am beschte wär et, et géing een se erëm ofschafen. Et huet ganz kloer och hei ze di mam Opbau vun neie Secteuren an déi gesamt Investissementspolitik vum Stat op déi ech da wëll nach séier ze schwätze kommen, déi beweist eis, datt mer et néideg hunn och nei Secteuren opzebauen.

Ech kommen dann zum leschte Punkt, Här President. Dee Plan pluriannuel d'investissement ass deen éischte vun där neier Regierung, an ee Plan pluriannuel d'investissement, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass jo net onwichteg, well dee gëtt jo en Ausbléck op déi nächst fënnef Joer, dat heescht eigentlech misst een am pluriannuelen Investitiounsprogramm gewëssermoosse Kloerheet kréien iwwer Saachen, déi am Koalitiounsprogramm ugeschnidde gi sinn...

***(Coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Lauschtert no, et ass ganz interessant, wat den Här Bausch seet.

**Une voix**.- Jo.

**M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

…a relativ vag gehale sinn. Wéi gesot, et misst een hei méi Prezisioune kréien, wat dann d'Regierung wierklech an deenen nächste Jore wëlles huet. An ech hunn eigentlech e puer Froe gestallt an der Kommissioun un de Budgetsminister en rapport mam pluriannuelen Investitiounsprogramm, déi mer do awer e gewëssent Schmunzeln op d'Gesiicht bruecht hunn.

Ech hunn eng éischt Fro gestallt, do hunn ech gesot: Wat ass an deem Plan pluriannuel d'investissement, deen éischte vun dëser Regierung, anescht par rapport zu deem alen? Do hunn ech gesot kritt: „Näischt", et wier näischt geännert un deem wat déi lescht Regierung geplangt an décidéiert hätt.

Meng zweet Fro war: Wat sinn dann déi nei Projeten, déi an deen Investitiounsprogramm do agefloss sinn, dat heescht nei visionär Elementer, déi elo, well mer jo eng nei Regierung hunn, do agefloss sinn? Do krut ech gesot: „Näischt". Hien huet niewebäi gesot, och well mer anscheinend jo net genuch Geld hätte fir nach neier ze décidéieren, mä dat ass jo an deem heite Kontext relevant, well et geet jo och ëm e Jugement, ob sech déi CSV-LSAP-Regierung an hirer Politikgestaltung wesentlech verännert huet par rapport zu där aler. Also, wéi gesot, deen alen ass iwwerholl ginn, et huet sech näischt geännert, et ass och näischt Neies bäikomm.

A meng drëtt Fro war: Gëtt et eng Prioritéitesetzung vun dëser Regierung am Fall vun enger méi enker budgetärer Rumm? Do krut ech esou e bësse vag Äntwerten. Ech krut emol eng, déi mech och éischter skeptesch gestëmmt huet, déi éischter mer d'Gefill ginn huet, datt beim pluriannuelen Investissement vun der fréierer Regierung näischt verbessert ginn ass, mä éischter Saache wäerte verschlechtert ginn. Ech krut do Undeitungen, déi éischter an d'Richtung ginn, datt zum Beispill de BTB-Projet wahrscheinlech an der Zäit wäert gestreckt ginn an net an deenen Délaie wäert ëmgesat gi wéi e virgesi war.

Ech krut zum Beispill gesot, datt elo Iwwerleeunge lafe fir net en Tram, ech soen elo e Beispill, vun Esch op de Kierchbierg fueren ze loossen, mä dat klassescht Netz Esch-Lëtzebuerg sinn ze loossen an da misst een do ëmsteigen an do géing dann e sou genannten Hybridtram vun der Gare op de Kierchbierg fuere gelooss ginn.

Sollt dat de Fall sinn, dat wëll ech lech just soen, dann ass den Haaptacquis vum BTB schonn emol direkt iwwert d'Schëller, nämlech datt een, ech hu virdru gesot beim öffentlechen Transport spillt d'Qualitéit an d'Pünktlechkeet an d'Vitesse eng Roll, an duerfir wann een esou mann wéi méiglech muss ëmsteigen, dat ass natierlech e wichtegen Atout beim öffentlechen Transport. Dat heescht am Kloertext ass et esou, datt bei deem pluriannuellen Investitiounsprogramm d'Prioritéiten éischter negativ gelagert si wéi positiv. Virun allem och do muss ech soen, hunn ech net gesot kritt, wann et ganz enk këint ginn am Budget, wou dann do géing d'Prioritéit gesat ginn.

Et kann ee sech sécherlech vill Gedanke maachen iwwer méi effikasst Plangen a Bauen, an do ënnerstëtze mer zu 100% dat wat de Rapporteur a sengem Rapport als Pisten opgewisen huet, mä dat eleng geet jo awer net duer, well eng Concertshal huet nach ëmmer hire Präis, eng Autobunn huet nach ëmmer hire Präis, eng Zuchverbindung huet nach ëmmer hire Präis an et ass relativ kloer, wann et enk am Budget gëtt an am pluriannuellen donc och enk gëtt, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass elo d'Prioritéit vun dëser Regierung? An do hu mer bis elo keng Äntwert kritt.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen, wou mir der Meenung sinn, datt mir eng Prioritéit wéissten ze setzen. Mir mengen dann zum Beispill, datt déi Duebelstrategie d'Schinnen engersäits auszebauen a weider nach zousätzlech Autobunnen ze décidéieren zu deenen, déi mer schonn décidéiert hunn, misst ewechfalen, datt een do misst d'Prioritéit op den öffentlechen Transport setzen. Dat ass eng Ausso vun eis, déi hunn ech hei gemaach. Jidderee ka se nohéieren. Ech hunn an där Hinsicht weder vum Rapporteur nach vun iergendengem Vertrieder vun der Majoritéit iergendeng prezis Ausso héieren.

Et ass awer wichteg, datt mer déi Ausso kréien, well d'Cour des Comptes beschreift, datt bis 2008-2009, wann net iwwer Emprunten d'Fonge wäerten alimentéiert ginn, datt déi da relativ eidel wäerte sinn an an deem Kontext ass et fir eis relativ kloer, Här President, de Budget 2005 ass en Transitiounsbudget.

Ech muss soen, de Rapporteur an och eng Rei aner Vertrieder vun der Majoritéit hunn de Mérite, datt se Denkustéiss hei lancéiert hunn, mä Denkustéiss, déi relativ an der Nebulös hänke bleiwen a wou et eis als Gréng net kloer ass, wat dann de Schwéierpunkt oder d'Ausriichtung vun dëser Regelung fir d'Zukunft ass. Mir sinn der Meenung, Här President, datt déi grouss Diskussioune fir de Budget 2006 wäerte lassgoen, an dat ass nun eemol no de Gemengewahlen. An ech si fest der Iwwerzeegung politesch, datt dat keen Zoufall ass, mä datt dat ganz kloer och e bësselche gewollt ass. Et huet zwar och mat der Présidence e bësse ze dinn, mä d'Gemengewahlen, mengen ech, sinn do en anert grousst Zil, well soss wär scho méi prezis dëst Joer diskutéiert ginn iwwer eng ganz Rei Saachen.

A mir mengen, Här President, datt et zwëschent dëser Majoritéit an där virdru keng wesentlech Changementer gëtt par rapport zu deene Schwéierpunkten, déi mir als wichteg ugesinn. Et gëtt keng nei Impulser iwwert déi zentral gesellschaftspolitesch Froen. Et gëtt keng nei Impulser a Richtung vun nohalteger Entwécklung, a Richtung vun enger Politik deemno am Interesse vun deenen nächste Generatiounen, an duerfir, Här President, genau op d'Stonn halen ech op a soen lech, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

***(Brouhaha général)***

**M. le Président**.- Merci, Här Bausch. Als leschte Riedner fir haut ass de Fraktiounspresident vum ADR agedroen, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsdebatte sinn ëmmer e spannende Moment hei am Parlament, well eben do iwwert d'Ausriichtung vun der Politik fir dat nächst Joer an och mëttel- oder laangfristeg festgeleucht gëtt. Et ass ëmsou méi spannend, well et deen éischte Budget vun enger neier Regierung no de Wahlen ass, well ee sech da jo och erwaart, datt een an deem Budget eng nei Politik kann identifizéieren, datt et an eng aner Richtung geet, datt Korrekture kommen, an dofir ass et scho gutt datt mer elo déi Diskussioun hei féieren.

Ech wëll dofir am Ufank och vun eise Säiten dem Kolleeg Laurent Mosar Merci soe fir säi Rapport. E Rapport, dee mer als Oppositioun selbstverständlech net gestëmmt hunn, well mer - dat kann ech virausschécken - mat deem Budget hei net wäerten averstane sinn an en och net wäerte stëmmen, deen awer eng Majoritéit fonnt huet, wat awer och eng Majoritéit ass, wou ech am Laf vun dëser Diskussioun nach wäert déi eng oder aner Kéier drop zréckkommen.

Hien huet zwee Haaptpunkten a sengem Rapport, seng perséinlech Meenung abruecht iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz an d'Perspektiven iwwert d'Gemengefinanzen. Et ass och deen éischte Budget, deen no enger neier Prozedur ofgelaf ass, wou mer direkt um Ufank vun der neier Legislaturperiod hei d'Chambersreglement geännert hunn, wou mer eis méi kuerz Délaie ginn hunn, wat dozou gefouert huet, datt mer elo keng Amendementer brauchen ze maachen an och d'Debatt hei an der Chamber iwwert dee Wee da verkierzt gëtt, well mer keen zweete Rapport kréien, mä mir hunn awer festgestallt, datt verschidde Chambres professionnelles, an dat war dat och wat mir als ADR bei der Ännerung vum Reglement hei gesot hunn, wahrscheinlech Problemer kréie fir an Zäit kënnen hir Avisën zu dësem volumineisen Dokument ofzeginn, an esou hunn et der och Verschiddener geschriwwen a si hu gesot, wann an Zukunft mer wëllen op där schneller Prozedur bleiwen, datt se da missten am Virfeld méi Dokumenter kréien, wat de Budget ubelaangt.

Dëse Budget befënnt sech an engem wirtschaftlechen Ëmfeld, wou Gott sei Dank erëm d'Wirtschaft eng liicht Tendenz no uewe weist, wou mer nëmmen hoffen, datt déi Chifferen, déi mer ugekënnegt kréien, och an Erfëllung ginn, wat awer net onbedéngt, bei deem Wuesstem, och eng staark Répercussioun op d'Finanzen, d'Recettë vum Stat bedeit.

Bei der Inflatioun leie mer als Lëtzebuerg net esou gutt do. Mir leien iwwert der europäescher Moyenne a mir leien och méi héich wéi eis dräi Nopeschlänner; an dat ass elo schonn an dem véierte Joer hannereneen, datt mer méi eng héich Inflatioun hunn.

Mir mussen och wëssen, datt de Chômage an deene leschte Jore permanent geklommen ass, méi wéi an eisen Nopeschlänner a wéi an der Europäescher Unioun. Ech wëll just un zwee Chifferen erënneren: Am Oktober 2000 louche mer bei 6.889 Leit am Chômage, dat waren déi, déi souwuel an de Beschäftegungsmoossname wéi an der ADEM als Demandeurs d'emploi ageschriwwe waren. Déi Zuel ass vun Oktober 2000 op Oktober 2004 vu 6.889 op 12.388 an d'Luucht gaangen, also bal eng Verdueblung. A wa mer dee Chiffer huele fir den Taux de chômage ze rechnen, komme mer och elo hei zu Lëtzebuerg op bal 6% wat mer als Chômage hunn.

Mir hunn iwwregens - an dat léisst sech an den Debatten 2000 an 2001 noliesen -, virun allem wéi dee wirtschaftlechen Abroch komm ass, déi negativ Entwécklung vun de Chômagechiffrë virausgesinn. Dat zu engem Zäitpunkt wou eise Statsminister, den Här Juncker, den 10. Mee 2000 hei an der Chamber déclaréiert huet, de Chômage wäert weider falen. D'Realitéit ass, datt de Chômage sech a véier Joer bal verduebelt huet.

Ee Wuert wat an dësen Debatte ganz vill gefall ass, dat ass de Sozialbudget. De Budget social, wou virun allem eise Budgetsminister, den Här Frieden, vun Ufank u ganz dacks op deen héije Prozentsaz vu 44% drop higewisen huet, deen de Sozialbudget an eisem Budget ausmécht, an hien huet och geschwat, datt ee misst doriwwer diskutéieren. Et kann een ëmmer iwwer alles diskutéieren an et sollen och an der Politik keng Tabuthemae sinn. Mir warnen awer dovir wa gesot gëtt, et misst een dee Chiffer oder dee Prozentsaz afréieren. Dat kënnt enger sozial-politescher negativer Tendenz gläich. Dat heescht, wa mer d'Chifferen afréieren, da musse mer och gläichzäiteg soen, datt mer sozialen Ofbau maachen. A mir fäerten, datt dës Regierung - an de Kolleeg Bausch huet et elo grad och gesot -, wann d'Gemengerotswahle bis hannerun eis sinn, am Fong eréischt dat richtegt Gesiicht weist an datt mer dann och sozialen Ofbau hei zu Lëtzebuerg kréien, dee schonn an dësem Budget éischt Tendenze kritt, well déi Moossnamen, déi getraff si ginn, och wat d'Steieren ubelaangt, si fir verschidde Leit scho sozial-politesch negativ Tendenzen.

D'Krankekeese ginn och an déi Richtung, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasse ginn an déi liicht Erhéijung vun der TVA an d'Iwwerleeungen, déi am Zesummenhank mat der Mammerent ugestallt ginn, ginn alleguer an déi dote Richtung. Mäi Kolleeg Aly Jaerling wäert méi am Detail op dee Volet vum soziale Budget an dësen Debatten nach agoen.


# Chamber TV

**an der Stad:** *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*

**zu Déifferdeng:** *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Dëse Budget schléisst och scho mat engem Defizit vun 89 Millionen Euro of, deen iwwert d'Réserve budgétaire gedeckt gëtt. Net berücksichtegt bei dësem Budget sinn zum Beispill en zousätzlechen Defizit, deen duerch Décisioune kënnt, déi op der Generalversammlung vun de Krankekeese geholl ginn, wou de Stat och duerch déi Décisiounen eng zousätzlech Belaaschtung vu 26,2 Milliounen Euro kritt. Vu datt mer hei déi nei Prozedur gemaach hunn a keng Amendementer méi gemaach hunn an et e Crédit non limitatif am Budget ass, ass do keng Ännerung gemaach ginn. Mä et wees een awer, datt dat den Defizit dann automatesch erhéicht an de Budgetsdefizit domadder schonn am Ufank iwwer 100 Millioune geet.

A wann een den Avis vun der Cour des Comptes kuckt, soen déi eis och, datt déi Réserve budgétaire, wéi se am Dokument steet, nämlech mat 506 Milliounen Euro, an der Realitéit net méi esou héich ass, well wann een d'Engagementer, déi op d'Réserve budgétaire scho geholl si ginn, déi awer nach net exekutéiert sinn, mä geholl si ginn, ewech hëlt, da bleiwen nach ganz genau, seet d'Cour des Comptes, 138 Milliounen Euro an der Réserve budgétaire. A wa mer dann dat kucken, wat mer elo schonn hei als Defizit am Budget hunn, da wësse mer also och, datt d'Réserve budgétaire am Ausgank vum Joer 2005 u sengem Ennzil, nämlech um Nullpunkt ukomm ass.

Iwwert d'Steieren ass haut de Mëtte ganz vill diskutéiert ginn an ech wäert mech och méi laang mat dem Volet vun de Steieren ophalen, well ech virun allem och d'Fro muss stellen: Wie bezilt dann elo nach Steieren a wie soll an Zukunft nach Steiere bezuelen? Et ass en neie Phenomeen, datt dës Kéier d'Lounsteier déi zweet gréisst Steier hei am Land ginn ass an datt d'TVA déi héchste Steier momentan an de Statsrecetten ass.

Duerch d'Kollektivitéitssteier huet d'Steierverwaltung vun 2002 u massiv akasséiert. Et muss een also wëssen, datt am Prinzip d'Kollektivitéitssteier zréckgaangen ass, mä doduerch, datt mer ebe méi massiv akasséiert hunn, datt mer Retarden opgefaangen hunn an och vun dësem Joer un d'Avancë gehéicht hunn, konnte mer d'Kollektivitéitssteier nach op dem Niveau vun deem Joer virdrun halen, wëssend awer domadder, datt an deene Joren, déi duerno op eis zoukommen, déi Seuilen do net méi kënne gehale ginn, wéi se sinn. 80% vun där Steier komme praktesch vun de Banken an a Kleng- a Mëttelbetriber bezuelen hei am Land praktesch keng Kollektivitéitssteier. Et soll een awer duerfir net frou sinn oder rose sinn, datt Kleng- a Mëttelbetriber praktesch keng Kierperschafts- a Gewerbesteier méi bezuelen, mä et ass éischter de Beweis, datt et de Kleng- a Mëttelbetriber net ze gutt geet, well soss géife si Steiere bezuelen.

Et muss een och wëssen, datt mer och an Zukunft duerch Fusiounen op der Bankeplaz an de Fiscal Engineering mussen domat rechnen - an dat gëtt eis och vun der Steierverwaltung confirméiert -, datt een an Zukunft nach manner Kierperschaftssteier an domadder och automatesch manner Impôt commercial, Gewerbesteier wäert erakréien. Mir wëssen also, datt déi Steier eng Tendenz no ënnen huet a mir wëssen, datt mer déi Retarden, déi Provisiounen, déi mer elo do nach haten - eleng op der Bankeplaz hate mer Provisioune vun enger Milliard Euro - mat der Zäit opgeschafft hunn an datt mer dann den Niveau net méi kënnen halen, mä nämme méi kënnen higoen a vum renge Produit vum Joer encaisséieren. Woubäi mer dovun ausgoen, datt an Zukunft bei den Dekonten net méi vill kann nokommen.

Mir hu mat der Steierreform den Taux vun 30 op 22% gesenkt. Lëtzebuerg war domadder am europäesche Verglach op déi zweet Plaz virgeréckelt, mä nodeem datt mer déi nei Staten an d'Unioun opgeholl hunn, läit Lëtzebuerg, wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, am Abléck op der aachter Plaz wat den Taux ubelaangt. Insgesamt bezuelen d'Betriber 30,38%, wa mer déi dräi Steieren zesummenzielen, d'Kierperschaftssteier, d'Gewerbesteier an d'Solidaritéitssteier. An de Rapporteur huet och duerfir proposéiert, fir eben do op 15 a 4% Gewerbesteier zréckzeschrauwen, fir datt mer duerch manner Steieren hei sollte méi Steiere kréien.

An domadder wëll ech mech och e bësse befaassen, well déi Ausso ass am Fong och bei der Steierreform 2001 gemaach ginn, a wa mer manner Steiere froen, da gëtt d'Steiermoral besser an da kréie mer um Schluss méi Steieren eran. Mat dem Resultat, datt mer awer elo wëssen, datt mer manner Steieren op der Kierperschaftssteier an op der Gewerbesteier erakréien, an dofir wier ech och net ze vill euphoresch fir elo ze mengen, wa mer se nach eng Kéier senken, krite mer der méi eran. Dat ass eis, wéi gesot, virun dräi Joer gesot ginn, a wann déi Logik jo richteg wier, dann hätte mir jo Intérêt fir ëmmer nach méi ze senken. Wat mer méi senken, wat mer méi erakréien an an där Logik krite mer am meeschten eran, well mer da guer keng Steiere méi géifen ophiewen.

*(Interruption)*

Mir wëssen awer, datt dat an der Realitéit net esou geet, mä datt jiddereе muss Steiere bezuelen an datt de Stat och muss Steieren erakréie fir senge Verflichtungen nozegoen, an dofir ware mer och frou datt den Här Budgetsminister am Fong net an déi Richtung gaangen ass an datt en deenen Iwwerleeungen eng Ofso gemaach huet. Mir mengen, datt een och muss op europäeschem Niveau méi staark doranner diskutéieren. Dat ass och vläicht Neiland fir Lëtzebuerg, well normalerweis hu mer bis elo eng Politik gemaach, wou mer ëmmer gesot hunn: Bei de Steiere wëlle mer eis net drariede loossen.

Mä mir stellen awer elo fest, datt mat där doter Politik e sozialen Dumping net nëmmen um ekologeschen, net nëmmen um sozialen, mä och um fiskale Beräich kënnt - an et ass de Mëtten och hei ugeschnidde ginn -, wou ee Land géint dat anert ausgespillt gëtt. An deen Dumping fiscal deen do kënnt, mengen ech, misst een och op europäeschem Niveau diskutéieren, fir europäesch Mindestsätz anzeféieren, souwuel am fiskalen, wéi am sozialen, wéi am ekologesche Beräich.

Fir awer och déi ganz Diskussioun do, wat d'Steieren ubelaangt, objektiv an a voller Transparenz kënnen ze féieren, brauche mer selbstverständlech déi néideg Donnéeën, an déi - muss ee mat Bedauere feststellen - krute mer zumindest vun enger vun deene grousse Verwaltungen, der Steierverwaltung, net. An ech mengen all d'Memberen, wa se éierlech sinn, déi an der Kommissioun waren, waren am Fong enttäuscht, wéi schwéierfälleg déi Verwaltung sech gedoen huet. Se huet op déi meescht Froen, wat statistescht Material ubelaangt, iwwerhaapt keng Äntwerten, geschweig nach Material konnten zur Verfügung stellen; wat awer eng vun den Haaptviraussetzungen ass. Wann een zum Beispill d'Fro gestallt huet, wéi vill Prozent vun de Kleng- oder Mëttelbetriber oder wat fir eng Gruppen an deene Secteure bezuele Steieren oder bezuele keng Steieren, konnte mer keng Äntwert kréien. Opgrond vun der Diskussioun huet d'Steierverwaltung eng Tabell nogereecht, déi allerdéngs da vun 1998 datéiert ass, also dono, a virun allem no der Steierreform vun 2001 gëtt et do keng nei Statistiken.

Mir mengen also, dass d'Regierung och gutt berode wier, fir an deem Beräich ze innovéieren an ze kucken, dass een do méi kurant a méi realistesch a virun allem rezent Dokumentatiounen iwwert d'Entwécklung vun de Steieren, wat d'Steierverwaltung ubelaangt, misst kréien.

D'Verméigenssteier ass och en Thema, wat hei diskutéiert ginn ass, wou zum Beispill mir wëssen, dass déi Verméigenssteier 100 Milliounen Euro Steierrecetten d'Joer erabréngt. Den Här Rapporteur huet proposéiert och déi ofzeschafe fir Propriétaires de fortunes importantes a Résidents fiscaux op Lëtzebuerg ze kréien. De Rapporteur weist mat Recht drop hin, dass een dann awer misst wëssen, dass een d'Fro vum Logement a vun der Politique d'immigration misst léisen, wann déi Situatioun géif kommen.

Mir wëllen awer drop hiweisen, dass grad an deenen zwou Politiken, déi de Logement an d'Immigration ubelaangen, mer eng total Faillite an deene leschte Joren hei am Land erlieft hunn, well mer weder déi eng nach déi aner konnte léisen, mä mir sinn an deenen zwou Politiken an eng Situatioun eragedrongen, déi praktesch net méi vertrietbar ass.

Eis Wunnengspräisser hei am Land sinn astronomesch Zommen, an et sinn haut geschwë méi Lëtzebuerger, déi an d'Grenzregioun baue ginn, fir iwwerhaapt nach kënnen ze bauen, dat heescht d'Lëtzebuerger kënne mer elo geschwënn an der Statistik vun de Frontaliere mat arechnen, well ëmmer méi Leit mussen an d'Grenzregioun goen, well se hei am Land net méi déi Präisser kënne bezuelen. Op jidde Fall eng Kategorie vu Leit kann haut hei am Land scho keng Bauplaz méi bezuelen. D'Immigratiouns- an d'Integratiounspolitik, déi war quasi inexistent bis haut hei am Land.

Mir hunn och net geduecht, dass esou eng Iddi kéint an engem Regierungsprogramm en Nidderschlag fannen, well mer eis nach alleguer konnte relativ gutt erënneren, wéi virun de Wahlen d'Demokratesch Partei am Fong mat där Iddi komm ass fir d'Verméigenssteier ofzeschafen, wat fir een Opwand dass dat virun allem bei de sozialistesche Kolleege mat sech bruecht huet. Hiren deemolege Generalsekretär, de Lucien Lux, huet vun der Monaco-DP geschwat an en huet an engem Artikel de 27. Mäerz dëst Joer - also dass d'Leit elo net mengen do géife Generatiounen dertëschent leien, dat ass also alles dëst Joer…

*(Interruption)*

…geschitt - huet e geschriwwen: „So richtig konkret werden die programmatischen Vorstellungen der DP allerdings immer dann, wenn die ureigene Klientel, die Reichen und Schönen,…" - woubäi ech do mat deem Schönen, dat ass elo eng perséinlech Bemierkung, awer och meng Bedenken hunn - „bedient werden soll, weil Monaco so schön, sauber und teuer ist und dort die Superreichen nur Superreichen begegnen, tritt die DP allen Ernstes für die Monacosierung Luxemburgs ein. Sie schlägt vor, die Verlegung des Wohnsitzes und des Kapitalvermögens von Privatpersonen mit hohem Nettovermögen nach Luxemburg zu fördern. Damit dieses Unterfangen gelingen kann, plant die DP die Vermögenssteuer abzuschaffen." Da stoung drënner: „Der Autor ist Abgeordneter und Generalsekretär der LSAP." Haut kéint een nach dobäi schreiwen, e wier neierdéngs och Minister.

Dat sinn d'Kolleege vun der…

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Sinn d'Sozialisten haut domadder averstanen?

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- …sozialistescher Aarbechterpartei.

Ech kommen do drop, Här Bettel. Dir verléiert guer näischt mam Waarden.

Den Här Bodry huet souguer geschriwwe vun engem „fait cavalier seul", deen de Minister géif maachen. Dofir ass dat, wat mech hei esou stéiert, d'Doppelzüngegkeet, déi ee bei de Genossen hei fënnt, well wann een do gesäit, wat se virun de Wahle geschriwwen hunn, an et gesäit een, wat den Här Fayot haut de Mëtteg hei zur Diskussioun ginn huet, wat an der Kommissioun doriwwer gesot ginn ass, an een awer weess, dass am Regierungsprogramm et virgesinn ass, da muss ee froen: Wat wëlle se dann elo, si se domat averstan?

Et ka jo awer net sinn, dass een engem Regierungsprogramm zoustëmmt, dass een och engem Rapport vun der Kommissioun zu dësem Budget zoustëmmt an dann awer heihinner kënnt a seet: „Mä domat si mir awer net d'accord, dat huet just eppes mat der CSV ze dinn." Also d'Steierpolitik hei zu Lëtzebuerg fir „die Reichen und Schönen", déi kann ech mer just virstellen, dass dat momentan och vun de Sozialisten elo gedroe gëtt, well se hu schliesslech dee Rapport, deen haut hei zur Diskussioun steet, och an der Kommissioun matgestëmmt a se hu wéi gesot och dem Koalitiounsprogramm zougestëmmt, wou dat drastoung.

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- D'CSV huet diktéiert, d'LSAP notéiert.

*(Interruptions)*

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Dem Här Bettel, Här President, gleewen ech dat, well si hunn dat elo fënnef Joer selwer matgemaach.

*(Hilarité)*

Hie weess vu wat e schwätzt.

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Da fannt eppes, wat géint eise Programm war, Här Gibéryen. Gitt mer een eenzege Punkt! Gitt mer een eenzege Punkt!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Do wou Der Recht hutt, hutt Der Recht, loosse mer eis do näischt virmaachen.

D'TVA geet vun 12 op 15% erop, dat bréngt eis zousätzlech Recettë vun 42 Milliounen Euro d'nächst Joer. D'Regierung mécht déi heite wuel indexneutral, wat mir och gesot hunn.

Mir hunn och d'Propos gemaach am Kader vun der Sanéierung vun de Krankekeesen, dass ee kéint um Tubak an um Alkohol eropsetzen an dass een déi Sue soll un d'Krankekeesen transferéieren. Dat ass och eng Iddi, déi mir bruecht hunn, mä hei maache mer eis et awer relativ einfach fir de Budget an den Equiliber ze bréngen, wa mer higinn a mir hiewen einfach d'TVA vun 12 op 15% fir do 42 Milliounen eranzekréien.

An de Rapportë vun der Verwaltung vun dem Enregistrement hunn déi eis zum Beispill matgedeelt, dass eleng duerch de Fait vun de Failliten den Enregistrement tëschent 5 a 7% vu senge jährleche Recetten net erakritt opgrond vu Faillites frauduleuses - wéi se schreiwen.

Wann Der wësst, dass mer hei virun dräi Joer, als ADR, eng Interpellatioun hei ugefrot haten, wou praktesch all Parteien heibannen dorobber sech eens waren, dass do eppes misst geschéien, da muss ech awer dann erëm op d'DP zréckkommen. Hire Wirtschaftsminister, den Här Grethen, huet an de leschten dräi Joer awer absolut kee Fanger kromm gemaach fir eppes ze änneren, fir d'Faillites frauduleuses geännert ze kréien. Jiddferee ka sech seng Gedanke maachen, firwat dass dat esou de Fall war, mä mir musse feststellen, dass do näischt geschitt ass, an eleng…

**Une voix**.- Wie war Mëttelstandsminister?

*(Interruption)*

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- An eleng, Här President, duerch dee Minus, dee mer erakréie wéinst de Faillite-frauduleusen, dat mécht 120 Milliounen Euro TVA d'Joer; also een Drëttel vun deem, wat mer am Fong elo duerch déi Augmentatioun hei erakréien. Dat heescht an anere Wierder, wann ee géif higoen an et géif ee versichen déi Faillitë méi an de Gréff ze kréien, d'Faillite-frauduleusen, dann hätt ee keng Steiererhéijung bräichten ze maachen, mä dann hätt een d'Geld do geholl wou et duerch illegal Prozeduren entzu gëtt a wou de Stat se net kritt an d'Sécurité sociale se net kritt, an déi Leit, déi do schaffen, och alleguer betraff sinn, mä do ass an deene leschte Joren näischt gemaach ginn.

*(Coups de cloche de la Présidence)*

**M. le Président**.- Här Gibéryen, den Här Bettel wëllt Iech eng Fro stellen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Ech sinn ëmmer frou, wann den Här Bettel eppes wëllt soen.

**M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Här President, ech wollt just d'Fro stellen, den Här Gibéryen huet hei vum Här Grethen geschwat a senger Fonctioun als Ekonomieminister. Kann den Här Gibéryen mer da just soen, wien d'Autorisations de commerce gëtt, wien déi Procédure do huet a wien duerno selbstverständlech sanktionéiert, wann dat net leeft? Well wa mäi Wëssen awer nach richteg ass, dann ass dat net den Här Grethen gewiescht.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Do ass d'Äntwert op déi Fro, déi Der mer do stellt, de Mëttelstandsminister. Mä, Här Bettel, Dir wësst awer ganz genau, wann Dir Iech kënnt gutt erënneren, wéi hei an der Debatt iwwert d'Failliten den haarde Mann markéiert huet an deen och duerchgesat huet, dass näischt geschitt, dat war allgemeng bekannt, dat war net den Här Scheuer dohannen, deen de Fanger elo an d'Luucht streckt, mä dat war den…

*(Hilarité)*

…Här Grethen.

**M. le Président**.- Also, eng kloer Fro, eng kloer Äntwert. Elo ass et um Här Scheuer.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Ech hat zwar net geduecht, dass mer an enger Froestonn hei wieren, mä wann dat awer gewënscht ass.

*(Hilarité)*

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Ech wollt dem Här Gibéryen dann awer och eng kloer Fro stellen. Wou waart Dir wéi mer d'Gesetz iwwert den Droit d'établissement diskutéiert hunn? Wou waart Dir dunn?

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Wéi, wou soll ech dann du gewiescht sinn? Ech war hei.

**M. le Président**.- D'Fro ass kuerz an däitlech, Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Ech war hei. D'Äntwert ass genausou kloer.

*(Hilarité)*

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Hutt Dir dat Gesetz suivéiert? Ech mengen, Dir waart net do!

*(Interruptions diverses)*

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- …vun Defiziter vun 3,6%, mir wëssen awer duerch d'Sécurité sociale an duerch d'Gemengen, dass mer se do global gesinn hei zu Lëtzebuerg ënnert déi 3% da kréien.

D'Banque centrale huet awer och eng interessant Grafik an hirem Rapport gemaach, wou se am Fong seet, dass hei zu Lëtzebuerg vun 2001 un ëmmer méi Geld ausgi ginn ass, wéi mer als Land an deem Joer verdéngt hunn. A se weist drop hin, dass dat eng ganz geféierlech Entwécklung ass, quitte dass ee Reserven huet an dat iwwer eng Zäitspan dann do kann ausgläichen, mä et ass ëmmer eng geféierlech Tendenz wann ee méi Suen ausgëtt, wéi een der huet. An dat ass, wéi gesot, elo am véierte Joer, wou mer domadder amgaange sinn. An dat kann och dozou féieren, datt mer geschwënn net méi mussen Empruntenophuelen fir déi extraordinaire Dépensen, an de Rapporteur huet et och geschriwwen, dass e seet, wann dat esou weidergeet, da musse mer och geschwë fir déi normal Dépensen Emprunten ophuelen. E schreift: «Si les emprunts contractés en 2004 et à contracter en 2005 sont encore comparativement modestes en capital, ceux auxquels l'État devrait procéder afin de couvrir également des dépenses budgétaires courantes deviendraient franchement dangereux.» Dat ass den Zitat vun dem Rapporteur hei, wou mer scho méi laang drop hiweisen, dass ee muss wëssen, dass een net kann als Stat iwwer eng laang Zäit all Joer méi Suen ausgi wéi een der huet.

An hei musse mer oppasse bei den Dépenses courantes, an elo komme mer och an eng Situatioun wou mer en neien Accord salarial fir d'Fonction publique aushandelen. Do ass et dann och un der Regierung ze beweisen, ob se déi Situatioun hei am Land richteg aschätzt oder ob se mengt se misst d'Dépenses courantes nach weider an d'Luucht setzen. Déiselwecht Fro stellt sech op dem Gebitt vun der Réforme administrative, wou mer jo och schonn an der leschter Regierungsperiod en zoustännege Minister haten, dee souguer den Numm vun der Réforme administrative gedroen hat, mä et hat kee Mënsch erausfonnt zum Schluss, ob do eppes geschitt war. Och do war näischt geschitt. Ech fäerte ganz, dass mer och dës Kéier erëm net op deem Domän weiderkommen.

Och bei den Neiastellungen, do geet de Stat hin, mir stellen d'nächst Joer relativ vill Leit nei a beim Stat, mä mer bréngen et net fäerdeg parallell dozou eng Réforme administrative ze maachen, quitte dass mer op enger Rei vu Posten am Enseignement a bei der Polizei nei Leit brauchen. Mä esou eng grouss Verwaltung wéi de Stat misst och eng Reform kënne maachen, wou an anere Verwaltungen eventuell kéinte Leit gespuert ginn, mä deen Exercice hu mer bis haut nach ëmmer hei strikt vermieden an dat geet menger Meenung no och eng Kéier net méi op.

Och déi Diskussioun, déi hei gefouert gëtt, datt ee seet: Ma d'Gehältermass oder d'Pensiounsmass, dat entsprécht 20% vum Budget, et ass souguer liicht erofgaangen, virun e puer Joer ware mer op 23%. Mä et muss een awer och wëssen, wat fir eng enorm Plus-valuën dass mer an deene leschte Jore kritt hunn, virun allem vun der Bankeplaz. An da kann een net soen, wa mer elo, doduerch dass mer par hasard an engem Secteur vill Geld verdéngen, de Stat kritt vill Geld, da kënne mer automatesch och erëm dovunner esou vill Prozent weider verdeelen.

Well an där Logik misst jo dann och sinn, wann d'nächst Joer d'Steieren erofginn, dass een da muss soen: Bon, da mussen d'Gehälter och erofgoen, well 20% sinn 20%. Mä da wäert kee méi eppes vun deem Prozentsaz wëssen. Dofir si mer also och gutt berode fir déi Masse salariale, déi et an der Fonction publique gëtt, dass een, mat enger Réforme administrative, mat Neiastellunge beim Accord salarial, dat alles gutt iwwerleet, well mer wësse wéi d'Situatioun vum Stat wäert an deenen nächste Méint a Jore ginn.

Här President, de Programme pluriannuel hu mer virgeluecht kritt an och d'Fonds spéciaux, an do muss een awer feststellen, well dat en Exercice ass, deen eng Regierung all Joers beim Budget mécht, a mir hunn dofir emol gekuckt wat mer d'lescht Joer virgeluecht kritt hunn, dat heescht also virun de Wahle virgeluecht kritt hunn a wat mer no de Wahle virgeluecht kritt hunn, a wa mer eis kënnen erënneren, dass puer Woche virun de Wahlen och vu Regierungssäit gesot ginn ass, et wär nach méi Geld do wéi mer ugeholl hunn, an et kuckt een awer elo déi nei Chifferen, déi mer virgeluecht kritt hunn, da gesäit een dass et awer eng grouss Differenz gëtt vun deenen Dokumenter vu virun de Wahlen an deenen Dokumenter no de Wahlen.

Fir 2004 stoung virun de Wahlen, do hätte mer 1.637 Milliounen Euro op de Fongen, dat war also uganks vun dësem Joer. Elo steet op eemol dran, mir hätte fir 2004 nëmme méi 1.262 Milliounen. Dat sinn also 375 Milliounen Euro oder 15 Milliarde Frang manner an de Fongen, wéi dat eis virun de Wahlen ugekënnegt gouf. An da kann ech dat bei 2005, 2006, 2007 an 2008 kucken. Et war souguer nach 2000 do e Plus, elo stelle mer fest dass mer 2008 mat engem Minus vun 195,6 Milliounen Euro, also bal 8 Milliarde Frang am Keller sinn, wou mer virun de Wahlen opgrond vun den Dokumenter, déi den Här Budgetsminister an den Här Finanzminister eis zoukomme gelooss hunn, nach grouss Reserven haten.

Also do ass eis d'Wourecht net gesot ginn, well et ka keen eis hei soen, dass een uganks des Joers komplett aner Chifferen, dat ware jo lauter Suen, déi engagéiert waren an déi jo och schonn zu deem Zäitpunkt hätte missen do sinn, well mir hu jo dëst Joer keng esou enorm Plus-valuën oder manner Plus-valueë gemaach, fir dass déi grouss Schwankungen do komm sinn, mä déi Chiffere vum leschte Joer op dëst Joer differenzéiere ganz grouss, dat heescht, dass de Budgetsminister virun de Wahlen dem Land an eis aner Chiffere gesot huet wéi dat elo no de Wahlen de Fall ass.

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- An da muss een och nach wëssen…

**M. le Président**.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Fro vum Här Frieden?

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Jo, selbstverständlech.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

•

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, dat ass keng Fro. Alles wat sech bis elo ofgespillt huet war am Kontext vun de politesche Statements, déi all Fraktioun ka maachen. Fir hei ze soen et wäre falsch Chiffere matgedeelt ginn, dat contestéieren ech formell, well et ass evident dass déi Chifferen, an dat engagéiert och all déi Beamten, déi déi Chiffere schreiwen, selbstverständlech virun de Wahlen, dat heescht déi vum leschte Joer, well Wahle si bäi der Budgetspolitik irrelevant, déi nämlecht ware wéi duerno. Ech géing gären déi Chiffere Pièce à l'appui mar hei virun der Sitzung nach eng Kéier mam Här Gibéryen kucken, an dann och an der öffentlecher Sitzung dat erklären, well et gëtt keng Chifferen déi falsch si virun de Wahlen an anerer no de Wahlen.

Pluriannuel Programmer an och Reserven, dat si Chifferen déi iwwregens während 30 Joer zréckgerechent sinn an déi ee kann an enger Tabell nokucken. Déi sinn opgrond vun den Dépensen, déi gemaach ginn, déi ginn op den 1. Januar vun all Joer fixéiert, an déi kann een also net änneren. Fir 2008 ass et eppes anescht, well et si méi Dépensen iwwert déi ganz pluriannuel Zäit dobäikomm, mä ech contestéieren hei formell, wann ee seet d'Regierung hätt falsch Chifferen dohinner geluecht.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, ech huelen dat zur Kenntnis, ech respektéieren dat och, wat den Här Minister seet, mä dat ännert meng Meenung awer och net dee Punkt, well et ass ganz kloer, mir hunn an der Finanzkommissioun déi Chifferen do kritt vun Iech, Här Minister, vu kengem aneren. Vun Iech hu mer se kritt an Dir kënnt Iech erënneren, Dir hutt fir d'éischt den Dossier vun de Plans pluriannuels ausgedeelt, wou all eenzel Fongen opgelëscht waren. Do hunn ech d'Fro gestallt: „Gëtt et keen Tableau, deen d'Fonge global zesummenzielt?" An dunn hutt Der zesumme mat Ärem Conseiller niewendru gesot: „Dach, deen hu mer och hei", an dunn ass deen an der Sitzung kopéiert ginn, an do hu mer en ausgedeelt kritt. An dunn hu mer gefrot: „Ma hei sinn d'Zommen, déi an de Fonge sinn, wat sinn déi Chifferen, déi an de Klameren" - ech hunn en hei bäi mer leien, wann Der e gären hätt, da kann ech en Iech herno ginn - „drënner stinn?" Ma dunn hutt Der gesot: „Ma dat ass dat, wat d'lescht Joer drastoung." An dat ass net méi an net manner wéi dat wat ech gesot hunn. D'lescht Joer stounge fir 2004 an de Fongen 1.637 Milliounen Euro an elo sot Der et géifen nëmmen 1.262 Milliounen Euro drastoen. Ech stellen also fest, dass virun de Wahlen 375 Milliounen Euro méi am Fong ware wéi dëst Joer, wéi se elo dra sinn. Dir braucht Iech elo net hei hanner Fonctionnairen ze verstoppen, ech hunn näischt mat deenen…

**M. le Président**.- Här Gibéryen, et war vläicht doduerch, dass d'Tableauen e bësse kompliziéiert waren.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Neen, déi ware guer net kompliziéiert, si waren esou einfach, Här President…

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget.*- Et si jo awer och Dépensë während dem Joer gemaach ginn.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- …, dass ech et awer och verstanen hunn; dass ech et souguer verstanen hunn. Den Här Minister huet eis déi Tableaue ginn, an ech wëll just soen, Här Minister…

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ma dat eent sinn d'Chiffere vum Ufank vum Joer an dat anert sinn d'Chifferen, nodeem d'Exekutioun vun de Fonge gemaach ginn ass.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Jo, mä et ass awer gelungen, datt mer…

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget.*- An duerfir stinn déi a Klameren, fir dass een ebe gesäit, wat…

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Et ass awer gelungen, datt virun de Wahlen an engem Joer bal 400 Milliounen Euro weider am Fong waren…

**M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir hu jo och Saache gebaut.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- …wéi der no de Wahlen dra waren. Net méi an net manner wëll ech soen. An dofir soen ech, well d'Regierung jo och seet déi Chifferen, déi se eis dëst Joer beim Budget gëtt, da ginn ech dann dovunner aus, dass déi Chifferen, déi se eis d'lescht Joer beim Budget ginn huet, genausou richteg ware laut hirer Impressioun wéi se dës Kéier sinn. A mir stellen awer fest, dass eng Differenz vu 400 Milliounen do ass. Dat wëlle mer mol esou stoe loossen. Wéi gesot, dat ass en Dokument, wat mer vun Iech perséinlech kritt hunn.

D'Fonge ginn also op en Enn. 2008 si mer an engem Minus vu bal 200 Milliounen Euro oder 8 Milliarden ale Frang, sous condition dass mer all Joer 200 Milliounen Euro léinen.

An ech wëll nach ee Punkt soen, wat dann drasteet am Plan pluriannuel, do steet dran, dass eng Dotatioun géif all Joers gemaach gi vum Budget op d'Fongen, woubäi 274 Milliounen 2004 gaange sinn, fir 2005 sinn der 373 virgesinn, fir 2006 461 a fir 2007 507 Milliounen Dotatioune vum Budget an d'Fongen. Woubäi ee sech dann d'Fro muss stellen: Wéi ass et méiglech, wann d'Steiere stagnéieren oder vläicht souguer erofginn, dass dann d'Regierung an hirem Plan pluriannuel praktesch eng Verduebelung vun de Speise vum Budget mécht?

Ech hunn och déi Fro an der Kommissioun gestallt an ech hu keng Äntwert kritt. Ech huelen un, dass am Kader vun sécherе Wee, deen d'CSV eis virausgezeechent huet, dass mer am Kader vun dësen Debatte vum Budgetsminister déi Äntwert kréie wéi et méiglech ass, dass se d'Dotatioun an zwee Joer verduebelen, well dat sinn ëmmerhin iwwer 200 Milliounen zousätzlech zu deenen 373 Milliounen, déi mer scho virgesinn hunn, déi da sollen an d'Fonge fléissen, ouni dass mer gesot kréien, wou déi Suen da géifen higoen.

E weidere Punkt an der Steierpolitik, dat sinn d'Nofolgekäschten, wou mir ëmmer drop higewisen hunn, datt mir hei Projeten an der Chamber stëmmen, ouni datt mir mat virgeleecht kréie wat d'Nofolgekäschte vun deene Projete sinn. An haut mécht am Fong da jiddere sech Gedanken, et gëtt souguer geschwat fir speziell Fongen ze maachen, fir eben d'Nofolgekäschten ze decken. An ech menge mir hu jo och lo schonn eng Rei vu Chiffere genannt - ech hu se eigentlech do, mä ech iwwersprangen dat -, genau sou gutt wéi d'Dépassementer vun de Projeten a wéi mir do nei Prozedure kënne maachen, wou mäi Kolleeg Roby Mehlen mar hei wäert driwwer goen.

Mä wa mir wëlle Steieren erhéijen, da musse mir och doriwwer diskutéieren, ob eis Steieren, déi mir zegutt hunn als Stat, och alleguer agezu ginn. An et ass nach net laang hir, datt een Direkter vun enger Verwaltung dat an engem oppene Bréif un d'Parlamentarier bekannt gemaach huet, wou en am Fong seet, datt, wat Steierhannerzéiung, Steierbedruch, Qualitéit vun der Steiererhiewung ubelaangt, do enorm Beträg sinn, déi ënnert d'Steiererhiewung falen an iwwerhaapt net erfaasst ginn an datt net géif hei am Land dogéint reagéiert ginn, datt déi zwou Verwaltungen net géifen à même gesat ginn, den Enregistrement an d'Steierverwaltung, fir deem op d'Spuer ze goen, an datt do enorm Zomme vu Steieren iwwerhaapt net bezuelt ginn - da muss ee sech awer Froe stellen.

Mir ginn hin, maachen hei Steiererhéijungen, mir fäerten, datt mir e sozialen Ofbau kréien a mir sinn net à même d'Steieren dohinner sichen ze goen, nämlech bei déi Leit wou d'Steiere geschëllt sinn, well dat hei zu Lëtzebuerg einfach net richteg ka kontrolléiert ginn. A wa schonn een Direkter vun enger Verwaltung vum Enregistrement higeet an e seet, datt si net en mesure gesat gi fir dat dote kënnen ze maachen, ech mengen dann ass dat schonn en Hëllefschräi, géif ech bal soen, vun enger Verwaltung. Datt déi seet, mir ginn net en mesure gesat fir eiser Missioun nozekomme fir d'Steieren ze encaisséieren, sou datt dat net kann hei am Land respektéiert gi wéi mir dat vis-à-vis vum Bierger, dee jo och eng Gläichbehandlung vun der Steier vis-à-vis vu jidderengem verlaangt, misste maachen.

Datselwecht hu mir mat der Chômageentwécklung, déi vu Joer zu Joer lo an d'Luucht geet a wou mir och wëssen, datt mir lo iwwert déi Augmentatioun vum Diesel Plus-valuë kréie vun 20 Milliounen, déi mir dann op dee Fong do schécken.

De Kolleeg Mosar huet hei d'Problematik vun de Frontalieren opgeworf an huet gesot, wat och aus dem Statec sengem Rapport eraus geet, datt mir am Fong vun 254.000 op 284.000 Plazen hei am Land an d'Luucht gaange sinn, dat heescht mir hunn an engem Zäitraum vun dräi Joer, vun 2001 bis 2004, 30.000 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft, d'Zuel vun de Frontalieren ass vun 93.000 op 113.000 erop gaangen an dräivéierels vun den neie Plaze gi vun de Frontalierë besat.

Et ass du geschwat gi vun den Transferten, déi an d'Grenzregioun ginn, de Montant vun de Pensiounen hätt sech vun 1990 bis haut verzéngfacht, datselwecht wier bei de Krankekeeseleeschtungen de Fall an d'Prestations familiales hätte sech souguer an deem Zäitraum 275-mol vergréissert; dobäi ass d'Masse salariale vergiess ginn.

***(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)***

Et muss een awer wëssen, datt wa mir dohinner ginn a mir diskutéieren iwwert déi Situatioun vun de Frontalieren, da musse mir awer och wëssen, dass si hir direkt Steieren hei bezuelen, datt mir awer net brauche fir déi Leit de Wunnengsraum ze schafen. Stellt Iech mol vir, déi 113.000 wieren och nach hei am Land a se géifen och nach heihinner wunne kommen, wat fir eng Situatioun datt mer dann um Wunnengsmaart hätten, déi wär net méi ze erdroen.

Mir brauchen awer déi Aarbechtskräften an et muss een awer och wëssen, datt mir fir deenen hir Kanner keng Crèchen, keng Schoulen, keng Structures d'accueil brauchen ze bauen an och brauche mer keng sportlech a keng kulturell Infrastrukturen ze bauen, sou dass ech géif mengen, ënnert dem Strich gesinn, weess ech net ob et en negatiivt Geschäft ass. Ech géif souguer mengen et wier fir eis e positiivt Geschäft, datt mir am Fong e bësse luussen, wa mer hi ginn a soen, ma mir hunn do e Réservoir vun Aarbechtspotenzial an der Grenzregioun sëtzen op dat mer zréckgräifen a fir déi mer am Fong hei nëmmen een Deel mat hire Steieren hinnen entgéint bréngen, wat mir am Fong engem Résident bréngen. Dofir géif ech mengen, et sollt een och déi Aussoen do e bësse méi objektivéieren an et sollt ee méi virsiichteg mat esou Aussoen ëmgoen.

Am Kader vun dem Chômage vum Fonds pour l'emploi, huet de Rapporteur och hei recommandéiert: „…recommande au Gouvernement (…) une appréciation critique de certaines dépenses du fonds quant à leur effet." E schwätzt zwar net direkt aus, wat en dovunner mengt. Et weess een net, wëllt en do de Chômage kierzen oder wëllt en d'Beschäftegungsmoossname vu Gewerkschaften domadder mengen. Do huet e sech net esou direkt geäussert, mä e seet, et misst een eng kritesch maachen.

Mir soen awer, datt en déi Beschäftegungsmoossname muss eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp huelen. An ech mengen och, datt mir net eleng do stinn, ech hunn hei en Zitat aus dem Rapport vun der Chambre de Commerce, déi do seet: «Dans le budget de l'État pour 2005, les initiatives sociales en faveur de l'emploi via différents organismes, syndicaux et autres sont dotées de quelque 30 millions d'euros, un montant en progression de 30% depuis 2003. Il n'existe aucune transparence de la gestion de ces fonds, ni au plan financier, ni au plan des résultats, sans compter que le nombre de ces initiatives constitue souvent une concurrence déloyale dans le secteur.»

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Dat stëmmt jo net, Här Gibéryen. Dir wësst dat ganz genee, dass et net stëmmt an dass de Contraire bewise ginn ass. Dir kënnt dat dach net einfach esou do eraus liesen, well dat Iech arrangéiert. Et wier besser, Dir géift dann Är eege Meenung dozou soen, wéi een aneren ze huelen, deen eppes schreift, ouni och de Beweis kënnen ze liwweren. Et sinn Auditë gemaach gi bei eenzelne Beschäftegungsinitiativen, déi kloer de Géigendeel vun deem beweisen, wat Dir lo hei widderhuelt am Numm vun engem aneren, deen et geschriwwen huet. Et deet mir Leed.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, den Här Castegnaro stéisst eigentlech oppen Dieren an, well ech wollt op meng Meenung kommen an ech wollt am Fong soen, datt wa Leit dat dote schreiwen - dat ass jo awer net egal ween, et ass en offiziellt Budgetsdokument - a wa sou eppes awer do steet, da mengen ech ass et awer schonn derwäert datt d'Chamber sech eng Kéier domadder befaasst an datt een da kuckt, sinn déi Ukloen do berechtegt oder net - et ass iwwregens de Mëtten och vun aneren hei gesot ginn. Well wa mir do vun 30 Millioune schwätzen, dat ass jo dann nach nëmmen déi Part, déi de Stat doranner bréngt, do bréngen d'Gemengen och nach eng Part.

A wann den Här Castegnaro hei seet, ech soll meng Meenung dozou soen, datt wëll ech se vläicht just mat eppes résuméieren, da ka jiddferee sech seng Meenung maachen. Ech selwer war President vun esou enger Organisatioun, vun engem CIGL, an ech sinn déi éischten Organisatioun, déi de CIGL erëm opgeléist hunn, well ech éierlech muss soen, e ganze Koup vun deenen Ukloen, déi hei dra sinn, hunn ech um eegene Läif mat erlieft an déi sinn net falsch gewiescht. An dofir ass an eiser Gemeng déi Décisioun geholl ginn an de CIGL ass d'lescht Joer den 31. Dezember opgeléist ginn, well mir et och net méi konnte veräntwerten, datt sou vill Geld…

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Dee Beweis do wëllt ech och prezis kréien, Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Also, Här President, wann Der erlaabt, ech kann dem Här Castegnaro hei eng Lektioun erdeelen, wéi dat an der Praxis geet, mä ech wëll awer am Respekt vun deene Leit, déi do geschafft hunn, dat net hei op der öffentlecher Bühn maachen.

***(Hilarité et interruption)***

Ech wëll Iech just soen, datt mir en opgeléist hunn, well mir et net méi konnte vis-à-vis vum Steierzueler veräntwerten…

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Jee, jee, jee!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- …, wéi do Gelder investéiert si ginn, déi als Resultat net ganz vill haten.

Ee weidere Punkt, Här President, ass deen, datt mir musse kucke wou mir mengen, datt een déi Beschäftegungsmoossname kéint besser asetzen; déi Masse vun de Suen. Mir wëssen, datt mir fréier zum Beispill op der ARBED 30.000 Leit beschäftegt haten, wou eng ganz grouss Zomm vun onqualifizéierte Leit waren, déi mir haut elo net méi plazéiert kréien. Mir hunn et awer net fäerdeg bruecht, déi an aner Secteuren ënnerdaach ze kréien. Mir hu ganz Secteuren, wou mir haut praktesch keng Lëtzebuerger méi dra fannen, mä déi mir lo ganz vill a Moossnamen um Arbeitsamt fannen. A mir trieden dofir an, datt een och sollt déi Subventiounspolitik vis-à-vis vun de Betriber maachen an deene Leit ginn an hëllefe Lounausgläicher ze maachen, fir se eben an d'Betriber eran ze kréien, wou se encadréiert ginn, wou se a Servicer kommen, wou se gewuer ginn, datt d'Aarbecht moies um 6 Auer ugeet, wou se geléiert ginn an engem System ze funktionéieren…

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Egal wat.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Et ass net egal wat, Här Castegnaro.

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Dach, dat do ass egal wat. Dat do ass populistesch.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Neen, dat do ass net populistesch.

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Dach.

***(Hilarité et brouhaha général)***

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Also, Här Castegnaro, fuerdert mech net eraus, well soss schwätzen ech hei iwwert de CIGL…

**M. John Castegnaro** *(LSAP).*- Dir kënnt esou vill schwätze wéi Dir wëllt.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- …an da sidd Dir ganz séier roueg, wann ech mat Beispiller kommen.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Adresséiert Iech ëmmer un d'Chamber wann ech gelift.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Well wann e CIGL dräi Méint ausmoosst, fir op enger Spillplaz fënnef Geräter opzeriichten, da kann ech net soe se hätten en Encadrement, wann en Techniker vun engem Betrib et a fënnef Minutte gemaach hätt. Dräi Méint hu se geschafft. Et ass näischt geschitt.

***(Interruption)***

Ma dach! Da wëll ech just soen, dofir ass et wichteg, datt mir Leit a Betriber erakréien, wou se encadréiert ginn, wou d'Aarbecht seriö gemaach gëtt, wou se gewuer ginn, et geet moies um sechs Auer un an et hält um zwou Auer op, wou se encadréiert sinn, a wann do d'Betriber…

**Une voix**.- Se sinn encadréiert!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Jo, jo! Wann d'Betriber gehollef kréien a finanziell ënnerstëtzt ginn, dann huelen déi och där Leit, a wa se sech gutt an d'Betriber integréieren, da behale se se och an de Betriber, an dann hu mir Aarbechtsplaze geschaaft.

*(Interruption)*

**M. le Président**.- Wann ech glift, alleguerte keng Zwëscheriff méi doriwwer! Jiddfereen huet nach d'Recht fir muer op d'Tribün ze kommen. Loosst den Här Gibéryen seng Ausféierunge maachen! Jiddferee kann him dorobber äntwerten. Wann ech glift, adresséiert lech just un d'Chamber.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Et ass net schlëmm, Här President, et geet op eis Riedezäit.

Ech wëll dann nach op d'Statsscholde kommen, Här President. Ech wëll ganz kuerz op d'Statsscholde kommen. Ech mengen, mir léinen d'nächst Joer 200 Milliounen Euro, déi fir de Fonds du Rail a fir d'Grande voirie sinn. Och do gëtt a verschiddene Rapporten a virun allem och vun der Cour des Comptes drop opmierksam gemaach, datt een net däerf vergiessen, datt mir nach eng Dette sociale cachée hunn iwwert de Système public vun de Pensiounen, déi mir am Fong net chiffréieren, mä wat awer en Engagement vum Stat ass, deen een net däerf vergiessen.

Ech kommen zu de Gemengefinanzen. Ech ginn e bësse méi séier, well meng Zäit fortleeft. D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an den Investitiounspolitiken. D'Liewensqualitéit vun de Leit spillt sech un éischter Stell bei de Gemengen of. Dat ass d'Zell, wou d'Leit wunnen, an do mussen de Problem vum Wunnengsbau geléist ginn an dee vun de Structure-d'accueilën.

Déi Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Finanzen tëscht Stat a Gemeng féiere mir elo schonn iwwer Joren, ouni datt mir e konkret Resultat kritt hunn. Virun e puer Joer bei der Reform vun der Gewerbesteier sinn d'Gemenge leider ugeschmiert ginn, mä do huet eis Gemengevertriedung, de Syvicol, leider matgespillt. De Kolleeg Gira, deen elo net hei ass, an ech, mir hunn deemools ganz kloer drop opmierksam gemaach, datt d'Gemengen do géifen negativ derbäi ewechkommen; et huet leider herno d'Realitéit eis Recht ginn.

Mir waren och dofir elo e bëssen iwwerrascht, wéi mir an der Kommissioun vum Rapporteur gewuer si gi vun engem Geheimdokument, wat de Syvicol dem Rapporteur ginn hätt…

*(Interruption)*

Jo, wat de Rapporteur vum Syvicol…. De Rapporteur huet dat gesot!

*(Interruption)*

Dach, dach, dach, an der Kommissioun vun de Gemengen, an der Kommissioun vun de Gemengen!

**Une voix**.- Den Här Bausch bestätegt dat.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Vun engem Geheimdokument, an et war och e Geheimdokument, well et wosst nach keen eppes dovun. Mëttlerweil hunn d'Gemengen dat elo virun e puer Deeg zougestallt kritt.

Och do hu mir erëm e schlecht Gefill. Mir hunn esou ëmmer méi d'Gefill am Land, wéi wann de Syvicol net onbedéngt déi Vertriedung wier, déi d'Interesse vun de Gemengen - Här President Klein - vertrëtt, mä datt dat éischter eppes wéi de Service de renseignements…

*(Interruptions et hilarité)*

…vum Stat vis-à-vis vun de Gemenge wier.

Mir wieren op jiddfer Fall frou, wa mir hei an Zukunft direkt mat abezu géife ginn a gewuer géife ginn, wat de Syvicol am Numm vun de Gemengen do ausverhandelt, an net herno viru Fait-accompliē gesat ginn.

Iwwert d'Fotovoltaik wëll ech mech lo méi kuerz faassen, dorop wäert den…

*(Hilarité)*

…Roby Mehlen muer och nach agoen. Ech wëll just och do soen, datt eis Kolleege vun de Sozialisten dozou virun de Wahlen aner Aussoe gemaach hunn.

Beim Sozialbudget mécht den Aly Jaerling muer nach eng Kéier eng Interventioun an de Jacques-Yves Henckes geet op den Enseignement an.

Den öffentlechen Transport, Här President, ass awer nach ee Punkt, deen ech wëll hei uschneiden, wéinst den Investitioune vum Plan pluriannuel. Den Här Lux, eisen neien Ëmweltminister, huet an der leschter Legislaturperiod hei ganz dacks dem Transportminister Henri Grethen virgeworf, en hätt keng Projete réaliséiert. Et muss een awer soen, datt, wéi den Här Grethen - an ech si jo elo net grad deen, deen onbedéngt dem Här Grethen seng Partie hei hält - an dee Ministère komm ass, wou 15 Joer virdrun e sozialisteschen Transportminister war, hien am Fong kee Projet virfonnt huet.

Mir hunn awer an der leschter Legislaturperiod an ale Frange fir 55 Milliarde Frang Projeten an den öffentlechen Transport hei gestëmmt. Dat heescht am Fong, datt elo deen neien Transportminister an eng Phas kënnt, wou en d'Projete fäerdeg do leien huet. E kann also elo net méi higoen a soen, et ass näischt do, mir mussen nach kucken, mä en huet alles do leie vu fäerdege Projeten, e brauch se nëmme méi ze réaliséieren.

Ech wëll just soe vun eiser Säit, datt mir nach eng Kéier wëllen ervirhiewen, datt mir déi Iddi vum Ingenieur Schummer ënnerstëtze fir ënnert der Stad erduerchzefueren, well mir nach ëmmer der Meenung sinn, datt dat de Problem géif maximal léisen. Wat geschitt awer elo? Mir gi lo gewuer, datt prioritär d'Linn Lëtzebuerg/Kirchbierg gebaut gëtt. An da steet och am Rapport ze liesen, datt déi aner Projeten „décalés dans le temps" wäerte ginn. Dat heescht an anere Wierder, et gëtt elo ee Projet prioritär behandelt, wou mir awer nach keng Terrainen hunn, de Projet nach net ausgeschafft ass, an déi aner Projete komme laut dem Rapport hannendrun.

Dat heescht, obscho mir elo déi Projeten do hunn, datt an däser Legislaturperiod net allze vill Projete wäerte réaliséiert ginn. Et ass genau dat, wat mir och gesot hunn: Wann d'Finanze méi knapp ginn, da kënnt d'Regierung net derlaanscht - egal wat fir eng datt do ass - fir d'Projeten ze strecken. An et gesäit een, dat gëtt och hei gemaach.

En anere Punkt ass dann dee vum Nulltarif am öffentlechen Transport. Mir hunn zënter 1999 den Nulltarif gefrot a ware frou, wéi d'LSAP och an hirem Wahlprogramm den Nulltarif gemaach huet. De Rapporteur proposéiert hei eppes anescht a seet dann, datt d'Käschten nëmme géife minimal vun de Käschte vun de Billjeeë bezuelt ginn, an e verlaangt do eng Upassung. Och do hu mir erëm déi Doppelzüngegkeet vun eise sozialistesche Kolleegen, déi wuel en Nulltarif proposéiert hunn, mä déi awer hei erëm e Rapport gestëmmt hunn, an deem de Contraire steet. Ech mengen d'Leit am Land, déi wéisste gären, wat dann elo geschitt. Huet de Rapporteur Recht, stëmmt de Regierungsprogramm oder stëmmen déi eenzel Aussoen, déi déi eenzel Ministeren an d'Députéierte maachen?

Op jiddfer Fall huet den Här Lux hei och Aussoe gemaach, déi een drop hiféieren, datt een net onbedéngt ka soen, datt déi Iwwerleeungen, déi de Rapporteur gemaach huet, net esou stëmmen. Well am sozialistesche Wahlprogramm stoung zum Beispill och, datt een e Gratisruffbus misst kënnen aféieren.

Den Aly Jaerling huet eng Question parlementaire elo gestallt, wou de Minister dann äntwert, déi aktuell Situatioun ass fir Lëtzebuerg am Verhältnis zu de Käschte gënschteg, dat heescht wéi et elo ass, ass et gënschteg an dobäi wesentlech méi attraktiv wéi e System Ruffbus. Dat heescht virun de Wahlen ass e Ruffbus versprach ginn, an elo no de Wahlen, op déi éischt Question parlementaire, déi e gestallt kritt, seet den Transportminister, dat kënnt net a Fro.

*(Interruption)*

D'Sozialisten haten am Wahlprogramm den Nulltarif stoen. Op eng Question parlementaire, déi elo eréischt däser Deeg beäntwert ginn ass, seet en, iwwert dat Gedankespill, fir eng Ausweidung vum Gratistransport ze maachen, wier iwwerhaapt net nozedenken. Dat ass jo elo net de Rapporteur gewiescht, mä dat ass den Transportminister, deen dat däser Deeg op eng Question parlementaire geäntwert huet.

Dofir, wann also hei elo d'Sozialisten an der Chamber optrieden a soen, ma dat ass dem Rapporteur seng Meenung, domadder hu mir näischt ze dinn, da kann ee just feststellen, datt hiren Transportminister dat aneschters gesäit.

Awer ech hunn esou d'Gefill, Här President, wéi wann d'Genossen aus der Sozialistescher Fraktioun hei net onbedéngt wëssen, wat d'Oberbosse vun de Genossen an der Regierung schonn alles mat ausgehandelt hunn. Ech fäerte ganz, d'Kolleegen do an de sozialistesche Reien, déi sinn nach gudde Glawens, mä se wëssen net wat hir Kolleegen an der Regierung schonn alles ausgehandelt hunn un Engagementer…

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Här Gibéryen, kann ech lech…

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- …an Engagementer agaange sinn, well soss géife se dach net déi Doppelzüngegkeet, déi Doppelzüngegkeet…

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Kann ech, Här President?

**M. le Président**.- Här Gibéryen, den Här Ben Fayot wëllt lech eppes froen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Ech sinn an dräi Minutte fäerdeg! Ech wollt…

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Här Gibéryen, ech hu kloer a menger Ried gesot, dass mir de Gratistransport an eisem Programm haten, dass mir bei de Koalitiounsverhandlungen dee Gratistransport net duerchkrut hunn an dass mir also an engem aneren Zeenario si vun Transport, dass mir awer och der Meenung sinn, dass een net den öffentlechen Transport, sou wéi dat am Rapport vum Här Rapporteur ugedeit ass, iwwer ze vill en héije Prozentsaz vu Recettë soll decken, dass den öffentlechen Transport och en öffentleche Problem soll léisen. Dat ass, wat ech gesot hunn, an dat ass och dat…

**M. le Président**.- Fuert Dir weider, Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Här President, ech stelle just fest, wann ech déi Debatten hei verfolleg hunn, dass e Rapport gestëmmt ginn ass an enger Finanzkommissioun vun enger CSV-LSAP-Majoritéit. Dat hei ass elo de 16. Rapport, deen ech matmaachen. Et war nach ëmmer, datt e Rapporteur seng eege Meenung erabruecht huet, mä ech hunn an deene 16 Joer nach ni erlieft, datt herno jiddferee gesot huet, ech sinn awer domat net d'accord.

Wann ech dat elo e bëssen esou zréckkucken, Här Fayot, Dir hutt de Mëtteg d'Meenung net gedeelt mam Rapporteur wat d'Analys iwwert d'Frontalieren ubelaangt. Dir hutt net gedeelt wat den Audit iwwert de Beschäftegungsfong ubelaangt, Dir hutt se net gedeelt wat de sozialpolitesche Deel ubelaangt. Dir hutt se net gedeelt wat de steierpolitesche Deel, wat d'Verméigenssteier ubelaangt. Dir hutt se net gedeelt wat d'Grondsteier ubelaangt um éischte Famillenhaus. Dir deelt se net wat d'Tariffer bei Bus an Zuch ubelaangen.

Den Här Frieden deelt se net wat d'Erofsetzung vun der Kierperschaftssteier an der Gewerbesteier ubelaangt. Den Här Frieden deelt se net wat d'Iwwerleeunge vum Tanktourismus an d'Engagementer vis-à-vis vu Kyoto ubelaangt.

Ech froe mech, dee Rapport, dee mir an der Chamber gestëmmt hunn, wat fir eng Deeler vun deem Rapport hunn - ausser dem Datum, Här President - dann elo nach eng Majoritéit?

*(Hilarité)*

Ausser dem Datum fannen ech näischt méi eraus, wat elo nach eng Majoritéit an deem Rapport do hätt. Dat hunn ech nach net matgemaach, datt ech an deem Parlament sinn, datt e Rapport gestëmmt gëtt an duerno kënnt dann een nom anere getréppelt a seet, jo domat si mir net mat d'accord, domat si mer net d'accord. Mat wat sidd Der d'accord an deem Rapport? Dat ass en Aarmutzeugnis an doraus schléissen ech, Här President, datt et an enger Famill oder an enger Regierung emol eng Kéier Sträit gëtt, dat versteet een, awer datt ee scho Rapp a Klapp an de Flitterwoche kritt, dat ass schonn eng Exceptioun, déi et bei däser Regierung gëtt, déi dat exemplaresch virféiert.

An esou eng Regierung an an esou e Budget, hätten déi da gär, solle mir Vertrauen hunn a mir sollen eppes stëmmen. Ech mengen, de leschten am Land versteet, datt mir dësem Budget mam beschte Wëllen net kënnen zoustëmmen.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Hutt Dir keng Stonn gebraucht, Här Gibéryen?

**M. le Président**.- Merci, Här Gibéryen. Muer de Mëtteg um hallwer dräi fuere mer mat eisen Debatten iwwert de Budget weider.

D'Sitzung ass elo opgehuewen. Ech soen lech Merci.

***(Fin de la séance publique à 19.05 heures)***

## Sommaire des séances publiques


Communications page 72

Ordre du jour page 72

5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 72-77
- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden pages 77-81
- Discussion générale pages 99-114

4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 pages 81-83

5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003 pages 83-84

Communication page 85

5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

et

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales pages 85-90

5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach pages 90-94

5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

et

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs pages 94-98

Demandes en naturalisation pages 98-99

Ordre du jour page 99

Communications page 99



## Chambre des Députés

**Compte rendu officiel**

***Supplément commun aux quotidiens:***
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

***Contenu rédactionnel:***
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

***Conception, saisie de texte et mise en page:***
Polygraphic SA, Luxembourg

***Concept et coordination générale:***
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Sommaire des questions parlementaires


| Question N° | Auteur | Objet |
|---|---|---|
| | **2e Session extraordinaire 2004** | |
| 0040 | | |
| cf. 0157 | M. Aly Jaerling | Financement des mesures "préretraite-ajustement" |
| 0065 | M. Aly Jaerling | Abattement pour locataires |
| 0089 | M. Aly Jaerling | Friche sidérurgique de Belval |
| 0099 | Mme Viviane Loschetter | Travaux d'amélioration de la sonorisation fixe du Centre national sportif et culturel "Coque" |
| 0115 | M. Aly Jaerling | Optimisation du transport public de Hayange à Luxembourg |
| 0116 | M. Aly Jaerling | Projet d'introduction nationale de la carte électronique de paiement des transports publics "e-go" |
| 0118 | M. Xavier Bettel | Lenteurs administratives |
| | **Session ordinaire 2004-2005** | |
| 0129 | M. Aly Jaerling | Transformation des parkings P&R en parkings payants |
| 0132 | M. Romain Schneider | Cadre légal du travail posté dans la fonction publique |
| 0135 | Mme Viviane Loschetter | Projet de route reliant le lieu-dit Biergerkräiz à Walferdange |
| 0137 | M. Camille Gira | Interdiction de la commercialisation et la dissémination de variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois |
| 0138 | M. Xavier Bettel | Prise en charge du médicament «Concerta» |
| 0141 | M. Paul Helminger | Sensibilisation de l'électorat étranger |
| 0148 | M. Claude Meisch | Remboursement de la TVA aux entreprises agréées |
| 0154 | M. Jacques-Yves Henckes | Prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile |
| 0157 | | |
| cf. 0040 | M. Aly Jaerling | Continuation des accords sur la préretraite ajustement et sur la reclassement Arcelor |
| 0158 | M. Aly Jaerling | Mutations de personnel après la fermeture de STUL (Société train universel de Longwy) sur les sites luxembourgeois d'Arcelor |


### *2e Session extraordinaire 2004*

**Question 0040** (10.8.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **financement des mesures „préretraite-ajustement“:**

De 14. am Broochmount 2004 huet de Koordinatiounscomité vun der Tripartite opgrond vun dem Arcelor-Strategiepabeier „Lux 2006“ déi wirtschaftlech Situatioun vun dëser Gesellschaft analyséiert an eng Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement guttgeheescht bis de Jorgang 1951.

D'lescht Woch huet d'Arcelor e positive Bilan virgeluecht mat enger Verdueblung vun hirem Gewënn.

D'Bedingungen, fir kënnen als Betrib vun der Préretraite-ajustement ze profitéieren, sinn am Gesetz vum 24. am Chrëschtmount 1990 festgehalen. Wat d'Finanzéierung ubelaangt, seet den Artikel 12 vum virzitéierte Gesetz am zweeten Ofsaz: „Wann e Betrib an enger ekonomesch a finanziell équilibréierter Situatioun ass, kann d'Regierung op Avis vum Konjunkturcomité, eng finanziell Participatioun vum betraffene Betrib verlaangen, déi, wéi am Ofsaz 3 vum selwechten Artikel festgehale gëtt, 50% vun der Héicht vun der Préretraite-ajustement net duerf iwwerschreiden.

Kënnen den Här Finanzminister an den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Bedeelegt sech d'Arcelor un der Finanzéierung vun de Chargen, déi sech aus der Préretraite-Indemnitéit erginn?

2. Falls neen, gedenkt d'Regierung oder huet d'Regierung dru geduecht, ugesiichts der gudder wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun der Arcelor, d'Arcelor (verstäerkt) an d'Finanzéierung vun der Préretraite-ajustement anzebannen?

3. Ass de Konjunkturcomité mat der effektiver wirtschaftlecher Situatioun vun der Arcelor befaasst ginn, esou wéi dat den Artikel 12, Ofsätz 2 an 3 vum Gesetz vum 24. am Chrëschtmount et erméiglecht, ier d'Regierung an der Tripartite hir Zoustëmmung fir d'Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement ginn huet?

4. Wéi héich soll d'Participatioun vun der Arcelor bei der Préretraite-ajustement fir d'Jorgäng 1948 bis 1951 ginn a wéi héich ass se elo?

5. Gëtt de Konjunkturcomité mat der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun Arcelor befaasst, ier d'Regierung definitiv Stellung bezitt zu der Demande vun der Weiderfinanzéierung vun der Préretraite duerch de Steierzueler respektiv d'Rentekeesen?

6. Gedenkt dës Regierung och d'Préretraite-ajustement, wat eng reng Beschäftegungsmesure ass, weiderhin duerch d'Rentekeese finanzéieren ze loossen oder, wéi dat eigentlech misst sinn, duerch de Beschäftegungsfong?

**Question 0157** (4.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **continuation des accords sur la préretraite-ajustement et sur la cellule de reclassement Arcelor:**

Bekanntlech leeft souwuel den Accord iwwert d'Préretraite-ajustement wéi och den Accord iwwert d'CDR (Cellule de reclassement) vun Arcelor mam Stat den 31. am Chrëschtmount 2004 aus.

An der leschter Stoltripartite waren eng Rei Accorde festgehale gi wat esouwuel d'Weiderféiere vun der Préretraite-ajustement wéi och d'CDR ubelaangt. Dëst am Kader vum Arcelor-Strategiepabeier Lux 2006.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Läit am Zesummenhang mat der Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement schonn eng definitiv Propos vir?

2. Läit am Zesummenhang mat der Weiderféierung vun der CDR schonn eng definitiv Propos vir?

3. A wat fir enger Form gëtt d'Préretraite-ajustement weidergefouert, wat ass d'Participatioun vun Arcelor a wat ass d'Participatioun vum Stat?

4. A wat fir enger Form gëtt d'CDR weidergefouert, wat ass d'Participatioun vun Arcelor a wat ass d'Participatioun vum Stat?

5. Gedenkt d'Regierung d'Préretraite-ajustement weider vun de Pensiounskeese finanzéieren ze loossen, andeem se den Undeel, deen de Versécherten als Pre-pensioun zegutt hätt, un de Beschäftegungsfong iwwerweise léisst?

**Réponse** (29.11.2004) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ech beäntwerten déi zwou Froe gläichzäiteg, well den Thema an d'Froen exakt deeselwechste Sujet hunn.

Et läit eng Propositioun respektiv eng prinzipiell Entscheedung vun der Stoltripartite iwwer souwuel d'Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement, wéi vun der CDR um Dësch. D'Préretraite gëllt fir d'Jorgäng 1948, 1949, 1950 an 1951, während d'CDR soll bis an d'Joer 2011 lafen.

D'zukünfteg Participatioun vun der Arcelor, déi bis ewell iwwer verschidde Weeër sech an der jéngster Vergangenheet indirekt op ronn 30% belaf huet, gëtt am Detail geregelt op Grond vun den Tripartitesbeschlëss vum Fréijoer.

De Konjunkturcomité gëtt selbstverständlech mat der Situatioun bei der Arcelor befaasst, wann e säin Avis iwwert d'Ufro fir d'Préretraite respektiv den Taux de participation vum Betrib ofgëtt.

Déi Bestëmmung iwwert den deelweise Finanzement vun der Préretraite iwwert d'Pensiounskeese muss Enn 2005 verlängert ginn. Ouni d'Entscheedung vun der Regierung virauszehuelen, sou muss dach ënnerstrach ginn, datt dësen deelweise Finanzement aus den Pensiounskeesen iwwerhapt net aussergewéinlech oder net berechtegt wier. Schliesslech geet et ëm déi Montanten, déi d'Leit souwisou dee Moment, wou si an d'Préretraite ginn, als normal Renteleeschtung vun hirer Pensiounskees zegutt hätten. Wat d'Remboursementer vun de Pensiounskeesen ubelaangt, kann ee vläicht nach, fir komplett ze si wat d'Erklärung vum System ugeet, preziséieren, dass de Beschäftegungsfong näischt vun de Pensiounskeesen erëmkritt fir déi Leit, déi an enger „Préretraite-solidarité“ respektiv an enger „Préretraite progressive“ sinn; dat si 15% vun alle Préretraitéierten, mä d'Sidérurgie ass hei net betraff.

**Question 0065** (1.9.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**abattement pour locataires:**

Den Ofstand tëschen Nofro an Offer ass um nationale Wunnengsmarché weider gewalteg an déi ze zuelend Loyerë sinn entspriechend héich. Vill Matbierger wäerten et esou wuel e Liewe laang net zum Statut vun engem Wunnengspropriétaire packen a nach méi Leit hunn et Mount fir Mount net liicht, duerch déi héich Wunnkäschten, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Kierzlech huet de CEPS/INSTEAD eng Etüd iwwert d'Wunnen zu Lëtzebuerg fäerdeg gestallt, dëst am Optrag vum Wunnengsbauministère. Ënner anerem - sou war an der Press ze liesen - hätt dës Etüd déi manifest Avantagë vu Wunnengspropriétairë par rapport zu Locatairë méi wéi kloer bestätegt. Eng vun den zentralen Ursaache fir dëse Virdeel géif an eisem Steiersystem mat senger ganzer Rëtsch vun Ofschreiwungsméiglechkeete leien, während de Loyer, dee fir e privat genotztent Immeubel ze zuelen ass, steierlech net considéréiert gëtt.

Dofir dës Froen:

1. Wéi steet den Här Minister - a mat him déi nei Regierung - zur Aféierung vun engem Abattement fir Locatairen; dëst am Sënn vu méi sozialer Gerechtegkeet?

2. Vill Matbierger verdéngen net genuch, fir kënnen direkt Steieren ze bezuelen, wéi ass d'Positioun vun der neier Regierung zur Aféierung vun engem Subsid als Conterpartie zum uewegenannten Abattement (eng Aart punktuell Negativsteier, déi der besonnescher Situatioun vum Lëtzebuerger Wunnengsmarché géing Rechnung droen)?

**Réponse** (30.11.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Monsieur le Député Aly Jaerling aimerait connaître l'avis du Gouvernement sur l'introduction éventuelle d'un abattement fiscal pour locataires et d'une subvention au loyer pour les locataires non soumis à l'impôt.

Monsieur Jaerling cite dans sa question une étude du CEPS/INSTEAD ayant mis en évidence les avantages financiers des propriétaires vis-à-vis des locataires. Dans la revue Population & Emploi N°2 de mai 2004, éditée par CEPS/INSTEAD, il est exposé que les 80% des ménages qui sont soit propriétaires de leur logement, soit logés gratuitement ou à un loyer inférieur au prix du marché, bénéficient d'un avantage non monétaire important, se situant à 14% du volume du revenu disponible monétaire net de l'ensemble des ménages, entraînant ainsi une nette augmentation du niveau de vie. Cet avantage pour les propriétaires est d'autant plus grand que les charges financières en relation avec l'acquisition du logement s'amenuisent, de sorte que «ce sont les personnes âgées, propriétaires et libérées des coûts importants liés au logement, qui bénéficient du gain le plus important».

Cette étude fortifie évidemment le Gouvernement dans ses efforts déjà entrepris et à entreprendre, pour faciliter aux ménages l'accès à la propriété de leur logement. Un abattement fiscal pour locataires inciterait par contre les ménages à ne pas investir dans une habitation personnelle.

Par ailleurs, les abattements fiscaux ne se prêtent guère comme mesures sociales ciblées. Pourquoi avantager un locataire à revenu moyen ou élevé par rapport à un propriétaire pensionné qui durant toute sa vie a renoncé à beaucoup de choses pour investir son revenu ainsi que son temps libre dans un logement pour sa famille, et qui doit éventuellement faire face à d'importants travaux de réparation? D'autre part, le tarif de l'impôt sur le revenu étant un tarif progressif, tout abattement fiscal bénéficie bien plus largement aux contribuables à revenu élevé qu'à faible revenu.

Monsieur le Député Jaerling en est bien conscient, aussi demande-t-il également la création d'une subvention de loyer pour les personnes ne pouvant bénéficier d'un abattement fiscal, parce qu'elles ne paient pas d'impôt.

Le Gouvernement n'entend pas non plus introduire une subvention généralisée du loyer qui ne tiendrait pas compte du revenu tant imposable que non imposable des locataires. Par contre, afin d'endiguer tant les prix d'acquisition que les loyers des logements, le Gouvernement entend mener avec détermination une politique incitant, ceteris paribus, à une augmentation de l'offre de logements.

Afin de dynamiser le marché du logement locatif, les pouvoirs publics entendent investir dans les logements destinés à la location. L'objectif du Gouvernement est d'augmenter l'offre de logements locatifs à loyer abordable. Il est prévu par ailleurs que le Fonds du logement va se porter acquéreur et gestionnaire de logements locatifs, assumant ainsi le rôle d'une agence immobilière sociale.

Le Gouvernement poursuit une politique de logement très active ayant pour but de faire augmenter l'offre afin de diminuer les prix. L'introduction d'un abattement fiscal ou d'une subvention généralisée pour locataires serait par contre une mesure défensive et passive. Une telle mesure, en diminuant la charge financière réelle auprès des locataires, aurait comme effet contraire d'entraîner une hausse des loyers demandés par les propriétaires.

**Question 0089** (15.9.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **friche sidérurgique de Belval:**

Enn Spierkel dëses Joers huet de President vum „Conseil régional“ vu Loutrengen am Kader vun enger offizieller Visite hei am Land eng originell Propositioun gemaach, déi net nëmmen d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Fiskal- a Sozialgesetzgebung géintiwwer der franséischer ënnerstäicht, mä och de Wëlle vun eiser franséischer Nopeschregioun méi enk mat eisem Stat zesummenzeschaffen.

Den Här Gérard Longuet huet am Här Statsminister en Alliéierte gesicht - a fonnt - fir d'Iddi, d'Lëtzebuerger Recht och um franséische Territoire vun de Brooche vun Esch-Belval kënnen ze applizéieren, beim franséische Wirtschaftsminister ze promouvéieren. Op der Ofschlosspressekonferenz hat den Här Statsminister gesot: „l'essor d'Esch-Belval en Cité des Sciences, en site de l'Université du Luxembourg et en zone d'activités économiques doit être vu dans un contexte grand-régional et ne sau-

rait de ce fait profiter aux seuls Luxembourgeois, ne laissant à la partie française que l'aménagement du parking principal du site." Dee Virschlag géing also op d'Ënnerstëtzung vum Här Statsminister stoussen an hie géing bei senger uschléissender offizieller Visite zu Paräis beim franséische Wirtschaftsminister an dëser Hisiicht intervenéieren.

Dofir dës Fro:

1. Wéi war d'Reaktioun vum franséische Wirtschaftsminister op dem Här Statsminister seng Lobbyaarbecht an der uewegenannter Saach, si sech hei nach iergendwellech positiv Suiten ze erwaarden oder gëtt et eventuell schonns konkret Fortschrëtter?

**Réponse** (29.11.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

De 25. Februar 2004 war den Här Gérard Longuet, President vum loutrengesche Regionalrot, op offizieller Visite zu Lëtzebuerg. Hien huet d'Propositioun gemaach, fir ze préiwen, ob Entreprisë mat Lëtzebuerger Recht sech kënnen op der franséischer Säit vun Esch-Belval etabléieren.

Ech hunn dem Här Longuet geäntwert, datt Esch-Belval e grenziwwerschreidende Projet ass, vun deem souwuel d'Lëtzebuerger wéi och d'Fransouse sollte profitéieren.

An deem Sënn hunn ech dem Här Longuet senger Propositioun och mäi prinzipiellen Accord ginn.

Wéi Der wësst, huet an der Tëschenzäit déi politesch Majoritéit am Conseil régional zu Metz changéiert.

Et ass un de kompetente nationale franséischen Autoritéiten, fir ze préiwen, ob d'Iddi vum Här Longuet, bei där et sech ëm eng komplex Matière handelt, ka realiséiert ginn.

**Réponse** (29.11.2004) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Mat Bezuch op d'parlamentaresch Ufro N°0089, déi vum Députéierten Aly Jaerling de 15. September gestallt ginn ass, wollt ech lech matdeelen, dass ech mech dem Här Statsminister senger Äntwert vum 8. November uschléissen an näischt Zousätzleches ze soen hunn.

**Question 0099** (21.9.2004) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **travaux d'amélioration de la sonorisation fixe du Centre national sportif et culturel „Coque“:**

Une étude concernant la sonorisation du Centre national sportif et culturel d'Coque a clairement montré les défaillances générales de la sonorisation fixe de cette salle. Jusqu'à présent, seuls les locataires des grands évènements musicaux pouvaient y faire face en amenant leur propre installation sonore. D'après mes informations les travaux d'amélioration de la sonorisation pourraient s'élever entre 80.000 et 100.000 €.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

- Sachant que des études concernant l'acoustique de cette salle, encore toute neuve, avaient été effectuées bien avant sa réalisation, comment peut-on expliquer une telle erreur?

- Qui peut-on tenir pour responsable?

- Qui financera le coût supplémentaire pour les modifications prévues afin d'améliorer la sonorisation de cette salle?

**Réponse** (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les études menées sur base de modèles informatiques dans le cadre de la maîtrise d'œuvre par un acousticien spécialiste dès le début du projet ont montré lors des tests après l'achèvement du Centre que les caractéristiques acoustiques de la salle peuvent être considérées comme bonnes.

Ce point a d'ailleurs été confirmé par l'acousticien de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, venu tester les lieux en vue de leur inauguration.

Aussi faut-il relever que le système de sonorisation installé n'a pas été prévu pour se substituer à la sonorisation d'un concert de variété ou autre. Il est bien normal que ces artistes amènent et installent leur propre sonorisation sur tous les lieux d'activité, qui est alors réglée par l'équipe technique professionnelle de l'artiste, lequel désire toujours maîtriser en totalité les éléments susceptibles d'influencer la qualité de son spectacle.

De façon générale, les organisateurs de spectacles se sont familiarisés avec le fait que ces artistes ne prennent jamais recours à l'équipement pré installé et inconnu à leurs propres techniciens.

Partant, l'installation de sonorisation en place a été réceptionnée après maints tests avant l'ouverture du Centre et le système a été exposé par les spécialistes lors des réunions de programmes et ainsi retenu d'un commun accord le 3 juin 1996 par le Ministère des Sports et le Ministère des Travaux publics.

Suite aux expériences qui ont pu être faites jusqu'à présent, le Conseil d'administration de l'établissement public Centre national sportif et culturel a estimé que la sonorisation fixe pour des messages et communications à l'adresse du public dans les gradins posait certains problèmes.

Depuis la mise en place de ce premier équipement qui date de la fin des années 90, le matériel de sonorisation a pu être miniaturisé avec l'évolution rapide de la technologie. De ce fait le Conseil d'administration de l'établissement public Centre national sportif et culturel a estimé que des améliorations économiquement justifiables pouvaient aujourd'hui être apportées dans l'intérêt de l'intelligibilité des informations transmises au public assis dans les gradins. Ceci se fera par un démantèlement partiel de l'équipement en place et un rapprochement des enceintes acoustiques en direction et au-dessus des gradins. Lors de cette modification il sera encore possible de subdiviser l'ensemble de la salle principale en différentes zones de balayage lesquelles pourront être gérées selon les besoins particuliers de chaque événement.

Le coût de l'opération n'est pas financé moyennant le budget de l'État, mais par des recettes propres que la Coque a générées et mises en réserve pour des travaux voire des équipements afin de perfectionner, compléter ou restaurer les diverses enceintes dans l'intérêt du plein emploi, du meilleur rendement et du confort des utilisateurs.

**Question 0115** (1.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**optimisation du transport public de Hayange à Luxembourg:**

Ufanks Hierschtmount sinn op franséischer Säit zwou nei Buslinnen a Betrib geholl ginn (d'Linn 39 an d'Linn 96). Dës nei Linne sollen den öffentlechen Transport a Richtung Lëtzebuerg optiméieren. Allebéid starte se zu „Hayange“. Währ end d'Endstatioun vun der Linn 39 „Volmerange-les-Mines“ ass, fiert d'Linn 96 vun „Ottange“ aus awer weider iwwert d'Grenz no Rëmeleng, Téiteng a Keel bis op d'Gare vun Näerzeng.

Dëst gëtt ze denken, wann ee weess, datt vun „Ottange - Place de Montcontour“ aus, eng RGTR-Linn, déi vun der CFL gefuer gëtt, besteet: d'Buslinn 307 „Ottange-Rumelange-Bettembourg“. Och d'Linn 307 hält virun der Gare vun Näerzeng.

Dofir dës Froen:

1. Firwat gouf eng zum RGTR konkurrent Linn op der genannter Streck zougelooss?

2. Ass d'Zouloossung vun dëser neier franséischer Buslinn d'Virspill zur Ofschafung vun der genannter, duerch d'CFL exploitéiert, Buslinn?

**Réponse** (22.11.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Députéierten Aly Jaerling weist op zwou nei franséisch Buslinnen hin, wouvunner eng d'Linn 96 iwwert d'Lëtzebuerger Grenz zu Rëmeleng bis op Näertzeng/Gare fiert. Dës Linn besteet aus véier Hin- an sechs Réck-Faarte pro Dag a garantéiert den interesséierten Awunner aus der franséischer Grenzregioun eng Korrespondenz op d'Zich an d'Stad Lëtzebuerg.

Säit zéng Joer fiert d'RGTR-Linn 307 vu Rëmeleng op Beetebuerg am Stonnentakt tëschent 5.00 an 23.00 Auer a bidd Korrespondenzen op d'Zich no Lëtzebuerg op der Beetebuerger Gare un. Säit engem Joer fiert dës Linn iwwert d'franséisch Grenz eraus bis op Oetteng an dat zur Zäit nach provisoresch, wéinst Bauaarbechten zu Rëmeleng op der Place de France.

Eng definitiv Genehmegung fir op Oetteng ze fueren ass nach net ugefrot.

Béid Linnen hunn deemno hir eege Clientèle.

Zu de Froe vum Här Jaerling, firwat déi franséisch Linn zougelooss gouf iwwert d'Grenz ze fueren, weisen ech op d'europäescht Reglement 684/92 hin, wat den internationale Persounentransport op der Strooss regelt.

Den Artikel 7 vun dësem Reglement schreift vir, datt all regelméisseg Persounentransporter op der Strooss musse mam Averständnis vun de betraffene Länner eng Genehmegung hunn.

Dëst Averständnis muss bannent zwee Méint deem aneren Land matgedeelt ginn.

Net d'accord si kann e Land nëmmen ënner festgesate Bedingungen a Grënn. Op kee Fall kann d'Bestoe vun enger anerer Linn op därselwechter Streck als Ursaach gëlle fir als Land seng Zoustëmmung net ze ginn.

D'Genehmegung un d'Firma Transfensch gouf ënner Berücksichtegung vum Reglement (CE) 684/92 den 9. Juli 2004 vun de franséischen Autoritéiten ausgestallt, an dat fir eng Dauer vu fënnef Joer.

**Question 0116** (1.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **projet d'introduction nationale de la carte électronique de paiement des transports publics „e-go“:**

Dee viregten Transportminister, deen d'Ticketspräisser am öffentleche Persounentransport substanziell gehéicht hat, huet och en Experiment (Testphas) mat engem elektroneschen Transportticket gestart: „e-go“. De Ministère wollt, mengen Informatiounen no, dëse System ab 2005 flächendeckend a Betrib gesinn.

D'Installatioun vun dësem System wäert mat gewaltege Käschte verbonne sinn. An alle Bussen an op alle Garë missten nei Entwäertapparater installéiert ginn. D'Kontroller missten all mat portabele Kaarteliesgeräter a Kaartendrucker ausgestatt ginn. Landeswäit misste Kaartewäertinformatiounsan Opluedgeräter installéiert ginn - vun der ganzer informatescher an elektronescher Infrastruktur, déi fir d'éischt opgebaut muss ginn, guer net ze schwätzen.

Mat dësem automatesche Bezuelsystem ass ze fäerten, datt d'politesch Hemmschwell fir Transportpräiserhéijungen duerchzedrécke méi kleng gëtt - mä och a virun allem de politesche Wonsch, fir eng Gratisoffer vum öffentleche Persounentransport duerchzesetzen, definitiv an de Beräich vun der politescher Utopie réckelt.

Dofir dës Froen:

1. Wéi eng Konklusioune goufen aus der Testphas vum „e-go“-Ticketsystem gezunn?

2. Wat ass de Käschtepunkt vun enger flächendeckender Installatioun vun dësem System?

3. Wéi héich wier den zousätzleche Käschtepunkt vun de Standleitungen an de GSM-Iwwerdroungen (Frais d'exploitation)?

4. Wéi héich ass de Käschtepunkt vun der Gestioun vun deem System duerch déi ausgewielte Privatfirma?

5. Gouf/gëtt dëse Projet och EU-wäit ausgeschriwwen?

6. Wéi ass d'Positioun vum neien Transportminister zur flächendeckender Aféierung vum genannten elektronesche Bezuelsystem?

7. Falls den neien Transportminister deiselwecht Positioun wéi säi Virgänger huet, bis wéini gedenkt hien, deen neie Kaartesystem agefouert ze hunn?

8. Falls deen neie Plastiktransportkaartesystem agefouert gëtt - bedeit dat dann, datt domadder d'Iddi vun enger Gratisoffer um öffentlechem Persounentransport zu Lëtzebuerg definitiv ad acta geluecht ass?

9. Firwat ass „e-go“ nëmmen als Check-In System fonctionnel - bei engem Check-In/Check-Out-System wier et méiglech, de Floss vun de Reesende statistesch ze erfaassen an och kënnen entspriechend ze reagéieren?

10. Mussen d'Passagéier sech ënnert deem neie System - och wa se eng Kaart fir e Mount hunn - bei all Fahrt umellen?

11. Stëmmt et, datt bei dësem System, dat eréischt an der Testphas ass, schonns gefälschte Kuerzstrecken- a Réseausbilljeeën opgetaucht sinn?

**Réponse** (3.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger Ufro mat dem geplangten elektroneschen Tarifsystem e-go.

D'Testphas vun deem System gouf am Februar 2003 ugefaang. Am Hierscht 2003 gouf e Bilan gemaach, souwuel iwwert den techneschen Deel wéi och iwwert de prakteschen Deel, woubäi d'Akzeptanz bei den Testkandidate gepréift gouf.

Béid Beräicher hu positiv ofgeschnidden, wourop als Konklusioun d'Regierung entscheed huet, den elektroneschen System landeswäit anzeféieren.

Déi flächendeckend Installatioun heifir huet e Gesamtkäschtepunkt vu 7.397.700 €, déi op d'Budgetsjoren 2003, 2004 an 2005 opgedeelt sinn.

En zousätzlechen zum e-go-Projet gezielte Käschtepunkt duerch Funk oder Tëlefonsverbindungen entsteet net. Hei gëlle beim Ofruffe vun engem Entwäerter (am Bus oder op enger Gare) déi normal Tariffer.

Zur Zäit si keng Gestiounskäschte berechent. Den Transportministère beabsichtegt awer e Kontrakt, fir den Ënnerhalt vun alle Geräter mat der entsprechender Firma ze proposéieren.

No laangem Sichen an Europa gouf de System, dee vu Motorola entwéckelt gouf, zréckbehalen. Deen eenzege Fournisseur zu Lëtzebuerg gouf doropshi beoptraagt, de Projet unzegoen.

Zur Zäit, wou den e-go-Projet zu 50% installéiert ass (sämtlech TICE-, CFL- an RGTR-Bussen, souwéi eng Rei (CFL-) Garen am Süden an am Zentrum), sinn ech un der Aféierung vum neie System interesséiert an hoffe bis Enn 2005, den e-go landeswäit funktionéieren ze gesinn.

Bei Joreseinnahmen duerch de Verkaf vu Billjeeë vu 25.908.000 € a gläichzäiteg steigende Käschten duerch eng verbessert Offer am öffentlechen Transport, ass et zur Zäit net ubruecht, de Gratistransport, dee fir Schüler, Invaliden an all manner bemëttelt Matbierger gëllt, weider auszedehnen.

Zur Fro vun engem systemateschen Check-In an Check-Out ass ze bemierken, datt de System nëmmen Check-In virgesäit, wat fir gesamt Zielunge vun de Passagéier wichteg ass an och duergeet.

Op en Check-Out gëtt aus praktesche Grënn verzicht, och wann e méi Prezisioun bei Statistike géing bréngen. Et besti berechtegt Zweifelen, ob een dat dem Reesende kéint zoumudden.

Op seng 11. Fro kann ech zur gudder Lescht mat „neen“ äntwerten. De responsabele Leit vum Projet ass kee Fall vu gefälschte Billjeeë bekannt. Op d'Fälschungssécherheet ass iwwregens beim e-go-Projet e spezielle Wäert geluecht ginn.

**Question 0118** (5.10.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **lenteurs administratives:**

Il me revient par voie de presse que lors de la «Journée des élus locaux», organisée par le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), le Médiateur en fonction depuis le 1er mai dernier, Monsieur Marc Fischbach, aurait affirmé que de manière générale les administrations mettaient trop de temps pour s'acquitter des tâches qui leurs étaient confiées.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Est-ce que Messieurs les Ministres partagent les vues relatées ci-dessus?

Dans l'affirmative, de quelle façon Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation?

**Réponse commune** (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En date du 21 octobre 2004, le Médiateur Marc Fischbach a présenté à la Chambre des Députés le rapport intermédiaire de son bureau, couvrant la période du 1er mai 2004 au 30 septembre 2004.

Célérité et transparence sont les mots maîtres de ce rapport d'activité, dans lequel le Médiateur précise entre autres que:

«Les expériences accumulées au cours des cinq premiers mois de son activité ne suffisent certainement pas pour permettre au Médiateur de porter un premier jugement concluant sur la conformité de l'action et des pratiques administratives avec tous les principes inhérents à une bonne gouvernance. Il observe cependant que sur les 587 saisines dont il avait l'objet dans la période du 1er mai au 30 septembre, quelque 102 affaires font apparaître une pratique

qui n'est pas compatible avec le bon fonctionnement de l'administration publique.

Il s'agit, en l'occurrence, des lenteurs excessives avec lesquelles nombre d'affaires sont traitées et surtout du temps que mettent les administrations concernées pour répondre aux demandes des citoyens.

L'obligation de répondre rapidement à toute demande du citoyen et de lui fournir rapidement les informations requises comme, en général, l'exigence de traiter toute demande dans des délais raisonnables sont d'autant de principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.»

Conclure de ce rapport et de l'intervention du Médiateur à l'occasion de la « Journée des élus locaux» organisée par le Syvicol que «d'une manière générale les administrations mettent trop de temps pour s'acquitter des tâches qui leur sont confiées» ne reflète certainement pas la réalité.

En effet, une étude réalisée dans le cadre de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne et publiée récemment par le Bureau néerlandais SCP fait apparaître qu'en matière de qualité de l'administration publique (bureaucratie, transparence, efficacité et corruption), le Luxembourg figure à la troisième place au niveau communautaire, derrière la Finlande et le Danemark!

Cependant, et afin d'améliorer progressivement la qualité de l'administration luxembourgeoise, le Gouvernement continuera à prendre des mesures, mener des actions et réaliser des projets surtout dans les trois domaines de l'accueil par l'écrit, du traitement des dossiers par les administrations et du suivi en ligne de l'état des dossiers par les agents respectifs.

Une sensibilisation accrue, une formation adéquate, des procédures claires et précises documentées et des traitements guidés par des systèmes informatisés performants devraient permettre dans les années à venir d'éviter des retards dans le traitement des dossiers et d'accélérer encore les tâches confiées aux administrations.

***Session ordinaire 2004-2005***

**Question 0129** (18.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **transformation des parkings P&R en parkings payants:**

Déi viregt Regierung hat en Transportkonzept „mobilitéit.lu" ausschaffe gelooss. An deem Konzept gouf ugereegt, d'P&R-Opfangsparkinge ronderëm d'Stad käschteflichteg ze maachen:

„Da zum Teil schon heute Engpässe bei den bestehenden P&R-Anlagen am Stadtrand auftreten, bleibt zu überlegen, ob diese P&R-Anlagen auch längerfristig (d.h. bei einem generell verbesserten ÖV-Angebot) für Ganztagsparker gebührenfrei zugänglich bleiben sollen."

Meng Fraktioun huet dës Ureegung den 12. Mäerz 2003 an der Chamber kritiséiert an eng entspriechend oflehnend Motioun zur Ofstëmmung bruecht. Dës Motioun gouf mat 39 zu 21 Stëmme verworf - ënnerstëtzt gouf se awer vum heitegen neie Regierungskoalitiounspartner.

Dofir dës Fro:

Wéi steet déi nei Regierung zur uewen zitéierter Iddi, d'P&R Opfangsparkinge ronderëm d'Stad käschteflichteg ze maachen?

**Réponse** (15.11.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

An der Iddi, fir d'Leit derzou ze beweege sou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport ëmzesteigen, gesäit d'Stratégie „mobilitéit.lu" eng Serie vu Moossnamen an Investitioune fir d'Verbesserung vum öffentlechen Transport vir.

Dobäi ass festzestellen, datt et a siedlungsaarme Regiounen aus Käschten- a Rentabilitéitsgrënn net ëmmer méiglech ass iwwerall e gudden an attraktiven öffentlechen Transport unzebidden. Dofir d'Iddi fir P&Ren ze schafen, déi et erméiglechen d'Verkéiersstréim ze bündelen a soumat de Grondsteen fir e performanten öffentlechen Transport ze leeën.

An dëser Iddi gesäit d'Stratégie „mobilitéit.lu" zwou Ceinturë vu P&R-Anlagen vir, déi un déi grouss Achse vum Stroossennetz ugebonne sinn.

Eng éischt Ceinture ass laanscht d'Landesgrenz ugesiedelt, fir de Pendler méiglechst fréi, dat heescht op der Grenz, d'Méiglechkeet ze bidde fir op den öffentlechen Transport ëmzesteigen.

Eng zweet Ceinture vu P&R-Anlagen ass am Ëmland vun der Stad Lëtzebuerg geplangt a soll d'virgelagert Anzugsgebitt vun der Stad erschléissen. Dat sinn haaptsächlech déi Gebidder zwëschent der Haaptstad an de groussen Siedlungen am Süden an am Weste vum Land.

De Problem bei engem P&R-Konzept besteet awer doran, datt och den direkten individuellen Zilverkéier op d'P&R-Plazen zréckgräife kann a soumat deenen, fir déi de P&R geduecht ass, nämlech d'Leit, déi op den öffentlechen Transport ëmklammen, d'Parkplazen ewechhëlt. Dowéinst muss ee steirend an d'Benotzung vun de P&Ren agräifen, wéi dat och elo scho mat deene verschiddene Parkplazen an der Stad an zu Esch/Uelzecht gemaach gëtt.

**Question 0132** (20.10.2004) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **cadre légal du travail posté dans la fonction publique:**

En ce qui concerne le travail posté dans la fonction publique, force est de constater qu'il ne dispose pas de cadre légal spécifique actuellement. Néanmoins, un avant-projet de règlement grand-ducal fixant le régime du travail par équipes successives à prester dans les administrations et services de l'État avait trouvé l'accord du Gouvernement réuni en conseil vers la fin de l'année 2003. Il avait été décidé à cette occasion de transmettre pour avis ledit avant-projet de règlement grand-ducal aux différents chefs d'administration. Jusqu'à ce jour, il n'y a plus eu de nouvelles concernant les suites à donner à cet avant-projet.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Monsieur le Ministre peut-il me préciser où en est l'avant-projet de règlement grand-ducal mentionné ci-dessus?

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les prochaines démarches que le Gouvernement va entreprendre dans ce domaine? Dans quels délais peut-on espérer qu'un tel règlement puisse entrer en vigueur?

**Réponse** (3.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Il est exact que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative avait préparé un avant-projet de règlement grand-ducal fixant le régime du travail par équipes successives à prester dans les administrations et services de l'État. Cet avant-projet de règlement grand-ducal avait été soumis au Conseil de Gouvernement en date du 7 novembre 2003. Lors de sa séance du 7 novembre 2003, le Conseil n'avait cependant pas donné son approbation au texte en question, mais il avait invité les services du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative de requérir l'avis des différentes administrations concernées par cette nouvelle réglementation. L'avis des différents services étatiques a été sollicité par courrier du 26 novembre 2003 adressé à tous les départements ministériels.

Or, les réponses qui sont parvenues au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont fait apparaître qu'il y a de fortes divergences tant en ce qui concerne les modalités du travail par roulement telles qu'elles sont pratiquées à l'heure actuelle dans les différentes administrations, qu'en ce qui concerne les vues sur la teneur d'une réglementation uniforme à appliquer à tous les services concernés.

Il reste que le statut ne prévoit actuellement pas de dispositions réglant spécifiquement et en détail le travail par équipes successives. L'article 3, paragraphe 2, du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les services de l'État laisse une large autonomie au chef d'administration à ce titre en disposant que «Toutefois, le chef d'administration peut modifier l'horaire normal de travail journalier si l'intérêt du service l'exige.»

Enfin, je me propose de ressaisir le Gouvernement en conseil prochainement pour décider de la marche à suivre dans ce dossier.

**Question 0135** (20.10.2004) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de route reliant le lieu-dit Biergerkräiz à Walferdange:**

- Dans quel concept global d'aménagement des routes et du territoire ce projet s'intègre-t-il?

- Comment peut-on garantir le maintien des ceintures vertes, barrières évitant l'extension des zones urbaines, dans ce projet?

- Quels sont les objectifs visés pour améliorer la qualité de vie des habitants des lieux concernés?

- Dans quelle mesure les communes concernées ont-elles été impliquées dans l'élaboration dudit projet?

**Réponse** (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le concept IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept für Luxemburg) prévoit au chapitre 6.3.2. un développement conséquent de la vallée de l'Alzette entre Mersch et Luxembourg avec une augmentation de la population résidente. Il est dans ce contexte prévu d'aménager de nouvelles zones d'habitation dans les zones tributaires de la ligne ferroviaire du Nord tout en évitant les zones d'inondation. L'offre du transport public est à compléter par des bus circulant sur la N7.

Bien que la vallée de l'Alzette entre Mersch et Luxembourg sera libérée d'une partie du trafic y circulant en transit grâce à la route du Nord (A7) qui traverse la vallée au nord de Lorentzweiler et s'y raccorde à la N7 par un échangeur, les trafics propres générés par les résidents vont engendrer, toujours suivant l'IVL, une charge supplémentaire de trafic individuel dans la région de Walferdange/Bereldange.

L'Administration des Ponts et Chaussées a proposé comme solution la réalisation d'une nouvelle descente du plateau Biergerkräiz vers la vallée avec raccordement à la N7 et offre à ce trafic un exutoire par une liaison directe via le contournement sud de Bridel vers l'autoroute A6, assurant entre autres la desserte des quartiers ouest et sud-ouest de la capitale.

Cette nouvelle route se substituerait aux deux liaisons suivantes affectées toutes les deux de graves problèmes de sécurité:

1. Le chemin repris CR181 entre le giratoire Biergerkräiz et Bereldange; cette route à très forte pente longitudinale (12%) traverse les quartiers résidentiels de Bereldange. Elle supporte actuellement un trafic de 13.000 véhicules/jour, dont 5% de poids lourds.

2. Le chemin vicinal Steinsel-Bridel qui traverse les quartiers résidentiels du plateau de Bridel avec une charge de trafic dépassant les 5.000 véhicules/jour.

Les avantages de la nouvelle descente devraient donc être les suivants:

- augmentation sensible de la sécurité entre autres par l'élimination des poids lourds dans la descente dangereuse aboutissant en pleine zone résidentielle;

- raccordement de la zone d'activités de Steinsel au réseau routier d'ordre supérieur;

- gain en qualité de vie des résidents de Bereldange et de Walferdange ainsi que de Bridel et de Steinsel, et particulièrement de ceux habitant à proximité des deux routes qu'il s'agit de délester.

Si le concept IVL confirme l'opportunité de cette route, il juge comme problématique son intégration dans le paysage et recommande de soumettre ce projet à une étude spécifique analysant son impact sur l'environnement.

Il va de soi que le projet devra être instruit en conformité avec les principes de la directive européenne 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Cela signifie qu'à côté de ces procédures officielles, les communes directement concernées seront continuellement informées de l'évolution du projet. En date du 2 juillet 2003, Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a exposé le projet aux deux communes. La participation active des communes a été poursuivie par la remise pour avis de l'avant-projet sommaire accompagné d'une notice d'impact sur l'environnement naturel.

En cas d'élaboration définitive et détaillée du projet, il est évident qu'il faudra veiller à ce que les ceintures vertes et zones de récréation proches des quartiers résidentiels ne soient pas touchées par le tracé de cette route et à ce que la nouvelle route soit réalisée de manière à s'intégrer au mieux dans le paysage.

**Question 0137** (21.10.2004) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**interdiction de la commercialisation et la dissémination de variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois:**

Le 8 septembre 2004, la Commission européenne a inscrit 17 variétés de maïs transgéniques dans le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles. Cette inscription autorise maintenant d'un coup la commercialisation et la dissémination commerciale de ces OGM à grande échelle et sur tout le territoire de l'UE!

La Commission a pu prendre cette décision grâce à la levée du moratoire européen et parce que ces 17 variétés de la société Monsanto (MON 810) furent déjà autorisées pour la dissémination en 1998, avant le moratoire européen. Or, depuis 1998 plusieurs études scientifiques ont révélé les conséquences néfastes de MON 810 sur la biodiversité.

Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a utilisé les moyens légaux prévus par la directive EC/2002/53 pour interdire la commercialisation et la dissémination de ces variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois?

**Réponse** (3.12.2004) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le 8 septembre 2004 la Commission européenne a procédé à l'inscription de 17 variétés transgéniques de maïs au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles. Ces variétés comportent toutes la même modification génétique, dénommée MON 810 qui, en produisant une toxine, rend le maïs résistant à son principal ravageur, la pyrale.

Si par le fait de leur inscription au catalogue commun, ces 17 variétés transgénétiques peuvent être librement commercialisées dans toute l'Union européenne, y compris au Luxembourg, force est cependant de constater qu'il s'agit de variétés de maïs très tardives qui ne sont absolument pas adaptées pour être cultivées dans les régions de l'Europe du Nord, mais qu'elles conviennent uniquement pour la culture dans les régions du pourtour méditerranéen (Espagne, Portugal, Sud de la France, Italie, Grèce etc…). En dehors de ces régions, ces variétés ne peuvent atteindre leur maturité et y sont en conséquence inaptes à la mise en culture. En clair, ces 17 variétés transgéniques de maïs ne risquent pas d'être cultivées au Luxembourg.

Ceci dit l'honorable Monsieur Camille Gira souhaite savoir si le Gouvernement a utilisé les procédures prévues par la directive 2002/53/CE pour interdire dans notre pays la commercialisation des 17 variétés transgéniques de maïs.

La directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles prévoit des procédures selon lesquelles la Commission européenne peut autoriser certains États membres à interdire sur leur territoire national la commercialisation d'une variété donnée, s'il y a par exemple des raisons valables pour considérer que la variété présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement.

La modification génétique MON 810 a été évaluée et autorisée par la Commission et les États membres en 1998. L'évaluation du dossier de MON 810 n'a relevé aucun danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Depuis 1998 aucun nouvel élément pertinent n'a permis de contredire ces conclusions. Jusqu'à preuve du contraire, la Commission considère donc que l'événement MON 810 ne présente pas de dangers, ni pour l'homme, ni pour l'environnement.

Comme les 17 variétés transgéniques ne seront pas cultivées au Luxembourg, je ne vois pas l'utilité pour le Gouvernement luxembourgeois d'engager une épreuve de force avec la Commission européenne, en déclenchant les procédures prévues par la directive 2002/53/CE, pour interdire la commercialisation de ces 17 variétés sur notre territoire, d'autant plus que de nouveaux arguments scientifiques pour justifier cette démarche font défaut.

D'ailleurs aucun autre État membre n'a engagé une telle procédure

pour interdire la commercialisation des 17 variétés comportant MON 810, soit parce que les 17 variétés en question sont inappropriées pour la culture sur son territoire national respectif, soit parce qu'il ne dispose pas d'arguments scientifiques nouveaux plaidant contre l'événement MON 810, soit en raison du cumul de ces deux motifs.

**Question 0138** (21.10.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **prise en charge du médicament «Concerta»:**

L'ADHD (Attention-Deficit/Hyperactivity Disorder) est une affection complexe et variée qui consiste en un trouble de l'hyperactivité avec déficit de l'attention. Dans les pays germanophones on parle généralement de ADS (Aufmerksamkeitsdefizitsyndrom). L'ADHD se caractérise par l'hyperactivité, l'impulsivité, le manque de patience et la faible capacité à se concentrer. Au niveau européen on estime que jusqu'à 5% des enfants en âge scolaire sont affectés.

Un des traitements consiste en l'administration du médicament „Ritalin"; celui-ci agit pendant environ quatre heures. Le 25 mai 2004, en réponse à la question parlementaire N°2726 de Monsieur le Député Jean Colombera *(cf. compte rendu N°16/2003-2004)*, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale de l'époque rendait attentif au fait que le médicament „Ritalin" et les médicaments à indication thérapeutique similaire ne sont pris en charge par l'assurance-maladie qu'à la double condition d'un protocole thérapeutique et d'un accord préalable du contrôle médical.

Un des nouveaux médicaments vient d'être mis sur le marché. Il s'agit du médicament „Concerta", comprimé à libération prolongée, qui lui agirait pendant douze heures. Or, il s'avère que ce médicament (200 € pour trois mois) n'est pas pris en charge par l'assurance-maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le médicament „Concerta", apparemment plus efficace que le „Ritalin" devrait également être pris en charge par l'assurance-maladie?

**Réponse** (30.11.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les différentes demandes d'admission sur la liste positive prévue à l'article 22 du code des assurances sociales du médicament „Concerta", dans les présentations 30 comprimés à 18 mg, 30 comprimés à 36 mg ainsi qu'en emballage clinique de 30 comprimés à 54 mg, ont été introduites par le titulaire détenteur de l'autorisation de mise sur le marché dudit médicament.

Ces demandes suivent actuellement le cours de l'instruction prévue aux articles 22 et 50 du code des assurances sociales et du règlement grand-ducal d'exécution correspondant.

Avant de se prononcer sur une prise en charge, au vu des dossiers introduits par le titulaire, l'Union des Caisses de Maladie doit attendre les avis des instances obligatoirement saisies dans le cadre de ces demandes.

Conformément aux délais impartis, il est à prévoir que les questions relatives à la prise en charge des différents conditionnements du médicament „Concerta" seront tranchées en décembre 2004 ou en janvier 2005.

**Question 0141** (27.10.2004) de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant la **sensibilisation de l'électorat étranger:**

L'année 2005 sera marquée par des élections auxquelles pourront participer de nombreux résidents étrangers vivant sur le territoire national (participation aux élections communales et éventuellement au référendum relatif à la Constitution européenne).

Vu l'importance des deux échéances pour notre démocratie une large campagne d'informations s'impose pour permettre à nos concitoyens étrangers de se familiariser davantage avec nos institutions démocratiques, de les sensibiliser ainsi aux enjeux de leur participation et de leur permettre d'exercer dans les meilleures conditions le droit de vote qui leur est ou leur sera encore accordé.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre:

Comment le Gouvernement entend-il informer et sensibiliser l'électorat étranger sur les importantes échéances électorales qui les attendent?

Le Gouvernement compte-t-il lancer un programme d'instruction civique destiné à familiariser les électeurs non luxembourgeois avec les modalités du système électoral luxembourgeois?

**Réponse** (8.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député se préoccupe de l'information des électeurs communautaires appelés à participer tant aux élections communales d'octobre 2005 qu'au référendum relatif à la Constitution européenne.

Le Gouvernement n'entend pas lancer un programme d'instruction civique étant donné qu'un tel programme, dispensé nécessairement hors du milieu scolaire, afin d'atteindre le public cible, nécessite des structures dont la mise en place s'avère impossible jusqu'aux échéances électorales de 2005.

Par contre, une campagne de sensibilisation a déjà eu lieu pour inciter les résidents étrangers à s'inscrire sur les listes électorales afin de pouvoir participer aux élections communales de 2005.

En ce qui concerne l'information en relation avec le référendum sur la Constitution européenne, il est clair que la population toute entière devra être informée sur les enjeux. Une information spéciale de l'électorat étranger ne semble pas opportune. Une campagne de sensibilisation et d'information générale sera dès lors organisée au cours des six premiers mois de 2005. L'agencement exact de cette campagne d'information sera décidé dans les prochaines semaines.

**Question 0148** (28.10.2004) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **remboursement de la TVA aux entreprises agréées:**

Les dispositions légales du 30 juillet 2002 ont ouvert la possibilité aux entreprises oeuvrant dans le domaine de la construction d'appliquer directement un taux super-réduit de TVA à certains travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt d'un logement affecté à des fins d'une habitation principale. Cette mesure connaît un grand succès vu le nombre croissant de demandes d'agrément de la part d'entreprises auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Toutefois, il semble que par cette mesure l'AED devient très vite redevable de montants importants de TVA à rembourser aux promoteurs, ce qui, partant, risque de causer de grands problèmes de trésorerie à ceux-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre d'agréments émis jusqu'ici par l'AED?

- Combien d'entreprises ayant obtenu un tel agrément attendent le remboursement de la TVA et quels sont en moyenne les délais de remboursement?

- Est-il exact qu'il existe des entreprises dont la TVA due pour l'exercice 2003 n'a pas encore été remboursée par l'AED?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces délais sont raisonnables? Dans la négative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre pour remédier à la situation?

**Réponse** (3.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Renseignements pris auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, la question comporte de ma part la réponse suivante:

Ad. 1er tiret:

À la date du 31 octobre 2004, 58.908 agréments ont été émis par le bureau d'imposition XII.

Ad. 2e tiret:

L'administration ne dispose pas de données statistiques distinctes des entreprises oeuvrant dans le domaine de la construction ayant obtenu un agrément et attendant le remboursement de la taxe.

Il est évident qu'avant tout remboursement, l'administration doit procéder au contrôle, même sommaire, des déclarations déposées afin d'assurer la perception exacte de l'impôt et d'empêcher des remboursements de TVA non justifiés. Pour des raisons tenant au principe de l'égalité devant l'impôt, elle doit veiller à traiter d'une manière uniforme les personnes assujetties à la taxe. Elle ne peut dès lors réserver un traitement de faveur aux entreprises dont la déclaration fait ressortir un solde remboursable au détriment de celles qui déclarent un excédent de taxe à verser au Trésor et qui n'ont pas un moindre droit de se voir renseigner sur le sort réservé à leur déclaration, ceci d'autant moins qu'une telle façon d'agir irait aux dépens du Trésor et, partant, de la collectivité.

Il découle de ce qui précède que les délais de remboursement varient en fonction du régime de déclaration (mensuel, trimestriel ou annuel) auquel l'entreprise se trouve soumise, de la date de remise des déclarations, et finalement de la rapidité avec laquelle les vérifications indispensables peuvent être effectuées.

Ad. 3e tiret:

Il existe pour le moment des entreprises auxquelles les excédents de taxe en amont de l'exercice 2003 n'ont pas encore été remboursés. La raison de cet état de choses est un certain retard accumulé par la Recette centrale de l'administration dans la saisie des déclarations et les répercussions qui s'en suivent sur le travail des bureaux d'imposition chargés du contrôle des déclarations.

Toujours est-il que l'administration s'efforce de combler le retard et de rembourser dans les meilleurs délais les excédents de taxe en amont aux entreprises concernées.

**Question 0154** (3.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile:**

Tout demandeur d'asile, qu'il soit en cours de procédure ou débouté, a droit à une couverture médicale durant la durée de son séjour sur le territoire national. Ne pouvant pas être affiliés à une caisse de maladie, c'est l'État luxembourgeois qui, par le biais du Ministère de la Famille, prend en charge la totalité des frais médicaux; les demandeurs d'asile n'ayant pas de revenus, ils ne peuvent ni cotiser ni participer aux frais.

Ni le rapport annuel du Ministère de la Famille ni le rapport de l'Inspection générale de la sécurité sociale renseignent sur le nombre des personnes bénéficiaires, sur les coûts qui résultent de cette prise en charge des frais et sur l'étendue de la couverture.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quel est le montant annuel des dépenses médicales au profit des demandeurs d'asile en cours de procédure et les demandeurs d'asile déboutés pour la période de 1998 à 2004?

- Est-ce que ce sont les caisses de maladie qui supportent les dépenses médicales en totalité et est ce que l'État rembourse ces frais aux caisses de maladie? Si oui, par quel crédit budgétaire?

- Les demandeurs d'asile sont-ils assimilés à 100% à des assurés luxembourgeois? Y a-t-il une différence entre les demandeurs d'asile en cours d'instruction et les demandeurs d'asile déboutés?

**Réponse** (8.12.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Quant à la première question:

Les dépenses pour soins de santé sont couvertes soit par l'assurance maladie facultative soit par le budget du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers/Ministère de la Famille et de l'Intégration:

1. Les informations n'ont pas pu être recueillies faute de temps. Elles pourront être fournies ultérieurement.

2. En ce qui concerne les dépenses couvertes directement par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers les comptes renseignent les montants suivants:

| | |
|---|---|
| 2001: | 2.155.575,36 € |
| 2002: | 1.681.718,43 € |
| 2003: | 1.466.629,94 € |
| les premiers six mois de 2004: | 637.683,87 €. |

Les chiffres sur les années 1998 à 2000 ne sont plus disponibles en raison du changement du système de comptabilisation des dépenses de l'État.

Réponse à la deuxième question:

La Caisse de Maladie des ouvriers supporte les frais de santé (excepté la part patient) pour les assurés, par le biais de l'assurance facultative. Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers paye la cotisation mensuelle par ménage pendant toute la durée du séjour des personnes au Luxembourg, comprenant tant la phase de la procédure d'asile que la phase suivante ainsi que les soins reçus par le demandeur d'asile pendant les trois à quatre premiers mois de leur séjour étant donné qu'en matière d'assurance facultative le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la demande au Centre commun de la Sécurité sociale.

Réponse à la troisième question:

Aux termes de l'assurance maladie facultative auprès de la Caisse de Maladie des ouvriers il n'y a pas de différence entre assurés luxembourgeois, ni entre assurés «demandeurs d'asile en cours de procédure» et assurés «demandeurs déboutés».

**Question 0158** (4.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **mutations de personnel après la fermeture de STUL (Société train universel de Longwy) sur les sites luxembourgeois d'Arcelor:**

Aus de Medie war gewuer ze ginn, datt de STUL (Société train universel de Longwy) zu Lonkesch géif éischter zougemaach gi wéi geplangt. Mengen Informatiounen no wor d'Schléissung vum STUL fir den 1. am Lenz 2005 geplangt, ouni datt awer een entlooss géif ginn.

Déi nei Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval soll viraussiichtlech den 1. am Chrëschtmount 2004 mat enger Tournee a Betrib goen, ab dem Haartmount 2005 mat zwou Tourneeën. Et war virgesinn, datt Personal vum STUL soll op de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker integréiert ginn, dëst mat enger Prioritéit op der neier Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval. Et wor och vun Arcelor an de Lëtzebuerger Wierker en Aushang gemaach ginn, fir Mataarbechter aus de Lëtzebuerger Wierker fir déi nei Mëtteleisetrooss ze rekrutéieren.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Gëtt de STUL éischter zougemaach wéi den 1. am Lenz 2005, wa jo, wéini?

2. Wéi vill Leit vum STUL gi vu de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker iwwerholl?

3. Wéi vill dovunner gi rekrutéiert fir déi nei Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval?

4. Wéi vill Leit aus de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker si virgesinn, fir op der neier Mëtteleisestrooss ze schaffen?

**Réponse** (3.12.2004) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Aus heiteger Siicht ass Folgendes zur Fro vum Här Deputéierte Jaerling ze bemierken.

Den Arrêt vun den Installatioune vum STUL zu Lonkesch hängt vum Verlaf vum Ufuere vun där neier Mëtteleisestrooss zu Belval an vun de Kommanten of. De Moment ass den Arrêt zwëschent dem 28. Februar an dem 31. Mäerz virgesinn.

Op Grond vun den Dispositiounen vum „Plan de sauvegarde de l'emploi" an den Engagementer, déi vun der Arcelor geholl goufen, sollen 213 Leit vum STUL an déi Lëtzebuerger Wierker iwwerholl ginn.

Et ass haut nach ze fréi fir prezis Aussoen iwwert d'Zuel vun den Transferte vum STUL op den NTM ze maachen, well d'Prozedur vun der Affektatioun an dem Recrutement nach net ofgeschloss ass.

Zum heitegen Zäitpunkt (mëtt-November) si vun deenen 220 Posten, déi Mëtt 2005 um NTM solle besat sinn, der 119 verginn: 60 Posten u Mataarbechter vum STUL an 59 Posten u Mataarbechter aus Lëtzebuerger Wierker vun der Arcelor.

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32